



UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE, BOULOGNE-SUR-MER

Thèse

Pour obtenir le grade de docteur de l'ULCO

En Histoire contemporaine

Présentée et soutenue publiquement par

Benoit Forestier

Le 23 avril 2014

**L'AGRICULTURE ET LA SOCIÉTÉ RURALE DANS
L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL-SUR-MER DEPUIS 1850 :
PERMANENCES ET RUPTURES**

Directeur de thèse

M. Bruno Béthouart,

Professeur d'Histoire contemporaine à l'ULCO

JURY

M. Ronald HUBSCHER, Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris X-Nanterre

M. Édouard LYNCH, Professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lumière-Lyon II

M. Xavier BONIFACE, Professeur d'Histoire contemporaine à l'ULCO

La photographie mise en arrière plan et figurant sur la couverture : La famille de Sainte-Maresville dans les champs lors d'une moisson, vers la fin des années 1930, dans la commune d'Enquin-sur-Baillons. Source : Collection privée.

REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser ma reconnaissance à toutes les personnes qui m'ont apporté leur aide et dirigé au cours de mes recherches et lors de la réalisation de cette thèse.

Je remercie M. Bruno Béthouart pour sa confiance, son suivi attentif et l'intérêt suscité par les recherches menées. Par ses conseils avisés et ses encouragements répétés, ce travail a pu aboutir.

J'adresse ma reconnaissance à mon épouse et mes enfants pour leur soutien moral, ainsi qu'aux membres de la famille qui ont contribué par leur témoignage à cette étude.

Je tiens également à remercier les secrétaires de mairie des communes pour leur coopération, ainsi que les personnels des Archives départementales du Pas-de-Calais, des Archives diocésaines d'Arras et de la Cité de l'agriculture à Arras pour leur accueil chaleureux.

J'apporte aussi toute ma gratitude au co-fondateur et secrétaire général du Comité d'Histoire de Fauquembergues, M. René Lesage, pour avoir mis à ma disposition de nombreux ouvrages et bulletins historiques.

J'accorde également ma reconnaissance au président M. Delaporte et au secrétaire M. Tronquez de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer pour avoir mis à ma disposition les archives conservées par l'association.

Enfin, je tiens tout particulièrement à remercier les habitants de l'arrondissement de Montreuil qui ont contribué par leur témoignage à la réalisation de cette thèse.

INTRODUCTION

L'étude des mutations de l'agriculture et de la société rurale de 1850 à nos jours dans l'arrondissement de Montreuil s'avère particulièrement intéressante, en raison du caractère atypique de cet espace. L'arrondissement de Montreuil est la zone la plus rurale du Pas-de-Calais. Jusqu'aux années 1970, la population vit majoritairement à la campagne, alors que presque les deux-tiers des habitants du Pas-de-Calais sont des citadins à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, dans quatre des six cantons de l'arrondissement, dans les cantons dits de « l'intérieur », les habitants vivent toujours principalement à la campagne. L'arrondissement de Montreuil renferme aussi des zones aux conditions naturelles hétérogènes et donc aux pratiques agricoles diverses. Ainsi le Haut-Pays se détache le plus souvent du reste du territoire sur le plan agricole.

Outre la volonté d'évoquer la mémoire de mes grands-parents, paysans dans l'âme, et des cultivateurs de cette région, le peu de travaux effectués justifie le choix d'un tel sujet.

Les sources sont abondantes pour une étude centrée sur l'agriculture et la société rurale dans l'arrondissement de Montreuil de 1850 à 2000. Néanmoins, elles ne permettent pas toujours de trouver une réponse satisfaisante aux hypothèses formulées et de résoudre tous les problèmes. Les fonds versés aux archives départementales, notamment ceux de l'Administration générale, de la Direction des Services Agricoles et de la sous-préfecture de Montreuil sont riches sur le plan des statistiques. Mais, la documentation concernant les associations agricoles, la politique, la religion, les structures de production et de commercialisation est souvent lacunaire. Toute étude comparative à l'échelle des cantons et des communes s'avère ainsi particulièrement ardue.

La difficulté d'un tel travail réside également dans le traitement souvent fastidieux mais indispensable de milliers de données chiffrées concernant l'agriculture, la démographie ou encore la politique avec les résultats électoraux. Lorsque les tableaux récapitulatifs des enquêtes agricoles par canton ou par arrondissement sont inexistantes, le dépouillement des 141 questionnaires communaux est alors impératif. Il s'avère ainsi particulièrement long, compte-tenu de la masse importante des documents à traiter. C'est notamment le cas pour les enquêtes agricoles de 1936, 1940 et 1954.

Les archives postérieures à 1945 forment une masse impressionnante, pas toujours classée et ne regroupant parfois que des documents n'ayant aucun rapport entre eux. De plus, les documents conservés aux archives départementales ne concernent que les années 1950 et 1960. Pour la période allant de 1960 à 2000, peu de documents sont consultables. Les associations agricoles mettent peu de documents à la disposition du public. Certaines ne disposent d'aucun fonds autre que celui déposé aux archives départementales. C'est le cas des archives de la Société d'agriculture de Montreuil pour la période 1960-2000 qui ont été conservées par les présidents de l'association dans des conditions souvent difficiles. Les liasses de documents, presque toutes abîmées par l'humidité, ont été détruites. La publication régulière des comptes-rendus du groupement rédigés le plus souvent par les sociétaires dans les journaux agricoles et les hebdomadaires locaux ont quelque peu pallié le manque. Ceux-ci constituent d'ailleurs une source particulièrement riche, notamment pour l'étude de la vie quotidienne pendant la Grande Guerre, de l'outillage agricole et des structures de production et de commercialisation. Les journaux constituent aussi une tribune pour les candidats lors des élections cantonales et législatives, ce qui permet de comprendre certains enjeux politiques.

Peu de fonds sont versés aux archives départementales par les 141 communes de l'arrondissement qui, pour la plupart, restent attachées à leurs archives. En l'absence de classement et de personnels affectés pour ce type de service dans les mairies, l'accessibilité et

la consultation de ces documents sont relativement difficiles. L'historien est alors dépendant de la bonne volonté et de la coopération des élus locaux et des secrétaires.

L'un des problèmes fréquemment rencontrés au cours de cette étude est la difficulté d'obtenir des témoignages oraux fiables de cultivateurs, et plus particulièrement sur la productivité, l'endettement et la rentabilité des exploitations. En effet, peu d'exploitants agricoles, en activité dans la seconde moitié du XX^e siècle, acceptent de communiquer sur ces sujets. Le plus souvent, ils tiennent un discours pessimiste, peu objectif, en insistant principalement sur les difficultés du métier, sur l'effondrement de certains cours et sur le manque de rentabilité de leur exploitation. Seuls quelques cultivateurs appartenant au cercle familial nuancent leurs propos. Le monde agricole demeure en effet un monde particulièrement clos. Toutefois, les témoignages oraux des cultivateurs et des habitants de l'arrondissement permettent d'éclairer d'autres aspects. Ils s'avèrent particulièrement intéressants pour une étude de la vie quotidienne pendant l'Occupation allemande. Ils permettent aussi de comprendre le succès de certains hommes politiques sur le territoire, ainsi que le développement et le rôle du syndicalisme agricole.

D'autres témoignages, indirects, sont également importants pour cette étude. La plupart ont été rédigés par les témoins eux-mêmes et publiés dans les revues historiques du Comité d'Histoire du Haut-Pays. Ils concernent principalement la vie sous l'Occupation allemande en 1940-1944. D'autres sont des monographies d'exploitations agricoles écrites par l'instituteur du village. Les curés eux-mêmes apportent leur témoignage, en notant régulièrement les événements qui se déroulent dans la commune dans le registre de paroisse. Celui-ci, conservé aux archives diocésaines d'Arras, permet notamment d'étudier l'évolution des mentalités et surtout de pouvoir évaluer les tensions qui existent entre les défenseurs de l'Église et les anticléricaux sous la III^e République.

Enfin, il est également important de signaler l'apport méthodologique que représente pour l'histoire rurale de la fin du XIX^e siècle la thèse de doctorat de Ronald H. Hubscher, soutenue à l'Université de Paris IV en septembre 1978 et intitulée « L'Agriculture et la Société rurale dans le Pas-de-Calais du milieu du XIX^e siècle à 1914 ».

Le but de ce travail est de s'interroger sur l'évolution de l'agriculture et de la société rurale dans l'arrondissement de Montreuil entre 1850 et 2000, mais aussi sur les mutations qui ne sont pas toujours de même ampleur que dans le reste du département. La modernité se heurte plus largement aux mentalités conservatrices, ce qui fait de ce territoire, un espace atypique. Il s'agit notamment d'examiner l'impact de la modernité sur les cultures, l'élevage, les techniques de production, les structures foncières, la commercialisation et la société en général. L'établissement d'une analyse comparative avec les autres arrondissements du Pas-de-Calais s'impose donc pour rendre compte du degré de développement agricole dans l'arrondissement de Montreuil et pour affirmer les particularités de celui-ci. L'objectif de ce travail est également de mesurer les facteurs de la transformation de l'agriculture et de la société rurale, et la manière dont les associations agricoles, les instituteurs de la république, les élus, le clergé et divers autres agents actifs contribuent au développement de l'agriculture. Enfin, il est important d'étudier ces mutations à l'échelle cantonale et communale afin de comprendre certaines orientations prises en matière agricole et de se rendre compte de la particularité de certains espaces par rapport aux autres.

L'analyse des productions est largement privilégiée, car elle permet de se rendre compte du degré de développement. Elle nécessite néanmoins au préalable une description géographique de l'arrondissement et un rappel des événements antérieurs, apportant quelques éléments explicatifs. En effet, les conditions naturelles sont particulièrement hétérogènes d'un canton à l'autre, mais aussi d'un arrondissement à l'autre. Elles sont déterminantes dans le choix des cultures et le type d'élevage privilégié. L'étude de l'évolution des instruments en

usage et des propriétés foncières tout au long de cette période suscite également un certain intérêt. L'examen des structures de commercialisation est également incontournable puisqu'il permet de déceler le degré d'ouverture à l'économie de marché.

L'étude de l'évolution démographique dans un canton rural, à une période où l'exode s'intensifie et la main-d'œuvre se raréfie, tient également une place particulière. La mécanisation de l'agriculture est-elle à l'origine de la diminution de la masse salariale ou au contraire en est-elle la conséquence ? L'analyse de la population active est également incontournable, puisque les mécaniciens et les machinistes remplacent peu à peu les maréchaux et les charrons.

Pour comprendre les mutations du monde rural et agricole tout au long de la période, il est également important d'examiner l'évolution des mentalités.

Trois étapes successives semblent apparaître dans les mutations de l'agriculture et de la société rurale entre 1850 à nos jours dans l'arrondissement de Montreuil. Quelles sont ces trois moments et par quels types de transformations se caractérisent-ils ? Les guerres de 1914-1918 et de 1939-1945 constituent-elles un véritable frein au développement ou au contraire ont-elles accéléré la modernité sur le territoire ?

PARTIE I

LES PRÉMICES D'UN MONDE RURAL EN PLEINE MUTATION DANS L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL DU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE À 1914

CHAPITRE 1 : L'IDENTITÉ GÉOGRAPHIQUE ET HISTORIQUE DU TERRITOIRE

Pour comprendre l'évolution du monde agricole à partir du Second Empire, il est indispensable de présenter le contexte géographique et historique du territoire. Retracer l'histoire de cet espace est une nécessité puisqu'elle permet de comprendre le monde agricole et rural dans lequel vivent les Montreuillois au XIX^e et au XX^e siècle et surtout dans quel état d'esprit les Hommes abordent l'entrée dans la modernité. Le poids des traditions, ainsi que les événements qui ont marqué les mentalités, peuvent expliquer certains comportements et notamment la persistance d'usages en matière agricole archaïques.

Le paysan, depuis toujours, est dépendant des conditions naturelles. Les récoltes sont tributaires des aléas climatiques, mais aussi du relief et de la qualité du sol. Il est donc également important de s'attarder sur les caractères topographiques du territoire. Ceux-ci peuvent expliquer les divergences de pratiques culturelles, les disparités sur le plan productif, ou encore la répartition de la population.

D) Les conditions naturelles : un facteur déterminant

L'arrondissement de Montreuil : un territoire atypique

Un territoire composé de trois « morceaux de province »

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un espace déterminé par des critères administratifs, celui de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer. Or, il est vrai que cet espace est loin d'être un territoire homogène sur le plan historique.

Il regroupe des communes provenant de provinces différentes : le Boulonnais, l'Artois et la Picardie. Comme le souligne le botaniste et agronome français Dumont de Courset, en 1784, dans un ouvrage consacré à l'agriculture, « le pays [Boulonnais] est borné (...) au Midi par la Picardie, dont la Canche fait la séparation »¹. Il correspond globalement aux cantons d'Étaples et d'Hucqueliers². Le canton de Montreuil³, de même que six communes de celui de Campagne-lès-Hesdin⁴ et une localité de celui d'Hesdin⁵ sont rattachés sous l'Ancien Régime à la province de la Picardie. Enfin les cantons de Fruges et d'Hesdin⁶, ainsi que les deux-tiers des communes de celui de Campagne-lès-Hesdin⁷, font partie de l'Artois.

¹ DUMONT DE COURSET, *Mémoires sur l'Agriculture du Boulonnais et des cantons maritimes voisins*, Boulogne, 1784, 262 pages.

² Quelques communes du canton d'Hucqueliers, situées à l'Est, sont toutefois artésiennes. C'est le cas des localités d'Humbert, de Campagne-lès-Boulonnais, de même que les trois quarts du territoire de Verchocq et le quart de la commune de Rumilly. Trois villages, localisés dans les autres cantons de l'arrondissement, font aussi partie du Boulonnais sous l'Ancien Régime. Il s'agit de Neuville, Marles-sur-Canche et Sempy.

³ A l'exception de Neuville-sous-Montreuil.

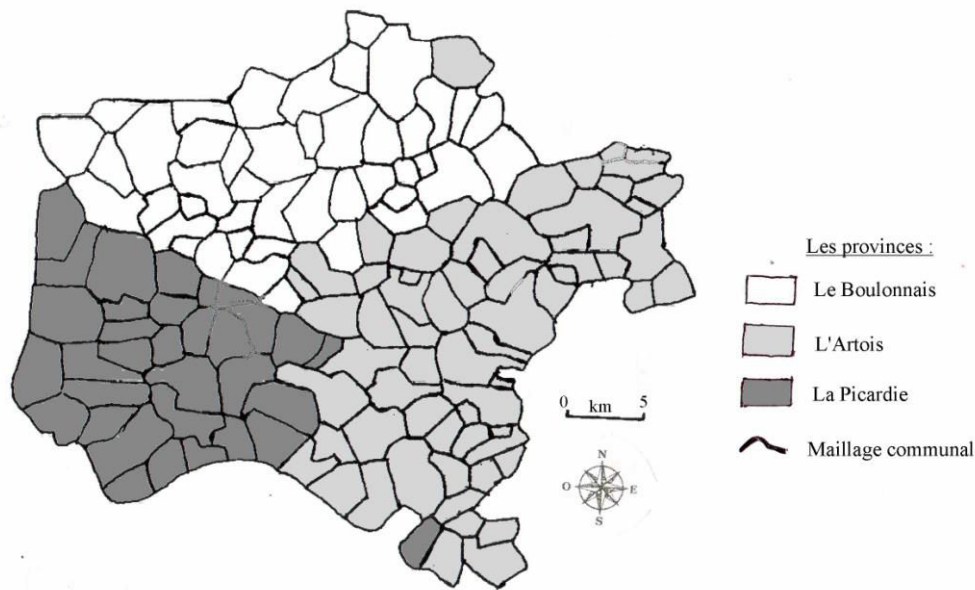
⁴ Il s'agit de Boisjean, Brimeux, Buire-le-Sec, Lespinoy, Maintenay et Roussent.

⁵ La localité est celle de Raye-sur-Authie.

⁶ Raye-sur-Authie est la seule exception.

⁷ Il s'agit de toutes les communes, à l'exception de Marles-sur-Canche, Sempy, Boisjean, Brimeux, Buire-le-Sec, Lespinoy, Maintenay et Roussent.

Document 1 : Un arrondissement formé de trois « morceaux de province »



Source : d'après les données contenues dans BELLART P., BOUGARD P., ROLLET C., *Paroisses et communes de France, dictionnaire d'Histoire administrative et démographique, Pas-de-Calais*, Université de Lille III, Ed. Universitaires, 2 volumes, Lille, 1975, 1400 p.

Un espace administratif

L'arrondissement de Montreuil-sur-Mer est créé le 28 pluviôse an VIII (le 17 février 1800). Il fait partie du département du Pas-de-Calais et est divisé en six cantons : Étaples, Montreuil, Campagne, Hesdin, Hucqueliers et Fruges. Le nombre de communes faisant partie de cette entité administrative fluctue tout au long de la période. Il passe de 139 au milieu du XIX^e siècle à 142 au début du siècle suivant⁸. Des hameaux deviennent des municipalités, comme Roussent⁹ en 1858, Rang-du-Fliers¹⁰ le 17 juillet 1870 par décret impérial, et Le Touquet-Paris-Plage¹¹ le 28 mars 1912. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'arrondissement compte 140 communes. Le village d'Équemicourt est rattaché à Maresquel par décision du préfet le 24 janvier 1968. Bouin et Plumoison fusionnent le 24 avril 1970.

Le nombre de cantons est stable sur toute la période. Il faut attendre le premier janvier 1991 pour voir naître un septième canton, celui de Berck¹². Enfin, depuis le premier janvier 2007, le canton du Parcq et ses 24 communes¹³ sont rattachés à l'arrondissement.

⁸ Annexe 1.

⁹ La commune de Roussent est rattachée à celle de Maintenay du 20 octobre 1824 au 18 mai 1858.

¹⁰ Rang-du-Fliers est un hameau de Verton.

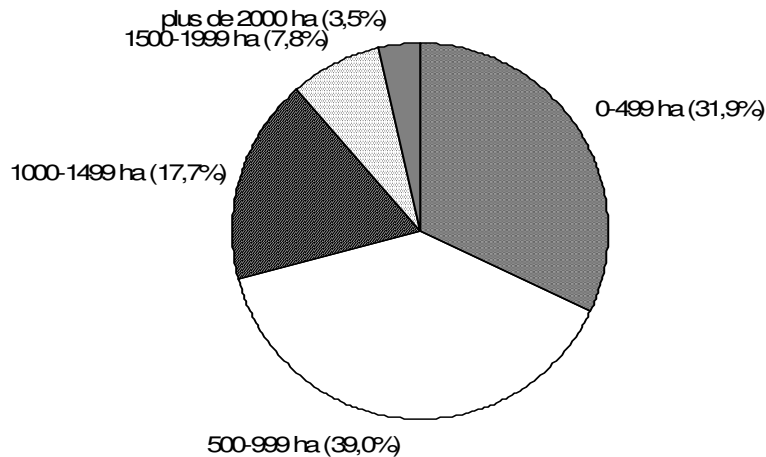
¹¹ Le Touquet-Paris-Plage est fondé en 1912 sur le territoire de Cucq.

¹² En 1991, le canton de Montreuil comprend les communes de Beaumerie-Saint-Martin, La Calotterie, Campigneulles-les-Grandes, Campigneulles-les-Petites, Cucq, Écuires, Lépine, La Madelaine-sous-Montreuil, Merlimont, Montreuil, Nempont-Saint-Firmin, Neuville-sous-Montreuil, Saint-Aubin, Saint-Josse-sur-Mer, Sorrus, Le Touquet-Paris-Plage et Wailly-Beaucamp. Le canton de Berck comprend les communes d'Airon-Notre-Dame, Airon-Saint-Vaast, Berck, Colline-Beaumont, Conchil-le-Temple, Groffliers, Rang-du-Fliers, Tigny-Noyelle, Verton et Waben. Les communes de Cucq et le Touquet sont détachées du canton d'Étaples et rattachées à celui de Montreuil en 1991.

¹³ Tout au long de la période étudiée, le canton du Parcq et ses vingt-quatre communes font partie de l'arrondissement de Saint-Pol-sur-Ternoise, puis de l'arrondissement d'Arras lorsque celui-ci disparaît.

Le territoire s'étend sur 112 505 hectares, soit environ un sixième du département. Les cantons n'ont pas tous la même superficie¹⁴. D'après les enquêtes agricoles du début du XX^e siècle, le plus vaste est celui de Montreuil avec 23 951 hectares. A l'inverse, l'entité la moins étendue est celle d'Hesdin avec 13 844 hectares.

Document 2 : La répartition des communes selon leur étendue (en %)



Source : d'après la statistique agricole de 1900.

Le maillage communal est particulièrement hétérogène. Néanmoins, plus des deux tiers des localités disposent d'un territoire inférieur à mille hectares. Seules seize communes sur cent quarante et une ont une superficie supérieure à 1500 hectares.

Un territoire avant tout rural

En 1851, 81,1% des habitants de l'arrondissement vivent à la campagne¹⁵. En 1931, les ruraux représentent 55,8% de la population, alors qu'ils sont désormais minoritaires en France¹⁶. Il faut attendre les années 1970 pour que l'arrondissement compte plus de citadins que de campagnards. En 1999, 45,7% de la population vit dans des communes de moins de 2000 habitants. La population urbaine se concentre principalement sur le littoral. Les quatre cantons dits de « l'intérieur », qui couvrent les deux tiers du territoire, ne renferment que deux villes : Hesdin et Fruges, deux bourgs ruraux dont la population n'excède pas les 3000 habitants. En 2006, environ 70% des habitants des cantons d'Hesdin et de Fruges vivent à la campagne¹⁷. Dans les cantons de Campagne et d'Hucqueliers, la population est exclusivement rurale. De plus, Montreuil-sur-Mer fait partie des chefs-lieux d'arrondissement les moins peuplés de France avec seulement 2331 habitants en 2006¹⁸. La localité aurait atteint son maximum de population au XVIII^e siècle avec plus de 5000 habitants¹⁹.

¹⁴ Les sources sont nombreuses, mais les données sont loin d'être identiques. Par exemple, le canton d'Hucqueliers s'étendrait sur 23013 hectares d'après l'enquête agricole de 1912, mais seulement sur 21539 hectares d'après l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais* de 1810.

¹⁵ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1852.

¹⁶ *Ibidem*, 1932.

¹⁷ Il faut évidemment considérer que les communes de plus de 2000 habitants agglomérés au centre sont des villes.

¹⁸ À partir des données mises en ligne sur Internet par l'INSEE (Insee.fr).

¹⁹ BETHOUART B. (dir.), *Histoire de Montreuil-sur-Mer*, Editions Henry, Montreuil-sur-Mer, 2008, 404 p., p 193.

De plus, la société montreuilloise est avant tout agraire. Le territoire est peu touché par la révolution industrielle du XIX^e siècle, alors que l'industrie liée à l'extraction du charbon dans l'Est du Pas-de-Calais, la métallurgie et la construction mécanique dans le Boulonnais et autour d'Arras, les manufactures de textile à Calais et les papeteries dans l'Audomarois se développent. En 1912, l'arrondissement de Montreuil ne compte que quelques papeteries de moins d'une centaine de salariés et des établissements agroalimentaires²⁰. Les sucreries de Marconnelle et de Rang-du-Fliers, et les usines laitières de Verton et de Groffliers, liées au secteur agricole, constituent l'essentiel de la trame industrielle. Les Montreuillois vivent donc principalement de l'agriculture, du moins jusqu'aux années 1950 avant le développement du tourisme.

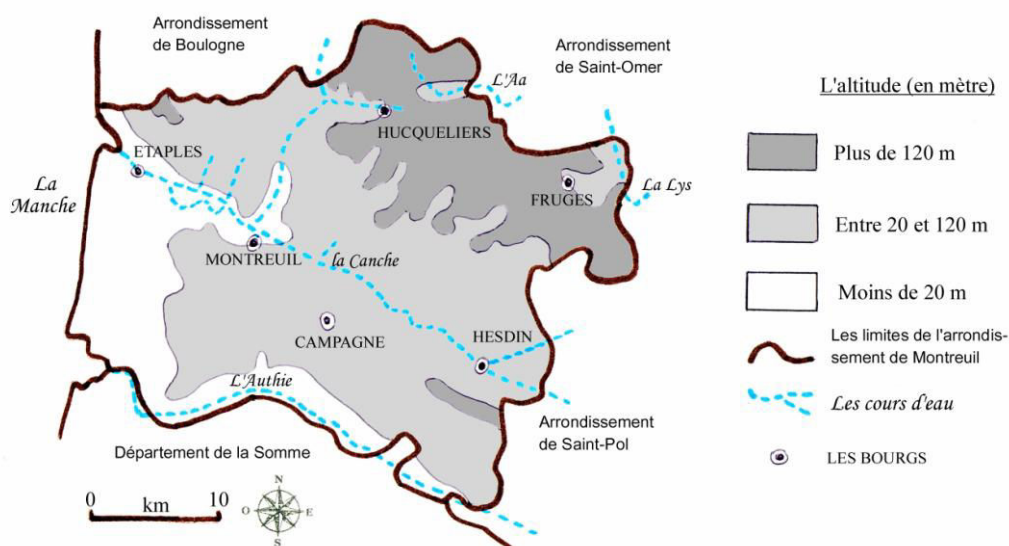
Des conditions naturelles hétérogènes

La situation géographique d'un territoire reste l'un des facteurs déterminants des usages en matière agricole. Le paysan est dépendant des conditions naturelles.

Une opposition entre le littoral et le relief escarpé du Nord-Est

Les phénomènes géologiques et tectoniques accompagnés d'une érosion importante explique la configuration du relief, opposant ainsi l'Ouest à l'Est du territoire de Montreuil. À l'ère Tertiaire, les Pyrénées et les Alpes naissent de mouvements de la croûte terrestre. Or, ceux-ci se font sentir jusque dans le Nord de la France. Il se produit « tout un faisceau de plissements ou plus exactement d'ondulations parallèles orientées du S.-E. au N.-O. Ces ondulations ont commandé la direction des vallées principales du pays de la craie », notamment de celles de la Canche et de l'Authie²¹.

Document 3 : Le relief dans l'arrondissement de Montreuil



Source : d'après les données des cartes IGN

²⁰ Arch. dép., M1326, Statistique agricole annuelle, 1912, tous les arrondissements.

²¹ POTEZ Général, *Géologie des environs de Montreuil-sur-Mer*, Montreuil-sur-Mer, 32 p., p 23.

À ce premier système de plis, vient s'en ajouter un second perpendiculaire. En effet, les affluents de la Canche, dont les principaux sont la Ternoise et la Course, s'écoulent dans des vallées parallèles, orientées du N.E. au S.O. et étroites. L'érosion a ensuite creusé ces petites dépressions, accentuant ainsi les dénivelés dans le Nord-Est du territoire. En effet, ceux-ci dépassent les cent mètres sur une distance souvent inférieure à un kilomètre. C'est notamment le cas dans la commune d'Enquin-sur-Baillons. Le Bois Ratel est à 150 mètres d'altitude alors que le centre du village dans lequel s'écoule la rivière est à 46 mètres au-dessus du niveau de la mer. Or, les deux lieux ne sont distants que d'environ six cent mètres. Ces espaces sont donc particulièrement pentus, ce qui rend difficile le travail de la terre et incite le paysan à s'orienter vers l'élevage. Dans le quart nord-est de l'arrondissement, les zones dont le degré de déclivité est supérieur à 15% sont fréquentes.

Un climat nuancé

Le climat, de type océanique flamand, se caractérise par une importante humidité atmosphérique. Or, les précipitations ne se répartissent pas uniformément sur le territoire. Elles sont beaucoup plus conséquentes à l'intérieur des terres que sur le littoral. En effet, en raison d'un phénomène d'ascendance orographique, les collines du nord-est de l'arrondissement sont les espaces les plus arrosés du département et même de toutes les régions situées au nord de Paris. Ainsi autour d'Hucqueliers, dont les monts culminent fréquemment à plus de 180 mètres au-dessus du niveau de la mer (L'altitude maximale est de 201 mètres sur le haut-plateau dans l'extrême nord du canton, près de la Chaussée Brunehaut), il tombe plus d'un mètre d'eau par an, contre 850 mm à Montreuil, 800 mm à Étaples, 750 mm à Boulogne et 650 mm à Arras²². Quantitativement chaque année, il pleut, en moyenne, deux fois plus dans le canton d'Hucqueliers qu'à Paris²³. L'érosion est donc beaucoup plus intense dans cette partie du territoire, ce qui a pour conséquence d'appauvrir les sols.

Le régime atmosphérique se manifeste également par une amplitude thermique croissante d'ouest en est. En effet, dans le Haut-Pays, le relief réduit l'influence modératrice de la mer. L'hiver, les températures décroissent du littoral aux collines, et inversement l'été. Ainsi, dans les cantons d'Hucqueliers et de Fruges, les hivers sont plus rigoureux et les gelées plus fréquentes que dans le reste de l'arrondissement. Au XIX^e siècle, les agriculteurs étrangers à cette région qualifient ces territoires de « haut et froid pays », en raison des neiges et des glaces qui retardent la venue du printemps de plusieurs semaines²⁴. Ainsi, la végétation du Haut-Pays possède quinze à vingt jours de retard sur celle du reste du département. La moisson est donc plus tardive dans les zones élevées que sur le littoral et dans les vallées de la Canche et de l'Authie. L'hiver de 1783 témoigne de la rudesse du climat dans le nord-est de l'arrondissement, et plus largement dans le Haut-Boulonnais. D'après Dumont de Courset, « tandis que le rivage restait indemne, les arbres du Haut-Boulonnais blancs de neige cédaient au poids des frimas »²⁵. Dans les cantons d'Hucqueliers et de Fruges, les saisons estivales et hivernales sont plus longues que sur le littoral.

²² D'après les relevés de Météo France sur la période 1961-1990. Les données ont été arrondies.

²³ TRIBONDEAU J., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1937, 259 p., p 9. À Paris, chaque année, il tombe en moyenne un peu plus de 500 mm d'eau.

²⁴ DEMANGEON A., *La plaine picarde, La Picardie et les régions voisines, Artois, Cambrésis, Beauvaisis*, Paris, 1905, 496 p., 4^e édition, Paris, 1973, p 95.

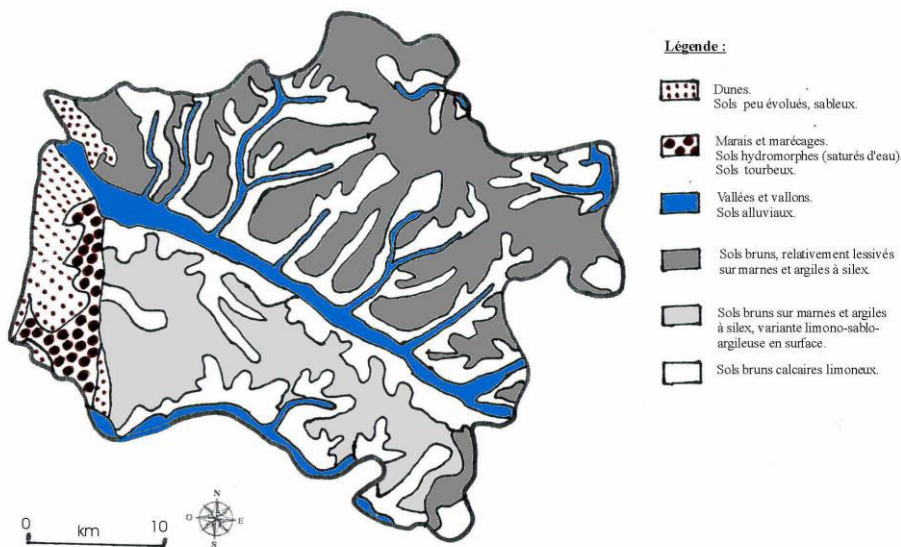
²⁵ DUMONT DE COURSET, *Op. cit.*, p 95.

Des sols différenciés

Sur le territoire de Montreuil, toutes les terres ne sont pas de la même qualité. Leur composition varie à l'échelle locale. Ainsi, les espaces les plus fertiles, c'est-à-dire chargés en limons, sont les vallées de l'Authie et de la Canche. Il en est globalement de même pour les nombreux valls étroits et secs des affluents des deux fleuves.

La Canche constitue une limite entre deux zones dont les terres n'ont pas vraiment les mêmes propriétés. Ainsi, au nord du fleuve, alors que les terres du fond des petites vallées sont alluviales, les interfluves et le sommet des versants sont composés pour l'essentiel d'argile à silex et de limons loessiques²⁶. La présence d'argile rouge à silex résulte d'une décalcification de la roche crayeuse par dissolution chimique, à l'époque pléistocène, c'est-à-dire il y a deux à trois millions d'années²⁷. De nombreuses analyses, effectuées au cours des siècles, confortent ce constat. M. Pagnoul a notamment étudié les propriétés physiques et chimiques des terres de plusieurs localités des cantons d'Étaples, d'Hucqueliers et de Fruges. Par exemple, sur le territoire de Beussent, il détecte dans l'ensemble des terres assez argileuses et riches en potasse, mais contenant peu d'acide phosphorique, d'humus et d'azote. Ces sols sont donc en grande partie de qualité médiocre, à l'exception du fond de la vallée de la Course²⁸. Une analyse du sol a également été effectuée dans la commune d'Hucqueliers par d'autres géologues²⁹. Le sol est classé dans l'ensemble silico-argileux, du fait de l'importance du sable fin, du limon et de l'argile. Les terres de la commune sont toutefois de qualité passable. Seul l'azote est en quantité abondante. Le sol manque très souvent de calcaire et impose la pratique du marnage.

Document 4 : La pédologie de l'arrondissement de Montreuil



Source : d'après « Région Nord-Pas-de-Calais, Ministère de l'Agriculture, DRAF-SRHA, Mission sol, 2000 ».

²⁶ PINCHEMEL Ph., *La région boulonnaise*, Boulogne-sur-Mer, 1965, 341 p., p 20.

²⁷ DEMANGEON A., *Op. cit.*, p 62.

²⁸ PAGNOUL A., *Terres arables du Pas-de-Calais, Méthodes d'analyse, Résultats obtenus, Recherches diverses*, Arras, 1894, 129 p., p 47, p 51-52, p 80-81 et p 94.

²⁹ PAE des collèges d'Hucqueliers et de Fauquembergues, *5000 ans de vie rurale dans le Haut-Pays*, 1980-1982, 211 p., p 11.

Les terres des territoires situés au nord-est de la Canche, à forte proportion d'argile à silex, sont appelées « biefs ». Elles sont difficiles à travailler et impliquent l'utilisation de techniques agricoles avancées et d'un outillage plus moderne. Ce sol est très collant en hiver et très dur en été, notamment lors de sécheresses³⁰.

Lors d'une conférence faite devant les élèves de l'École Primaire Supérieure de Montreuil-sur-Mer au début du XX^e siècle, le général Potez établit le même constat : « L'argile à silex s'est formée de préférence sur les points hauts ; pour trouver ses affleurements aux environs de Montreuil, il faut surtout les chercher sur les terrains élevés du Boulonnais, dans la région de Frencq, Cormont, Bernieulles, Parenty, Preures et plus au nord. L'argile à silex étend parfois au-dessus de la craie blanche un manteau imperméable de plusieurs mètres d'épaisseur qui rend certaines régions très marécageuses. Elle n'offre à la culture que des terres froides, caillouteuses, difficiles à cultiver ; la moisson y est tardive »³¹.

Au sud de la Canche, les sols sont de meilleure qualité. Ils se composent également d'une couche d'argiles à silex recouverte, à la différence des terres analysées précédemment, d'un mélange d'argiles, de limons et de sables. Le territoire de Guigny, par exemple, « repose sur le limon des plateaux, l'argile à silex et la craie à silex, dont les dernières assises viennent affleurer sur quelques points »³². Ces sols seraient dans l'ensemble particulièrement meubles et facile à cultiver³³. Cette terre « épargne les attelages et les outils. Les racines des plantes s'y développent librement ; la betterave n'y bifurque pas. C'est un sol profond où les racines peuvent recueillir les éléments nutritifs sur un long trajet. C'est un sol perméable, traversé par un réseau capillaire de petits canaux où circulent l'air et l'eau. (...) Aussi le limon est la terre privilégiée où se pressent les hommes et les cultures »³⁴. Les terres situées au sud de la Canche sont donc particulièrement fertiles.

Enfin, le littoral, de Camiers à Groffliers, se compose globalement de sols sableux, tourbeux et hydromorphes. Le sable proviendrait soit des alluvions de la Canche et de l'Authie, soit des anciennes marées qui submergeaient l'espace côtier. Les terres, gorgées d'eau, sont difficilement cultivables au début du XIX^e siècle. C'est le cas de la vallée de l'Airon qui se situe en dessous du niveau de la mer. Mais, entre 1791 et 1865, des travaux d'assèchement complet sont menés³⁵. Le sol, riche en limons, devient alors particulièrement fertile. Il en est de même pour les territoires de Saint-Josse, de la Calotterie, de Merlimont et de Cucq, particulièrement marécageux.

Étant en partie liée à la qualité des sols, la productivité agricole est « naturellement » plus importante sur le littoral et dans les vallées alluviales. Pour tenter d'obtenir des rendements comparables, les paysans du Haut-Pays, disposant de sols relativement pauvres, n'auront pas d'autres recours que d'utiliser à partir du XIX^e siècle des engrais chimiques. Cette pratique permettra certes d'accroître les rendements, mais ne comblera pas le retard avec le reste de l'arrondissement. En effet, les cultivateurs de la plaine côtière et des grandes vallées feront également l'usage de minéraux artificiels pour augmenter la productivité. De plus, la contrainte de la pente constituera un véritable frein, dans les collines du Nord-Est, à l'utilisation des premiers instruments innovants. Or, ces derniers seront largement diffusés

³⁰ PINCHEMEL Ph., *Op. cit.*, p 20.

³¹ POTEZ Général, *Op. cit.*, p 21.

³² PAGNOUL A., *Terres arables du Pas-de-Calais, Méthodes d'analyse, Résultats obtenus, Recherches diverses*, Arras, 1894, 129 p.

³³ POTEZ Général, *Op. cit.*, p 26.

³⁴ DEMANGEON A., *Op. cit.*, p 64.

³⁵ TRIBONDEAU J., *Op. cit.*, p 37.

dans les exploitations du reste du territoire de Montreuil. Les conditions naturelles apparaissent ainsi comme un véritable handicap pour les agriculteurs des cantons d'Hucqueliers et de Fruges.

Des paysages variés, structurés par les conditions naturelles

L'arrondissement de Montreuil renferme globalement trois grands types de paysages, structurés par la topographie, le climat et la nature des sols.

Une typologie des paysages

Tout d'abord, à l'ouest, une plaine maritime marécageuse, allant d'Étaples à Berck, forme les Bas-champs. Asséché progressivement au cours de la première moitié du XIX^e siècle, cet espace plane devient particulièrement fertile sur le plan agricole.

Ensuite, dans la partie sud, deux grandes vallées Est/Ouest dans lesquels s'écoulent la Canche et l'Authie, forme une seconde zone de paysages appelée le « Pays de Montreuil ». Celui-ci est marqué par l'importance des prairies et de la grande culture. Il comprend globalement les cantons de Campagne, de Montreuil, et d'Hesdin.

Enfin, le reste du territoire est composé de paysages plus « sauvages », caractérisés par de forts dénivelés et une altitude relativement élevée des monts. Ce dernier espace, aux terres froides, érodées et relativement pauvres, est plus propice à l'élevage. Il s'agit du Haut-Pays d'Artois, composé des cantons d'Hucqueliers et de Fruges.

Document 5 : Vue sur le mont surplombant Esgranges à Bezinghem, dans le canton d'Hucqueliers (131 mètres d'altitude)³⁶



Source : B. Forestier, juin 2009.

³⁶ Ce cliché a été pris sur l'extrémité sud du plateau de Zoteux, sur les limites des territoires du Fays et de Grigny, des hameaux de Bezinghem (à 157 mètres d'altitude). Le dénivelé est d'environ 100 mètres entre l'endroit où le cliché a été pris et le fond d'Esgranges (au second plan sur l'image) alors que les deux espaces sont distants de moins d'un kilomètre de l'un et de l'autre. Le degré des pentes est donc important.

Des paysages façonnés par l'homme ?

Par définition, un paysan est un homme qui façonne le paysage. Mais, le plus souvent, il n'a pas d'autres choix que de s'adapter aux contraintes du milieu naturel dans lequel il vit. Les paysages sont avant structurés par le climat, la qualité des sols et le relief. Et cela est particulièrement vrai dans les localités du nord-est de l'arrondissement. Un cultivateur ne peut ensemençer une parcelle de céréales, si celle-ci est trop pentue et se compose d'argiles à silex. Le phénomène d'érosion, accentué par le fait que cette zone est l'une des plus arrosées du département, est bien trop important. Les pâturages sont donc naturellement privilégiés. A l'inverse, les Bas-Champs sont des paysages profondément marqués par la main de l'Homme. La plupart des terres sont d'anciens marécages asséchés pour être propre à la culture.

Pour les paysans du Haut-Pays, la nature apparaît plutôt comme une contrainte, un frein au développement agricole, alors qu'elle semble être un véritable atout pour les cultivateurs du littoral et des grandes vallées.

II) Un espace rural au passé mouvementé

Des nomades de la Préhistoire aux paysans du Moyen Âge

Les premières civilisations agricoles sur le territoire

Du Paléolithique au Mésolithique, les nomades vivent principalement sur le littoral et dans les vallées de l'Authie et de la Canche. Quelques sites découverts dans ces régions en témoignent. C'est notamment le cas du gisement de la terrasse alluviale de Bagarre, près Étapes, avec son outillage lithique riche en bifaces, daté de 240 000 ans avant notre ère. L'homme de Neandertal a également laissé des traces de son passage à Gouy-Saint-André. En effet, des instruments remontant à l'époque moustérienne, c'est-à-dire vers 80 000 avant J.C., ont été retrouvés dans la commune³⁷. Cependant, peu de traces de la présence de chasseurs ont été découvertes dans le nord-est de l'arrondissement. Seuls quelques bifaces ont été ramassés sur les territoires d'Alette, Bezinghem et Preures³⁸. Il semblerait que les premiers hommes eussent préféré occuper la plaine littorale et les grandes vallées plutôt que les collines boisées du Haut-Pays.

À partir du V^e millénaire avant J-C, au Néolithique, la culture et l'élevage font leur apparition dans le Nord de la France. Ces pratiques sont diffusées, auprès des populations locales, par des colons, appelés « danubiens » par les archéologues. Ces derniers sont essentiellement originaires du Rhin et de la Meuse³⁹. Une économie nouvelle se met alors en place, caractérisée par le passage d'une économie de chasse et de cueillette à une économie productive. Certains historiens parlent alors de « mutation économique irréversible »⁴⁰ ou de « révolution »⁴¹.

³⁷ BETHOUART B. (dir.), *Op. cit.*, p 8.

³⁸ LESAGE R., « Inventaire archéologique : artefacts et sources du Haut-Pays et des cantons voisins », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°74, 2008, p 15-38.

³⁹ BOUGARD P. et NOLIBOS A. (dir.), *Le Pas-de-Calais de la préhistoire à nos jours*, Saint Jean d'Angély, éditions Bordessoules, 1988, 438 p., p 33.

⁴⁰ *Ibidem*, p 33.

⁴¹ PIERRARD P., *Histoire du Nord, Flandre, Artois, Hainaut, Picardie*, édit Hachette, 1978, 404 p., p 20.

L'apparition de l'agriculture et de l'élevage entraîne la sédentarisation des populations locales dans les premiers villages. Ces derniers sont construits sur les plateaux, mais aussi sur l'eau. Une cité lacustre importante semble avoir existé dans les tourbières de Brimeux. Vers 1895, des ouvriers auraient découvert près du chemin de fer, à 3m75 de profondeur sous la tourbe, un tablier de bois d'une largeur de cinq mètres et d'une longueur indéterminée. A proximité, un amas de rebut de cuisine et un plat en étain, grossier et épais, ont été retrouvés⁴². Cette station lacustre daterait de l'âge de bronze.

D'autres vestiges retrouvés à Conchil-le-Temple, à Waben, mais aussi à Étaples, sur les versants aux Sablins, à Tubersent et sur le plateau de Sorrus, témoignent de la présence de populations sédentaires sur le territoire à l'époque néolithique. D'après Jean-Claude Routier, au début de l'âge de bronze, vers 2000 avant notre ère, la vallée de la Canche aurait été un axe de circulation privilégié par les populations britanniques pour pratiquer le commerce sur le continent⁴³. Les traces retrouvées près d'Étaples attesteraient l'existence d'une forte concentration humaine à l'embouchure du fleuve. L'hypothèse de la présence d'une cité lacustre à Brimeux, prend alors tout son sens. Car, la station qui se situerait en amont de l'estuaire de la Canche, pourrait avoir joué un rôle de relais sur le plan commercial.

Les agriculteurs s'installent dans un premier temps sur la bande littorale et dans la vallée de la Canche, avant de migrer plus tardivement dans les terres vallonnées et boisées du Nord-Est. Des outils de pierre, découverts à Montcavrel, Humbert, Zoteux, Preures, Hucqueliers et Alette, témoignent de leur présence à l'époque néolithique⁴⁴. Par exemple, sur le plateau du « Mont Fayel » à Montcavrel, des haches polies, des tranchets, des pics, des racloirs et des grattoirs en silex ont été ramassés entre 1976 et 2003⁴⁵. Mais, des pointes de flèches à pédoncules et à ailerons, datant du Néolithique final, découvertes ça et là dans le nord-est de l'arrondissement, montrent que les collines boisées sont avant tout des territoires de chasse.

À l'âge de fer, le territoire de Montreuil est une zone de contact entre deux peuples indigènes qui sont installés de part et d'autre de la Canche : Les Ambiens, au sud, et les Morins, au nord. Les Morins (« gens de mer » en celtique) sont les plus nombreux sur le territoire. Ce sont des celtes belges qui ont migré du Nord vers la région boulonnaise, entre 300 et 150 avant J-C⁴⁶. L'origine et les mœurs des Morins sont peu connus, car les écrits romains relatent essentiellement les événements de la conquête romaine, en insistant sur les victoires de César.

Toutefois, certaines sources indiquent qu'à l'époque des conquêtes romaines, le Nord est une région économique dynamique, notamment sur le plan agricole. L'archéologie confirme ce constat en révélant notamment l'existence d'importantes fermes indigènes à Nempont-Saint-Firmain et à Conchil-le-Temple. Fondés par les Ambiens, à partir du II^e siècle avant J.C., ces habitats ruraux sont protégés par un système de fossés. Dans la ferme de Conchil-le-Temple, découverte par R. Agache en 1976, les fossés forment un rectangle de 93 mètres de longueur sur 81 mètres de largeur. A l'intérieur du domaine ainsi délimité, de nombreux bâtiments s'organisent autour du puits : plusieurs maisons, des greniers et des silos à grains⁴⁷.

⁴² POTEZ Général, *Op. cit.*, p 31-32.

⁴³ BETHOUART B. (dir.), *Op. cit.*, p 8-9.

⁴⁴ PAE des collèges d'Hucqueliers et de Fauquembergues, *Op. cit.*, carte p 17.

⁴⁵ ROUTIER J.C., « Mobilier du site néolithique du Mont Fayel à Montcavrel », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°65-66, 2003, p 26-40.

⁴⁶ PIERRARD P., *Op. cit.*, p 26.

⁴⁷ BOUGARD P. et NOLIBOS A. (dir.), *Op. cit.*, p 42

Les armées romaines entrent dans le Nord en 57 avant J-C. Après de sanglantes batailles, les Morins se soumettent en 55, peu après les Atrébates d'Artois. Mais en 52, ils se joignent à l'armée atrébate conduite par Comm, pour secourir Vercingétorix assiégé dans Alésia. Vaincus, Comm et son armée finissent par accepter la domination romaine⁴⁸.

Un territoire romanisé puis germanisé

L'arrondissement de Montreuil fait partie de la province de Gaule Belgique à partir de 17, puis de celle de Belgique Seconde, vers la fin du III^e siècle. La romanisation du territoire se traduit par l'installation de colons romains et l'implantation de voies romaines. Elle permet ainsi une occupation du sol plus conséquente avec l'apparition ou l'extension de villages. La plus importante voie romaine établie dans l'arrondissement est celle reliant Boulogne à Amiens, en passant par *Lintomagus*⁴⁹ (probablement Brimeux). Elle longe le littoral montreuillois. Une seconde voie, non attestée par les textes contemporains de cette époque, relie *Lintomagus* à Théroüanne. Enfin, une troisième, appelée « Chaussée Brunehaut », relie Boulogne à Théroüanne. A partir de 1800, l'année de la création des cantons, elle sert de limite entre, d'une part, le canton d'Hucqueliers et, d'autre part, les cantons de Desvres et de Lumbres.

D'autres voies romaines, de moindre importance, traversent aussi le territoire. L'une d'elles relie notamment Zoteux à St- Pol, en passant par Maninghem et Fruges⁵⁰. A l'époque romaine, il existe un carrefour des sept voies, un *septemvium*, à Zoteux. A l'emplacement de celui-ci un autel est dédié aux dieux. Des sarcophages en bois, des monnaies et divers autres vestiges gallo-romains sont découverts dans la commune⁵¹.

Les traces de grandes *villae* rurales sont relativement peu nombreuses dans l'arrondissement de Montreuil. Elles sont plus conséquentes dans le département voisin de la Somme. Néanmoins, plusieurs fermes romaines semblent avoir existées dans les cantons littoraux, notamment à Lépine, Campigneulles-les-Petites, Wailly-Beaucamp et Frencq. A Conchil-le-Temple, le domaine agricole gaulois est transformé en *villa*. Celle-ci, mise en place à l'époque de l'empereur Auguste, s'étend sur 200 mètres de long et 70 mètres de large⁵².

À partir de 406, des peuples barbares, venus du Caucase, franchissent le Rhin gelé et envahissent toute la Gaule romaine. Les Francs, un peuple d'origine germanique, s'installent dans le nord de la France. Ils occupent la quasi-totalité du territoire de Montreuil. Seule une partie du littoral est colonisée par de petits groupes de saxons. On parle alors d'un véritable déferlement germanique, « emportant romanité et christianisme »⁵³. Cependant, ces nouveaux propriétaires du sol sont en nombre relativement restreints au V^e siècle. La plupart d'entre-eux sont des gallo-romains, adoptant la mode et les coutumes mérovingiennes introduites par les envahisseurs⁵⁴.

⁴⁸ *Ibidem*, p 50.

⁴⁹ *Table de Peutinger*. Carte réalisée à partir d'un original du IV^e siècle.

⁵⁰ HAIGNERE D., *Dictionnaire historique et archéologique du département du Pas-de-Calais, Arrondissement de Montreuil*, tome II, Arras, 1875, 418 p., p 154.

⁵¹ PERREAU F., « Le carrefour des Sept-Voies de Zoteux », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°11, 1975, p 41.

⁵² BETHOUART B. (dir.), *Op. cit.*, p 14.

⁵³ PIERRARD P., *Op. cit.*, p 44.

⁵⁴ LESTOCQUOY J., *Nécropoles et civilisation en Artois et Boulonnais*, Mémoire de la Commission des Monuments Historiques du Pas-de-Calais, Arras, 1957, p 8.

À l'époque mérovingienne, le commerce avec les peuples d'Outre-Manche s'intensifie sur le territoire. A l'embouchure de la Canche, un port se développe. Il s'agit du port de Quintovic. Celui-ci atteint son apogée sous les Carolingiens « grâce aux relations commerciales qui s'établissent entre l'Angleterre et les régions côtières de la moitié septentrionale de la Neustrie, c'est-à-dire toutes les régions au nord de la Loire »⁵⁵. Il devient l'un des plus grands ports de la Manche et de la Mer du Nord avant de disparaître vers le milieu du IX^e siècle.

Les germains s'installent également à l'intérieur du territoire, et plus particulièrement dans les cantons du Haut-Pays, jusque-là relativement délaissé par les Hommes. Les toponymes et les découvertes archéologiques attestent de leur présence. Un cimetière mérovingien a notamment été découvert dans la commune de Preures (au centre du canton d'Hucqueliers, en amont de la Baillonne, un affluent de la Course) en 1925, par Albert Crépin. Celui-ci, propriétaire des lieux, a exhumé lui-même les 210 sépultures datant des VI^e et VII^e siècles. Les tombes contenaient, outre les ossements, un mobilier funéraire relativement riche, composé d'armes, de boucles de ceintures et de baudriers, de bijoux, de fibules, d'amulettes, de vases de terres et de verre, et divers autres objets⁵⁶. Ces nécropoles sont probablement franques, car elles contenaient des fers de lance et des scramasaxes, mais peu d'épées, comme dans tous les cimetières mérovingiens⁵⁷. Cette absence de francisques s'explique par le fait que les Francs sont avant tout des fantassins, et que seuls les chefs, à cheval, portent l'épée longue et l'emportent dans la tombe. Toutefois, de nombreux objets du mobilier, notamment des fibules et des « gobelets carénés à bourrelets circulaires », sont d'origine saxonne⁵⁸. Les mérovingiens de Preures pratiquent donc déjà des échanges commerciaux à cette époque. La proximité du port de Quintovic permet probablement un approvisionnement en objets divers, importés de Grande-Bretagne ou des pays nordiques. Le nombre de sépultures indique la présence d'une population rurale importante sur cette commune. Le site géographique est tout à fait caractéristique des implantations franques dans le Nord de la France. Ils s'installent généralement dans les fonds de vallée, près d'un cours d'eau, et disposent leurs cimetières sur les zones les moins fertiles⁵⁹. Les tombes découvertes à Preures se situent sur un sol sec, effectivement de qualité médiocre, au lieu-dit le Mont Roti, dominant la vallée traversée par la Course.

Les germains, qui s'installent sur le territoire de la Gaule, se fondent dans les structures gallo-romaines et se substituent également dans leurs établissements. Cependant, le plus souvent, ils ont fondé un habitat nouveau, comme en témoignent la plupart des toponymes, notamment dans les cantons de Fruges et d'Hucqueliers⁶⁰. Au V^e et VI^e siècles, les villages fondés porteraient le nom d'un propriétaire germain auquel serait ajouté un suffixe gallo-romain. C'est le cas des localités de Parenty ou encore d'Herly. La seconde série de toponymes serait née aux VII^e et VIII^e siècles et correspondrait à une expansion de peuplement. Les lieux les plus importants seraient formés par le nom du propriétaire en y ajoutant un suffixe en *ingham*, comme par exemple Beussent, Maningham, Wicquinghem, Bezinghem, Radinghem et Matringhem. Les noms de lieux moins importants seraient quant à eux désignés par leur caractéristique physique ou naturelle. La dernière série de noms de

⁵⁵ BETHOUART B. (dir.), *Op. cit.*, p 19.

⁵⁶ CREPIN A., *Le cimetière de Preures*, Mémoire de la commission des Monuments Historiques du Pas-de-Calais, Arras, 1957, p 20-59. Il y figure une description détaillée du contenu de chaque tombe, et en annexe des photographies des principaux objets.

⁵⁷ *Ibidem*, p 25.

⁵⁸ *Ibid.*, p 25.

⁵⁹ LESTOCQUOY J., *Op. cit.*, p 10.

⁶⁰ LESAGE R., « Les noms de lieux du Haut Moyen Age dans le Haut-Pays », in *Bulletin Historique du Haut-Pays*, n°1, janvier, 1973, p 3-6.

lieux, au Haut Moyen-Age, serait celle de l'époque carolingienne, c'est à dire au IX^e et X^e siècles. C'est le cas notamment de la commune de Bimont.

Le décollage de l'agriculture au Bas Moyen-Âge

L'époque médiévale est celle des grands défrichements et du développement agricole. A partir du X^e siècle, la forêt de hêtre, qui s'étend principalement sur les cantons de l'intérieur, disparaît au profit de l'agriculture. Des toponymes témoignent du passage des défricheurs, appelés les « essarteurs »⁶¹. Beaucoup de hameaux sont nés de ces défrichements. C'est le cas du « Bois Ratel » et de « l'Épinette⁶² » à Enquin, et du « Fayel »⁶³ à Preures. Ces lieux-dits étaient des portions de l'actuelle forêt de Montcavrel⁶⁴.

Ces défrichements permettent d'augmenter la surface consacrée aux labours, et donc d'accroître les productions, principalement céréalières. Des documents de l'époque attestent l'existence de la culture du blé dans le nord-est de l'arrondissement vers 1200. D'autres sources mentionnent à partir du XII^e siècle la culture de vesces⁶⁵ à la Folie, un hameau de Bezinghem. L'avoine se serait également développée sur le territoire à partir du XII^e siècle⁶⁶.

Dans la vallée de la Canche, un privilège remontant au milieu du XII^e siècle permet un essor de l'élevage, principalement d'ovins. Les marais qui s'étendent de la cité de Montreuil à Brimeux sont laissés libres de pâturage⁶⁷.

Vers la fin du XIII^e siècle, de nouvelles pratiques apparaissent comme l'assolement triennal. La charrue avec un soc en fer remplace peu à peu l'antique araire chez les laboureurs les plus aisés. Tout cela contribue à un véritable développement de l'agriculture, quelque peu ralenti par des épidémies, des disettes et de nombreux ravages causés par les conflits, notamment la Guerre de Cent-Ans.

Une société rurale encadrée par la seigneurie et le clergé

Au Moyen-Âge, le christianisme se diffuse dans les campagnes montreuilloises par le biais des missionnaires. Deux abbayes bénédictines antérieures au X^e siècle sont implantées sur le littoral, à Montreuil et à Saint-Josse. D'autres établissements religieux font par la suite leur apparition : le monastère cistercien de Longvilliers fondé en 1135, le couvent des Frères Mineurs ou Cordeliers à Hesdin au XIII^e siècle, et le monastère des Clarisses, édifié en 1437 par Philippe le Bon, duc de Bourgogne⁶⁸. Des membres d'ordres religieux et militaires sont aussi présents sur le territoire. C'est notamment le cas des Templiers établis au XII^e siècle à Frencq et à Conchil⁶⁹.

L'étude des guerres, affectant le territoire au Moyen-Âge, de même que celle des grandes familles seigneuriales, est volontairement omise, car elle ne comporte pas de réel intérêt pour cette présentation générale.

⁶¹ P.A.E des collèges d'Hucqueliers et de Fauquembergues, *Op. cit.*, p 43.

⁶² Ce toponyme témoigne de la présence d'un certain nombre d'aubépines dans cette portion de forêt.

⁶³ Ce toponyme tire son nom du frêne.

⁶⁴ L'actuelle forêt de Montcavrel ne s'appelait pas ainsi vers la fin du Moyen-Âge et tout au long de l'époque moderne. Cet espace forestier portait le nom de « Bois d'Engoudsen ».

⁶⁵ Les vesces sont des graines produites par une plante fourragère, de la famille des légumineuses. Cette culture est classée dans les enquêtes agricoles avec les pois sous la rubrique « fourrages annuels ».

⁶⁶ PAE des collèges d'Hucqueliers et de Fauquembergues, *Op. cit.*, p 47-49.

⁶⁷ BETHOUART B. (dir.), *Op. cit.*, p 72.

⁶⁸ MEUNIER P. (L'abbé), *Histoire d'Hesdin*, Montreuil-sur-Mer, 1896, 385 p., p 7.

⁶⁹ Commission départementale des Monuments historiques, *Dictionnaire Historique et Archéologique du Pas-de-Calais, arrondissement de Montreuil*, Sueur-Charruey, Arras, 1875, p 104 et 329.

L'Ancien Régime : des temps difficiles

Sous l'Ancien Régime, le territoire est avant tout marqué par les guerres de religion et les rivalités franco-espagnoles. Les campagnes sont constamment ravagées : Les récoltes sont pillées et la population est massacrée. A cela s'ajoutent les épidémies, les disettes et les famines.

Au XVI^e siècle, les combats entre les protestants et les catholiques font rage sur le territoire. Le gouverneur de Montreuil, François des Essars et son lieutenant Jehan de Conteval, seigneur du Val d'Enquin, mènent une guerre sans merci contre les Réformés présents sur le territoire. Ils prennent notamment les deux principales forteresses huguenotes du Haut-Pays, Hucqueliers et Verchocq⁷⁰. Dans le même temps, les Huguenots sèment la terreur autour d'Hesdin. Ils pillent l'abbaye de Dommartin et pourchassent à Vieil-Hesdin les Récollets et les Clarisses, les religieux des couvents⁷¹. Le territoire est aussi directement touché par le conflit franco-espagnol. Il est le théâtre de nombreux affrontements, accompagnés également par des massacres et des pillages. En effet, l'Artois, dont Hesdin et sa région font partie, est aux mains des Espagnols, alors que le Boulonnais et la Picardie sont des provinces françaises.

Le 7 novembre 1659, le traité des Pyrénées met fin aux rivalités et permet au royaume de France d'annexer une grande partie du territoire artésien jusque là espagnol. Mais alors que la région est particulièrement exsangue et ravagée, le roi de France décide de lever un impôt extraordinaire. Les paysans, exténués, se révoltent.

La révolte paysanne de 1662

En 1662, les paysans se soulèvent contre l'autorité royale dans le nord-est du territoire, autour du bourg d'Hucqueliers. Il s'agit de la fameuse « guerre des Lustucus », un évènement qui a sans aucun doute profondément marqué les mentalités des Français de l'époque. Les Boulonnais ont depuis longtemps la charge d'entretenir à leurs frais l'armée française, contre une exonération d'impôts. La province boulonnaise, rattachée à la couronne de France depuis le traité de 1550, bénéficie de grands privilèges, et n'est astreint à aucune espèce d'impositions⁷². Les habitants sont notamment exempts de la taille et de la gabelle. Or au lendemain de la guerre contre l'Espagne, le roi décide d'imposer aux Boulonnais le « quartier d'hivers » des troupes royales, d'un montant de 30000 livres⁷³. Cette « contribution extraordinaire » est d'autant plus mal acceptée que la province, exsangue, ravagée et ruinée, subit une grave crise de subsistance. Elle conduit les paysans à la révolte.

Les paysans refusent de payer l'impôt. Le lieutenant de Jorsy est alors envoyé avec 210 cavaliers, en juin 1662, pour veiller à la perception de la taxe. Or, les paysans forment une ligue insurrectionnelle, sous le commandement de Bertrand Postel du Clivet⁷⁴, et chassent les soldats de la province. Ce dernier entraîne les insurgés vers Hucqueliers, une région qu'il connaît bien. Le quartier général de la sédition devient alors le château d'Hucqueliers⁷⁵. Les insurgés brûlent les maisons de ceux qui refusent de se joindre à la révolte et réquisitionnent des vivres, en même temps qu'ils chassent les agents du fisc. Cette rébellion menaçant l'autorité royale, le duc d'Elbeuf, gouverneur de Picardie et d'Artois, est envoyé pour écraser la révolte.

⁷⁰ RODIERE R., *Notes sur les Gouverneurs de Montreuil au XVI^e siècle*, Abbeville, 1893, 27 p.

⁷¹ MEUNIER P. (L'abbé), *Op. cit.*, p 54.

⁷² LOTIN A. (dir.), *Histoire de Boulogne-sur-Mer*, P.U.F, 1983, 452 p., p 129.

⁷³ WALTER G., *Histoire des paysans en France*, Flammarion, 1963, p 281.

⁷⁴ Il est le seigneur du fief du Clivet, un hameau de Preures limitrophe du territoire d'Hucqueliers.

⁷⁵ WALTER G., *Op. cit.*, p 282.

Le gouverneur rassemble 3000 hommes de troupes, dont 15 compagnies de fantassins, 23 de cheveu-légers et 4 canons. Les insurgés sont environ 900 dont 100 à 120 cavaliers. Le 10 juillet, le marquis de Montcavrel, Jean-Baptiste de Monchy, est envoyé en avant-garde vers Hucqueliers avec 400 hommes et 300 cavaliers. Dès leur arrivée, les insurgés se retranchent dans la forteresse d'Hucqueliers. Le duc d'Elbeuf, auquel s'est joint le marquis de Montpezat, arrive à Montreuil-sur-Mer avec ses troupes le jour suivant. Les négociations ayant échoué entre les deux camps, l'armée royale assiège le château. En peu de temps la forteresse cède au coup des canons et les paysans tentent de s'enfuir. Entre 800 et 900 hommes se seraient enfermés dans la forteresse⁷⁶.

Le nombre d'insurgés capturés est de 586, dont 201 vieillards et 110 enfants. Trois d'entre-eux sont pendus sur place : Lefevre d'Ergny, Masset de Preures et Comballet d'Hucqueliers. Les autres rebelles sont conduits à Montreuil afin d'être jugé. Louis de Machault, maître des requêtes au Conseil d'Etat est chargé d'établir le procès des coupables. Les 1200 personnes, estimées avoir été actives pendant la révolte, sont jugées. Les 110 enfants et adolescents sont libérés ainsi qu'une vingtaine de vieillards. Les plus valides, au nombre de 363, sont condamnés aux galères⁷⁷. Bertrand Postel du Clivet et les autres chefs de la rébellion, notamment Sébastien Darsy de Samer, Machotte de Boulogne, Lemaire de Marquise, Caroux de Conteville et Lamotte d'Eclémy, sont emmenés à la citadelle de Montreuil. Bertrand de Postel est exécuté sur la place de Boulogne, devant l'église Saint-Nicolas le 29 juillet 1662. Son corps est exposé « avec des écriteaux au devant et au derrière contenant ces mots : chef des séditieux »⁷⁸.

Les épidémies aux XVII^e et XVIII^es

Sous l'Ancien Régime, les maladies mortelles, particulièrement fréquentes, déciment la population. Au XVII^e siècle, six épidémies de peste ont été recensées. Celles des années 1602, 1624, 1625 et 1626 enlèvent près de 20% de la population, principalement dans les villages du Haut-Boulonnais⁷⁹. Le fléau réapparaît en 1636 et en 1680. La région d'Hesdin est plus particulièrement touchée en 1595 et en 1636⁸⁰.

Les confréries, établies dès le XVI^e siècle, prennent leur essor à cette époque. C'est notamment le cas de la confrérie de Saint-Adrien à Clenleu⁸¹, dans le canton d'Hucqueliers, ou du collège des Jésuites à Hesdin. Le but principal de ces congrégations religieuses est de visiter les malades, veiller et inhumer les morts. A Hesdin, lors de la contagion de 1636, douze jésuites sont « victimes de leur charité en allant d'eux-mêmes au devant de la mort »⁸².

Saint Adrien est notamment l'un des saints évoqués par la population boulonnaise contre la peste. C'est pourquoi, le pèlerinage de saint-Adrien de Preures est un franc succès à cette époque.

D'autres maladies mortelles sévissent également sur le territoire. C'est le cas de la petite vérole qui fait notamment de nombreux morts à Hesdin en 1635.

⁷⁶ SIMON G., *La révolte du Boulonnais devant la violation de ses privilèges*, Boulogne-sur-Mer, 1983, 25 p., p 19.

⁷⁷ BOUGARD P. et NOLIBOS A (dir.), *Op. cit.*, p 192.

⁷⁸ *Ibidem*, extrait d'une lettre de Machault, concernant l'exécution de Bertrand Postel du Clivet, à Jean-Baptiste Colbert.

⁷⁹ THOBOIS B.-J., *Le culte de Saint Adrien à Preures*, Montreuil-sur-Mer, 1910, 67 p., p 7.

⁸⁰ MEUNIER P. (L'abbé), *Op. cit.*, p 94.

⁸¹ THOBOIS B.-J., *Op. cit.*, p 8.

⁸² MEUNIER P. (L'abbé), *Op. cit.*, p 95.

La famine de 1710

Les disettes et les famines sont toutes aussi meurtrières. Les origines en sont essentiellement les ravages, notamment des cultures, engendrés par les guerres, auxquels s'ajoutent les perturbations climatiques.

La plus grande famine que connaît la population, dans l'arrondissement de Montreuil, est celle de 1710. Elle est notamment rapportée par M. Boutoille, le curé de Maninghem-au-Mont, dans son registre de paroisse⁸³. D'après lui, les gelées tardives, perdurant jusqu'au deux avril, allongeant ainsi la saison hivernale et empêchant les graines de germer, sont à l'origine de la crise. Elles ont entraîné la perte générale des grains d'hiver et le retard des grains de mars, qui ont fini par pourrir dans les champs, pâturés par les bêtes. La plupart des arbres fruitiers ont péri. Les habitants les plus riches en auraient été réduits à consommer du pain composé d'avoine, de blé et de sarrasin, alors que les plus pauvres se contentent du pain d'avoine, « dont les chiens n'auraient voulu manger le temps passé »⁸⁴. L'abbé Boutoille ajoute également que cette pénurie a entraîné de nombreux morts dans la paroisse et dans l'ensemble du canton. A Hucqueliers et à Wicquinghem, près de 10% de la population est décimée par la famine de 1710.

La vallée de la Canche et le littoral ne sont pas non plus épargnés. L'hiver de 1709-1710 y est également rude. A Hesdin, « en une nuit, les oliviers, les arbres fruitiers, les vignes périrent pour la plupart »⁸⁵. La ville compterait, d'après l'abbé P. Meunier, 432 décès pour l'année 1710, soit quatre fois plus qu'en temps ordinaire. De nombreux registres de catholicité de paroisses situées autour de Montreuil signalent aussi l'extrême rigueur de cet hiver et ses conséquences.

Le temps des traditions et des coutumes

Aux XVI^e et XVII^es, la religion catholique rythme la vie des paysans tout au long du cycle agricole. Elle est à l'origine de nombreuses fêtes et traditions rurales. A la Saint-Eloi d'hiver, c'est-à-dire le premier décembre, les paysans sèment pour qu'une nouvelle année végétale débute. Saint Eloi est surtout le patron des forgerons et des maréchaux-ferrants. Il existe également une Saint-Eloi d'été, le 25 juin. Les deux fêtes de Saint-Eloi sont particulières car les chevaux participent aux célébrations religieuses⁸⁶.

Des traditions sont plus locales. Dans chaque paroisse, les fidèles se rassemblent à différents moments de l'année pour vénérer leur saint protecteur. Par exemple, à Alette, avant de commencer la moisson, à la fin juin, les paysans célèbrent à cinq heures du matin la messe des moissonneurs, en l'honneur de Saint-Pierre-aux-liens, leur patron. Et lorsque les travaux au champ sont terminés, ils partagent avec leurs familles et leurs ouvriers, le premier janvier, un repas appelé le « Parsoy »⁸⁷.

Les ducasses apparaissent également à cette époque. Le terme de ducasse apparaît au XVI^e siècle, comme une déformation de l'ancien français *dicasse*, une contraction du mot dédicace. Il s'agit d'un dérivé latin de *dedicatio*, qui à l'origine, désigne la consécration religieuse d'un lieu de culte. Les calvaires, comme notamment celui de Séhen, hameau de Preures, sont des lieux de coutumes religieuses. Lors du passage du cortège funéraire, l'enfant de cœur plante des petites croix de bois faites avec les chutes de bois du cercueil.

⁸³ PAE des collèges d'Hucqueliers et de Fauquembergues, *Op. cit.*, p 65 et 67.

⁸⁴ *Ibidem*, p 67, extrait du registre de l'abbé Boutoille de 1709.

⁸⁵ MEUNIER P. (L'abbé), *Op. cit.*, p 170.

⁸⁶ HILAIRE Y.-M., *La vie religieuse des populations des diocèses d'Arras 1840-1914*, Thèse, Paris IV, 1976, P 110-111.

⁸⁷ THOBOIS B.-J. , *La ferme du Bailly à Alette*, Boulogne-sur-Mer, 1903, 50 p., p5.

Aux XVI^e et XVII^es, certains usages ruraux en matière agricole apparaissent également. Deux types de mesures différentes sont employés dans l'arrondissement à l'époque : la mesure de 42 ares 91 centiares, qui est celle d'Arras, et la mesure de 35 ares 46 centiares⁸⁸. Parfois les deux sont utilisées au sein de la même localité.

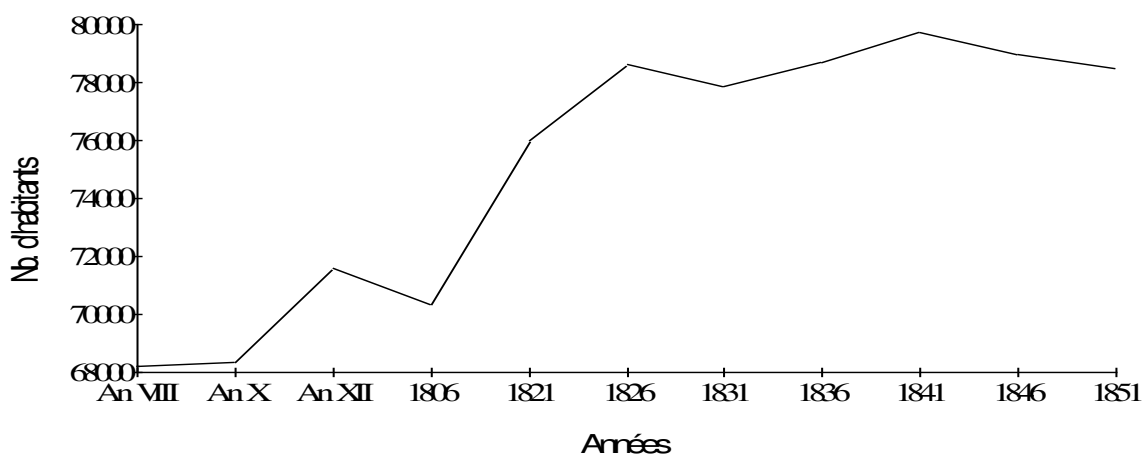
De la fin du XVIII^e au milieu du XIX^e : L'entrée dans la modernité

Une période de croissance démographique

La population de l'arrondissement augmente de 15% entre l'an VIII et 1851, passant de 68 237 à 78 472 individus⁸⁹. En un demi-siècle, le territoire gagne 9 habitants au km². C'est entre 1806 et 1826 que la croissance est la plus rapide, avec 8 290 âmes supplémentaires. Cette progression s'explique par un changement de régime démographique : La mortalité diminue alors que la natalité reste particulièrement élevée.

Néanmoins, trois périodes correspondent à un recul démographique : de l'an X à 1806, de 1826 à 1831 et de 1841 à 1851. Elles correspondent respectivement aux guerres napoléoniennes, entraînant une surmortalité masculine et une chute de la natalité, à l'épidémie de choléra de 1831-1832, particulièrement meurtrière, et à l'exode rural accompagné de l'épidémie cholérique de 1849.

Document 6 : L'évolution de la population dans l'arrondissement de Montreuil de l'an VIII à 1851



Source : d'après les données de l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1806-1857.

La prééminence du secteur agricole

Au début du XIX^es, l'agriculture est de loin le secteur qui emploie le plus d'actifs. La part des habitants vivant directement du travail de la terre varie évidemment de la taille et de la fonction de la commune. Ainsi, les localités de moins de 500 âmes disposent en moyenne d'une proportion de cultivateurs et ouvriers agricoles supérieure à 60%. C'est le cas

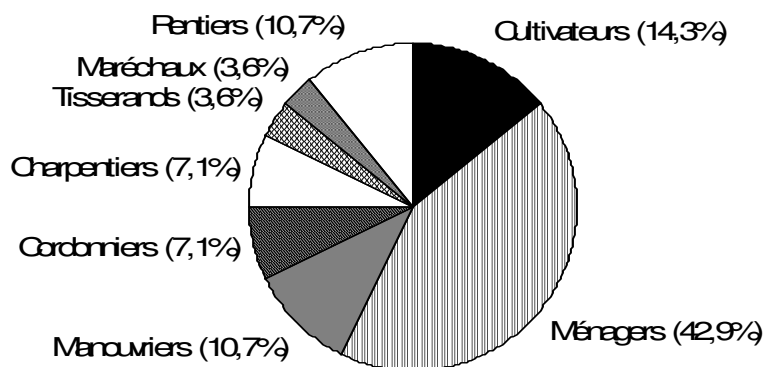
⁸⁸ TAILLANDIER M., *Usages ruraux en matière agricole dans le département du Pas-de-Calais, rapport présenté au comité de Retour à la Terre du Pas-de-Calais*, Arras, 1924, 22 p., p 10.

⁸⁹ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1806 et 1857.

notamment de la commune de Maresville. En 1820, celle-ci, peuplée de 125 habitants, compte 67,9% de chefs de ménage vivant directement du travail de la terre⁹⁰.

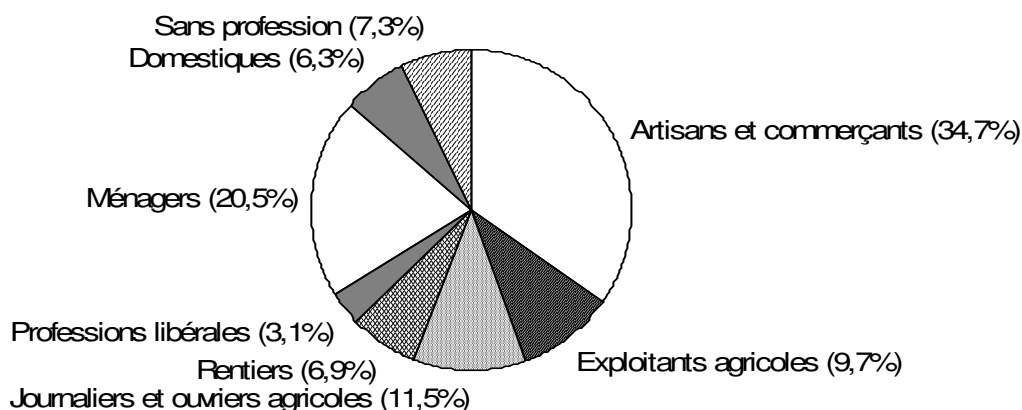
Les actifs du secteur primaire sont en proportion moins nombreux dans les villages et bourgs plus peuplés, notamment dans les chefs-lieux de canton. L'artisanat et le commerce sont prépondérants.

Document 7 : La répartition des chefs de ménage de Maresville par catégories socioprofessionnelles en 1820



Source : la liste nominative de recensement de population de Maresville en 1820.

Document 8 : La répartition des chefs de ménage de Campagne-lès-Hesdin par catégories socioprofessionnelles en 1820



Source : la liste nominative de recensement de population de Campagne-lès-Hesdin en 1820.

En 1820, à Campagne-lès-Hesdin⁹¹, seuls 41,7% des chefs de ménage vivent directement de l'agriculture. Parmi eux figurent des exploitants, des ménagers, des journaliers

⁹⁰ Arch. dép., M3747, Liste nominative de recensement de population de Maresville, 1820.

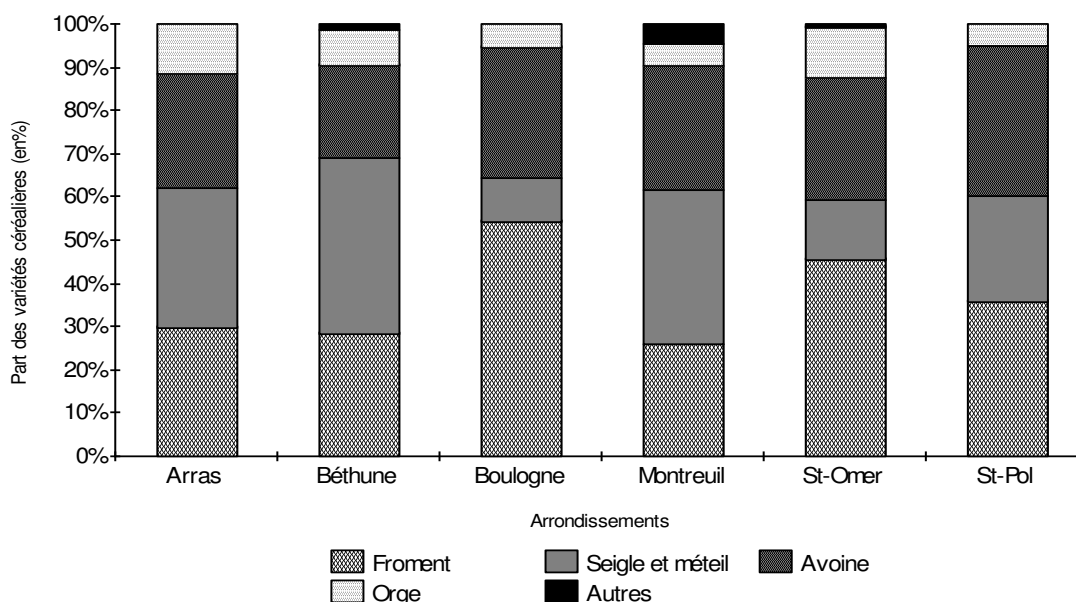
⁹¹ La commune compte 1438 habitants en 1821.

et des ouvriers agricoles. Plus d'un tiers des familles vivent de l'artisanat et du commerce⁹². On trouve des métiers très divers comme des maréchaux-ferrants, des meuniers, des maçons, des cordonniers et savetiers, des charpentiers, des mouleurs de blé, des tailleurs d'habits, de nombreux tisserands, des couvreurs de paille ou d'ardoises, une couturière, des bourreliers, des charrons, un chasse-marée⁹³, des maréchaux-taillandiers⁹⁴, un teinturier, des brasseurs, des menuisiers, des tonneliers, un boucher, un tourneur, des badestamiers⁹⁵, des voituriers⁹⁶, des marchands de toute sorte, un coquetier et un blatier⁹⁷.

Un espace avant tout céréalier

Les surfaces consacrées aux cultures ne cessent de progresser depuis la fin du Moyen Âge. Néanmoins, leur proportion par rapport à l'ensemble des terres reste faible dans l'arrondissement de Montreuil. Elle n'est que de 67% alors qu'elle est supérieure à 78% dans les arrondissements d'Arras, de Béthune et de Saint-Pol⁹⁸. Le Montreuillois dispose des pâturages et des bois les plus vastes du département.

Document 9 : La part des surfaces de chaque céréale par rapport à l'étendue totale des céréales, dans les arrondissements du Pas-de-Calais, en 1814



Source : d'après l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1816.

L'arrondissement de Montreuil est l'arrondissement du Pas-de-Calais qui possède, en proportion, le plus de champs céréaliers. En effet, plus de 67% des labours sont ensemencés en céréales, contre 50,5% en moyenne dans le département. Toutefois, les exploitants du

⁹² Arch. dép., M3731, Liste nominative de recensement de population de Campagne-lès-Hesdin, 1820.

⁹³ Un chasse-marée est un marchand voiturier spécialisé dans le transport de poissons.

⁹⁴ Un maréchal-taillandier est un forgeron fabriquant et réparant des outils agricoles tels que les bêches ou les pelles.

⁹⁵ Un badestamier est un bonnetier.

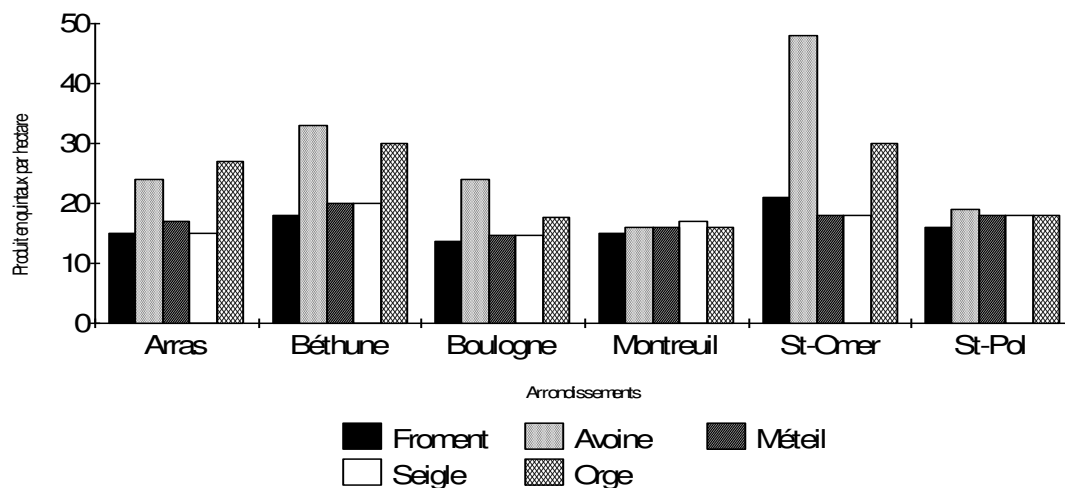
⁹⁶ Un voiturier est un transporteur de marchandises.

⁹⁷ Un blatier est un vendeur de blés.

⁹⁸ D'après des calculs effectués à partir des données brutes de l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais* de 1816, p 151.

Montreuillois font preuve d'archaïsme en privilégiant toujours les grains traditionnels comme le seigle et le méteil. Le retard par rapport aux autres arrondissements du Pas-de-Calais se manifeste aussi par une productivité en grain globalement plus faible.

Document 10 : Les rendements en grain des céréales dans les arrondissements du Pas-de-Calais en 1814



Source : d'après l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1816.

Comme pour le Boulonnais, l'arrondissement de Montreuil est surtout une terre d'élevage, principalement d'équidés, de porcins et surtout d'ovins. Il se trouve ainsi particulièrement exposé aux risques d'épizootie. C'est notamment le cas en juin 1815 avec l'apparition de la clavelée⁹⁹ sur le territoire¹⁰⁰. La maladie tue de nombreuses bêtes. Le territoire est le seul du département à être véritablement touché. Les mesures rapides prises sur le plan sanitaire ont permis de contenir le foyer de contamination et ainsi d'épargner d'autres espaces limitrophes, comme le Boulonnais et la région de Saint-Pol.

L'arrondissement de Montreuil est une entité administrative rurale regroupant des terroirs variés, ce qui le rend particulièrement atypique. Trois grands types de paysages, structurés par la topographie, le climat et la nature des sols, dominent : les Bas-champs, le « Pays de Montreuil » correspondant aux grandes vallées de la Canche et de l'Authie, et enfin le Haut-Pays d'Artois. Sur le plan historique, l'arrondissement est constitué de trois « morceaux » de province : le Boulonnais, la Picardie et l'Artois.

De ces caractéristiques topographiques et historiques, propres au territoire, peuvent résulter des disparités sur le plan culturel, mais aussi sur le plan des techniques et des structures de production et de commercialisation.

⁹⁹ La clavelée, appelée aussi « la variole du mouton », est une maladie infectieuse, virulente et contagieuse. Elle est spéciale aux ovins et non transmissible à l'être humain. La mortalité peut atteindre les 50%.

¹⁰⁰ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1820, p 256.

CHAPITRE 2 : L'ESSOR DES PRODUCTIONS VÉGÉTALES ET DE L'ÉLEVAGE DU MILIEU DU XIX^{ème} SIÈCLE À 1914

À la veille de la Grande Guerre, le Pas-de-Calais est l'un des premiers départements agricoles de France. En effet, le XIX^e siècle est marqué par un véritable « triomphe des labours »¹, une hausse des rendements céréaliers et un essor des cultures industrielles. Cette période se caractérise également par un développement de la production animale et une meilleure sélection des espèces. Du Second Empire à la Belle Epoque, l'arrondissement de Montreuil est-il l'un des arrondissements les plus productifs du département ? Le progrès est-il de même ampleur sur la zone littorale et dans le Haut-Pays ? L'utilisation pour cette étude des statistiques annuelles et des enquêtes agricoles est incontournable. Il est néanmoins utile de rappeler que la fiabilité de ces documents est parfois contestable. Les données sont souvent approximatives, incomplètes et parfois même erronées. La fondation des commissions cantonales de statistiques par le décret du 1^{er} juillet 1852, pour remédier aux imperfections existantes², n'a a priori rien changé. Malgré les erreurs évidentes que comportent ces enquêtes, cette source d'information est incontournable même si elle est à manier avec prudence.

I) Un progrès relativement lent dans l'utilisation du sol

Peu de statistiques agricoles datant de la seconde moitié du XIX^e siècle contiennent des données concernant les surfaces cultivées, les prairies, les bois et les autres espaces utiles. Les enquêtes effectuées à la veille de la Grande Guerre sont plus précises et complètes. Elles renseignent sur l'utilisation du sol. C'est le cas de la statistique de 1912³ qui est largement exploitée pour cette étude.

Un accroissement de la superficie cultivable encore insuffisant

Les progrès de la production végétale résultent avant tout d'un accroissement des terres à labours. Entre 1856⁴ et 1912⁵, ces dernières ont augmenté en surface d'environ 4,5% dans l'arrondissement de Montreuil⁶. Or, elles sont en proportion plus faibles autour de Montreuil que dans l'ensemble du Pas-de-Calais. En effet, en 1912, les surfaces cultivables s'étendent sur 74,5 % de la superficie totale du département et sur 71,4% du territoire de

¹ HUBSCHER R., *L'Agriculture et la Société rurale dans le Pas-de-Calais du milieu du XIX^e siècle à 1914*, Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais, Arras, 1979, 2 vol., 964 p., p 36.

² *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1856, p 328-329. « Les membres des commissions doivent commencer par relever avec soin l'étendue affectée, dans chaque commune, aux diverses cultures, en s'assurant que l'ensemble de ces relevés concorde aussi exactement que possible avec le total des surfaces cultivées, fourni par le cadastre ».

³ Les données concernant les six cantons de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer sont inexistantes. L'enquête de 1912 doit donc être dépouillée à l'échelle communale pour pallier aux manques des tableaux récapitulatifs, permettant une comparaison à l'échelle des arrondissements.

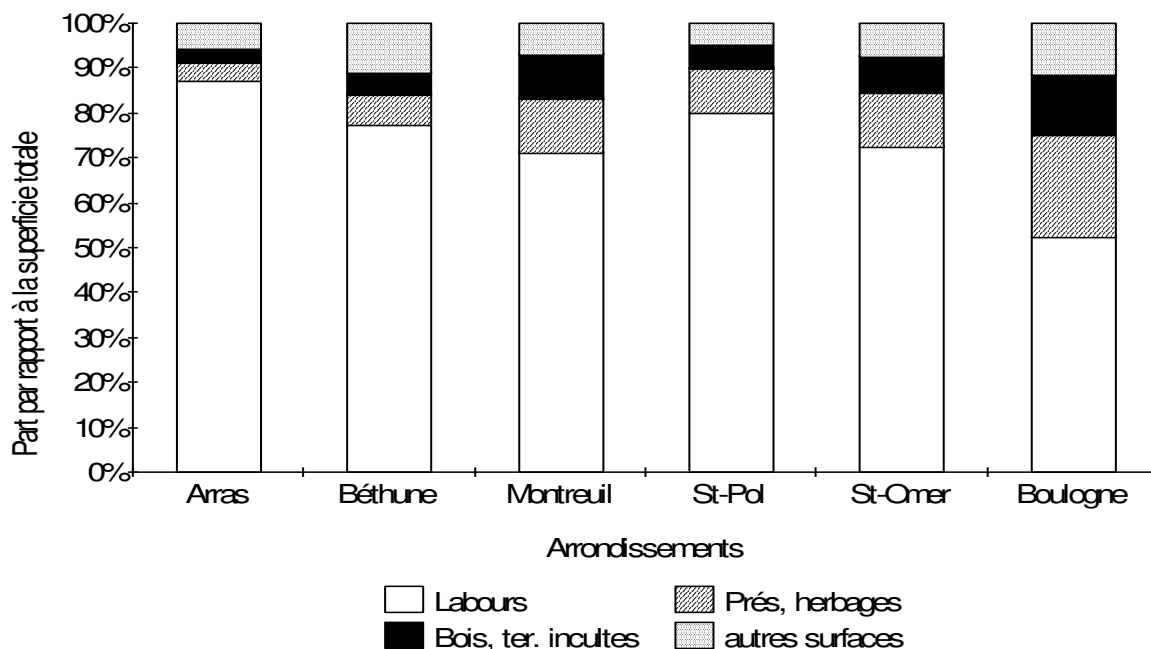
⁴ Arch. dép., 3Z6, Statistique agricole annuelle, 1855-1860.

⁵ Arch. dép., M1326, Statistique agricole annuelle de 1912, tous les arrondissements.

⁶ Il faut néanmoins signaler que, d'après le cadastre, l'étendue totale des terres à labours est de 82 777 ha en 1856, alors que, d'après l'enquête agricole, elle est de 77 721 ha (70 795 ha de labours et 7 226 ha de prairies artificielles) la même année. Les données de l'enquête agricole annuelle de 1856 sont celles retenues pour le calcul car les chiffres pour l'année 1912 proviennent également d'une enquête agricole réalisée de façon quasiment similaire.

Montreuil⁷. Ce retard dans l'utilisation du sol se manifeste également par une proportion des terres incultes, des bois, mais aussi des pâturages et des prés plus élevée que dans l'ensemble du Pas-de-Calais.

Document 11 : L'utilisation du sol dans les six arrondissements du Pas-de-Calais en 1912



Source : d'après la statistique agricole de 1912.

L'importance des surfaces arborées et herbagères dans les arrondissements de Montreuil et de Boulogne s'explique par le relief. Ces régions, particulièrement vallonnées, contiennent des parcelles trop pentues⁸. Celles-ci ne peuvent donc être labourées car elles nécessiteraient l'emploi d'outils plus perfectionnés et plus coûteux. De plus, leurs sols sont souvent de qualité médiocre. Leur exploitation serait donc difficilement rentable.

Néanmoins, il faut souligner que le retard dans l'utilisation du sol est moins important dans l'arrondissement de Montreuil que dans celui de Boulogne-sur-Mer. Les labours s'étendent sur plus des deux tiers du territoire de Montreuil alors qu'ils ne couvrent qu'un peu plus de la moitié des terres boulonnaises. En effet, l'accroissement des surfaces cultivables n'est limité par des conditions naturelles difficiles que sur la partie est du Montreuillois, couvrant seulement un tiers du terroir.

Une répartition inégale sur le territoire

La répartition des terres à labours sur le territoire de Montreuil est loin d'être uniforme. En effet, en 1912, les surfaces cultivées sont en proportion plus élevées dans les cantons d'Hesdin, d'Hucqueliers, de Campagne et d'Étaples qu'autour de Fruges et de Montreuil⁹. Paradoxalement, le canton d'Hucqueliers, situé au cœur des collines d'Artois, marqué par des dénivelés importants, dispose d'une forte proportion de terres à labours.

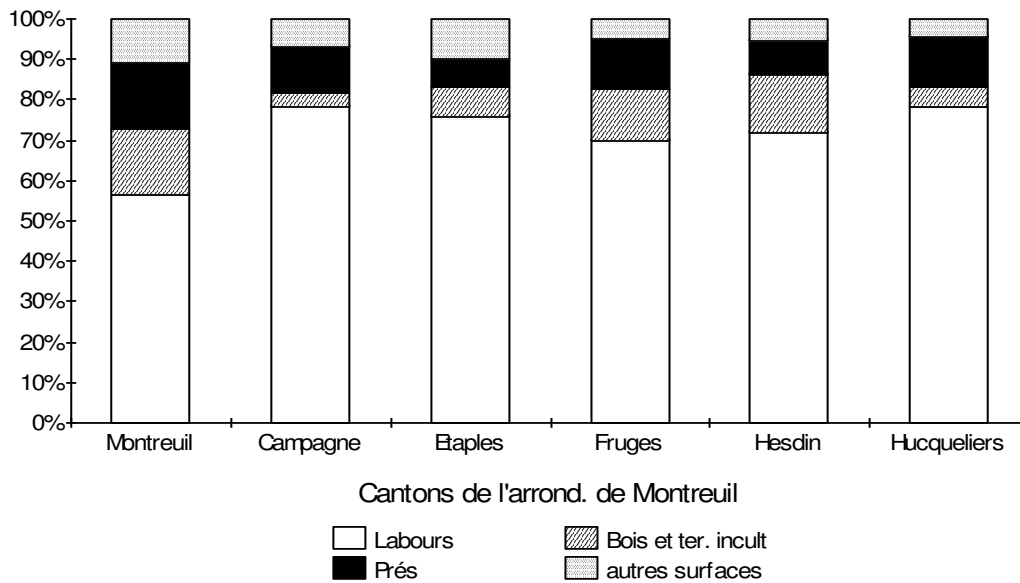
⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁸ Chapitre 1.

⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

Pourtant le relief est tout aussi contraignant autour d'Hucqueliers que dans la région de Fruges. La faible proportion des surfaces arborées est le principal facteur du décalage. En effet, les bois, les forêts et les terres incultes ne couvrent que 4,9% du territoire d'Hucqueliers contre 12,7% des terres autour de Fruges. De plus, l'extrême nord du canton d'Hucqueliers se situe sur un plateau culminant à près de 200 mètres d'altitude, au relief moins accidenté que dans le sud-ouest, et donc plus propice aux cultures. Par exemple, à Zoteux, les labours occupent 91,7% de la superficie totale contre seulement 61,7% à Alette et 62% à Beussent, en 1910¹⁰. Les conditions naturelles sont donc les principaux facteurs limitant l'extension des cultures.

Document 12 : L'utilisation du sol dans les six cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1912



Source : d'après la statistique agricole de 1912.

Dans le canton de Montreuil, les labours couvrent seulement 56,5% du terroir. Le décalage résulte principalement d'une forte proportion de bois, de forêts, de terres incultes, mais surtout de dunes et de zones marécageuses inutilisables et d'un important cours d'eau, la Canche. Comme pour le canton d'Étaples, il s'explique également par une forte proportion de surfaces non agricoles, c'est-à-dire d'habitations, de routes et d'infrastructures diverses, soit environ 10% des terres¹¹.

La persistance de la jachère

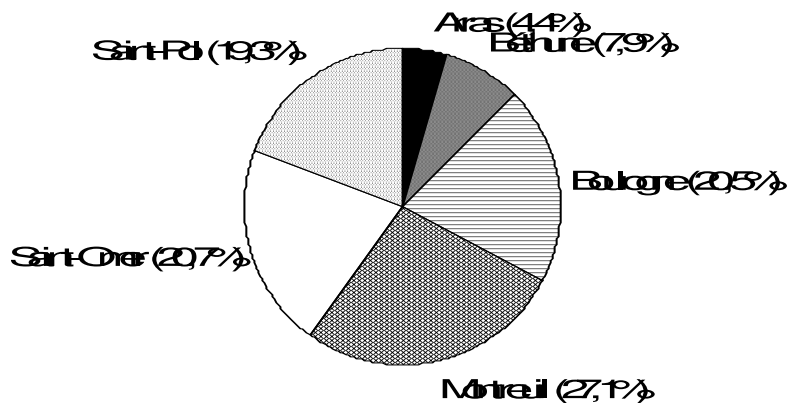
Les progrès de la production résultent également des pratiques culturales et donc d'une réduction des surfaces en jachère. Les statistiques agricoles de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle ne donnent pas d'informations sur les assolements pratiqués. Seules quelques enquêtes des années 1850 fournissent des données précises.

¹⁰ Arch. dép., M1322, Statistique agricole annuelle, 1910, arrondissements de Montreuil, Saint-Omer, Saint-Pol.

¹¹ *Ibidem*

Une persistance des pratiques d'assolement traditionnelles

Document 13 : La répartition des surfaces en jachère du Pas-de-Calais par arrondissement en 1854 (en %)



Source : d'après *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 158.

En 1854, l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer renferme plus du quart des surfaces en jachère du département alors qu'il ne couvre qu'un sixième du territoire¹². La pratique d'un assolement triennal traditionnel où se succèdent céréales d'hiver, mars¹³ et jachère est toujours prédominante autour de Montreuil, alors que dans l'Est du département les cultures industrielles ou fourragères remplacent les jachères¹⁴ permettant ainsi de « réduire la marge d'improductivité du sol »¹⁵. En effet, les jachères n'occupent que 1,8% des surfaces cultivables autour d'Arras contre 17,1% dans le Montreuillois en 1854¹⁶. Le retard dans les pratiques culturales autour de Montreuil peut s'expliquer par des mentalités trop conservatrices. Mais, pour mieux comprendre ce décalage, il est indispensable d'analyser l'utilisation de la jachère à l'échelle des cantons.

Une répartition inégale des jachères sur le territoire

L'importance de la pratique de la jachère varie selon les cantons. En 1858, les cantons d'Hucqueliers et de Fruges renferment plus de la moitié des surfaces mises en jachère dans le Montreuillois¹⁷. Le progrès est donc inégal. En 1858, les jachères ne couvrent que 5,3% des terres labourables dans le canton de Montreuil, soit 827 ha. Mais, elles s'étendent sur près de 26% des surfaces cultivables autour d'Hucqueliers, soit sur 4566 ha. Le retard des cantons d'Hucqueliers et de Fruges résulte avant tout de leur éloignement par rapport au chef-lieu de l'arrondissement, Montreuil-sur-Mer, qui est un véritable foyer d'agents actifs dans la diffusion des nouvelles méthodes d'assolement. De plus, le canton d'Hucqueliers est isolé en raison d'un réseau routier peu développé. Enfin, cette région du Haut-Pays est traditionnellement conservatrice et fortement attachée aux coutumes et aux usages agraires ancestraux.

¹² *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 158.

¹³ Les mars sont les grains que les cultivateurs sèment en mars comme l'orge et l'avoine.

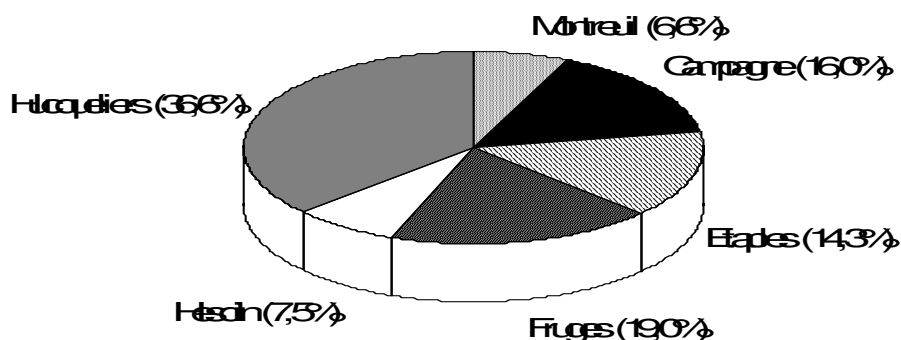
¹⁴ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 155.

¹⁵ *Ibidem*

¹⁶ Annexe 2.

¹⁷ Arch. dép., 3Z6, Statistique agricole, 1855-1860. Les chiffres relevés dans l'enquête concernent la jachère morte, c'est-à-dire la terre nue.

Document 14 : La répartition en surface des jachères de l'arrondissement de Montreuil, par canton, en 1858 (en %)



Source : d'après la Statistique agricole de 1858.

Des progrès inexistants ?

Il faut néanmoins souligner que même si le territoire de Montreuil est en retrait, notamment par rapport aux arrondissements les plus à l'est du département, les progrès sont réels. En effet, les surfaces consacrées à la jachère ont reculé de 10,4% en quatre ans, passant de 13 902 ha en 1854¹⁸ à 12 462 ha en 1858¹⁹. L'assolement triennal traditionnel tend donc à disparaître.

Les progrès dans la mise en valeur du sol sont réels dans l'arrondissement de Montreuil à cette époque. Néanmoins, ils ne sont pas de même ampleur que dans les arrondissements d'Arras, de Béthune, de Saint-Pol et de Saint-Omer. Les disparités qui subsistent sont en grande partie liées aux conditions naturelles et aux mentalités conservatrices des cantons d'Hucquelies et de Fruges.

II) Un faible développement des cultures

Les progrès de la production se manifestent également par une hausse des rendements, un recul des céréales secondaires traditionnelles au profit du froment et un développement des cultures fourragères et industrielles. Mais touchent-ils réellement l'arrondissement de Montreuil ?

Une lente disparition des céréales traditionnelles

Le grenier à méteil du département

En 1912, l'arrondissement de Montreuil dispose des champs de céréales les plus vastes du Pas-de-Calais. En effet, ce type de culture couvre 62,4% des labours contre 57% en moyenne dans le département²⁰. Néanmoins, le territoire de Montreuil concentre près de 40%

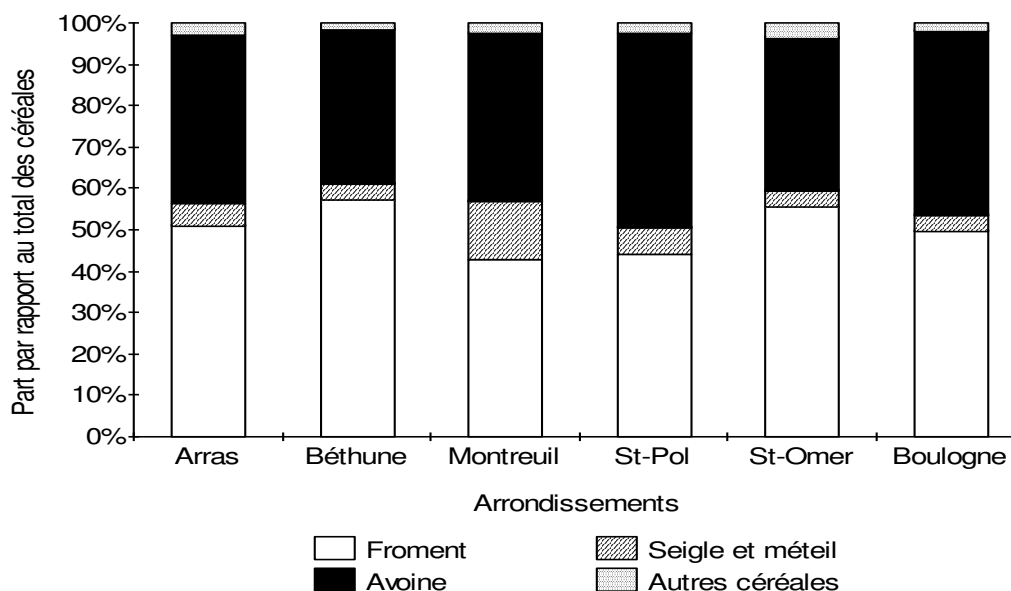
¹⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z6.

¹⁹ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, Agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 158.

²⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

des surfaces en méteil²¹ et en seigle du Pas-de-Calais, soit 7 217 ha. De plus, il dispose de la part la plus faible des cultures de froment. En effet, ces dernières ne couvrent que 42,9% de l'espace céréalier contre notamment 57,3% autour de Béthune.

Document 15 : La part des surfaces de chaque céréale par rapport à l'étendue totale des céréales, dans les arrondissements du Pas-de-Calais, en 1912



Source : d'après la statistique agricole de 1912.

Alors que les cultures de céréales secondaires tendent à disparaître dans le département, témoignant ainsi d'une meilleure alimentation et d'une hausse du niveau de vie, elles subsistent toujours autour de Montreuil. Le pain de froment, jadis réservé aux classes les plus aisées, en raison de son coût, ne remplace que lentement celui de seigle ou de méteil. En effet, la proportion de seigle et de méteil dans l'ensemble des céréales ne diminue que de cinq points en trente-cinq ans, passant de 19,5% en 1877²² à 14,2% en 1912. Le retard de l'arrondissement de Montreuil résulte principalement des mentalités conservatrices et d'une faible insertion de l'agriculture dans une économie de marché. En effet, pour se plier aux vicissitudes du marché, les cultivateurs dans l'est du département abandonnent les céréales secondaires au profit du froment et de l'avoine²³. Mais ce retard est-il de même ampleur sur l'ensemble du territoire de Montreuil ?

Un recul inégal sur le territoire de Montreuil

Les surfaces consacrées aux cultures du méteil et du seigle ont diminué de façon uniforme sur le territoire entre 1877²⁴ et 1912²⁵. Le canton d'Hesdin semble toutefois faire exception à la règle. En effet, la superficieensemencée en céréales secondaires s'est multiplié par trois en moins de trente ans.

²¹ Le méteil est un mélange de froment et de seigle.

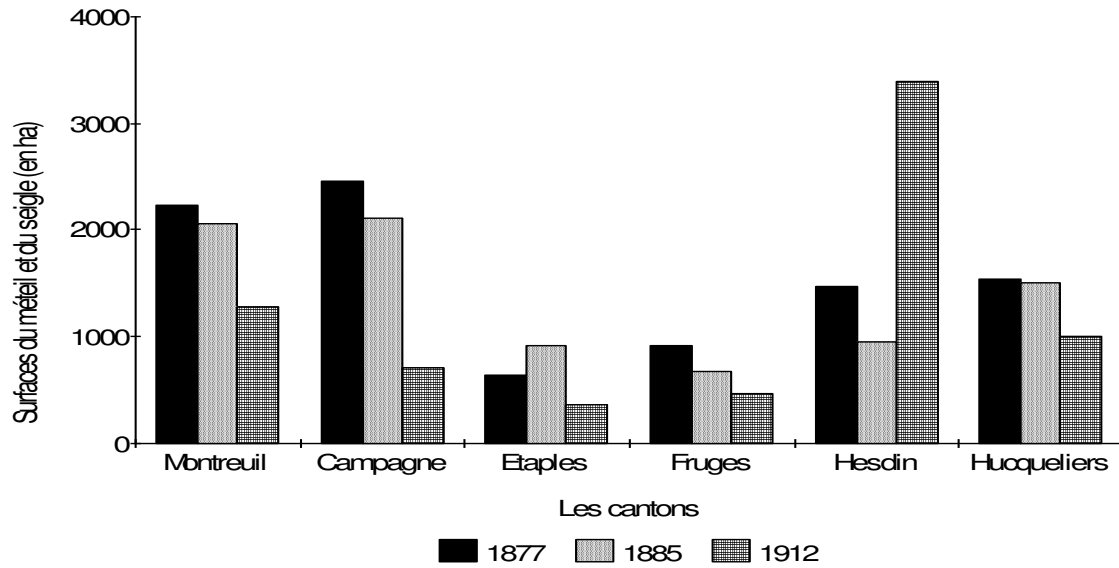
²² Arch. dép., M1376/2, Statistique agricole annuelle, arrondissement de Montreuil-sur-Mer, questionnaires de 1877, 1882, 1884, 1885, 1887 et 1900.

²³ HUBSCHER R., *Op.cit.*, p 467.

²⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, M1376/2

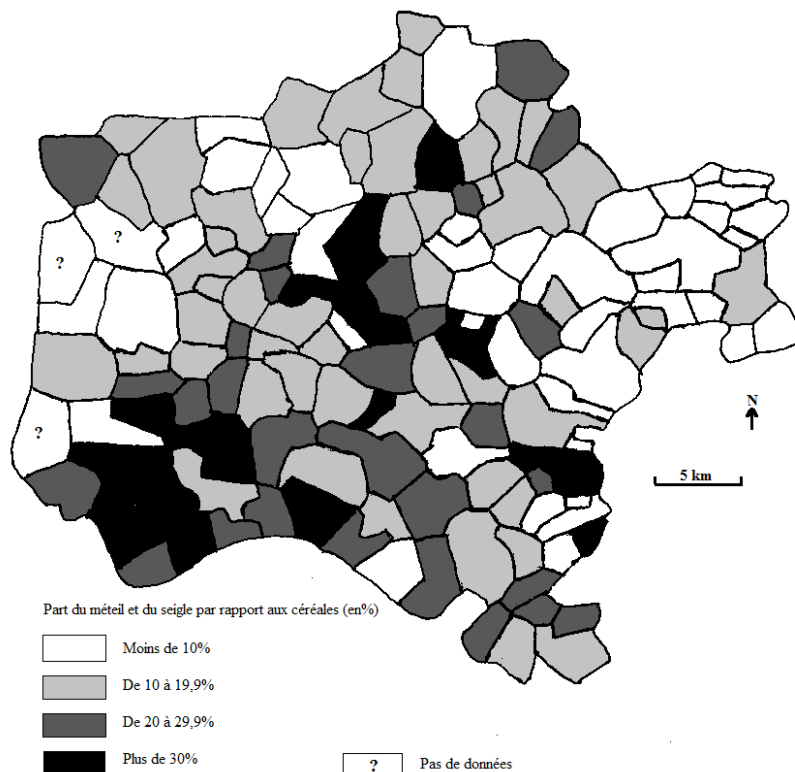
²⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326

Document 16 : L'évolution des cultures de méteil et de seigle en surface dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1877 et 1912 (en ha)



Sources : d'après les statistiques agricoles de 1877, 1885 et 1912.

Document 17 : La part des surfaces en méteil et en seigle par rapport à l'espace céréalier dans les communes de l'arrondissement de Montreuil (en%)²⁶



Source : d'après la statistique agricole de 1885.

²⁶ Il faut signaler qu'en 1885 l'arrondissement de Montreuil compte 141 communes contre 140 aujourd'hui. En 1885, Le Touquet-Paris-Plage n'existe pas. Cet espace de 1600 hectares fait partie de Cucq. Le Touquet-Paris-Plage n'apparaît qu'en 1912. De plus, en 1885, la localité de Plumoison n'est pas encore rattachée à celle de Bouin et la commune d'Ecquemicourt à celle de Maresquel.

Une dichotomie apparaît entre le nord et le sud de l'arrondissement en 1877. Les cultures de seigle et de méteil couvrent peu d'espaces dans les régions les plus enclavées, situées au nord et disposant de conditions naturelles relativement difficiles. Mais en 1912, le décalage nord-sud s'estompe.

À l'échelle des communes, le méteil et le seigle sont en proportion plus élevés dans le quart sud-est et dans le centre de l'arrondissement que sur le reste du territoire, en 1885²⁷. Les conditions naturelles ne sont donc pas des facteurs déterminants dans la répartition des céréales secondaires. La part de ces dernières dans l'ensemble des céréales est notamment de 51,7% à Lépinoy, dans le canton de Campagne et 44,4% à Wailly-Beaucamps dans le canton de Montreuil contre moins de 3% à Coupelle-Vieille, à Lebiez, à Matringhem et à Mencas dans le canton de Fruges. L'hypothèse la plus probable est l'attachement des cultivateurs dans certaines communes aux pains traditionnels de seigle et de méteil.

Des rendements céréaliers insuffisants

La productivité en grain la plus faible du département

Entre 1877²⁸ et 1912²⁹, les rendements en grain du froment augmentent de 15,6% autour de Montreuil, passant de 14,5 à 16,76 hl/ha, alors qu'ils ne progressent que de 11,7% en moyenne dans le département, sur la même période, passant de 21,68³⁰ à 24,21 hl/ha. Les progrès sont donc réels sur le territoire de Montreuil. Néanmoins, ce dernier dispose de la productivité en céréale la plus faible du Pas-de-Calais à la veille de la Grande Guerre. Les rendements du froment et de l'avoine sont certes équivalents aux rendements moyens français³¹, mais sont tout de même deux fois moins élevés que dans l'Arageois et le Béthunois. Ils sont également loin d'être identiques à ceux des cultivateurs voisins de Grande-Bretagne et de Belgique, qui au milieu du XIX^{ème} siècle, dépassent fréquemment les 20 hl/ha³², et au début du siècle suivant les 24 hl/ha. La productivité du froment aurait même déjà atteint les 25hl/ha en moyenne en Angleterre en 1846³³.

Pour obtenir des rendements similaires, un cultivateur montreuillois doit donc ensemer deux fois plus de terres à labour qu'un agriculteur arrageois, béthunois, anglais ou flamand, et cela au détriment d'autres cultures. Cet écart s'explique par la présence de sols de qualité souvent médiocre et par une faible modernisation des instruments agricoles et des méthodes culturales sur le territoire de Montreuil. Mais, il résulte également d'une sous-utilisation des engrais. En effet, l'assolement triennal et la traditionnelle fumure animale sont toujours prédominants sur le territoire de Montreuil. Pour mieux comprendre ce retard, il est indispensable d'analyser la productivité à l'échelle des cantons.

²⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1376/2. La statistique de 1885 est la plus complète à l'échelle communale. Néanmoins, les données étant manquantes pour les localités de Lefaux, Hesdin, La Loge, Plumouison et Sainte-Austreberte, elles ont été remplacées par celles des statistiques de 1882 et de 1884.

²⁸ *Ibidem*

²⁹ Arch. dép., *Op.cit.*, M1326.

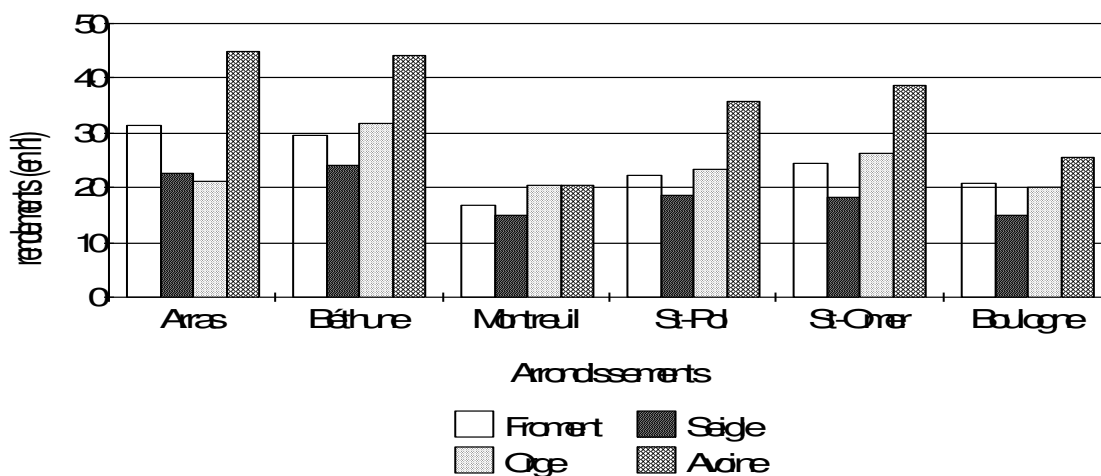
³⁰ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1879.

³¹ *Annuaire statistique de la France*, Paris, 1899, p 354.

³² *Annuaire statistique et historique belge*, huitième volume, Bruxelles, 1861, p 162.

³³ VOGEL Ch., *Du commerce et des progrès de la puissance commerciale de l'Angleterre et de la France*, Paris, 1864, p 152.

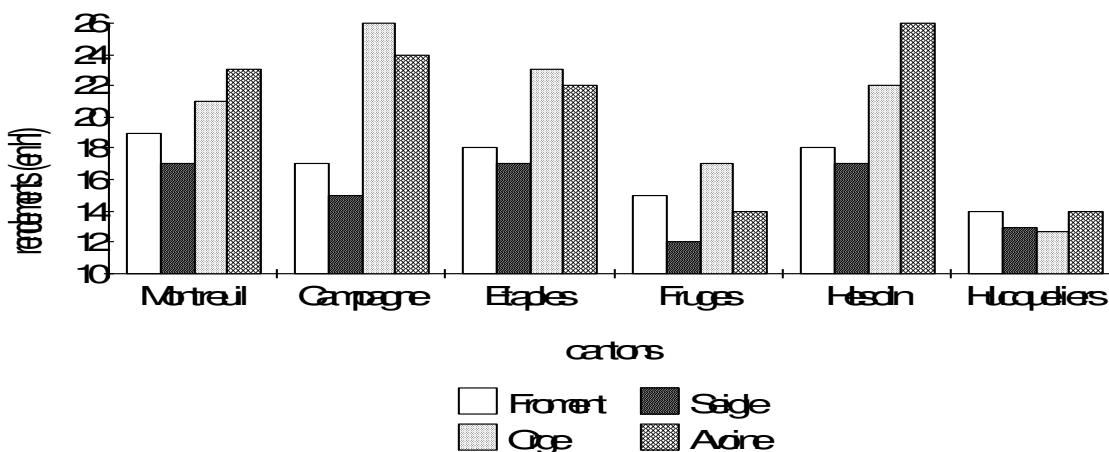
**Document 18 : Les rendements en grain des céréales
dans les arrondissements du Pas-de-Calais en 1912**



Source : d'après la statistique agricole de 1912.

Des cantons du nord-est à faibles productivités

**Document 19 : Les rendements en grain des céréales dans les cantons
de l'arrondissement de Montreuil en 1912**



Source : d'après la statistique agricole de 1912.

Les rendements en grain varient selon les cantons. En 1912, pour le froment, ils sont inférieurs à 15 hl/ha autour d'Hucqueliers et de Fruges, c'est-à-dire dans le Haut-Pays, alors qu'ils sont supérieurs à 17 hl/ha sur le reste du territoire³⁴. La productivité en grain du froment est un tiers plus élevée dans le canton de Montreuil que dans celui d'Hucqueliers, soit en moyenne 19 hl/ha contre 14 hl/ha. Le Nord-est apparaît donc comme la zone la plus défavorisée de l'arrondissement. Le décalage résulte des conditions naturelles relativement difficiles et de la pauvreté des sols dans les cantons de Fruges et d'Hucqueliers.

³⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

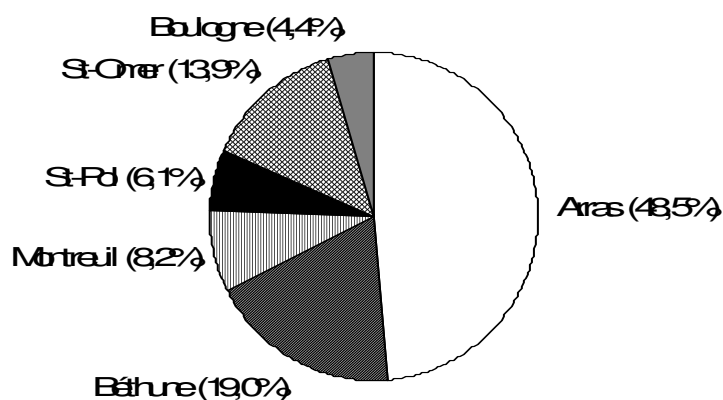
À l'échelle des communes, le constat est similaire³⁵. En 1885, les localités situées dans l'est du canton d'Hucqueliers et quelques territoires autour de Montreuil et de Fruges disposent de rendements en grain inférieurs à 12 hl/ha, alors que ces derniers dépassent les 18 hl/ha dans certains villages appartenant aux cantons d'Étaples, de Montreuil, de Campagne et d'Hesdin³⁶. La production moyenne par hectare de grains de froment est de moins de 10 hl à Ergny, Maninghem et Wicquinghem, alors qu'elle est de plus de 20 hl à Neuville et à Marconnelle. Les décalages s'expliquent principalement par les conditions naturelles et la qualité des sols.

Des cultures industrielles encore marginalisées

Les progrès de l'agriculture se manifestent également par le développement des cultures industrielles. La betterave à sucre³⁷ en est le meilleur exemple. En effet, l'apparition de cette plante « fait franchir aux exploitants un pas décisif dans la voie de la culture moderne et commercialisée »³⁸.

Un faible développement de la betterave sur le territoire de Montreuil

Document 20 : La répartition par arrondissement des surfaces de betteraves à sucre et de distillerie du Pas-de-Calais en 1912 (en %)



Source : d'après la statistique agricole de 1912.

La betterave progresse tout au long du XIX^es dans le département, au détriment des céréales. Sa surface s'est multipliée par 2,6 en 25 ans, passant de 27 983 ha en 1887³⁹ à 72 688 ha en 1912⁴⁰. Seul un quart des plantes est fourragère. Cette croissance s'explique par la hausse constante des cours de la betterave à sucre au moment de la baisse des prix agricoles, notamment du blé⁴¹. De plus, la loi de 1884 privilégie les productions de betteraves sucrières de qualité, c'est-à-dire en bonne teneur saccharifère, par une exemption d'impôt⁴². Cette culture prend également son essor dans le Montreuillois. En effet, la surface de cette plante

³⁵ Annexe 3.

³⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1376/2.

³⁷ De cette plante sarclée sont extraits de l'alcool et du sucre.

³⁸ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 481.

³⁹ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1889.

⁴⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁴¹ DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Histoire de la France rurale*, Paris, édition du Seuil, 1975-76, tome 3, p 395.

⁴² HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 499.

sarclée s'est multipliée par 2,6 en 30 ans, passant de 2448 ha en 1882⁴³ à 6296 ha en 1912. Environ 70% des betteraves cultivées dans l'arrondissement sont industrielles en 1912.

Mais, les progrès sont encore insuffisants sur le territoire de Montreuil. En effet, en 1912, plus des deux tiers des champs de betteraves à sucre et de distillerie du département se situent dans l'Artois et le Béthunois, contre seulement 8,2% dans le Montreuillois. De plus, la culture de cette plante sarclée, fourragère et industrielle, s'étend sur seulement 7,7% des terres labourables de l'arrondissement de Montreuil alors qu'elle couvre notamment 26,8% des surfaces cultivables autour d'Arras⁴⁴.

Le timide développement de la betterave industrielle dans la région de Montreuil peut s'expliquer par la faible implantation de sucreries. En effet, seules deux industries betteravières, sur les 47 que compte le département, sont recensées sur le territoire en 1912⁴⁵. Aucune distillerie n'est présente alors que ces types d'établissement sont au nombre de 17 autour de Béthune, de 12 autour d'Arras, de 7 autour de Saint-Omer et de 2 autour de Saint-Pol. Le retard du Montreuillois peut également résulter d'une certaine méfiance des cultivateurs. Ces derniers craignent l'augmentation du prix des fermages, l'une des conséquences de l'essor des cultures de la betterave. De plus, les agriculteurs montreuillois, attachés aux traditions paysannes, accordent toujours beaucoup d'importance aux récoltes céréalières. Enfin, cette plante sarclée est moins rentable pour les exploitants de l'arrondissement de Montreuil que pour les arrageois ou les béthunois. En effet, les rendements oscillent entre 250 et 290 qx/ha⁴⁶, dans les années 1880, autour de Montreuil, alors qu'ils dépassent les 350 qx/ha en moyenne dans le département⁴⁷. Il faut également souligner que la betterave présente un second intérêt dans la partie orientale du Pas-de-Calais. La pulpe de la plante permet de palier aux manques de la production fourragère et donc de l'alimentation des bestiaux.

Une opposition est-ouest dans le Montreuillois

En 1912, une nette opposition apparaît entre l'Ouest et l'Est de l'arrondissement. La partie ouest formée par les cantons de Montreuil, Étaples et Campagne renferment 85% des champs de betteraves à sucre et de distillerie du Montreuillois, soit 3755 ha sur 4422 ha⁴⁸. La culture de cette plante sarclée est quasiment absente dans l'Est. De plus, dans les régions de Fruges et d'Hesdin, les agriculteurs privilégient la betterave fourragère, servant à l'alimentation des bestiaux. En 1912, la betterave à sucre ne couvre que 0,6% des labours contre 2,9% pour la variété fourragère, autour de Fruges⁴⁹.

Le faible développement de ce type de culture peut s'expliquer dans les cantons d'Hucqueliers et de Fruges par le relief et la qualité médiocre des sols. Mais, il résulte principalement de l'éloignement des agriculteurs par rapport aux sucreries. En effet, les deux établissements recensés se situent dans les cantons de Montreuil et d'Hesdin. Or, l'usine de Marconnelle est de taille modeste et peu performante. Elle n'emploie que 7 ouvriers en 1880⁵⁰. Son faible développement peut donc expliquer le retard du canton d'Hesdin. L'établissement de Rang-du-Fliers, fondé sous la Restauration et situé sur la côte, est de loin la principale sucrerie du Montreuillois avec ses 150 salariés en 1880. Les coûts de transport élevés pour acheminer la récolte du Haut-Pays sur le littoral, ajoutés aux rendements souvent

⁴³ Arch. dép., *Op. cit.*, M1376/2.

⁴⁴ Annexe 4.

⁴⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁴⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1376/2.

⁴⁷ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1882-1890.

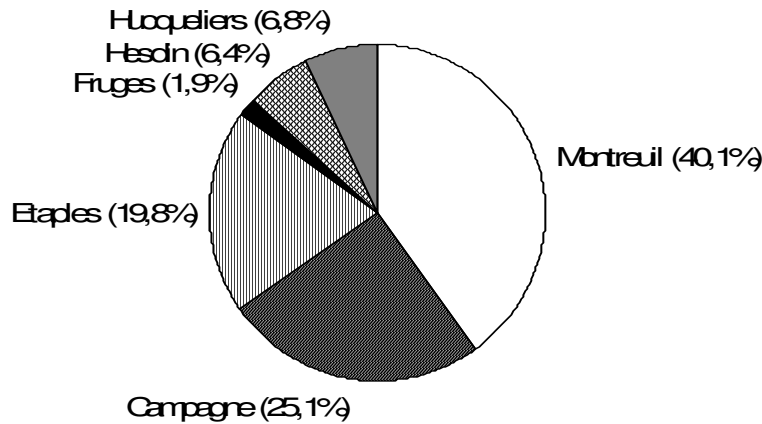
⁴⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁴⁹ Annexe 5.

⁵⁰ *Le Journal de Montreuil*, 19.08.1880.

faibles, n'incitent guère les agriculteurs de Fruges et d'Hucqueliers à cultiver la betterave à sucre.

Document 21 : La répartition par canton des surfaces de betteraves à sucre et de distillerie de l'arrondissement de Montreuil en 1912 (en %)



Source : d'après la statistique agricole de 1912

Les progrès de la production culturale sont manifestes. Néanmoins, le territoire de Montreuil reste l'une des régions les plus retardataires du département sur le plan des rendements, du choix des céréales et du développement des plantes industrielles. A l'échelle cantonale, les progrès sont plus importants sur les territoires de l'ouest et du sud. Ces derniers s'opposent aux cantons de l'est, Fruges et Hucqueliers, qui sont incontestablement les espaces les plus déshérités de l'arrondissement.

III) Une région vallonnée propice à l'élevage

La part relativement élevée des prés et des pâturages dans l'occupation du sol, l'essor des fourrages verts et de la prairie artificielle, et l'importance de la culture de l'avoine montrent que le territoire de Montreuil est véritablement une terre d'élevage. Mais quelles productions animales sont privilégiées par les paysans du Montreuillois pendant cette période ? Leur développement s'inscrit-il uniquement dans un cadre local ?

Une stagnation des effectifs d'équidés

L'utilisation croissante du cheval boulonnais

L'évolution du troupeau d'équidés se caractérise par une relative stabilité sur la période : 13717 têtes en 1885, 13940 en 1912. Le phénomène est similaire dans l'ensemble du Pas-de-Calais, car le nombre de chevaux n'augmente que de 5% entre 1852 et 1912. Mais ce faible essor de la production ne se traduit pas par un manque de dynamisme, « dans la mesure où le cheval, moyen de transport par excellence, est concurrencé par le chemin de fer »⁵¹. Au contraire, l'équidé est en utilisation croissante dans les exploitations.

Dans l'arrondissement de Montreuil, les agriculteurs produisent essentiellement des chevaux de trait de race boulonnaise, robustes et adaptés aux travaux les plus pénibles. L'emploi de ce type de bête convient parfaitement à la partie du territoire disposant d'un relief

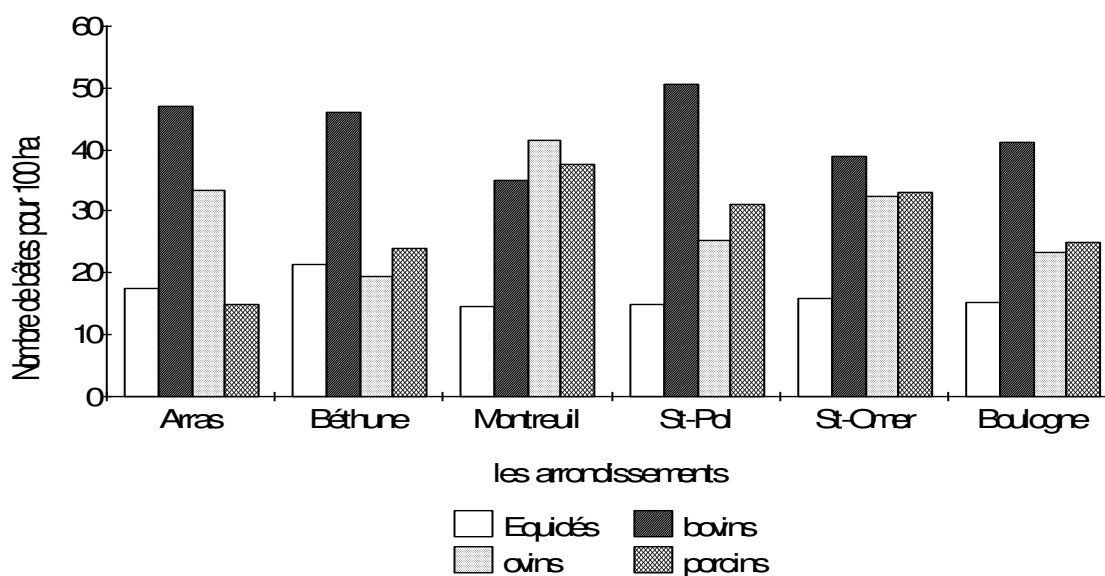
⁵¹ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 504.

accidenté. Les contraintes naturelles impliquent même parfois l'utilisation de deux chevaux pour travailler le sol⁵². Si les agriculteurs du Montreuillois réussissent à maintenir et même à faire légèrement augmenter les effectifs du troupeau, ils améliorent par ailleurs l'espèce. Le classement de nombreux chevaux dans les concours départementaux d'étalons⁵³ et dans le *Stud-Book* du cheval boulonnais⁵⁴ en témoigne.

La plus faible densité chevaline du Pas-de-Calais

L'arrondissement de Montreuil dispose de la plus faible densité chevaline du Pas-de-Calais. En effet, en 1912, sur le territoire sont recensés en moyenne 14 équidés pour 100 hectares de surface agricole utile⁵⁵, contre notamment 17 autour d'Arras et 21 autour de Béthune⁵⁶. Le retard du Montreuillois ne résulte pas d'une baisse de la production mais des caractéristiques des structures d'exploitation. En effet, le territoire est marqué par la prédominance des moyennes et grandes propriétés. Les terres étant peu morcelées, les agriculteurs sont moins nombreux que dans le reste du département et le nombre d'attelages se trouve ainsi limité. Les petits cultivateurs, les ouvriers agricoles et les ménagers empruntent le plus souvent le matériel et l'attelage des grands exploitants, dont les entretiens sont trop onéreux, pour exploiter leur lopin de terre.

Document 22 : La densité de peuplement des équidés, des bovins, des ovins et des porcins dans les arrondissements du Pas-de-Calais en 1912



Source : d'après la statistique agricole de 1912

⁵² TRIBONDEAU J., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1927, 166 p., p 61.

⁵³ *Journal de Montreuil*, 12.07.1894.

⁵⁴ Il est fondé par la Société d'Agriculture de Boulogne en 1884, afin de préserver la pureté de la race boulonnaise.

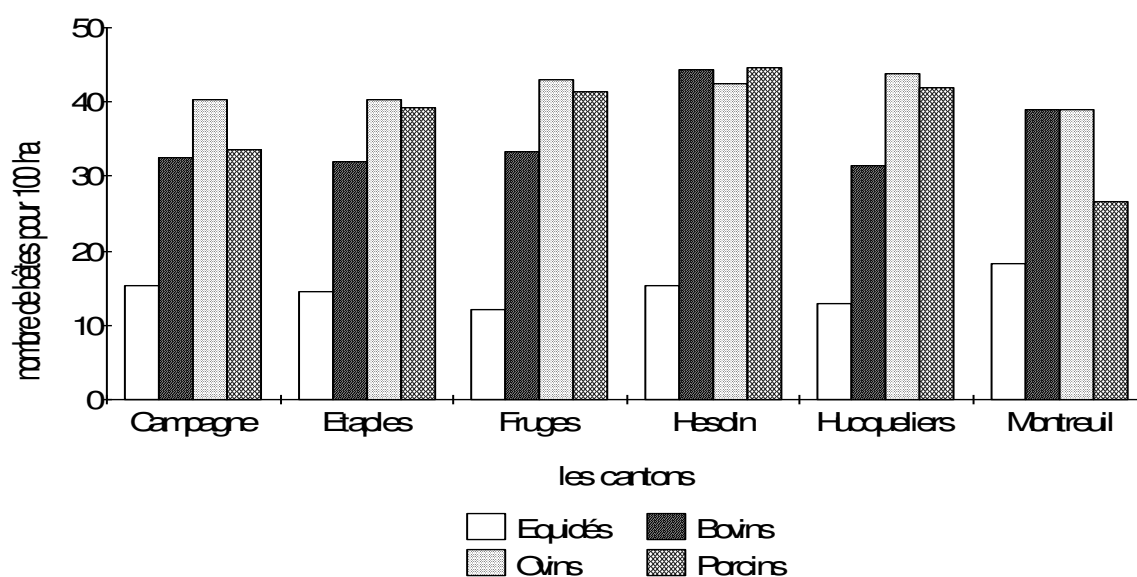
⁵⁵ Les surfaces agricoles utiles sont les labours, les prés, les herbages et les pâturages. Les terres incultes, les bois et les superficies non agricoles sont exclus.

⁵⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

Une faible dotation en équidés dans le Haut-Pays

En 1912, le canton de Montreuil dispose de la densité la plus élevée avec plus de 18 bêtes⁵⁷ pour 100 ha de surface agricole utile. A l'inverse, les territoires d'Hucqueliers et de Fruges possèdent moins de 13 équidés pour 100 ha. Le reste de l'arrondissement renferme environ 15 animaux pour 100 ha⁵⁸. Les disparités résultent principalement du degré de morcellement des exploitations agricoles. En effet, dans les régions d'Hucqueliers et de Fruges, conservatrices, « les grandes propriétés appartenant à de vieilles familles nobles du pays ou à de gros industriels restent indivisibles »⁵⁹. Le nombre de fermes est ainsi limité, tout comme le nombre d'attelages de chevaux de trait.

Document 23 : La densité de peuplement des équidés, des bovins, des ovins et des porcs dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1912



Source : d'après la statistique agricole de 1912

Un espace à forte densité ovine et porcine

Un des espaces les plus productifs d'ovins et de porcs du département

En 1912, l'arrondissement de Montreuil dispose du cheptel porcin le plus important du Pas-de-Calais avec 35 521 têtes⁶⁰. Il renferme, en effet, près du quart des effectifs du département. Pour 100 ha de surface agricole utile, 38 animaux sont recensés sur le territoire contre notamment 15 autour d'Arras et 24 autour de Béthune et de Boulogne. La prépondérance de ce type d'élevage dans le Montreuillois résulte de l'importance de l'autoconsommation. L'arrondissement produit surtout des animaux reproducteurs et des porcelets. En 1912, les fermiers montreuillois élèvent plus du quart des porcs de moins de six

⁵⁷ Dans le calcul tous les équidés sont pris en compte : les chevaux, les ânes et les mules.

⁵⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁵⁹ Ministère de l'agriculture, Direction de l'agriculture, office de renseignements agricoles, *La petite propriété rurale en France, enquêtes monographiques, 1908-1909*, Paris, 1909, p 183-186.

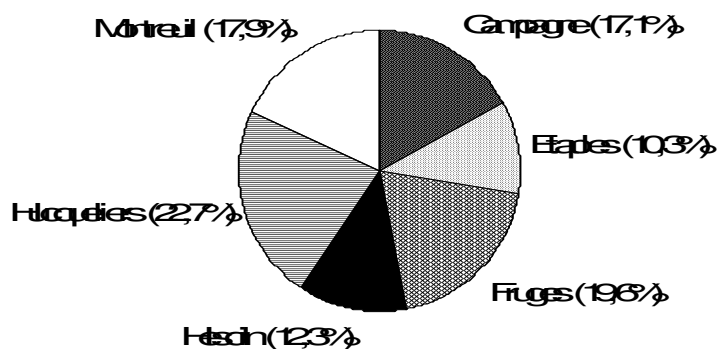
⁶⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

mois et le tiers des truies du Pas-de-Calais. Mais, l'importance de la production porcine autour de Montreuil est loin d'être un progrès. En effet, les habitants continuent de consommer principalement du porc et boudent le bœuf en raison de son caractère onéreux.

En 1912, Le territoire dispose également de la densité d'ovins la plus élevée du Pas-de-Calais. Le nombre d'animaux pour 100 ha de surface agricole utile est de 42 contre 29 en moyenne dans le département. Néanmoins, le Montreuillois ne possède que le second cheptel du département avec 39 341 têtes contre 41 475 autour d'Arras⁶¹. La prééminence de ce type d'élevage dans l'arrondissement de Montreuil peut résulter de la présence de nombreuses terres incultes et d'espaces de dunes, mais surtout de la persistance de la jachère, offrant aux bêtes un pâturage abondant. Toutefois, le troupeau d'ovins connaît un déclin important entre le milieu du XIX^e et le début du XX^e. La baisse des effectifs est de l'ordre de 40% pour le territoire de Montreuil, entre 1877⁶² et 1912, et de 43% pour le département, entre 1872⁶³ et 1912. Cette régression s'explique en partie par un manque de rentabilité, en raison de la concurrence étrangère, notamment allemande⁶⁴. Cette dernière entraîne une diminution du prix de l'animal de boucherie et une baisse des cours de la laine. D'autres facteurs interviennent également, comme la réduction des jachères, l'essor des prairies artificielles et des cultures fourragères, réduisant leur parcours et l'espace qui leur est dévolu. Les ovins sont ainsi des victimes de la modernité. En effet, « chaque progrès cultural entraîne un mouvement plus rapide du déclin de l'élevage du mouton »⁶⁵.

Une dissymétrie est-ouest sur le territoire de Montreuil

Document 24 : La répartition des ovins de race du pays par canton, dans l'arrondissement de Montreuil, en 1882



Source : d'après la statistique agricole de 1882

En 1912, une dissymétrie se dessine entre l'est et l'ouest de l'arrondissement de Montreuil pour l'élevage porcin. En effet, les cantons de Fruges, d'Hesdin et d'Hucqueliers disposent des productions les plus intensives avec plus de 41 bêtes pour 100 ha de surface agricole utile⁶⁶. Le territoire d'Hucqueliers dispose du troupeau le plus important avec 8790

⁶¹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁶² Arch. dép., *Op. cit.*, M1376/2.

⁶³ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1873.

⁶⁴ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 505.

⁶⁵ BEAUJOT E., « La vie rurale dans la région de Saint-Pol », *Bulletin de la société de géographie de Lille*, tome LXIV, juillet 1922, p 198.

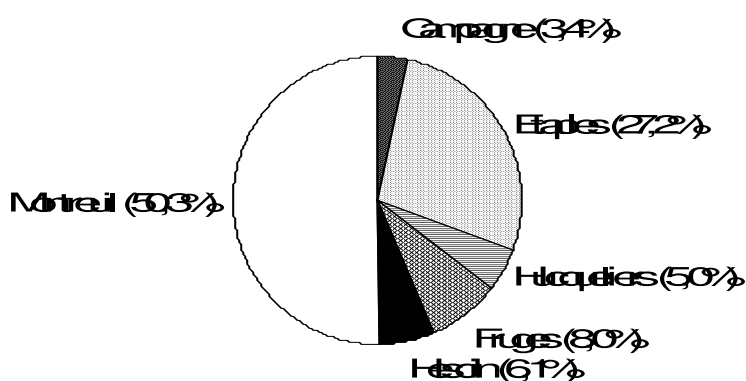
⁶⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

animaux, soit près du quart des effectifs de l'arrondissement. La domination de la filière porcine autour d'Hucqueliers peut s'expliquer par une autoconsommation élevée dans la mesure où ce territoire est particulièrement enclavé.

Pour l'élevage ovin, la dissymétrie apparaît également entre l'est et l'ouest de l'arrondissement en 1912. En effet, les cantons de Fruges, d'Hesdin et d'Hucqueliers disposent des densités les plus élevées avec plus de 42 animaux pour 100 ha de surface agricole utile. La production la moins intensive est celle de Montreuil avec 39 bêtes pour 100 ha. Le canton d'Hucqueliers dispose du troupeau le plus important avec 9169 ovins, soit environ 23% des effectifs de l'arrondissement⁶⁷. Les conditions naturelles relativement difficiles et la persistance des jachères peuvent expliquer la primauté de ce type d'élevage dans le Haut-Pays et autour d'Hesdin. Néanmoins, par l'importance d'une filière devenue peu rentable en 1912, la partie orientale du Montreuillois apparaît comme une région dont l'agriculture est faiblement touchée par le progrès et peu intégrée à une économie de marché.

Un progrès dans l'amélioration de l'espèce ovine.

Document 25 : La répartition des ovins de race perfectionnée par canton, dans l'arrondissement de Montreuil, en 1882



Source : d'après la statistique agricole de 1882

Les agriculteurs de l'arrondissement s'orientent de plus en plus vers une production dite qualitative et non plus quantitative. En effet, par l'intermédiaire de la Société d'Agriculture de Montreuil, fondée en 1821, ils se procurent chaque année des béliers Dishley, Dishley-Mérinos et New-Kent⁶⁸, afin d'améliorer les troupeaux⁶⁹. Les bêtes sont achetées par la Société d'Agriculture de Montreuil à la Bergerie royale puis impériale de Montcavrel, dans le canton d'Étaples. Celle-ci est transférée au Haut-Tingry à partir de 1859, dans le canton limitrophe de Samer⁷⁰. Les animaux sont ensuite revendus aux éleveurs locaux.

⁶⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁶⁸ Les béliers Dishley, Dishley-Mérinos et New-Kent sont des moutons d'origine anglaise.

⁶⁹ *Journal de Montreuil*, 21.07.1881.

⁷⁰ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, Agriculture*, Notices rédigées à la demande du Conseil général, Arras, 1900, 469 p.

Néanmoins, la répartition des 7269 ovins de race dite perfectionnée est loin d'être uniforme sur le territoire en 1882⁷¹. En effet, le canton de Montreuil renferme plus de la moitié des effectifs de l'arrondissement et le canton d'Étaples un peu plus du quart. Les progrès de la filière ovine touche donc principalement les espaces situés géographiquement à proximité de la Société d'Agriculture de Montreuil, dont le siège est dans le chef-lieu d'arrondissement, et de la Bergerie du Haut-Tingry.

Une faible croissance de la production bovine

Un véritable sous-développement de la filière bovine

De 1877⁷² à 1912⁷³, les effectifs de bovins croît de 15,2% dans l'arrondissement de Montreuil, passant de 29 029 à 33 139 têtes. Mais, de 1872⁷⁴ à 1912, ils augmentent de 30,5% en moyenne dans le Pas-de-Calais. Le développement de la filière est donc particulièrement faible autour de Montreuil. De plus, en 1912, le territoire dispose de la densité bovine du département la plus modeste avec seulement 35 animaux pour 100 ha de surface agricole utile, contre notamment 51 autour de Béthune. L'écart avec les pays voisins est encore plus important. En 1846, les Flandres belges renfermaient déjà 55 bêtes à cornes pour 100 hectares⁷⁵. Dès le milieu du XIX^{ème} siècle, les éleveurs anglo-saxons adoptaient le *High farming* qui consistait à substituer une partie des ovins par des bovins nourris à l'étable⁷⁶.

Le retard peut résulter d'une faible intégration de l'agriculture montreuilloise dans une économie de marché. En effet, vers la fin du XIX^e siècle, les habitudes alimentaires se transforment dans le Pas-de-Calais. Le lait et la viande de veaux sont de plus en plus prisés, au détriment des bêtes grasses. Mais pourquoi les éleveurs du Montreuillois ne s'adaptent-ils pas à la demande ? Les mentalités conservatrices doivent probablement ralentir les progrès de la filière. Les habitants de l'arrondissement préfèrent consommer la traditionnelle viande de porc, en raison de son coût. Puis, la vitalité de l'élevage porcin destinée à un marché local limite le développement de la production bovine. Mais le retard est-il de même ampleur sur l'ensemble du territoire de Montreuil ?

Un développement contrasté dans le Montreuillois

Les cantons d'Hesdin et de Montreuil disposent des densités de bovins les plus élevés de l'arrondissement en 1912. Le nombre d'animaux pour 100 ha de surface agricole utile est de 44 autour d'Hesdin et de 39 autour de Montreuil, alors qu'il oscille entre 31 et 33 dans les autres cantons⁷⁷. Le canton de Montreuil dispose du cheptel le plus important avec 6828 animaux, soit près de 21% des effectifs de l'arrondissement. De plus, il dispose d'un nombre de vaches laitières deux fois plus élevé que sur les autres territoires.

La forte densité autour d'Hesdin s'explique principalement par une faible proportion de surface agricole utile, ce qui a tendance à gonfler quelques peu les chiffres. Mais, le développement de la filière bovine autour de Montreuil résulte de l'installation d'industries laitières. En effet, en 1912, deux laiteries sont recensées à Groffliers et une à Verton.

⁷¹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1376/2.

⁷² *Ibidem.*

⁷³ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁷⁴ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1873.

⁷⁵ LAVELEYE E. (de), « Économie rurale de la Belgique », *Revue des deux mondes*, tome XXX, premier novembre 1860, p 722-759, p 756.

⁷⁶ *Ibidem*, p 756.

⁷⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

Les progrès des productions végétales et animales sont réels dans l'arrondissement de Montreuil du Second Empire à la Belle Époque. Néanmoins, ce dernier demeure l'un des espaces les moins avancés du Pas-de-Calais. Le retard s'explique par les conditions naturelles relativement difficiles, la qualité des sols souvent médiocre et les mentalités conservatrices. Néanmoins, des disparités subsistent sur le territoire. À l'échelle cantonale, les progrès sont plus importants sur les territoires de l'ouest et du sud. Ces derniers s'opposent aux cantons du nord-est, Fruges et Hucqueliers, qui sont incontestablement les espaces les plus déshérités de l'arrondissement.

CHAPITRE 3 : UN DÉVELOPPEMENT DES TECHNIQUES ET DES STRUCTURES DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION DE 1850 à 1914

Du milieu du XIX^es à 1914, l'arrondissement de Montreuil demeure l'un des espaces agricoles les plus déshérités du département. Toutefois, la productivité des cultures augmente, la jachère recule, les espèces animales de race améliorée sont plus largement répandues et l'élevage bovin se développe. Ces progrès s'accompagnent d'une modernisation des techniques de production. Les premières machines font notamment leur apparition. Leur diffusion est-elle homogène sur l'ensemble du territoire ? Le phénomène est-il de même ampleur dans les autres arrondissements du Pas-de-Calais ?

Dans la première moitié du XIX^es, la grande propriété, principalement aux mains des aristocrates, prédomine dans l'arrondissement Montreuil. Le fermage est important. Assisté-t-on à une véritable mutation des structures de production de 1850 à 1914 ? Les exploitations s'adaptent-elles à la mécanisation de l'agriculture ?

Certains espaces, comme les cantons de Fruges et d'Hucqueliers, sont isolés par rapport au reste du Pas-de-Calais, en raison d'une faible densification du réseau routier. L'arrivée du chemin de fer permet-il une plus large diffusion des innovations, un développement des foires et des marchés, et une meilleure intégration de l'agriculture dans une économie de marché ?

D) Une lente modernisation de l'outillage agricole

Les sources sont peu abondantes pendant cette période. La statistique annuelle de 1856 par communes fournit des données sur la nature du matériel employé. Cependant, seules les enquêtes de quelques localités du canton de Montreuil sont conservées. Les archives notariales constituent donc la principale source pour cette étude grâce aux ventes de mobilier de ferme pour cessation de culture et aux inventaires après décès¹. Elles permettent notamment de dresser une typologie des instruments en fonction de l'étendue de l'exploitation. Les annonces mobilières, figurant dans le *Journal de Montreuil*, sont également intéressantes pour cette étude. Leur avantage réside dans un relevé des instruments plus succinct.

Les types d'instruments en fonction de la taille des propriétés

Une corrélation entre le type d'outillage et l'étendue de l'exploitation

Afin d'obtenir un tableau représentatif sur le plan numérique du matériel agricole entre 1850 et 1914, un relevé précis a été effectué dans 95 actes notariaux rédigés entre 1879 et 1883². Le dépouillement de ce type de documents permet de rétablir la dimension des exploitations certes sans une parfaite exactitude, mais avec un ordre de grandeur crédible. Divers procédés permettent d'atteindre ce résultat. Le plus simple consiste à reconstituer l'étendue de la ferme en comptabilisant les labours et les pâturages, mais ne sont mentionnées que les terres dont le cultivateur est propriétaire. La seconde méthode, fondée sur

¹ Arch. dép., 4E37, Beaurainville ; 4E38, Berck ; 4E56, Campagne ; 4E64, Étaples ; 4E73, Fruges ; 4E81, Hesdin ; 4E86-87, Hucqueliers ; 4E104-105, Montreuil ; 4E115, Saint-Josse. La source est abondante, mais les inventaires après décès sont rares. Pour la commune d'Hucqueliers, la consultation de ce type d'archives s'avère difficile en l'absence d'un répertoire des actes notariés, puisque les minutes sont à dépouiller semestre après semestre.

² Les six cantons de l'arrondissement sont représentés.

le produit des récoltes, est inutilisable car celui-ci n'est pas toujours indiqué et varie selon les années et les aléas climatiques. L'établissement d'une équivalence entre la surface et le cheptel s'avère être la seule manière de restituer la taille des exploitations. La densité moyenne de peuplement animal permet ainsi d'établir une typologie des instruments par catégorie de contenance³.

Document 26 : Relation entre la taille des exploitations et le type d'outillage correspondant dans l'arrondissement de Montreuil entre 1879 et 1883 (en % des cas)

	0 à 10 ha	10 à 30 ha	30 à 60 ha	60 à 90 ha	90 ha et plus
Un chariot	-	34	87	100	100
Une charrette	40	47	48	60	67
Un tombereau	40	69	61	80	87
Une charrue	33	69	65	90	93
Deux charrues	7	25	43	90	73
Un Brabant simple	-	3	43	70	53
Un brabant double	-	-	-	10	13
Un binot simple	27	47	65	80	87
Un binot à 2 ou 3 socs	-	-	22	30	80
Un binot semeur	-	-	-	-	20
Deux herses	20	53	70	60	87
Un rouleau	13	22	52	70	93
Un grand van	13	9	35	40	27
Un extirpateur	-	19	35	30	46
Une Batteuse	-	-	9	10	40
Une faucheuse	-	-	-	-	20
Une moissonneuse	-	-	-	10	13
Nb. de fermes	15	32	23	10	15

Sources: Archives départementales, les inventaires après décès des séries 4E37, 4E38, 4E56, 4E64, 4E65, 4E73, 4E74, 4E81, 4E82, 4E83, 4E86, 4E104, 4E105 et 4E115. Les annonces notariales dans le *Journal de Montreuil* de 1879 à 1883.

Le tableau montre l'existence d'une triple corrélation entre l'outillage agricole et l'étendue de l'exploitation. L'extension de la surface entraîne « une fréquence, une importance numérique et un perfectionnement croissants d'un type de matériel déterminé »⁴. Les grandes exploitations, c'est-à-dire d'une surface de plus de 60 hectares, disposent en effet d'un grand nombre d'instruments traditionnels améliorés et bénéficient plus largement des innovations technologiques. En 1881, M. Wacogne, cultivateur dans une ferme de plus de 90

³ Par exemple, la densité moyenne de bovins est d'environ 33 têtes pour 100 hectares de surface agricole utile dans le canton de Campagne entre 1879 et 1883. Les exploitations de moins de 3,3 bêtes sont ainsi inférieures à 10 ha, de 3,3 à 10 entre 10 et 30 ha, de 10 à 20 entre 30 et 60 ha, de 20 à 30 entre 60 et 90 ha, et enfin de plus de 30 bovins supérieures à 90 ha. Néanmoins, pour des raisons de fiabilité, il est nécessaire de se référer à plusieurs densités animales pour une même annonce.

⁴ HUBSCHER R., *L'agriculture et la société rurale dans le Pas-de-Calais du milieu du XIX^e à 1914*, Mémoires de la Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais, 1979, 2 vol., 964 p., p 55.

hectares, à Clenleu, utilise la herse en fer et le rouleau en fonte⁵, alors que M. Godin, exploitant en moyenne culture avec environ 20 ha, à Cucq, emploie en 1880 le même matériel mais en bois⁶.

Plus la ferme est étendue, plus elle bénéficie d'un équipement de pointe. La fréquence du binot⁷ à trois socs, du brabant⁸, de l'extirpateur⁹, de la batteuse¹⁰, de la faucheuse¹¹ et de la moissonneuse en témoigne. Cet outillage plus moderne est absent des petites exploitations de moins de 10 ha. La faucheuse et le binot semeur n'apparaissent que dans les fermes de grande culture, de plus de 90 ha. La batteuse et la moissonneuse, un peu plus répandues que les instruments précédents dans les années 1880, ne sont présentes que dans les fermes de plus de 50 ha. En effet, M. Wacogne possède non seulement un extirpateur, un binot à trois socs et un brabant, mais également une batteuse et une faucheuse de marque Joston dit « la merveilleuse », servant au foin et aux grains¹². Cette différence s'explique logiquement par des moyens financiers plus importants dans les exploitations les plus vastes. Ces dernières peuvent en effet acquérir un matériel de pointe, plus onéreux. De plus, les machines ne sont rentables que si la superficie est étendue car elles représentent un investissement élevé et fonctionnent peu de temps chaque année. Le prix d'une moissonneuse est notamment d'environ 1000 francs dans les années 1870¹³. Il équivaut à plus de trois ans de salaires pour un valet de charrue¹⁴. Les fermes de moins de 10 ha sont sous-équipées, ce qui pose le problème de la pratique culturale. Comment travailler la terre avec peu d'instruments agricoles ? Les petites exploitations ont le plus souvent recours à l'emprunt de voisinage.

Une typologie des instruments par catégorie d'exploitation

Le tableau permet de dresser une liste de l'outillage type d'une exploitation déterminée. En dessous de 10 ha, la ferme est équipée d'un nombre limité d'instruments. De 10 à 30 ha, l'agriculteur possède une charrue¹⁵, un chariot ou une charrette¹⁶, un tombereau¹⁷,

⁵ *Journal de Montreuil*, 03.11.1881.

⁶ *Idem*, 28.10.1880.

⁷ Le binot est d'usage ancien et fort répandu. C'est une sorte de charrue en bois, munie d'un avant-train et de mancherons, sans coutre ni versoir. Les fermiers l'utilisent pour ameublir une terre déjà travaillée par les premiers labours de la charrue à versoir. Son succès s'explique par son coût relativement faible, entre 10 et 15 fr. Néanmoins, la plupart des moyennes et grandes exploitations disposent de binots plus perfectionnés, en fer et polyvalents aux prix plus exhaustifs. Il s'agit du binot à trois socs et du binot semeur.

⁸ Le brabant est aussi appelé leu ou charrue de Flandres. Il se distingue de la charrue du pays par son versoir fixe, l'absence d'avant-train, son soc à un tranchant au lieu de deux, le rejet de la terre d'un seul côté, en sorte qu'il faut toujours labourer en tournant. Cet outil a l'avantage de s'enfoncer plus que les autres. Il est surtout employé dans les labours de fortes terres, ce qui explique son succès dans l'arrondissement. Le prix d'achat d'un brabant est plus élevé que la charrue du pays, car il est fabriqué en fer.

⁹ L'extirpateur ou scarificateur est employé par les fermiers du Montreuillois pour nettoyer la terre des plantes parasites. Il est constitué d'un bâti de bois triangulaire ou rectangulaire sur lequel des lames en fer assez larges et sans ressorts viennent se fixer.

¹⁰ Cette machine remplace le fléau, toujours employé dans les fermes de petite et moyenne cultures. Elle sert à séparer les grains de la balle et de la paille. Son prix est assez élevé. D'après l'inventaire après le décès de M. Ambroise Mailly, cultivateur à Bimont, dans le canton d'Hucqueliers, en 1890, une batteuse à quatre chevaux coûte environ 600 francs.

¹¹ La faucheuse est une large lame actionnée par l'intermédiaire d'engrenages démultipliant la rotation des roues porteuses, coupant l'herbe et la luzerne. Cette machine effectuerait six fois le travail d'un faucher et de son aide en une journée.

¹² *Journal de Montreuil*, 03.11.1881.

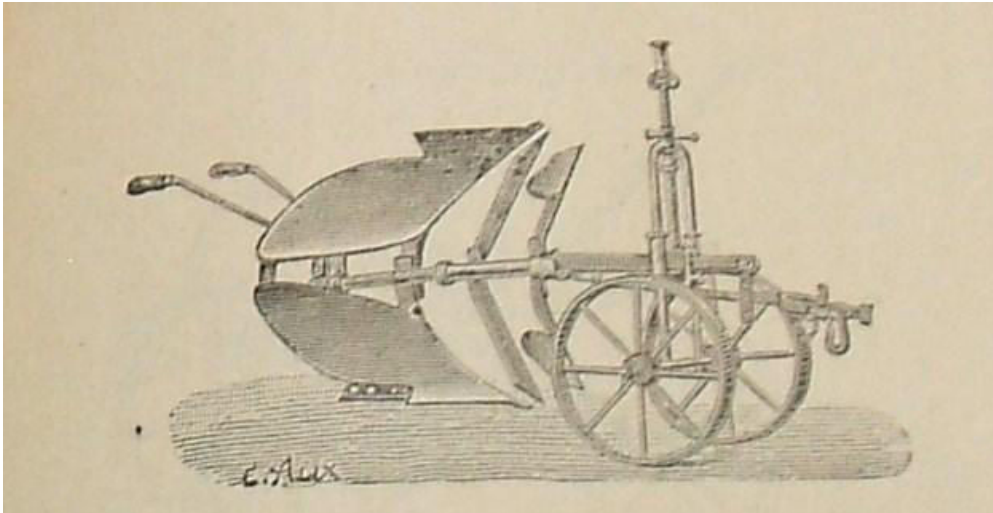
¹³ DUBY G., WALLON A. (dir.), *Histoire de la France Rurale*, Paris, éd. du Seuil, 1975-1976, tome III, p 225.

¹⁴ THOBOIS B-J, *La ferme du Bailli à Alette*, Boulogne-sur-Mer, 50 p. Un valet de charrue gagne entre 22 et 30 francs par mois en 1903 à Alette, dans le canton d'Hucqueliers.

¹⁵ La charrue utilisée par les agriculteurs est celle du pays, dotée d'un avant-train. Sa caractéristique essentielle est le versoir mobile permettant au laboureur de tracer en allant et en venant des sillons contigus. Mais, des

un binot simple, une herse¹⁸. De 30 à 60 ha, le mobilier est composé d'un chariot, une charrette ou un tombereau, deux charrues ou un brabant simple, un rouleau¹⁹, deux herses et un binot simple. De 60 à 90 ha, le cultivateur dispose d'un chariot, une charrette ou un tombereau, deux charrues, un brabant simple ou double, un binot simple ou à 2 socs, deux herses et un rouleau. Enfin, les exploitations de plus de 90 ha comptent un chariot, une charrette, un tombereau, deux charrues, un brabant simple ou double, un binot simple, un binot à deux ou trois socs ou un binot semeur, deux herses, un rouleau, un extirpateur, une batteuse ou une moissonneuse.

Document 27 : Un brabant double de la fin du XIX^e siècle



Source : DAVID F., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1893, 428 p, p 55.

Le double facteur des ventes mobilières

Les cessations de culture, rencontrées dans le *Journal de Montreuil*, entre 1850 et 1914, ont une double origine. Elles résultent du décès de l'exploitant ou d'une faillite. Le premier cas est le plus fréquent. La veuve décide de vendre aux enchères publiques tout le mobilier de ferme en l'absence de successeurs. Ce phénomène peut s'expliquer par les difficultés engendrées par la récession agricole de la fin du XIX^es, rendant le métier d'agriculteur peu attrayant pour les héritiers. Ces derniers préfèrent migrer vers la ville qui offre probablement un travail plus stable et peut-être plus rémunérateur.

Le second cas, plus rarement constaté dans les journaux, est la faillite. Un exploitant à Hucqueliers en petite culture, en est notamment victime en 1879²⁰, tout comme un cultivateur à Neuville en 1882²¹. Le mobilier, saisi par l'huissier est vendu aux enchères publiques,

variantes existent selon les charrons et la qualité du sol travaillé. Dans quelques annonces notariales, l'utilisation de charrues du pays en bois persiste.

¹⁶ Elle sert à des transports légers.

¹⁷ Il est formé d'une caisse fermée par une baie amovible pour faciliter le déchargement.

¹⁸ La herse est un instrument bon marché utilisé dans toutes les exploitations. Elle est généralement en bois, de forme triangulaire, à dents de frêne disposées sur deux traverses parallèles, inclinées vers l'avant et dépassant les deux bouts. Le prix est trois fois plus élevé lorsque l'instrument est en fer, soit 16 fr. au lieu de 5.

¹⁹ Le rouleau est également appelé rouloir ou rondeloir dans certaines annonces notariales. Cet outil est utilisé pour aplanir une surface en écrasant les mottes de terres. Il est souvent constitué d'un tronc d'arbre. Toutefois, dans certains mobiliers de grande culture, la fonte remplace le cylindre de bois. C'est le cas dans l'exploitation de M. Wacogne, à Clenleu, en 1881.

²⁰ *Journal de Montreuil*, 16.01.1879.

²¹ *Idem*, 16.11.1882.

probablement à des prix dérisoires. Ces faillites résultent de la dépression agricole qui se manifeste par la baisse des profits et du capital foncier. En effet, les terres ne trouvent plus d'acheteurs et les prix ne cessent de chuter. « Les conséquences de cette dépréciation se font alors sentir sur les prêts hypothécaires qui par suite n'offrent plus les garanties suffisantes²² ».

Des exemples d'équipements de fermes

Document 28 : Extrait de l'annonce notariale parue le 18 octobre 1883 dans le *Journal de Montreuil*, suite à la cessation de culture de Jules Delienne, exploitant en grande culture, à Sempy.

(...)
 4 chariots dont un planchéié,
 2 tombereaux, une voiture fourragère, une voiture sur ressorts,
 3 brabants, un extirpateur, un binot en fer à 3 socs,
 un binot en bois à 3 socs, une charrue **Dombasle**,
 un binot simple en bois, un binot en fer pour planter et remuter les pommes de terre,
 une binette à pommes de terre,
 un binot semoir avec système **Jacquet Robillard**,
 un moulin à légumes, 2 herses en fer, 6 herses en bois,
 2 rouleaux, quantité de volées et de bras de volées,
 3 volées à quatre chevaux, une cabane, 12 attaches doubles,
 3 combles, un harnais de marché, 3 colliers neufs,
 2 paires de reculements neufs pour chariots, 2 paires de reculements pour charrettes,
 3 cages à porcs, une forge et ses accessoires,
 une batteuse, une moissonneuse, quatre grands vans,
 (...)

L'annonce notariale parue dans *Le Journal de Montreuil*, le 18 octobre 1883, suite à la cessation de culture de M. Delienne, agriculteur à Sempy, dans le canton de Campagne, illustre parfaitement le degré d'équipement des grandes exploitations agricoles de l'arrondissement de Montreuil vers la fin du XIX^e²³. La ferme est d'une contenance de plus de 100 hectares, car elle renferme 214 ovins, 19 porcs, 27 bovins et 25 chevaux de race boulonnaise ou alezane. Le matériel se caractérise par deux aspects. D'une part, l'outillage traditionnel est amélioré. En effet, tous les instruments sont en fer, à l'exception de quelques vieux binots et herses. Les volées ne sont certainement plus utilisées, puisque le cultivateur dispose d'un binot semoir. D'autre part, cette exploitation dispose d'outils innovants comme trois brabants, un binot semoir, un binot à trois socs en fer, un extirpateur, une batteuse et une moissonneuse. De plus, M. Delienne possède une charrue inventée par Christophe de Dombasle²⁴, un agronome français qui fit progresser les méthodes culturales dans la première moitié du XIX^e siècle. Le progrès de la mécanisation est donc réel dans les fermes de grande culture.

²² *Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer*, 1877, p 111.

²³ Un autre exemple d'équipements de fermes en grande culture figure dans la « Monographie agricole du Pas-de-Calais » parue en 1904. L'auteur, l'ingénieur agronome M. Tribondeau recense à la page 70 les instruments présents dans une exploitation de 94 hectares 60 ares située à Campigneulles-les-Petites.

²⁴ Christophe de Dombasle est né en 1777 et décédé à Nancy en 1843.

Document 29 : Extrait de l'annonce notariale parue le 23 février 1882 dans le *Journal de Montreuil*, suite au décès d'Eugène Leuillet-Minet, exploitant en moyenne culture, à Beussent.

(...)
Chariot, voiture suspendue, charrette,
Tombereau, cabane,
brabant, charrue,
binots, herses en fer et en bois,
blé, warats, avoine.

Le second extrait est un exemple d'équipement de fermes de taille moyenne, d'environ 25 hectares. Cette vente mobilière, par suite du décès d'Eugène Leuillet-Minet, offre un double intérêt. Elle indique tout d'abord une faible modernisation du matériel agricole et le maintien d'un outillage traditionnel. Le brabant est le seul instrument innovant dont dispose ce cultivateur. L'importance de ce type de charrue dans cette région s'explique par la mauvaise qualité de certains sols souvent biefveux²⁵. Contrairement à la charrue traditionnelle, le brabant est plus robuste et s'enfonce plus dans la terre²⁶.

Un retard par rapport au département

Le succès de la charrue et le développement de l'outillage traditionnel

Le phénomène essentiel est le triomphe de la charrue sur le territoire, comme dans l'ensemble du département, entre 1850 et 1914. Néanmoins, le retard du Montreuillois par rapport aux autres arrondissements du Pas-de-Calais est manifeste. En effet, seules 33% des exploitations de moins de dix hectares possèdent une charrue entre 1879 et 1883²⁷, alors que 60% des fermes du département, de même superficie, en sont déjà équipées dans les années 1850²⁸. La houe²⁹ est donc toujours utilisée dans plus de la moitié des petites propriétés du territoire, alors qu'elle est pratiquement abandonnée dans les domaines supérieurs à dix hectares. De plus, aucun brabant n'est recensé dans le Montreuillois, dans la petite culture, tandis que 25% des cultivateurs du Pas-de-Calais l'emploient vers le milieu du XIX^e. Les instruments traditionnels sont également peu variés et en nombre limité dans les exploitations moyennes. En effet, seules les deux tiers des exploitations de 30 à 60 hectares dans l'arrondissement sont équipées de plusieurs herses et d'un binot simple, entre 1879 et 1883. Cependant, les fermes du département, d'une contenance comprise entre 20 et 50 hectares, comptent en moyenne plus de deux herses et un binot simple dans les années 1850. Le retard de l'outillage agricole touche donc toutes les catégories d'exploitation. La mécanisation ne concerne que quelques grandes propriétés du Montreuillois.

Une faible mécanisation de l'agriculture montreuilloise

Les batteuses, faucheuses et moissonneuses sont peu répandues dans l'arrondissement de Montreuil vers la fin du XIX^e. Elles équipent principalement les fermes les plus vastes, souvent d'une superficie supérieure à 100 ha. C'est notamment le cas des exploitations de M.

²⁵ Voir le chapitre 1 concernant les résultats des analyses de sol effectuées par A. Pagnoul, vers la fin du XIX^e siècle, sur la commune de Beussent.

²⁶ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 57.

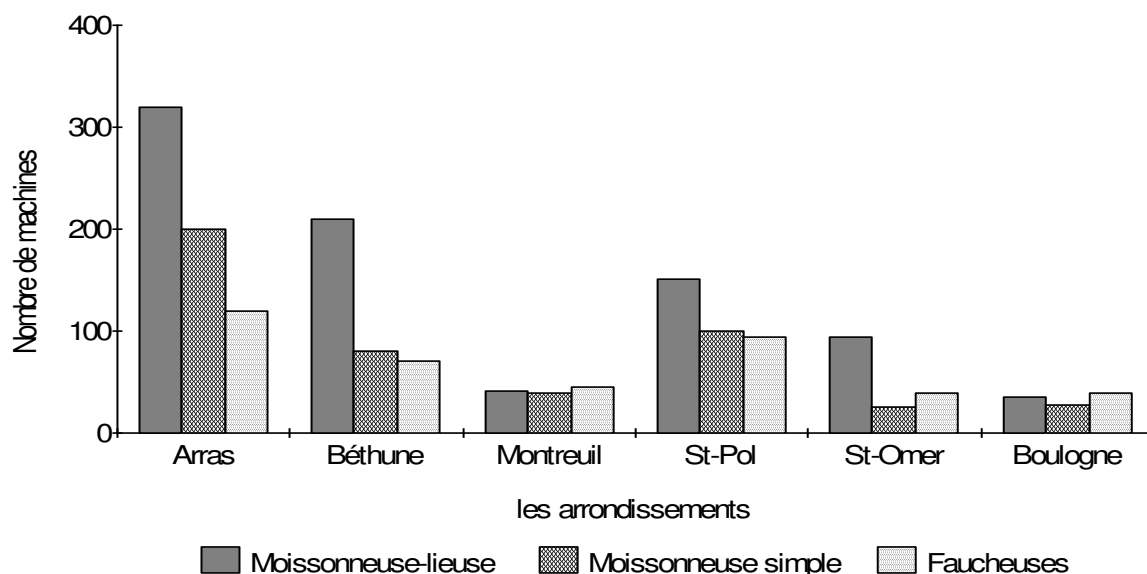
²⁷ D'après le dépouillement de 95 actes notariaux entre 1879 et 1883.

²⁸ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 55.

²⁹ La houe est un instrument aratoire qui sert à ameublir le sol. Elle est formée d'un bâti portant de petits socs et des mancherons pour le guidage du cheval.

Peroy-Derollez, à Aix-en-Ergny en 1879, de M. Wacogne à Clenleu en 1881, de M. Thorel à Wicquinghem en 1881, de M. Vasseur-Dubois à Estrée en 1882 et de M. Delienne à Sempy en 1883³⁰. En 1900, l'arrondissement de Montreuil ne renferme que 4,9% des moissonneuses-lieuses, 8,5% des moissonneuses simples et 9,8% des faucheuses du département³¹. En effet, 42 moissonneuses-lieuses sont recensées sur le territoire à la veille de la Grande Guerre contre 320 autour d'Arras, 210 autour de Béthune et 150 autour de Saint-Pol. La coupe des céréales se pratique donc toujours avec la faux ou la sape.

Document 30 : Le nombre de machines agricoles dans les arrondissements du Pas-de-Calais vers 1900



Source : d'après *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 199.

Le retard est manifeste par rapport aux arrondissements situés dans l'est du Pas-de-Calais, mais il l'est aussi par rapport aux pays voisins comme la Belgique et l'Angleterre. Les cultivateurs anglais et belges rivalisent d'ingéniosité dans le perfectionnement de l'outillage agricole. M. le comte Conrad de Gourcy, dans son *Journal du second voyage agricole en Angleterre et en Écosse*, publié en 1849, rapporte quelques exemples d'innovations. Il est notamment stupéfait à la vue d'un nouveau semoir, qui contrairement à ceux qu'il a l'habitude de voir et d'utiliser, est réglable et peut donc s'adapter à tous les types de cultures. Voici les propos qu'il rapporte à ce sujet dans son ouvrage : « Ce semoir, que j'ai vu fonctionner chez M. Claes, m'a paru tellement bien, que j'ai renoncé à faire importer le semoir employé généralement en Écosse. Celui de M. Claes est à cuillers, qu'on change de manière à pouvoir semer depuis le trèfle jusqu'aux fèves ; il sème sept lignes de céréales séparées par 19 centimètres³² ».

Outre-Atlantique, à la fin du XIX^e siècle, l'outillage agricole est également plus avancé. Les cultivateurs américains utilisent des faucheuses à vapeur³³, alors que les paysans montreuillois s'équipent en machines mues par des chevaux.

³⁰ *Journal de Montreuil*, 1879-1883.

³¹ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 199.

³² GOURCY C. (comte de), *Journal du second voyage agricole en Angleterre et en Écosse*, Paris, 1849, p 4.

³³ *Journal de Montreuil*, 05.01.1898

Toutefois, le retard de l'arrondissement de Montreuil est relatif, car les départements du Pas-de-Calais et du Nord possèdent les équipements les plus modernes de France à la veille de la Grande-Guerre.

Comment expliquer un tel retard par rapport aux autres arrondissements?

L'abbé Thobois, dans une monographie agricole de la ferme du Bailly à Alette en 1903, signale que l'usage de la batteuse tend à se généraliser mais que les faucheuses sont en nombre restreint en raison « des accidents qui se rencontrent sur toute l'étendue du territoire et des petites parcelles de terrain³⁴ ». La réticence des cultivateurs à utiliser des machines modernes, la crainte du progrès et le morcellement du sol peuvent en effet jouer un rôle dans la faible diffusion des innovations techniques.

Néanmoins, l'arrondissement de Montreuil est une région dominée par la moyenne et grande culture. Alors comment expliquer que les exploitations de 10 à 60 ha ne possèdent pas de machines autour de Montreuil, alors qu'autour d'Arras et de Béthune, les fermes de même contenance en sont équipées ? Pourquoi les exploitants en grande culture sont-ils les seuls à acquérir des moissonneuses et des faucheuses dans le Montreuillois ?

La mécanisation et les innovations touchent essentiellement la grande exploitation, car l'instrument ne peut être rentable que si la surface est importante, d'autant plus que l'arrondissement de Montreuil dispose des plus faibles rendements du département. Le retard de la productivité, notamment céréalière, peut expliquer le décalage par rapport à la plupart des autres arrondissements du Pas-de-Calais pour l'équipement agricole. En effet, la médiocrité des rendements engendre de faibles profits. Les moyens financiers sont alors limités et ne permettent d'acquérir qu'un nombre restreint d'instruments, souvent de mauvaise qualité. Le degré de modernisation et la rentabilité d'une machine dépendent donc de l'étendue de la surface cultivée mais aussi de la productivité agricole. C'est pourquoi, une exploitation de 20 hectares dans l'Est du département possède le même matériel qu'une ferme de 40 hectares autour de Montreuil. En effet, Elle dispose de moyens financiers plus importants, car le rendement par hectare est le double de celui du Montreuillois pour la plupart des cultures. En 1857, le revenu moyen des terres labourables est de 51 francs et 80 centimes par hectare dans l'arrondissement, contre 101 francs et 44 centimes dans l'Arrageois et 110 francs et 41 centimes dans le Béthunois³⁵.

La prééminence du fermage sur le territoire de Montreuil peut également expliquer ce décalage par rapport à l'Est du département. En l'absence de garanties foncières, les cultivateurs non-proprétaires ne peuvent octroyer de crédits pour l'achat d'une machine. De plus, les ressources faisant défaut, ils n'adoptent le plus souvent que les inventions et les nouveaux procédés dont la fiabilité est reconnue. Toutefois, à la veille de la Grande Guerre, la baisse du prix des innovations va permettre à un plus grand nombre d'exploitants de s'équiper. Une faucheuse à deux chevaux, par exemple, coûte entre 400 et 500 francs en 1878 et entre 250 et 300 francs en 1913³⁶.

Les facteurs qui viennent d'être énoncés n'empêchent guère la diffusion de machines agricoles sur le territoire de Montreuil, mais expliquent leur difficile introduction. Même si les moyens financiers des cultivateurs montreuillois sont limités (terres peu productives et importance du fermage), la mécanisation des exploitations est inévitable. Les paysans en

³⁴ THOBOIS B.-J. , *La ferme du Bailly à Alette*, Boulogne-sur-Mer, 1903, 50 p., p 5.

³⁵ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1857, p 244-247. L'arrondissement de Montreuil dispose du revenu par hectare de labours le plus faible du Pas-de-Calais en 1857.

³⁶ DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Histoire de la France rurale*, Paris, édition du Seuil, 1975-76, tome 3, p 426.

moyenne et grande cultures doivent faire face à un manque de bras, à un exode des journaliers et des ouvriers agricoles, à partir du milieu du XIX^e siècle.

Une mécanisation accélérée par une pénurie de main-d'œuvre

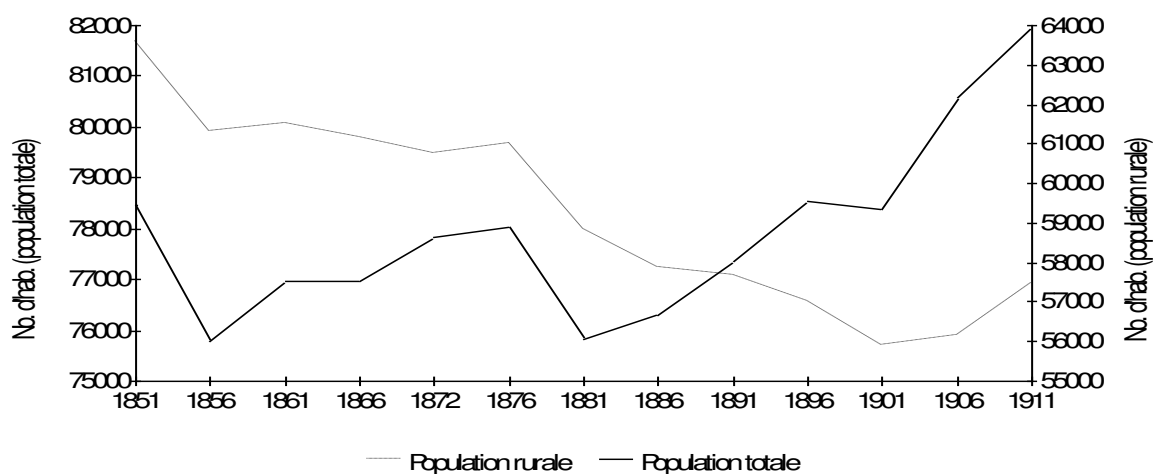
Pour évaluer l'importance du phénomène d'émigration du personnel agricole, il est, au préalable, nécessaire d'analyser la situation démographique de l'arrondissement de Montreuil du Second Empire à la veille de la Grande Guerre.

Un dépeuplement de la campagne montreuilloise

La densité de peuplement de l'arrondissement est de 69 hab/km² en 1851³⁷. Elle s'inscrit dans la moyenne nationale, mais demeure la plus faible du Pas-de-Calais. Celui-ci compte 104 hab/km². Cette faible concentration résulte d'une absence de communes véritablement urbaines. Le bourg le plus important, Montreuil, compte moins de 4000 habitants³⁸.

De 1851 à 1911, le territoire de Montreuil ne gagne que 3492 habitants³⁹, soit 3 habitants supplémentaires par kilomètre carré. La croissance démographique est donc relativement faible. Elle est de 4,45% sur le territoire, alors que, sur la même période, elle est de 54,14% dans le Pas-de-Calais et de 15,75% en France⁴⁰.

Document 31 : L'évolution démographique de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1851 à 1911



Source : D'après les données de l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1852-1914.

L'augmentation de la population montreuilloise résulte principalement de la hausse spectaculaire du nombre d'habitants dans deux villes⁴¹ côtières : Étaples, qui gagne 3556 administrés en 60 ans, passant de 2267 à 5823 âmes, et Berck qui voit sa population

³⁷ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1852, p 216-245.

³⁸ Voir le chapitre 1.

³⁹ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1852 et 1914.

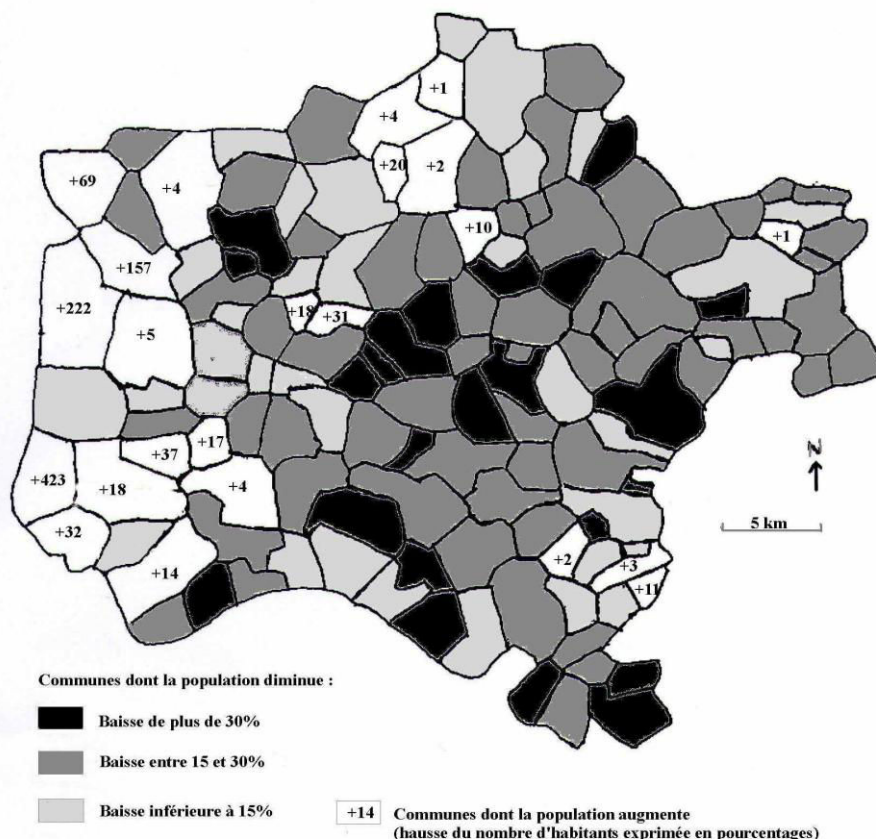
⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ Dans cette étude, les communes de plus de 2000 habitants agglomérés au centre sont considérées comme étant des villes.

quintupler, passant de 2216 à 11 597 individus (soit 14% des résidents de l'arrondissement) entre 1851 et 1911.

Parallèlement, les campagnes montreuilloises se dépeuplent. La population rurale recule de 13,8% pendant cette période, alors que le nombre de citadins a pratiquement doublé. Les habitants sont 18,9% à vivre en milieu urbain en 1851 et 33,1% en 1911. La proportion reste toutefois faible comparée à l'ensemble du territoire national, puisque la France compte 44% de citadins à la veille de la Grande Guerre.

Document 32 : L'évolution démographique des communes de l'arrondissement de Montreuil entre 1851 et 1911



Source : d'après les données de l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1852-1914.

Le dépeuplement est inégal sur le territoire. Il touche principalement les communes des cantons de « l'Intérieur ». De 1851 à 1911, 83% des localités de l'arrondissement voient leur population diminuer. Les municipalités les plus affectées sont Loison-sur-Créquoise, Marant et La Loge, perdant près de la moitié de leurs habitants. Les bourgs ruraux ne sont pas non plus épargnés. Le quart des administrés de Campagne-lès-Hesdin disparaît. Montreuil et Hucqueliers perdent environ 15% de leurs habitants, Fruges et Hesdin, autour de 2%. Seuls le littoral et quelques villages répartis sur le territoire échappent au phénomène. Les villes énoncées dans le paragraphe précédent attirent les ruraux de « l'Intérieur ». En effet, la vallée de la Canche, plus accessible, dispose « de structures de la propriété, de modes de culture et surtout d'une conjugaison d'activités agricoles et artisanales qui se mêlent à des degrés divers pour favoriser le peuplement »⁴². En effet, les bonnes terres du littoral et des grandes vallées,

⁴² HUBSCHER R., *L'agriculture et la société rurale dans le Pas-de-Calais du milieu du XIX^e à 1914*, Mémoires de la Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais, 1979, 2 vol., 964 p., p 139.

plus productives et donc plus rentables, attirent davantage les Hommes⁴³. C'est d'autant plus vrai que, d'après le graphique, le dépeuplement des campagnes montreuilloises s'accroît à partir des années 1880, pendant la récession. Cette période correspond à la période de migration maximale sur le territoire français⁴⁴.

Le dépeuplement des villages est en réalité plus important qu'il ne le paraît. L'excédent naturel réduit l'ampleur du phénomène. Il peut même être à l'origine d'une légère croissance démographique dans quelques localités, dissimulant ainsi le nombre des départs. C'est le cas notamment des communes de Bezinghem, Preures et Zoteux dans le canton d'Hucqueliers⁴⁵ qui disposent d'un solde migratoire négatif⁴⁶.

Un excédent des naissances sur les décès

Au milieu du XIX^e siècle, la natalité et la mortalité sont élevées dans l'arrondissement de Montreuil. De 1857 à 1860, le taux de natalité est de 28,05‰ et le taux de mortalité de 23,2‰⁴⁷. Le taux d'accroissement naturel est positif, mais loin d'être exceptionnel. Le Montreuillois ne connaît donc pas encore de transition démographique. Il dispose de l'un des excédents des naissances sur les décès les plus faibles du Pas-de-Calais. Le premier arrondissement est celui de Béthune avec un taux d'accroissement naturel de 13,75‰.

À partir des années 1850, le nombre de décès pour 1000 habitants régresse sur le territoire. Le taux de mortalité est de 23,2‰ en 1857-1860, de 21,2‰ en 1861-1865, de 21,3‰ en 1888, de 20,2‰ en 1900-1902 et enfin de 18‰ en 1912⁴⁸. Cette baisse constante résulte de l'amélioration des conditions sanitaires, des progrès de la médecine et surtout d'une meilleure alimentation. L'orientation des agriculteurs vers l'élevage et la réduction de la surface cultivée en seigle et méteil au profit du froment en témoignent notamment. Toutefois, à la veille de la Grande Guerre, le taux de mortalité est toujours supérieur à la moyenne départementale. Le Pas-de-Calais compte 16,6 décès pour 1000 habitants en 1912. Les progrès en matière d'hygiène et d'alimentation ne sont donc pas aussi importants dans le Montreuillois que dans les autres arrondissements.

Paradoxalement, la consommation d'alcools, un comportement à risques réduisant l'espérance de vie, semble moins excessive sur le territoire que dans le reste du département. En 1904, on recense un débit de boissons pour 66 habitants dans le Montreuillois, contre un pour 38 dans l'Arrageois et un pour 40 dans le Béthunois⁴⁹.

La mortalité élevée est surtout infantile⁵⁰ sur le territoire. On dénombre notamment 153,5 décès pour 1000 naissances en 1850, 189,3 en 1855⁵¹ et 156,5 en 1903⁵². En 1904, parmi les 204 nouveaux-nés décédés dans le Montreuillois, recensés lors des huit premiers

⁴³ Voir chapitres 1 et 2.

⁴⁴ ARIES Ph., *Histoire des populations françaises*, Paris, Points Seuil, 1979, 412 p., p 287.

⁴⁵ FORESTIER B., *L'évolution du monde agricole dans le canton d'Hucqueliers sous la III^e République*, Mémoire de Maîtrise sous la direction de M. Béthouart, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 2001, 280 p., chapitre 7.

⁴⁶ Le solde migratoire est la différence entre le taux d'accroissement de la population et le taux d'accroissement naturel. D'après R. Hubscher, le calcul ne donne pas une vision correcte du phénomène. En effet, le taux ne révèle que les excédents d'émigration, mais n'indique pas le nombre de départs effectifs, cachés par les arrivées.

⁴⁷ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1858-1861

⁴⁸ Arch. dép., 3Z555, Etat des naissances et décès de l'arrondissement 1888-1890 et 1921-1922. *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1858-1914.

⁴⁹ Arch. dép., M8083, Mortalité infantile 1903-04, arrondissement de Montreuil.

⁵⁰ Le taux de mortalité infantile est le nombre d'enfants n'ayant pas atteint le terme de leur première année pour 1000 naissances vivantes dans la même année.

⁵¹ A titre de comparaison, on recense 126,8 décès pour 1000 naissances en 1850 et 185,5 en 1855 dans le Pas-de-Calais.

⁵² On dénombre 335 décès d'enfants de moins d'un an en 1903 dans l'arrondissement de Montreuil.

mois, 128 sont victimes de la tuberculose. Cette maladie enlève 77 enfants de moins d'un an dans le canton de Montreuil entre janvier et août 1904.

Le nombre de nouveau-nés pour 1000 habitants diminue également tout au long de la période. Il est de 28,3 au début des années 1880, puis de 27,4 en 1888, de 27,3 en 1900-1902 et enfin de 25 en 1912⁵³. Mais, la baisse de la mortalité étant plus conséquente que celle de la natalité, l'excédent naturel s'accroît. Le taux d'accroissement naturel passe de 4,85‰ en 1857-1860 à 7‰ en 1912.

Dans les douze communes les plus touchées par le dépeuplement⁵⁴, le constat est similaire. Toute la période est marquée par un excédent naturel⁵⁵. De plus, le taux d'accroissement naturel s'élève au moment où les localités perdent le plus d'habitants. Entre 1873 et 1892, le taux oscille entre 4 et 5 ‰ par an, alors que 15% des administrés disparaissent. L'exode est donc beaucoup plus important qu'il n'y paraît.

Document 33 : Le taux d'accroissement naturel des douze communes de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer les plus touchées par le phénomène de dépeuplement entre 1851 et 1911⁵⁶

	1853-1862	1863-1872	1873-1882	1883-1892	1893-1902
Taux de natalité (pour 1000 hab.)	25,4	26,3	28,1	25,9	21,9
Taux de mortalité (pour 1000 hab.)	25	24,2	23,8	21,3	19,9
Taux d'accroissement naturel (pour 1000 hab.)	0,4	2,1	4,3	4,6	2

Sources : Tables décennales des communes d'Aix-en-Issart, Buire-le-Sec, Caumont, Duriez, Hesmond, Lespinoy, La Loge, Loison, Marant, Marles-sur-Canche, Rimboval et Sempy

Une raréfaction du personnel agricole et un déclin de l'artisanat

L'exode est donc le principal facteur de la dépopulation des communes des cantons de l'« Intérieur ». Mais, les ouvriers et les journaliers agricoles sont-ils les seuls à migrer ?

Une analyse centrée sur la localité de Loison-sur-Créquoise permet en partie de répondre à la question. Le choix de la commune n'est pas anodin. Il est utile ici de rappeler qu'il se porte sur la localité la plus touchée par le phénomène de dépeuplement entre 1851 et 1911. Le secteur agricole est évidemment prédominant. En 1851, 68,5% des chefs de ménage vivent directement de l'agriculture, 18,1% de l'artisanat, 4,8% du commerce⁵⁷. Les autres catégories socioprofessionnelles sont marginales. Il s'agit des professions libérales, des religieux et des rentiers. En 1911, les exploitants et les ouvriers agricoles sont toujours majoritaires. Ils représentent 45,4% des chefs de ménage⁵⁸.

Entre 1851 et 1911, le personnel agricole tend effectivement à se raréfier. En 1851, le village compte parmi les chefs de ménage 58 ouvriers agricoles : 25 journaliers et 33

⁵³ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z555. *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1858-1914.

⁵⁴ Il s'agit des localités suivantes : Aix-en-Issart, Buire-le-Sec, Caumont, Duriez, Hesmond, Lespinoy, La Loge, Loison, Marant, Marles-sur-Canche, Rimboval et Sempy. Ces communes ont perdu entre 34 et 46 % de leurs habitants entre 1851 et 1911.

⁵⁵ Annexe 6.

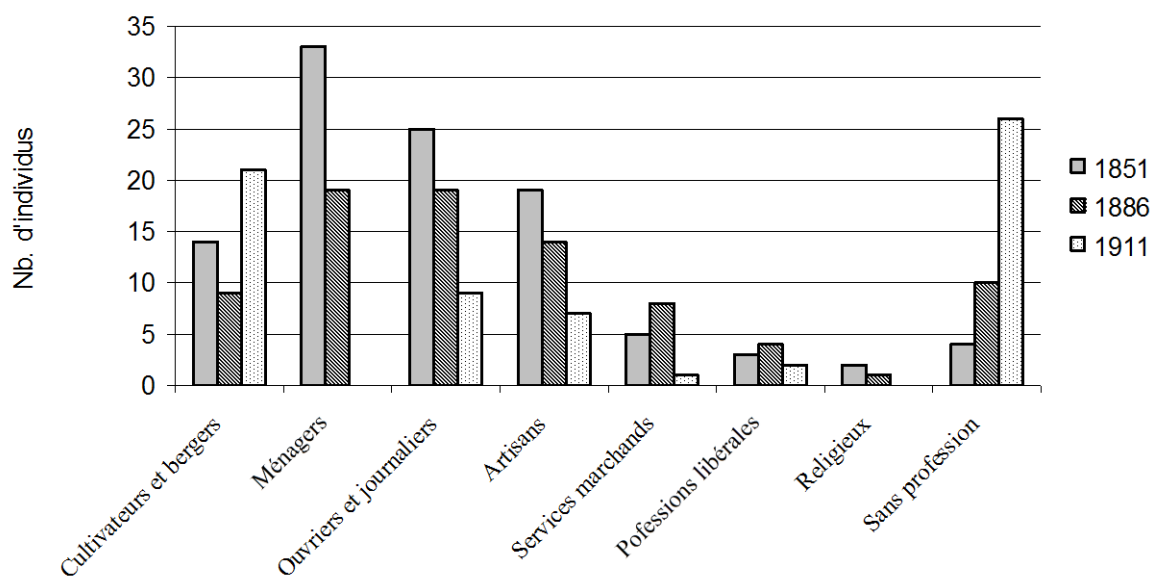
⁵⁶ Pour obtenir ces taux, les calculs ont été les suivants : Un dixième des naissances ou des décès de chaque décennie des 12 communes réunies est divisé par le nombre d'habitants (moyenne de trois recensements) des 12 communes réunies. Le quotient obtenu donne alors le nombre de naissances ou de décès pour un habitant.

⁵⁷ Arch. dép., M3949, Liste nominative de recensement de population de Loison-sur-Créquoise, 1851.

⁵⁸ Arch. dép., M3661, Liste nominative de recensement de population de Loison-sur-Créquoise, 1911.

ménagers. Ces derniers sont des ouvriers travaillant pour des exploitants de moyenne et grande culture la semaine et cultivant pour eux-même quelques mesures de terre les jours restants. Ils empruntent d'ailleurs les outils et les chevaux de trait de leur patron. En 1911, parmi les chefs de ménage, seuls 9 ouvriers agricoles sont recensés dans la commune. Cette catégorie socioprofessionnelle n'est pas la seule à se raréfier. Les artisans et les commerçants sont également de moins en moins nombreux. En 1851, deux tailleurs d'habits, un maçon, un tonnelier, un boulanger, un tourneur en bois, un forgeron, deux cordonniers, trois couvreurs, un charpentier, un meunier, un maréchal, deux charrons, deux cabaretiers, deux marchands regratier⁵⁹, un taupier⁶⁰ et un marchand colporteur sont installés à Loison. En 1911, il ne reste plus qu'un meunier, un menuisier, deux charpentiers, un maréchal et un charron. Les commerçants ont complètement disparu.

Document 34 : L'évolution des catégories socioprofessionnelles des chefs de ménage de Loison-sur-Créquoise entre 1851 et 1911



Source : les listes nominatives de recensement de population de Loison-sur-Créquoise de 1851, 1886 et 1911.

À l'inverse, les cultivateurs sont plus nombreux en 1911 qu'en 1851. Cette hausse résulte en partie de la disparition des listes nominatives de la profession de « ménager » à la veille de la Grande Guerre. Les ménagers, à la fois journaliers et fermiers, sont désormais comptabilisés parmi les exploitants. La diminution du personnel agricole ne s'explique donc pas uniquement par l'émigration vers le Littoral montreuillois ou les grands centres urbains, mais aussi de l'augmentation du nombre de petits cultivateurs, des ouvriers cessant de travailler pour les exploitants de moyenne et grande culture.

Les progrès techniques ne concernent qu'une minorité d'exploitations. La plupart n'ont qu'un matériel réduit. La batteuse, la moissonneuse et la faucheuse n'équipent que les fermes de grande culture, de plus de 90 hectares. Touchées par le manque croissant de main-d'œuvre, celles-ci n'ont pas d'autres choix que de s'équiper de machines. Le retard du Montreuillois est incontestable par rapport au département, tant au niveau des innovations que de la variété et du nombre d'instruments traditionnels. Cette faible diffusion du progrès

⁵⁹ Un marchand regratier est un épicier.

⁶⁰ Un taupier est un chasseur de taupes.

technologique ne dépendrait-elle pas du type de structure foncière et de l'importance du fermage ?

II) La domination des moyennes et grandes propriétés

L'étendue des divers types de biens fonciers diffère selon les sources et les régions. La Société centrale d'agriculture du Pas-de-Calais indique en 1866 que « celui qui possède plus de cent hectares, est considéré comme un grand propriétaire, au-dessus de vingt hectares, on est moyen propriétaire, en dessous c'est le petit propriétaire »⁶¹. L'enquête de 1909 par le ministère de l'Agriculture souligne que dans le département la petite culture est inférieure à dix hectares, la moyenne comprise entre dix et vingt-cinq hectares et la grande supérieure à vingt-cinq hectares⁶². Cependant, elle précise que « dans la plus grande partie de l'arrondissement de Montreuil, la moyenne propriété s'étend de 10 à 60 ha, et la grande de 60 à 200 ha⁶³ ». Quel est le type de propriété dominant dans le Montreuillois vers la fin du XIX^e ? Quelles sont les catégories sociales qui possèdent la terre ?

La prépondérance de la moyenne et grande culture

La répartition des exploitations de l'arrondissement par catégories de contenance ne figure pas dans les enquêtes agricoles de la seconde moitié du XIX^es. Le cadastre, les actes notariaux, les annonces de ventes et de locations de terres dans les journaux, et quelques monographies locales, constituent donc les principales sources pour cette étude. Il faut toutefois souligner que les matrices cadastrales sont certes les plus intéressantes, mais elles ne permettent pas une étude précise de la structure de la propriété foncière. En effet, les documents datent de la première moitié du XIX^e siècle. Peu de documents sont remis à jour après 1841, en raison de leur coût onéreux. Or, sous le Second Empire, « la conjoncture favorable a stimulé les achats de biens fonciers »⁶⁴. Les données sont donc loin d'être fiables. De plus, le cadastre ne fournit l'état des propriétés que pour le territoire d'une commune déterminée. Il ne prend pas en compte le fait que beaucoup d'individus possèdent des biens répartis sur plusieurs villages.

Les différentes sources ne permettent donc pas de déterminer un type précis de propriété foncière dans le Montreuillois, entre 1850 et 1914. Néanmoins, les moyennes et les grandes propriétés prédominent globalement sur le territoire. Vers le milieu du XIX^e siècle, les exploitations de plus de 10 hectares occupent plus de 50% de la surface agricole utile dans le Montreuillois⁶⁵. La petite propriété n'est dominante que sur quelques localités comme Cucq et Groffliers, sur le littoral, Huby-Saint-Leu, Regnaville et Chrétiennes, dans le canton d'Hesdin, Mencas et Matringhem, dans l'extrême nord du canton de Fruges.

La prééminence des fermes de plus de dix hectares, dans l'arrondissement de Montreuil, peut résulter d'un faible morcellement des terres au lendemain de la Révolution française, mais également des conditions naturelles relativement difficiles d'une bonne partie du territoire. En effet, la plupart des régions, comme celles d'Étaples, d'Hucqueliers et de Fruges, conservatrices tout au long du XIX^es, bénéficient peu de la redistribution foncière.

⁶¹ *Bulletin de la Société centrale d'agriculture du Pas-de-Calais*, 1866, p 51.

⁶² Ministère de l'agriculture, Direction de l'agriculture, office de renseignements agricoles, *La petite propriété rurale en France, enquêtes monographiques, 1908-1909*, Paris, 1909, p 183-186.

⁶³ *Ibidem*, p 183.

⁶⁴ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 77.

⁶⁵ *Ibidem*, cartes p 81 et 91. L'auteur a dépouillé les cadastres du milieu du XIX^es d'environ 70 communes de l'arrondissement de Montreuil.

Les agriculteurs sont avant tout des fermiers et les grands propriétaires des aristocrates ou des industriels étrangers. Le relief accidenté, la qualité médiocre des terres, l'importance des bois et des prairies naturelles favorisent également la grande propriété.

Toutefois, il faut souligner que la grande exploitation domine dans les communes autour d'Hucqueliers, autour de Fruges et dans l'est du canton d'Étaples, caractérisées par un important dénivellement, alors que la moyenne culture est prééminente dans les localités du littoral et du sud de l'arrondissement. Les nombreuses surfaces pentues et les sols souvent biefieux obligent le cultivateur à utiliser plusieurs chevaux pour labourer la terre. Dans ces conditions, la petite exploitation de moins de 20 hectares est rare dans les cantons du Haut-Pays vers 1900⁶⁶.

Une ségrégation sociale dans la distribution géographique du sol

Le Montreuillois, et plus particulièrement les cantons d'Étaples, de Fruges et d'Hucqueliers, sont marqués vers la fin du XIX^es par la puissance foncière de la noblesse. En effet, les grandes exploitations sont le plus souvent aux mains des aristocrates. Quelques annonces notariales figurant dans le *Journal de Montreuil* témoignent de cette réalité. Par exemple, le 25 août 1873, le droit de chasse des propriétés appartenant à Mme la comtesse de Rohan-Chabot⁶⁷ est mis aux enchères publiques⁶⁸. Les terres sont divisées en cinq lots. Elles comprennent la ferme du château de Clenleu⁶⁹ de 105 ha et quatre bois de 61 ha, une exploitation de 101 ha à Ergny⁷⁰, le bois Noël et du Didimont sur les terroirs de Preures⁷¹ et d'Alette⁷² d'une contenance de 73 ha et la ferme de la Falemprise de 86 ha, les bois de Preures de 60 ha, et enfin la ferme d'Inxent⁷³ de 115 ha et les bois de 60 ha. La surface totale de location se monte à 661 ha, dont 254 ha d'espace sylvicole. D'autres aristocrates possèdent également de grands domaines, principalement dans le quart nord-est de l'arrondissement de Montreuil, vers la fin du XIX^e siècle. Hubert de Malet, marquis de Coupigny⁷⁴ dispose de 390 ha autour d'Hucqueliers. Le comte du Fayel de Rocquigny⁷⁵ est propriétaire de 645 ha répartis sur cinq communes des cantons d'Hucqueliers et de Fruges, mais également de 508 ha dans la commune de Lefaux⁷⁶, avec notamment la ferme dite « du Bois de Selle » d'une contenance de 175 ha⁷⁷. Le baron de Seillère possède 1302 ha, principalement de forêts, qui s'étendent sur trois communes autour de Fruges. Le marquis de Biencourt⁷⁸ dispose de 305 ha dans le canton d'Hucqueliers⁷⁹. En 1882⁸⁰, les héritiers de M. d'Arboval sont notamment les

⁶⁶ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 329.

⁶⁷ La comtesse de Rohan-Chabot est issue d'une ancienne famille noble du XII^es. Elle est notamment l'une des héritières de la seigneurie de Preures, dans le canton d'Hucqueliers. En effet, Jacques de Bullion, marquis de Fervacques, transmet le domaine aux Gontaut-Biron, aux Biencourt et aux Rohan-Chabot.

⁶⁸ *Le Journal de Montreuil*, 14.08.1873. Il s'agit d'une annonce de M. Moitier, notaire à Hucqueliers.

⁶⁹ Clenleu est une commune située dans le sud-ouest du canton d'Hucqueliers.

⁷⁰ Ergny est une localité située dans le nord-est du canton d'Hucqueliers.

⁷¹ Preures est une commune située dans l'ouest du canton d'Hucqueliers.

⁷² Alette est une localité située dans le sud-ouest du canton d'Hucqueliers.

⁷³ Inxent est une commune située dans le nord-est du canton d'Étaples.

⁷⁴ La famille de Malet-Coupigny est une branche de la maison de Malet de Gravelle. Elle a pour fondateur, au XIV^es, Robert de Malet, fils de Jean II et d'Anne de Warin, héritières des terres de Coupigny en Flandres et en Artois.

⁷⁵ La famille du Fayel est issue d'une ancienne noblesse originaire du Vermandois et du Beauvaisis.

⁷⁶ Lefaux est une commune située au nord-ouest du canton d'Étaples.

⁷⁷ *Le Journal de Montreuil*, 02.01.1879.

⁷⁸ Le marquis de Biencourt est issu d'une famille noble de Picardie, connue sous les noms de Biencour, de Potrincour ou Poutrincourt.

⁷⁹ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 103.

⁸⁰ *Le Journal de Montreuil*, 09.03.1882.

propriétaires d'une ferme de 101 ha à Humbert⁸¹ et d'une autre de 140 ha à Estrée⁸² qu'ils mettent en location. Le baron Lesergeant de Monneconve possède 326 ha répartis sur trois villages du canton de Fruges. Amand de Rosamel⁸³ a notamment le château et la ferme de Rosamel d'une contenance de 144 ha dans la localité de Frencq⁸⁴, en 1882⁸⁵. De nombreux autres aristocrates locaux disposent également de vastes domaines.

Néanmoins, toutes les grandes possessions ne sont pas nobiliaires. Certaines appartiennent à des industriels et des bourgeois. En 1882, M. Debard à Paris, disposent notamment d'une ferme de 94 ha et d'un bois de 10 ha à Inxent, mais également de 21 ha de terre à labour répartis sur les localités de Clenleu et de Preures⁸⁶. Eugène Dezoteux de Boulogne-sur-Mer possède une exploitation de 51 ha à Hubersent⁸⁷. Les catégories sociales des propriétaires des six plus grandes exploitations de la localité d'Alette en 1903 en témoignent également⁸⁸. Le domaine du château de Montcavrel⁸⁹, d'une surface de 156 ha, appartient à un entrepreneur, M. Minet Bourgeois de Wailly-Beaucamp⁹⁰. La ferme du Ménage d'Alette, d'une contenance de 154 ha, est la propriété d'un aristocrate, le Chevalier Enlard de Grandval, demeurant au Mans. La propriété de la Brasserie de 83 ha appartient à une veuve de Paris. Le domaine de la Vaquerie de 69 ha est la possession de M^{elle} de la Bunaudière à Rouen. L'exploitation de la Falemprise de 33 ha est la propriété d'un entrepreneur d'Étaples. Et enfin, la ferme du Bailli de 25 ha appartient à M. Gaston Adam, artiste-peintre à Paris. Les aristocrates, les bourgeois et les industriels se partagent ainsi près de 40% du territoire communal.

Cette étude de la grande et moyenne propriété dans la localité d'Alette, en 1903, souligne un autre aspect de la possession foncière. En effet, de nombreux propriétaires sont des étrangers de l'arrondissement, résidant hors du département. De plus, les possesseurs de ces domaines sont le plus souvent des citadins, à l'exception de M. Minet Bourgeois.

Le constat est similaire à Enquin-sur-Baillons. À partir de documents relatifs à l'impôt foncier de 1917⁹¹, il est possible d'estimer la surface de la plupart des propriétés. Évidemment, les contenances restent approximatives, d'autant plus qu'un habitant peut posséder des terres dans les communes limitrophes. Les deux propriétés les plus vastes appartiennent aux descendants des deux familles seigneuriales qui se partagent, sous l'Ancien Régime, le territoire. Les trois plus grands domaines disposent de près de la moitié des surfaces agricoles et boisées de la commune. Le plus important est celui de la famille de Torcy, possédant le Val d'Enquin, avec environ 84,5 ha⁹². La deuxième propriété la plus étendue est celle de la famille du Blaisel d'Enquin. Enfin, la troisième exploitation appartient à Paul Delhomel, né en 1847 et demeurant au 11 place Gambetta à Montreuil⁹³. Les propriétaires des exploitations moyennes sont principalement de riches citadins étrangers à la

⁸¹ Humbert est une localité située dans le sud du canton d'Hucqueliers.

⁸² Estrée est une commune située dans le sud-est du canton d'Étaples.

⁸³ La famille de Rosamel acquiert le fief et le vieux château de Rosamel en 1710. Avant cette date, ces derniers appartiennent à la famille de Hodicq. L'un des ascendants d'Amand de Rosamel est le célèbre Claude Charles-Marie du Campe de Rosamel (1774-1848), vice Amiral et ministre de la marine française de 1836 à 1839.

⁸⁴ Frencq est une localité située dans le canton d'Étaples.

⁸⁵ *Le Journal de Montreuil*, 14.12.1882.

⁸⁶ *Idem*, 01.06.1882.

⁸⁷ *Id.* Hubersent est une commune située au nord du canton d'Étaples.

⁸⁸ THOBOIS B.-J., *Op. cit.*, p 6.

⁸⁹ Montcavrel est une commune située dans l'ouest du canton d'Étaples, près de la localité d'Alette.

⁹⁰ Wailly-Beaucamps est une commune du canton de Montreuil.

⁹¹ Archives municipales d'Enquin-sur-Baillons, Contribution foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres, 1917-1921.

⁹² 74,5 ha appartiennent à l'aristocrate M. Calonne de Torcy et 10 ha à Mme de Torcy de Bouvel.

⁹³ Arch. dép., M3670, liste nominative de recensement de la population de Montreuil-sur-Mer en 1911.

commune et au canton. C'est le cas de Paul Delhomel de Montreuil, précédemment cité, de Maurice Lesseur de Lille, d'Émile Godin et de Pierre Moleux de Paris. Les cultivateurs propriétaires sont donc peu nombreux à Enquin au début du XX^e siècle. Ils sont d'ailleurs inexistantes en moyenne et grande culture.

Document 35 : Les dix plus grands propriétaires terriens à Enquin-sur-Baillons en 1917⁹⁴

Famille du Blaisel d'Enquin, environ 75 hectares⁹⁵.
 M. Calonne de Torcy (Buire le Sec), environ 74,5 hectares
 Paul Delhomel, propriétaire à Montreuil, environ 63,5 hectares
 La commune d'Enquin, environ 34 hectares
 Maurice Lesseur, (La Madeleine à Lille), environ 23 hectares
 Émile Godin, maître d'Hôtel à Paris, environ 20 hectares
 Pierre Moleux (Paris), environ 16,5 hectares
 Julien Pruvost Sagot (Preures), environ 13 hectares
 Auguste Noyer Canu, environ 11 hectares
 Veuve de Torcy de Bouvel (Boulogne), environ 10 hectares

Source : Contribution foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres, Enquin, 1917-1921.

Le fermage : un mode de faire valoir prédominant

Dans l'arrondissement de Montreuil, les autochtones possèdent une faible part des terres vers la fin du XIX^es. Les agriculteurs-propriétaires en moyenne et grande culture sont peu nombreux. La plupart des exploitants sont des fermiers. C'est le cas de la ferme du Bailli⁹⁶ à Alette, étudiée précédemment. En octobre 1874, M. Gest et Mme Martel signe un bail pour neuf ans, « moyennant la redevance annuelle de 1500 fr. pour chacune des six premières années et de 1600 fr. pour chacune des trois dernières années du bail »⁹⁷. L'exploitation est à l'époque d'une contenance d'environ quatorze hectares. Le fermage⁹⁸ est le seul mode de faire valoir indirect pratiqué dans le Montreuillois en 1872⁹⁹. Les baux sont généralement conclus pour six ou neuf ans¹⁰⁰. Des conditions sont fixées par le propriétaire, comme notamment l'obligation d'entretenir la propriété selon les usages du pays et d'acquitter les impôts. A la ferme du Bailli, Les preneurs doivent également mettre les terres à labour en trois soles égales, curer la Bimoise¹⁰¹ et assurer le matériel de la ferme¹⁰².

⁹⁴ Il ne s'agit que d'une estimation des surfaces des exploitations résultant de calculs à partir des données concernant l'impôt foncier de 1917. Un exemple de calcul figure dans la note de bas de page suivante.

⁹⁵ Archives municipales d'Enquin-sur-Baillons, Contribution foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres, 1917-1921. D'après l'impôt foncier de 1917, le revenu imposable des propriétés non bâties est de 22289,70 francs. La veuve d'Arthur du Blaisel et Henri du Blaisel sont imposés pour cette catégorie à hauteur de 3517,79 francs. D'après l'enquête agricole de 1910, la commune d'Enquin s'étend sur 498 ha, dont 479 ha de surfaces agricoles (terres labourables, prairies naturelles, jardins et bois) et 19 ha de surfaces non agricoles (constructions, routes et cours d'eau). Pour obtenir la superficie de la propriété non bâtie de la famille du Blaisel, les calculs sont donc les suivants : L'impôt est d'environ 46,53 francs par hectare de terres dans la commune (22289,7 / 479). La famille du Blaisel possède donc 75,6 hectares de surfaces non bâties (3517,79 / 46,53) à Enquin.

⁹⁶ La ferme du Bailli se situe dans l'ouest de la commune d'Alette, à l'entrée du village, près de Montcavrel.

⁹⁷ THOBOIS B.-J., *Op. cit.*, p 3.

⁹⁸ Le fermage est un mode de faire valoir indirect. Le cultivateur n'est pas propriétaire. Il paye un loyer en argent. S'il règle en nature, le mode de faire valoir indirect est le métayage.

⁹⁹ Arch. dép., M 3576-3583, Recensement de la population, tableaux récapitulatifs par communes en 1872. Aucun métayer n'est recensé dans les localités de l'arrondissement de Montreuil en 1872. La plupart des exploitants sont des fermiers ou des propriétaires.

¹⁰⁰ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 134.

¹⁰¹ La Bimoise est un affluent de la Course.

**Document 36 : L'évolution du prix de location de la propriété
du Bailli à Alette entre 1865 et 1898**



Source : d'après THOBOIS B.-J., *La ferme du Bailli à Alette*, Boulogne-sur-Mer, 1903.

Étudier l'évolution de la valeur locative des domaines fonciers sur le territoire de Montreuil est difficile, car le montant du bail dépend de la qualité du sol et de la situation géographique. Néanmoins, les variations de la redevance des propriétés affermées peuvent être décelées si l'étude est ciblée sur une exploitation précise, comme par exemple la ferme du Bailli à Alette. Le graphique indique que le montant du fermage atteint son apogée dans les années 1870, puis régresse les décennies suivantes. Cette chute spectaculaire se traduit par l'impact de la récession agricole de la fin du XIX^es. En effet, la valeur locative est basée sur la productivité culturale. La baisse du prix des céréales entraîne donc une réduction du loyer. Les annonces du *Journal de Montreuil* fournissent d'autres exemples. Les fermes de l'arrondissement de Montreuil sont louées entre 90 et 110 francs par hectare et par an en 1879¹⁰³, entre 70 et 90 francs par an et par hectare selon les localités en 1880¹⁰⁴, entre 50 et 70 francs par an et par hectare en 1885¹⁰⁵ et entre 80 et 90 francs par an et par hectare de 1890 à 1892¹⁰⁶. Le minimum de la valeur locative se situerait donc vers le milieu des années 1880 sur le territoire de Montreuil.

La grande et la moyenne propriété domine dans le Montreuillois entre 1850 et 1914. Les petites exploitations sont rares en raison notamment d'un faible morcellement des terres. En effet, ces dernières appartiennent toujours en grande partie à la noblesse, aux industriels et

¹⁰² THOBOIS B.-J., *Op. cit.*, p 3.

¹⁰³ *Le Journal de Montreuil*, 1879. Par exemple, une ferme à Cormont d'une contenance de 29 hectares, dans le canton d'Étaples, est mise en location pour neuf ans et pour un fermage annuel de 3064 francs et 44 centimes, impôt en sus, soit 105 francs et 70 centimes par an et par hectare.

¹⁰⁴ *Idem*, 1880. Par exemple, à Inxent, dans le canton d'Étaples, une exploitation d'environ 97 hectares est louée 81 francs par hectare et par an. Une propriété de 70 hectares, située à Clenleu, dans le canton d'Hucqueliers, est affermée pour un montant de 85 francs par hectare et par an.

¹⁰⁵ *Id.*, 1885. Par exemple, une ferme d'environ 70 ha à Saint-Michel, dans le canton d'Hucqueliers, est louée 50 francs par hectare et par an. Une propriété de 60 ha à Humbert, dans le canton d'Hucqueliers est affermée pour un montant de 58 francs par hectare et par an.

¹⁰⁶ *Id.*, 1890-1892.

aux grands bourgeois, ce qui explique la prééminence du fermage sur le territoire. Le progrès des structures de commercialisation est-il également limité ?

III) Le développement des marchés et l'apparition du réseau ferré

Le XIX^e siècle est marqué par l'importance des marchés et des foires, mais également par la création de chemins de fer sur le territoire. Le train permet-il de rompre l'isolement de certains espaces du Montreuillois et de développer les structures de commercialisation ? Ou au contraire menace-t-il les débouchés commerciaux traditionnels ?

L'apogée des foires et des marchés du Montreuillois

L'importance des manifestations commerciales au XIX^es

Les marchés et les foires permettent d'écouler les denrées et autres marchandises agricoles de l'arrondissement. Les premiers ont lieu plusieurs fois par mois¹⁰⁷. Ils assurent l'écoulement de la production ordinaire et les achats courants. Ils s'intègrent dans la vie quotidienne. Les secondes offrent une qualité et une variété de marchandises plus importantes, en raison de leur faible fréquence, souvent une fois par an. De plus, elles représentent un des temps forts du calendrier agricole et restent avant tout des fêtes. En effet, la foire est non seulement une manifestation commerciale, mais également un lieu de divertissement et de convivialité. Elle concentre notamment des marchands de nougats, des athlètes, « des manèges de chevaux en bois, des croqueurs de verre, souffleurs de flamme et autres avaleurs de sabre »¹⁰⁸.

La prédominance des foires du Haut-Pays

Les foires les plus fréquentées de l'arrondissement sont celles de Fruges, les 26 avril et 26 octobre, et d'Hucqueliers, le premier décembre. En raison d'une importante renommée, leur rayonnement s'étend non seulement dans les cantons limitrophes mais aussi dans les arrondissements situés en périphérie. Les trains supplémentaires mis en marche entre Aire, Hucqueliers et Montreuil à l'occasion de la manifestation hucqueloise du premier décembre 1905 en témoignent¹⁰⁹. Vers 1900, Fruges se classe au troisième rang des foires aux chevaux et aux poulains du Pas-de-Calais, derrière Desvres et Marquise. Hucqueliers dispose de la cinquième place, juste derrière Saint-Pol¹¹⁰. D'autres manifestations de ce type moins importantes que celles du Haut-Pays ont lieu chaque année dans l'arrondissement. C'est le cas de la foire de Montreuil au rayonnement moyen, mais aussi de celles d'Étaples et d'Hesdin dont la fréquentation est relativement faible. La prééminence des foires de Fruges et d'Hucqueliers résulte principalement des mentalités conservatrices et des traditions agricoles bien encrées dans des villages souvent isolés. En raison de sa faible fréquence annuelle, ce type de manifestation n'a pas seulement la vocation d'écouler des produits agricoles. La foire est loin d'être un jour de marché supplémentaire. Elle est avant tout une fête dédiée à la production animale, notamment au cheval de race boulonnaise. Elle est d'autant plus importante que les cantons de Fruges et d'Hucqueliers sont avant tout des terres d'élevage.

¹⁰⁷ *Le Journal de Montreuil*, 1870-1918.

¹⁰⁸ PRUDHOMME P., « La foire d'Hucqueliers en 1909 : témoignage d'un garçon de dix ans », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°10, tome II, janvier 1976, p 27.

¹⁰⁹ *Le Télégramme*, 30.11.1905. La foire a lieu le premier jour de décembre.

¹¹⁰ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 245.

Les marchés : une implantation géographique contrastée

Vers le milieu du XIX^es, le territoire compte trois principaux marchés : ceux d'Hesdin, d'Hucqueliers et de Montreuil. Ces derniers se tiennent respectivement tous les jeudis, mercredis et samedis de chaque mois¹¹¹. Ces places commerciales sont aussi fréquentées que celles de Boulogne, Calais, Saint-Pol et Fauquembergues. Néanmoins, les aires d'influence des marchés d'Hesdin et de Montreuil sont les plus importantes du Montreuillois. Le rayonnement du marché d'Hucqueliers se limite au canton et à quelques communes avoisinantes¹¹². L'arrondissement compte également quelques marchés secondaires comme celui d'Étaples, de Fruges, de Berck et de Douriez. Il faut toutefois souligner l'absence de marché dans le bourg de Campagne, en raison de la proximité des places commerciales d'Hesdin, de Montreuil et de Douriez.

Mais, vers la fin des années 1880, le marché de Berck prend une ampleur spectaculaire, à tel point qu'il est le plus fréquenté de l'arrondissement. La commune de Berck devient dans les années 1870 une station balnéaire et un centre de thalassothérapie renommé qui attire une clientèle intermittente mais de plus en plus nombreuse. Un second marché est même créé, en raison d'une forte augmentation de la population, passant de 2216 à 11597 habitants entre 1851 et 1911¹¹³. Les cultivateurs environnants trouvent ainsi un débouché intéressant pour leur produit. Le cas de Berck montre qu'il existe une corrélation étroite entre la croissance démographique et le développement d'une place commerciale.

La multiplication des demandes de création de marchés

Les années 1880-1890 sont aussi marquées par la multiplication des demandes de création de marchés. Ce phénomène témoigne du développement des débouchés commerciaux traditionnels. En effet, les marchés constituent un véritable enjeu économique pour chaque canton à une époque où la production est croissante¹¹⁴. L'offre est plus importante, mais aussi la demande, car la population croît de 6,5% dans l'arrondissement de Montreuil entre 1866 et 1911¹¹⁵.

La demande de création d'une place commerciale à Campagne-les-Hesdin en 1878 illustre parfaitement cet enjeu. En effet, les bourgs et les communes environnantes émettent un avis défavorable au projet, craignant la concurrence. Seules 7 localités sur les 82 interrogées approuvent la création d'un marché. Par exemple, le Conseil municipal de Montreuil « est d'avis à l'unanimité qu'il y a lieu de rejeter la demande de Campagne-les-Hesdin parce qu'il existe à proximité de Campagne des marchés qui suffisent amplement à l'écoulement des denrées et à l'approvisionnement du public »¹¹⁶. Le Conseil municipal de Wailly considère que cette création serait « très nuisible au marché de Montreuil »¹¹⁷. Le projet est rejeté par le sous-préfet. Mais, quelques années plus tard, il est finalement accepté. Vers la fin des années 1880, le marché de Campagne prend son essor, notamment au détriment de celui de Douriez, situé dans le sud du canton de Campagne, qui tend à disparaître.

Les demandes d'établissement de foires à Rang-du-Fliers, Saint-Josse et Montreuil, en 1887, en sont d'autres exemples. La réaction des élus du bourg d'Hesdin, hostiles aux projets, illustre également ce climat de tension et de rivalité sur le plan économique. En effet, le

¹¹¹ Arch. dép., M1475, Foires et marchés de Campagne.

¹¹² HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 415 et 419.

¹¹³ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1853 et 1912.

¹¹⁴ Chapitre précédent.

¹¹⁵ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1870 et 1912.

¹¹⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1475.

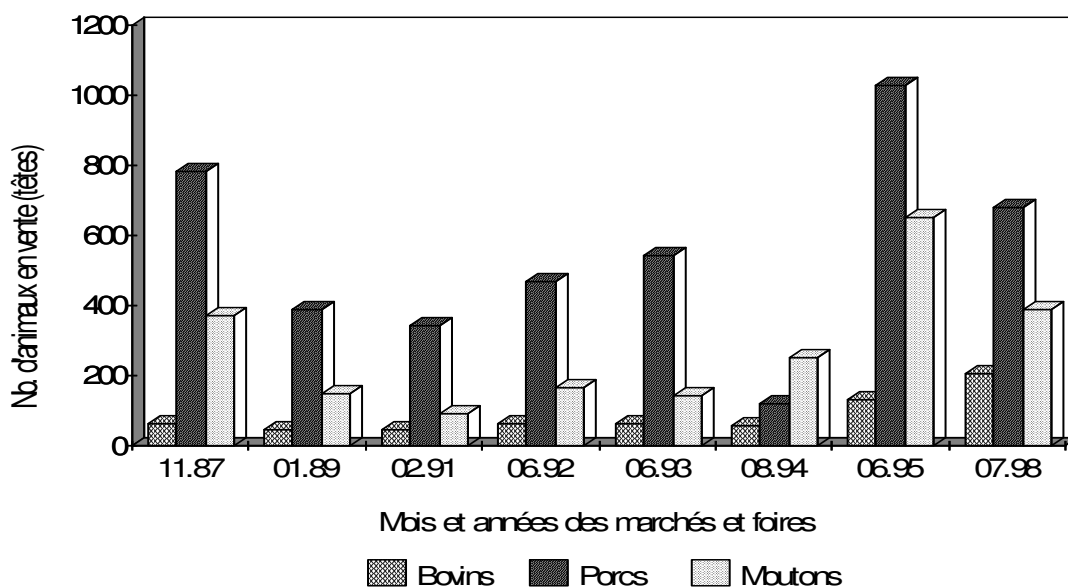
¹¹⁷ *Ibidem*.

Conseil municipal d'Hesdin « considère que l'ouverture de ces foires l'avant veille du franc-marché d'Hesdin (...) porterait un grand préjudice aux marchés d'avril et de novembre qui sont généralement très importants ». Il ajoute qu'il « convient de prier l'administration de prendre en considération l'intérêt de la ville d'Hesdin et la situation acquise, en faisant observer que les foires dont la création est demandée par la ville de Montreuil pourraient avoir lieu, sans préjudice pour qui que ce soit, le premier ou le troisième lundi des mois d'avril et de novembre »¹¹⁸. Seule la demande de Montreuil, soutenue par le Conseil d'arrondissement, aboutit.

L'explosion des marchés vers la fin des années 1890

L'activité maximale des foires et des marchés dans le Pas-de-Calais se situerait entre 1895 et 1910¹¹⁹. La multiplication des demandes de création de places commerciales locales tend à le prouver. Les comptes-rendus des marchés du Montreuillois mentionnant le nombre de bêtes vendues et le volume des produits agricoles écoulés, figurant dans *Le Journal de Montreuil*, sont rares et donc difficilement utilisables. En effet, seuls les prix de vente sont les plus souvent indiqués. Néanmoins, une exception demeure pour les manifestations commerciales qui ont lieu à Hucqueliers.

Document 37 : L'évolution du nombre d'animaux vendus sur les marchés et foires d'Hucqueliers entre 1887 et 1898



Source : d'après le *Journal de Montreuil* de 1887 à 1898.

D'après les différents comptes-rendus, le nombre d'animaux vendus augmente sensiblement à partir de 1895. La place d'Hucqueliers concentre notamment 45 bovins, 390 porcs et 150 moutons le 2 janvier 1889¹²⁰, contre 130 vaches et élèves, 1017 cochons et 650 ovins le 15 mai 1895¹²¹. Les porcelets et les brebis représentent l'essentiel des ventes animalières entre 1887 et 1898. Le début des années 1890 est marqué par une faible activité

¹¹⁸ Arch.dép., M1484, Foires et marchés de Montreuil.

¹¹⁹ VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p., p 293.

¹²⁰ *Le Journal de Montreuil*, 10.01.1889.

¹²¹ *Idem*, 23.05.1895.

commerciale. Cette dernière résulte des difficultés engendrées par la récession agricole. L'essor constaté après 1895 peut se traduire par un redéploiement des agriculteurs vers l'élevage, en raison de la baisse du prix des céréales. Le constat est probablement le même pour la plupart des autres marchés importants de l'arrondissement à partir de 1895. Par exemple, 300 bovins, 250 chevaux et 1600 porcs sont amenés sur la place commerciale d'Hesdin le 17 octobre 1900¹²². Le journaliste précise même que la vente des animaux de l'espèce porcine s'est rapidement effectuée.

Un désenclavement du territoire par le rail

La mise en place de réseaux ferrés est indispensable pour le développement de l'agriculture. En effet, le rail favorise la circulation des denrées alimentaires et des produits industriels nécessaires au secteur agricole et permet une mobilité plus importante des hommes. L'arrondissement de Montreuil n'est desservi au XIX^e siècle que par quelques routes départementales et trois axes nationaux que sont la RN1, reliant Abbeville à Boulogne, la RN39, reliant Montreuil à Saint-Pol, et la RN31 reliant Abbeville à Saint-Omer. Pour permettre le développement des productions culturales et animales, les infrastructures routières ne sont plus suffisantes. La création de lignes de chemin de fer s'avère donc indispensable. De plus, le canton d'Hucqueliers, la partie ouest du canton de Fruges et le nord du canton de Campagne sont des espaces isolés car ils ne sont reliés que par deux routes départementales au reste du territoire et du département. Enfin, contrairement aux arrondissements situés dans l'est du Pas-de-Calais, le Montreuillois ne dispose pas de voies navigables favorisant l'acheminement des denrées et permettant de pallier les faiblesses du réseau routier.

La mise en place d'un réseau ferroviaire d'intérêt général

Dans les années 1850, le Pas-de-Calais ne compte que 141 km de voies ferrées. Il s'agit de grands axes nationaux : Paris-Lille en passant par Arras, Lille-Calais et Paris-Boulogne via Amiens et Étaples¹²³. Le projet de création de la section du chemin de fer d'Amiens à Boulogne aboutit le 15 janvier 1845¹²⁴. Seul le littoral du Montreuillois est donc desservi par une ligne ferroviaire, suivant la RN1. Le reste de l'arrondissement est totalement délaissé.

Mais, dans les années 1870, une ligne transversale reliant Étaples à Arras est créée sous la pression des élus locaux, permettant ainsi de compléter le tracé principal « dans l'intérêt du développement de la richesse foncière du pays »¹²⁵. Le projet est réalisé par la Compagnie du Nord.

La création des lignes de chemin de fer d'intérêt général semble être un succès. Le rail permet en effet d'écouler les denrées alimentaires plus facilement et contribue ainsi au développement de la production. En 1897, les gares d'Étaples, Rang-du-Fliers, Montreuil et Hesdin concentrent plus de 60.000 voyageurs et plus de 20.000 tonnes de marchandises. Vers la fin du XIX^e siècle, de 50.000 à 65.000 tonnes de produits agricoles transitent chaque année dans les gares de Rang-du-Fliers et d'Hesdin¹²⁶. Néanmoins, les disparités sur le plan des infrastructures s'accroissent sur le territoire. En effet, les régions les plus enclavées, celles

¹²² *Id.*, 17.10.1900.

¹²³ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 393.

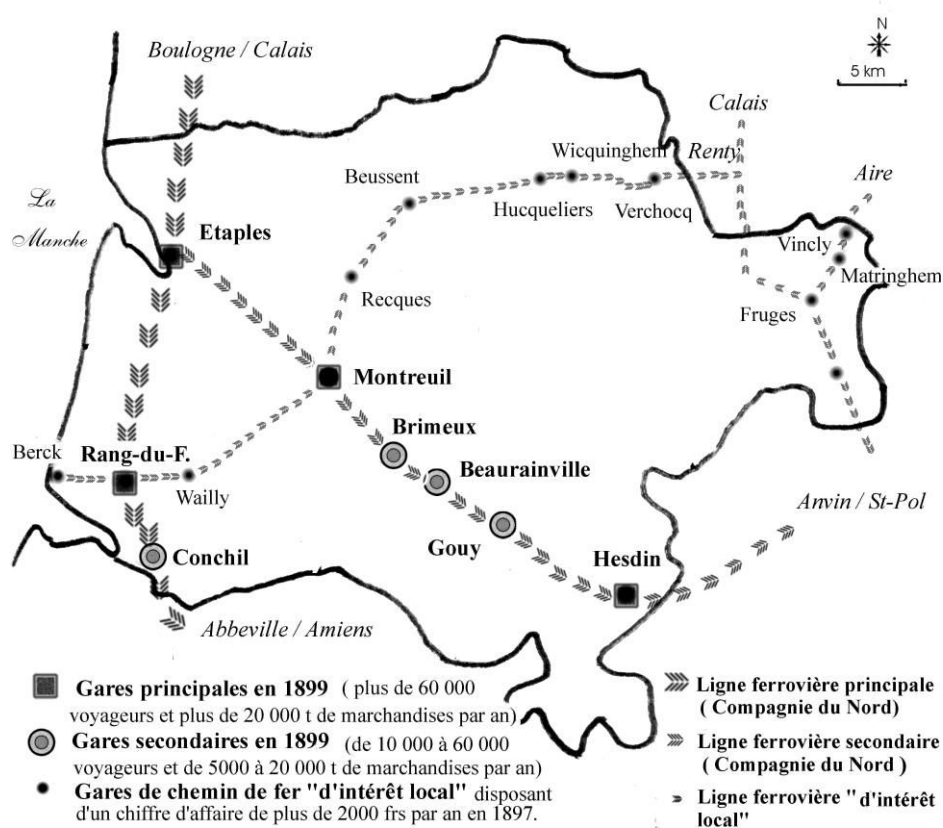
¹²⁴ Arch. dép., 3Z13, Chemin de fer d'Amiens à Boulogne, 1842-1884.

¹²⁵ *PV des délibérations du Conseil général*, 1860, p 513.

¹²⁶ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1899.

situées dans le quart nord-est de l'arrondissement de Montreuil, c'est-à-dire dans le Haut-Pays, disposant d'un réseau routier peu développé, ne bénéficient d'aucune ligne ferroviaire avant la fin des années 1880.

Document 38 : Les infrastructures ferroviaires dans l'arrondissement de Montreuil à la veille de la Grande-Guerre



Source : d'après *l'Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1899.

La création d'un réseau de chemin de fer d'intérêt local

La période antérieure aux années 1880 est marquée par l'isolement des cantons de Fruges et d'Hucqueliers par rapport au reste du Montreuillois et du département. Il faut donc attendre l'arrivée de la locomotive pour assister à un véritable désenclavement de ces espaces. L'installation de lignes ferroviaires dans le nord-est du Montreuillois, vers la fin du XIX^es, s'inscrit dans le cadre d'une politique de développement de l'agriculture dans le Pas-de-Calais. Cette dernière vise à desservir par le train chaque chef-lieu de canton en finançant intégralement les travaux¹²⁷.

Dans les années 1870, le premier réseau de chemin de fer d'intérêt local permet de relier Calais à Saint-Pol et ainsi de rompre l'isolement du Haut-Pays en desservant les cantons de Fruges, Fauquembergues et Lumbres. La voie ferrée Anvin-Calais, passant notamment par le bourg de Fruges, entre en exploitation en 1882. Néanmoins, la ligne ne dessert que l'est du canton de Fruges. La région d'Hucqueliers se trouve toujours enclavée et dépourvue d'infrastructures.

¹²⁷ RENONCOURT R., « Les deux premières années de Louis Boudenoot au Conseil général du Pas-de-Calais 1885-1886 », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°41, janvier-juin, 1991, p 56.

Après le vote de la loi du 11 juin 1880 sur les chemins de fer d'intérêt local, le Conseil général fait préparer en 1882 une étude des chemins de fer à voie étroite¹²⁸, par les ingénieurs des ponts et chaussées, pour compléter le réseau existant¹²⁹. Le projet de création d'une ligne reliant Hucqueliers à Renty en 1884, Hucqueliers à Berck en 1887¹³⁰, est ainsi proposé. Une longue série de débats débute alors au Conseil général sur le mode de financement et la rentabilité réelle de l'installation d'une ligne ferroviaire dans le canton¹³¹. Globalement, les communes du canton sont favorables au projet, même si la plupart imposent certaines conditions¹³². Le réseau ferré est finalement inauguré en 1893. Dans le même temps, une ligne reliant Aire à Fruges est créée.

Néanmoins, le chemin de fer d'intérêt local n'est véritablement rentable qu'autour de Berck et sur le territoire de Fruges. En effet, le chiffre d'affaire de la gare de Fruges en 1897 est de 27.368 francs pour la voie Anvin-Calais et de 16.070 francs pour la voie Aire-Berck. Dans le canton d'Hucqueliers, l'établissement ferroviaire du chef-lieu dispose de la recette annuelle la plus élevée, soit 8.911 francs¹³³. Le faible succès du chemin de fer autour d'Hucqueliers résulte des tarifs jugés trop élevés par les usagers¹³⁴ même si les prix sont ceux pratiqués en moyenne dans le département pour les réseaux du même type¹³⁵. Mais, il s'explique également par des mentalités trop conservatrices des habitants qui pour la plupart sont attachés aux pratiques traditionnelles.

Le réseau ferré : une menace pour les débouchés commerciaux traditionnels ?

Le chemin de fer semble à première vue, dès sa création, bénéfique pour l'économie locale, car il favorise la mobilité des produits agricoles et l'ouverture vers un marché de plus en plus national. Les contemporains en sont du moins persuadés, comme en témoigne cet extrait de demande de création d'un marché d'approvisionnement par le Conseil municipal de Beaurainville dans le canton de Campagne, en 1877 : « Considérant que la commune de Beaurainville a une population de 1368 habitants et qu'elle est appelée à s'accroître rapidement par suite de l'établissement du chemin de fer, qu'elle est entourée de communes importantes, (...), qu'aucun marché n'existe dans le canton et que les plus rapprochés sont ceux d'Hesdin et Montreuil à une distance d'environ douze kilomètres, (...), le Conseil municipal a décidé la création d'un marché d'approvisionnement (...) ».

Les infrastructures ferroviaires permettent également une plus grande accessibilité aux bourgs de l'arrondissement, et donc une plus large participation aux concours agricoles organisés par la Société d'Agriculture de Montreuil-sur-Mer. Le train accroît également le succès des foires de Fruges et d'Hucqueliers en accueillant des visiteurs et des marchands de régions plus lointaines. Enfin, il peut permettre une plus large diffusion des engrais, des instruments et des techniques de production plus modernes.

Mais, le chemin de fer constitue à plus long terme l'un des facteurs de la décadence des marchés et des foires de l'arrondissement, en raison de la concurrence des grands centres commerciaux du département comme Arras, Boulogne et Saint-Pol. En effet, la proximité du

¹²⁸ La voie n'est que d'un mètre de largeur.

¹²⁹ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 397.

¹³⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z13, Chemin de fer d'Hucqueliers à Berck, 1887. Chemin de fer d'Aire à Fruges et Renty à Hucqueliers, 1884. Chemin de fer de Rimeux à Berck, 1894.

¹³¹ RENONCOURT R., *Op. cit.*, p 58 à 66.

¹³² FORESTIER B., *L'évolution du monde agricole dans le canton d'Hucqueliers sous la III^e République*, Mémoire de Maîtrise sous la direction de M. Béthouart, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 2001, 280 p.

¹³³ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1899.

¹³⁴ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 401.

¹³⁵ *Ibidem*, p 400. En 1906, le tarif moyen en francs perçu par tonne/km est de sept centimes pour les marchandises et de 3,1 centimes pour les bestiaux sur la ligne Aire-Berck.

marché incite les agriculteurs à vendre leur production directement au marchand en occultant les débouchés traditionnels. De plus, le train n'a pas toujours les effets escomptés sur le plan des cultures en dopant les productions industrielles. Contrairement aux régions de l'est du département, la betterave à sucre ne s'étend par exemple que sur 7,7% des terres labourables de l'arrondissement de Montreuil en 1912. Elle couvre notamment 26,8% des surfaces cultivables autour d'Arras¹³⁶. Enfin, les tarifs sont souvent jugés trop élevés par quelques usagers, notamment dans le canton d'Hucqueliers. Le trafic se trouve alors réduit et le développement agricole limité.

Néanmoins, l'influence du chemin de fer dans le Montreuillois reste positive malgré les limites évoquées précédemment.

Le progrès technique est réel dans l'arrondissement de Montreuil entre 1850 et 1914. Mais, il ne touche qu'un nombre restreint d'exploitations. La plupart des fermes de petite et moyenne culture ne possèdent qu'un matériel limité. Seuls les grands domaines investissent dans les instruments de pointe comme les binots semeurs, les machines à battre le blé, les moissonneuses et les faucheuses. Ce phénomène de la mécanisation est amplifié et accéléré par la raréfaction croissante de la main-d'œuvre agricole au cours de la période. De plus, les exploitations, même de grande culture, sont le plus souvent sous-équipées par rapport au reste du département, en raison notamment d'un faible morcellement de la propriété et de la prééminence du fermage. En effet, la grande et la moyenne propriété, aux mains des aristocrates et des industriels souvent étrangers au territoire, domine. Les cultivateurs, disposants des plus faibles revenus à l'hectare du département, doivent également pour la majorité d'entre eux payer la location des terres qu'ils ensemencent. Ils ne peuvent donc acquérir qu'un nombre limité de machines.

Les marchés et les foires de l'arrondissement se développent aussi au cours de la période grâce à la création de lignes ferroviaires sur le territoire. Celles-ci permettent une plus grande mobilité des denrées agricoles et des hommes et donc une plus large diffusion des innovations par la Société d'agriculture de Montreuil et par divers comices agricoles dans l'un des arrondissements les plus conservateurs et traditionalistes du Pas-de-Calais.

¹³⁶ Arch. dép., M1326, Statistique agricole annuelle de 1912, tous les arrondissements.

CHAPITRE 4 : UN ARRONDISSEMENT CONSERVATEUR ET ATTACHÉ À LA PRATIQUE RELIGIEUSE OUVERT AUX INNOVATIONS

De 1850 à 1914, l'agriculture se développe dans l'arrondissement de Montreuil. Les progrès se manifestent par une hausse de la productivité, notamment des rendements céréaliers, par une augmentation des surfaces ensemencées en froment, par la disparition progressive des cultures du seigle et du méteil et par un véritable essor de la filière bovine. Les techniques culturales se modernisent également : la jachère tend à disparaître, les semences sont mieux sélectionnées et l'utilisation des engrais est croissante. Les exploitations se mécanisent. Les mutations sont également sociales : Les campagnes se vident, la main-d'œuvre ouvrière agricole se raréfie et le nombre des artisans diminue. Ces transformations du monde agricole s'accompagnent-elles également d'un changement des mentalités ? Comment la République va-t-elle peu à peu s'imposer et s'enraciner sur un territoire traditionaliste et profondément attaché à la religion catholique ?

Les cantons du Haut-Pays font partie des régions les plus défavorisées de l'arrondissement et du département. Les mentalités trop conservatrices de ces contrées constituent-elles un frein au développement agricole ?

Dans l'ensemble du Montreuillois, les progrès sont manifestes. Quels en sont les agents actifs ? Quels rôles les élus jouent-ils dans la diffusion des innovations ? Les républicains sont-ils les seuls à oeuvrer en faveur de la modernité ?

D) Un arrondissement à l'électorat traditionnellement conservateur

Pendant les deux décennies qui suivent la fondation de la III^e République, les habitants de l'arrondissement de Montreuil votent en faveur des candidats conservateurs, et plus particulièrement des bonapartistes. Il faut attendre la fin des années 1880 pour voir triompher des candidats républicains aux élections législatives et à la tête de la plupart des cantons.

Un territoire bonapartiste jusqu'au milieu des années 1880

L'un des arrondissements les plus bonapartistes du département.

Au lendemain de la chute du Second Empire, les électeurs de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer votent massivement en faveur des bonapartistes¹. Lors des élections législatives de 1872, Charles Levert², bonapartiste intransigeant, l'emporte dans le département sur Émile Lenglet, républicain conservateur, avec 55,9% des suffrages exprimés. Il obtient 71,6% des voix dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer³. Dans le canton d'Hucqueliers, près de 89% des électeurs votent en sa faveur.

L'arrondissement de Montreuil est incontestablement l'une des régions les plus bonapartistes du Pas-de-Calais. Les élections législatives de 1874, 1876, 1877 et 1881 confirment cette tendance. En effet, Édouard Sens, bonapartiste, est élu dans le département avec 51,3% des suffrages exprimés, alors qu'il obtient 66,9% des voix sur le territoire en

¹ HILAIRE Y.-M., *Une chrétienté au XIX^es, La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras, 1840-1914*, Lille, P.U.L., 1977, 2 vol., 1017 p., p 250-255.

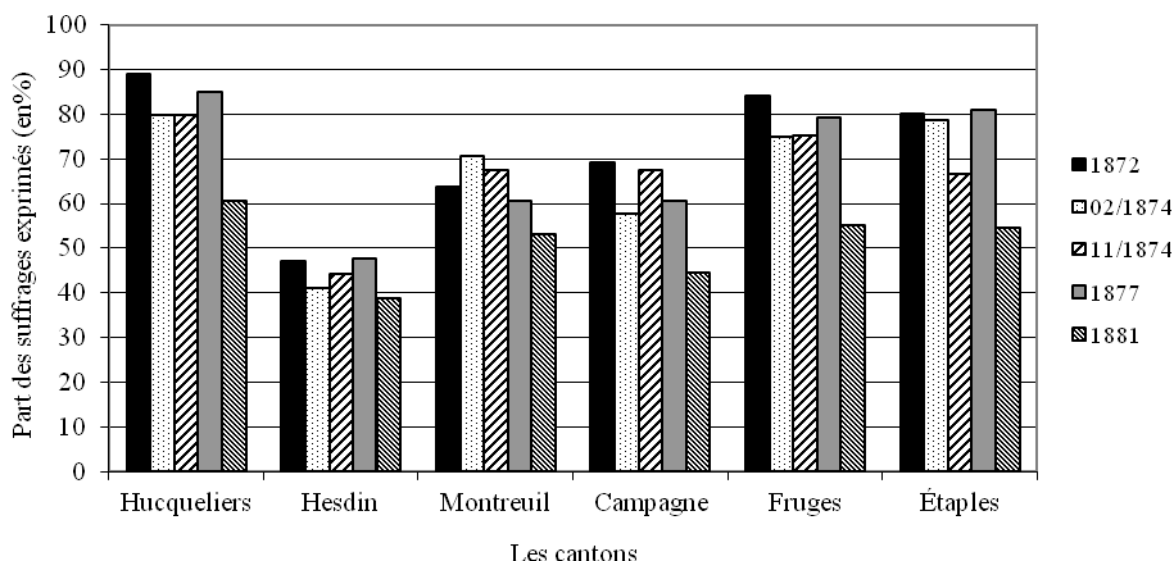
² Charles Alphonse Levert, né à Sens en 1825, avocat, est le préfet du Pas-de-Calais de 1864 à 1866.

³ *Journal de Montreuil*, 11.01.1872.

février 1874. Il est élu avec 80% des voix autour d'Hucqueliers et avec près de 75% des voix sur les territoires d'Étaples et de Fruges. Les Hesdinois sont les seuls à voter majoritairement en faveur de François Brasme, le candidat républicain, avec 58,8% de suffrages exprimés⁴.

Les Républicains montreuillois, conscients de l'importance des mentalités conservatrices sur le territoire, tentent de relativiser leur défaite et cherchent à faire des suffrages obtenus en leur faveur un véritable succès. Voici ce que publie le *Journal de Montreuil*⁵ au lendemain des élections législatives de février 1874 : « Et si on laisse de côté le canton de Montreuil, qui de part l'amiral Chopart, et surtout de par M. Delhomel⁶, est maintenant pour toute la France la réduction de la Corse, et le dernier asile des bonapartistes, on trouve que tous les autres cantons, en 1874, ont donné plus de voix à la République qu'en 1872, et que le bonapartiste y perd réellement du terrain »⁷. En novembre 1874, au second tour des élections législatives, les résultats sont similaires. Le candidat bonapartiste, Dellisse, obtient dans l'arrondissement 66,8% des suffrages exprimés⁸.

Document 39 : La part des suffrages exprimés en faveur des candidats bonapartistes lors des élections législatives de 1872 à 1881 dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil (en%)



Source : d'après le *Journal de Montreuil*.

En 1876, Victor Hamille⁹, bonapartiste est le seul candidat à se présenter aux élections législatives. Il est donc naturellement élu. En 1877, il l'emporte sur Fresnaye-Laligant, républicain conservateur, avec une large majorité dans l'arrondissement, soit 69,6% des voix. Autour d'Hucqueliers, il obtient même 85,4% des suffrages exprimés¹⁰. Les électeurs du canton d'Hesdin sont toujours les seuls à voter majoritairement en faveur du candidat républicain.

⁴ *Idem*, 12.02.1874.

⁵ Le *Journal de Montreuil* est un journal républicain et progressiste. Il s'oppose à *La Montreuilloise*, un journal conservateur.

⁶ M. Delhomel, comte impérial, chevalier de la Légion d'honneur, préside la Société d'Agriculture de Montreuil-sur-Mer jusqu'en 1874. Il est élu député de 1885 à 1889. Il décède le 31 mars 1906.

⁷ *Journal de Montreuil*, 12.02.1874.

⁸ *Idem*, 05.11.1874.

⁹ Victor Hamille est un ancien directeur du Ministère des cultes sous le Second Empire.

¹⁰ *Journal de Montreuil*, 25.10.1877.

En 1881, il n'est réélu qu'avec 51% des suffrages exprimés dans l'arrondissement. Dans le canton d'Hucqueliers, il obtient encore plus de 60% des voix¹¹. Les électeurs des cantons d'Hesdin et de Campagne votent majoritairement pour le candidat républicain Fresnaye-Laligant.

En octobre 1885, les candidats de droite l'emportent dans le département et l'arrondissement de Montreuil. Dans les cantons d'Hucqueliers et d'Étaples, ils obtiennent environ les trois-quarts des suffrages. Seuls les électeurs de la région d'Hesdin votent majoritairement en faveur des républicains¹².

Des cantons également gérés par les conservateurs

La présence d'un électorat conservateur, anti-républicain, sur le territoire se confirme lors des élections au Conseil général qui suivent la fondation de la III^e République. En 1871, tous les conseillers généraux élus dans l'arrondissement de Montreuil sont des bonapartistes ou des monarchistes¹³.

Lors des cantonales de 1877 et de 1880, seuls deux cantons basculent à gauche : Hesdin et Campagne. Le républicain Alfred Boucher-Cadart l'emporte en 1877 à Hesdin sur le conseiller sortant, Henri Le Flon, avec 59,4 % des suffrages exprimés. À Campagne, Fresnaye-Laligant s'impose à la tête du canton en 1880. Il prend ainsi une véritable revanche sur son rival, le député bonapartiste V. Hamille.

Sur le Littoral et dans le Haut-Pays, il faut attendre le milieu des années 1880 pour voir triompher des républicains aux élections cantonales. À Fruges, trois bonapartistes se succèdent à la tête du canton de 1871 à 1884¹⁴ : le baron Hippolyte de Contes¹⁵, Boulenger¹⁶ et le banquier Berthulphe Gosselin¹⁷. Aux cantonales de 1877, ce dernier l'emporte avec 58,7% des suffrages exprimés contre le légitimiste d'Hébrard, maire de Torcy¹⁸. En 1884, Louis Boudenoot, républicain, est élu conseiller général de Fruges. Il met ainsi fin à plusieurs décennies de gestion bonapartiste.

Lors des élections au Conseil général de 1886, les bonapartistes de Lhomel, à la tête du canton de Montreuil depuis 1848, et de Rosamel, représentant le territoire d'Étaples depuis 1861, sont battus par des candidats de gauche. Le républicain conservateur X. Manier¹⁹ l'emporte sur de Lhomel, à Montreuil, avec 59,9% des suffrages exprimés. À Étaples, le républicain Moleux²⁰ est élu conseiller général avec une courte majorité. Il obtient 11 voix de plus que le sénateur Charles de Rosamel²¹.

¹¹ *Idem*, 25.08.1881.

¹² *Id.*, 07.10.1885.

¹³ Les conseillers généraux élus sont les suivants : Le député bonapartiste Victor Hamille à Campagne, le Comte-Amiral de Rosamel à Étaples, le Baron de Contes à Fruges, Henri Le Flon à Hesdin, Le député bonapartiste Jourdain à Hucqueliers, et enfin Delhomel à Montreuil.

¹⁴ COURTIN P., « Bertulphe Gosselin, conseiller général du canton de Fruges, 1877-1884 », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°22, 1981.

¹⁵ Hippolyte de Contes, bonapartiste autoritaire, maire de Planques, est le conseiller général de Fruges pendant le Second Empire. Il est réélu à la tête du canton en 1871.

¹⁶ Boulenger, maire de Fruges, conseiller d'arrondissement sous le Second Empire, bonapartiste, succède au baron de Contes jusqu'en 1877, date à laquelle il meurt.

¹⁷ M. Gosselin, bonapartiste libéral, est le président du Tribunal et de la Chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer. Il décède au cours de son second mandat à la tête du canton, le 19 novembre 1884.

¹⁸ *Journal de Montreuil*, 08.11.1877.

¹⁹ Le républicain X. Manier est un capitaine en retraite. Peu avant les cantonales de 1886, il succède à Delhomel à la tête de la ville de Montreuil. Néanmoins, sa carrière politique est relativement courte, puisqu'il décède le 04 avril 1888. Le républicain Sailly le remplace à la tête du canton.

²⁰ Jules Moleux est juge au Tribunal de la Seine.

²¹ *Journal de Montreuil*, 05.08.1886.

Aux élections de 1886 et 1889, les républicains remportent 39 sièges sur 45 dans le Pas-de-Calais et 5 sur 6 dans l'arrondissement de Montreuil²². Le canton d'Hucqueliers fait donc partie des derniers bastions tenus par les conservateurs. Il est géré par des bonapartistes jusqu'en 1890 : Jacques Jourdain²³, de 1849 à 1883 et Charles Moitier de 1883 à 1890²⁴. En 1883, Jacques Jourdain désigne comme son successeur Charles Moitier, notaire et maire d'Hucqueliers. Ce dernier, conseiller d'arrondissement entre 1870 et 1886²⁵, est élu sans concurrent, en 1883, puis en 1889 avec 73,5% des inscrits²⁶. L'absence de candidat républicain à Hucqueliers peut résulter de la popularité et de la forte personnalité du notaire, même si ce dernier est qualifié par le sous-préfet de Montreuil de « bonapartiste à la petite influence locale, au rôle absolument nul au Conseil général »²⁷. Il faut également souligner que le taux d'abstention est relativement faible dans le canton en 1889, ce qui témoigne de la grande notoriété du conservateur, capable de mobiliser les foules. Il est de 26,5% alors qu'en moyenne, il est de 35,3% en 1871 et de 27,8% en 1892 dans l'ensemble du département²⁸.

Après la ruine et la démission de Charles Moitier en 1890, un seul candidat se présente aux élections cantonales : Le républicain conservateur Charles Grard²⁹. Il est élu avec 74,3% des inscrits³⁰.

Le succès du bonapartisme dans l'arrondissement de Montreuil peut s'expliquer par l'influence de grandes personnalités locales, mais également par la nostalgie d'une période de prospérité agricole sous le Second Empire. En effet, « après 1850, les progrès agricoles s'accroissent et se généralisent, sous-tendant une expansion économique exceptionnelle, un temps brisée par la crise des années 1880 »³¹. Mais plus le temps passe, plus l'espoir d'un retour à l'Empire s'estompé. La République s'installe et s'impose peu à peu sur le territoire.

Le succès des candidats républicains de 1887 à 1914

Les législatives de 1887 : un véritable tournant politique dans l'arrondissement

Lors de l'élection à la Chambre des députés du 27 novembre 1887, le républicain Ernest Camescasse l'emporte sur Labitte, le candidat de droite, dans le département avec 53,9% des voix. Il obtient 53,2% des suffrages exprimés dans l'arrondissement de Montreuil³².

Ce changement de comportement électoral résulte probablement des difficultés économiques croissantes engendrées par la récession. Il peut aussi s'expliquer par la disparition progressive des bonapartistes en politique. Au fil du temps, l'espoir d'un retour à l'Empire s'est estompé. Ce basculement à gauche ne s'est pas opéré de façon brutale. Lors des élections législatives de 1881, Victor Hamille n'est élu qu'avec une courte majorité. Les

²² RENONCOURT R., *Une assemblée locale de la III^e République : Le conseil général du Pas-de-Calais de 1871 à 1914*, Thèse de doctorat sous la direction de M. Ménager, Lille III, 1994, 3 tomes, 857 p., p 358.

²³ Avocat et propriétaire terrien, Jacques Jourdain est député de l'Empire de 1864 à 1870 et vice-président de la Société d'agriculture de Montreuil jusqu'en 1876.

²⁴ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1850-1891.

²⁵ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1870-1886.

²⁶ *Journal de Montreuil*, 01.08.1889.

²⁷ Arch. dép., M 205, élections cantonales, état des membres du Conseil, 1886-1889.

²⁸ RENONCOURT R., *Op. cit.*, thèse p 30 et 363.

²⁹ Charles Grard est notaire, maire d'Hucqueliers jusqu'en 1888 et conseiller d'arrondissement de 1886 à 1890.

³⁰ *Journal de Montreuil*, 31.08.1890.

³¹ BOUGARD P., NOLIBOS A. (dir.), *Le Pas-de-Calais de la Préhistoire à nos jours*, Saint-Jean d'Angély, éditions Bordessoules, 1988, 438 p., p 261.

³² *Journal de Montreuil*, 01.12.1887.

Doc. 40 : E. Camescasse

Journal de Montreuil, 27.11.1887

citoyens des cantons de Campagne et d'Hesdin ont d'ailleurs voté majoritairement en faveur du candidat républicain.

Toutefois, Ernest Camescasse n'emporte les élections que dans les trois cantons du sud. Il n'obtient que 45,6% des voix autour d'Hucqueliers, 47,3% autour d'Étaples et 48,4% autour de Fruges. La victoire des Républicains est donc loin d'être aussi écrasante que celle des bonapartistes dans les années 1870.

Le triomphe de Louis Boudenoot

Lors des élections législatives de septembre 1889, le républicain Louis Boudenoot³³ l'emporte sur le conservateur Émile de Lhomel avec 52% des suffrages exprimés³⁴. La victoire est loin d'être écrasante, mais elle est particulièrement importante et significative. En effet, Louis Boudenoot s'impose face à l'un des candidats de droite les plus populaires du Montreuillois, l'une des dernières grandes figures du conservatisme et de l'Empire³⁵. Seuls les électeurs d'Étaples et de Montreuil votent majoritairement en faveur d'Émile de Lhomel. Dans les autres cantons, y compris Hucqueliers, traditionnellement le plus conservateur, la République l'emporte.

Doc. 41 : L. Boudenoot

Journal de Montreuil, 26.09.1889

Le triomphe de Louis Boudenoot à Hucqueliers est d'autant plus surprenant qu'aux cantonales de 1886 et de 1889, le canton d'Hucqueliers est le seul canton de l'arrondissement à ne pas basculer à gauche. En effet, en 1889, M. Moitier, bonapartiste, est réélu au Conseil général. Néanmoins, les républicains s'imposent déjà dans le canton en 1886 avec l'élection du notaire Gard, candidat unique, au Conseil d'arrondissement avec 72,1% des inscrits³⁶. En 1890, Charles Gard succède à Charles Moitier à la tête du canton³⁷. Il est ainsi le premier conseiller général d'Hucqueliers républicain.

Le succès de Louis Boudenoot dans le canton d'Hucqueliers peut résulter de son engagement dans la création du chemin de fer d'intérêt local reliant Aire à Berck, en passant par Hucqueliers. En effet, il est l'un des principaux artisans et défenseurs du projet à partir de 1885, lors de son élection au Conseil général³⁸.

³³ Louis Boudenoot est né à Fruges en 1855. Reçu à Polytechnique, puis à l'école des mines, il devient ingénieur. Habitant Paris, il fait de la recherche scientifique. Il s'intéresse notamment à l'utilisation de la force motrice par air comprimé. Il écrit des articles de presse scientifiques, mais aussi politiques, dans le journal républicain de Saint-Omer, *L'artésien*. Considéré par les Républicains comme un homme brillant, jeune et dynamique, il se présente aux élections cantonales de 1885 à Fruges. Il est élu. Son ascension est fulgurante puisqu'il devient député quatre ans plus tard.

³⁴ *Idem*, 26.09.1889.

³⁵ Émile de Lhomel, comte du Saint-Empire, est maire de Montreuil-sur-Mer, conseiller général du canton de Montreuil et député du Pas-de-Calais de 1885 à 1887. Il décède en mars 1906.

³⁶ *Journal de Montreuil*, 08.08.1886.

³⁷ *Journal de Montreuil*, 31.08.1890.

³⁸ RENONCOURT R., « Les deux premières années de Louis Boudenoot au Conseil général du Pas-de-Calais, 1885-1886 », in *Bulletin Historique du Haut-Pays*, n°41, janvier-juin 1991, p 43 à 66.

En 1893 et en 1898, Louis Boudenoot est le seul candidat à se présenter aux élections législatives. Il est donc naturellement réélu.

Un électorat partagé aux législatives de 1902

Alfred Boucher-Cadart, président du Conseil général du Pas-de-Calais, s'impose comme le successeur de Louis Boudenoot. Lors du premier tour des élections législatives de 1902, il devance de près de 3000 voix son principal rival, le conservateur Paul Truy. Sa popularité dans l'arrondissement est un atout incontestable face à son adversaire qu'il qualifie de « parisien ». Mais, au second tour des législatives, le 11 mai 1902, il est battu par Paul Truy qui obtient 50,9% des suffrages exprimés³⁹. Le candidat républicain n'arrive en tête que dans les cantons d'Hesdin et de Campagne, des terres traditionnellement de gauche depuis le Second Empire. Seul un électeur sur trois vote en la faveur d'Alfred Boucher-Cadart dans les régions d'Hucqueliers et d'Étaples.

Doc. 42 : A. Boucher-Cadart



Journal de Montreuil, 02.04.1902

La victoire de Paul Truy est inattendue. Les Républicains contestent le résultat des urnes. Ils estiment que la campagne, qu'ils qualifient de « calomnieuse », menée par le candidat conservateur contre Alfred Boucher-Cadart, est contraire aux principes du suffrage universel. Ils dénoncent l'ingérence cléricale en faveur de Paul Truy. Le 08 juillet 1902, une commission d'enquête parlementaire est chargée de vérifier la validité de l'élection de Paul Truy. Le 02 décembre 1902, elle rend son rapport et se prononce en faveur du candidat conservateur⁴⁰.

L'enracinement de la République à la veille de la Grande Guerre

De 1903 à 1914, dans la circonscription, toutes les élections législatives sont remportées par les républicains. En mai 1903, Victor Morel⁴¹ est élu avec 53,2 % des suffrages exprimés⁴². Néanmoins, son rival, Paul Truy, nationaliste de droite, obtient la majorité des voix dans les fiefs traditionnellement conservateurs : les cantons d'Hucqueliers, d'Étaples et de Montreuil. La campagne électorale s'est faite dans une atmosphère particulièrement tendue sur fond de revanche pour le camp républicain. La rivalité entre les deux candidats est telle qu'au lendemain du scrutin, les républicains s'empressent d'annoncer la défaite des conservateurs en faisant paraître dans le *Journal de Montreuil* un faire-part factice, celui du décès politique de Paul Truy.

Doc. 43 : Le docteur V. Morel



Journal de Montreuil, 21.04.1910

Le 06 mai 1906, Victor Morel est de nouveau élu député de l'arrondissement de Montreuil avec 60,6% des voix. Il l'emporte sur son adversaire Cassagnade dans tous les cantons.

³⁹ *Idem*, 12.05.1902.

⁴⁰ *Id.*, 21.01.1903.

⁴¹ Victor Morel est médecin, officier d'Académie, maire de Campagne-lès-Hesdin, suppléant de la justice de paix, conseiller d'arrondissement et délégué cantonal.

⁴² *Journal de Montreuil*, 13.05.1903.

Le 24 avril 1910, trois candidats se présentent aux élections législatives dans la circonscription : le conservateur Froissart, le républicain et centriste Victor Morel, et le républicain radical Paul Devisme. Victor Morel arrive en tête dans les cantons de Campagne, Étaples, Fruges et Hesdin et M. Froissart, dans les cantons d'Hucqueliers⁴³ et de Montreuil. Il ne devance le candidat conservateur que de 90 suffrages⁴⁴. Mais, au second tour, soutenu par les républicains radicaux, il remporte les élections. En 1911, tous les cantons de l'arrondissement sont gérés par des républicains modérés⁴⁵.

En 1914, le docteur Morel est de nouveau élu député, avec 55,7% des suffrages exprimés. Il obtient la majorité dans tous les cantons de l'arrondissement⁴⁶.

Aux cantonales d'août 1913, les républicains triomphent dans les cantons de Fruges et d'Hesdin, mais sont battus dans le canton d'Hucqueliers. En effet, le conservateur André de la Gorce⁴⁷ remporte les élections avec 58,7% des voix⁴⁸.

Un véritable changement des mentalités ?

Peut-on réellement parler d'un véritable changement des mentalités dans l'arrondissement de Montreuil à la veille de la Grande Guerre ?

Jusqu'au milieu des années 1880, les Montreuillois votent en faveur des bonapartistes. Mais, l'espoir d'un retour à l'Empire s'estompe peu à peu. La République finit par s'imposer : tout d'abord dans les cantons de Campagne et d'Hesdin, puis autour de Fruges, Montreuil et Étaples, et enfin plus tardivement dans la région d'Hucqueliers. D'ailleurs, dans celle-ci, le candidat républicain Charles Gard est élu conseiller général en 1890 sans concurrent, suite à la démission et à la ruine du bonapartiste Charles Moitier. L'enracinement tardif de la République sur le territoire montre à quel point les habitants de l'arrondissement de Montreuil sont nostalgiques de l'Empire et profondément attachés aux traditions.

De plus, les élus montreuillois appartiennent au « centre républicain ». Ils font partie des républicains les plus conservateurs. D'ailleurs, lors des campagnes électorales, ils n'hésitent pas à se déclarer républicain et conservateur. Cet extrait de la profession de foi de X. Manier, le maire de Montreuil, lors des cantonales de 1886, en témoigne : « Comme je vous le disais alors, républicain sincère, républicain conservateur, j'appartiens au grand parti de l'ordre, de la liberté, du progrès »⁴⁹.

Les électeurs votant en faveur des radicaux et des socialistes sont peu nombreux dans l'arrondissement. Ils sont moins de 10% en 1914. Le faible succès des candidats de la gauche radicale et socialiste résulte avant tout d'un nombre restreint d'ouvriers sur le territoire. L'arrondissement est peu touché par la Révolution industrielle⁵⁰.

Le renouveau de la ferveur chrétienne dans la seconde moitié du XIX^e siècle montre aussi à quel point les mentalités demeurent conservatrices.

⁴³ Au premier tour des législatives, M. Froissart obtient 53,3% des suffrages sur le territoire d'Hucqueliers.

⁴⁴ *Journal de Montreuil*, 28.04.1910.

⁴⁵ *Arch. dép.*, M444, Elections au Conseil général et au Conseil d'arrondissement, arrondissement de Montreuil.

⁴⁶ *Journal de Montreuil*, 30.04.1914.

⁴⁷ M. de la Gorce est maire de Verchocq et professeur de droit à la Faculté catholique de Lille. Son père est l'historien Pierre de la Gorce, docteur en droit, substitut au Tribunal de Saint-Omer (Il démissionne en 1880 refusant de participer à l'application des décrets-lois sur les congrégations voulus par Jules Ferry), élu à l'Académie des sciences morales et politiques en 1907, puis à l'Académie française le 12 février 1914.

⁴⁸ *Journal de Montreuil*, 07.08.1913.

⁴⁹ *Idem*, 01.08.1886.

⁵⁰ Voir les chapitres précédents.

II) L'importance du catholicisme dans la société rurale montreuilloise

Les habitants de l'arrondissement sont en très grande majorité de confession catholique. Des protestants et des juifs vivent toutefois sur le territoire, mais ils sont peu nombreux. Ils se concentrent principalement dans le bourg d'Hesdin. En 1861, celui-ci compte 3466 catholiques, 3 calvinistes, 17 luthériens et un israélite⁵¹.

La seconde moitié du XIX^e siècle est marquée par un véritable retour de la ferveur chrétienne sur le territoire. Celle-ci se manifeste par une hausse du nombre de pascalisants et de vocations ecclésiastiques, mais aussi par le succès croissant des prédications et des processions en l'honneur des saints, et par la restauration ou l'élévation de nombreux monuments religieux.

Un essor de la pratique et des vocations religieuses

Une pratique contrastée sur le territoire

La proportion de catholiques pratiquants est relativement importante sur le territoire, mais varie selon les cantons. De 1890 à 1895, elle oscille entre 61 et 75% autour d'Hucqueliers et de Fruges, entre 46 et 60% à Étaples, et entre 31 et 45% dans les régions de Montreuil, Campagne et Hesdin⁵². Néanmoins, dans d'autres espaces du département, la part des habitants faisant leurs pâques⁵³ est plus élevée. C'est le cas des cantons de Saint-Pol, Heuchin, Norrent-Fontes, Lillers et Laventie, qui disposent de taux supérieurs à 76%. L'importance de la pratique religieuse dans le Haut-Pays par rapport aux autres régions du Montreuillois et du Pas-de-Calais résulte probablement d'une proportion plus élevée de cultivateurs et d'habitants vivant indirectement de l'agriculture, car le catholicisme est étroitement lié au cycle agraire. Le faible désenclavement des territoires d'Hucqueliers et de Fruges et l'influence des nobles peuvent également expliquer ce décalage, tout comme la relative pauvreté de la population par rapport à d'autres espaces du département. L'épidémie de choléra de 1892 doit aussi jouer un rôle.

Une terre propice au recrutement des prêtres

Le nombre élevé de membres du clergé recrutés sur le territoire témoigne également de l'importance de la religion dans la vie des ruraux. Entre 1856 et 1875, les cantons d'Hucqueliers et de Campagne font partie des six cantons du département qui fournissent en proportion le plus de séminaristes pour le diocèse avec plus de 10 prêtres ordonnés pour 10 000 habitants⁵⁴. Dans les régions d'Étaples, de Montreuil et de Fruges, entre 7 et 10 individus sur 10 000 résidents choisissent de devenir membre du clergé. Hesdin est la zone comptant le moins d'ecclésiastiques ordonnés dans l'arrondissement avec seulement 2 à 4 séminaristes pour 10 000 administrés.

Globalement le nombre de prêtres recrutés sur le territoire augmente en proportion de 1876 à 1895. Les cantons d'Hucqueliers, de Campagne et de Fruges fournissent plus de 10 séminaristes pour 10 000 habitants, les cantons d'Hesdin et d'Étaples, entre 7 et 10 pour

⁵¹ Arch. dép., M4031, Recensement de la population (répartition par habitat, nationalité, religion, infirmité, âge et profession), Hesdin, 1861.

⁵² HILAIRE Y.-M., *Une chrétienté au XIX^es, La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras, 1840-1914*, Lille, P.U.L., 1977, 2 vol., 1017 p., p 842.

⁵³ Faire ses pâques est recevoir à Pâques la communion prescrite par l'Eglise à tous les catholiques.

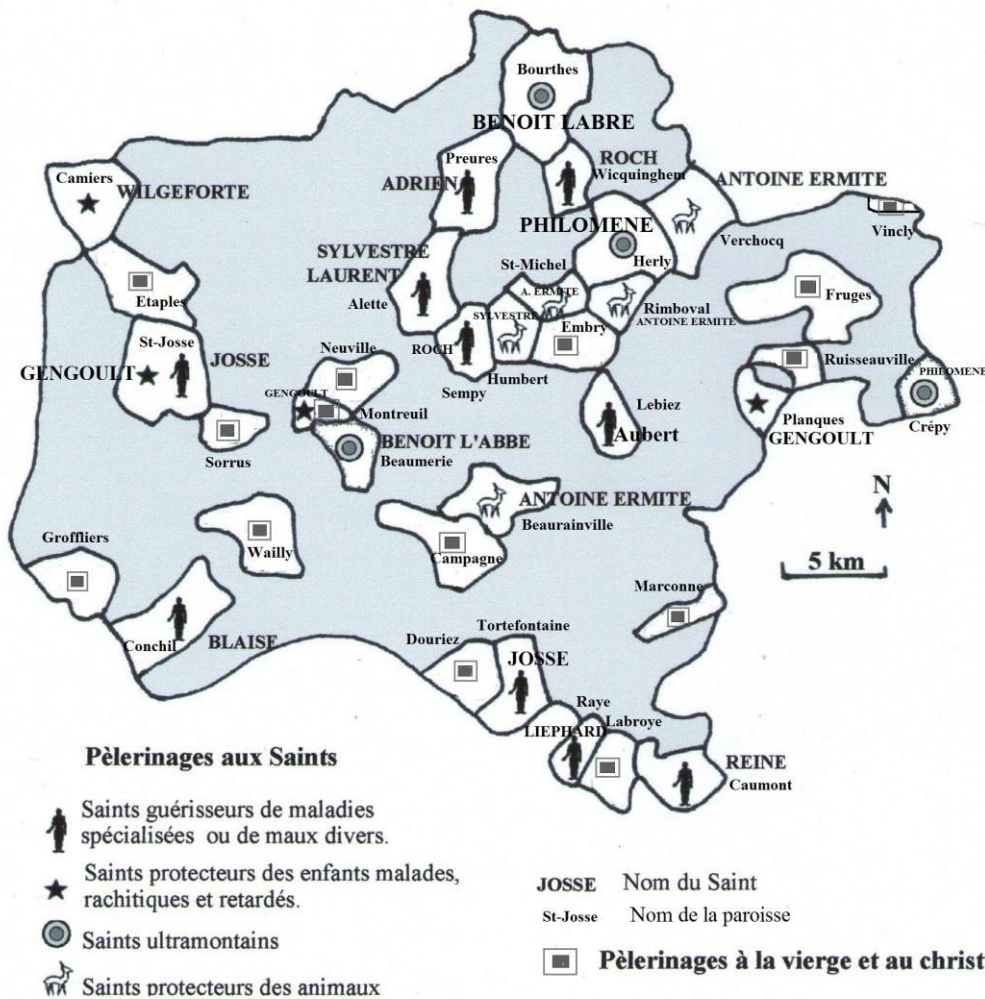
⁵⁴ HILAIRE Y.-M., *Op. cit.*, carte p 583.

10 000 habitants. Seul le canton de Montreuil connaît en proportion une diminution du nombre d'individus intégrant le séminaire.

L'importance des vocations ecclésiastiques sur le territoire peut en partie résulter de la présence du collège Sainte-Austreberthe de Montreuil qui prépare à la prêtrise. De 1829 à 1910, l'établissement aurait accueilli « des centaines de jeunes gens originaires le plus souvent du Montreuillois et du Haut Boulonnais »⁵⁵.

Le succès des Pèlerinages

Document 44 : Les pèlerinages aux Saints attestés entre 1860 et 1880 et les pèlerinages à la vierge et au christ attestés entre 1860 et 1899 dans l'arrondissement de Montreuil



Source : Carte élaborée à partir des données figurant dans l'ouvrage HILAIRE Y.-M., *Une chrétienté au XIX^es, La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras, 1840-1914*, Lille, P.U.L, 1977, 2 vol., 1017 p., p 398-404.

Le retour de la ferveur chrétienne se manifeste également sur le territoire par le succès des pèlerinages. Les processions les plus importantes sont consacrées aux saints guérisseurs des maladies spécialisées ou de maux divers. Dix manifestations de ce type sont recensées sur le territoire entre 1860 et 1880⁵⁶. Les plus populaires sont celles dédiées à saint Josse à Saint-

⁵⁵ *Ibidem*, p 584.

⁵⁶ *Ibid.*, carte p 398.

Josse-sur-Mer et à saint Adrien à Preures. D'autres pèlerinages, principalement dans le sud du canton d'Hucqueliers, sont dédiés à Saint Antoine Ermite, le saint protecteur des animaux. Leur existence résulte probablement de la fréquence élevée des épizooties comme le rouget⁵⁷ ou la fièvre aphteuse sur cette partie du territoire. Il existe également treize processions en l'honneur de la vierge et du christ dans l'arrondissement entre 1860 et 1899.

Adrien, l'un des saints les plus populaires du Haut-Boulonnais

Le pèlerinage de Saint-Adrien de Samer à Preures bénéficie d'une grande réputation. Saint Adrien est surtout imploré contre la peste et le choléra. La plus ancienne procession connue daterait du 4 mars 1643⁵⁸. La commune de Preures dispose également d'une confrérie fondée en 1627, dissoute à la Révolution et rétablie en 1836 par M. Saint-Omer, curé de la paroisse⁵⁹. Cette dernière a pour but de soigner les malades et inhumer les morts lors des épidémies. Le pèlerinage de saint-Adrien a lieu tous les sept ans et sa popularité est manifeste. En 1874, près de 300 habitants de Samer prennent notamment part à la procession⁶⁰. La présence de nombreux prêtres attestent également le succès et l'ampleur de l'événement. Lors de la neuvaine⁶¹ de saint-Adrien et de sainte-Natalie en mars 1909, M. l'abbé Ducrocq, doyen d'Hucqueliers, M. l'abbé Vahé, professeur au collège Sainte-Austreberthe de Montreuil, l'abbé Holleville, doyen de Fruges, ainsi que la plupart des curés du canton et des communes environnantes sont présents⁶².

Le succès du culte de Saint-Adrien résulte avant tout des épidémies de choléra de 1849, 1866 et 1892, touchant principalement la population du canton d'Hucqueliers. La médecine étant inefficace, les fidèles se tournent vers le saint protecteur.

Saint-Josse, l'un des lieux de pèlerinage les plus fréquentés du diocèse

Sur le littoral montreuillois, les fêtes célébrées en l'honneur de saint Josse attirent de nombreux croyants. Depuis le Haut Moyen Âge, des milliers de fidèles se rassemblent le dimanche de la Trinité, près de l'abbaye de Dommartin, dans une chapelle érigée à l'emplacement de l'ermitage où vivait saint Josse⁶³. La destruction de l'édifice religieux en 1713 met fin à la dévotion séculaire. Mais quelques décennies plus tard, les pèlerins affluent de nouveau, venant se recueillir sur les pierres dispersées du sanctuaire⁶⁴. Il faut néanmoins attendre l'élévation d'une nouvelle chapelle financée par M^{lle} H. et M. Poultier⁶⁵, en 1860, pour que le pèlerinage du jour de la Trinité retrouve sa grande popularité. Le monument est inauguré le 03 juin, en présence de cinq à six mille personnes.

⁵⁷ Le rouget est une maladie infectieuse du porc, très contagieuse et transmissible à l'homme. Il décime notamment plusieurs cheptels en 1903 à Preures et à Beussent, dans le canton d'Hucqueliers. Arch. dép., M2093/94, Foires et marchés, 1903-1909.

⁵⁸ THOBOIS B.J., *Le culte de Saint Adrien à Preures*, Montreuil-sur-Mer, 1910, 67 p., p 40.

⁵⁹ *Ibidem*, p 21 et 40.

⁶⁰ *Ibid.*, p 52.

⁶¹ La neuvaine est une suite d'actes de dévotion répétés pendant neuf jours consécutifs, en vue d'obtenir une grâce particulière.

⁶² Archives diocésaines d'Arras, 4Z 253/4, Registre de la paroisse de Preures, 1905-1921.

⁶³ Saint Josse, fils de Judicaël, roi de Bretagne, serait né en 593 et décédé le 13 décembre 669 à Saint-Josse-sur-Mer.

⁶⁴ CORBLET J. (l'abbé), « De quelques pèlerinages de Picardie » in *Mémoires et procès-verbaux du congrès scientifique de France tenu à Amiens le 3 juin 1867*, la Société académique du Puy-en-Velay et de la Haute-Loire, Amiens, 1868, 714 pages, p 417-418.

⁶⁵ ROBITAILLE (l'abbé), *Vie et Pèlerinage de Saint-Josse-sur-Mer*, Arras, 1875, 102 p., p 93. L'auteur ne révèle pas le nom de la riche donatrice, probablement à la demande de celle-ci. M. Poultier est le maire de la commune de Saint-Josse de 1837 à 1867.

L'abbé Robitaille affirme qu'au XIX^e siècle le pèlerinage de Saint-Josse est l'un des plus importants du diocèse. Il estime à dix mille le nombre de fidèles ayant assistés à la messe de la Trinité en 1866⁶⁶.

À la Belle Époque, trois fêtes sont célébrées chaque année en l'honneur de saint Josse. La première est la Saint-Barnabé, le 11 juin, en souvenir de l'apparition miraculeuse d'une main qui bénit le saint breton pendant qu'il officie dans la chapelle de son ermitage appelée Bois Saint-Josse. Les fidèles assistent à une messe, puis prennent part à une procession de la châsse dans les champs dits « les champs de l'abbaye ». La deuxième a lieu le 13 décembre, le jour de la mort de saint Josse. Une cérémonie est organisée, pendant laquelle les croyants passent sous la châsse pour demander au saint homme la guérison de leurs maux. Enfin, la troisième fête, la plus populaire, est celle de la Trinité. Elle débute la veille de la Pentecôte et dure neuf jours. Pendant cette neuvaine a notamment lieu le pèlerinage de la Croix-Coupée en souvenir du miracle qui aurait eu lieu dans la plaine de Bavemont. A son retour de Rome, saint Josse aurait guéri de la cécité la fille du seigneur d'Airon. Une croix en pierre est alors élevée à cet endroit, en souvenir du prodige. Puis, coupée, probablement par les huguenots, elle est restaurée⁶⁷ et déplacée près de l'église paroissiale⁶⁸. Depuis, les fidèles l'appellent la « Croix Coupée ».

Les deux fontaines que saint Josse aurait fait jaillir en faveur d'Haymon, le duc de Ponthieu, non loin de l'endroit où il allait fonder son dernier ermitage, sont également très fréquentées par les pèlerins qui emportent de l'eau chez eux⁶⁹.

À la Belle Époque, le pèlerinage du jour de la Trinité est si populaire que des trains supplémentaires sont mobilisés pour l'occasion dans les gares du littoral. C'est notamment le cas à Boulogne et à Etaples en 1902⁷⁰. Des réductions de prix sont également accordées aux pèlerins par la Compagnie de chemin de fer du Nord. En juin 1905, le ticket de train est minoré de 50%⁷¹.

La restauration et la fondation d'édifices religieux

La reconstruction ou l'élévation d'édifices religieux sur le territoire témoignent également d'un retour de la ferveur chrétienne.

Parmi les restaurations de monuments les plus célèbres figure celle de la chapelle de l'Hôtel-Dieu à Montreuil. Elle est menée par l'Hesdinois Clovis Normand entre 1871 et 1874 et porte sur l'intégralité du bâtiment. Des églises, pour la plupart ravagées sous la Révolution, sont également reconstruites sur le territoire dans la seconde moitié du XIX^e siècle. C'est notamment le cas à Mencas, Fruges et Campagne-lès-Hesdin. L'exemple le plus intéressant est la restauration de l'église Saint-Bertulphe de Fruges en raison de son caractère onéreux. Le coût des travaux menés de 1865 à 1877 par les architectes M. Grigny, puis M. Normand⁷², s'élève à près de 175 000 francs⁷³. La somme étant colossale⁷⁴, la commune et l'Etat ne

⁶⁶ *Ibidem*, p 88.

⁶⁷ Elle est surmontée d'une croix de fer.

⁶⁸ COUSSEE B., *Légendes et croyances en Boulonnais et Pays de Montreuil*, 1993, 237 p., p 131.

⁶⁹ HAIGNERE D., *Dictionnaire historique et archéologique du département du Pas-de-Calais, Arrondissement de Montreuil*, tome II, Arras, 1875, 418 p., p 392. Pour épancher la soif du duc Haymon qui était en train de chasser, saint Josse aurait fait jaillir de l'eau en plantant son bâton dans la terre (« la Fontaine aux Chrétiens »). Il aurait ensuite fait jaillir une seconde fontaine pour les chiens du duc (« la Fontaine aux Chiens »).

⁷⁰ *La Croix du Pas-de-Calais*, 25.05.1902.

⁷¹ Arch. dép., M2479, Cabinet. Chemin de fer de Berck à Paris-Plage, 1904. Pèlerinage à Saint-Josse, 1905.

⁷² L'Arrageois Alexandre Grigny meurt au cours de la construction de l'église. La commune fait alors appel à l'Hesdinois Clovis Normand pour poursuivre les travaux.

⁷³ HAIGNERE D., *Dictionnaire historique et archéologique du département du Pas-de-Calais, Arrondissement de Montreuil*, tome II, Arras, 1875, 418 p., p 160.

peuvent pas prendre en charge l'intégralité du projet. Celui-ci est donc en partie financé par les dons des fidèles, ce qui montre que la religion catholique occupe une place importante dans la vie des habitants.

Doc. 45 : L'église de Fruges vers 1900



Collection CHHP.

De nombreuses chapelles, fondées par de riches croyants, sont également élevées sur le territoire entre 1850 et 1914. C'est le cas des chapelles de Wailly-Beaucamp et d'Enquin-sur-Baillons, toutes les deux dédiées à Notre-Dame de la Salette. La première, de style bysantin, est érigée en 1870 par la vicomtesse de Cossette dans le hameau Le Moufflet⁷⁵. La seconde est fondée en 1872 par Paul Delhomel, un propriétaire terrien⁷⁶. Elle dispose d'une entrée délimitée par deux fausses colonnes ornées de deux visages, ceux des enfants bergers, Maximin et Mélanie, qui auraient vu apparaître le 19 septembre 1846 la Vierge Marie, dans la commune de La Salette-Fallavaux en Isère.

La chapelle du Catelet à Bourthes est un autre exemple d'un véritable retour à la foi chrétienne. Elle est élevée en 1864 en l'honneur de Sainte Marthe par M. Duflos-Destrées, le maire de la commune. Ce riche propriétaire l'aurait faite construire afin de tenir la promesse que sa femme avait faite à sa mère mourante.

Mais, quelques décennies plus tard, touché par le malheur et appauvri, il quitte la commune. Faute d'entretien, le monument se dégrade rapidement et tombe en ruines⁷⁷.

Une laïcisation de la société qui ne fait pas l'unanimité

La laïcité est un principe républicain loin d'être défendu par tous les citoyens dans l'arrondissement de Montreuil. Au lendemain de la promulgation de la loi de Séparation des Églises et de l'État, les affrontements entre les partisans de l'Église et les anticléricaux, particulièrement virulents, se manifestent sous différentes formes, témoignant ainsi d'un véritable attachement de la population aux traditions et à la religion catholique. Ils se font notamment par journaux interposés : *Le Pas-de-Calais* sert de tribune aux ecclésiastiques et le *Journal de Montreuil* soutient les Républicains⁷⁸. Sur le terrain, les inventaires des biens des lieux de culte, prévus par la loi de 1905, se déroulent le plus souvent dans un climat tendu. À Verchocq, par exemple, le curé Jean-Baptiste Meurot interdit l'accès à l'église au commissaire spécial adjoint des inventaires et aux deux gendarmes l'accompagnant, en faisant l'usage de la violence. Il sera condamné à un mois de prison ferme et seize francs d'amende.

⁷⁴ Dans les années 1890, le salaire annuel d'un valet de charrue nourri est en moyenne de 300 francs dans l'arrondissement de Montreuil. Le coût de la restauration de l'église de Fruges équivaut donc au revenu annuel cumulé de 583 ouvriers agricoles. A titre de comparaison, le château de Verchocq, construit en 1810, et son parc de 70 ha 24 ares, des propriétés de M. le comte de Coupigny, sont mis en vente en 1883 au prix de 186 000 francs.

⁷⁵ HAIGNERE D., *Op. cit.*, p 415.

⁷⁶ FORESTIER B., *L'Histoire et le patrimoine d'Enquin-sur-Baillons*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, janvier 2009, 150 p., p 120-121.

⁷⁷ *Histoire et patrimoine du Haut-Pays*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, avril 2003, 42 p., p 18.

⁷⁸ L'allocution suivante, publiée dans *Le Pas-de-Calais* du dimanche 26 janvier 1908, illustre parfaitement l'intensité des affrontements entre les deux partis : « Au lieu de dire ce que vous savez n'être pas vrai, *Journal de Montreuil*, tâchez de découvrir le sérum de la rage anticléricale et faites-vous vacciner tout de suite ».

À Torcy, le curé se montre au contraire complaisant. Mais son attitude trop courtoise provoque la colère des aristocrates locaux qui n'hésitent pas à exprimer publiquement leur mécontentement⁷⁹.

Les lois scolaires sont également mal acceptées par la majorité des ruraux. Certaines municipalités refusent même de fonder une école laïque pour les filles lorsqu'un établissement privé catholique est implanté sur le territoire. C'est notamment le cas à Preures, dans le canton d'Hucqueliers, qui, rappelons-le, est l'un des espaces les plus conservateurs du Montreuillois sur le plan politique⁸⁰. Pour mieux se rendre compte à quel point certaines communautés villageoises dans l'arrondissement sont attachées aux traditions et hostiles à la laïcisation de la société et plus particulièrement de l'enseignement, il est indispensable de s'attarder sur cette étude de cas. Il ne s'agit évidemment pas de faire de cet exemple une généralité pour l'arrondissement.

L'école libre des filles fondée en 1862 : un établissement réputé

L'école libre de Preures est fondée en octobre 1862 par la comtesse de Rohan-Chabot⁸¹, à la demande du curé de la paroisse, M. Saint-Omer⁸². Le bâtiment est entretenu financièrement par la comtesse mais celle-ci en garde le droit de propriété. Dès son ouverture, l'école est confiée à trois franciscaines. Mais, rapidement la rente annuelle de 600 francs versée par la famille de Rohan-Chabot, s'avère insuffisante. M. Saint-Omer doit alors compenser par un secours les besoins de l'école et surtout « les rétributions scolaires que ne pouvaient donner les parents »⁸³. Mais une décennie plus tard, le successeur de M. Saint-Omer, M. Sannier, se trouve dans l'incapacité d'assurer le secours financier que réclament les trois sœurs. Le 15 août 1875, l'école est abandonnée. A la rentrée des classes d'octobre 1875, les fondateurs confient la direction de l'école aux sœurs de la divine Providence de Ribeuville. Des années 1880 à la veille de la Grande Guerre, l'école compte en moyenne 60 à 70 élèves. En 1910, 66 enfants, répartis dans deux classes, sont notamment scolarisés dans l'établissement catholique⁸⁴. Celui-ci est très fréquenté, car il bénéficie d'une grande réputation, notamment en terme de résultats, et d'un soutien important des élus locaux, des ecclésiastiques et des anciennes familles aristocratiques de la région.

La fête de l'arbre de Noël et la remise des prix de fin d'année scolaire sont les deux événements organisés par l'école Saint-Joseph les plus importants et les plus populaires. Ils sont bien plus que de simples rituels. La remise des prix de fin d'année est une fête organisée en l'honneur de la famille fondatrice de l'école, les de Rohan-Chabot, pendant laquelle les élèves se transforment en choristes ou en véritables comédiens de théâtre. Lors de ces manifestations de nombreux élus et personnalités sont conviés : le maire de la commune, les conseillers municipaux, le conseiller général du canton et l'inspecteur des écoles libres.

⁷⁹ LEGER S., « Le curé, le maire et le maître au XIXe siècle : quelques exemples de querelles dans le Haut-Pays » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n° 76, 2010, 252 p., p 65-79.

⁸⁰ Rappelons qu'en 1913, André de la Gorce, professeur de droit à la Faculté catholique de Lille, est élu conseiller général d'Hucqueliers.

⁸¹ Issue d'une ancienne famille noble du XII^es, la comtesse de Rohan-Chabot est l'une des héritières de la seigneurie de Preures. En effet, Jacques de Bullion, marquis de Fervacques, transmet le domaine aux Gontaut-Biron, aux Biencourt et aux Rohan-Chabot.

⁸² Archives diocésaines d'Arras, 2 JJ 11B, Documents sur la propriété de l'école libre de Preures, 1946.

⁸³ Archives diocésaines d'Arras, 4Z 253/21, Renseignements sur les Franciscaines qui tiennent l'école libre des filles de Preures.

⁸⁴ Archives diocésaines d'Arras, 4Z 253/4, Registre de la paroisse de Preures, 1905-1921.

Le rejet d'une laïcisation de l'enseignement féminin

L'article 11 de la loi du 30 octobre 1886 stipule que « lorsque la commune ou la réunion de communes compte 500 habitants et au-dessus, elle doit avoir au moins une école spéciale pour les filles, à moins d'être autorisée par le Conseil départemental à remplacer cette école spéciale par une école mixte ». En 1886, la commune de Preures compte 740 habitants⁸⁵. Un établissement laïc pour les filles doit donc être construit.

Or, le Conseil municipal considère une telle fondation inutile, puisque les filles de la commune sont déjà scolarisées depuis plus de deux décennies dans l'école Saint-Joseph. De plus, l'élévation d'un nouveau bâtiment s'avèrerait particulièrement coûteuse⁸⁶.

Dans un rapport daté de 1889, le Sous-préfet de Montreuil-sur-Mer signale que sept communes de l'arrondissement⁸⁷, dont Preures, n'ont pas « satisfait aux prescriptions de la loi ». D'après lui, la présence d'écoles privées fournit « un prétexte aux municipalités pour ajourner toute création nouvelle »⁸⁸.

Mais l'année qui suit la promulgation de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, le Conseil municipal cède à la pression des autorités de l'Etat et décide de fonder une école communale des filles. Dans une lettre envoyée au Sous-préfet de Montreuil, il demande l'autorisation de construire un établissement pour les filles, car l'école des garçons est en surcharge d'effectifs et le nombre d'enfants potentiellement scolarisables (202 en 1906) est important dans la commune. Les raisons évoquées semblent évidemment peu crédibles. En effet, la nouvelle école est destinée à accueillir les plus jeunes enfants, pas encore scolarisés, et les filles qui sont déjà inscrites à l'école libre du village. Elle ne va donc aucunement réduire le nombre de garçons fréquentant l'établissement communal.

Les débuts difficiles de l'école communale des filles

La première rentrée des classes à l'école communale des filles a lieu le 03 octobre 1910⁸⁹. M^{lle} Colombe Espérance Hénoq est la première institutrice affectée dans ce nouvel établissement⁹⁰. Elle prend en charge la nouvelle classe enfantine mixte, le cours préparatoire et les cours élémentaires. Aucune enseignante n'est nommée pour les cours moyens, car peu d'élèves sont inscrits pour la rentrée.

Les habitants, hostiles à la création d'une nouvelle école des filles, manifestent ainsi leur désapprobation en refusant d'y inscrire leurs enfants. Particulièrement conservateurs, les Preurois semblent attachés à leur école libre qu'ils ne souhaitent guère voir disparaître. De plus, l'établissement Saint-Joseph est farouchement soutenu par le curé de la paroisse, l'abbé Thobois⁹¹, l'un des ecclésiastiques les plus influents du canton d'Hucqueliers.

⁸⁵ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1887, p 232.

⁸⁶ FORESTIER B., « Les écoles de Preures sous la III^e République (1870-1940) » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°75, 2009, p 121-134.

⁸⁷ Il s'agit des localités de Buire-le-Sec, Fressin, Huby-St-Leu, Marconne, Mouriez, Parenty, Preures et Wailly.

⁸⁸ *Conseil d'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, rapport du Sous-préfet*, Montreuil-sur-Mer, 1889, 34 p., p 5.

⁸⁹ Les élèves sont libérés les mois d'août et de septembre, car ils sont réquisitionnés pour la moisson ou les vendanges. La mécanisation de l'agriculture n'en est encore qu'à ses débuts. Les paysans ont donc besoin d'une main-d'œuvre importante.

⁹⁰ Elle est née le 15 septembre 1878 à Bus dans le Pas-de-Calais.

⁹¹ L'abbé Thobois (1855-1939) est le curé de la paroisse de Preures du premier décembre 1905 jusqu'à sa mort, le 27 octobre 1939. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont l'un est dédié à la femme du conseiller général d'Hucqueliers, André de la Gorce, professeur de droit à la Faculté catholique de Lille.

Le jour de la rentrée, l'école communale des filles ne compte que 8 élèves contre 66 à l'école libre. Une seule fille est inscrite aux cours moyens : M^{elle} Laisné. Les 7 autres enfants sont dans la « petite classe »⁹². Il est particulièrement intéressant de voir que peu de conseillers municipaux inscrivent leurs enfants ou petits-enfants dans l'établissement laïc⁹³.

Mais, rapidement M^{elle} Hénocq réussit à convaincre d'autres parents de scolariser leurs enfants dans l'établissement public. Ainsi, à la fin du mois d'octobre, celui-ci compte 14 élèves dont 5 filles. Les effectifs ne cessent d'augmenter au cours de l'année. Lors de la visite de l'Inspecteur primaire, le 02 décembre 1910, 40 élèves dont 14 filles fréquentent l'école. La classe de M^{elle} Hénocq se compose de 30 enfants dont 26 dans la section enfantine. Aucune fille n'est inscrite en CP. Mais, le rapport d'inspection souligne que les filles qui viennent de l'école privée ont un niveau très faible⁹⁴. Les 4 enfants des cours élémentaires sont donc principalement des élèves qui ont échoué en CP à l'école libre.

Malheureusement, M^{elle} Hénocq décède brutalement au cours de l'année scolaire, le 02 mai 1911. Elle est remplacée huit jours plus tard par Mme Fruchart Boulanger, une institutrice exerçant à Parenty. Celle-ci enseigne dans la commune de Preures jusqu'en 1920. En 1912, l'école compte 51 élèves dont 36 filles. Comme le souligne l'Inspecteur primaire, « les élèves viennent lentement à l'école publique »⁹⁵. La concurrence faite à l'école libre semble donc bien difficile.

La concurrence de l'école Saint-Joseph est telle qu'en 1914 Mme Fruchart Boulanger, l'institutrice de l'établissement communal, fait part de sa frustration à Monsieur l'Inspecteur. « Dans la situation où je me trouve à Preures, les satisfactions et les joies professionnelles les plus légitimes me sont refusées par suite de la concurrence acharnée d'une école libre. J'en suis réduite à puiser dans l'amour de ma tâche, le courage nécessaire pour faire classe à un auditoire aussi peu intéressant qu'il est restreint »⁹⁶, écrit-elle pour solliciter une nouvelle affectation. Toutefois, l'institutrice réussit peu à peu à convaincre un plus grand nombre de parents d'inscrire leurs filles à l'école communale. En 1917, 59 enfants y sont inscrits⁹⁷. Pour la première fois, les effectifs sont équivalents à ceux de l'établissement concurrent.

De la concurrence au « conflit »

Dans les années 1920, la concurrence entre les deux établissements rivaux ne cesse de s'accroître. Dans le registre de paroisse, l'abbé Thobois, fervent défenseur de l'établissement Saint-Joseph dirigé par M. L. Somon, écrit son indignation de voir des filles s'inscrire à l'école communale. Il avoue s'être confié la mission de remettre ses fidèles dans le droit chemin et de défendre farouchement son école⁹⁸. Les tensions sont telles que la communauté villageoise se scinde peu à peu en deux camps. Mais, l'école communale a encore trop peu de partisans dans la commune pour pouvoir véritablement rivaliser avec l'établissement Saint-Joseph. Le soutien du Conseil municipal est loin d'être acquis. Peu à peu les tensions se transforment en véritable « conflit » qui va prendre des proportions considérables.

⁹² Archives diocésaines d'Arras, 4Z 253/4, Registre de la paroisse de Preures, 1905-1921.

⁹³ FORESTIER B., *Op. cit.*, p 132. La liste des enfants scolarisés le 03 octobre 1910 figure dans l'article à la page indiquée.

⁹⁴ Arch. dép., T1321/11, Dossier de carrière de M^{elle} Hénocq.

⁹⁵ Arch. dép., T1548/5, Dossier de carrière de Mme Fruchart Boulanger. Rapport d'inspection daté du 09 février 1912.

⁹⁶ *Ibidem*. Rapport d'inspection daté du 13 janvier 1914. Partie intitulée « Désirs de l'institutrice ».

⁹⁷ *Ibid*. Rapport d'inspection daté du 17 mars 1917.

⁹⁸ Archives diocésaines d'Arras, *Op. cit.*, 4Z 253/4.

Comme le souligne l'institutrice de l'école publique, Mme Fossaërt, à plusieurs reprises dans des lettres adressées à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, à partir de 1923, l'école libre bénéficie de partisans puissants et de soutiens financiers importants. Elle affirme même que l'abbé Thobois règnerait en maître dans la commune, et que dans ces conditions, il lui est particulièrement difficile de défendre l'école républicaine⁹⁹. Mais les incidents du 11 novembre 1923 et du 13 mai 1924, ainsi que l'affaire des lettres de menaces anonymes vont inverser la tendance. Le 11 novembre 1923, l'abbé Thobois interdit aux élèves de l'école communale de prendre place sur les chaises et les bancs de l'église. Cet événement a pour conséquence de choquer l'opinion publique. Le Conseil municipal réagit en condamnant cet affront comme « étant la résultante de l'état d'esprit manifesté depuis plusieurs années contre l'école laïque ». Le 16 novembre, sous la présidence de M. Merlot, il décide « d'assurer la liberté complète des chaises aux fidèles quels qu'ils soient, par la gratuité absolue, afin que pareil fait ne se renouvelle pas dans l'octroi des chaises et des bancs »¹⁰⁰.

Le 13 mai 1924, un autre incident survient dans la commune. Il est rapporté par l'institutrice de l'école communale dans une lettre datée du 10 juin 1924. Voici un extrait de son récit de l'évènement¹⁰¹ :

Le 13 mai arrivaient à l'école communale, 2 petits de 3 et 4 ans, et leur sœur Marie Lavogez âgée de 12 ans. Le père, un honnête cultivateur attaché à sa religion, (...), prétendit que selon les instructions de M. l'Evêque d'Arras, sa fille conserverait à l'église la place qu'elle occupait précédemment parmi ses compagnes de l'école libre. Et le jour de l'Ascension, la petite s'en fut prendre sa place pour la messe. M^{lle} Somon la fit descendre. L'après-midi, M. Lavogez conduisit lui-même sa fille aux Vêpres et lui fit reprendre sa place. M. le curé avait commencé l'office. M^{lle} Somon par 3 fois l'appela. Il quitta l'autel et vint demander à Marie Lavogez de descendre. Le père intervint. M. le curé le saisit fortement par le bras, cria au scandale et arrêta les vêpres.

Suite à cet incident, Monseigneur l'Evêque d'Arras interdit les vêpres dans la commune. L'abbé Thobois ne réussit pas à faire annuler la décision.

Enfin, l'affaire des lettres anonymes, dans lesquelles des menaces de mort et des injures sont proférées à l'encontre de Mme Fossaërt et de M. Lécuyer, marque également les mentalités. Une plainte est déposée.

Comme le souligne Mme Fossaërt, en 1925, dans une lettre adressée à l'Inspection académique, « c'est un véritable revirement de l'opinion et il serait à souhaiter, pour assurer le triomphe du parti républicain que l'affaire des lettres anonymes soit jugée avant les élections municipales »¹⁰².

Lors de la distribution des prix à l'école Saint-Joseph en 1925, seuls deux conseillers municipaux sur douze sont présents. Le maire s'est également abstenu d'y assister.

En 1926, l'établissement catholique ferme ses portes pour des raisons financières faute de soutien¹⁰³. Toutes les élèves rejoignent donc l'école communale. Les tensions finissent par s'estomper. L'abbé Thobois décède dans la paroisse quelques jours après la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne en septembre 1939.

L'arrondissement de Montreuil demeure un espace attaché à ses traditions et à la religion catholique. Le progrès se diffuse à travers de nombreuses associations agricoles fondées dans

⁹⁹ Arch. dép., T1547/11, Dossier de carrière de Mme Fossaërt Tellier.

¹⁰⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, 2O 11799. Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal. 7 conseillers votent « pour », 5 « contre ».

¹⁰¹ Arch. dép., *Op. Cit.*, T1547/11. Lettre adressée à M. l'Inspecteur Académique le 10 juin 1924.

¹⁰² *Ibidem*.

¹⁰³ FORESTIER B, *Op. cit.*, p 121-134.

la seconde moitié du XIX^e siècle. Celles-ci sont relativement politisées et aussi bien gérées par des républicains que par des conservateurs.

III) L'apparition de groupements en faveur de l'innovation

Au XIX^e siècle, des groupements agricoles apparaissent pour accompagner les paysans dans la voie de l'innovation. La Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer est l'un des principaux acteurs du développement agricole sur le territoire par ses actions, comme l'organisation de concours visant à récompenser les innovations et les meilleurs éleveurs. Les syndicats, les comices, les caisses de Crédit agricole et les mutuelles contre la mortalité du bétail contribuent également au progrès, de même que les professeurs d'agriculture et les instituteurs des campagnes qui jouent un grand rôle dans la formation des jeunes exploitants aux nouvelles pratiques culturales. Comment ces associations agricoles participent-elles au développement de l'agriculture dans l'arrondissement?

La Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer

La Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer est fondée en 1821. Elle est à l'origine du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil, de la Caisse de Crédit agricole et de la Caisse de réassurance mutuelle bétail¹⁰⁴. Ses principaux objectifs sont la diffusion du progrès et la défense des intérêts agricoles.

Un nombre croissant d'adhérents

Un quart de siècle après sa fondation, la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer ne compte que 32 membres¹⁰⁵. Il faut attendre la dernière décennie pour assister à une véritable explosion du nombre de sociétaires : 176 en 1889¹⁰⁶, 420 en 1899¹⁰⁷ et 500 en 1901¹⁰⁸. À la fin du XIX^e siècle, elle est la société d'agriculture du département comptant le plus grand nombre d'adhérents et disposant des ressources financières les plus élevées¹⁰⁹.

Les membres de la Société d'agriculture de Montreuil sont principalement originaires des cantons littoraux et du sud de la Canche. Dans le Haut-Pays, ils sont moins nombreux, probablement parce que la distance qui les sépare du siège de l'association, situé dans la ville de Montreuil, est relativement importante. En effet, en août 1890, les cantons de Fruges¹¹⁰ et d'Hucqueliers comptent respectivement 21 et 25 sociétaires, contre 54 autour de Montreuil, 36 dans l'Hesdinois et 32 dans les régions d'Étaples et de Campagne¹¹¹.

Toutefois, dans les années 1890, avec l'apparition du chemin de fer d'intérêt local, le nombre de sociétaires explose dans les régions les plus éloignées du chef-lieu d'arrondissement. L'article 25 du règlement du concours agricole d'arrondissement permet

¹⁰⁴ VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p., p 350.

¹⁰⁵ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1847, p 230.

¹⁰⁶ *Conseil d'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, rapport du Sous-préfet*, Montreuil-sur-Mer, 1889, 34 p., p 9.

¹⁰⁷ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 385.

¹⁰⁸ *Journal de Montreuil*, 03.07.1901.

¹⁰⁹ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1898, p 334. En 1896, la Société d'agriculture de Montreuil compte 480 membres et dispose d'un budget de 25 906 francs et 31 centimes. Toutes les autres associations de ce type ont des ressources annuelles inférieures à 20 000 francs. L'écart résulte en partie de la différence du nombre de sociétaires, car ceux-ci versent, sous forme de cotisations, l'essentiel des recettes.

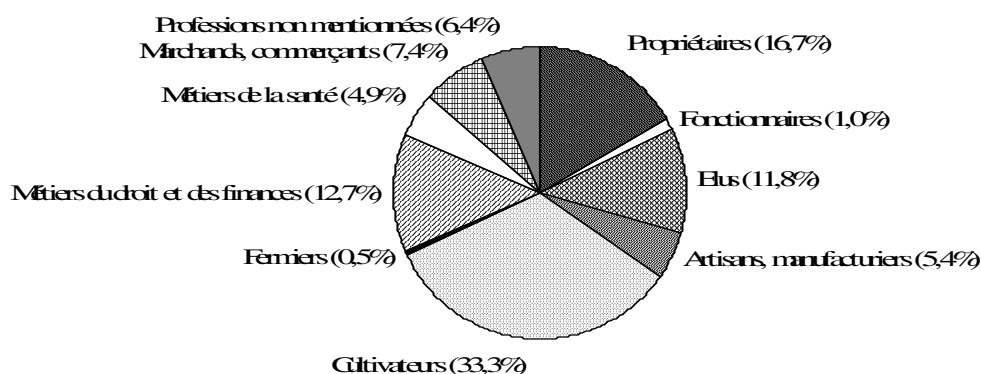
¹¹⁰ En 1865, un comice agricole est fondé à Fruges, concurrençant ainsi quelque peu la Société d'agriculture. Il est présidé par M. Boulenger et M. de Wailly de Wandonne. Mais, le groupement disparaît vers la fin des années 1870 faute de moyens financiers suffisants.

¹¹¹ *Le Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer*, août 1890.

d'évaluer la progression. Il stipule que « le concours se tiendra successivement au chef-lieu des cantons dans lesquels la Société comptera 60 membres au moins depuis un an »¹¹². La manifestation a lieu pour la première fois à Hucqueliers en 1894¹¹³. En trois ans, le nombre d'adhérents aurait donc plus que doublé dans le canton d'Hucqueliers.

Toutes les classes sociales ne sont évidemment pas représentées à la Société d'agriculture de Montreuil. En 1890, les cultivateurs sociétaires sont principalement des exploitants en grande culture. Aucun ouvrier ou journalier agricole n'adhère au groupement. Néanmoins, les paysans sont loin d'être majoritaires. Ils ne représentent qu'un tiers des adhérents. On trouve une part importante de propriétaires, d'élus locaux, mais aussi de notables, de marchands, de commerçants, de manufacturiers et d'artisans. Quelques vétérinaires, pharmaciens et docteurs en médecine font également partie de l'association. Les fonctionnaires, notamment les instituteurs, sont peu présents. Les sociétaires sont donc des ruraux aisés. En effet, pour adhérer à la Société d'agriculture, il faut verser chaque année une cotisation. Celle-ci est de 10 francs en 1899, soit l'équivalent d'une semaine de salaire pour un journalier agricole en période hivernale¹¹⁴.

Document 46 : La répartition des membres de la Société d'agriculture de Montreuil par catégorie socioprofessionnelle en 1890



Source : *Le Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer*, août 1890.

Les actions de la Société d'agriculture en faveur du progrès

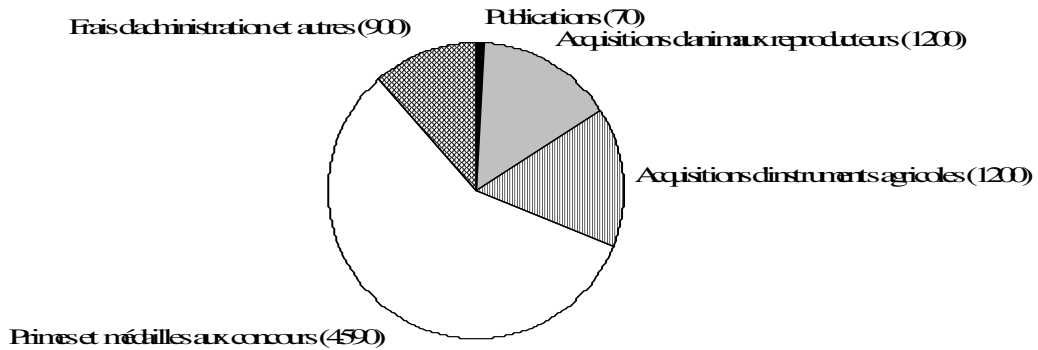
La Société d'agriculture de Montreuil a pour objectif de moderniser l'agriculture montreuilloise. Pour cela, elle organise des concours agricoles auxquels elle consacre plus de la moitié de son budget, et se procure du matériel et des bêtes plus productives, de races améliorées, qu'elle destine à la revente sur la place de Montreuil à moindre coût.

¹¹² *Journal de Montreuil*, 11.02.1892.

¹¹³ *Idem*, 12.07.1894. Le concours a lieu le dimanche 8 juillet 1894 sur la place d'Hucqueliers.

¹¹⁴ En 1898, dans l'arrondissement de Montreuil, un journalier gagne en moyenne 1 franc 50 par jour l'hiver et 2 francs par jour l'été.

**Document 47 : Les dépenses de la Société d'agriculture
de Montreuil-sur-Mer pour l'année 1872 (en francs)**



Source : Rapport du Sous-Préfet de Montreuil sur la situation agricole de l'arrondissement, juillet 1873.

Le concours annuel est l'une des activités de la Société d'agriculture qui suscite le plus d'intérêt dans la masse des sociétaires et tient incontestablement un rôle essentiel¹¹⁵. Les nombreuses pages de publicité, de présentation et de comptes rendus consacrées à ce type de manifestation dans le *Journal de Montreuil* en témoignent. Le concours permet de stimuler le développement des productions animales et de contribuer à l'amélioration des cheptels en récompensant les meilleurs éleveurs. Cette activité constituerait également un excellent moyen d'accélérer le progrès technique, en agissant directement auprès des constructeurs locaux¹¹⁶. Le concours gratifie les serviteurs de l'agriculture, les chevaux de trait, les ovins, les bovins, les porcins, les animaux de basse-cour, les produits divers et les instruments agricoles¹¹⁷.

La Société d'agriculture de Montreuil achète également des animaux reproducteurs et des outils agricoles qu'elle revend aux exploitants. Le but est évidemment d'améliorer les troupeaux et de développer l'équipement des fermes. Au milieu du XIX^e siècle, elle se procure des ovins de race anglaise à la Bergerie royale de Montcavrel fondée en 1841 puis à la Bergerie impériale du Haut-Tingry¹¹⁸. Celle-ci propose chaque année aux éleveurs du département 20 à 40 béliers : des *Dishley*, des *New-Kent*, des *Southdown* ou des *Dishley-Mérinos*¹¹⁹. Dans la dernière décennie, la Société d'agriculture de Montreuil préfère acheter des ovins provenant directement de l'Angleterre par l'intermédiaire du directeur de l'école de Berthonval. Il s'agit de béliers *Dishley-Mérinos* « de race plus pure que ceux que l'on trouve à Paris et à des prix beaucoup plus modérés »¹²⁰. L'association se procure également, chaque année, des bovins dans les Flandres, à la foire des rameaux de Bergues. Ces bêtes sont beaucoup plus productives que les anciennes vaches boulonnaises au pelage noir qui prédominent encore au nord de la Canche et dans le Haut-Pays dans la seconde moitié du XIX^e siècle¹²¹. Voici quelques exemples d'achats. En 1881, la Société d'agriculture de

¹¹⁵ Il a lieu chaque année en juin ou en juillet.

¹¹⁶ MARECHAL Ch. (dir.), *Les machines agricoles dans le Pas-de-Calais 1891-1898, Rapports*, Arras, 1899, 190 p., p 6

¹¹⁷ *Journal de Montreuil*, 1850-1914.

¹¹⁸ La Bergerie royale de Montcavrel est transférée au Haut-Tingry, près de Boulogne, en 1859. Mais, pour des raisons budgétaires, la bergerie impériale du Haut-Tingry est à son tour transférée à Grignon en 1888.

¹¹⁹ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 297.

¹²⁰ *Journal de Montreuil*, 02.03.1898.

¹²¹ « Les vaches y sont petites et d'une conformation désagréable. Le peu de soins du cultivateur, le mauvais choix des taureaux, la mauvaise habitude d'employer les vaches et les taureaux à la reproduction avant l'âge

Montreuil acquiert trois taureaux flamands et deux béliers, l'un de race *Dishley* et l'autre de race *Mérinos*. Les bêtes sont cédées aux cultivateurs de l'arrondissement à la condition que ces derniers les conservent pendant deux ans pour la reproduction¹²². En 1897, l'association achète cinq taureaux qu'elle revend la veille de Pâques à des sociétaires exploitants en grande culture¹²³: M. de France de Lefaux¹²⁴, M. Tétu de Saint-Josse, M. Panet d'Herly¹²⁵, M. Brasseur de Beaurainville et M. Lecerf de Clenleu.

La Société d'agriculture de Montreuil fait également chaque année l'acquisition d'instruments agricoles innovants qu'elle cède à prix réduit aux cultivateurs, le plus souvent le jour du concours annuel de l'arrondissement. En 1898, elle met notamment en vente deux trieurs et un concasseur sur la place de Campagne-lès-Hesdin¹²⁶.

L'association propose aussi aux éleveurs de chevaux de trait boulonnais des saillies gratuites afin de préserver la race originelle. Seules les juments admises au *Stud Book*¹²⁷ sur décision d'une commission peuvent en bénéficier. En 1899, 135 poulinières sont inscrites sur le registre pour l'arrondissement de Montreuil¹²⁸.

Le développement de l'enseignement agricole est également l'un des objectifs de la Société d'agriculture de Montreuil. Au XIX^e siècle, l'idée préconçue que tout homme peut travailler la terre sans aucune formation professionnelle est remise en cause par les Pouvoirs publics. L'ignorance de la plupart des paysans et la méconnaissance des nouvelles pratiques culturelles constituent, en effet, un frein à la modernisation de l'agriculture. En 1845, le Conseil général de l'agriculture demande que l'enseignement agricole soit introduit dans les écoles primaires. Les instituteurs des campagnes deviennent ainsi des agents actifs du progrès. En 1864, la Société d'agriculture de Montreuil met en place un concours entre les instituteurs pour la propagation de l'instruction agricole¹²⁹. Les lauréats, maîtres et élèves, se voient accordés des diplômes et des médailles¹³⁰. En 1866, le Conseil d'arrondissement de Montreuil souhaite que des cours d'agriculture et d'horticulture soient données aux enfants des écoles primaires. Le 16 juin 1879, l'enseignement agricole devient obligatoire¹³¹. Le programme des cours d'agriculture professés dans les Écoles normales d'instituteurs est élaboré par le Ministère de l'agriculture.

Non seulement les instituteurs inculquent quelques notions d'agriculture et d'horticulture aux enfants, mais ils proposent également des cours pour les adultes après la

convenable, sont les causes de ces imperfections ». *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 252.

¹²² *Journal de Montreuil*, 21.07.1881.

¹²³ *Idem*, 09.04.1898. La première bête est adjudgée à 530 francs, la deuxième et la troisième à 500 francs, et enfin la quatrième et la cinquième à 410 francs.

¹²⁴ M. de France est vice-président de la Caisse de crédit pour les membres du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil. Il est aussi membre de la Chambre consultative d'agriculture de Montreuil.

¹²⁵ M. Panet, maire d'Herly, est membre de la Chambre consultative d'agriculture de Montreuil. Il représente le canton d'Hucqueliers.

¹²⁶ *Journal de Montreuil*, 02.03.1898.

¹²⁷ Un *Stud Book* est un registre contenant la généalogie et les performances des chevaux de même race.

¹²⁸ *Journal de Montreuil*, 28.01.1899. La répartition par canton des juments enregistrées en 1899 est la suivante : 19 dans le canton d'Étaples, 24 dans les cantons d'Hucqueliers et de Montreuil, 23 dans les cantons d'Hesdin et de Fruges, et enfin 22 dans le canton de Campagne.

¹²⁹ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 413.

¹³⁰ Le lundi 04 juillet 1898, 70 élèves par canton participent aux épreuves du Concours d'Agriculture organisé par la Société républicaine d'Instruction, avec la collaboration de la Société d'agriculture de Montreuil. Voici une des séries de questions posées aux concurrents de sexe masculin : « Comment appelle-t-on les terres dans lesquelles l'argile domine ? Quels sont les inconvénients que présentent ces terres ? Comment peut-on corriger ces défauts ? ». *Journal de Montreuil*, 06.07.1898.

¹³¹ Avant 1879, l'agriculture était une matière facultative. *Arch. dép.*, série T, Les rapports d'inspection des instituteurs.

classe, destinés entre autres à les former aux nouvelles pratiques culturelles¹³². Pendant l'hiver 1888-1889, dans l'arrondissement, 610 adultes dans 40 écoles bénéficient de ces apprentissages¹³³. Néanmoins, la Société d'agriculture n'a pas d'influence directe sur ces formations.

De nombreuses conférences agricoles publiques sont également données par les professeurs départementaux. Ceux-ci ont pour mission de former les élèves de l'École normale primaire, mais aussi de parcourir les campagnes pour enseigner à la masse paysanne les nouvelles pratiques culturelles. En 1898, M. Jourdain¹³⁴, professeur d'agriculture, organise, chaque semaine, avec le concours de la Société d'agriculture de Montreuil¹³⁵, des réunions d'informations dans des communes de l'arrondissement. Ses conférences sont particulièrement suivies par les Montreuillois¹³⁶. Les sujets les plus fréquemment abordés portent sur l'utilisation des engrais chimiques. Mais, M. Jourdain ne se contente pas de réunir les cultivateurs pour vulgariser les nouvelles techniques de production, il distribue aussi gratuitement des graines et des végétaux sur l'ensemble du territoire. Par exemple, en mars 1898, il offre des greffes de pommes à couteau et de poire de table sur simple demande¹³⁷.

Document 48 : Les conférences publiques données en 1898 par M. Jourdain dans l'arrondissement de Montreuil et relevées par le *Journal de Montreuil*

Dates	Communes	Intitulés des leçons
Dimanche 09 janvier	Humbert	L'emploi des engrais et la laiterie
Dimanche 16 janvier	Bois-Jean	La culture de la betterave à sucre
Dimanche 23 janvier	Campagne-lès-Hesdin	La culture des céréales
Jeudi 27 janvier	Roussent	La culture de la betterave à sucre
Dimanche 13 février	Frencq	L'emploi des engrais au printemps
Dimanche 20 février	Wailly	L'emploi des engrais complémentaires
Dimanche 27 mars	Waben	Les cultures de printemps
Dimanche 03 avril	Sorris	De la sélection, dans ses applications à la production végétale et à l'exploitation du bétail.
Dimanche 15 mai	Beaurainville	Les travaux d'été et la culture du Tabac
Jeudi 19 mai	Parenty	Les engrais complémentaires et l'entretien des pâturages
Samedi 01 octobre	Montreuil (Société d'agriculture)	Les améliorations à apporter à la culture du blé
Dimanche 16 octobre	Enocq	Au champ de démonstration
Samedi 05 novembre	Montreuil (Société d'agriculture)	Le choix et la plantation des pommiers
Dimanche 13 novembre	Bourthes	L'entretien des prairies et des plantations
Mardi 07 décembre	Neuville	Avantages des caisses mutuelles de secours contre la mortalité du bétail
Samedi 11 décembre	Tortefontaine	De l'amélioration des terrains de vallée

Source : *Journal de Montreuil*, 1898.

¹³² Arch. dép., série T. Dans les rapports d'inspection de l'époque figure une rubrique appelée « cours d'adultes ». Par exemple, en 1882-1883, l'instituteur de Preures, Paul Deruelle, accueille douze adultes dans son école après la classe. Arch. dép., T1231/11, Paul Deruelle.

¹³³ *Conseil d'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, rapport du Sous-préfet*, Montreuil-sur-Mer, 1889, 34 p., p 8.

¹³⁴ Georges Jourdain, né en 1865, est professeur d'agriculture dans l'arrondissement de Montreuil, puis directeur des Services agricoles de la Somme et député de la Somme de 1924 à 1928. Il siège au groupe Gauche radical. Il décède en 1946.

¹³⁵ En juillet 1898, M. Jourdain est nommé Chevalier du Mérite agricole. Le samedi 01 octobre, la Société d'agriculture de Montreuil lui offre une croix en diamant de Chevalier du Mérite agricole.

¹³⁶ *Journal de Montreuil*, 1898.

¹³⁷ *Idem*, 23.03.1898.

Les limites de la politique agricole menée

L'une des premières limites de la politique menée par la Société d'agriculture de Montreuil en faveur du développement agricole est clairement énoncée dans le rapport du Sous-Préfet de Montreuil sur l'Agriculture daté de juillet 1873 : « *La situation agricole dans l'arrondissement est assez prospère, grâce aux encouragements donnés par la Société d'agriculture de Montreuil et le comice agricole de Fruges, dont les ressources, assez restreintes, ne permettent pas de donner une plus grande extension à ces derniers, soit pour acquérir des instruments perfectionnés, soit pour élever le chiffre des primes accordées à l'amélioration des races* »¹³⁸. En effet, pour les contemporains, les moyens financiers insuffisants dont dispose l'association constitueraient un véritable frein au développement de l'agriculture sur le territoire.

Les actions menées par l'association sont essentielles et contribuent incontestablement à la diffusion du progrès. Cependant, leur efficacité est relativement limitée. C'est notamment le cas du concours agricole de l'arrondissement qui se tient le plus souvent, depuis 1821, dans le canton de Montreuil, l'une des seules entités disposant d'un nombre suffisant de sociétaires, comme l'exige le règlement. Les concurrents du Littoral sont donc beaucoup plus nombreux à participer que les exploitants provenant du Haut-Pays et de la région d'Hesdin, et sont donc les plus récompensés. En effet, il semble peu aisé pour un éleveur de Fruges ou d'Hucqueliens de faire parcourir plusieurs dizaines de kilomètres à ses animaux. Seules les meilleures bêtes concourent¹³⁹. Il en est de même pour les constructeurs d'outils de culture. En effet, les charrons originaires du Haut-Pays à être récompensés aux concours agricoles sont rares. Peu d'entre eux se déplacent. Mais en 1894, à la manifestation organisée pour la première fois à Hucqueliens, ils remportent la moitié des prix dans la catégorie « Instruments agricoles »¹⁴⁰. Le constat est similaire pour les éleveurs hucquelois. Ces derniers remportent six à sept fois plus de prix¹⁴¹ dans les catégories animales¹⁴² au concours de 1894 qu'aux précédentes manifestations. Toutefois, les lauréats sont à peine plus nombreux. Ils reçoivent plus de médailles et de primes car la proximité du lieu du concours leur permet de présenter plus d'animaux.

Les éleveurs récompensés sont effectivement toujours les mêmes, quelque soit l'endroit où a lieu le concours. Ce sont des exploitants de vastes domaines. Par exemple, en 1898¹⁴³, sur les 60 prix distribués pour les espèces animales au concours agricole de Campagne, M. Gatoux de Waben en remporte 11 et M. Allart de Tortefontaine, 6¹⁴⁴. L'année suivante¹⁴⁵, M. Gatoux reçoit 15 récompenses dont 360 francs de primes¹⁴⁶. Les exploitants

¹³⁸ *Journal de Montreuil*, 17.07.1873.

¹³⁹ Les propriétaires ne peuvent pas acheminer toutes les bêtes aptes à concourir. Ils emmènent seulement les meilleurs animaux, ceux avec lesquels ils sont certains de remporter un prix car ils disposent de qualités reconnues.

¹⁴⁰ Il s'agit des instruments appartenant aux charrons ou aux constructeurs de l'arrondissement et ayant été construits par eux. Les charrons du canton d'Hucqueliens remportent quatre des neuf prix attribués dans cette catégorie.

¹⁴¹ Un prix est constitué d'une médaille et/ou d'une prime. Parfois, seules des « mentions honorables » sont attribuées.

¹⁴² Ils s'agit des ovins, des bovins, des porcs et des chevaux de toutes catégories.

¹⁴³ Annexe 7.

¹⁴⁴ *Journal de Montreuil*, 29.06.1898.

¹⁴⁵ Annexe 8.

¹⁴⁶ *Idem*, 15.07.1899. A titre de comparaison, le salaire annuel d'un valet de charrue nourri est en moyenne de 300 francs en 1899 dans l'arrondissement de Montreuil. Le montant total des primes perçues équivaut aussi au prix d'un taureau de race flamande de qualité. En 1898, les quatre bovins achetés par la Société d'agriculture sont revendus aux éleveurs entre 180 et 500 francs la tête.

remportant les prix sont naturellement les éleveurs les plus aisés, puisqu'ils possèdent les meilleures bêtes. Les participants aux concours sont également des sociétaires bénéficiant des animaux de race améliorée et du matériel de pointe. Ils sont également les bénéficiaires des ventes d'animaux et d'outils à prix modéré effectuées par la Société d'agriculture. On peut alors se demander quel est l'intérêt d'aider les paysans qui disposent déjà de moyens financiers suffisants pour développer leur structure de production.

Des dérives apparaissent, montrant également les limites du concours agricole. Des éleveurs présentent des animaux qu'ils empruntent à des exploitants vivant hors de l'arrondissement. La Société d'agriculture de Montreuil, consciente du problème, décide le 09 avril 1898, sur proposition de quelques membres, d'interdire cette pratique. Les éleveurs ne pourront désormais présenter que des animaux dont ils sont propriétaires depuis plus de six mois¹⁴⁷. Néanmoins, le concours agricole a le mérite d'attirer la foule et de rassembler un grand nombre de paysans spectateurs. Il apparaît ainsi comme une véritable vitrine de l'innovation.

La plupart des actions de l'association se limitent à la classe paysanne dirigeante, la plus aisée, c'est-à-dire à une minorité de cultivateurs. Mais, la Société d'agriculture mène également des politiques en faveur de tous les ruraux, même des paysans les plus modestes. Elle participe notamment à la formation des cultivateurs en soutenant l'enseignement agricole et encourage la création de syndicats et de caisses mutuelles communales.

L'apparition des caisses d'assurance locales

Ces caisses « répondent à un besoin, celui de partager les risques en cas de malheur et de procurer des garanties efficaces contre une prime modique »¹⁴⁸. Les compagnies d'assurance existent déjà au XIX^es, mais seuls les cultivateurs aisés peuvent y avoir recours car les cotisations sont onéreuses. Les caisses locales permettent donc à la masse paysanne de s'assurer à moindre coût et contribuent ainsi au progrès.

Les caisses locales d'assurance contre la mortalité du bétail sont les premières à apparaître sur le territoire. Elles se multiplient grâce aux subventions accordées par l'Etat et à la loi Vigier de juillet 1900¹⁴⁹. Cette dernière leur accorde l'exonération d'un certain nombre d'impôts. Le département compte 18 sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail en 1900 dont 12 sont fondées dans l'arrondissement de Montreuil¹⁵⁰.

Le développement spectaculaire de « l'Assurance Bétail » dans l'arrondissement

Le développement des caisses d'assurance contre la mortalité du bétail est rapide et spectaculaire dans l'arrondissement de Montreuil. Le nombre de groupements explose en cinq ans, passant de 10 en 1899 à 62 en 1903. Mais, l'augmentation du nombre d'adhérents est encore plus spectaculaire. Elle est de 660% en cours de la même période. On passe de 172 à 1352 affiliés entre 1899 et 1903¹⁵¹. Il en est également de même pour la valeur totale du capital assuré (équidés et bovins) qui progresse de 1465%. En 1913, 110 caisses sont recensées sur le

¹⁴⁷ *Id.*, 09.04.1898.

¹⁴⁸ HUBSCHER R., *Op. cit.*, p 628.

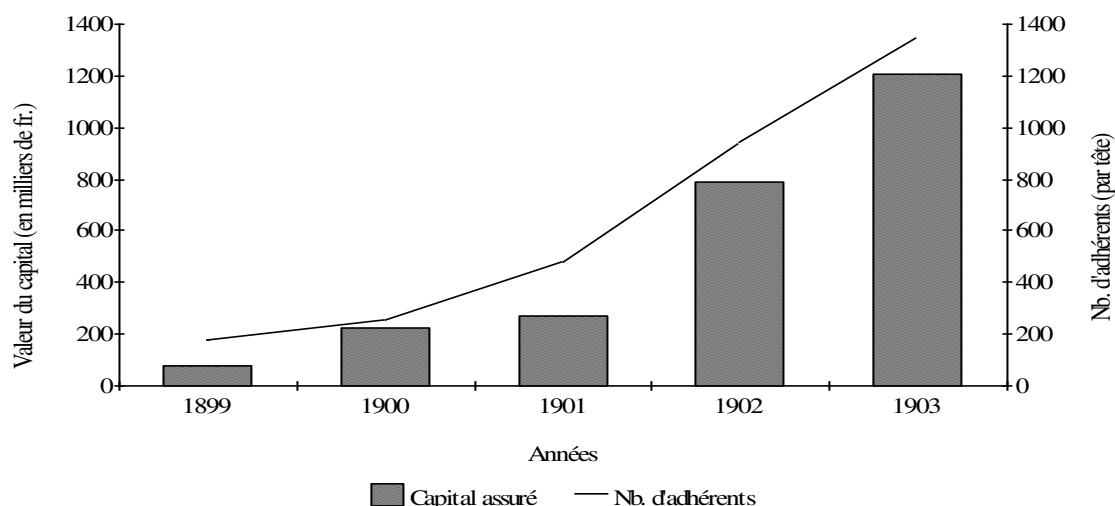
¹⁴⁹ *Ibidem*, p 658.

¹⁵⁰ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 391.

¹⁵¹ TRIBONDEAU J., « L'Assurance-Bétail dans le Pas-de-Calais » in *IV^e Congrès National des Syndicats Agricoles de France, Documents, Rapports, Comptes-rendus, Communications et Notes*, Arras, 1904, p 47-57, p 50.

territoire de Montreuil¹⁵². Parmi elles, certaines atteignent des records d'affiliation. C'est le cas notamment de la caisse de Maintenay qui compte 54 membres et assure au total 144 têtes de bétail en 1901, soit plus du tiers des bovins et des équidés recensés dans le village¹⁵³. Les caisses bénéficient toutes de subventions accordées par le ministère de l'agriculture leur permettant de se constituer « un fond de réserve destiné à assurer le paiement des indemnités en cas de pertes exceptionnelles »¹⁵⁴.

Document 49 : L'évolution du nombre d'adhérents et de la valeur du capital assuré de l'ensemble des caisses communales d'assurance contre la mortalité du bétail dans l'arrondissement de Montreuil de 1899 à 1903



Source : d'après les données fournies par M. Tribondeau lors du IV^e Congrès national des Syndicats agricoles de France qui a eu lieu en juin 1904 à Arras.

Les conditions d'affiliation varient selon les arrondissements. Dans le Montreuillois, la cotisation versée est proportionnelle à la valeur de l'animal : 1% pour les bovins, 2% pour les chevaux et 1% pour les ânes et mulets. En cas de perte, l'assuré perçoit une somme correspondant à 75% du prix estimé de la bête¹⁵⁵. Toutes les caisses communales sont solidaires les unes par rapport aux autres et perçoivent des subventions de l'Etat. Elles sont affiliées à la Caisse de réassurance de l'arrondissement de Montreuil moyennant un prélèvement de 20% sur le montant brut des cotisations qu'elles ont encaissées. En cas d'épizootie locale entraînant une forte mortalité animale, la caisse de réassurance permet à la caisse communale, si celle-ci ne dispose pas de ressources suffisantes, de pouvoir indemniser tous les assurés.

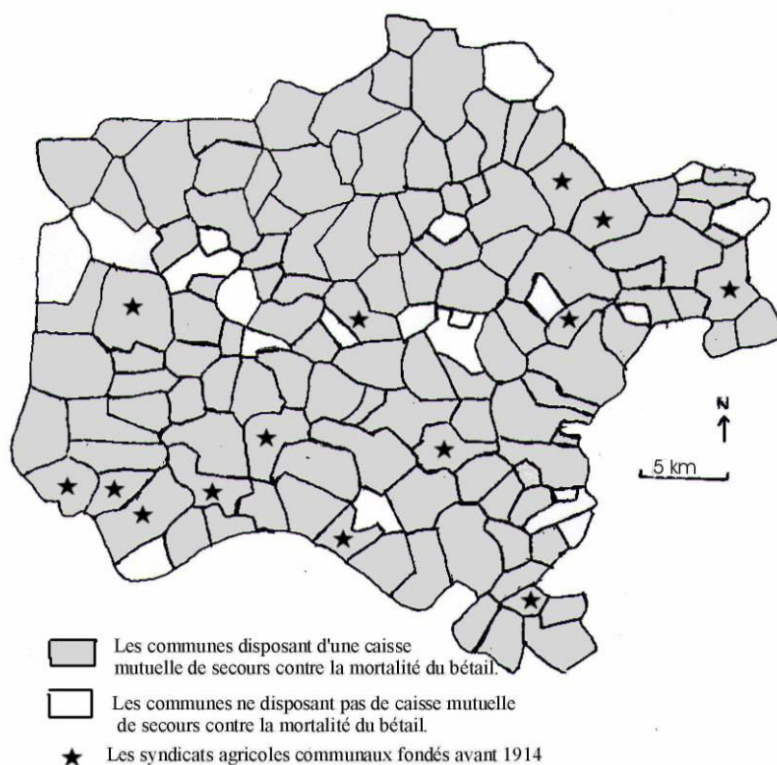
¹⁵² *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1914.

¹⁵³ Arch. dép., 7M61, Caisses d'assurance mutuelle agricole 1903-1914.

¹⁵⁴ *Ibidem*. Cette citation figure sur toutes les demandes de subvention adressées au sous-préfet.

¹⁵⁵ TRIBONDEAU J., « L'Assurance-Bétail dans le Pas-de-Calais » in *IV^e Congrès National des Syndicats Agricoles de France, Documents, Rapports, Comptes-rendus, Communications et Notes*, Arras, 1904, p 47-57, p 52.

Document 50 : Les caisses mutuelles d'assurance contre la mortalité du bétail et les syndicats communaux fondés avant 1914 dans l'arrondissement de Montreuil



Source : *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1909-1914.

L'arrondissement le plus mutualiste du Pas-de-Calais

La première caisse mutuelle contre la mortalité du bétail du département est créée le 31 décembre 1898 à Cléty, dans l'Audomarois, et la deuxième en janvier 1899 à Roussent, dans le Montreuillois. En 1903, le département compte 110 caisses locales contre la mortalité du bétail. Plus de la moitié est fondée dans l'arrondissement de Montreuil. Un assuré sur deux dans le Pas-de-Calais est d'origine montreuilloise.

L'importance de ces associations dans le Montreuillois par rapport aux autres arrondissements du département résulte probablement d'une politique plus active de la Société d'agriculture de Montreuil¹⁵⁶, mais également d'une fréquence élevée des épizooties sur le territoire¹⁵⁷, les cultivateurs se sentant ainsi plus concernés. Elle peut également s'expliquer par la faible influence des compagnies d'assurance déjà existantes au XIX^es dans le Montreuillois. En effet, l'arrondissement dispose du revenu par hectare le plus faible du Pas-de-Calais et d'une productivité animale relativement faible¹⁵⁸. Les exploitants pouvant se permettre d'assurer leur troupeau sont donc moins nombreux sur le territoire que dans l'Arrageois et le Béthunois.

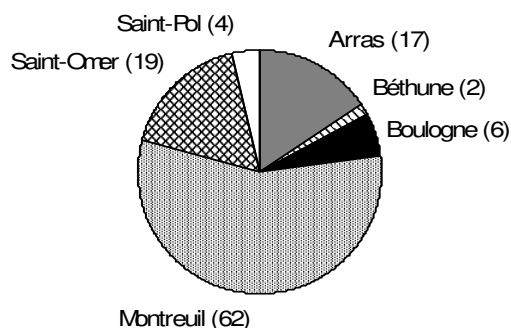
¹⁵⁶ De nombreuses conférences sont données par des professeurs d'agriculture sur le territoire pour inciter les communautés villageoises à fonder des caisses mutuelles contre la mortalité du bétail. C'est notamment le cas le 07 décembre 1898 à Neuville. M. Jourdain expose les avantages de ce type de groupement.

¹⁵⁷ C'est notamment le cas en 1903. Des cheptels porcins sont décimés dans les communes de Preures et Beussent par le rouget. Un arrêté préfectoral est mis en place afin d'éviter toute contagion. L'exposition et la vente au marché des animaux sont interdites.

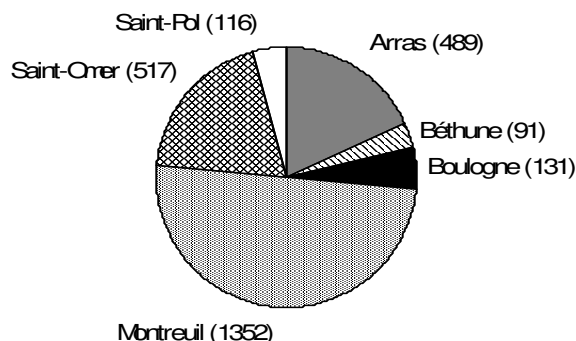
¹⁵⁸ Chapitres 2 et 3.

Documents 51-53 : Les Caisses d'assurance contre la mortalité du bétail dans le Pas-de-Calais en 1903

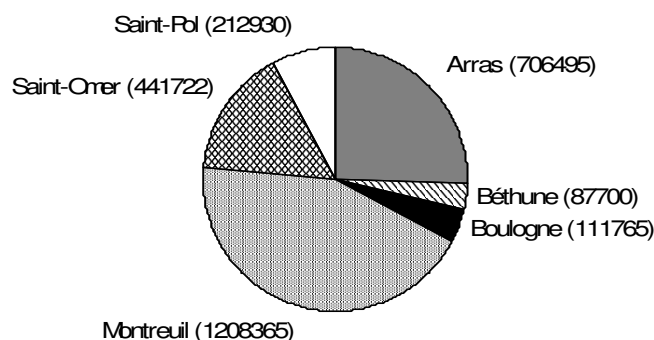
Le nombre de Caisses par arrondissement



Le nombre d'adhérents par arrondissement (par tête)



La valeur totale du capital assuré par arrondissement (en francs)



Source : d'après les données fournies par M. Tribondeau lors du IV^e Congrès national des Syndicats agricoles de France qui a eu lieu en juin 1904 à Arras.

Des affiliés de toute catégorie socioprofessionnelle

Des documents provenant des caisses locales tendent à montrer que la majorité des assurés sont des paysans. Toutefois, il est difficile de déterminer la part des exploitants parmi les affiliés pour l'ensemble de l'arrondissement, car les archives de la plupart des groupements sont incomplètes, voire inexistantes¹⁵⁹. À Capelle et à Caumont, par exemple, les adhérents sont exclusivement des cultivateurs et des ménagers¹⁶⁰. Mais dans d'autres localités, les agriculteurs ne sont pas les seuls à assurer leurs animaux¹⁶¹. Parmi les sociétaires, on trouve également des ouvriers agricoles, des artisans, des commerçants, des gardes champêtres, des cantonniers et des notables¹⁶². Dans le groupement de Recques-sur-

¹⁵⁹ Il faut notamment signaler que les archives relatives à ce type de mutuelle n'ont pas été conservées aux Archives départementales pour le canton de Fruges.

¹⁶⁰ A Capelle, la caisse compte six cultivateurs et dix-sept ménagers en 1904. A Caumont, elle regroupe sept cultivateurs et trois ménagers en 1903.

¹⁶¹ Arch. dép., 7M61, Caisses d'assurance mutuelle agricole 1903-1914.

¹⁶² A Verton, la mutuelle assure sept cultivateurs et deux brasseurs en 1902. A Bréwillers, elle regroupe six ménagers, un cultivateur, un cantonnier et un cabaretier en 1907. A Merlimont, elle compte quatre cultivateurs, deux cafetiers, un hôtelier et un entrepreneur en 1906. A Roussent, elle rassemble huit cultivateurs, dix-sept ménagers et un instituteur en 1899.

Course, les paysans sont même minoritaires. En effet, en 1908, seul un tiers des assurés vivent directement de l'agriculture¹⁶³.

Document 54 : Les membres de la Caisse contre la mortalité du bétail de Verton en 1902

Noms et prénoms	Professions	Nombre d'animaux assurés	
		Chevaux	Vaches
Racine Alfred	Cultivateur	4	-
Duhamel Louis	Cultivateur	1	6
Boursin François	Brasseur	2	6
Mercier Henri	Cultivateur	1	-
Bernard Abel	Cultivateur	2	1
Barbier Camille	Cultivateur	2	1
Dupont Benjamin	Cultivateur	-	2
Collier Eugène	Ménager	-	2
Boursin François	Brasseur	1	1

Source : Arch. dép., 7M61, Caisses d'assurance mutuelle agricole 1903-1914.

Document 55 : Les membres de la Caisse contre la mortalité du bétail de Recques-sur-Course en 1908

Noms et prénoms	Professions	Nombre d'animaux assurés	
		Chevaux	Vaches
Caron Joseph	Bûcheron	-	2
Hotier Augustin	Ouvrier agricole	-	1
Victor Menuge	Garde-Champêtre	-	2
Louver Arsène	Meunier	4	-
Dacquain Alfred	Cabaretier	-	1
Legrand François	Ménager	-	1

Arch. dép., 7M61, Caisses d'assurance mutuelle agricole 1903-1914.

L'apparition des caisses mutuelles contre l'incendie

À la veille de la Grande Guerre, deux caisses d'assurance mutuelle contre l'incendie sont fondées sur le territoire¹⁶⁴. Il s'agit des groupements de Raye-sur-Authie et de Buire-le-sec, fondés en 1913¹⁶⁵. Ces associations ont pour but d'assurer à moindre coût les habitations et les bâtiments agricoles. Au XIX^e siècle, les incendies sont relativement fréquents. Mais rares sont les ruraux pouvant se permettre financièrement d'assurer leurs biens immobiliers auprès d'une grande compagnie d'assurance. Les journaux locaux regorgent de ce type de faits divers. Parfois des rues entières, des écarts sont la proie des flammes. C'est notamment le cas en 1881, à Bourthes, dans le canton d'Hucqueliers. Voici un extrait du récit de l'évènement tragique paru dans le *Journal de Montreuil*, le jeudi 22 septembre 1881 :

Un incendie considérable s'est développé avec une rapidité effrayante à une heure et demie de l'après-midi, mardi dernier à Bourthes. Le feu, en quelques heures, a complètement détruit huit maisons non assurées et les récoltes qui venaient d'y être rentrées. Ce sinistre dû à la malveillance plonge onze ménages pauvres dans la ruine la plus complète (...).

¹⁶³ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M61.

¹⁶⁴ Le premier groupement fondé dans le département est celui de Vaulx-Vraucourt, dans l'arrondissement d'Arras, en 1909.

¹⁶⁵ Arch. dép., 7M64, Caisses d'assurance mutuelle agricole 1903-1914, Campagne et Étaples.

Le journaliste indique ensuite que toute la population s'est mobilisée pour venir en aide aux sinistrés et que M. le Sous-préfet de Montreuil s'est rendu aussitôt sur les lieux. Et comme il le souligne dans son article, aucun bien n'était assuré. On peut ainsi aisément comprendre pourquoi des associations locales, subventionnées par l'Etat, apparaissent sur le territoire à la veille de la Grande Guerre.

Le développement du syndicalisme

Le rôle principal des syndicats agricoles est avant tout de défendre les intérêts des agriculteurs, notamment « d'organiser les exploitants pour les faire bénéficier d'une série de prestations et fournir aux paysans des services permettant une meilleure résistance à la récession »¹⁶⁶. La libre constitution de ces associations professionnelles n'est permise que depuis la loi du 21 mars 1884¹⁶⁷.

Le Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil

Le Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil est fondé en 1895 sous le patronage de la Société d'agriculture de Montreuil. Les deux associations sont présidées par le même homme. Ils se partagent les mêmes locaux et disposent d'un bulletin d'information commun¹⁶⁸. Le syndicat n'est en fait que l'organe exécutif de la Société d'agriculture. Sa principale fonction est d'acheter des engrais, des semences, des animaux reproducteurs et des instruments agricoles en grande quantité, afin de faire diminuer les prix. Ainsi, les adhérents peuvent acquérir des produits à un tarif plus avantageux.

Le nombre de syndiqués augmente rapidement dans la dernière décennie avant la guerre. Il passe de 600 en 1899¹⁶⁹ à 1500 en 1911. Le Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil est affilié à la républicaine Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais et des départements voisins, fondée en 1897 et présidée par M. Graux, puis M. Boudenoot, sénateur et ancien député du Montreuillois¹⁷⁰.

Les membres du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil fondent en 1898 la Caisse de crédit agricole de Montreuil¹⁷¹, permettant ainsi aux cultivateurs d'investir plus largement dans les innovations.

Un autre groupement important est également fondé sur le territoire en 1907. Il s'agit du syndicat agricole du canton de Fruges.

Un retard par rapport au département

En 1905, l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer compte 17% de cultivateurs syndiqués contre 27% dans l'Arrageois, 22% dans l'arrondissement de Saint-Pol et 18% dans le Boulonnais. Le pourcentage est même supérieur à 50% dans les cantons de Saint-Pol,

¹⁶⁶ HUBSCHER R., *L'agriculture et la société rurale dans le Pas-de-Calais du milieu du XIX^e siècle à 1914*, Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais, 1979, 2 vol., 964 p., p 614.

¹⁶⁷ WALTER G., *Histoire des paysans de France*, Flammarion, 1963, 516 p., p 421.

¹⁶⁸ A partir de 1895, *Le Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer* devient *Le Bulletin de la Société d'agriculture et du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer*.

¹⁶⁹ *Journal de Montreuil*, 03.07.1901.

¹⁷⁰ *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 388.

¹⁷¹ LESUEUR E., *L'agriculture et les syndicats agricoles dans le département du Pas-de-Calais*, Paris, 1905, 326 p., p 198. La dénomination exacte de l'organisme fondé est la « Caisse de crédit pour les membres du syndicat agricole de Montreuil-sur-Mer ».

Audruicq, Aubigny, Avesnes et Croisilles¹⁷². De plus, les syndicats communaux du Montreuillois apparaissent plus tardivement que dans d'autres régions. Les premiers sont fondés à Waben, Groffliers, Maresquel et Regnaville en 1903¹⁷³, alors que des groupements sont créés dans les années 1890 dans d'autres arrondissements, notamment à Eclimeux, Lestrem, Vieil-Moutier et Loos-en-Gohelle¹⁷⁴. Le retard peut résulter d'une certaine réticence des paysans majoritairement conservateurs et catholiques d'adhérer à l'Union des syndicats dominée par les Républicains. Il peut également s'expliquer par le succès de la mutualité sur le territoire, concurrençant la fondation de syndicats locaux.

Des syndicats communaux inégalement répartis

À la veille de la Grande Guerre, l'arrondissement compte 14 syndicats communaux. Mais, ceux-ci sont inégalement répartis : Un seul groupement est fondé dans les cantons d'Hucqueliers et d'Hesdin, contre 3 associations à Fruges, 4 à Campagne et 5 à Montreuil. A Etaples, aucun organisme n'est recensé¹⁷⁵. Les quatre premiers syndicats, énumérés dans le paragraphe précédant, sont créés en 1903. D'autres groupements apparaissent un peu plus tard dans les communes suivantes : Aix-en-Issart en 1905 ; Sains-lès-Fressin, Lépine et Saulchoy en 1908 ; Conchil-le-Temple, Coupelle-Vieille en 1910 ; Verchocq et Boisjean en 1911 ; et enfin Saint-Josse et Verchin en 1912.

Tous les syndicats ne sont pas affiliés à la républicaine Union des syndicats présidée par le conseiller général de Fruges et député de l'arrondissement Louis Boudenoot. C'est notamment le cas de l'unique association existante dans le canton d'Hucqueliers à la veille de la Grande Guerre : le syndicat agricole de Verchocq, fondé par André de la Gorce, maire de la commune, le 18 novembre 1911. Elle fait partie du groupement syndical catholique qui naît en 1908 sous le nom de Fédération agricole du Nord de la France¹⁷⁶.

André de la Gorce est aussi le fondateur d'une caisse de secours contre la mortalité du bétail confessionnelle à Verchocq, qu'il finance avec ses propres deniers pour obtenir un fonds de réserve. Cette création, en 1909, n'est pas du tout appréciée par les Républicains et notamment par le Sous-préfet de Montreuil qui refuse d'attribuer au groupement la subvention généralement accordée par le Ministère de l'agriculture. Le Sous-préfet de Montreuil reproche à M. de la Gorce d'avoir fondé cette caisse de sa propre initiative et non sous le patronage de la Société d'agriculture de Montreuil. Dans une lettre adressée au Préfet du Pas-de-Calais, datée du 27 août 1909, il va même plus loin en affirmant que cette association « n'est en réalité qu'une arme de guerre destinée à combattre dans la région le régime républicain »¹⁷⁷.

L'existence de groupements intercommunaux spécialisés

Le 22 février 1842 est fondé le Syndicat de dessèchement de la Vallée d'Airon. Il se décompose en deux sections : le versant nord et le versant sud. Celles-ci sont administrées par une commission de sept membres, élus par l'ensemble des propriétaires possédant au moins un hectare. Le syndicat a la charge d'entretenir les travaux d'assèchement subventionnés par l'Etat. Le 10 mai 1851, deux autres associations apparaissent dans la vallée de la Canche : Le

¹⁷² HUBSCHER R., *Op. cit.*, carte p 622.

¹⁷³ Arch. dép., 7M18, Elections aux chambres d'agriculture en 1932.

¹⁷⁴ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 353.

¹⁷⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M18, *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1914.

¹⁷⁶ Elle devient en 1919 la Fédération agricole du Pas-de-Calais. M. André de la Gorce, conseiller général du canton d'Hucqueliers de 1913 à 1940, en est le vice-président.

¹⁷⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M61.

Syndicat des Bas-Champs de la Vallée de la Canche section de La Caloterie et le Syndicat des Bas-Champs de la Vallée de la Canche section de La Madeleine¹⁷⁸.

Le 11 novembre 1906, les cultivateurs du Montreuillois, producteurs de tabac, se regroupent et fondent le Syndicat des Planteurs de tabac de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer.

De 1870 à 1914, l'arrondissement de Montreuil demeure l'un des territoires les plus conservateurs et cléricaux du département. Il est l'un des derniers bastions du bonapartisme en France. Les Républicains ne remportent les élections législatives et cantonales qu'à partir du milieu des années 1880. Les élus appartiennent au « centre républicain », c'est-à-dire qu'ils font partie des républicains les plus conservateurs. Les radicaux et les socialistes obtiennent moins de 10% des suffrages exprimés en 1914. Le territoire est également marqué par un retour de la ferveur chrétienne. Celle-ci se manifeste par une hausse du nombre de pascalisants et de vocations ecclésiastiques, par le succès croissant des prédications et des processions en l'honneur des saints, et par la restauration ou l'élévation de nombreux monuments religieux.

Hucqueliers est incontestablement le canton le plus conservateur et cléricale de l'arrondissement. Les républicains n'emportent les élections cantonales qu'à partir de 1890, suite à la démission de l'un des derniers bonapartistes du Montreuillois. La population est particulièrement attachée à la religion catholique, comme en témoigne la forte proportion de pratiquants, l'élévation de nombreux monuments religieux, le succès des processions et des pèlerinages, notamment en l'honneur de saint Adrien, et le refus d'une laïcisation de la société vue à travers deux exemples : la fondation de l'école communale des filles de Preures et l'inventaire des biens de l'Eglise à Verchocq.

Or, Hucqueliers est l'une des régions les plus défavorisées du Pas-de-Calais. Les mentalités trop conservatrices pourraient donc expliquer le faible développement agricole. Mais cette hypothèse demeure fragile et cela pour deux raisons. Tout d'abord, le canton de Fruges est également l'une des contrées les plus déshéritées du département. Pourtant, il bénéficie d'une politique active menée en faveur du progrès par le républicain Louis Boudenoot, élu à la tête du canton depuis 1884. Rappelons que Louis Boudenoot, député puis sénateur, est l'un des républicains les plus influents du Pas-de-Calais. Il préside notamment l'Union des Syndicats à laquelle sont affiliés les syndicats d'arrondissement, dont celui de Montreuil, qui est l'organe exécutif de la puissante Société d'agriculture de Montreuil. Ensuite, des conservateurs contribuent véritablement au développement agricole dans le canton d'Hucqueliers. L'un des plus actifs n'est autre qu'André de la Gorce, professeur de droit à la Faculté catholique de Lille, maire de Verchocq et conseiller général d'Hucqueliers à partir de 1913. Il est le fondateur d'une caisse de secours mutuelle contre la mortalité du bétail qu'il finance de ses propres deniers et du premier syndicat du canton, confessionnel. En 1919, il est le vice-président de la Fédération agricole du Pas-Calais, un syndicat catholique, opposé à la républicaine Union des Syndicats.

Sur le territoire, le progrès se diffuse à travers de nombreuses associations agricoles fondées dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Celles-ci sont relativement politisées. L'arrondissement dispose d'ailleurs de l'une des sociétés d'agriculture les plus puissantes du département. Elle renferme également plus de la moitié des caisses mutuelles contre la mortalité du bétail du Pas-de-Calais à la veille de la Grande Guerre.

¹⁷⁸ Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

PARTIE II

UNE MONTÉE EN PUISSANCE DE LA MODERNITÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

CHAPITRE 5 : L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL DANS LA GRANDE GUERRE (1914-1918)

Du milieu du XIX^e siècle à 1914, l'agriculture et la société rurale dans l'arrondissement de Montreuil sont en pleine mutation. Les productions végétales et animales progressent. La pratique de la jachère s'estompe. L'agriculture se mécanise et les campagnes se vident d'une partie de leur main-d'œuvre. Les marchés et les foires de l'arrondissement sont à leur apogée. De nombreuses associations, dont la plus influente est la Société d'agriculture de Montreuil, sont fondées dans le but de défendre les intérêts des cultivateurs, mais surtout de promouvoir de nouvelles méthodes de production. C'est dans ce contexte qu'éclate la Grande Guerre. L'agriculture montreuilloise doit alors relever un véritable défi : accroître la productivité pour satisfaire les besoins croissants en matière de ravitaillement, tout en palliant le manque de bras et en s'adaptant aux aléas du conflit mais aussi du climat. Pour cela, toute la société se mobilise et contribue à l'effort de guerre.

I) Un territoire proche du Front

Le territoire n'est pas directement touché par le conflit. Les zones de combat se situent dans le sud-est du département, dans les deux tiers du bassin minier et de l'Arrageois. Mais, l'arrondissement n'est pas pour autant épargné par la guerre. Il fait partie de la « zone des armées », un espace dans lequel l'autorité militaire prévaut sur l'autorité civile. La proximité par rapport au front se traduit notamment par l'incursion d'avions allemands sur le territoire, et donc par d'importants bombardements.

L'arrondissement de Montreuil : « la zone des armées » britanniques

Le Montreuillois, une plaque tournante dans l'organisation des offensives alliés

Proche du front, le Montreuillois devient la véritable plaque tournante de l'organisation des offensives britanniques. En mars 1916, le maréchal Douglas Haig, le commandant en chef des armées britanniques, établit son quartier général à Montreuil. Il séjourne dans le château de Beaurepaire, à Beaumerie¹. La plupart des officiers cantonnent également à l'extérieur de la ville. Le général Fowke occupe notamment le château de la Bruyère, à Sorus, et le général Murray, responsable des services ferroviaires, s'installe dans le château de Monthuys à la Caloterie.

Le château de Beaurepaire devient rapidement un haut lieu décisionnel et stratégique. Au cours de la guerre, de nombreuses personnalités politiques, civiles et militaires sont accueillies par le maréchal Haig : George V, Raymond Poincaré, Clémenceau, Joffre, Foch, Churchill, Lloyd George et le Rajah de Ratlam. Le roi d'Angleterre George V rencontre notamment le Président de la République française, Raymond Poincaré, à Beaurepaire, le 8 août 1916. Il passe même plusieurs nuits au château en novembre 1918.

De petits quartiers généraux de campagne sont également établis sur le territoire. Par exemple à Verhocq, dans le nord-est de l'arrondissement, Winston Churchill s'installe avec ses troupes dans le château de l'académicien Pierre de la Gorce, le père du conseiller général d'Hucqueliers. Il dirige un bataillon des *Royal Scots fusiliers*. Dans ses mémoires, il relate son séjour dans ce lieu². Voici notamment ce qu'il écrit : « À partir du mois de mai, le

¹ HODICQ Y., *Montreuil-sur-Mer 1914-1918, Une petite ville du Pas-de-Calais au temps du G.H.Q. britannique*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, 2002, 188 p., p 65-75.

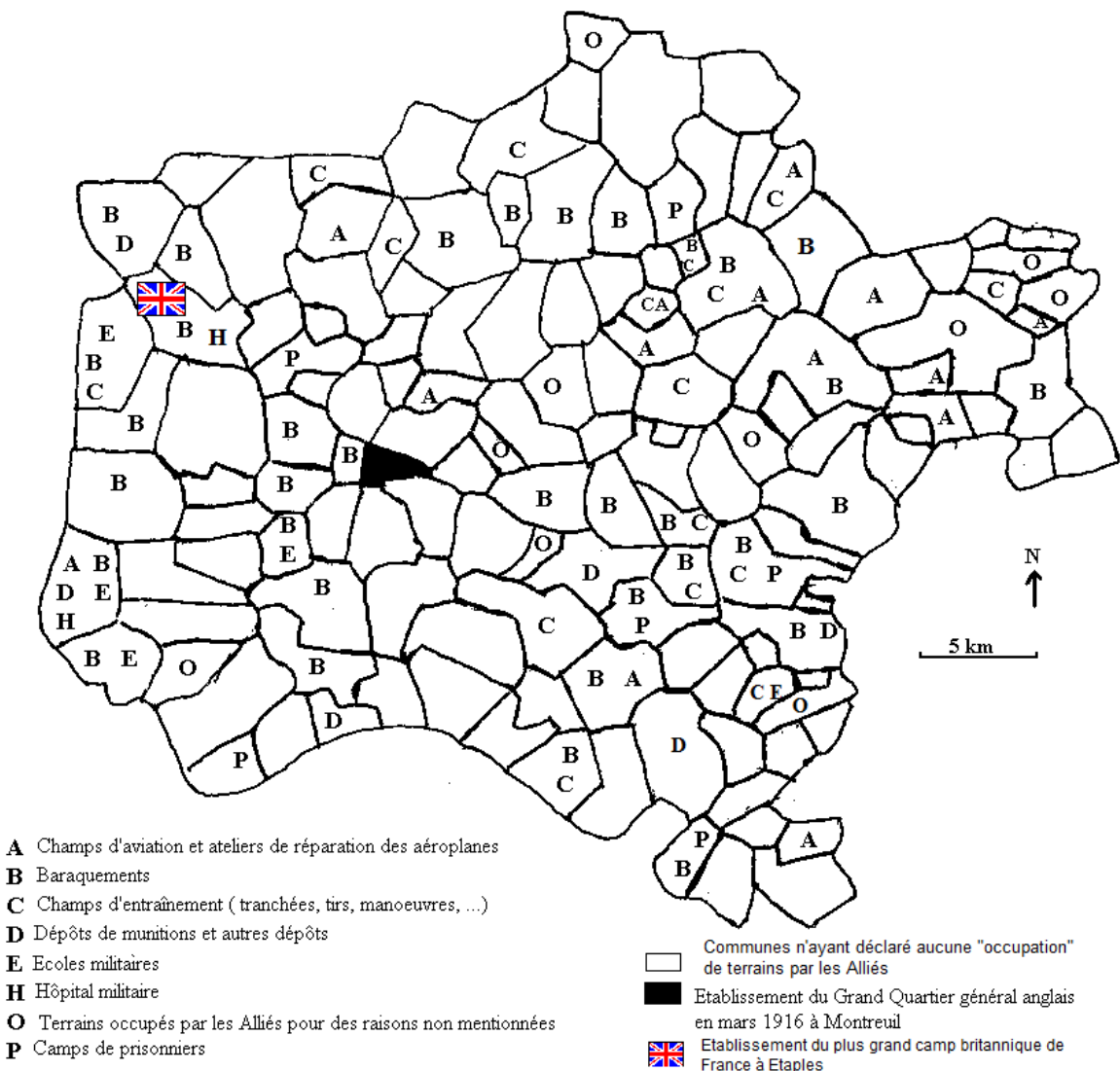
² CHURCHILL W., *La crise mondiale*, tome 3, 1916-1918, Paillot-Paris, p 525.

commandant en chef m'avait donné une sorte de quartier général régulier dans la zone des armées. J'avais quelques chambres et des facilités de cuisine, dans une vieille maison de campagne française, au milieu de merveilleuses avenues d'arbres, au village de Verchocq ». Dans ce château, Winston Churchill reçoit à plusieurs reprises Louis Loucheur, le ministre français de l'Armement.

Une présence militaire massive

Des baraquements sont construits dans de nombreuses communes. C'est le cas à Étaples où est installé le plus grand camp britannique de France. Plus d'un million de soldats anglo-saxons transitent par la ville au cours de la guerre. Au nord de la cité, une vingtaine d'hôpitaux, pour une capacité totale de 22 000 lits, sont construits pour accueillir les blessés venant du front. De nombreux centres vétérinaires pour équidés sont également établis.

Document 56 : Les principales communes de l'arrondissement de Montreuil occupées par les armées alliées pendant la Grande Guerre



Sources : d'après les listes des terres et biens occupés pendant le conflit, établies en 1922 par les municipalités, à la demande du Contrôleur départemental des régions libérées.

Les alliés prennent également possession de vastes surfaces planes pour les besoins de l'aviation. La plaine d'Autimbert à Cormont d'une contenance d'environ dix-huit hectares et une parcelle de quarante hectares située dans le hameau de Saint-André à Gouy-Saint-André sont notamment transformées en champs d'aviation³. Des terres sont aussi réquisitionnées pour l'entraînement des soldats. Des tranchées sont notamment creusées sur trois hectares à Campagne-lès-Hesdin. Dix hectares de labours à Offin et trois hectares à Hubersent sont transformés en champ de tir et de manœuvre. Des dépôts de munitions et de matériels sont installés à Beaurainville, Dannes, Camiers, Mouriez, Berck et Nempont-St-Firmain. Du pétrole est notamment stocké à Huby-St-Leu.

Des prairies sont également réquisitionnées et transformées en terrain de football pour distraire les poilus. C'est notamment le cas à Gouy-St-André, Fressin et Marconnelle. À Brexent-Enocq, Ecquemecourt, Aubin-St-Vaast, Cavron-St-Martin, Wicquinghem, Raye-sur-Authie et Colline-Beaumont sont établis des camps de prisonniers allemands.

De nouvelles infrastructures ferroviaires sont construites pour acheminer le matériel de guerre et les soldats britanniques sur le littoral. Le nombre de lignes de chemin de fer, reliant Boulogne à la Somme, en passant par Étaples, est multiplié par quatre. Des établissements militaires britanniques sont également fondés dans l'arrondissement de Montreuil : un hôpital à Berck, une clinique vétérinaire au Touquet et des écoles pour former les élites de l'armée⁴.

Une bonne cohabitation entre les civils et les militaires alliés

« Je n'oublie pas que Montreuil a été durant la guerre le QG de nos armées et que tous mes sujets conservent un excellent souvenir de l'accueil fait par la population de l'arrondissement »⁵. Ces paroles prononcées par le roi d'Angleterre George V en mai 1922 tendent à montrer que les militaires britanniques et les Montreuillois entretiennent pendant la guerre de bons rapports. Mais les réquisitions de denrées, de logements et de terres opérées par les alliés ne sont pas toujours acceptées par les habitants. Des cultivateurs considèrent notamment que les indemnités qui leur sont versées sont trop faibles. De plus, les soldats cantonnés sur le territoire sont responsables de nombreux dégâts, le plus souvent d'incendies accidentels de grange ou de saccages de cultures lors des manœuvres d'entraînement militaire⁶. C'est notamment le cas à Écuire, au début du mois de janvier 1916. La grange de la ferme du Moulin du Paon, abritant des militaires britanniques de la classe 916, est la proie des flammes. Des vêtements, du linge, des équipements et des fusils brûlent, de même que six milles bottes de luzerne⁷. La réquisition des bâtiments de ferme pour loger les poilus britanniques pose également un autre problème, dénoncé par le Conseil d'arrondissement de Montreuil en 1917⁸. Pour permettre aux militaires de s'installer dans les hangars, les exploitants agricoles n'ont pas d'autre choix que de mettre les instruments de culture dans la cour. Or, ceux-ci, exposés aux intempéries, se dégradent rapidement et deviennent inutilisables.

Des soldats commettent également des délits. Mais ceux-ci sont plus rares. Au début de la guerre, à l'arrivée des troupes britanniques, le café Moronval-Wallon à Créquy est

³ Arch. dép., 10R1/38, Occupation de terrains.

⁴ *Ibidem*.

⁵ HODICQ Y., *Op. cit.*, p 119.

⁶ *Journal de Montreuil*, 25.06.1916 et 14.11.1916. L'hebdomadaire insiste notamment sur l'émotion que suscite l'attitude de soldats britanniques et surtout sur « l'effort surhumain des cultivateurs » pour assurer une production satisfaisante pour nourrir la population.

⁷ *Idem*, 09.08.1916.

⁸ *Id.*, 21.10.1917.

cambriolé. Le tiroir-caisse est retrouvé vide dans une ruelle près du commerce⁹. Albert Moronval, résidant à Créquy pendant la guerre, signale ce vol, mais insiste sur le fait qu'il s'agit du seul délit commis par des soldats britanniques dans la commune. Il qualifie d'ailleurs le cambriolage d'« accident ». Il précise que les Anglo-saxons sont des hommes disciplinés, propres et polis.

À Étaples, les riverains du camp britannique sont victimes de débordements liés à la consommation excessive de boissons alcoolisées. Les bagarres entre soldats en état d'ébriété semblent fréquentes dans les rues de la ville malgré la surveillance des gendarmes français et de la police militaire anglo-saxonne. Il semblerait que « les soldats de sa majesté avaient le coup de poing facile »¹⁰. Néanmoins, les relations ne sont pas toujours aussi tendues entre les civils et les militaires, comme en témoigne les quelques mariages célébrés entre des Étaploises et des Britanniques.

Des civils commettent également des délits contre les militaires. Les comptes-rendus d'audience figurant dans le *Journal de Montreuil* en témoignent. En septembre 1918, une femme est notamment condamnée à un an de prison et à 400 francs d'amende pour « recel d'objets britanniques »¹¹. En janvier 1918, un cultivateur de Saint-lès-Fressin tire avec un fusil de chasse sur un soldat britannique et le blesse aux jambes. Le militaire « cassait du bois dans la cour de la ferme (...), et ce, malgré la défense qui lui en avait été faite »¹².

À Verchocq, des contemporains du conflit insistent plus largement sur les bonnes relations qui existent entre les civils français et les soldats anglo-saxons¹³. Les enfants se voient notamment offrir par les Britanniques des fruits qu'ils n'ont pas pour habitude de consommer : des oranges et des dattes. Les hommes du village découvrent le tabac blond et les cigares de « Havane ». Les échanges sont également culturels. Les jeunes Montreuillois apprennent quelques mots anglais. Ils découvrent également le *football*. Les villageois et les Britanniques communiquent en utilisant un vocabulaire issu du mélange des deux langues.

L'arrondissement de Montreuil : une terre d'accueil

L'afflux de plusieurs milliers de réfugiés sur le territoire

L'occupation par l'armée allemande de la Belgique, du département du Nord et du sud-est du Pas-de-Calais entraînent d'importants déplacements de population. Les territoires épargnés accueillent ainsi plusieurs dizaines de milliers de réfugiés : 68 000 en décembre 1914, 155 000 en octobre 1918. L'arrondissement de Montreuil est la deuxième terre d'accueil dans le département, derrière le Béthunois. En juillet 1918, 30 158 réfugiés sont recensés dans le Montreuillois, soit près d'un cinquième de la population évacuée et installée dans le Pas-de-Calais¹⁴. Mais, le nombre de réfugiés double sur le territoire lors de l'offensive allemande au printemps 1918. Les effectifs passent de 16 460 en mars à 29 148 en mai¹⁵.

⁹ MORONVAL A., « Souvenirs à propos de la guerre 1914-1918 à Créquy » in *Bulletin Historique du Haut-Pays*, n°14, 1977, p 47-48. Extrait de la correspondance échangée entre Albert Moronval et René Lesage, lettre du 26 mai 1968.

¹⁰ BAUDELICQUE P., *Histoire d'Étaples des origines à nos jours*, Saint-Josse-sur-Mer, Imprimerie du Moulin, 1996, Tome II, 522 p., p 137.

¹¹ *Journal de Montreuil*, 15.09.1918.

¹² *Idem*, 06.01.1918.

¹³ BELLENGUEZ P., « Les Britanniques et Churchill à Verchocq pendant la Première Guerre mondiale » in *Bulletin Historique du Haut-Pays*, n°42, 1991, p 136-137. L'auteur a recueilli les témoignages de Mme Carlu, de Paul Dumetz de Verchocq et du propriétaire du château de Verchocq Pierre de la Gorce.

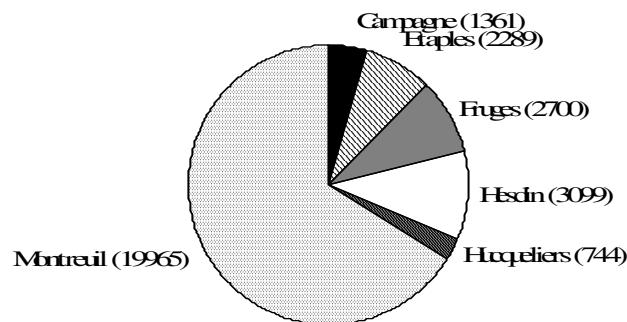
¹⁴ Arch. dép., 11R2092, Statistique des réfugiés, 1918.

¹⁵ *Ibidem*.

L'afflux de réfugiés dans le Montreuillois est encadré par l'autorité civile. Le sous-préfet organise l'acheminement et la répartition sur le territoire des habitants quittant les zones occupées par l'armée allemande. Le département compte trois centres d'évacuation dont deux dans des bourgs de l'arrondissement de Montreuil, à Fruges et à Hesdin. Près de 79% des évacués accueillis dans le Montreuillois sont originaires du département en juillet 1918.

Les réfugiés ne sont pas répartis uniformément sur le territoire. Les deux tiers d'entre eux sont installés dans le canton de Montreuil. La ville de Montreuil joue donc également un rôle capital dans l'organisation de l'évacuation des zones occupées par l'ennemi. Au printemps 1918, de nombreux objets d'art, des archives et divers autres documents sont acheminés dans la cité montreuilloise par crainte d'une percée allemande. C'est notamment les cas d'une collection de tableaux provenant d'Hesdigneul-lès-Béthune ou encore des archives municipales d'Auchel, de Norrent-Fontes et de Théroouanne¹⁶.

Document 57 : La répartition des réfugiés dans l'arrondissement de Montreuil par canton en juillet 1918 (nombre d'individus évacués présents sur le territoire)



Source : Arch. dép., 11R2092, Statistique des réfugiés, 1918.

Des réfugiés traumatisés par la guerre

Les familles rapatriées et installées sur le sol montreuillois ont tout abandonné pour fuir les atrocités de la guerre. Sans ressource, elles n'ont donc pas d'autre choix que de solliciter une aide financière à l'État français. Ainsi de nombreuses lettres de secours sont envoyées au cours de la guerre à la sous-préfecture de Montreuil par les réfugiés. Ces derniers n'hésitent d'ailleurs pas à faire part au sous-préfet des souffrances qu'ils ont endurées et des sacrifices qu'ils ont faits. Parmi les nombreuses lettres de requêtes conservées aux Archives départementales, celles de M. Gayet de Preures et de la famille Flahaut sont véritablement significatives. Elles témoignent du traumatisme dont sont victimes de nombreux rapatriés des zones occupées par l'ennemi.

Le 17 novembre 1917, M. Gayet de Preures demande au sous-préfet de Montreuil une aide financière pour pouvoir couvrir les frais de fournitures scolaires de son fils Clovis, élève à l'école primaire supérieure de Montreuil. Voici un extrait de la lettre qu'il adresse au sous-préfet de Montreuil et dans lequel il narre son vécu¹⁷ :

¹⁶ HODICQ Y., *Op. cit.*, p 154.

¹⁷ Arch. dép., 3Z220, Guerre 1914-1918, Secours aux réfugiés.

(...) *Je suis instituteur de Vendin-le-Vieil, canton de Lens-Est, réfugié à Preures en qualité d'instituteur public provisoire*¹⁸. *Je suis évacué depuis le 6 octobre 1914 et j'ai perdu toute ma fortune. Mon fils aîné, classe 17, ex-instituteur adjoint à Étaples B.S. est « mort pour la France » le 14 août dernier en Belgique (...).*

Madame Flahaut, rapatriée d'Angres, dans une lettre datée du 17 novembre 1917, affirme être sans ressource avec ses quatre enfants depuis son arrivée en septembre à Bezinghem, dans le canton d'Hucqueliers. Elle dit avoir subi pendant trois années « les outrages ennemis ». Poussée par la faim, cette mère de famille belge a dû se résoudre, non sans regret, à quitter sa terre natale. Voici ce que Marie Ducrocq, épouse Flahaut, raconte :

(...) *J'ai dû avec une douleur incessante laisser un petit garçon âgé de 17 ans dans les mains de l'ennemi. Ayant subi une opération quelque mois avant, on avait dû lui enlever un œil qui avait été brûlé par le feu d'une bombe (...).*¹⁹

Des civils victimes des bombardements allemands

Au cours du conflit, le territoire de Montreuil est la cible de nombreux bombardements. Les attaques aériennes menées par les Allemands rappellent la proximité du front et contribuent, surtout au printemps 1918, à alimenter un sentiment de peur et d'insécurité chez les civils²⁰. Les bombardements touchent principalement des lieux stratégiques, comme la ville de Montreuil, siège du GHQ britannique, la zone des campements britanniques à Étaples, des localités dans lesquelles sont entreposées des munitions, des champs d'aviation ou encore le réseau ferré reliant l'arrière-pays au front²¹. Dans la cité montreuilloise, des abris sont aménagés et mis à la disposition des civils pour se protéger lors des attaques aériennes ennemies. Dans le *Journal de Montreuil*, les autorités mettent l'accent sur la prévention en émettant quelques recommandations pour limiter le nombre de victimes lors des bombardements. Les habitants sont notamment priés, en cas d'alerte, de « se vêtir sans éclairer leurs appartements »²². En effet, les lumières permettent aux bombardiers allemands d'atteindre plus facilement leur cible. Pour détruire les avions ennemis, quatre unités de DCA sont installées sur le littoral. Elles sont présentes à Étaples, Saint-Josse, Merlimont et Montreuil.

Les attaques aériennes allemandes font de nombreuses victimes, des militaires mais aussi des civils. Elles sont notamment relatées dans le *Journal de Montreuil*. En janvier 1917, trois permissionnaires sont tués par un avion ennemi mitraillant de jour un train entre Conchil-le-Temple et Rang-du-Fliers²³. Les 19 et 30 mai 1918, le camp britannique d'Étaples est lourdement bombardé. Les victimes sont comptées par centaines. Parmi elles figurent de nombreuses nurses et infirmières anglaises d'un hôpital militaire²⁴. Les habitants ne sont pas

¹⁸ Arch. dép., T1410/1, Dossier de carrière d'Aimé Gossart. Aimé Gossart, marié et père de quatre enfants, est l'instituteur en poste dans l'école des garçons à Preures à la veille de la guerre. Sous-lieutenant de réserve au 208^e Régiment d'Infanterie, il est mobilisé dès 1914. Il tombe au champ d'honneur le 06 octobre 1915 à l'âge de 29 ans.

¹⁹ La lettre contient quelques erreurs morpho-syntaxiques. Celles-ci ont été corrigées dans l'extrait présenté pour cette étude.

²⁰ Ce sentiment est notamment partagé par Albert Moronval, un contemporain de la guerre cité au début de ce chapitre. Dans une lettre qu'il adresse à René Lesage en 1968, Albert Moronval fait part de ses ressentiments en précisant que, malgré la proximité du Front, sa famille et lui-même ont « un sentiment de sécurité absolue ». Mais il prend tout de même le soin de préciser que la percée allemande sur Béthune et Amiens et les bombardements par avion, en avril 1918, les inquiètent.

²¹ HODICQ Y., *Op. cit.*, carte p 147.

²² *Journal de Montreuil*, 04.08.1918.

²³ *Idem*, 23.02.1919.

²⁴ *Id.*

non plus épargnés, puisque quarante-six Étaplois sont tués au cours de la guerre lors des incursions aériennes allemandes²⁵.

II) L'Agriculture montreuilloise pendant la guerre

En raison de nombreux facteurs, principalement liés au conflit, la production agricole montreuilloise est loin d'atteindre son niveau d'avant la guerre. Or, l'agriculture doit non seulement nourrir la population, mais aussi les dizaines de milliers de réfugiés qui affluent des territoires occupés par l'armée ennemie, les nombreux soldats alliés présents dans l'arrondissement, et les poilus sur le Front. Au début du conflit, la production agricole montreuilloise est suffisante pour nourrir la population. Mais, à partir de 1916, elle s'effondre. La rigueur climatique en est la principale cause. Les mauvaises récoltes et l'augmentation continue du nombre de réfugiés entraînent une véritable pénurie alimentaire.

Une agriculture affaiblie par les réquisitions

De nombreuses réquisitions sont imposées aux Montreuillois, non seulement des terres, mais aussi des logements et une partie de la production animale et végétale. À cela, il faut également ajouter la mobilisation des jeunes ruraux qui prive l'agriculture montreuilloise d'une partie de la main-d'œuvre nécessaire aux travaux des champs.

Une utilisation concurrente de l'espace

Les Alliés réquisitionnent de nombreux champs pour le stockage du matériel de guerre, l'hébergement et l'entraînement des soldats, l'installation de pistes d'aviation et la construction de camps de prisonniers. Le développement des réseaux ferrés pour acheminer les poilus vers le front et notamment le quadruplement de la ligne de chemin de fer principale reliant Boulogne à la Somme, en passant par Étaples, privent aussi les paysans d'une partie de leurs terres. Il est difficile de déterminer avec précision le nombre d'hectares ainsi amputé à l'agriculture montreuilloise. Mais il est certain que les réquisitions de terres pèsent sur l'économie rurale et notamment sur la production. Avec moins de terres, il est en effet difficile de maintenir une production équivalente à celle d'avant la guerre.

La réquisition des bêtes

De nombreuses bêtes sont prélevées dans les troupeaux. L'arrondissement de Montreuil aurait perdu 20 000 têtes d'ovins pendant la guerre²⁶, soit environ la moitié du cheptel de 1912²⁷. Pour les autres espèces animales, il existe peu de données permettant de quantifier avec précision les enlèvements. Toutefois, il semblerait que les réquisitions, surtout dans les premiers mois du conflit, aient décimé la plupart des troupeaux d'équidés, et plus particulièrement des chevaux de race boulonnaise²⁸. Les saisies de chevaux de trait pour les besoins de l'armée se déroulent sans se soucier de la pérennité de la race. Une telle pratique a évidemment des conséquences désastreuses sur le plan productif à moyen et long terme. Les

²⁵ BAUDELICQUE P., *Histoire d'Étaples des origines à nos jours*, Saint-Josse-sur-Mer, Imprimerie du Moulin, 1996, Tome II, 522 p., p 165. Le bombardement du 30 mai 1918 fait notamment 27 morts, dans la cave n°107 de la rue des Camiers, et celui du 25 juillet 1918, 12 tués dans la cave n°17 de la rue de la Gare.

²⁶ SAVAGNER G., « Race ovine boulonnaise » in *Statistique agricole de la France, annexe à l'enquête de 1929, Monographie agricole du département du Pas-de-Calais*, Arras, 1937, p 100-103.

²⁷ Voir le chapitre 2. En 1912, 39 341 ovins sont recensés dans l'arrondissement de Montreuil.

²⁸ SAVAGNER G., « Race chevaline boulonnaise » in *Statistique agricole de la France, annexe à l'enquête de 1929, Monographie agricole du département du Pas-de-Calais*, Arras, 1937, p 84-90.

réquisitions de Boulonnais dans les campagnes rendent également plus difficiles les travaux des champs. En effet, elles privent les cultivateurs d'une partie de leur attelage, indispensable pour l'usage du brabant, de l'extirpateur ou encore de la faucheuse. Les conséquences sont désastreuses pour l'agriculture. Elles le sont d'autant plus qu'à cette raréfaction des chevaux de trait s'ajoute une pénurie de main-d'œuvre engendrée par la mobilisation des jeunes paysans.

Une pénurie de main-d'oeuvre

La mobilisation massive des jeunes ruraux²⁹ prive l'agriculture montreuilloise de main-d'œuvre. Les paysannes n'ont pas d'autre choix que de remplacer leur époux dans les champs. Pour pallier le manque de bras, des écoliers regroupés en association offrent gratuitement leur aide. C'est notamment le cas des élèves de l'École primaire supérieure de Montreuil-sur-Mer qui proposent de « s'occuper des travaux des champs dans la limite de leurs heures disponibles »³⁰.

Pour répondre aux besoins de l'agriculture, les prisonniers allemands sont mis à contribution. Toutes les localités bénéficient de ce renfort. Par exemple, en octobre 1916, quatre militaires sont envoyés chez des cultivateurs neuvillois³¹ et dix à Gouy-St-André pour l'arrachage des betteraves³², un travail qui demande énormément de bras. Mais ces mesures sont loin d'être suffisantes pour combler le manque de main-d'œuvre. Cet extrait de lettre, datée du 26 octobre 1916 et écrite par le maire de Saint-Rémy-au-bois au Sous-préfet de Montreuil, en témoigne³³ :

(...) J'ai l'honneur de vous informer que 2 militaires sur 6 demandés sont arrivés à Saint-Rémy-au-bois et employés aux travaux des champs. Malheureusement, Mme Veuve Guilbart dont les 2 fils sont l'un prisonnier et l'autre à l'armée se trouve seule à la tête de son exploitation et n'a pas eu la chance d'avoir de militaires pour l'aider dans ses travaux d'automne. Aussi je viens vous prier de bien vouloir user de votre haute influence auprès de l'autorité compétente pour que les 2 militaires qu'elle a demandés lui soient accordés (...).

En 1917, plusieurs décisions relatives à l'emploi de prisonniers dans les exploitations agricoles, émanant du Ministère de la guerre, aggravent la situation. Les autorités n'autorisent désormais l'envoi de militaires que par groupe de trente. Les prisonniers ne peuvent donc plus être employés individuellement par les cultivateurs. La Société d'agriculture de Montreuil condamne cette mesure qui, selon eux, porte préjudice à l'agriculture, car « peu de fermes ont besoin de trente hommes à la fois »³⁴. Elle dénonce également l'augmentation soudaine du coût de la main-d'œuvre militaire. En effet, une circulaire datée du 19 avril 1917 fixe le prix de l'emploi d'un prisonnier à un franc et soixante-cinq centimes par jour, et non pas à un franc comme il était prévu à l'origine du projet. A cela s'ajoutent d'autres coûts pour l'exploitant : la nourriture, le logement, la solde et l'indemnité d'habillement. La Société d'agriculture de Montreuil, indignée par cette décision des autorités, demande aux cultivateurs de ne pas payer la majoration exigée, qu'elle qualifie d'« intempestive »³⁵.

²⁹ Le 03 août 1914, au matin, près d'un millier de réservistes quittent la ville de Montreuil pour rejoindre les côtes de la Mer du Nord, l'Arrageois, le Douaisis ou la région parisienne.

³⁰ *Journal de Montreuil*, 01.04.1917.

³¹ Deux militaires sont envoyés chez M. Quandalle dans la ferme de la Beauce et deux autres chez M. Michaux, dans la ferme de la Chartreuse.

³² Arch. dép., 3Z498, Télégrammes officiels, 1916-1918, Main-d'œuvre militaire, 1916.

³³ *Ibidem*.

³⁴ *Journal de Montreuil*, 14.01.1917.

³⁵ *Idem*, 13.05.1917.

L'agriculture souffre non seulement d'une pénurie de main-d'œuvre, mais aussi de la raréfaction des commerçants et des artisans, et plus particulièrement des charrons, des mécaniciens, des bourreliers et des maréchaux. Il est notamment difficile de faire réparer ou de se procurer une batteuse alors que l'utilisation de cette machine permettrait de remplacer un grand nombre de bras.

Les autres secteurs d'activité ne sont pas non plus épargnés par le manque de main-d'œuvre. Le *Journal de Montreuil*, faute de personnels, doit se résoudre à ne publier qu'un numéro par semaine³⁶. Les ouvriers étant mobilisés, les ateliers de Berck et du Touquet sont fermés. Seule « une équipe de fortune » composée de jeunes Montreuillois permet de maintenir l'activité journalistique³⁷. Le manque de bras n'est pas le seul problème que rencontre la direction du journal. Celle-ci doit faire face à une pénurie de papier³⁸. Le secteur public est également touché. Les instituteurs mobilisés ne sont pas toujours remplacés.

Une production agricole loin d'être suffisante

Des récoltes jugées « satisfaisantes » au début du conflit

En 1915, d'après le rapport de la Chambre consultative d'agriculture de Montreuil, la récolte en grains du froment est satisfaisante. Seuls les rendements en paille sont jugés insuffisants. Les surfaces consacrées aux pommes de terre et à l'avoine seraient même en augmentation par rapport aux années précédentes³⁹. Néanmoins, d'autres cultures sont sacrifiées, comme la betterave dont la surface est réduite des deux tiers en raison de la pénurie de main-d'œuvre.

La récolte de pommes de terre est dans l'ensemble relativement bonne, bien que de nombreux champs, principalement sur le littoral et dans le sud de la Canche, aient été ravagés par les sangliers et les lapins. D'après le rapport de la Chambre consultative d'agriculture de Montreuil, les pertes sont conséquentes. Dans certaines localités, elles se chiffrent à plusieurs milliers de francs⁴⁰. La prolifération des nuisibles résulte avant tout de la réduction du nombre de chasseurs, mais surtout de l'interdiction par les autorités militaires d'organiser des battues administratives. Elle inquiète particulièrement les cultivateurs, à tel point que lorsque l'un de ces animaux est abattu, le *Journal de Montreuil* s'empresse de relater l'événement. L'hebdomadaire n'hésite d'ailleurs pas à tarir d'éloges sur le valeureux chasseur⁴¹. Ce gibier est si prolifique qu'il pénètre même dans les jardins des habitants de Berck, attiré par les plantes sarclées⁴². Dans d'autres zones, ce sont exclusivement les lapins qui sont à l'origine de nombreux dégâts. Un champ de blé de dix hectares, à Campagne-lès-Boulonnais, près du bois de Thiembronne qui n'est plus fréquenté par les chasseurs depuis le

³⁶ Avant 1914, le *Journal de Montreuil* est bi-hebdomadaire. Pendant la guerre, un seul numéro paraît chaque semaine, le dimanche.

³⁷ *Journal de Montreuil*, 15.08.1914.

³⁸ Pour remédier au problème, la direction du journal décide de s'approvisionner chez un fabricant de papier local. La hausse du coût d'achat du papier est immédiatement répercutée sur le prix du journal. L'augmentation est de dix centimes par numéro.

³⁹ *Journal de Montreuil*, 12.09.1915.

⁴⁰ *Idem*.

⁴¹ Voici quelques exemples d'événements cynégétiques. M. Duqueve abat de deux coups de fusil un sanglier dans le bois de Verton à la fin du mois de décembre 1915. Le journal indique que le chasseur n'est pas à son premier « exploit cynégétique » (*Journal de Montreuil*, 02.01.1916). Dans le bois du Moulinet à Saint-Josse, le 20 février, M. Richard en tue un (*Journal de Montreuil*, 27.02.1916). Au début de mois de mars 1916, à la Caloterie, Charles Duminy abat une laie en gestation. Au cours de la même semaine, des chasseurs prélèvent cinq de ces mammifères à Saint-Josse et un de 75 kg à St-Aubin (*Journal de Montreuil*, 19.03.1916). A la fin du mois de mai 1916, deux sangliers sont abattus par des soldats britanniques (*Journal de Montreuil*, 07.05.1916).

⁴² *Journal de Montreuil*, 07.05.1916.

début du conflit, aurait entièrement été détruit par les rongeurs. Les cultivateurs demandent au Préfet, en février 1916, d'intervenir rapidement. Ils souhaitent que des mesures visant à exterminer les animaux en cause soient prises⁴³.

Une agriculture victime des mauvaises conditions climatiques à partir de 1916

En 1916, la productivité est relativement faible en raison des aléas climatiques. Pour la pomme de terre, par exemple, les récoltes sont maigres et une partie des tubercules, dont les plants conservés comme semences, ont gelé. Les observations émises par le maire de Wailly-Beaucamp sur la déclaration des récoltes du 10 février 1917 résumant bien la situation : « La récolte de pomme de terre a été très déficitaire. Le peu qu'il en restait est gelé. La plupart des cultivateurs devront acheter du plant »⁴⁴. La situation est également catastrophique pour les céréales.

En 1917, les grêles détruisent une partie des récoltes, entraînant un début de pénurie alimentaire. Dans l'arrondissement, les rendements du froment dépassent rarement les 8 quintaux par hectare, alors qu'ils sont en moyenne de 17 quintaux par hectare en 1912⁴⁵. Dans certaines localités, le produit moyen par hectare est même inférieur à 4 quintaux. Il est notamment de 2,9 quintaux à Marles-sur-Canche et de 3,6 à Lespinoy⁴⁶. Dans la vallée d'Airon, une partie des terres n'a pu être ensemencée, en raison d'importantes précipitations et du mauvais entretien des fossés et des égouts dans le versant sud. Les champs sont restés inondés et donc improductifs⁴⁷.

Pour éviter une véritable crise alimentaire, les recours aux importations de céréales, de pommes de terre et de viandes s'intensifient. D'ailleurs, dès le début du conflit, les achats de produits alimentaires deviennent le premier poste de dépense de l'État français. Chaque année, entre 1915 et 1920, la France importe plus de trente millions de quintaux de céréales⁴⁸. En raison de la mauvaise récolte de 1916, le département du Pas-de-Calais doit importer de l'étranger 30 000 quintaux de blé « exotique » par mois⁴⁹. Les meuniers du Montreuillois reçoivent notamment du blé américain⁵⁰. En 1917, en France, les battages n'offrent que des quantités insignifiantes de grain, alors qu'aux États-Unis et au Canada les récoltes sont bonnes. En 1918, même si la production céréalière est annoncée supérieure à celle de l'année précédente, elle ne suffit pas pour nourrir la population⁵¹.

La guerre a non seulement un impact sur l'agriculture, mais également sur la société dans l'arrondissement de Montreuil. La vie quotidienne des habitants est difficile, notamment en raison de la pénurie de denrées alimentaires.

⁴³ LESAGE R., *Campagne-lès-Boulonnais à travers les siècles, études et documents*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, 1997, 272 p., p 190.

⁴⁴ Arch. dép., R662, Guerre 1914-1918, Ravitaillement.

⁴⁵ Chapitre 2.

⁴⁶ Arch. dép., 3Z498, Télégrammes officiels, 1916-1918.

⁴⁷ *Journal de Montreuil*, 21.10.1917.

⁴⁸ DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Histoire de la France rurale*, Paris, éditions du Seuil, 1975-1976, Tome IV, 671 p., p 44.

⁴⁹ *Journal de Montreuil*, 30.04.1917.

⁵⁰ Arch. dép., R540, lettre d'Auguste Jacques, meunier à Montreuil-sur-Mer, adressée à Monsieur le Préfet le 15 juin 1915. Auguste Meunier précise que le blé provient du Canada et fait part de son scepticisme concernant la qualité des grains qu'il avoue méconnaître.

⁵¹ DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Op. cit.*, p 44. *Journal de Montreuil*, 16.06.1918.

III) L'impact de la guerre sur la société montreuilloise

Une vie quotidienne difficile

Une pénurie des produits alimentaires

Jusqu'en 1916, les produits agricoles sont en quantité suffisante pour permettre le ravitaillement de la population. Mais, rapidement les stocks s'épuisent et certaines denrées, comme le beurre, le sucre et surtout la farine, se raréfient. En effet, les réfugiés sont de plus en plus nombreux, les récoltes de 1917 sont particulièrement mauvaises et le ravitaillement des soldats devient une priorité⁵².

Pendant l'hiver 1917-1918, la pénurie alimentaire est si importante que le pain est durement rationné. Albert Moronval fait part de cette situation dans sa correspondance en indiquant que « le ravitaillement devenait difficile : carte de pain, de sucre et de pétrole »⁵³. Il ajoute même que le pain est de mauvaise qualité. Ce constat est notamment partagé par quelques boulangers de l'arrondissement. Voici notamment ce qu'écrivit un artisan d'Aix-en-Issart au sous-préfet de Montreuil en août 1917 : « J'ai travaillé ce matin avec les farines reçues hier à Montreuil. Le pain est noir, collant et immangeable »⁵⁴. Des meuniers sont poursuivis en justice pour avoir vendu de la farine impropre à la consommation. C'est le cas de Jules Pecquart, né à Enquin-sur-Baillons et demeurant à Beussent. En septembre 1918, ce minotier est condamné par le tribunal de Montreuil à deux ans de prison avec sursis et à mille francs d'amende pour « détention de blé et de farine corrompus, vente de farine nuisible à la santé de l'homme et extraction de la farine à un taux inférieur à 80 pour 100 »⁵⁵. Le tribunal ordonne également l'affichage du jugement pendant une semaine au logis du condamné et à la mairie de Beussent.

De nombreuses familles ne peuvent plus se procurer de pain. Les demandes de réclamation de farine envoyées par les municipalités à la sous-préfecture se multiplient à partir de 1917. Au Touquet-Paris-Plage, le maire signale le 10 novembre 1917, dans un télégramme, que deux boulangers sur trois ne sont plus livrés par les meuniers⁵⁶. Il n'hésite pas à insister sur la gravité de la situation. À Beutin, les employés du chemin de fer signalent aux autorités, dans une lettre datée du 05 mai 1918, que la population est sans pain depuis une semaine. Ils ajoutent même que des habitants envoient leurs enfants mendier dans les fermes. Le 17 août 1918, un boulanger de Marles-sur-Canche demande au sous-préfet de remédier au plus vite à la pénurie de farine. Pour appuyer sa requête, il fait part de son indignation de devoir refuser de donner du pain à « une mère et ses enfants »⁵⁷.

Des tensions liées à la raréfaction du pain

Le pain est la denrée de base de l'alimentation des Français. Lorsque la farine se raréfie, des tensions apparaissent entre les boulangers et leurs clients, mais aussi entre les habitants et l'autorité civile. C'est notamment le cas en octobre 1917 à Marconnelle. Dans une

⁵² Il faut souligner que les soldats britanniques, disposant d'une ration de pain limitée, n'hésitent pas également à acheter directement les produits des boulangers français. Ce comportement contribue à accentuer le déséquilibre entre l'offre et la demande.

⁵³ MORONVAL A., *Op. cit.*, p 47-48.

⁵⁴ Arch. dép., 3Z218, Guerre 1914-1918. Ravitaillement. Lettre datée du 20 août 1917.

⁵⁵ *Journal de Montreuil*, 15.09.1918.

⁵⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z218.

⁵⁷ *Ibidem*.

lettre datée du 13 octobre 1917, le maire fait part au Sous-préfet de Montreuil de la situation préoccupante dans laquelle se trouvent ses administrés⁵⁸. Voici un extrait de ce qu'il écrit :

(...) Depuis huit jours la production des boulangers d'Hesdin est réservée à la population hesdinoise⁵⁹ et pourtant, comme il n'y a pas de boulanger ici, les habitants de Marconnelle ont toujours été ravitaillés par les boulangeries d'Hesdin, lesquelles ont des dépôts de pain à Marconnelle. (...) Pensez-vous que cette crise du pain va bientôt cesser et que prochainement les boulangeries d'Hesdin seront assez ravitaillées en farine pour pouvoir, comme par le passé, travailler pour Marconnelle en même temps que pour Hesdin ?

Étienne Dalle, le directeur de la sucrerie d'Hesdin à Marconnelle, dans une lettre datée du 11 octobre 1917 adressée au préfet du Pas-de-Calais, dénonce également la pénurie de pain dont sont victimes les habitants et plus particulièrement les salariés de l'entreprise⁶⁰. Il menace d'arrêter la production de sucre et de refuser les récoltes de betteraves des cultivateurs⁶¹ si aucune solution n'est prise pour remédier à cette « crise du pain » avant le 15 octobre. Cette décision d'Étienne Dalle permet de faire pression sur les autorités civiles afin que celles-ci réagissent au plus vite, puisqu'elle a pour conséquence une raréfaction du sucre, une denrée également durement rationnée.

Des conflits éclatent également lors de la répartition de la farine entre les boulangers. En mai 1918, à Fruges, par exemple, les tensions sont telles que le conseiller municipal en charge de l'approvisionnement démissionne. Le maire, M. Coquempot, dénonce la difficulté de la tâche, compte-tenu de la jalousie régnant entre les boulangers dans la commune⁶².

L'impuissance des autorités face à la situation

En 1916, le Préfet invite les communes à mettre en place un Comité d'action agricole afin d'assurer le ravitaillement de la population et d'organiser plus aisément les réquisitions. Mais rapidement des difficultés apparaissent. Les stocks disponibles diminuent et les exigences de l'autorité militaire s'accroissent. Les cultivateurs ne produisent plus suffisamment pour fournir les quantités de denrées agricoles exigées par les commissions de ravitaillement⁶³. Au cours de l'été 1917, la situation est d'autant plus grave que les réserves de blé étranger sont épuisées. Pour éviter une véritable « crise du pain », les autorités n'ont pas d'autres choix que de demander aux cultivateurs de hâter la moisson. Le directeur des services agricoles envoie des officiers contrôleurs dans les campagnes pour accélérer les battages de blé. C'est notamment le cas dans la région d'Hesdin le 23 août 1917⁶⁴.

Au problème de stocks de denrées s'ajoute celui des conflits opposant les commissions de ravitaillement et les producteurs. Ces derniers dénoncent la pression exercée par les autorités et les réquisitions trop lourdes qui leur sont imposées⁶⁵. Des paysans refusent de livrer leur blé aux prix fixés par le préfet. Ils sont alors poursuivis devant le Tribunal correctionnel de Montreuil pour « refus d'obtempérer avec réquisition en vertu de la loi du 03

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Pour faire face à la pénurie, le 08 octobre 1917, le maire d'Hesdin prend la décision d'interdire la vente de pain dans les communes environnantes.

⁶⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z218.

⁶¹ D'après Étienne Dalle, près de 900 « fournisseurs » se verraient ainsi refuser leur récolte de betteraves.

⁶² Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z218.

⁶³ *Journal de Montreuil*, 02.04.1916.

⁶⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z218. Télégramme daté du 23 août 1917. En décembre 1915, les autorités prient déjà les cultivateurs de « battre d'urgence leurs récoltes, s'ils s'attardaient à le faire, ils seraient exposés à ce qu'elles soient battues d'office ». *Journal de Montreuil*, 26.12.1915.

⁶⁵ *Journal de Montreuil*, 02.04.1916.

juillet 1917 »⁶⁶. En janvier 1918, trois cultivateurs de Lefaux, Lucien Peudecoeur, Justine Gressier et Auguste Carlu, ainsi qu'un exploitant de Frencq, Camille Prudent, sont condamnés à verser une amende pour avoir refusé de livrer des quintaux de foin⁶⁷.

La lutte contre les spéculateurs

La pénurie de la plupart des denrées alimentaires entraîne une inévitable hausse des prix. Qu'elles soient produites dans le Montreuillois ou importées de l'étranger, les céréales et les plantes sarclées disponibles ne suffisent plus à répondre à la demande croissante. Alors pour éviter une véritable inflation, les autorités françaises décident de fixer le prix des aliments de base. Le 26 mai 1915, un arrêté préfectoral stipule qu'à compter du 06 juin 1915 la farine ne peut être vendue plus de quarante-quatre francs le quintal⁶⁸. Le prix du pain blanc est fixé à quarante centimes le kilogramme à partir du 11 janvier 1916⁶⁹. Celui du sucre raffiné à un franc et soixante-cinq centimes en janvier 1917, puis six mois plus tard à un franc soixante-dix. D'autres mesures anti-spéculation sont prises comme l'interdiction de vendre les pommes de terre de qualité supérieure, c'est-à-dire de la variété « Hollande à chair jaune », plus de vingt-sept francs le quintal de la Toussaint 1917 jusqu'aux récoltes de 1918⁷⁰. Les premiers tubercules de ces dernières ne peuvent excéder les soixante-dix francs les cent kilogrammes à partir du 11 mai 1918⁷¹.

Les spéculateurs ne sont pas appréciés dans l'opinion publique. À plusieurs reprises, le *Journal de Montreuil* dénonce les exploitants et les négociants qui profitent de la situation pour s'enrichir. C'est notamment le cas dans l'une des rubriques de l'hebdomadaire paru le 22 septembre 1918 et qui s'intitule *les mercantis au pilori*. Dans l'article, le journaliste informe les lecteurs qu'un marchand en gros de Bar le Duc vient d'être condamné à payer 10 000 francs d'amende. Il affiche d'ailleurs clairement son antipathie pour les profiteurs de la guerre dans l'introduction de son texte : « C'est toujours avec plaisir que nous enregistrons les condamnations qui atteignent les *mercantis* et les commerçants qui spéculent de la façon la plus éhontée sur la cherté des vivres »⁷². Dans l'arrondissement, les condamnations sont nombreuses. Par exemple, en janvier 1918, Eugène Grare et Siméon Valencourt, commissionnaire en grains à Preures, sont poursuivis pour « vente et achat de céréales supérieur à la taxe ». Le tribunal correctionnel leur inflige trois amendes de cent francs⁷³. Deux mois plus tard, Siméon Valencourt récidive. Il est condamné pour avoir vendu de l'avoine à Mme Ramet à un prix plus élevé que ne le permet la loi. Le vendeur et l'acheteur doivent tous les deux s'acquitter d'une amende de cent francs⁷⁴. D'autres denrées de base sont également victimes de la spéculation comme le lait, le sucre et le beurre⁷⁵.

⁶⁶ *Idem*, 13.01.1918.

⁶⁷ Carlu Auguste est condamné à 205 francs d'amende pour 2 quintaux de foin non livrés, Lucien Peudecoeur à 44 francs pour 2 quintaux de foin, Justine Gressier à 132 francs pour 5 quintaux de foin, et Camille Prudent à 303 francs pour 10 quintaux de foin.

⁶⁸ Arch. dép., R540, Ravitaillement, réquisitions des blés et farines.

⁶⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z218.

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ *Journal de Montreuil*, 19.05.1918.

⁷² *Idem*, 22.09.1918.

⁷³ *Id.*, 13.01.1918.

⁷⁴ *Id.*, 31.03.1918.

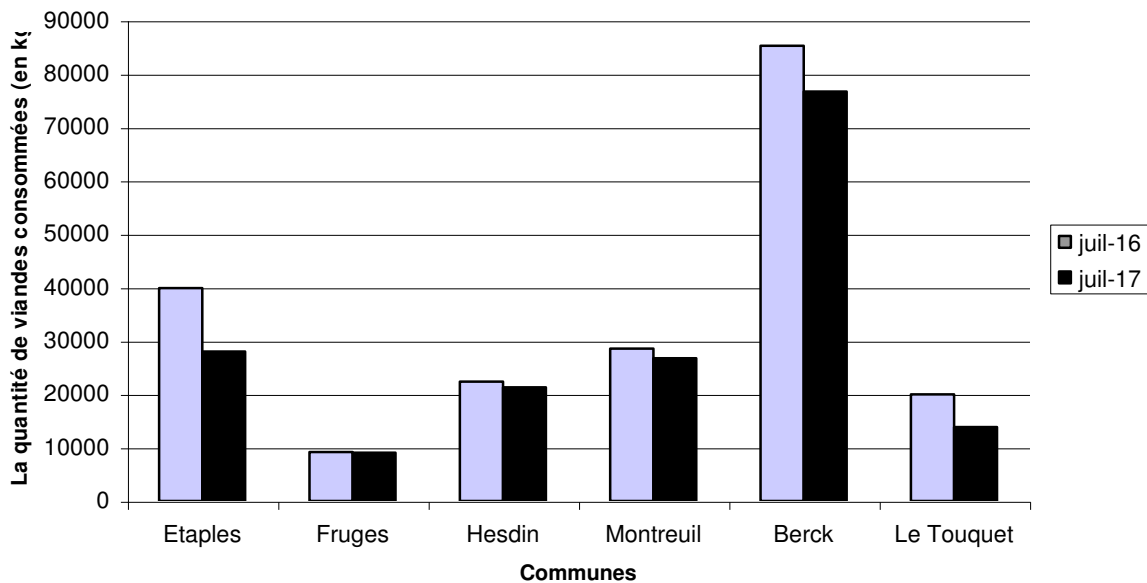
⁷⁵ *Id.*, 19.05.1918.

Un rationnement accru des denrées à partir de 1917

À partir de 1917, pour faire face à la pénurie croissante des produits alimentaires, les autorités prennent des mesures de restriction afin de pouvoir assurer le ravitaillement de toute la population. La viande est notamment l'une des premières denrées à être durement rationnée. Le Ministre du Ravitaillement institue le 25 avril 1917 un jour par semaine durant lequel il est interdit de vendre et de consommer de la viande⁷⁶. Un deuxième jour sans viande est imposé par décret le premier juin 1917, puis un troisième le 26 avril 1918⁷⁷. Suite à ces mesures, pour l'ensemble des communes urbaines de l'arrondissement⁷⁸, la consommation de viandes diminue d'environ 14% entre les mois de juillet des années 1916 et 1917⁷⁹.

Des mesures sont également prises pour d'autres denrées, comme le sucre et le pain. À partir de janvier 1918, la ration mensuelle de sucre est minorée d'un tiers pour tous les habitants. Les cafetiers et les débitants de boissons ne peuvent plus en faire usage dans leur commerce. Les restaurateurs et les hôteliers se voient attribuer « un carnet spécial comportant les quantités de sucre nécessaires pour la préparation des mets en prenant pour base une quantité mensuelle de 10 grammes par personne »⁸⁰. La denrée de base de l'alimentation des Français n'est pas non plus épargnée. Par une dépêche datée du 23 décembre 1917, le Ministre du Ravitaillement demande à la population de réduire de 20% sa consommation de pain⁸¹.

Document 58 : La consommation de viandes dans les villes de l'arrondissement de Montreuil pendant les mois de juillet 1916 et 1917



Source : Arch. dép., 3Z218, Guerre 1914-1918. Ravitaillement.

⁷⁶ *Journal de Montreuil*, 15.04.1917. Les deux jours sans viande institués le premier juin 1917 sont le jeudi et le vendredi.

⁷⁷ *Idem*, 19.05.1918.

⁷⁸ Il s'agit des communes d'Étapes, de Berck, de Fruges, d'Hesdin, de Montreuil et du Touquet. Environ un tiers de la population de l'arrondissement vit en zone urbaine en 1911.

⁷⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z218.

⁸⁰ *Journal de Montreuil*, 27.01.1918.

⁸¹ *Idem*, 13.01.1918.

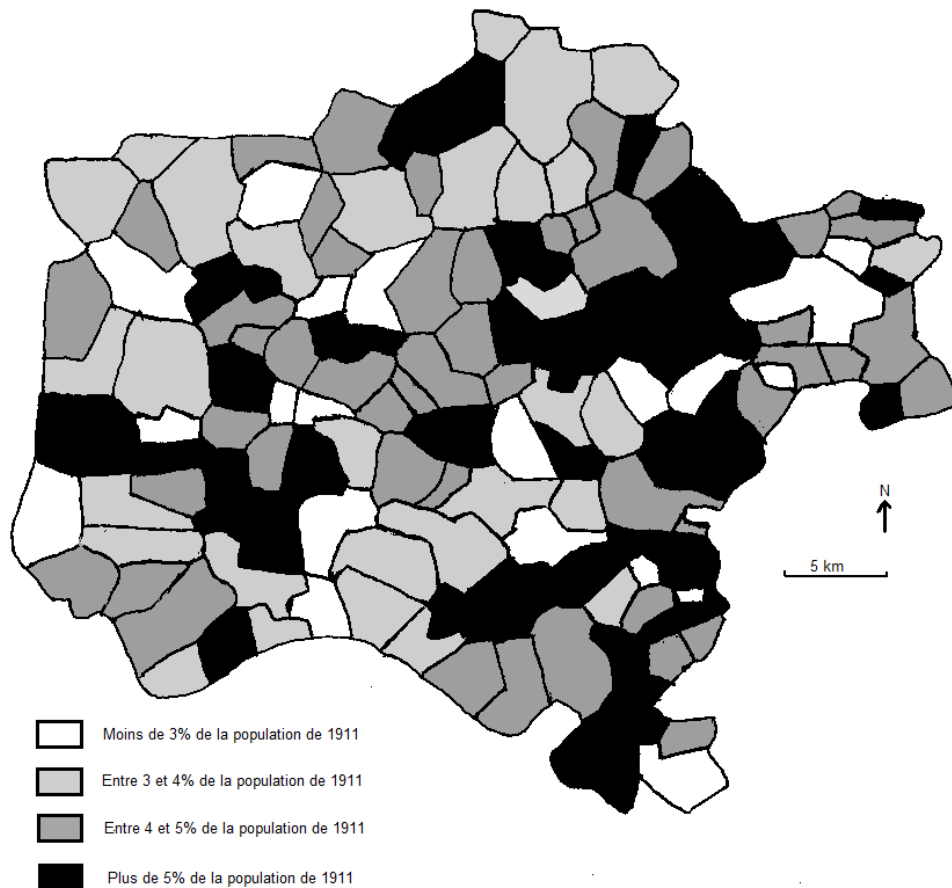
Un lourd bilan humain au lendemain du conflit

Au lendemain de la signature de l'Armistice le 11 novembre 1918, le bilan humain est lourd. Le conflit a fait entre neuf et dix millions de morts, de nombreux blessés, dont huit millions d'infirmes et de mutilés. Environ 16% des soldats français et 25% des fantassins ont perdu la vie⁸². Dans le Pas-de-Calais, près de 14% des mobilisés sont morts au champ d'honneur⁸³.

Les poilus de l'arrondissement « morts pour la France »

L'arrondissement de Montreuil a perdu 3076 hommes au combat ou disparus⁸⁴, soit 3,75% de sa population⁸⁵. Les poilus tombés au champ d'honneur ou disparus représentent près de 4,4% des habitants dans le canton d'Hucqueliers, 4,3% à Campagne, 3,3% à Étaples, 4,2% à Fruges, 4% à Hesdin et 3,2% à Montreuil.

Document 59 : Le nombre de poilus morts au combat ou disparus par rapport à la population de 1911 dans les communes de l'arrondissement de Montreuil (en%)



Source : d'après les données de l'*Annuaire de l'arrondissement de Montreuil*, Montreuil, Henry, 1922.

⁸² AUDOIN-ROUSSEAU S. et BECKER A., *La Grande Guerre 1914-1918*, Gallimard, 1998, 160 p., p 120.

⁸³ BOUGARD P. et NOLIBOS A. (dir.), *Le Pas-de-Calais de la préhistoire à nos jours*, Saint Jean d'Angély, éditions Bordessoules, 1988, 438 p., p 348.

⁸⁴ *Annuaire de l'arrondissement de Montreuil*, Montreuil, Henry, 1922.

⁸⁵ Le pourcentage est calculé à partir des données du recensement de la population de 1911.

Des communes sont beaucoup plus affectées que d'autres. Parmi elles figure Guigny, la localité la plus touchée, avec 14 victimes pour 171 habitants, soit 8,2% de sa population. À l'inverse, tous les poilus originaires d'Avondances sont épargnés⁸⁶. Cette commune est la seule dans l'arrondissement à ne compter aucune victime. Sur le territoire de Montreuil, près de 76% des poilus morts au combat sont originaires de la campagne⁸⁷. Or, 64% des Montreuillois vivent à la campagne en 1911. Les jeunes paysans sont donc les plus touchés.

Ces données ne prennent pas en compte le nombre important de mutilés, de blessés et de soldats décédés après le conflit des suites de leurs lésions. Le bilan est donc beaucoup plus lourd qu'il n'y paraît.

Un véritable traumatisme humain

Comme le souligne Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, la guerre a également détruit « l'ordre de la vie, celui des générations »⁸⁸. Presque toutes les familles perdent un fils, un petit-fils, un neveu ou un cousin. Certaines payent d'ailleurs un lourd tribut. C'est le cas notamment des cultivateurs M. et Mme Delattre, demeurant à Parenty. Deux de leurs trois fils, Louis et Louis-Arsène, tombent au combat. Eugène Leduc, maçon à Estrée, perd également deux de ses quatre fils sur le champ de bataille en 1914 et 1915. Paul Brachet, le fils unique d'Augustin et de Félicia Brachet, exploitants agricoles, décède des suites de ses blessures quelques jours après la fin du conflit. Les exemples sont nombreux. Établir une liste exhaustive des pertes humaines n'aurait ici que peu d'intérêt, car presque toutes les familles sont touchées par le conflit et vivent dans la tragédie.

Le traumatisme est parfois beaucoup plus profond qu'il n'y paraît, puisqu'il va bien au-delà de la perte d'un être cher. Pour s'en rendre compte, il est indispensable de s'attarder sur quelques situations significatives comme celles des familles Thérouanne de Maninghem et Pecquart d'Enquin-sur-Baillons. Il ne s'agit évidemment pas de faire de ces cas une généralité. Mais l'histoire de ces habitants permet de mieux appréhender les souffrances vécues par toute une nation. Le « galochier »⁸⁹ Joseph Thérouanne et son épouse Marie demeurant à Maninghem ont deux fils et une fille. Le premier, Georges, ouvrier dans l'atelier de son père, tombe au combat en 1915, et le deuxième, Léon, gravement mutilé, décède en 1918. Joseph Thérouanne éprouve non seulement la douleur d'avoir perdu deux enfants, mais aussi celle de ne plus avoir de successeur pour reprendre son activité artisanale. Le savoir-faire de toute une famille, transmis de génération en génération, est voué à disparaître.

Valéry et Alphonsine Pecquart, des meuniers, vivent également la même tragédie. Ils perdent deux de leurs trois fils pendant la guerre⁹⁰ : Jules Pecquart, né en 1891, et Henri Pecquart né en 1893. Le premier, appartenant au 28^e Régiment des Dragons, est « tué à l'ennemi » à Autrepes, dans l'Aisne, le 29 août 1914⁹¹. Le second trouve la mort à Fulda en 1918⁹². Leur troisième garçon, Florent Pecquart, né en 1892, gravement malade, est réformé temporairement le 16 juin 1914, puis le 12 décembre de la même année pour néphrite⁹³. La pérennité de l'affaire familiale semble donc compromise. Le second minotier de la commune,

⁸⁶ Après la guerre, l'abbé Delétoile fait élever un calvaire dans la commune d'Avondance pour remercier Dieu d'avoir épargné les jeunes paroissiens.

⁸⁷ Parmi les poilus morts au combat, 2335 sont originaires de la campagne et 741 de la ville.

⁸⁸ AUDOIN-ROUZEAU S. et BECKER A., *Op. cit.*, p 120.

⁸⁹ Il s'agit de la profession indiquée sur la liste nominative de recensement de la population de Maninghem-au-Mont en 1911. Un galochier est un sabotier.

⁹⁰ Ils ont aussi une fille, Marthe Pecquart née en 1906.

⁹¹ Arch. dép., Registre de matricule, n° 3470.

⁹² *Ibidem*, n° 1431.

⁹³ *Ibid.*, n° 3251. La néphrite est une atteinte inflammatoire relativement grave du rein.

Edmond Feuillet, marié, sans enfant, décède le 09 septembre 1918 des suites de ses blessures⁹⁴. Après la mort de Valéry Pecquart, un peu plus de deux décennies plus tard, l'industrie meunière à Enquin-sur-Baillons disparaît⁹⁵. Il ne faut pas non plus oublier le nombre important de poilus blessés, mutilés, qui ne peuvent plus exercer d'activité.

Les civils ne sont pas non plus épargnés par la guerre. Certains trouvent la mort lors des bombardements aériens allemands. D'autres, des réfugiés provenant des zones occupées, perdent leurs fils décédés sur le champ de bataille, leur fortune et leur habitation.

La mobilisation des jeunes habitants de l'arrondissement, la présence massive des troupes britanniques sur le territoire et l'afflux des réfugiés rappellent chaque jour aux habitants la dure réalité de la guerre. La vie quotidienne est de plus en plus difficile, en raison d'une pénurie croissante des denrées. L'agriculture montreuilloise se trouve rapidement dans l'incapacité de ravitailler tous les habitants. Elle souffre d'un manque de main-d'œuvre, de la réquisition d'une partie des terres pour les besoins de l'armée, d'un manque d'approvisionnement en engrais, de la destruction d'une part importante des attelages et de la dégradation des outils agricoles livrés aux intempéries. À cela s'ajoutent les conditions climatiques particulièrement rudes de 1916 et 1917, ainsi que la prolifération des nuisibles, responsables de la destruction d'une partie des récoltes.

Au lendemain du conflit, le bilan est particulièrement lourd. De nombreux jeunes résidents sont morts au combat. D'autres reviennent gravement mutilés, incapables d'exercer toute activité. Toutes les familles sont traumatisées par l'atrocité du conflit. Les britanniques quittent le territoire. Les baraquements sont démontés et les champs réquisitionnés peuvent de nouveau être cultivés. L'objectif est de retrouver le niveau de production agricole d'avant la guerre. Quelles conséquences la guerre a-t-elle sur l'évolution du monde rural dans l'arrondissement de Montreuil ? Est-elle à l'origine de mutations socio-économiques plus profondes ?

⁹⁴ *Ibid.*, n° 3424. Il est décoré de la croix de guerre de bronze. Son nom n'est pas inscrit sur le Monument aux morts d'Enquin-sur-Baillons, mais sur celui de Preures, sa commune de naissance.

⁹⁵ Arch. dép., M1367, Statistique agricole annuelle et Plan de ravitaillement de 1939. Valéry Pecquart est encore en activité en 1939.

Arch. dép., 1W1667, Moulins. En 1948, il ne figure plus sur la liste des 221 établissements déclarés du Pas-de-Calais.

CHAPITRE 6 : DES GROUPEMENTS AGRICOLES DE PLUS EN PLUS PUISSANTS ET NOMBREUX SUR UN TERRITOIRE PARTICULIÈREMENT CONSERVATEUR

Dans les années 1920, la production agricole doit non seulement retrouver son niveau d'avant la guerre, mais doit également s'intensifier. Conscients du retard de l'agriculture montreuilloise et plus largement de l'agriculture française par rapport à celle d'autres pays européens comme le Royaume-Uni et la Belgique, des cultivateurs et des élus locaux fondent de nombreuses associations dans le but de promouvoir le progrès et d'améliorer la productivité. La Société d'agriculture de Montreuil joue un rôle important en multipliant les actions en faveur du développement agricole et surtout en s'érigeant comme le véritable porte-parole de la classe paysanne, dont il défend les intérêts en n'hésitant pas à s'opposer aux Pouvoirs publics. Les instituteurs de la République, mais aussi les prêtres participent également activement au développement de l'agriculture montreuilloise.

I) L'influence croissante de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer

Une augmentation du nombre de sociétaires

La Société d'agriculture de Montreuil, républicaine et anticléricale, compte 534 membres en 1925¹, 680 en 1928², 628 en 1929³ et 660 en 1932⁴. L'augmentation du nombre de sociétaires peut résulter de l'apparition du chemin de fer d'intérêt local dans les années 1890, qui permet une meilleure mobilité des ruraux, mais également du faible coût de la cotisation. En effet, malgré l'inflation, celle-ci ne progresse que de 50% entre 1889 et 1948⁵, alors que le salaire d'un journalier agricole non nourri est multiplié par 12 entre 1892 et 1936⁶. En 1926, la contribution équivaut à la rémunération de moins d'une journée de travail pour un salarié agricole⁷.

En 1928, 40 % des adhérents sont originaires du canton de Montreuil. Les cantons de Fruges et d'Hucqueliers sont toujours les moins représentés. Le Comice agricole du canton de Fruges, refondé le 4 novembre 1922, attire probablement un grand nombre de cultivateurs et d'éleveurs du Haut-Pays au détriment de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer. Présidé par Alphonse Laigle, il compte 109 membres en 1922⁸. Il est créé « pour encourager l'élevage des races chevalines, bovines, ovines dans le canton et donner de l'émulation dans la culture »⁹. L'association organise chaque année un concours agricole au mois de juin.

¹ Arch. dép., 7M44-45, Société d'Agriculture, concours, récompenses 1921-23.

² Arch. dép., 7W313, Société d'agriculture de Montreuil 1949.

³ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M44-45.

⁴ Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 7W313. La cotisation annuelle est de 15 francs en 1948 contre 10 francs en 1899 pour adhérer à la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer.

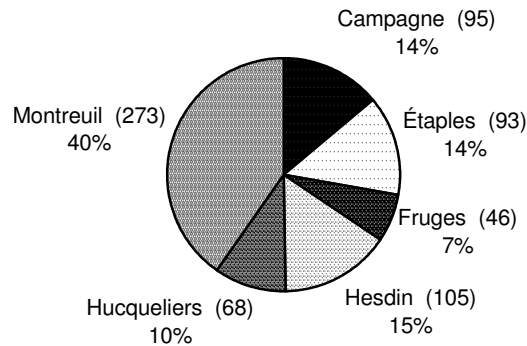
⁶ Voir chapitre 7.

⁷ Arch. dép., M2453, Accidents de travail dans l'agriculture 1923 à 1932. Le salaire moyen d'un journalier est de 17 francs par jour pour un homme et 9 francs par jour pour une femme.

⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 7W313.

⁹ Arch. dép., 37W255, Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, 1922 à 1925, Comices agricoles.

**Document 60 : La répartition par canton des membres
de la Société d'agriculture de Montreuil en 1928**



Source : d'après la liste des membres de la Société d'agriculture de Montreuil en 1925

Dans l'entre-deux-guerres, la Société d'agriculture de Montreuil est dirigé par Octave Corne, un homme très engagé dans le développement de l'agriculture montreuilloise. Il préside l'association de 1923 à 1956. Il est également président de la Caisse locale de crédit agricole pour les membres du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil, vice-président de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Pas-de-Calais, vice-président de la Mutuelle agricole accidents du Pas-de-Calais, vice-président de la Caisse mutuelle d'assurances sociales du Pas-de-Calais, vice-président de la Fédération des syndicats de défense permanente contre les ennemis des cultures du Pas-de-Calais et président du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil. Il est aussi président et fondateur du Syndicat d'élevage hippique de Mouriez-Tortefontaine. Octave Corne est également vice-président de la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais, fondée par la loi du 03 janvier 1924. Il obtient notamment 92% des suffrages lors des élections de février 1939¹⁰. Enfin, il est maire de la commune de Mouriez et chevalier de la Légion d'honneur. En 1925, il est candidat aux élections au Conseil général pour le canton d'Hesdin. Il n'obtient que 27% des suffrages exprimés¹¹.

La Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer dispose d'un budget conséquent. En 1925, celui-ci s'élève à 81 060 francs et 11 centimes. L'excédent des recettes sur les dépenses est de 20 162 francs et 36 centimes¹². Les recettes sont toujours principalement utilisées pour l'organisation des concours, mais aussi pour l'achat d'instruments agricoles de pointe et d'animaux reproducteurs.

La multiplication des actions en faveur du progrès

L'achat d'instruments agricoles, de grains et d'animaux reproducteurs

Dans l'entre-deux-guerres, la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer multiplie chaque année les ventes d'animaux de race améliorée, de semences sélectionnées et d'outils

¹⁰ *L'Agriculture de la région du Nord*, 11.02.1939.

¹¹ Voir la partie II de ce chapitre.

¹² *Journal de Montreuil*, 10.01.1926.

innovants. En 1923, elle acquiert notamment un pulvérisateur Vermorel¹³ qu'elle lègue aux cultivateurs sociétaires¹⁴. En 1926, l'association cède, par adjudication, dans la cour du Syndicat agricole de l'arrondissement, quarante quintaux de blé de semences Hybrides et autres provenant de la Société Coopérative de production de semences sélectionnées à Arras¹⁵. La même année, elle met aussi en vente sept béliers de race boulonnaise choisis dans les meilleures bergeries du Montreuillois, sur la place d'Hesdin¹⁶. Le samedi 04 avril 1936, elle met à la disposition des éleveurs des jeunes taureaux améliorateurs originaires des Flandres¹⁷.

Les concours agricoles

Dans l'entre-deux-guerres, la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer consacre toujours une part importante de son budget à l'organisation du concours annuel de l'arrondissement et du concours de juments poulinières. Dans les années 1920, un peu plus du quart des recettes de l'association est versé sous forme de primes aux lauréats. Lors du concours agricole du 4 juillet 1926 organisé à Hesdin, 19 000 francs de prix sont distribués¹⁸, soit l'équivalent de quatre ans et demi de salaire pour un journalier agricole de sexe masculin¹⁹. En 1926, pour attirer les exposants d'instruments agricoles lors de ces manifestations, la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer accorde sur demande des réductions au tarif des chemins de fer²⁰.

Document 61 : Les éleveurs d'ovins montreuillois participant au concours spécial de la race ovine boulonnaise qui a lieu à Montreuil-sur-Mer le 2 juillet 1939

Noms et adresses des éleveurs	Les catégories animales	Mâles sans dents de remplacement	Mâles ayant deux dents de remplacement	Mâles ayant plus de deux dents de remplacement	Femelles (lots de 3 brebis) ayant deux dents de remplacement	Nombre de femelles (lots de 3 brebis) ayant plus de deux dents de remplacement	Prix d'ensemble	Hors concours (Animaux destinés à la vente)
Paul Roussel, Ferme du Val, à Boisjean		1 animal	/	/	/	/	/	3 animaux
Emile et Jacques Lecherf, à Mouriez		1 animal	/	1 animal	1 lot	1 lot	/	3 animaux
Abel Wallet, à Lépine		1 animal	1 animal	/	2 lots	1 lot	1 groupe	6 animaux
Georges Louche, à Colline-Beaumont		1 animal	2 animaux	/	2 lots	1 lot	1 groupe	10 animaux

Source : d'après le catalogue officiel du concours spécial de la race ovine Boulonnaise du 2 juillet 1939

¹³ Il s'agit probablement du pulvérisateur Vermorel « Eclair », fabriqué à partir de la fin du XIX^e siècle et conçu pour la grande culture, avec une cuve de 15 litres de forme elliptique en cuivre rouge. Il existe aussi une version avec trois jets permettant de traiter trois lignes de plantes sarclées à la fois.

¹⁴ Arch. dép., 37W255, Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, 1922 à 1925, Comices agricoles. L'instrument est financé à 50% par l'association, 30% par le particulier se portant acquéreur et 20% par l'Office départemental.

¹⁵ *Journal de Montreuil*, 17.10.1926.

¹⁶ *Idem*, 27.06.1926.

¹⁷ *Id.*, 29.03.1936.

¹⁸ *Journal de Montreuil*, 04.07.1926.

¹⁹ Voir le chapitre 7.

²⁰ *Journal de Montreuil*, 30.05.1926.

Les concours agricoles rencontrent un tel succès²¹ que la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer les multiplie. Dans l'entre-deux-guerres, un concours spécial de la race ovine boulonnaise a également lieu chaque année dans le Pas-de-Calais ou dans la Somme, à Montreuil ou à Rue. La Société d'agriculture de Montreuil a la charge de l'organiser un an sur deux. En 1939, parmi les 11 éleveurs qui concourent, quatre sont originaires de la Somme, 4 du Montreuillois et 3 d'autres arrondissements du Pas-de-Calais²².

Pour soutenir la filière du mouton durement touchée par la guerre, la Société d'agriculture de Montreuil fonde, le 19 juin 1937, le Syndicat d'élevage de la race ovine boulonnaise ouvert aux éleveurs du Pas-de-Calais, de la Somme et des départements limitrophes²³. Cette nouvelle association, affiliée à l'Union ovine de France, est présidée par Henri Houbroun, domicilié à Rue. En juillet 1937, elle compte 31 membres, dont 8 sont originaires de la Somme, 13 de l'arrondissement de Montreuil et 10 des autres arrondissements du Pas-de-Calais²⁴. Le groupement a pour but de coordonner et de stimuler les efforts faits en vue de l'amélioration de l'espèce. Son rôle est de maintenir par sélection la pureté de la race et d'améliorer les aptitudes de l'animal à la production de viande et de la laine. Un livre généalogique, comme pour les chevaux bouonnais, est établi pour préserver les caractéristiques originelles de la bête. Une liste des éleveurs de jeunes béliers à recommander est établie par le Syndicat et accessible gratuitement à tous les exploitants qui en font la demande²⁵.

Le Syndicat d'élevage de la race ovine boulonnaise organise également un concours : le Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race boulonnaise. Le jury, dont fait partie le président de la Société d'agriculture de Montreuil, parcourt le Pas-de-Calais et la Somme, se déplaçant de ferme en ferme pour établir un classement des meilleurs troupeaux. Pour l'organisation de cette manifestation, le groupement reçoit une subvention de 3000 francs de l'Union ovine de France. Celle-ci prend en charge l'édition du dépliant servant à l'inscription des candidats et à la propagande du concours. Elle offre aussi à tous les lauréats des diplômes, des plaques de bergeries et un abonnement d'un an à la revue mensuelle illustrée « l'Union ovine ».

En 1939, sur les 29 éleveurs inscrits au concours²⁶, 8 sont domiciliés dans l'arrondissement²⁷. Abel Wallet, exploitant à Lépine, disposant d'un troupeau de 275 bêtes, est le Montreuillois le mieux classé. Il obtient la deuxième place avec une note de 180 sur 200. Il reçoit une prime de 150 francs²⁸. Seuls 26 éleveurs sont récompensés. Isidore Lorge, à Campagne-lès-Hesdin, fait partie des trois concurrents qui ne perçoivent aucune prime. Le Haut-pays, pourtant le cœur de l'élevage ovin, n'est pas représenté. Les animaux ne sont probablement pas de race améliorée.

²¹ Peu de documents fournissent des données précises sur le nombre de personnes qui assistent à ces manifestations. Les journaux se contentent d'indiquer que les concours sont très suivis ou qu'une foule est présente.

²² Arch. dép., 37W249, Concours de la race ovine, 1938-1939.

²³ *Ibidem*. Concours de la race ovine, 1938-1939. L'assemblée constitutive composée d'éleveurs du Pas-de-Calais et de la Somme est présidée par Octave Corne, le président de la Société d'agriculture de Montreuil. Le siège de ce syndicat est à Montreuil, à la Maison de l'agriculture.

²⁴ Arch. dép., 37W255, Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, 1922 à 1925, Comices agricoles.

²⁵ Arch. dép., 37W249, Concours de la race ovine, 1938-1939.

²⁶ Parmi les concurrents inscrits au Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race ovine Boulonnaise des 23, 24 et 25 mai 1939, 19 sont domiciliés dans le Pas-de-Calais et 10 dans la Somme.

²⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W249.

²⁸ Annexe 9.

Document 62 : Les éleveurs d'ovins montreuillois inscrits au Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race boulonnaise du Pas-de-Calais et de la Somme en 1939

Nom et adresse de l'éleveur	Nom du berger	Nombre de mâles	Nombre de femelles	Nombre de jeunes	Total
François Fourdinier à Lefaux	Eugène Thiébaux	1	100	65	166
Paul Roussel ²⁹ à Boisjean	Charles Dewidehem	14	220	170	404
Abel Wallet ³⁰ à Lépine	Laurent Grumelard	2	150	123	275
Mme Maillard-Dinielle à Widehem	René Lamarre	2	130	100	232
Isidore Lorge à Campagne-lès-Hesdin	Ernest Macquart	2	110	90	202
Georges Louche-Wallet à Colline-Beaumont	Vital Deparis	2	150	88	240
Émile Lecherf à Lambus-Mouriez	Ovide Regnaut	1	280	200	481
Jean Lecerf à Frency	André Mionnet	?	100	?	?

Source : d'après la liste des concurrents dressée en 1939 par la DSA du Pas-de-Calais.

Le Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race boulonnaise récompense également les meilleurs bergers employés dans les exploitations. Cinq salariés du Montreuillois reçoivent un prix³¹. Ovide Regnaut travaillant pour Emile Lecerf de Mouriez, Charles Dewidem pour Paul Roussel à Boisjean et Vital Deparis pour Georges Louche-Wallet à Colline-Beaumont se voient notamment attribuer une prime de trente francs, soit l'équivalent d'une journée et demie de travail³².

La politique menée en faveur de l'élevage ovin de race boulonnaise semble efficace. En effet, le nombre de bêtes dans l'arrondissement augmente de 17% entre 1929 et 1936³³.

Toutefois, ces manifestations ne récompensent principalement que les sociétaires aisés, disposant d'un vaste domaine et des meilleures bêtes. Comme au XIX^e siècle, les éleveurs primés sont toujours les mêmes, quelque soit le concours et le lieu où celui-ci se déroule. C'est notamment le cas chaque année au concours départemental de juments poulinières qui se tient à Montreuil-sur-Mer³⁴. Le 13 septembre 1934, dix-huit juments de l'arrondissement de Montreuil sont inscrites et dix-sept sont admises à concourir. Mais seuls neuf exploitants du Montreuillois participent à la manifestation. En effet, les éleveurs présentent plusieurs équidés et cumulent les primes. M. Leblond de Conchil-le-Temple remporte ainsi à lui seul presque un quart des prix, pour un total de 1390 francs. Edmond Poupard de Brimeux et Albert Corne de Mouriez, le fils du président de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, perçoivent trois récompenses³⁵. L'année suivante, Albert Corne est le plus primé. Il reçoit cinq prix sur les dix-neuf attribués dans l'arrondissement³⁶.

²⁹ Paul Roussel fait partie du Conseil d'administration de la Caisse de Crédit agricole de l'arrondissement de Montreuil. Il est le trésorier du Syndicat de la race ovine boulonnaise.

³⁰ Abel Wallet est l'un des trois vice-présidents du Syndicat de la race ovine boulonnaise.

³¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W249.

³² Annexe 10.

³³ Voir le chapitre 8.

³⁴ Le jury du concours est composé de l'Inspecteur Général des Haras du V^e arrondissement de Paris, d'un Officier du service de la Remonte et de deux adjoints, des éleveurs, proposés par le Préfet du Pas-de-Calais au Ministre de l'agriculture. En 1934, les agriculteurs nommés sont M. Duchâteau et M. Breton, domiciliés à Calais.

³⁵ Arch. dép., M7270, Concours de juments poulinières, poulains, pouliches, 1934-1937.

³⁶ Annexe 11.

Document 63 : Les éleveurs de l'arrondissement de Montreuil récompensés au concours agricole de juments poulinières organisé dans le Pas-de-Calais en septembre 1934

Nom et adresse des propriétaires	Nom de l'animal	Montant de la prime (en francs)
M. Leblond à Conchil-le-Temple	Fanny	300
M. Leblond à Conchil-le-Temple	Etincelle	390
M. Leblond à Conchil-le-Temple	Brillante	200
M. Leblond à Conchil-le-Temple	Diva	500
M. Grémont à Buire-le-Sec	Héroïne	250
Edmond Poupart à Brimeux	Griotte	400
Edmond Poupart à Brimeux	Idéale	200
Edmond Poupart à Brimeux	Fadette	300
Ernest Grémont à Écuire	Farotte	150 + 50
Ernest Grémont à Écuire	Garonne	200
Raoul Becquet à Douriez	Elégante	200
M. Roussel à Écuire	Belle de jour	400
M. Fauquembegue à Verton	Fauvette	200
Paul Lecerf à Clenleu	Gamine	200
Albert Corne de Mouriez	Duchesse	300
Albert Corne de Mouriez	Héritière	500
Albert Corne de Mouriez	Désée	150

Source : L'arrêté préfectoral du 21 décembre 1934 portant sur l'état de répartition des primes aux lauréats du concours agricole de juments poulinières.

L'enseignement agricole

Le développement de l'enseignement agricole est également l'un des objectifs de la Société d'agriculture de Montreuil, même si celle-ci n'exerce pas d'influence directe sur les formations. L'association est notamment à l'origine de la fondation de l'École d'agriculture d'hiver de Montreuil-sur-Mer en 1924. L'établissement accueille des garçons de 12 à 17 ans pendant la période hivernale. Les adolescents reçoivent un enseignement sur les nouvelles pratiques agricoles, mais aussi sur la mécanique, l'électricité, la comptabilité, le syndicalisme et le mutualisme³⁷. Ils suivent trente heures de cours par semaine pendant quatre mois. Les élèves peuvent intégrer le pensionnat. Mais, peu de cultivateurs inscrivent leurs enfants. En 1926, seuls trois adolescents obtiennent le diplôme du Cours Agricole d'Hiver de Montreuil : Léon Grard de Beutin, Alfred Taverne de Verchocq et Victor Jacmaire de Campagne-lès-Hesdin³⁸. Le premier janvier 1933, l'établissement ferme définitivement ses portes³⁹. Le faible succès de cette formation hivernale résulte principalement du coût particulièrement onéreux de la pension. Celle-ci s'élève à 720 francs par élève et par an en 1931.

Dans l'entre-deux-guerres, des écoles ambulantes départementales proposent également un enseignement agricole aussi bien pour les garçons que pour les filles. L'École ambulante ménagère, fondée le 22 août 1906⁴⁰, s'installe notamment à Campagne-lès-Hesdin en 1923⁴¹ et à Montreuil-sur-Mer en 1927⁴². La formation, destinée aux jeunes et futures fermières de plus de quinze ans, est gratuite et dure trois mois, de janvier à avril. Des cours

³⁷ *Journal de Montreuil*, 11.10.1930.

³⁸ *Idem*, 21.03.1926.

³⁹ *Id.*, 30.04.1933.

⁴⁰ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1936, p 228.

⁴¹ *Journal de Montreuil.*, 21.01.1923.

⁴² *Idem*, 19.12.1926.

pratiques de travaux de laiterie, de cuisine, de lingerie et d'aviculture sont enseignés, ainsi que des notions sur la physiologie végétale, les amendements, les engrais, l'horticulture et la comptabilité agricole. Cependant, peu d'élèves s'inscrivent. En 1923, elles ne sont que quinze à assister aux cours proposés. L'École d'agriculture ambulante départementale pour les garçons ne connaît pas non plus un réel succès. En 1924, à Hesdin, sur les 36 élèves inscrits, seuls 18 sont présents à la fin de la session⁴³.

Document 64 : Photographie des personnalités présentes lors de la cérémonie de clôture de la session de l'École d'agriculture ambulante d'Hiver à Hesdin en avril 1938⁴⁴



Source : *L'Agriculture de la région du Nord*, 23.04.1938

Les cultivateurs semblent préférer les cours post-scolaires, gratuits, qui sont proposés par les instituteurs des campagnes, titulaires du Certificat d'aptitude à l'enseignement agricole. Ces formations, subventionnées par les municipalités, sont créées afin que « les adultes reçoivent un enseignement orienté vers les questions purement agricoles »⁴⁵. Les programmes des cours post-scolaires sont assez variés, comme en témoigne Les cours pour adultes dispensés en 1930 par M. Degond, l'instituteur de Zoteux⁴⁶. Les sujets étudiés sont les suivants : l'importance de l'agriculture en France et dans le département, la production végétale, la production animale, la zootechnie⁴⁷ générale, la zootechnie spéciale, l'horticulture, l'économie rurale et les industries annexes⁴⁸. La formation est donc ciblée sur le métier d'agriculteur. Les élèves étudient aussi bien la nature des sols et les caractères biologiques des plantes que l'emploi des engrais et la sélection des semences et des animaux. Le fonctionnement et le rôle de la Société d'agriculture de Montreuil, des syndicats et des

⁴³ *Id.*, 29.03.1924.

⁴⁴ L'homme qui se tient au premier rang, à gauche, est Octave Corne, le président de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer. Les conseillers généraux Ledoux et Poupart, ainsi que Marcel Harduin, le président du Syndicat agricole de la Région d'Hesdin, sont également présents sur la photographie.

⁴⁵ Arch. mun. de Bourthes, Registre de délibération du Conseil municipal, acte n°198, le premier juin 1922. En 1922, le Conseil municipal de Bourthes décide de mettre en place un cours post-scolaire pour les adultes. Il vote ainsi une somme de 200 francs pour les frais de fonctionnement et de 60 francs pour récompenser les élèves les plus assidus.

⁴⁶ Il est instituteur de Zoteux de 1926 à 1934. En 1934, il est remplacé par M. Payen.

⁴⁷ La zootechnie est l'étude des animaux domestiques, de leurs mœurs, de leur reproduction, ainsi que des moyens permettant d'améliorer les races et les conditions d'élevage, en vue de la meilleure exploitation d'un cheptel.

⁴⁸ Arch. dép., *Monographie agricole de l'instituteur de Zoteux*, n°176, 1930.

autres structures présentes dans l'arrondissement font également partie de l'enseignement. Ces formations contribuent incontestablement au développement de l'agriculture montreuilloise, en formant les exploitants aux nouvelles pratiques et en les incitant à se moderniser. L'enseignement est d'ailleurs dispensé l'hiver, pendant la saison creuse, afin d'attirer le plus possible de paysans.

Peu de documents renseignent sur le nombre d'adultes inscrits à ces cours. Toutefois, quelques exemples tendent à montrer que les formations proposées par les instituteurs sont plutôt suivies. En 1922, dans la commune de Bourthes, entre 30 et 35 adultes fréquentent régulièrement les cours⁴⁹. En 1921, Gaston Jollant, l'instituteur de Preures, propose deux séances par jour à 18 adultes⁵⁰. Son successeur, Maurice Lécuyer, enseignant à Preures de 1922 à 1928, obtient une récompense de 100 francs en 1926 pour le succès qu'il rencontre avec ses cours post-scolaires⁵¹.

La Société d'agriculture est consciente du rôle important que jouent les instituteurs dans le développement de l'agriculture. Ceux-ci, proches des cultivateurs, sont de véritables agents actifs du progrès agricole. En plus des formations pour adultes, les hussards de la république gèrent bénévolement les caisses mutuelles locales contre la mortalité du bétail. Le 06 mars 1926, lors de l'assemblée générale de la Caisse de Réassurance de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, Octave Corne n'hésite d'ailleurs pas à rendre hommage aux maîtres d'école qui proposent un enseignement post-scolaire agricole et à inciter tous les enseignants à faire de même. Voici un extrait de son discours qui en témoigne⁵² :

(...) Au nom du monde rural je m'adresse à vous Mmes les Institutrices et MM. les Instituteurs et je me permets de vous demander un service si, toutefois, votre programme d'enseignement vous le permet. Je voudrais vous voir préparer nos enfants des campagnes à recevoir l'enseignement post-scolaire agricole, développer chez l'enfant, l'amour de la terre et le goût des travaux des champs, lui donner des notions simples de sciences physiques et naturelles appliquées à l'agriculture sous forme de leçons, choisir l'occasion des dictées, narrations ou problèmes pour traiter des questions portant sur la vie rurale. Saisir toutes les occasions qu'offre la succession des travaux des champs, ainsi que le phénomène de la végétation au cours des saisons pour donner des explications de circonstance, et faire des promenades instructives, quelques uns parmi vous pratiquent déjà cet enseignement post-scolaire, je les félicite. Vous pouvez contribuer à empêcher l'exode de nos campagnes vers les villes, ce qui est l'angoisse de toute la population rurale. C'est à vous qu'il appartient de diriger l'enfant, dès son plus jeune âge, vers la vie des champs, en lui faisant voir les bienfaits de la vie à la campagne et les dangers et les risques de la vie des villes. Vous aurez ainsi, mesdames et messieurs, droit à toute notre reconnaissance pour avoir contribué à la prospérité de la France, dont les destinées sont liées aux destinées de l'Agriculture.

Dans son discours, Octave Corne insiste sur l'importance de l'enseignement agricole. Selon lui, les cours post-scolaires permettent le développement des pratiques culturelles, mais sont aussi l'un des moyens de lutter contre l'exode rural, notamment en donnant envie aux plus jeunes de devenir cultivateur. Dans l'entre-deux-guerres, la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer a donc également pour objectif de défendre les intérêts des cultivateurs, mais aussi de l'agriculture en général.

La défense des intérêts des cultivateurs

Dans l'entre-deux-guerres, les membres de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer se réunissent régulièrement à l'Hôtel de France pour débattre de sujets portant sur

⁴⁹ Arch. mun. de Bourthes, *Op. cit.*, Registre de délibération du Conseil municipal, acte n°198.

⁵⁰ Arch. dép., T1505/13, Dossier de carrière de Gaston Jollant. D'après le rapport d'inspection daté du 22 février 1921.

⁵¹ Arch. dép., T1508/1, Dossier de carrière de Maurice Lécuyer. D'après le rapport d'inspection daté du 07 février 1928.

⁵² *Journal de Montreuil*, 21.03.1926.

l'agriculture mais aussi sur la ruralité. À l'issue des débats, des motions sont votées et présentées à la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais. Celle-ci, fondée par la loi du 3 janvier 1924, est un organe consultatif qui a pour but de représenter les intérêts de l'agriculture par les avis qu'elles donnent aux pouvoirs publics. Elle n'est en fait qu'un relais entre les associations agricoles et les autorités de l'État. En effet, les élus sont principalement des membres des différents groupements agricoles du département de diverses tendances⁵³. Le président de la Société d'agriculture de Montreuil, Octave Corne, fait notamment partie de cette assemblée.

Les sujets de débat sont particulièrement nombreux et surtout variés. Ils portent notamment sur les baux de ferme⁵⁴, les assurances, la main-d'œuvre agricole, les contrats d'électricité⁵⁵, l'enseignement⁵⁶, les infrastructures routières⁵⁷, et surtout sur les politiques menées par le gouvernement dans les années 1930. La crise économique, qui touche le secteur agricole, fait en effet émerger de nombreuses inquiétudes chez les cultivateurs. En moyenne, près de 300 personnes assistent aux réunions. La Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer devient l'un des organes de défense des intérêts agricoles les plus importants du Pas-de-Calais. Voici quelques exemples de débats qui ont lieu dans l'entre-deux-guerres.

Le 02 octobre 1926, les sociétaires se réunissent pour débattre de la question des contrats force d'électricité. La Société La Béthunoise impose aux consommateurs un minimum de 130 heures par compteur. Les cultivateurs désapprouvent cette mesure. Octave Corne estime que « celui qui consomme paie ce qu'il a consommé et non que d'aucuns paient pour d'autres »⁵⁸. À l'issue du débat, les membres émettent, à l'unanimité, le vœu que soit supprimé le minimum de consommation. Le Sous-préfet de Montreuil, M. Pelletier, présent à la réunion, se propose de remettre cette requête au service du contrôle et à l'Ingénieur en chef.

D'autres discussions portent sur des sujets qui ne concernent pas directement l'agriculture. C'est notamment le cas lors de l'assemblée générale du 04 janvier 1936. Les cultivateurs expriment leur point de vue concernant les travaux engagés par l'État sur les routes nationales. Voici un extrait du vœu émis par les sociétaires à l'issue de ce débat et publié dans le *Journal de Montreuil*⁵⁹ :

La Société d'agriculture de l'arrondissement de Montreuil, réunie en assemblée générale le 04 janvier 1936 ; Considérant que des dépenses exagérées et inutiles sont faites sur les routes nationales ; Considérant d'autre part que certaines routes de grande communication et les routes vicinales sont dans un mauvais état d'entretien, que des chemins ruraux sont impraticables dans certaines communes trop chargées et sans ressources ; Considérant que cette situation est nuisible à l'agriculture et crée deux catégories de citoyens français, les privilégiés qui se servent journellement des belles routes nationales, et les déshérités, qui se voient dans la triste obligation de se servir continuellement des routes sacrifiées ; proteste énergiquement et exige qu'à l'avenir l'Administration fasse une meilleure répartition des dépenses (...).

Cette protestation des cultivateurs témoigne du climat qui reste relativement tendu entre les pouvoirs publics et le monde agricole depuis le début de la crise économique et surtout depuis la promulgation de la loi du 24 décembre 1934. Celle-ci prévoit un retour à la

⁵³ Des associations sont républicaines et adhèrent à l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais et des départements voisins. D'autres sont catholiques et sont affiliées à la Fédération agricole du Pas-de-Calais.

⁵⁴ *Journal de Montreuil*, 20.10.1929.

⁵⁵ *Idem*, 10.10.1926.

⁵⁶ *Id.*, 21.03.1926.

⁵⁷ *Id.*, 12.01.1936.

⁵⁸ *Id.*, 10.10.1926.

⁵⁹ *Id.*, 12.01.1936.

liberté du prix du blé⁶⁰. Lors de l'assemblée générale du 05 janvier 1935, la Société d'agriculture de Montreuil condamne cette mesure prise par le gouvernement Flandin⁶¹. Elle la juge « mauvaise et néfaste pour La culture ». Pour le sénateur Delesalle, un républicain du centre-droit, présent à la réunion, cette « nouvelle loi sur les blés est une catastrophe »⁶². Les cultivateurs reprochent aux autorités de ne pas avoir consulté les chambres d'agriculture et d'entraîner une diminution de leur pouvoir d'achat en libéralisant les marchés. La mesure engendre une baisse des cours des céréales et donc une diminution des revenus des exploitants. Dans le Pas-de-Calais, la valeur nette du quintal de blé passe de 110 francs en décembre 1934 à 71 francs en décembre 1935⁶³. Cette protestation porte en elle les germes d'un sentiment anti-parlementaire.

Au cours de la séance du 18 janvier 1935 à la Chambre des députés, Prosper Blanc⁶⁴ interpelle le Ministre de l'agriculture et dénonce des tarifs douaniers relatifs aux produits agricoles trop bas. Émile Cassez, le ministre de l'agriculture, défend alors la politique menée par le gouvernement en s'appuyant sur des exemples de production et en affirmant que l'Agriculture française est suffisamment protégée. Puis, il condamne les propos tenus par les cultivateurs du Montreuillois à l'égard du Président du Conseil : « Mais, il suffit de lire les discours, parmi ceux prononcés à Montreuil, pour être persuadé que certains ne reculent pas devant une telle accusation à l'égard du Gouvernement (...). Peut-être, par ailleurs, des organismes⁶⁵ qui ne sont pas faits pour créer des embarras au Gouvernement au nom des Agriculteurs qu'ils sont censés diriger, feraient-ils mieux d'aiguiller leurs ressortissants vers celles des branches de la production du sol⁶⁶ qui sont déficitaires »⁶⁷. Ce discours alimente les tensions.

Le 27 janvier 1935, la Société d'agriculture de Montreuil décide d'organiser une manifestation contre la loi du 24 décembre ratifiée par le Parlement. Malgré la neige tombée en abondance, près de 2000 personnes se seraient rassemblées à Montreuil, au théâtre municipal et aux abords⁶⁸, pour protester contre le politique du gouvernement⁶⁹. Parmi elles figurent des élus, des cultivateurs, mais aussi des petits fermiers et des ouvriers agricoles. Octave Corne qui préside la réunion est notamment entouré du sénateur Delesalle, du conseiller général Albert Candeliez, des présidents des sociétés d'agriculture de Boulogne, Arras et Saint-Pol, de M. Boisleux, président de la Caisse régionale du Crédit agricole et de Jean Rollin, vice-président de la Fédération agricole du Pas-de-Calais⁷⁰. La manifestation rassemble donc des représentants des associations agricoles républicaines, mais aussi des groupements catholiques. Dans la salle, sur de grandes pancartes, il est écrit « Paysans tous debout ! », « Que la vie baisse, mais pas à nos seuls frais ! », « Résistons et nous sauverons le pays de la ruine ! » et « Les paysans se réveillent »⁷¹.

⁶⁰ La loi de juillet 1933 instituant un prix minimum des blés est abolie.

⁶¹ Pierre-Étienne Flandin est président du Conseil du 8 novembre 1934 au 01 juin 1935. Il est radical de gauche.

⁶² *Journal de Montreuil*, 13.01.1935.

⁶³ Arch. dép., 37W130, Mercuriales mensuelles 1928-1941, cours moyen des blés 1927-1936.

⁶⁴ Prosper blanc est un cultivateur élu député en 1926 dans le département de l'Ain. À la Chambre, il siège à la Gauche radicale.

⁶⁵ Il parle des chambres d'agriculture.

⁶⁶ Il parle notamment de l'élevage de moutons.

⁶⁷ *Le Phare de Calais*, 28.01.1935.

⁶⁸ Le théâtre ne pouvant contenir 2000 personnes, un haut-parleur est installé à l'extérieur. De nombreux cultivateurs se tiennent ainsi sur la place de Montreuil sur le sol enneigé.

⁶⁹ Arch. dép., M5624, Comités de propagande coloniale, protestation des cultivateurs contre la loi sur les blés.

⁷⁰ *Ibidem*.

⁷¹ *Journal de Montreuil*, 03.02.1935.

L'atmosphère est particulièrement tendue et la colère des cultivateurs est palpable, comme en témoigne les propos suivants tenus par M. Rollin devant l'assemblée⁷² :

Il paraît que nous avons la bonne fortune d'avoir ici un représentant du Ministère Flandin. Si la chose est exacte, je demanderai à ce mouchard de bien vouloir rapporter, le plus fidèlement possible, les propos qui auront été tenus à ce meeting, à l'adresse du Président du Conseil, son patron.

M. Rollin fait allusion à la présence de l'Inspecteur principal de police Madern, du Commissariat spécial de Boulogne-sur-Mer. À la fin du discours, celui-ci est hué par les paysans. Des membres de l'assemblée manifestent leur hostilité envers le gouvernement en s'écriant « À bas Flandin ! À bas le parlement ! ».

À la fin de la réunion, après l'intervention de personnalités appartenant au monde agricole, Octave Corne soumet à l'assemblée les vœux suivants, votés à l'unanimité⁷³ :

Les propriétaires, les cultivateurs et les ouvriers agricoles de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, au nombre de deux mille, réunis à Montreuil-sur-Mer le dimanche 27 janvier 1935, affirment leur solidarité la plus étroite et la plus entière dans l'organisation de leurs associations agricoles et font confiance à ceux qui les dirigent ; protestent avec la dernière énergie contre les affirmations de M. le Président du Conseil qui n'a pas craint de recourir à un procédé jamais encore employé par aucun de ses prédécesseurs pour diviser la profession agricole ; déplorent que les Pouvoirs Publics aient refusé de consulter les Chambres d'Agriculture et les grandes associations professionnelles, sur des questions éminemment agricoles, alors qu'ils ont pris l'avis des organisations industrielles et commerciales ; demandent énergiquement que l'organisation professionnelle agricole soit maintenue, protégée, consultée et écoutée ; considérant en outre l'effondrement des prix de tous les produits agricoles qui sont à 40% de leur valeur de 1929 ; félicitent les parlementaires qui ont voté contre la « loi folle » qui vient de provoquer une baisse formidable du prix du blé et leur demandent, à l'exception des questions de défense nationale, de voter en toute circonstance contre le Gouvernement Flandin qui est libre-échangiste et qui conduit le pays à la ruine ; adjurent le Parlement de prendre au plus tôt les mesures demandées par les associations agricoles pour la revalorisation des produits agricoles ; prennent solidairement l'engagement de résister et, s'il le faut, de ne pas hésiter à recourir à la grève de l'impôt s'ils n'obtiennent pas satisfaction ; réclament ardemment et énergiquement la prospérité de la France par la prospérité de l'Agriculture.

Les cultivateurs semblent déterminés. S'ils n'obtiennent pas la suppression des mesures votées par le Parlement, ils menacent de ne plus payer l'impôt. Après la réunion, une dizaine de sociétaires déposent une gerbe de fleurs au pied du monument au mort de Montreuil⁷⁴. Par ce geste symbolique, les cultivateurs du Montreuillois veulent probablement rappeler au Gouvernement que ce sont les paysans qui ont payé le plus lourd tribut pendant la Grande Guerre et qui ont donné leur vie pour l'honneur de la patrie. L'exemple est suivi dans tout le département, puisque quelques semaines plus tard, des manifestations contre la politique de Pierre-Étienne Flandin ont lieu dans les autres arrondissements du Pas-de-Calais.

Pour les organisateurs, la manifestation est un franc succès. Mais, celui-ci ne semble pas être aussi important qu'il n'y paraît. Le 30 janvier 1935, lors d'une conversation téléphonique, le Sous-Préfet de Montreuil signale au Préfet du Pas-de-Calais que beaucoup d'ouvriers agricoles ont été payés par leur patron pour assister à la réunion, dans le but de faire gonfler le nombre de participants, mais aussi pour montrer que les associations agricoles œuvrent également en faveur des paysans les moins aisés, ce que reproche le Président du Conseil à ces groupements. Il affirme aussi que des cultivateurs présents dans la salle du

⁷² Arch. dép., *Op. cit.*, M5624. Ces propos figurent dans le rapport de l'Inspecteur principal Madern daté du 28 janvier 1935 à M. le Commissaire spécial de Boulogne-sur-Mer.

⁷³ *Ibidem.*

⁷⁴ *Écho du Nord*, 28.01.1935. *La dépêche*, 28.01.1935. *Journal de Montreuil*, 03.02.1935.

théâtre auraient trouvé les propos d'Octave Corne envers les autorités publiques trop agressifs et excessifs⁷⁵. Toutefois, le nombre de participants à la réunion aurait certainement été plus conséquent si les conditions climatiques avaient été meilleures.

Le 6 avril 1935, lors d'une assemblée générale de la Société d'agriculture, Octave Corne, entouré de M. Harduin, président de la Société d'agriculture de Saint-Pol, et d'André de la Gorce, conseiller général du canton d'Hucqueliers, propose aux cultivateurs de s'unir pour défendre l'agriculture en créant un « Front paysan ». Dans un rapport, le Sous-Préfet de Montreuil fait part au Préfet du Pas-de-Calais de la décision prise par le groupement agricole. Il accuse Octave Corne de « mener dans les milieux agricoles une agitation qui ne trouve pas encore d'échos profonds » et cela dans « un but personnel et certainement électoral en vue du prochain renouvellement au Sénat »⁷⁶. Il affirme également que le « Front paysan » est un mouvement de droite « peut-être même à tendance anti-républicaine, (...) ouvertement encouragé par le journal local d'extrême droite *Le Courrier de l'arrondissement de Montreuil* ».

Peu de documents renseignent sur le nombre de cultivateurs adhérant au « Front paysan » dans l'arrondissement. Il semblerait toutefois que ce mouvement, proche d'Henri Dorgères⁷⁷, soit peu suivi, notamment parce que le Cabinet Pierre-Étienne Flandin est renversé quelques semaines plus tard, en juin 1935, ce qui atténue quelque peu les tensions. En effet, le « Front paysan » est principalement fondé dans un contexte d'hostilité à l'égard du gouvernement Flandin. De plus, les Montreuillois semblent rejeter toute forme de populisme, comme en témoigne les résultats au second tour des élections législatives, le 17 mars 1935. En effet, Paul de Ste-Maresville, cultivateur à Beaumerie, candidat du parti agraire, un mouvement de droite dont l'idéologie est proche du dorgérisme⁷⁸, n'obtient que 13 suffrages sur les 18 868 exprimés⁷⁹. Ses interventions aux assemblées générales de la Société d'agriculture ne sont d'ailleurs pas toujours appréciées par les autres membres, comme en témoigne la réaction d'Octave Corne le 05 janvier 1935⁸⁰. Paul de Ste-Maresville, qualifié dans le *Journal de Montreuil* d'« avocat du partie agraire », aurait tenté de politiser le débat sur la loi du 24 décembre 1934, mais le président de la Société d'agriculture aurait refusé de le suivre sur ce terrain pour éviter que l'assemblée générale ne devienne une réunion politique.

Toutefois, le « Front paysan » ne disparaît pas. Il est représenté par quelques cultivateurs. C'est notamment le cas de Joseph de Wailly, exploitant à Verchin. Il fait partie des quatre

⁷⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, M5624.

⁷⁶ *Ibidem*. Le rapport est daté du 08 avril 1935.

⁷⁷ Henri-Auguste d'Halluin, dit Henri Dorgères, né en 1897 à Wasquehal est le fondateur d'un mouvement protestataire d'extrême droite. Il crée des Comités de Défense Paysanne appelé « les chemises vertes » regroupant des cultivateurs excédés par la crise, dans les années 1930. Pour Pierre Barral, le dorgérisme est un « anarcho-syndicalisme de chefs d'entreprises », c'est-à-dire une révolte des cultivateurs patrons craignant de perdre leur place dans la société à cause de la crise. Pascal Ory, en revanche, considère que ces Comités de Défense Paysanne sont des organisations fascistes, notamment en raison de leur service d'ordre musclé et de leur uniforme. Enfin, Robert Paxton prend une position intermédiaire en plaçant le dorgérisme dans le « champ magnétique du fascisme ». C'est en Bretagne que le mouvement naît et prend son essor. BENSOUSSAN D., *Combats pour une Bretagne catholique et rurale : Les droites bretonnes dans l'entre-deux-guerres*, Fayard, Paris, 2006, 658 p.

⁷⁸ PAXTON R.O., *Le temps des chemises vertes, Révoltes paysannes et fascisme rural 1929-1939*, traduit de l'anglais par J.-P. BARDOS, Paris, Ed. du Seuil, 1996, 312 p.

⁷⁹ Arch. dép., M193, Élections législatives partielles du 10 mars 1935, Circonscription de Montreuil. Au premier tour, il obtient pourtant 2159 voix, soit 11,5% des suffrages exprimés. Il s'agit probablement d'un vote de protestation, d'une manière pour les cultivateurs d'exprimer leur inquiétude face à la crise et leur mécontentement à l'égard de la politique menée par le Gouvernement.

⁸⁰ *Journal de Montreuil*, 13.01.1935.

candidats⁸¹ de l'arrondissement aux élections à la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais proposés par Octave Corne en 1939⁸², malgré le refus de quelques sociétaires⁸³. Joseph de Wailly représente à la fois la Fédération agricole du Pas-de-Calais et le « Front paysan ». Dans le *Journal de Montreuil*, Il est présenté comme le candidat de la Défense paysanne. Il est élu pour six ans à la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais, ainsi que les trois autres candidats⁸⁴. Lors du Congrès Régional de défense paysanne présidé par Dorgères le samedi 9 juillet 1938 dans le Pas-de-Calais, parmi les orateurs figure un cultivateur de l'arrondissement de Montreuil. Il s'agit de M.G. Têtu, exploitant à Conchil-le-Temple. Son discours porte sur le lait, le beurre et l'élevage⁸⁵.

Pierre-Étienne Flandin est remplacé par Fernand Bouisson, le premier juin 1935, puis par Pierre Laval le 07 juin 1935. Ce dernier fait notamment adopter le 30 octobre 1935 un décret-loi instituant une assemblée permanente des présidents des chambres d'agriculture (APPCA). Celle-ci est un organe consultatif et représentatif des intérêts de l'agriculture auprès des pouvoirs publics⁸⁶. Cette mesure est saluée par la Société d'agriculture de Montreuil. Le 8 décembre 1935, le Ministre de l'agriculture Pierre Cathala décide de se rendre dans le Pas-de-Calais pour s'entretenir avec les responsables des associations agricoles du département et apaiser les tensions. Il vient expliquer les lois qui viennent d'être votées et appliquées à l'agriculture. L'assemblée générale a lieu à Montreuil-sur-Mer. Le ministre est chaleureusement accueilli par Octave Corne. De nombreux élus, des cultivateurs et les représentants des associations agricoles du Pas-de-Calais sont présents⁸⁷. Le président de la Société d'agriculture de Montreuil, dans son discours, remercie Pierre Cathala d'avoir notamment redonné une légitimité aux chambres d'agriculture départementales⁸⁸. Cette visite de Pierre Cathala semble apaiser les tensions.

Alors que des grèves d'ouvriers agricoles éclatent dans les campagnes françaises en 1936, aucun rassemblement n'a lieu dans l'arrondissement. La Société d'agriculture de Montreuil, particulièrement conservatrice, use probablement de son influence pour éviter tout soulèvement. Elle condamne ces grèves et n'hésite pas à prendre position politiquement contre la gauche et plus particulièrement contre les communistes. Le discours, prononcé par Octave Corne lors de la première assemblée générale de l'année 1937 en témoigne. En voici un extrait⁸⁹ :

⁸¹ Les candidats sont Octave Corne, Marcel Harduin, président de l'Union des coopératives du Pas-de-Calais et maire de Gouy-Saint-André, Paul Lhotellier, président du Conseil d'administration de la Distillerie Coopérative de Verton et conseiller d'arrondissement, et Joseph de Wailly.

⁸² *L'Agriculture de la Région du Nord*, 07.01.1939.

⁸³ M. Tardieu, cultivateur à Frencq, exprime son désaccord. Il estime que la Fédération agricole du Pas-de-Calais a le droit de choisir librement ses candidats. Octave Corne défend alors la candidature de Joseph de Wailly en rappelant que ce dernier ne représente pas seulement le « Front paysan » mais aussi la Fédération agricole du Pas-de-Calais. Il insiste aussi sur les compétences et l'expérience de l'homme qui est habitué à s'exprimer dans des réunions agricoles. Son discours, très persuasif, est applaudi par l'assemblée. Seuls trois sociétaires votent contre la liste de candidats proposée par le président de la Société d'agriculture de Montreuil. Leur nom n'est pas indiqué dans le compte-rendu de l'assemblée générale.

⁸⁴ Des quatre candidats, Joseph de Wailly est celui qui obtient le moins de suffrages, soit 5454 voix sur 6033 exprimées.

⁸⁵ *L'Agriculture de la Région du Nord*, 16.07.1938.

⁸⁶ ATRUX-TALLAU M., *Histoire sociale d'un corps intermédiaire : l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (1924-1974)*, thèse de doctorat sous la direction de Claude-Isabelle BRELOT, Université de Lyon, 2010, édition numérique non paginée.

⁸⁷ *Journal de Montreuil*, 15.12.1935.

⁸⁸ *Idem*.

⁸⁹ *L'Agriculture de la Région du Nord*, 08.01.1937.

J'avais caressé l'espoir de vous exprimer, en même temps que mes souhaits de bonne année, mes vœux les plus sincères pour la prospérité dans vos exploitations. Je n'ose le faire, parce que je n'ose y croire ! Il faudrait pour cela que je sois en possession d'un optimisme irraisonné. Il faudrait pour cela être débarrassé de la tyrannie cégétiste et nous laisser travailler en paix. La recrudescence des grèves avec occupation sur tout le territoire nous fait craindre pour notre liberté. Il faudrait pour cela que l'on veuille la prospérité de l'agriculture et non son étatisation (...). Vous êtes la corporation la plus importante ; le jour où vous serez unis, vous imposerez vos volontés⁹⁰, et tous les gouvernements, mêmes les plus mauvais pour notre corporation, seront forcés de compter avec nous si vos dirigeants sont assez fermes et énergiques pour leur dire qu'il y a des limites que l'on ne dépasse pas, et que jamais la paysannerie ne consentira à se laisser enrôler dans les cadres marxistes.

Dans l'entre-deux-guerres, la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer est incontestablement l'un des comices agricoles les plus puissants du Pas-de-Calais. Elle étend non seulement son influence sur tous les groupements agricoles de l'arrondissement, mais également sur la plupart des associations départementales, comme notamment la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais, la Caisse régionale de Crédit Agricole du Pas-de-Calais, la Mutuelle agricole accidents du Pas-de-Calais et la Caisse mutuelle d'assurances sociales du Pas-de-Calais. Elle doit son importance en partie au charisme de son président Octave Corne. Bien que la Société d'agriculture de Montreuil multiplie les actions en faveur du progrès agricole, elle se révèle être un groupement particulièrement conservateur, défendant avec ardeur une agriculture traditionnelle et condamnant toute forme de libre-échange. Dans son combat contre le Ministère Flandin, elle se rapproche même de la catholique Fédération agricole du Pas-de-Calais comme en témoigne la présence aux réunions d'André de la Gorce et de M. Rollin. Ces mentalités se reflètent dans le comportement électoraliste des Montreuillois avec le triomphe de la droite républicaine et dans la persistance d'une véritable ferveur chrétienne.

II) Des mentalités profondément conservatrices

Un électorat majoritairement de droite

Le triomphe de la droite aux législatives de 1919 à 1932

Lors des élections législatives de 1919, la liste « Bloc national », allant de la droite catholique aux radicaux, composée notamment de Léon Abrami, sous-secrétaire d'État à la Guerre de 1917 à 1919, et de Victor Morel⁹¹, l'emporte dans les arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer⁹². En 1924, le candidat de droite, Léon Abrami, devient député de l'arrondissement de Montreuil avec 66% des suffrages exprimés⁹³. Le pourcentage des voix en faveur de la gauche, toutes tendances confondues, est faible. Il n'est que de 24,4%. Seuls les électeurs du canton Fruges votent majoritairement en faveur d'Alexandre, radical de gauche, qui obtient 51,2% des voix. Les résultats du socialiste Amat et du communiste Baly sont insignifiants dans l'arrondissement. Ils n'obtiennent respectivement que 6,7 et 3,3% des suffrages exprimés. Leur faible succès résulte en partie d'un nombre limité d'ouvriers sur le territoire, mais également de la prospérité de l'agriculture au lendemain de la guerre qui n'incite pas la population à changer de comportement politique.

⁹⁰ Un discours similaire est prononcé par Octave Corne le 3 juillet 1938 à Hucqueliers lors du concours agricole annuel de l'arrondissement : « Nous sommes la corporation la plus importante ; nous pourrions facilement être la plus forte et la plus écoutée si nous étions étroitement unis ». *Journal de Montreuil*, 10.07.1938.

⁹¹ Voir le chapitre 4.

⁹² *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1923, p 478.

⁹³ *Journal de Montreuil*, 18.05.1924.

Lors des législatives de 1928, Charles Delesalle, un homme à la stature imposante⁹⁴, propriétaire de la ferme du ménage d'Alette⁹⁵, républicain radical, l'emporte dans l'arrondissement, au second tour, sur le socialiste de la S.F.I.O, Marcel Dupuich, et le communiste, M. Bosredon, avec 54,6% des voix⁹⁶. Il se présente comme le successeur de Victor Morel décédé en 1927. Au premier tour, il n'est pas le seul candidat du « centre gauche » à se présenter. Albert Candelize compte aussi remporter le scrutin. Néanmoins, à l'issue de celui-ci, Charles Delesalle arrive en tête avec près de 2000 suffrages d'avance. Albert Candelize décide alors de ne pas maintenir sa candidature au second tour.

En 1932, soutenu par les élus locaux et la Société d'agriculture de Montreuil, Charles Delesalle est réélu dès le premier tour. Il obtient 58,2% des voix, contre 24,8% pour Delattre, radical-socialiste, 13,2% pour Marcel Dupuich de la SFIO, 3% pour Bosredon, communiste et enfin 0,9% pour Éloi Quénéhen, indépendant de droite⁹⁷. Il occupe le poste de sous-secrétaire d'État à l'Air du 27 octobre 1933 au 30 janvier 1934. Puis, il devient sénateur du Pas-de-Calais en 1934. En 1939, il est promu officier de la Légion d'Honneur au titre d'officier aviateur de réserve. Il est le premier français à entrer et à atterrir dans Lille en octobre 1918, après le recul des troupes allemandes⁹⁸.

La victoire des radicaux-socialistes aux législatives de 1935 et 1936

Lors de la législative partielle de 1935 liée à l'élection de Charles Delesalle au Sénat, l'avocat Albert Candelize, conseiller général d'Étaples, Radical de gauche, arrive en tête au premier tour. Il devance son principal adversaire, Gustave Decréquy, Radical-socialiste, de 1500 voix⁹⁹. Le socialiste Marcel Dupuich, vétérinaire à Lens, arrive en troisième position, devant Paul De Ste-Maresville cultivateur à Beaumerie, représentant du parti agraire, le communiste Philippe Godet, planteur de tabac à Aubin Saint-Vaast, Éloi Quénéhen, architecte à Berck au chômage, et Charles Delmilhac, républicain socialiste. Au second tour, Marcel Dupuich se désiste et soutient Gustave Decréquy. Bénéficiant du report des voix des électeurs de la gauche, ce dernier, conseiller d'arrondissement de Fruges depuis 1926 et négociant en vins¹⁰⁰ remporte les élections à l'issue du scrutin de ballottage avec 53,8% des suffrages exprimés¹⁰¹. Mais la victoire est loin d'être écrasante, puisqu'au second tour, Albert Candelize arrive toujours en tête dans les cantons du Littoral, surtout dans celui d'Étaples dont il est le conseiller général.

⁹⁴ D'après le témoignage de M. Roland Forestier, né en 1921, cultivateur retraité à Preures.

⁹⁵ M. Delesalle, membre de la Société d'agriculture de Montreuil, possède la plus vaste exploitation du canton d'Hucqueliers. M. Delesalle est un candidat radical indépendant, c'est-à-dire qui n'est pas inscrit au parti radical et radical-socialiste. À la chambre des députés, il siège en fait au centre droit.

⁹⁶ *Journal de Montreuil*, 24.04.1928.

⁹⁷ *Journal de Montreuil*, 12.05.1932.

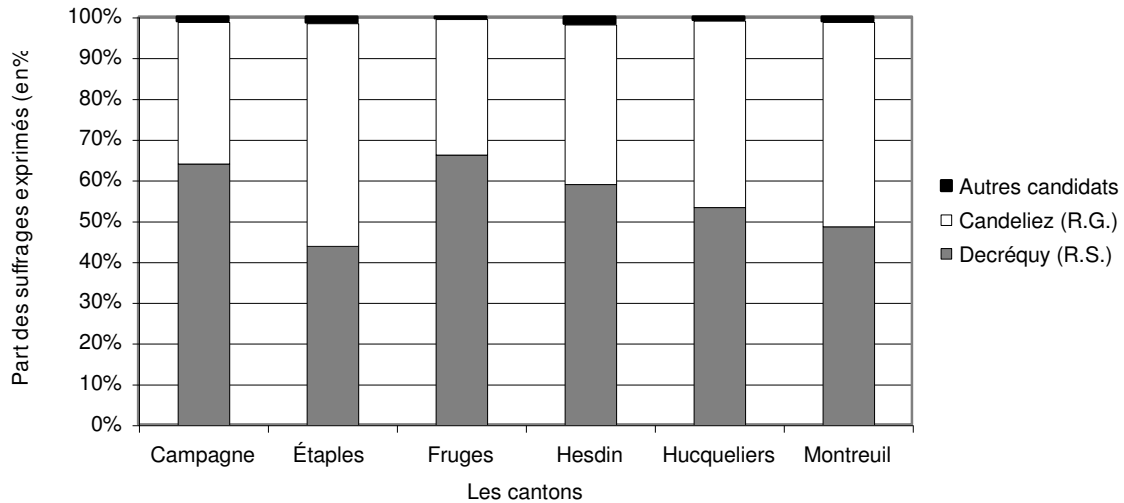
⁹⁸ *L'Agriculture de la Région du Nord*, 22.07.1939.

⁹⁹ *Journal de Montreuil*, 17.03.1935.

¹⁰⁰ HILAIRE Y.-M., LEGRAND A., MENAGER B., VANDENBUSSCHE R., *Atlas électoral du Nord-Pas-de-Calais 1876-1936*, P.U.L., 1977.

¹⁰¹ *Journal de Montreuil*, 24.03.1935.

Document 65 : La répartition des suffrages lors du second tour des élections législatives de 1935 dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer (en %)



Source : Arch. dép., M193, Élections législatives partielles du 10 mars 1935, arrondissement de Montreuil.

Lors des élections législatives de 1936, Gustave Decréquy arrive en tête dans l'arrondissement de Montreuil au premier tour. Il devance les radicaux indépendants Henri Elby, industriel, et Jean Ménard, docteur en médecine et conseiller municipal de Berck. Au second tour, il obtient 55,5% des suffrages exprimés et est donc réélu¹⁰². Seuls les électeurs du canton de Montreuil votent majoritairement en faveur d'Henri Elby. Pour le *Télégramme*, un journal conservateur, Gustave Decréquy est « un homme qui, déjà sous la tutelle des loges, s'est encore livré pieds et poings liés aux socialistes »¹⁰³. La victoire de la gauche dans l'arrondissement peut résulter des difficultés engendrées par la crise économique, mais aussi de l'impopularité du président du Conseil Pierre-Étienne Flandin¹⁰⁴. Ce dernier devient d'ailleurs à la Chambre des députés, l'un des chefs de file de l'opposition face au « Front populaire ».

Bien que le corps électoral glisse à gauche lors des législatives de 1935 et 1936, il demeure globalement conservateur dans l'entre-deux-guerres. Les résultats des cantonales en témoignent.

La confirmation d'un électorat conservateur aux cantonales

Le succès de la droite se confirme lors des élections au Conseil général. André de la Gorce est réélu sans concurrent dans le canton d'Hucqueliers en 1919. Il remporte aussi les scrutins suivants et gère le canton sans interruption jusqu'en 1958. Il en est de même pour Michel Malingre, maire de Berck depuis 1912, qui remporte toutes les élections cantonales à Montreuil dans l'entre-deux-guerres.

Ricquier-Tristam, le vice-président de la Chambre de commerce de Boulogne-sur-Mer, est élu à la tête du canton d'Étaples en 1919 avec 80,5% des suffrages exprimés¹⁰⁵. En 1922, il est candidat unique et est donc réélu. L'avocat Albert Candeliez, Radical de gauche, lui succède.

¹⁰² Arch. dép., 3Z117, Élections législatives de 1936. Élections cantonales de 1925 et 1935.

¹⁰³ HILAIRE Y.-M., LEGRAND A., MENAGER B., VANDENBUSSCHE R., *Op. cit.*, p 233.

¹⁰⁴ Voir la première partie de ce chapitre.

¹⁰⁵ Arch. dép., M284, Élections au Conseil général, 1919, PV communaux.

Doc. 66 : Louis Poupart

Journal de Montreuil, 25.08.1935

Le député Victor Morel est élu conseiller général de Campagne-lès-Hesdin en 1919. Il gère le canton jusqu'à sa mort en 1927. Eugène Poupart dit Louis Poupart, le maire de Buire-le-Sec, le remplace. Il est élu sous l'étiquette « Républicain radical indépendant », sans concurrent. Il est vice-président de la Commission administrative de l'Hôpital-Hospice fondé par Victor Morel. Il est à la tête du canton jusqu'en 1945.

À Hesdin, le vétérinaire Aimé Ledoux l'emporte sur Brebion et Titelouze de Gournay avec 69% des voix en 1919. Il est de nouveau élu en 1925¹⁰⁶. En 1931, opposé à Marcel Dupuich et au pharmacien Colette, il l'emporte au premier tour. Il remporte également les scrutins suivants. En 1937, il est notamment élu au premier tour avec 61,2% des suffrages exprimés¹⁰⁷.

Enfin, dans le canton de Fruges, le sénateur Louis Boudenoot est réélu sans concurrent en 1919. Il meurt à Paris le 23 octobre 1922 et est remplacé par Pierre Decréquy. Ce dernier remporte les cantonales de 1925 sans adversaire politique. Il meurt le 27 janvier 1926. Son successeur est le républicain radical Georges Caron, maire de Fruges et cultivateur. Il est élu sans concurrent. Il remporte également les scrutins suivants. Opposé au notaire Holleau et à Lefebvre, cultivateur et maire de Créquy, il est réélu au premier tour en 1931 avec 53% des suffrages exprimés¹⁰⁸. En 1937, il est candidat unique.

Les mentalités demeurent profondément conservatrices dans l'arrondissement de Montreuil. L'électorat est principalement ancré à droite et le catholicisme garde une place importante dans la société rurale.

La place de la religion catholique dans la société montreuilloise

Une pratique religieuse contrastée

Dans l'entre-deux-guerres, la proportion de catholiques pratiquants est de 32% sur le territoire. Elle est légèrement inférieure à la moyenne du diocèse, qui est de 33,3%, mais reste importante dans les paroisses rurales, principalement dans celles situées au nord de la Canche¹⁰⁹. Entre 1931 et 1936, seuls les cantons du Haut-Pays dispose d'un taux supérieur à 33,3%. Hucqueliers demeure la région la plus pratiquante de l'arrondissement, avec 61,6% de pascalisans contre 50,2% à Fruges, 33,5% à Hesdin, 31,9% à Étaples, 26,7% à Campagne-lès-Hesdin et 19,1% à Montreuil. Dans le canton de Montreuil, la part des citoyens faisant leurs pâques est plus faible que celle des ruraux, ce qui explique un taux moyen relativement bas. En effet, entre 1931 et 1936, les proportions de catholiques pratiquants ne sont que de 11,2% à Cucq, 12,09% au Touquet et 16% à Berck. L'importance de la pratique religieuse dans le Haut-Pays par rapport aux autres régions du Montreuillois résulte probablement d'une proportion plus élevée de cultivateurs et d'habitants vivant indirectement de l'agriculture, car le catholicisme est étroitement lié au cycle agraire. Le faible désenclavement des territoires d'Hucqueliers et de Fruges et la relative pauvreté de la population par rapport à d'autres espaces du département peuvent également expliquer ce décalage. L'épidémie de choléra particulièrement meurtrière qui touche les paroisses autour d'Hucqueliers en 1892 et qui reste certainement gravée dans les mémoires doit aussi jouer un rôle.

¹⁰⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z117.

¹⁰⁷ *Journal de Montreuil*, 17.10.1937.

¹⁰⁸ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1932.

¹⁰⁹ LAURY S., *La vie religieuse dans le diocèse d'Arras (1930-1962)*, Thèse de Doctorat, Lille, 1982, p 84.

Une crise des vocations

Toutefois, dans l'entre-deux-guerres, l'arrondissement est l'un des espaces du département qui fournit le moins de prêtres. Le taux d'ordination est de 3,65 pour 10 000 habitants contre 4,80 en moyenne dans le Pas-de-Calais. Sur les 29 ecclésiastiques recrutés sur le territoire entre 1919 et 1939, 24 sont originaires des cantons de Fruges, Étaples et Montreuil¹¹⁰. Contrairement à la période d'avant-guerre, il n'existe plus vraiment de corrélation entre le nombre de pratiquants et celui des prêtres recrutés. En effet, le canton d'Hucqueliers qui compte en proportion le plus de pascalisants entre 1931 et 1936 et qui fournit le plus de séminaristes dans le Montreuillois entre 1876 et 1895, connaît une véritable crise des vocations. Dans cette région, le taux d'ordination passe d'un peu plus de 10 pour 10 000 résidants avant la guerre à 4,52 dans les années 1920 et 1930.

De plus, les recrutements varient considérablement d'une période à une autre et d'un espace à un autre sans véritable logique apparente. Le phénomène peut résulter du caractère même de la statistique. En effet, à l'échelle d'un canton, celle-ci s'appuie sur un nombre relativement restreint d'individus. Les taux peuvent donc fluctuer considérablement d'une année sur l'autre. Les vocations ne peuvent pas émerger chaque année dans les mêmes communes. Le canton de Campagne qui fournit également plus de 10 séminaristes pour 10 000 habitants entre 1876 et 1895, ne compte aucune ordination sur son territoire dans l'entre-deux-guerres. Entre 1919 et 1939, seul un prêtre est recruté dans les paroisses autour d'Hesdin. Cette crise des vocations s'inscrit dans un phénomène départemental et national. Entre 1910 et 1936, le nombre de prêtres diminue d'environ 14% dans le Pas-de-Calais. La France perd 11 650 prêtres entre 1904 et 1930¹¹¹.

Le succès des fêtes et des rassemblements religieux

Bien que le nombre d'ordination de prêtres originaires de l'arrondissement et de catholiques pratiquants diminue sur le territoire, les processions en l'honneur des saints connaissent toujours un véritable succès. Les plus populaires demeurent celles dédiées à saint Josse à Saint-Josse-sur-Mer et à saint Adrien à Preures¹¹². Dans l'entre-deux guerres, à Preures, la manifestation jouit encore d'une grande renommée, comme en témoignent la neuvaine¹¹³ et les fêtes traditionnelles en l'honneur de saint Adrien et de sainte Natalie qui ont lieu en mars 1928. *Le Télégramme* indique que « l'affluence des fidèles a été particulièrement grande le dimanche dénommé le *Grand Saint-Adrien*, où les pèlerins de Preures et de la région boulonnaise ont été plus nombreux que jamais »¹¹⁴. La présence de nombreux prêtres attestent également le succès et l'ampleur de l'événement. En effet, le chanoine Sueur, supérieur de Sainte-Austreberthe de Montreuil, Mgr Petit, doyen d'Hucqueliers, Mgr Lecocq, doyen de Saint-Nicolas de Boulogne, le supérieur du collège de Saint-Bertulphe de Fruges, ainsi que la plupart des curés du canton et des communes environnantes, participent aux fêtes de saint Adrien qui se tiennent à Preures en mars 1928.

Les rassemblements religieux qui ont lieu dans l'arrondissement sont généralement suivies par un grand nombre d'habitants. C'est notamment le cas de la mission donnée à Preures en janvier 1924 pendant trois semaines. Présidée par les RR. PP. Garénaux et Leleu,

¹¹⁰ *Ibidem*, p 346.

¹¹¹ *Ibid.*, p 333.

¹¹² Voir chapitre 4.

¹¹³ La neuvaine est une suite d'actes de dévotion répétés pendant neuf jours consécutifs, en vue d'obtenir une grâce particulière.

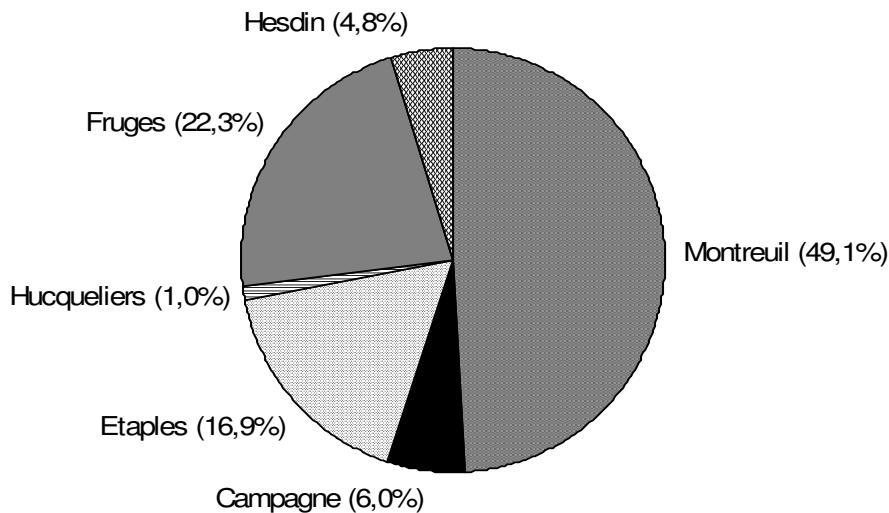
¹¹⁴ *Le Télégramme*, 13.03.1928.

rédemptoristes, elle aurait été suivie par toute la population « avec une assiduité et un recueillement remarquable »¹¹⁵.

Les patronages¹¹⁶ connaissent également un véritable succès dans l'arrondissement. Le 27 août 1931, plus de 400 enfants originaires de Frévent, d'Hesdin, d'Étaples, du Touquet, de Berck, de Montreuil, d'Écuire et de Beaumerie participent à la journée des patronages, organisée par l'abbé Delozière, qui a lieu à Montreuil-sur-Mer¹¹⁷. La matinée est consacrée à des jeux sportifs. Après la messe de 11h30, les enfants défilent dans les rues de la ville, déposent une gerbe de fleurs au monument aux morts, puis se retirent sur les remparts pour déjeuner. L'après-midi, un « jeu de petite guerre » occupe les jeunes montreuillois pendant plusieurs heures. Enfin, après la distribution des lots gagnés par les vainqueurs des jeux sportifs et avant de regagner leur paroisse, les enfants se rendent au monument du Maréchal Haig.

Le succès des unions paroissiales

Document 67 : La répartition des membres adhérent à des Unions paroissiales dans l'archiprêtré de Montreuil, par doyenné, en janvier 1925



Source : d'après *La semaine religieuse* du 30.07.1925.

Dans l'entre-deux-guerres, Montreuil est l'un des archiprêtrés du diocèse disposant en proportion du nombre le plus conséquent de catholiques regroupés dans des associations paroissiales. En effet, en 1925, 2,4% des habitants de l'arrondissement adhèrent à ces groupements, contre 1,7% dans l'ensemble du département¹¹⁸. Néanmoins, la répartition des affiliés est loin d'être homogène sur le territoire. Le canton de Montreuil renferme à lui seul environ la moitié des membres et celui de Fruges près du quart. À l'inverse, moins de 1% des

¹¹⁵ *La semaine religieuse*, 10.01.1924.

¹¹⁶ Un patronage est une organisation de bienfaisance veillant à l'éducation morale des enfants. Voici la définition du patronage que donne l'abbé Delval aux enfants dans son sermon lors de la messe de 11h30 le jour des patronages, le 27 août 1931 à Montreuil-sur-Mer : « Le Patronage (...), en substance, est une famille où dans la plus parfaite fraternité on apprend à devenir des hommes, avec un père, le directeur, qui aime les enfants et qu'il faut aimer ».

¹¹⁷ *Idem*, 10.09.1931.

¹¹⁸ *La semaine religieuse*, 30.07.1925. Les membres ont leur carte personnelle délivrée par l'Union diocésaine et reçoivent chaque mois le bulletin officiel de la Fédération nationale. Le calcul est basé sur le nombre d'habitants lors du recensement de 1926.

adhérents du Montreuillois sont originaires du canton d'Hucqueliers. D'ailleurs celui-ci est le seul canton du Pas-de-Calais à ne disposer d'aucun groupe de jeunesse catholique en 1912¹¹⁹. Les disparités peuvent notamment résulter de la présence de collèges religieux. Les doyennés de Montreuil et de Fruges, disposant de ce type d'établissement, Sainte-Austreberthe pour le premier et Saint-Bertulphe pour le second, possèdent les parts les plus élevées d'adhérents aux unions paroissiales de l'archiprêtré en 1925.

Les années 1930 sont aussi marquées par l'implantation de la J.A.C. sur le territoire. La J.A.C est un groupement catholique de jeunes agriculteurs créé en 1929. Le but de ce mouvement est de « remettre l'esprit chrétien dans la ferme et le village »¹²⁰, mais également de se préparer au métier de cultivateur. Des conférences sont ainsi régulièrement organisées afin d'enseigner aux membres les nouvelles techniques agricoles. Ces associations contribuent donc au développement de l'agriculture.

Dans l'arrondissement de Montreuil, l'implantation de la J.A.C semble plus difficile et plus tardive que dans les autres arrondissements. En janvier 1932, d'après *La semaine religieuse*, l'association ne compterait pas encore d'adhérents. Des réunions sont organisées pour « aboutir à des réalités qui se concrétisent dans des adhésions de cotisants, noyau pas nécessairement nombreux mais existant, et agissant près des sympathisants nombreux »¹²¹. En mai 1932, parmi les 400 jeunes ruraux qui participent aux journées de récollection¹²² de la J.A.C, dans le diocèse, 22 sont originaires de Montreuil et 46 de Fruges¹²³.

Il existe aussi des associations religieuses pour adultes comme la L.F.A.C.F., c'est-à-dire la Ligue Féminine d'Action Catholique Française. Cette dernière recrute à partir de 1904 dans le diocèse d'Arras¹²⁴. Des habitantes de l'arrondissement adhèrent à ce groupement. L'archiprêtré de Montreuil compte une organisation dans chaque doyenné en 1936¹²⁵. Néanmoins, peu de sources indiquent la répartition des membres par canton. L'arrondissement ne compte que 7,3% des affiliées du département en 1936¹²⁶.

Des prêtres œuvrant pour le développement agricole

Dans les paroisses, les instituteurs de la République ne sont pas les seuls à contribuer au développement de l'agriculture et à la formation des paysans. Les prêtres jouent également un rôle important. Ils sont de véritables agents actifs du progrès. Ils militent en faveur de la création de sections de jeunesse catholique dans les paroisses, tels que la J.A.C, dont l'un des objectifs est de préparer les Montreuillois au métier de cultivateur. Ils proposent aussi des formations spécifiques. Dans les années 1930, des cours de mécanique agricole sont notamment dispensés par des ecclésiastiques à Montreuil et à St-Pol-sur-Ternoise pour « préparer l'avenir »¹²⁷. À Montreuil, ils sont dirigés par l'abbé Demagny. Malheureusement, peu de sources renseignent sur le contenu de la formation et sur le nombre d'élèves inscrits. Toutefois, les curés sont invités à convaincre les fidèles de leur paroisse d'y participer.

Les prêtres jouent également un rôle dans la fondation de syndicats agricoles communaux. Dans l'arrondissement, ces derniers sont d'ailleurs majoritairement affiliés à la Fédération agricole de Pas-de-Calais.

¹¹⁹ HILAIRE Y.-M., *Op. cit.*, p 772.

¹²⁰ LAURY S., *Op. cit.*, p 703.

¹²¹ *La semaine religieuse*, 07.01.1932.

¹²² La récollection est une retraite spirituelle courte, d'un ou deux jours.

¹²³ *La semaine religieuse*, 05.05.1932.

¹²⁴ LAURY S., *Op. cit.*, p 718.

¹²⁵ *La semaine religieuse*, 06.02.1936.

¹²⁶ *Idem.*

¹²⁷ *Id.*, 12.11.1931.

Dans l'entre-deux-guerres la société rurale montreuilloise demeure particulièrement conservatrice. L'électorat est majoritairement de droite et la religion catholique occupe toujours une place importante. Cette période est également marquée par la multiplication d'associations agricoles pour le développement de l'agriculture et la défense des intérêts des cultivateurs. Les élus et les exploitants en grande culture, notamment à travers la Société d'agriculture de Montreuil, les instituteurs, mais aussi les prêtres en sont les fondateurs. Ainsi, le maire, qui est le plus souvent un cultivateur, le hussard de la République et le curé, trois hommes dont les relations sont parfois tendues, n'en demeurent pas moins les principaux agents actifs du progrès agricole dans les campagnes.

III) Une multiplication des associations agricoles sur le territoire

Dans l'entre-deux-guerres, de nombreuses associations agricoles apparaissent et se multiplient sur l'ensemble du territoire. C'est notamment le cas des syndicats communaux, des coopératives agricoles et des syndicats d'élevage. D'autres renaissent comme le Comice agricole de Fruges. Enfin, des groupements fondés avant la guerre se développent : les caisses mutuelles locales, les caisses de Crédit agricole et les distilleries coopératives. La plupart des fondations sont encouragée par la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer.

Le développement du syndicalisme agricole

La prédominance des syndicats agricoles de Montreuil et d'Hesdin

Dans l'entre-deux-guerres, les deux syndicats les plus importants sont le Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, l'organe exécutif de la Société d'agriculture de Montreuil¹²⁸, et le Syndicat agricole de la région d'Hesdin. Ils sont affiliés à la républicaine Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais et des départements voisins, fondées en 1897¹²⁹.

Le Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil compte 1028 membres en 1925¹³⁰. Le nombre d'affiliés se réduit de 31% entre 1911 et 1925. Mais, en réalité, les cultivateurs du Montreuillois sont de plus en plus nombreux à adhérer à l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais. En effet, avec le soutien de la Société d'agriculture de Montreuil une seconde association est fondée sur le territoire le 09 mars 1921 : le Syndicat agricole de la Région d'Hesdin. Octave Corne en est l'un des vice-présidents, tout comme Arthur Roussel, le Président du Syndicat des planteurs de tabac. Aimé Ledoux, conseiller général, est l'un des deux présidents d'honneur¹³¹.

Présidé par Marcel Harduin, le groupement compte 1125 membres en 1932¹³². Dans l'entre-deux-guerres, il est le principal syndicat agricole de l'arrondissement pour le nombre d'adhérents mais aussi pour ses actions en faveur du développement agricole. Un concours agricole, subventionné par la ville d'Hesdin et l'Office départemental agricole du Pas-de-Calais, est organisé chaque année sur la place d'Hesdin, en plus des manifestations traditionnelles proposées par la Société d'agriculture de Montreuil. Il est ouvert à tous les

¹²⁸ Voir le chapitre 4.

¹²⁹ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1936, p 234. Le groupement compte 17552 membres en 1926.

¹³⁰ Arch. dép., 7M8/1, Listes électorales à la chambre d'agriculture, 1925.

¹³¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W255.

¹³² Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

éleveurs du Pas-de-Calais et de la Somme. Il est gratuit pour les membres du syndicat. Les éleveurs non affiliés doivent acquitter « un droit d'entrée équivalent à la taxe syndicale applicable aux syndiqués de sa catégorie »¹³³. Le mercredi 11 août 1926, lors du concours de poulains laitrons et 18 mois de race boulonnaise, 4000 francs de primes, des médailles et des plaques sont notamment attribués aux lauréats¹³⁴.

Dans les années 1930, la majorité des syndiqués dans le Montreuillois reste affiliée à ces deux groupements. Toutefois, les fondations de syndicats communaux adhérents à la Fédération agricole du Pas-de-Calais explosent. En effet, les cultivateurs sont de plus en plus nombreux à rejoindre celle-ci dont l'un des vice-présidents est le Conseiller général d'Hucqueliers André de La Gorce, le fondateur de l'une des premières associations agricoles confessionnelles de l'arrondissement à la veille de la Grande Guerre¹³⁵.

Dans la dernière décennie avant la guerre, le Syndicat agricole de la Région d'Hesdin souffre de la concurrence de la Fédération agricole du Pas-de-Calais. Il perd 42% de ses membres entre 1921 et 1937. Il ne compte plus que 657 affiliés en 1937. En 1932, lors d'une réunion, des cultivateurs proposent de dissoudre le syndicat qui a du mal à faire face à la concurrence de la Fédération agricole et d'adhérer à cette dernière¹³⁶. La Fédération agricole, menaçant d'installer un silo à Hesdin¹³⁷, serait, d'après les exploitants de l'Hesdinois, en 1932, plus compétitive en termes de prix lors de l'achat et de la vente de produits agricoles. La majorité des membres refuse la proposition. Le Syndicat agricole de la Région d'Hesdin ne disparaît pas.

Le succès de la Fédération agricole du Pas-de-Calais

Le nombre de syndicats communaux affiliés à la Fédération agricole¹³⁸ double dans les années 1930, passant de 27 à 53 associations sur le territoire entre 1928 et 1941. Le phénomène est similaire dans les autres arrondissements du Pas-de-Calais. Il peut résulter des inquiétudes des cultivateurs liées à la crise économique, mais aussi de l'influence de l'Église, à travers les mouvements de jeunesse agricole catholique et des nombreuses actions menées par les prêtres en faveur du développement agricole, comme les cours de mécanique. Certaines personnalités, comme André de la Gorce, contribuent probablement aussi à l'essor du syndicalisme agricole chrétien. Enfin, ces groupements semblent proposer à leurs adhérents des produits agricoles¹³⁹ provenant de « La Providence Rurale »¹⁴⁰ à des prix plus attractifs que ceux pratiqués par des concurrents, comme le Syndicat agricole de la Région d'Hesdin¹⁴¹.

En 1932, la Fédération agricole du Pas-de-Calais compte 13 881 adhérents, dont 1231 sur le territoire de Montreuil¹⁴². Dans l'arrondissement, elle est principalement implantée dans

¹³³ *Ibidem*. Extrait du règlement du concours.

¹³⁴ *Journal de Montreuil*, 18.07.1926.

¹³⁵ Voir le chapitre 4.

¹³⁶ *Journal de Montreuil*, 14.02.1932.

¹³⁷ La Fédération agricole du Pas-de-Calais fonde dans le département la coopérative d'approvisionnement « La Providence rurale » en 1920 et la coopérative de stockage de céréales « L'Avenir Agricole » en 1928.

¹³⁸ La Fédération agricole du Pas-de-Calais est fondée à Arras le 18 octobre 1919. En 1932, les membres du bureau pour l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer sont André de la Gorce de Verchocq, Pierre Bourdon de Boisjean, Émile Henguelle de Créquy, Léon Debuire de Fruges et Jean Rolin de Conchil-le-Temple.

¹³⁹ Les produits agricoles vendus par les syndicats sont principalement des engrais chimiques et de la nourriture animale, comme des tourteaux de lin, du maïs, de l'arachide ou encore du colza.

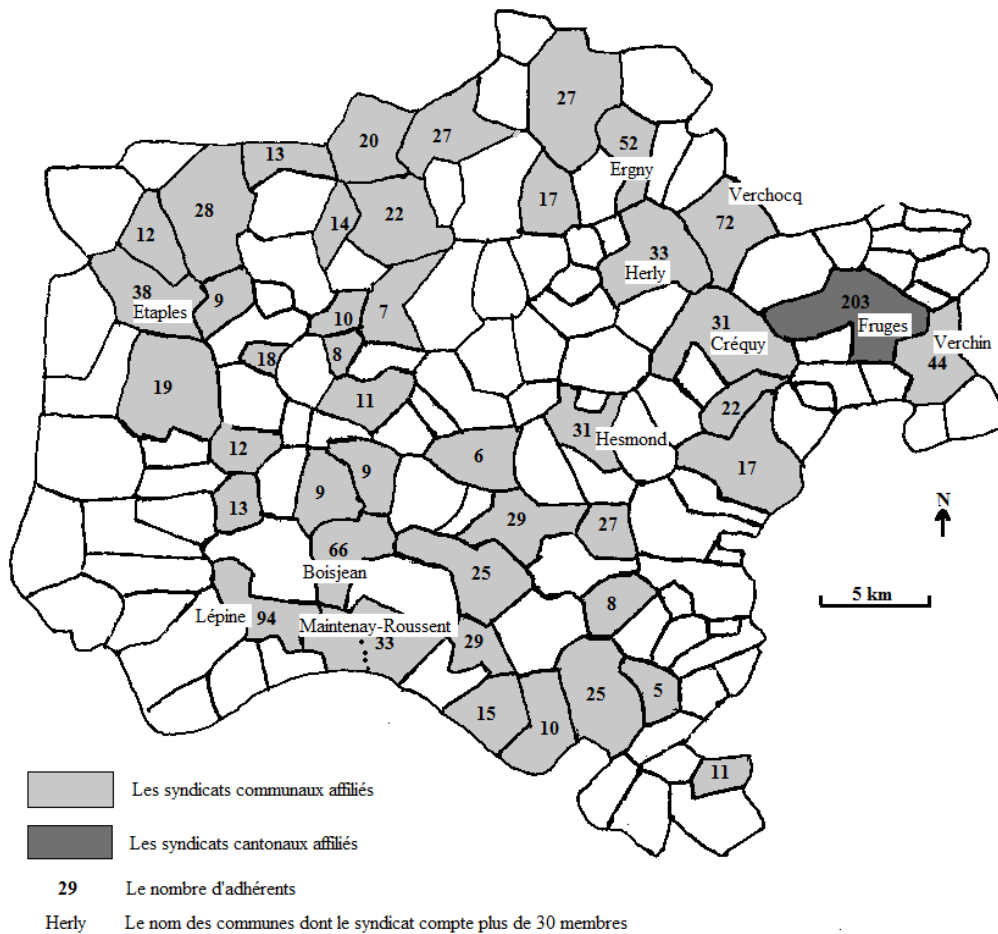
¹⁴⁰ « La Providence Rurale » est la coopérative d'approvisionnement fondée par la Fédération agricole du Pas-de-Calais en 1920.

¹⁴¹ Voir le paragraphe précédent.

¹⁴² Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

le Haut-Pays. En effet, 47% des cultivateurs affiliés sont originaires des cantons de Fruges et d'Hucqueliers¹⁴³. À l'inverse, autour d'Hesdin, les exploitants membres du groupement sont moins nombreux. La présence du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil et du Syndicat agricole de la Région d'Hesdin explique le succès plus modéré de la Fédération agricole du Pas-de-Calais sur le Littoral et dans le canton d'Hesdin. Toutefois, le nombre d'adhérents ne cesse d'augmenter sur l'ensemble du territoire dans l'entre-deux-guerres, même dans les régions disposant d'importants groupements concurrents. Le canton de Montreuil compte notamment 4 associations confessionnelles en 1928, 7 en 1932 et 12 en 1941. En 1928, aucun syndicat affilié à la Fédération agricole n'est recensé autour d'Hesdin. Mais le canton en compte 6 en 1932 et 9 en 1941.

Document 68 : Les syndicats agricoles de l'arrondissement de Montreuil affiliés à la Fédération agricole du Pas-de-Calais en 1932



Source : Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

Le Syndicat agricole du canton de Fruges, fondé le 25 octobre 1920, est le groupement affilié à la Fédération agricole qui rassemble le plus de cultivateurs dans l'arrondissement. Il compte 203 adhérents en 1932¹⁴⁴ et 200 en 1941¹⁴⁵. Il est le deuxième syndicat confessionnel le plus important du Pas-de-Calais, derrière celui d'Ardres¹⁴⁶. En 1941, il dispose d'un budget de 1 378 683 francs et 55 centimes. Celui-ci est particulièrement conséquent, puisque le

¹⁴³ Annexe 12.

¹⁴⁴ Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

¹⁴⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W255.

¹⁴⁶ En 1941, le Syndicat agricole d'Ardres compte 1150 membres et dispose d'un budget de 3 250 000 francs.

Syndicat de la Région d'Hesdin possède un budget à peine supérieur, soit 1 968 953 francs et 90 centimes en 1938 pour environ 650 membres¹⁴⁷. Trois autres groupements affiliés à la Fédération agricole compte plus de 60 membres. Il s'agit des associations de Boisjean, de Verchocq et de Lépine, fondées à la veille de la Grande Guerre. Elles comptent respectivement 66, 72 et 94 adhérents en 1932¹⁴⁸.

Il est également intéressant de noter que la Fédération agricole du Pas-de-Calais crée en 1929 des cours ménagers par correspondance¹⁴⁹, concurrençant ainsi l'École ambulante ménagère départementale¹⁵⁰.

L'apparition de syndicats spécialisés

Des syndicats spécialisés font aussi leur apparition sur le territoire, comme dans l'ensemble du département. Certains ont pour objectif d'améliorer la production agricole en pratiquant une meilleure sélection des semences et des bêtes, en luttant contre les maladies et les insectes attaquant les végétaux ou encore en mettant en place des contrôles, notamment pour le lait. D'autres ont pour but d'organiser les marchés de certains produits agricoles¹⁵¹.

Les syndicats spécialisés les plus nombreux sont les associations d'éleveurs d'équidés. Le 23 novembre 1923, Octave Corne fonde le Syndicat d'élevage hippique de Mouriez-Tortefontaine¹⁵². L'association a pour objectif, d'après l'article 9 des statuts déposés, l'« acquisition de bon géniteurs et leur conservation ». Dans les années 1930, elle compte en moyenne 30 adhérents. Seuls les exploitants originaires de Mouriez, de Tortefontaine et des communes limitrophes peuvent adhérer au groupement. Celui-ci est présidé par Albert Corne, le fils du fondateur, dans la dernière décennie¹⁵³. Un syndicat du même type est également créé à Frencq. Il est dirigé par Jules Masson.

D'autres associations sont fondées pour développer l'élevage de bovins de race flamande et accroître la production laitière. Parmi les onze groupements existants dans le Pas-de-Calais en 1935, un seul est implanté dans l'arrondissement de Montreuil. Il s'agit du Syndicat d'élevage et de contrôle laitier de Berck fondé en 1926 et présidé par Edmond Poupart de Brimeux. L'objectif de l'association est « l'amélioration des aptitudes à la lactation des animaux de l'espèce bovine ». Les contrôles, servant à « la sélection rationnelle des femelles », ont lieu chaque mois. Un livre zootechnique est tenu. Mais les adhérents sont peu nombreux et originaires du Sud de la Canche. Ils sont presque tous membres de la Laiterie Coopérative de Verthon. Le groupement compte 21 membres en 1926, 15 en 1933 et 8 en 1936¹⁵⁴. Chaque année, il organise un concours d'étables et un concours individuel de

¹⁴⁷ *L'Agriculture de la Région du Nord*, 12.03.1938.

¹⁴⁸ Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

¹⁴⁹ Madeleine Bizet, épouse de Roger Grignon, née le 4 juin 1922 à Beussent, fait partie dans l'entre-deux-guerres des élèves suivant les cours par correspondance proposés par la Fédération agricole du Pas-de-Calais. Elle indique qu'elle renvoyait ses travaux régulièrement à Arras. Ce témoignage a été recueilli en 2001.

¹⁵⁰ Voir la première partie de ce chapitre.

¹⁵¹ VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p., p 355.

¹⁵² Arch. dép., *Op. cit.*, 37W255.

¹⁵³ Arch. dép., 37W250, Prix d'honneur et prix cultureux, 1930-1937. Albert Corne reprend l'exploitation de son père, d'une surface de 160 hectares, en 1928. Il présente de nombreuses bêtes lors des concours agricoles et est souvent récompensé. En 1936, il reçoit une quarantaine de récompenses, dont un premier prix à Paris et 4 à Boulogne-sur-Mer.

¹⁵⁴ Arch. dép., 37W214, Syndicat d'élevage et de contrôle laitier du Pas-de-Calais, 1936. Syndicat laitier de Berck

rendement entre ses adhérents¹⁵⁵. En 1934, 63% du budget de l'association sert à indemniser les contrôleurs¹⁵⁶. Pour attirer un plus grand nombre d'éleveurs, le président du syndicat décide en 1935 de diminuer le prix de l'adhésion, qui est relativement onéreux. Celui-ci passe de 20 à 15 francs par vache. Mais le nombre d'affiliés continue de baisser. Or, les cotisations représentent l'essentiel des recettes du groupement. Celui-ci finit par disparaître.

La Société Coopérative d'Élevage de Campagne-lès-Hesdin, présidé par Charles Poupart, cultivateur à la ferme du Ménage à Brimeux et conseiller d'arrondissement du canton de Campagne-lès-Hesdin, apparaît également dans l'entre-deux-guerres¹⁵⁷. Elle compte 37 adhérents en 1932¹⁵⁸.

Enfin, il existe aussi sur le territoire une association regroupant les producteurs de tabac. Il s'agit de Syndicat des planteurs de tabac de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer et des confins de la Somme, fondé le 11 novembre 1906. En 1932, 612 cultivateurs adhèrent au groupement¹⁵⁹. La cotisation est de 4 francs¹⁶⁰.

Les syndicats spécialisés ne sont pas des organes de défense des intérêts des cultivateurs, mais sont des associations de diffusion du progrès. Les actions qu'ils proposent ne sont en réalité qu'un prolongement de celles menées par la Société d'agriculture de Montreuil. Ces groupements sont fondés par des sociétaires de cette dernière. D'ailleurs, le siège de certaines de ces associations, comme le Syndicat d'élevage et de contrôle laitier de Berck¹⁶¹, se trouve à la Maison de l'agriculture de Montreuil-sur-Mer¹⁶². Les syndicats spécialisés apparaissent uniquement dans le Sud de la Canche, c'est-à-dire dans les cantons comptant le plus de membres adhérant à la Société d'agriculture de Montreuil.

L'importance du mutualisme agricole

Dans l'entre-deux-guerres, il existe deux organisations mutualistes dans le Pas-de-Calais : les Caisses départementales de toute nature fondées par le Directeur des Services agricoles, M. Tribondeau et les Caisses créées par la Fédération agricole. Néanmoins, ces dernières n'apparaissent que dans les années 1930, de même que les premières mutuelles locales de la Fédération amenées à concurrencer les nombreuses mutuelles communales contrôlées par les sociétés d'agriculture.

La prédominance des mutuelles contre la mortalité du bétail

Dans l'entre-deux-guerres, l'arrondissement de Montreuil demeure l'un des arrondissements du département comptant le plus de mutuelles contre la mortalité du bétail. Il renferme 45% des caisses locales du Pas-de-Calais en 1936¹⁶³. L'importance de ces associations dans l'arrondissement de Montreuil par rapport aux autres arrondissements du

¹⁵⁵ Les concours ont pour but d'améliorer les conditions sanitaires pour une production laitière de qualité. Les membres du jury évaluent la qualité de l'étable, la santé des animaux et la propreté des récipients.

¹⁵⁶ Annexe 13.

¹⁵⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W255.

¹⁵⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M18.

¹⁵⁹ *Ibidem*.

¹⁶⁰ *Journal de Montreuil*, 10.10.1926.

¹⁶¹ Lors de la fondation du syndicat, le siège se trouve à Groffliers. Puis, il est transféré à Conchil-le-Temple et enfin à la Maison de l'agriculture à Montreuil.

¹⁶² *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1937, p 244.

¹⁶³ *Ibidem*. L'arrondissement compte 66 caisses mutuelles contre la mortalité du bétail en 1936.

département résulte probablement d'une politique plus active de la Société d'agriculture de Montreuil¹⁶⁴. Elle peut également s'expliquer par la faible influence des compagnies d'assurance dans le Montreuillois. En effet, l'arrondissement dispose du revenu par hectare le plus faible du Pas-de-Calais et d'une productivité animale relativement faible¹⁶⁵. Les exploitants pouvant se permettre d'assurer leur troupeau sont donc moins nombreux sur le territoire que dans l'Arrageois et le Béthunois.

Néanmoins, l'arrondissement de Montreuil compte deux fois moins de caisses locales dans les années 1930 qu'à la veille de la Grande Guerre¹⁶⁶. Pendant la guerre, de nombreux groupements sont supprimés faute d'adhérents et n'ont pas été refondés. Cela semble d'autant plus probable que dans les arrondissements occupés par les Allemands, comme ceux de Béthune et Arras, ce type d'associations a pratiquement disparu.

Les caisses locales, gérées par les instituteurs et le plus souvent fondées par les élus, adhèrent à la Caisse de Réassurance de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, créée le premier janvier 1910 et dirigée par le président de la Société d'agriculture de Montreuil. En 1938, l'association compte 1587 adhérents¹⁶⁷.

Dans l'entre-deux-guerres, les mutuelles contre la mortalité du bétail ne sont pas les seules mutuelles locales présentes sur le territoire.

Le développement des mutuelles incendie et accidents

Les mutuelles contre l'incendie se multiplient sur le territoire dans les années 1920. À la veille de la Grande Guerre, seules deux caisses sont fondées dans le Montreuillois : celles de Raye-sur-Authie et de Buire-le-sec¹⁶⁸. En 1928, l'arrondissement de Montreuil ne compte que 17 caisses locales. Seuls le Boulonnais et l'Audomarois disposent d'un plus faible nombre de fondations. Mais en 1930, 60 associations sont recensées dans le Montreuillois¹⁶⁹, principalement dans les cantons d'Hesdin et de Campagne¹⁷⁰. Les instituteurs sont en effet plus sensibles à la propagande mutualiste dans l'Est de l'arrondissement que sur le Littoral. Peu de fondations ont lieu après 1930 sur le territoire. Le développement des caisses mutuelles incendie est particulièrement rapide, malgré les campagnes de dénigrement menées par les Compagnies d'assurances privées. Celles-ci auraient diffusé auprès des paysans des « brochures tendancieuses, accablant les mutualistes de sarcasmes et de mépris »¹⁷¹.

Les premières caisses mutuelles accidents apparaissent dans le Pas-de-Calais en 1923, peu après l'application de la loi du 15 décembre 1922 concernant les accidents de travail. Elles se multiplient rapidement. En 1930, l'arrondissement de Montreuil en compte 58¹⁷². Leur répartition sur le territoire est pratiquement identique à celle des caisses mutuelles incendie¹⁷³. Presque toutes les localités des cantons d'Hesdin et de Campagne possèdent une association, alors celle-ci est plutôt rare sur le Littoral. Les élus et les instituteurs convaincus de l'utilité des mutuelles incendie, sont aussi sensibles à l'importance des mutuelles accidents. Lors des réunions organisées par la Société d'agriculture de Montreuil dans les localités de

¹⁶⁴ Voir la première partie de ce chapitre et le discours prononcé par Octave Corne lors de l'assemblée générale de la Caisse de Réassurance de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer le 06 mars 1926.

¹⁶⁵ Chapitres 7 et 8.

¹⁶⁶ Annexe 14.

¹⁶⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W255.

¹⁶⁸ Voir le chapitre 4.

¹⁶⁹ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1931, p 237.

¹⁷⁰ Annexe 15.

¹⁷¹ VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p., p 371.

¹⁷² *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1931, p 239.

¹⁷³ Annexe 16.

l'arrondissement, les professeurs d'agriculture exaltent probablement les mérites des deux groupements à la fois, ce qui pourrait expliquer les fondations simultanées. Peu de communes isolées créent une association. Généralement les caisses apparaissent dans plusieurs communes limitrophes en même temps. Ce phénomène constaté sur les cartes de répartition¹⁷⁴ résulte probablement du fait que lorsqu'une réunion est organisée dans une localité, les cultivateurs des communes voisines sont aussi invités.

Toutes les caisses mutuelles locales sont fondées avec le soutien de la Société d'agriculture de Montreuil et sont affiliées aux caisses départementales de M. Tribondeau. Mais dans la dernière décennie avant la guerre, la Fédération agricole du Pas-de-Calais, une association concurrente, fondent également des caisses mutuelles. Les premiers groupements locaux apparaissent en 1931 dans le département. Il est toutefois difficile d'en évaluer le nombre dans l'arrondissement, car l'appartenance des groupements n'est pas indiquée sur les listes électorales à la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais.

L'entre-deux-guerres n'est pas seulement marqué par un développement du syndicalisme et du mutualisme, mais aussi par l'apparition de coopératives, principalement fondées par la Société d'agriculture de Montreuil, et l'essor des caisses de Crédit agricole.

L'apparition des coopératives agricoles

La première coopérative agricole¹⁷⁵ apparaît dans le Pas-de-Calais en 1901. Il s'agit de la sucrerie coopérative de Saint-Pol. Dans l'arrondissement de Montreuil, il faut attendre l'entre-deux-guerres pour voir apparaître un groupement de ce type. Le 2 septembre 1921, est fondée la Distillerie coopérative de Verton, présidée par Charles Rohant, agriculteur. Elle rassemble 800 producteurs de betteraves en 1932¹⁷⁶ et 664 en 1938¹⁷⁷. Elle est la première distillerie coopérative créée dans le Pas-de-Calais. Seules deux autres associations de ce type apparaissent dans le département : celles de Vaulx-Vraucourt en 1922 et de Béthune en 1930¹⁷⁸. Lors de la fabrication de 1937-1938, 58 155 hectolitres d'alcool sont produits par la distillerie coopérative de Verton, à partir des 56 205 tonnes de betteraves livrées par les cultivateurs adhérents¹⁷⁹.

Dans la commune de Verton est également fondée en 1930 la première laiterie coopérative du département¹⁸⁰. Elle est d'ailleurs la seule existante dans le Pas-de-Calais dans l'entre-deux-guerres. Elle est présidée lors de sa création par Georges Têtu de Conchil-le-Temple. En 1935, elle rassemble près de 200 producteurs et traite 20 000 litres de lait par jour. Près des deux tiers des affiliés possèdent moins de 4 vaches¹⁸¹. En 1938, la laiterie vend notamment plus de 40 000 hectolitres de lait sur le littoral, de Fort-Mahon à Dunkerque, et 7000 hectolitres de lait, 610 quintaux de beurre et 1450 quintaux de fromage sur Paris¹⁸².

¹⁷⁴ Annexes 15 et 16.

¹⁷⁵ Une coopérative agricole est un groupement de cultivateurs dont le but est de résoudre collectivement des problèmes qu'ils rencontrent dans leur filière de production.

¹⁷⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M18.

¹⁷⁷ *L'Agriculture de la Région du Nord*, 15.10.1938.

¹⁷⁸ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 361.

¹⁷⁹ *L'Agriculture de la Région du Nord*, 15.10.1938.

¹⁸⁰ Arch. dép., 37W205, Enquête sur la production laitière, 1936-1942.

¹⁸¹ *Journal de Montreuil*, 02.02.1935.

¹⁸² Arch. dép., *Op. cit.*, 37W214.

Pendant la crise économique, un autre type de coopération se développe sur le territoire. Il s'agit de groupements de stockage et de vente de céréales. Dans les années 1920, les cultivateurs sont restés en dehors de ce type d'organisation, continuant à vendre leur blé aux petits négociants. Mais la chute des prix des céréales dans les années 1930 les incitent à s'unir et à fonder des associations. Celles-ci disposent d'ailleurs de statuts plus avantageux depuis la loi sur la coopération du 5 août 1920¹⁸³. C'est ainsi que des silos en béton apparaissent dans le paysage rural du Montreuillois.

L'arrondissement compte trois coopératives céréalières de vente fondées en 1933 : la Société coopérative agricole de la Région d'Hesdin présidée par Marcel Harduin, le président du Syndicat agricole de la Région d'Hesdin, la Société coopérative de Montreuil présidée par Octave Corne, et la Société coopérative agricole des Producteurs de céréales de la Région de Crépy présidée par Julien Henguelle, agriculteur à Ruisseauville. Les deux premières font partie de l'Union syndicale des coopératives agricoles de producteurs de céréales du Pas-de-Calais fondée en 1934. Le but de celle-ci est de « coordonner les efforts des Coopératives affiliées »¹⁸⁴.

La coopérative permet aux céréaliers de vendre leur production à un prix plus élevé qu'en passant par un négociant. Elle met fin au règne du marchand de grain. Pour la récolte de 1934, le Société coopérative de Montreuil permet à ses adhérents de céder leur blé au prix de 92 francs le quintal alors que le prix moyen de blé vendu au commerce est de 76 francs et 50 centimes le quintal¹⁸⁵. En 1936, elle installe plusieurs « magasins »¹⁸⁶ sur le territoire pour éviter les déplacements et les frais de transport des blés des cultivateurs¹⁸⁷. Ces derniers peuvent donc désormais livrer leur grain à Montreuil, à Hucqueliers, à Montcavrel à Frencq et à Dannes-Camiers. La coopérative rassemble donc les céréaliers originaires des cantons de Montreuil, Étaples et Hucqueliers. En 1935, le Président du Conseil, Pierre-Étienne Flandin reproche aux coopératives de ne servir que les gros producteurs, ce que réfute la Société d'agriculture de Montreuil¹⁸⁸. Celle-ci affirme que 63 des 353 adhérents livrent moins de 10 quintaux en 1934¹⁸⁹. Ces cultivateurs ensèmenteraient donc en blé moins d'un hectare.

La Société coopérative de Montreuil est rentable. En 1934, le hangar et la sacherie sont amortis. En 1936-1937, le groupement dégage un bénéfice net de 119 552 francs et 61 centimes¹⁹⁰. Il est toutefois intéressant de signaler que pour la production de 1935, la coopérative ne fonctionne pas en raison de « difficultés insurmontables pour se procurer de l'argent pour le financement de cette récolte près de la Caisse Nationale de Crédit agricole »¹⁹¹. Toutes ces associations ont besoin de prêts. La multiplication des groupements dans l'entre-deux-guerres s'accompagne donc d'un développement des caisses de crédit.

¹⁸³ La loi du 5 août 1920 donne aux coopératives un statut qui leur permet d'accomplir des actes de commerce avec des non sociétaires.

¹⁸⁴ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1937, p 236. « L'Avenir Agricole », la coopérative de vente fondée en 1928 par la Fédération agricole du Pas-de-Calais fait également partie de cette union.

¹⁸⁵ *Journal de Montreuil*, 30.08.1936. Compte-rendu d'une réunion de la Société d'agriculture le samedi 22 août 1936.

¹⁸⁶ Il s'agit de lieux de livraison pour les cultivateurs.

¹⁸⁷ *Journal de Montreuil*, 30.08.1936.

¹⁸⁸ Voir la première partie de ce chapitre.

¹⁸⁹ *Journal de Montreuil*, 03.02.1935.

¹⁹⁰ *Idem*, 24.10.1937.

¹⁹¹ *Id.*, 30.08.1936. Compte-rendu de la réunion de la Société d'agriculture qui a lieu le samedi 22 août 1936.

Le développement des caisses de crédit

Au XIX^e siècle, le Pas-de-Calais compte cinq caisses de crédit agricole, fondées entre 1895 et 1899 par les Républicains¹⁹². Elles fonctionnent toutes, à l'exception de celle de l'arrondissement de Montreuil, de la même manière. Elles sont formées sans capital et l'argent est fourni par la Banque de France. La Caisse de crédit agricole de l'arrondissement de Montreuil, créée en 1899, est un organisme à capital variable¹⁹³ n'accordant un prêt qu'aux membres du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil ayant souscrit une ou plusieurs parts. Les emprunts sont donc limités et peu fréquents. En 1899, le montant total des prêts consentis par la Caisse de crédit agricole de l'arrondissement de Montreuil n'est que de 2000 francs, alors que les autres caisses du département accordent un plus grand nombre de crédits. Les cultivateurs arrageois empruntent notamment 78 729 francs à la Caisse de crédit agricole de l'arrondissement d'Arras en 1899¹⁹⁴. Dans la société montreuilloise, les mentalités traditionnalistes persistent. Les emprunts sont encore mal perçus. Ils sont souvent considérés comme honteux. Il faut attendre les années 1920 et 1930 pour que les paysans du Montreuillois soient moins réticents à l'idée de contracter un prêt pour développer leur activité.

Dans l'entre-deux-guerres, les professeurs d'agriculture et les responsables de la Direction des Services agricoles militent en faveur du crédit à travers de nombreuses interventions lors des assemblées générales des associations agricoles, notamment lors des réunions de la Société d'agriculture de Montreuil¹⁹⁵. Pour eux, le crédit est un moyen de moderniser les exploitations, d'investir dans les outils innovants et les engrais, afin d'accroître la productivité. Il permet également d'acquérir des terres.

Deux institutions concurrentes existent dans le Pas-de-Calais : la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Pas-de-Calais fondée le 23 décembre 1899 et les Caisses rurales de Crédit Mutuel, privées, dont la plupart sont rattachées à la Caisse Centrale de la Fédération agricole du Pas-de-Calais.

À la première sont affiliées treize caisses locales dont sept dans l'arrondissement de Montreuil dont les sièges se situent à Montreuil, Campagne, Hesdin, Buire-le-Sec, Gouy-St-André, Verton et Saulchoy. La Caisse locale de crédit agricole mutuel d'Hesdin, fondée le 7 avril 1927, par G. Denoyelle, est l'une des plus importantes dans le Montreuillois. Elle propose des prêts aux cultivateurs originaires des cantons d'Hesdin, de Fruges et du Parc¹⁹⁶. L'organisme connaît un véritable succès. Le nombre d'adhérents est multiplié par 6 en 6 ans, passant de 67 membres en 1927 et 398 en 1932, et les recettes par 21 au cours de la même période. En 1931, 115 exploitants agricoles ont un emprunt en cours¹⁹⁷. En 1932, la Caisse locale de crédit agricole mutuel de Montreuil-sur-Mer compte également un grand nombre d'adhérents, soit 385 sociétaires, mais dispose de recettes dix fois moins élevées que celles de l'organisme hesdinois.

¹⁹² TRIBONDEAU J., *Monographie agricole du Pas-de-Calais*, Arras, 1904, 296 p., p 266.

¹⁹³ Le capital de fondation est fixé à 4 040 francs divisé en parts de 40 francs.

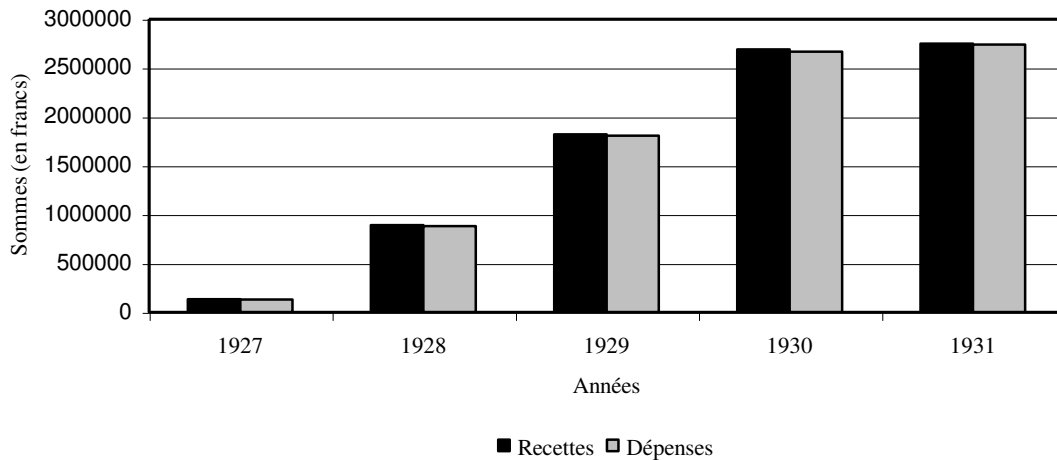
¹⁹⁴ TRIBONDEAU J., *Op. cit.*, p 266.

¹⁹⁵ *Journal de Montreuil*, 07.03.1930.

¹⁹⁶ Le canton du Parc fait partie de l'ancien arrondissement de Saint-Pol, rattaché dans l'entre-deux-guerres à celui d'Arras.

¹⁹⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M18.

**Document 69 : Les recettes et les dépenses de la Caisse locale
de crédit agricole mutuel d'Hesdin de 1927 à 1932**



Source : Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

L'arrondissement de Montreuil compte également dans l'entre-deux-guerres des caisses rurales dont la plupart sont rattachées à la Caisse centrale de la Fédération Agricole. C'est le cas des organismes de Beaurainville, Boisjean, Campagne-lès-Hesdin, Fruges, Neuville, Boisjean, Embry, Saint-Josse, Tortefontaine, Lépine et Wailly-Beaucamp. Peu de sources renseignent toutefois sur leur fonctionnement et le nombre de prêts contractés par les cultivateurs. La Caisse Rurale de crédit mutuel agricole de Lépine et des environs fait partie de l'Union des caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée¹⁹⁸. L'organisme, fondé le 20 mars 1909 et présidé par Abel Wallet, un cultivateur membre de la Société d'agriculture de Montreuil souvent primé lors des concours agricoles organisés dans l'arrondissement, compte 102 adhérents en 1932¹⁹⁹. En 1931, il dispose de recettes équivalentes à celle de la Caisse locale de crédit agricole mutuel d'Hesdin, soit 2 525 400 francs et 75 centimes.

Dans l'entre-deux-guerres, le crédit se développe dans l'arrondissement. Néanmoins, les cultivateurs du Montreuillois sont encore peu nombreux à souscrire un prêt. De plus, la plupart des emprunts sont à court et moyen terme. En 1929, près de 46% des cultivateurs ayant un prêt à long terme en cours de remboursement au Crédit agricole sont des Arrageois et 33% des Audomarois. Les exploitants de l'arrondissement représentent moins de 7% des souscripteurs. En 1931, 64% des crédits accordés par la caisse d'Hesdin sont de courte durée. Ce type de prêts prédomine sur le territoire, ce qui témoigne de la persistance de mentalités conservatrices. Les investissements se limitent le plus souvent à l'achat de terres. Ils ne permettent pas une véritable transformation de l'exploitation.

De 1918 à 1939, la société rurale montreuilloise demeure particulièrement conservatrice. L'électorat est majoritairement de droite, même si lors des élections législatives de 1935 et 1936 un glissement à gauche s'opère, et la religion catholique occupe toujours une place importante. Cette période est également marquée par la multiplication des associations agricoles pour le développement de l'agriculture. Les élus et les exploitants en grande culture, notamment à travers la Société d'agriculture de Montreuil, les instituteurs, mais aussi les

¹⁹⁸ Le secrétariat général de l'Union des caisses rurales et ouvrières françaises se situe à Nantes.

¹⁹⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M18.

prêtres, en sont les fondateurs. Ils deviennent ainsi les principaux agents actifs du progrès agricole dans les campagnes. Cette période est surtout marquée par l'influence croissante de la Société d'agriculture de Montreuil. L'association est à son apogée. Elle devient l'un des groupements agricoles les plus puissants du département. Elle multiplie les actions en faveur du progrès, comme l'organisation de concours agricoles et la revente d'animaux reproducteurs et d'outils innovants. Elle est aussi à l'origine de la plupart des fondations de caisses mutuelles, de syndicats ou encore de coopératives. La Société d'agriculture de Montreuil est un véritable organe de défense des intérêts des cultivateurs du Montreuillois et même de tous les paysans français. Elle n'hésite pas à s'opposer ouvertement aux autorités publiques. Elle est présidée par Octave Corne, un cultivateur à la fois dynamique et charismatique, qui gère non seulement la plupart des associations agricoles de l'arrondissement, mais aussi de nombreux groupements départementaux. Il est en effet vice-président de la Caisse régionale de Crédit Agricole du Pas-de-Calais, de la Mutuelle agricole accidents du Pas-de-Calais, de la Caisse mutuelle d'assurances sociales du Pas-de-Calais et de la Fédération des syndicats de défense permanente contre les ennemis des cultures du Pas-de-Calais.

Toutefois, les associations fondées par la Société d'agriculture de Montreuil et affiliées à l'Union agricole du Pas-de-Calais, doivent peu à peu faire face à la concurrence du plus en plus forte de la Fédération agricole du Pas-de-Calais. Le syndicalisme chrétien progresse dans l'arrondissement. Dans les années 1930, le Syndicat agricole de la Région d'Hesdin souffre notamment de l'implantation d'associations affiliées à la Fédération agricole. Celle-ci fonde aussi ses propres coopératives agricoles, ses caisses mutuelles et ses organismes de crédit. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Société d'agriculture de Montreuil n'est plus le principal organe de défense des intérêts des paysans. Elle perd ce rôle au profit de syndicats nationaux comme la FNSEA dont les cadres dirigeants sont principalement issus de la J.A.C.

Les nombreuses associations fondées sur le territoire dans l'entre-deux-guerres ont pour but de promouvoir le progrès agricole afin d'accroître la productivité. Ces groupements permettent-ils un véritable développement des techniques et des structures de production dans l'arrondissement de Montreuil ?

CHAPITRE 7 : UNE MODERNISATION DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE DE 1918 À 1939

Pour produire, les cultivateurs ont besoin de bras, d'attelages et de machines. Mais, au lendemain de la guerre, les nombreux jeunes paysans tombés au champ d'honneur privent l'agriculture montreuilloise d'une partie de sa main-d'œuvre et de ses chefs d'exploitation. À cela s'ajoute la réduction des cheptels d'équidés et la perte d'une partie des outils exposés aux intempéries ou abandonnés pendant le conflit. Retrouver, puis dépasser le niveau de production d'avant la guerre est dans les années 1920 l'un des premiers objectifs des cultivateurs et des associations agricoles. Pour cela, les structures d'exploitation doivent s'adapter et se moderniser.

I) L'essor des exploitations familiales de moyenne culture

L'enquête de 1929 indique une diminution du nombre d'exploitations sur le territoire français. Celle-ci affecte la petite et la grande culture. Néanmoins, les fermes familiales de taille moyenne progressent fortement en France au lendemain de la guerre¹. Cette assertion se vérifie-t-elle dans l'arrondissement de Montreuil ?

L'évolution des structures de production

La prédominance de la moyenne et grande culture

En 1929, l'arrondissement de Montreuil compte 7848 exploitations². L'étendue moyenne des propriétés est de 12 hectares 20 ares³. Les fermes de petite culture sont les plus nombreuses. Près de sept domaines sur dix ont une surface inférieure à dix hectares⁴. Néanmoins, ils n'occupent que 16,2% des terres. Leur prédominance résulte avant tout de l'importance des micro-exploitations. Celles-ci, d'une superficie de moins d'un hectare, représentent environ le tiers des propriétés du Montreuillois, mais seulement le quart de celles du Pas-de-Calais. Le décalage peut notamment s'expliquer par l'importance de la grande propriété dans l'arrondissement. En effet, cette dernière a besoin d'une main-d'œuvre abondante et donc d'un grand nombre d'ouvriers agricoles. Or, ces derniers possèdent le plus souvent quelques mesures⁵ de terre qu'ils exploitent tout en empruntant les attelages de leur patron. Leur exploitation est donc comptabilisée dans le nombre total des fermes.

¹ MOULIN A., *Les paysans dans la société française*, Paris, Points Seuil, 1988, 316 p, p 179 et 180.

² Arch. dép., 37W17-18, Recensement de l'agriculture et du bétail de 1929, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux. M1355, Enquête agricole de 1929, questionnaires communaux des arrondissements de Béthune, Boulogne et Montreuil. Pour cette étude, les enquêtes ont été dépouillées commune par commune. Ce travail, relativement fastidieux, s'est révélé nécessaire, car les états récapitulatifs par canton intitulés « Économie rurale » sont très incomplets. Ainsi, dans le document de 1929 provenant de la Direction des services agricoles, sous la cote 37W23, seules 6326 exploitations sont recensées dans l'arrondissement. Dans l'état récapitulatif du canton de Campagne, il est notamment indiqué que pour quatre localités les données sont manquantes et ne sont donc pas prises en compte dans le total.

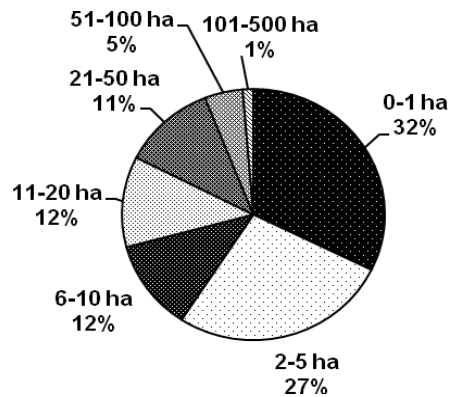
³ La surface moyenne des exploitations de l'arrondissement de Montreuil est supérieure de 60 ares à celle de l'ensemble du département.

⁴ La part des exploitations de moins de dix hectares est de 71,5% dans l'arrondissement de Montreuil et de 68% dans le Pas-de-Calais en 1929.

⁵ Deux types de mesures sont employés dans l'arrondissement de Montreuil : la mesure de 42 ares 91 centiares, qui est celle d'Arras, et la mesure de 35 ares 46 centiares. Parfois les deux sont utilisées au sein de la même localité.

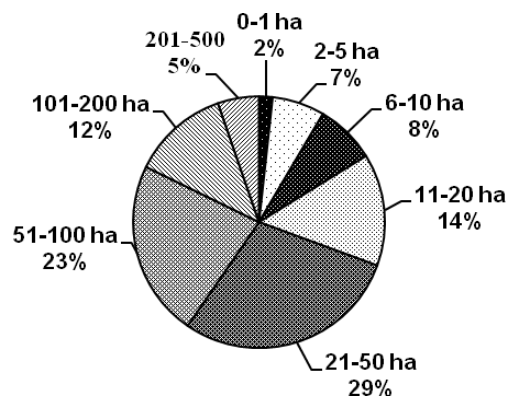
Si l'on écarte la micro-exploitation des statistiques⁶, la petite propriété, d'une surface comprise entre un et dix hectares, représente 58% des structures de production dans l'arrondissement et 55% dans l'ensemble du département. La petite culture est toujours prédominante dans le Montreuillois, mais l'écart se réduit. Par contre, le décalage s'accroît si l'on compare l'étendue moyenne des exploitations. Celle-ci est de 17 hectares 80 ares sur le territoire de Montreuil et de 15 hectares 40 ares dans le Pas-de-Calais.

Document 70 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 1929



Source : d'après les données de l'enquête agricole de 1929.

Document 71 : La part de l'étendue des différentes catégories de propriétés par rapport à la surface agricole totale dans l'arrondissement de Montreuil en 1929 (en%)



Source : d'après les données de l'enquête agricole de 1929.

Dans l'arrondissement de Montreuil, la grande culture est également prédominante. En 1929, les propriétés de plus de cinquante hectares ne représentent que 6% des exploitations, mais s'étendent sur 38% des surfaces agricoles. L'arrondissement de Montreuil est l'un des arrondissements du Pas-de-Calais qui renferme le plus grand nombre de grands domaines. Sur les 1606 fermes du département de plus de cinquante hectares, 475 se situent dans le Montreuillois, soit près de 30% des grandes structures d'exploitation⁷. Les vastes propriétés

⁶ Dans son ouvrage intitulé *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, publié en 1951 avec le concours du CNRS, Paul Vandamme, directeur des services agricoles, ne tient pas compte des exploitations de moins d'un hectare pour des raisons de fiabilité. Voici la justification qu'il donne à la page 75 : « Étant donné les variations dans l'exécution des enquêtes, nous éliminerons la classe de 0 à 1 hectare, celle des toutes petites exploitations ».

⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

des anciennes familles seigneuriales subsistent toujours dans l'arrondissement. Elles ont été préservées et peu morcelées.

La part des propriétés de moyenne culture est donc moins conséquente sur le territoire que dans la plupart des autres arrondissements du Pas-de-Calais. Elle n'est que de 23% contre 29% en moyenne dans le département. Néanmoins, les fermes de dix à cinquante hectares s'étendent sur 46% des terres agricoles.

Au lendemain de la Grande Guerre, les petites structures sont les plus nombreuses, mais n'occupent qu'une faible part de la surface agricole totale. Les moyennes et grandes propriétés sont prédominantes. L'étendue moyenne des exploitations est légèrement plus élevée dans l'arrondissement de Montreuil que dans l'ensemble du Pas-de-Calais. Mais rapidement l'écart se creuse, car la crise de 1930 entraîne la disparition d'un grand nombre de petites fermes dans le Montreuillois.

Le triomphe de la moyenne culture au début des années 1940

Peu d'enquêtes agricoles fournissent des données concernant le nombre de propriétés par catégories de contenance sur le territoire dans les années 1930. Pour se rendre compte des conséquences de la crise économique qui secoue le monde agricole, il faut se référer à la statistique de 1942⁸. Celle-ci est incomplète. Seules 94 communes sur 142 sont répertoriées⁹. L'échantillon semble toutefois suffisamment important et représentatif pour permettre une étude comparative¹⁰.

L'étendue moyenne des fermes augmente sensiblement entre 1929 et 1942 dans l'arrondissement. Elle croît de 32% en un peu plus d'une décennie, passant de 12 hectares 20 ares en 1929 à 16 hectares 9 ares en 1942. La hausse est encore plus spectaculaire si on ne tient pas compte des fermes de moins d'un hectare. Elle dépasse les 45%. La surface moyenne des exploitations est alors de 17 hectares 70 ares autour de Montreuil, contre 14 hectares 30 dans le Pas-Calais¹¹. Cette augmentation brutale de la taille moyenne des structures de production est probablement l'une des conséquences de la crise du début des années 1930. Les paysans de l'arrondissement sont les plus vulnérables face à la situation économique, car ils disposent des terres les moins rentables du Pas-de-Calais¹². La disparition d'un nombre important de petites exploitations apparaît comme inéluctable. Pour survivre, les cultivateurs en petite culture n'ont pas d'autre choix que d'étendre leur domaine en acquérant de nouvelles parcelles ou de cesser leur activité, lorsqu'ils n'en ont pas la possibilité et les moyens.

La proportion des grandes exploitations stagne entre 1929 et 1942. Elle se situe toujours autour de 6%. Les fermes de moyenne culture, entre dix et cinquante hectares, sont donc celles qui progressent le plus en nombre et en surface dans les années 1930. Elles représentent près de 40% des propriétés¹³ et s'étendent sur 55% des terres agricoles¹⁴ en 1942. Les années 1930 sont donc marquées par un véritable triomphe de la moyenne culture et plus particulièrement des fermes de 10 à 20 hectares. Les petites propriétés, de 5 à 10 hectares sont moins présentes sur le territoire en 1942 qu'en 1929. Il semblerait que certaines se soient

⁸ Arch. dép., 37W34, Enquêtes agricoles communales de 1942, arrondissement de Montreuil-sur-Mer.

⁹ Les données concernent 94 communes dont 16 dans le canton de Campagne, 10 dans le canton d'Étaples, 19 dans le canton de Fruges, 16 dans le canton d'Hesdin, 16 dans le canton d'Hucqueliers et 17 dans le canton de Montreuil.

¹⁰ La prudence s'impose tout de même concernant l'exactitude des chiffres, car l'enquête de 1942 est mise en place par les autorités allemandes. Les données permettent surtout d'avoir un aperçu de l'évolution de la taille des structures de production.

¹¹ VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p., p 76.

¹² Voir chapitres 1 et 3.

¹³ Annexe 17.

¹⁴ Annexe 18.

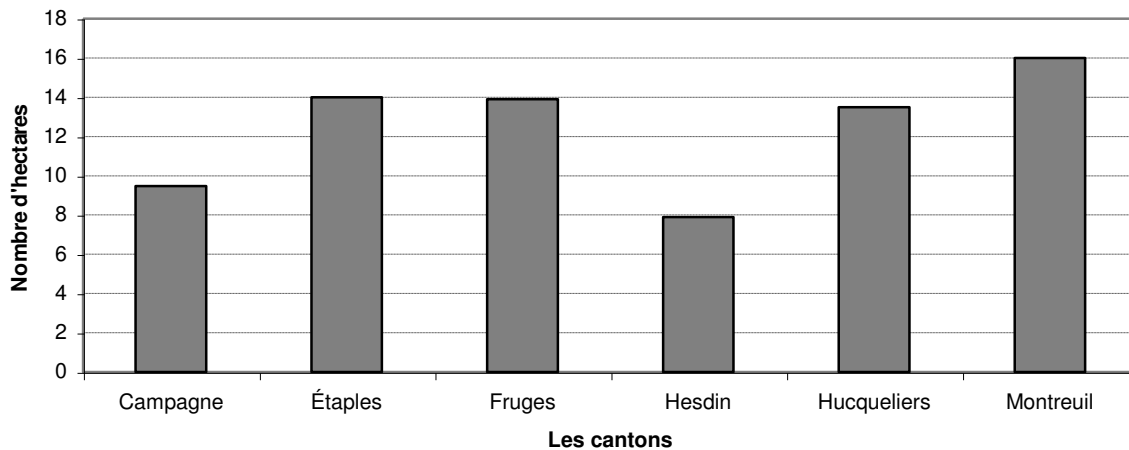
adaptées à la crise en étendant leur surface, en acquérant des parcelles occupées par des petits cultivateurs contraints de cesser l'activité qui ne peut plus les faire vivre.

Néanmoins, des disparités subsistent sur le territoire. L'étendue moyenne des exploitations varie sensiblement d'un canton à l'autre.

Une hétérogénéité de la taille des exploitations à l'échelle cantonale

L'étendue moyenne des fermes varie selon les cantons. Elle est plus élevée dans le Haut-Pays et sur le Littoral que dans le quart sud-est de l'arrondissement en 1929. Les propriétés autour de Montreuil ont une surface deux fois supérieure à celles de la région d'Hesdin, soit 16 hectares contre 7 hectares et 90 ares. Le canton d'Étaples concentre en proportion le plus grand nombre d'exploitations de plus de 50 hectares. Il renferme 20% des domaines les plus vastes de l'arrondissement¹⁵. Toutefois, la moyenne culture est peu présente et les petites structures sont prépondérantes.

Document 72 : L'étendue moyenne des propriétés agricoles dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1929



Source : d'après les données de l'enquête agricole de 1929

Les cantons du Haut-Pays et de Montreuil disposent des parts les plus importantes de fermes de 10 à 50 hectares. Le canton d'Hucqueliers se démarque très nettement des autres entités géographiques avec un taux record de 38% d'exploitations en moyenne et grande culture. Il dispose aussi de la plus faible part de propriétés de moins d'un hectare. Cette différence dans la répartition des exploitations résulte des conditions naturelles difficiles dans le nord-est de l'arrondissement. En effet, les agriculteurs ont besoin de plusieurs chevaux pour labourer la terre, en raison de zones pentues et de sols souvent biefieux. Dans ces conditions, la petite propriété est inappropriée pour la mise en valeur du territoire. De plus, comme dans les cantons de Fruges, Étaples et Montreuil, peu de grandes propriétés héritées de l'Ancien Régime ont été morcelées¹⁶. À l'inverse, dans les cantons d'Hesdin et de Campagne¹⁷, environ les deux tiers des domaines ont une surface inférieure à 10 hectares.

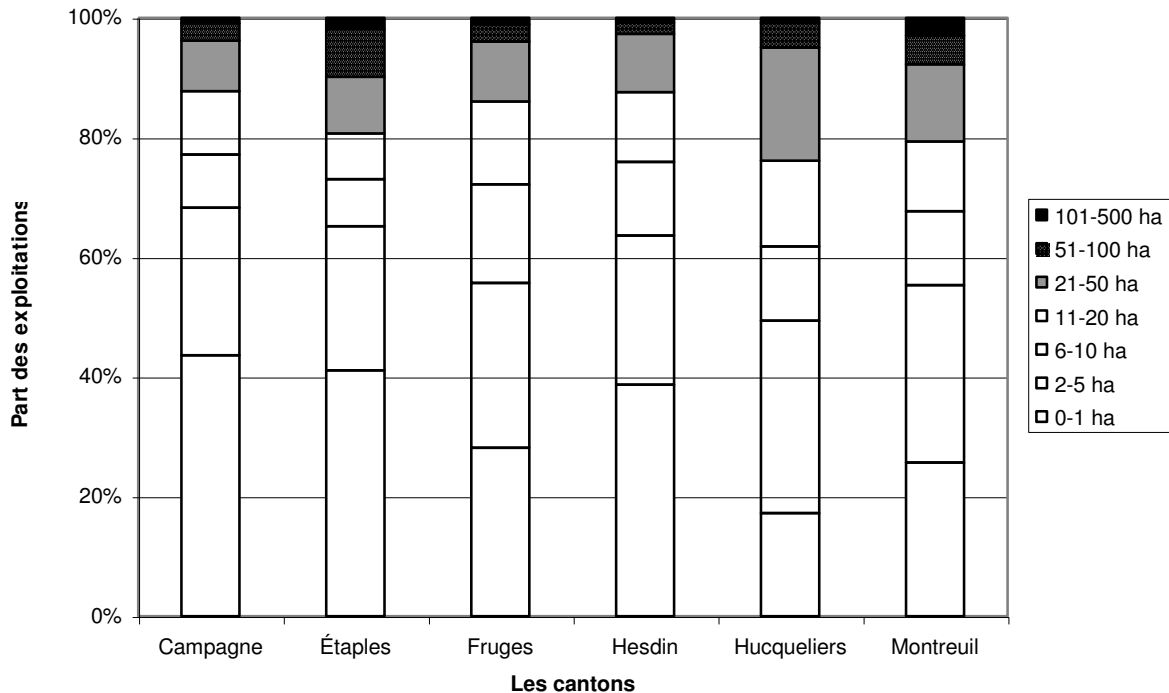
¹⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

¹⁶ Le canton de Montreuil compte 34 propriétés de plus de cent hectares. Parmi elles figurent notamment les anciens domaines de Brunehautpré, Dommartin et La Longueroye.

¹⁷ À Saulchoy, par exemple, l'exploitation la plus vaste est celle de M. Lagache. Sa surface est de 29 hectares 18 ares et 25 centiares en 1933. Arch. dép., 7M1153, Monographie agricole de Saulchoy, 1933.

En 1929, le territoire se scinde globalement en trois régions. Le Haut-Pays se caractérise par la prééminence de la moyenne culture, les cantons du sud-est par la domination de la petite propriété et le littoral par la prépondérance de la petite et la grande exploitation.

Document 73 : La répartition des exploitations par catégorie de contenance dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1929 (en%)



Source : d'après les données de l'enquête agricole de 1929.

Des structures de production avant tout familiales

Dans la majorité des exploitations, les enfants et les femmes participent activement aux travaux des champs. Cette main d'œuvre « gratuite », souvent peu reconnue, est primordiale dans des structures de production disposant de capitaux limités. Le phénomène est loin d'être nouveau. Mais, dans l'entre-deux-guerres, il s'intensifie. Le monde agricole prend véritablement conscience de l'importance de l'aide familiale. Pendant la Grande Guerre, bien que les hommes soient mobilisés, la production agricole ralentit mais ne s'effondre pas. Les femmes gèrent les exploitations en l'absence de leur mari.

Des femmes chefs d'exploitation de plus en plus nombreuses

Peu de documents statistiques permettent une étude précise de la place des femmes dans l'agriculture sous l'entre-deux-guerres. L'enquête de 1929 fournit tout de même quelques données sur le sujet, même si celles-ci sont incomplètes. Au lendemain du conflit, de nombreuses femmes se retrouvent veuves. Elles n'ont donc pas d'autres choix que de continuer à remplacer leur époux dans les champs en tant que salariée ou de reprendre l'exploitation familiale pour subsister. En 1929, 409 femmes chefs d'exploitation sont recensées sur le territoire¹⁸. Un tiers seulement sont des propriétaires. Toutefois, le phénomène reste marginal, car seulement 6% des fermes sont dirigées par des femmes dans

¹⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

l'arrondissement. Des disparités importantes subsistent sur le territoire. Plus de 40% des exploitations féminines se trouvent dans le canton d'Hucqueliers.

Il est intéressant de noter que lors des premières élections aux Chambres d'agriculture départementales¹⁹ en 1927, les femmes chefs d'exploitation ou ayant travaillé la terre durant le conflit ont le droit de vote²⁰. En 1925, 672 femmes ayant remplacé leur mari, père ou frère pendant la guerre et 278 cultivatrices du Montreuillois sont inscrites sur les listes électorales de la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais²¹. Elles représentent 12% des électeurs originaires de l'arrondissement. Le travail des femmes dans l'agriculture est ainsi reconnu par la société rurale. Cet événement peut sembler surprenant dans la mesure où le milieu agricole est traditionnellement réputé conservateur. Au lendemain de la Grande Guerre, le monde agricole a plus que jamais besoin des femmes pour pallier le manque de main d'œuvre, mais aussi plus largement de la famille. Ainsi, l'exploitation familiale prend un véritable essor dans l'entre-deux-guerres.

Le succès de l'exploitation familiale

En 1929, dans l'arrondissement de Montreuil, près de 78% des exploitations sont familiales²², c'est-à-dire que leur main-d'œuvre est principalement constituée d'individus issus du ménage. Évidemment certaines de ces propriétés emploient des salariés, mais leur nombre est inférieur à celui des membres de la famille aidant aux travaux des champs²³. Ce type de domaines est surtout prépondérant dans le Haut-Pays, car les terres sont les moins rentables de l'arrondissement. Les cultivateurs disposent de peu de moyens financiers pour employer des salariés²⁴. Dans cette région, près de 94% des exploitations sont familiales²⁵. Dans le canton d'Étaples, la proportion est également élevée. Elle est de 85%. A l'inverse, dans le sud du Montreuillois, la part des propriétés ayant majoritairement recours à une main d'œuvre familiale est plus faible. Elle est de 71% dans le canton de Campagne, 70% autour d'Hesdin et moins de 60% dans la région de Montreuil. Ces disparités résultent de la différence de moyens financiers, mais aussi du type d'agriculture pratiqué. L'élevage, plus important dans le Nord de l'arrondissement et plus particulièrement dans les collines, nécessite moins de main-d'œuvre que la culture de plantes sarclées, notamment de betteraves, qui est prépondérante dans le sud du Montreuillois²⁶.

De nombreuses mesures prises par l'État français en faveur des familles paysannes dans les années 1930, puis sous le gouvernement de Vichy, encouragent le développement de ce type de structure de production. En 1931, les cultivateurs bénéficient d'un allègement de la fiscalité pour les successions portant sur des exploitations familiales. Le texte de loi est complété le 21 avril 1939. Le 17 juin 1938, un décret-loi transforme les règles de dévolution successorale des structures agricoles dites familiales²⁷. Il permet notamment à un héritier travaillant dans la propriété d'acquiescer celle-ci sans partage moyennant une compensation

¹⁹ Les Chambres d'agriculture sont fondées en France le 3 janvier 1924. Elles sont des organismes consulaires chargés de représenter les différents agents économiques de l'agriculture.

²⁰ Article 3, alinéas 5 et 6, du décret du 16 décembre 1924 pour l'application de la loi du 3 janvier 1924 relative aux Chambres d'agriculture.

²¹ Arch. dép., 7M8/1, Élections aux chambres d'agriculture, liste électorale de 1925.

²² Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

²³ L'aide familiale est plus largement abordée dans la troisième partie de ce chapitre consacrée à la problématique de la main-d'œuvre.

²⁴ De plus, la rémunération des ouvriers agricoles augmente sensiblement au lendemain de la Grande Guerre.

²⁵ Le canton de Fruges dispose de la proportion d'exploitations familiales la plus forte de l'arrondissement, soit 97%.

²⁶ Voir le chapitre 8.

²⁷ MASPETIOL R., « Les aménagements du cadre juridique » in *Économie rurale*, n°39-40, 1959, p213-216.

aux cohéritiers²⁸. L'attribution préférentielle permet ainsi d'éviter un morcellement des propriétés. Enfin, la loi du 5 janvier 1944 instaure l'apprentissage familial²⁹. L'enfant travaillant dans la ferme de ses parents peut ainsi être déclaré comme apprenti agricole, ce qui permet à la famille de bénéficier plus longuement des allocations familiales³⁰. L'État incite à privilégier l'aide familiale dans les exploitations, probablement pour pallier le manque de bras, mais aussi pour permettre aux structures d'exploitation familiale de se développer en investissant leurs capitaux dans les innovations plutôt que dans la main-d'œuvre.

L'évolution des modes d'exploitation

Un équilibre entre les différents types de faire-valoir

À la Belle Époque, le fermage est le mode de faire valoir prédominant dans le Montreuillois³¹. Or, au lendemain de la guerre, d'après l'enquête de 1929, les propriétaires seraient légèrement plus nombreux que les fermiers. Ils représenteraient 51% des cultivateurs dans l'arrondissement. Cependant, les données ne précisent pas le nombre d'exploitants étant uniquement fermiers ou propriétaires. Car, dans l'enquête, les paysans sont classés en fonction de leur mode d'exploitation dominant. Le mode de faire valoir est souvent mixte : La plupart des cultivateurs ne possèdent pas toutes leurs terres, ils en louent une partie.

L'augmentation du nombre de propriétaires dans l'entre-deux-guerres atteste d'une redistribution du sol en faveur de la classe paysanne. De nombreux domaines appartenant notamment aux descendants des familles aristocratiques sont cédés aux cultivateurs locaux au lendemain de la Grande Guerre. Le phénomène est national³². Les ventes de biens fonciers figurant dans le *Journal de Montreuil* en témoignent³³. En 1925, la propriété de la Vacquerie, à Toutendal, hameau d'Alette, est mise aux enchères publiques par M. Marcel Delplanque, notaire à Montreuil³⁴. Cette exploitation, d'environ 65,5 ha, appartient au début du siècle à M^{elle} de la Bunaudière, une aristocrate de Rouen³⁵. En 1925, le locataire est M. Masson-Sueur. Une autre grande propriété, la ferme de « l'Hôtel-Dieu » à Clenleu est également mise aux enchères publiques la même année³⁶. En 1922, une ferme de moyenne culture à Enguinehaut et Zérables, hameaux de Beussent, est mise en vente par son propriétaire, le comte de la Haye³⁷. Ce domaine, occupé par M. Chevalier, comprend 2 hectares 57 ares de cours, jardins

²⁸ <http://www.legifrance.gouv.fr>, Article 832 du code civil modifié par le décret-loi du 17 juin 1938, puis par la loi du 15 janvier 1943. Cette dernière donne de nouvelles précisions sur cette attribution préférentielle. Des limites de superficie et de valeur sont notamment imposées.

²⁹ DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Histoire de la France rurale*, Paris, éditions du Seuil, 1975-1976, Tome IV, 671 p., p 240.

³⁰ Les parents peuvent ainsi percevoir les allocations familiales jusqu'aux dix-sept ans de l'enfant et non plus jusqu'aux quatorze ans. Il faut aussi noter que les chefs d'exploitation ne peuvent percevoir les allocations familiales que depuis mai 1940. Sous l'entre-deux-guerres, elles étaient uniquement réservées aux salariés.

³¹ Voir chapitre 3.

³² DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Op. cit.*, p 314. « Nombre de grandes propriétés sont en difficultés et se démembrant. De vieilles grandes familles perdent leur position sociale dominante pour devenir les témoins historiques respectés ou haïs, doucement plaints ou raillés, de la société désormais bien révolue du XIX^e siècle. C'est la tendance de la fin du siècle passé qui se poursuit ou reprend avec vigueur, après avoir plus ou moins marqué le pas dans la première décennie du XX^e siècle. »

³³ Il faut toutefois être prudent, car l'étude ne s'appuie que sur des exemples de ventes immobilières, c'est-à-dire sur un échantillon relativement restreint et peu hétérogène sur le plan géographique. Il s'agit ici plutôt d'une tendance constatée.

³⁴ *Journal de Montreuil*, 05.04.1925.

³⁵ THOBOIS B-J, *La ferme du Bailli à Alette*, Boulogne-sur-Mer, 50 p.

³⁶ *Journal de Montreuil*, 02.08.1925.

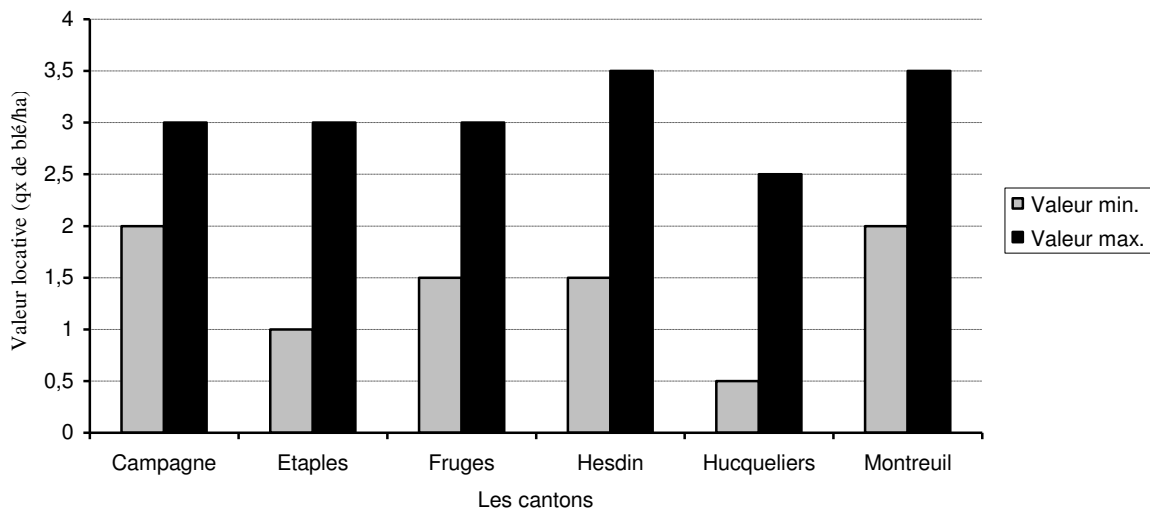
³⁷ Le comte de la Haye est issu d'une ancienne famille noble de Normandie qui apparaît au XI^e s.

et pâtures, et 15 hectares 48 ares de labours en 9 pièces³⁸. Néanmoins, le nom des acquéreurs est inconnu.

Les baux des terres affermées

La durée des baux est toujours en général de neuf ans³⁹. Les fermages sont réglés une fois par an, souvent au cours de l'automne ou à Noël. Le fermier paye toujours l'impôt foncier. Néanmoins, ce dernier est à la charge du propriétaire depuis la loi du 13 avril 1946⁴⁰. La valeur locative des terres dépend de la situation et de la qualité des sols. Elle varie de 50 à 150 francs l'hectare pour les terres à labour dans l'arrondissement. Les pâturages sont loués 20 à 25% plus chers. Mais, à partir de 1920, en raison de l'instabilité monétaire, les propriétaires exigent un fermage indexé sur la valeur des produits agricoles. Dans neuf baux sur dix le blé sert de référence⁴¹. Parfois, dans le Haut-Pays, le loyer dépend des cours du beurre, du bœuf ou du mouton.

Document 74 : La valeur locative minimum et maximum des biens loués au premier septembre 1939 dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil



Source : d'après VANDAMME P., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, p 81.

L'arrondissement de Montreuil dispose des terres du département qui ont le moins de valeur. En 1939, la rétribution oscille entre 0,5 quintal par hectare dans les zones pentues et biefieuses du canton d'Hucqueliers⁴² et 3,5 quintaux par hectare autour de Montreuil⁴³. La qualité des sols étant médiocre, la productivité est faible. Or, elle permet de déterminer la valeur locative, ce qui explique que celle-ci soit si peu élevée. Globalement une exploitation dans l'arrondissement est beaucoup moins rentable que dans l'Est du Pas-de-Calais.

³⁸ *Journal de Montreuil*, 20.02.1922.

³⁹ Arch. dép., *Monographie agricole de l'instituteur de Zoteux*, n°176, 1930.

⁴⁰ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 80

⁴¹ *Ibidem.*, p 79.

⁴² Le canton d'Hucqueliers est le seul canton du département disposant de terres labourables dont la valeur locative est inférieure à un quintal par hectare.

⁴³ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 81. Dans le bassin minier, dans l'Arrageois, dans l'Audomarois et autour de Calais, la valeur locative peut atteindre les 5 à 6 quintaux par hectare.

II) Une mécanisation de l'agriculture montreuilloise

L'équipement des fermes se développe au lendemain de la guerre. La liste des instruments agricoles utilisés sur le territoire, figurant dans l'enquête de 1929, dans la partie intitulée « économie rurale », indique en effet que le degré de modernisation est plus important dans les années 1920 que vers la fin du XIX^es. Le progrès de l'outillage agricole se manifeste dans l'arrondissement par un perfectionnement du matériel traditionnel et une généralisation des machines dans les exploitations, mais également par l'apparition de nouveaux instruments, notamment motorisés, comme le tracteur⁴⁴.

Document 75 : Le nombre d'outils recensés dans l'arrondissement de Montreuil lors de l'enquête de 1929

4246 brabant doubles, 51 charrues polysocs⁴⁵, 23 pulvérisateurs à disques, 692 croskills⁴⁶, 1324 semoirs mécaniques dont 367 à la volée et 957 en lignes, 431 distributeurs d'engrais, 463 tonneaux à purin, 5 épandeurs de fumier, 8 planteuses de pommes de terre, 23 arracheuses de pommes de terre, 1070 faucheuses, 253 râteaux à cheval⁴⁷, 128 faneuses⁴⁸ et râteaux-faneurs⁴⁹, 1754 moissonneuses-lieuses⁵⁰, 8 chargeurs de foin, 23 pulvérisateurs à grands travaux, 327 pompes à purin, 73 trieurs à alvéoles⁵¹, 412 concasseurs de grains et aplatisseurs, 1477 batteuses, 17 presses à fourrage et à paille, 1692 pressoirs à pommes, 90 machines à traire, 3666 écrémeuses centrifuges⁵², 19 malaxeurs de beurre⁵³, 164 manèges à chevaux, 20 roues ou turbines hydrauliques, 6 machines à vapeur, 746 moteurs à combustibles liquide, 5 moteurs à gazogène, 472 moteurs électriques fixes ou sur chariot, 52 tracteurs agricoles à combustibles liquides, un tracteur à gazogène et 49 camionnettes ou camions agricoles.

Une démocratisation des machines

Le temps des batteuses

Les machines datant de la fin du XIX^es se généralisent sur le territoire au lendemain de la guerre, en raison de la baisse de leur prix de vente. La valeur d'achat d'une moissonneuse-

⁴⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

⁴⁵ Elle est surtout utilisée pour les labours rapides de printemps.

⁴⁶ Un croskill est un rouleau formé de disques dentés de deux diamètres différents, utilisé pour briser les mottes.

⁴⁷ Cet instrument est formé d'une rangée de dents courbes montées sur un bâti. Il sert à rassembler le foin.

⁴⁸ Une faneuse est une machine composée de fourches articulées et animées de mouvements circulaires ou alternatifs. Elle retourne l'herbe fauchée pour la faire sécher. Elle fait le travail d'une vingtaine de faneurs.

⁴⁹ Le râteau-faneur se compose de peignes que des tambours latéraux entraînent d'un mouvement tournant. Il cumule les fonctions de râteau, en rassemblant le foin, et de faneuse, en le retournant.

⁵⁰ Elle possède un lieur et des éjecteurs qui déposent les bottes. Les élévateurs entraînent la récolte vers le lieur qui est formé d'une longue aiguille, un noneur mécanique forme le nœud, un couteau coupe la ficelle et les éjecteurs jettent la gerbe. La barre de coupe est plus longue que celle de la faucheuse.

⁵¹ Il est composé d'un cylindre percé d'alvéoles qui retient les grains par ordre de grosseurs. Cet appareil sert notamment à débarrasser le blé des mauvaises graines et à préparer la semence.

⁵² Une écrémeuse centrifuge est un appareil permettant de concentrer la matière grasse dans la crème et de séparer celle-ci du lait. Elle utilise la force centrifuge, les globules gras se rassemblant près de l'axe de rotation.

⁵³ Il s'agit d'un appareil qui rend homogène le beurre en assurant la répartition des gouttelettes d'eau qu'il contient.

lieuse chute de moitié entre les années 1870 et la Grande-Guerre. Elle oscille entre 1700 et 2000 francs en 1878, contre 800 et 900 francs en 1913. Dans le même temps, une faucheuse à deux chevaux passe d'environ 400 à 250 francs⁵⁴. La baisse du prix de ces machines favorise leur diffusion dans les petites et les moyennes exploitations. En effet, plus d'un quart des exploitations de plus d'un hectare sont équipées d'une batteuse et plus d'un tiers d'une moissonneuse-lieuse en 1929⁵⁵. Le plus souvent, les cultivateurs du Montreuillois⁵⁶ possèdent des machines fabriquées par les établissements Wintenberger⁵⁷, fondés à Frévent, dans le Ternois en 1866⁵⁸. Toutefois, certains achètent des modèles américains assemblés en Europe. C'est notamment le cas d'un exploitant en moyenne culture à Enguinehaut, hameau de Beussent, en 1929⁵⁹. Il dispose d'une moissonneuse de marque « Deering ». La chute du prix de ces outils résulte de l'apparition de machines plus perfectionnées et autonomes, concurrençant ainsi les premières innovations.

La généralisation de la batteuse dans les exploitations s'accompagne d'une modernisation de la force motrice. Le moteur thermique ou électrique remplace le manège fixe ou la « trépigneuse »⁶⁰. En 1930, il équipe 62%⁶¹ des 1360 batteuses que compte le Montreuillois⁶². Néanmoins, le nombre de batteuses recule de 11,1% entre 1929⁶³ et 1939⁶⁴. En effet, les cultivateurs les remplacent peu à peu par des machines plus perfectionnées : les moissonneuses-lieuses. Celles-ci progressent de 26,4% au cours de la même décennie.

Toutefois, l'arrondissement de Montreuil demeure l'un des arrondissements les moins bien équipés du département. En 1929, il dispose certes d'un nombre de batteuses traditionnelles supérieures à la moyenne, mais possède une quantité plus limitée de faucheuses et de moissonneuses-lieuses. En effet, le Montreuillois compte environ 34 moissonneuses-lieuses pour 100 exploitations de plus d'un hectare⁶⁵ contre 42 pour l'ensemble du Pas-de-Calais⁶⁶. La faucheuse n'équipe également que 20,1% des fermes de plus d'un hectare sur le territoire, alors qu'elle est présente dans 31,5% des propriétés de plus d'un hectare dans le département. Le retard se manifeste également par une plus faible

⁵⁴ DUBY G., WALLON A. (dir.), *Histoire de la France Rurale*, Paris, Ed. du Seuil, 1975-1976, tome III, p 450.

⁵⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

⁵⁶ C'est notamment le cas de M. Sénécat-Vasseur, cultivateur en moyenne culture à Clenleu. En novembre 1922, par suite de cessation de culture, il vend son mobilier de ferme. Ce dernier est notamment composé d'une batteuse « Wintenberger ». *Journal de Montreuil*, 10.11.1922. M. Dausque-Bodin, un autre exploitant de Clenleu, à « la ferme de l'Hotel-Dieu », une propriété de plus de 70 hectares, possède aussi une batteuse de la même marque en 1927. *Journal de Montreuil*, 20.11.1927.

⁵⁷ En 1966, Hector Wintenberger reprend la fonderie de son père et crée une usine d'assemblage et de montage de machines agricoles à Frévent dans le Pas-de-Calais. À la veille de la guerre, les établissements Wintenberger sont les premiers constructeurs européens de batteuses avec plus d'un millier d'unités fabriquées chaque année. L'entreprise disparaît en 1967. Un musée Wintenberger existe aujourd'hui à Frévent dans le moulin Saint-Vaast érigé au XII^e siècle. De nombreuses machines et outils agricoles y sont exposés.

⁵⁸ Annexe 19.

⁵⁹ *Journal de Montreuil*, 08.12.1929. Les noms des propriétaires et des locataires ne sont pas indiqués dans l'annonce notariale. La surface de la ferme peut être estimée à environ quarante hectares grâce au calcul de la densité animale. L'exploitation renferme 7 chevaux et 15 bovins.

⁶⁰ Il s'agit d'une sorte de plan incliné sur lequel un cheval évolue. Son emploi est plus rare que le manège fixe dans l'arrondissement. En 1944, Nicolas Spitzer filme une batteuse actionnée par une trépigneuse dans une exploitation d'Ermenonville-la-Grande dans le département d'Eure-et-Loir. Le court métrage de 5 minutes et 22 secondes, muet, peut être visionné sur le site des images d'archives en région Centre : <http://memoire.ciclic.fr>.

⁶¹ Annexe 20.

⁶² Arch. dép., M1358, Statistique agricole annuelle de 1930, tableaux de dépouillement cantonaux.

⁶³ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

⁶⁴ Arch. dép., M1367, Statistique agricole annuelle et Plan de ravitaillement de 1939, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.

⁶⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

⁶⁶ VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p., p 87.

diffusion des machines et instruments utilisés pour la production de fourrage, mais aussi pour les labours et les semailles.

Document 76 : Nombre d'outils pour 100 exploitations de plus d'un hectare en 1929⁶⁷

	Charrues	Charrues polysocs	Semoirs	Moissonneuses-lieuses	Faucheuses	Faneuses	Batteuses
Canton de Campagne	73%	1,3%	23,8%	36,2%	16,5%	2,2%	25,5%
Canton d'Étaples	94,2%	1,6%	28%	39,6%	24,5%	1,6%	27,6%
Canton de Fruges	91,5%	1,9%	35,3%	33,2%	14,8%	0,9%	29,4%
Canton d'Hesdin	83,2%	0,3%	21%	32,1%	20,5%	3,3 %	27,3%
Canton d'Hucqueliers	77,9%	0,1%	25,4%	38,7%	21%	1,3%	34,9%
Canton de Montreuil	87,3%	0,5%	18,6%	25,9%	32,7%	9,4%	21,6%
Arrondissement de Montreuil	81,9%	1%	25,2%	34,1%	20,1%	2,6%	27,6%
Pas-de-Calais	85,4%	12,7%	57,6%	42,5%	31,5%	3,7%	26,2%

Source : d'après l'enquête agricole de 1929

La diffusion de nouveaux instruments

À la veille de la guerre, d'autres machines font également leur apparition. C'est le cas notamment du distributeur d'engrais, du pulvérisateur, du trieur à alvéoles, du râteau, de la faneuse, du râteau-faneur, de la presse, de la machine à traire et du malaxeur. Mais en 1929, ces instruments ne sont encore présents que dans les exploitations les plus vastes. Les plus répandus sont les faneuses et râteaux-faneurs avec 128 unités, même si en proportion ils équipent moins de 3% des exploitations de plus d'un hectare dans l'arrondissement. D'autres outils sont en nombre plus limités. C'est le cas de la presse à fourrage et à paille fixe qui n'équipe que 17 exploitations sur le territoire en 1929. Sa diffusion est lente en raison de son coût relativement onéreux. En 1940, seules 35 machines sont recensées dans l'arrondissement⁶⁸.

Certaines innovations, moins récentes, commencent à se généraliser. C'est notamment le cas du semoir mécanique. Plus d'un quart des exploitations de plus d'un hectare en sont équipées en 1929. Toutefois, il est beaucoup moins répandu que dans le reste du département. En effet, plus de la moitié des fermes de plus d'un hectare possèdent cet instrument dans le Pas-de-Calais. Le retard est encore plus manifeste pour la charrue polysoc. Celle-ci n'est présente que dans 1% des propriétés de plus d'un hectare dans l'arrondissement, contre plus de 12% dans le département. La mauvaise qualité des sols et les nombreuses parcelles de terre relativement pentues peuvent expliquer le décalage. Les conditions naturelles plus rudes que dans d'autres régions du Pas-de-Calais rendent probablement difficile l'usage de plusieurs socs. Les chevaux n'ont certainement pas la force suffisante pour tirer une charrue de ce type,

⁶⁷ Les exploitations de moins d'un hectare ne sont pas prises en compte, car elles appartiennent principalement à des ouvriers ou des journaliers agricoles qui empruntent l'attelage et les instruments de leur employeur.

⁶⁸ Arch. dép., M1368, Statistique agricole annuelle de 1940, tableaux de dépouillement cantonaux.

dans des champs le plus souvent biefieux⁶⁹, notamment dans le Haut-Pays. À l'échelle cantonale, il est difficile de comparer le degré de modernisation, car selon les outils les espaces les mieux pourvus ne sont pas toujours les mêmes. Seul un canton semble se détacher véritablement des autres pour sa faible concentration d'instruments innovants : le canton d'Hucqueliers. En 1929, il ne renferme que 8,5% des distributeurs à engrais, 0,1% des croskills, 4,3% des pulvérisateurs à disques, 4,1% des trieurs alvéolaires, 2% des charrues polysocs et 5,9% des presses à fourrage de l'arrondissement⁷⁰. Il est également intéressant de noter que le canton de Fruges, disposant de sols de qualité identique et d'exploitations en moyenne plus petites, est dans l'ensemble plus touché⁷¹ par le processus de mécanisation de l'agriculture. Les mentalités conservatrices autour d'Hucqueliers peuvent peut-être expliquer le décalage.

Quelques exemples d'exploitations aux équipements de pointe

Les ventes mobilières figurant dans les journaux locaux et les inventaires après le décès ne permettent pas d'établir une typologie des instruments par catégorie de contenance, en raison de leur rareté. Dans les années 1920, la faible abondance des annonces notariales dans les journaux locaux, concernant les cessations de culture et les faillites, résulte d'une certaine prospérité de l'agriculture. Cette dernière touche non seulement l'arrondissement, mais également le Pas-de-Calais⁷² et l'ensemble du territoire français⁷³. L'étude de la répartition et de la fréquence des différents types d'outils selon la taille des exploitations ne peut donc s'effectuer que par l'intermédiaire d'exemples précis. L'analyse des propriétés concourant pour un prix culturel ou ayant fait l'objet d'une monographie est particulièrement intéressante, puisqu'elle permet de mettre en valeur les fermes les plus productives et donc par conséquent les plus ouvertes aux innovations.

En 1937, l'exploitation de Paul Trollé⁷⁴, à Sorrus, est probablement l'une des grandes propriétés les mieux équipées de l'arrondissement. Elle s'étend sur une surface de 82 hectares 50 ares et dispose des instruments suivants : quatre brabant doubles, un brabant double bisoc, une déchaumeuse quatre socs⁷⁵, une houe à betteraves et à céréales, une batteuse, deux moissonneuses-lieuses, un râteau-faneur, quatre chariots, un moteur à essence Bernard de 6 CV, des pulvérisateurs, un aplatisseur, un coupe-racines, un moulin à mouture⁷⁶ et divers autres matériels. Des instruments motorisés et une importante variété d'outils innovants sont utilisés. En effet, le domaine est équipé d'un moteur, d'une déchaumeuse, d'un râteau-faneur et de deux moissonneuses-lieuses. De plus, le matériel traditionnel est abondant. La propriété dispose en effet de cinq brabant doubles dont l'un est muni de deux socs. Le nombre d'attelages de chevaux est donc probablement conséquent. Le progrès de l'équipement est incontestable. Il est évident que cette ferme n'est pas représentative de l'ensemble des grandes

⁶⁹ Voir le chapitre 1.

⁷⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

⁷¹ À l'exception des faucheuses, des machines à battre en tout genre et des râteaux-faneurs.

⁷² TRIBONDEAU J., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1927, 166 p., p 76. « En présence de l'inflation monétaire, l'agriculture connaît une ère de prospérité. Beaucoup de cultivateurs deviennent propriétaires de leurs exploitations et toutes les hypothèques qui grevaient la terre sont levées ».

⁷³ MOULIN A., *Les paysans dans la société française de la Révolution à nos jours*, Paris, Point Seuil, 1988, 316 p., p 181 et 182.

⁷⁴ La propriété appartient dans son intégralité à Mademoiselle de Baillehache demeurant au 137 rue de Grenelle à Paris.

⁷⁵ Une déchaumeuse est une charrue utilisée pour arracher les chaumes et les enterrer. Le chaume est la partie de la tige des céréales qui reste après la moisson. Il est enfoui par un labour d'automne, appelé le déchaumage.

⁷⁶ Arch. dép., 37W250, Prix cultureux de 1930.

exploitations de l'arrondissement de Montreuil concernant l'outillage agricole. Participant au concours agricole départemental en 1937, afin d'obtenir un prix culturel, Paul Trollé dispose probablement d'une des propriétés les mieux équipées du département.

Charles François⁷⁷, propriétaire-cultivateur à Zoteux, dans la ferme dite du « Bout dessous »⁷⁸, d'une contenance de 61 hectares 57 ares, dispose également en 1930 de nombreuses innovations en plus du matériel ordinaire de ferme. Il possède notamment un distributeur d'engrais, plusieurs semoirs mécaniques, des batteuses avec un moteur essence et lieur, un concasseur-aplatisseur, un moteur de faible puissance pour les travaux d'intérieur, une baratte, une écrémeuse, un coupe-racines et une laveuse⁷⁹. Le mobilier de cette grande exploitation se caractérise par l'importance des instruments motorisés et innovants.

Quelques fermes, d'une étendue plus modeste, disposent aussi d'un équipement de pointe. C'est le cas notamment de l'exploitation de Paul Lagache à Saulchoy dans le canton de Campagne. Le domaine s'étend sur un peu plus de 29 hectares et renferme en 1933 le matériel suivant : un moteur électrique de deux chevaux, un aplatisseur, un coupe-racines, un broyeur, une tarare, une charrette, une écrémeuse, une baratte, une batteuse à moteur de quatre chevaux, un hache-paille, trois tombereaux, trois voitures fourragères, deux charrues, un binot, trois herses dont une en bois, un scarificateur, un extirpateur, un trisoc, un rouleau, quatre binettes, un semoir à sept routes, une faucheuse-lieuse, une faucheuse simple, deux traîneaux à herses et une automobile de neuf chevaux⁸⁰. Léon Cocquet, cultivateur à Herly, dans le canton d'Hucqueliers, possède en 1937 un domaine d'une étendue presque identique⁸¹ qu'il exploite aussi en utilisant quelques instruments modernes. Il dispose notamment d'une batteuse Wintenberger, d'un aplatisseur, d'un moulin, d'un moteur de huit chevaux ainsi que tout le matériel nécessaire pour les labours, la moisson et la fenaison⁸². Léon Cocquet fait partie des cultivateurs qui participent au concours agricole départemental en 1937, afin d'obtenir un prix culturel.

Toutes ces propriétés, de moyenne et grande culture, ne sont certes pas représentatives de l'ensemble des exploitations du Montreuillois pour des raisons déjà évoquées, mais leur étude permet de montrer à quel point il est difficile d'établir une typologie de la fréquence des différents types d'outils selon la taille des exploitations. Des fermiers sont parfois mieux équipés que des propriétaires-cultivateurs alors qu'ils disposent d'un domaine de même surface. Dans les structures de production de taille moyenne, les outils peuvent être plus innovants que dans les vastes propriétés. Et enfin, certains paysans du Haut-Pays sont plus ouverts au progrès que la plupart des exploitants du Littoral et du sud de la Canche. Ces constats tendent à renforcer la thèse selon laquelle les mentalités trop conservatrices seraient l'un des principaux facteurs du retard de l'agriculture montreuilloise sur le plan technique.

⁷⁷ M. Charles François est maire de la commune sous l'entre-deux-guerres. D'après le témoignage de son petit-fils, M. Gaston François, cultivateur à la retraite, maire de Zoteux de 1995 à 2001, il est l'un des premiers exploitants de la localité à se procurer des instruments innovants. M. Charles François est à l'origine du projet de rénovation de l'école et de création de logements pour les enseignants. En rédigeant une monographie de son exploitation, M. Degond, l'instituteur de la commune, lui rend probablement hommage pour son action en faveur de l'instruction publique.

⁷⁸ Cette exploitation se situe dans le nord-est de Zoteux.

⁷⁹ Arch. dép., 7M1176, Monographie agricole de l'instituteur de Zoteux, 1930.

⁸⁰ Arch. dép., 7M1153, Monographie agricole de Saulchoy, 1933.

⁸¹ Son exploitation s'étend sur 28 hectares. Il est propriétaire mais aussi fermier. Il ne possède qu'un cinquième des terres qu'il cultive.

⁸² Arch. dép., *Op. cit.*, 37W250. Seul le matériel situé à l'intérieur de la ferme est énuméré. Pour les outils dits d'extérieurs, il est simplement écrit que le cultivateur possède « tout le matériel ».

Une motorisation de l'agriculture

Dans l'entre-deux-guerres, les automobiles agricoles et les moteurs, principalement utilisés pour actionner les batteuses, font leur apparition dans les exploitations montreuilloises. En 1929, l'arrondissement compte 102 engins motorisés mobiles, dont la moitié sont des tracteurs, et 1223 moteurs⁸³. Ces derniers, majoritairement thermiques, équipent environ le quart des fermes de plus d'un hectare⁸⁴. Dans le département, ils sont présents dans plus d'un tiers des domaines de plus d'un hectare. Le retard de l'arrondissement est donc manifeste. Il résulte d'une électrification plus tardive du territoire que des autres arrondissements. En effet, 72% des moteurs sont électriques dans le Pas-de-Calais contre 39% dans le Montreuillois. Il est toutefois intéressant de noter qu'en réalité le nombre de cultivateurs disposant de ce type d'outil est moins élevé qu'il n'y paraît, puisque la plupart d'entre eux en possèdent plusieurs⁸⁵. C'est notamment le cas, en 1930, de Charles François, propriétaire-cultivateur à Zoteux, dans la ferme dite du « Bout dessous » mentionnée dans l'un des paragraphes précédents. Son exploitation est équipée de plusieurs batteuses pourvues d'un moteur essence et d'un moteur de faible puissance pour les travaux d'intérieur⁸⁶.

L'électrification des campagnes montreuilloises

L'arrivée de l'électricité constitue un véritable progrès pour les communes rurales. Il permet aux cultivateurs d'éclairer plus aisément et surtout sans risque d'incendie leurs bâtiments agricoles, mais aussi de bénéficier d'une énergie pouvant être utilisée pour actionner certaines machines. Mais pour cela, il faut évidemment s'équiper de moteurs. Cependant, ces derniers sont concurrencés par les moteurs thermiques, plus puissants, plus mobiles, et donc mieux appropriés pour actionner les machines à battre. Les moteurs électriques sont donc principalement utilisés pour les petits travaux d'intérieur.

Toutefois, la diffusion de l'électricité dans les campagnes se heurte à deux principaux obstacles : l'esprit conservateur des cultivateurs refusant des investissements nouveaux relativement coûteux et la dispersion des habitats et des fermes obligeant à édifier des kilomètres de lignes pour desservir peu d'abonnés. En 1919, 7500 communes françaises sur les 38 013 existantes sont électrifiées. Plus de 58% de la population, principalement des citadins, bénéficient ainsi de cette nouvelle énergie⁸⁷.

La majorité des villages de l'arrondissement de Montreuil n'est desservie qu'au cours des années 1920. En 1929, seules les communes de La Madeleine, La Caloterie, Colline-Beaumont, Bezinghem et Maninghem sont encore privées d'électricité⁸⁸. Il en est de même pour la plupart des hameaux. En octobre 1932, seuls quelques écarts ne sont toujours pas desservis, notamment dans le canton d'Hucqueliers, autour de Preures et de Beussent⁸⁹. Le progrès de l'électrification est réel, mais des lieux-dits et des fermes isolées sont toujours en marge de ce processus de modernisation, à la veille de la guerre. En 1944, 5% des exploitations du département ne sont pas encore électrifiées. Elles se situent essentiellement dans les régions à habitat dispersé, principalement dans le Boulonnais⁹⁰.

⁸³ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

⁸⁴ Les moteurs à explosion sont pour la plupart d'une puissance inférieure à 10 chevaux et les moteurs électriques d'une puissance de moins de 6 chevaux.

⁸⁵ Malheureusement, peu de documents renseignent sur la nature des outils utilisés dans chaque exploitation.

⁸⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M1176.

⁸⁷ MARTINCOURT J., *L'équipement électrique de la France*, PUF, Paris, 1942, 127 p., p 109.

⁸⁸ *Journal de Montreuil*, 04.08.1929.

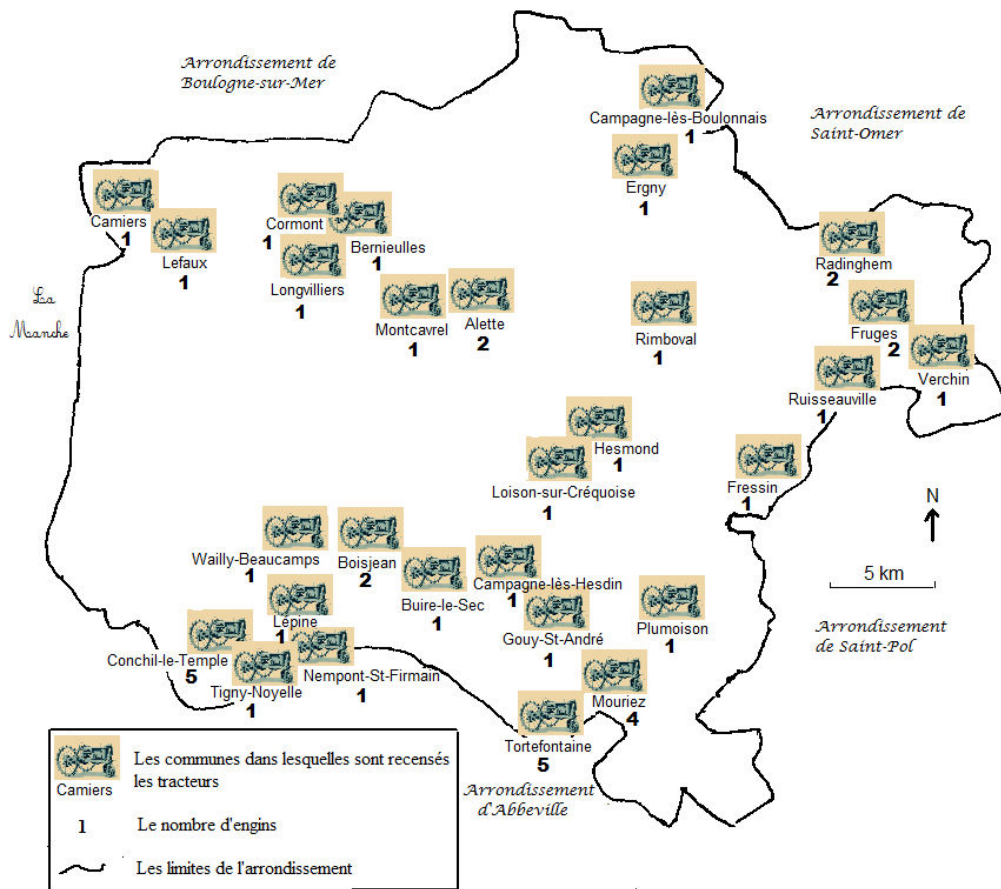
⁸⁹ *Journal de Montreuil*, 02.10.1932.

⁹⁰ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 66.

Le tracteur : un instrument de prestige

Les tracteurs, équipant les exploitations les plus vastes au lendemain de la guerre, sont le symbole d'une véritable mutation des techniques de production et du progrès agricole en général. Néanmoins, l'utilisation de ces machines, qui ont pour but de se substituer aux attelages d'équidés, ne semble guère avantageuse pour les cultivateurs sous l'entre-deux-guerres, en raison notamment de leur coût dispendieux et de leur inefficacité sur les parcelles exigües et pentues.

Document 77 : La répartition par commune des tracteurs recensés dans l'arrondissement de Montreuil en 1940



Source : d'après l'enquête agricole de 1940.

Le tracteur reste bien plus coûteux que l'entretien d'un cheval. De plus, la plupart de ces outils sont de faible puissance. Le prix élevé des engins motorisés limite leur diffusion à quelques grandes et moyennes exploitations disposant de moyens financiers suffisants. En 1929, le tracteur n'équipe que 1% des exploitations de plus d'un hectare dans le Montreuillois. Dans l'arrondissement, 53 tracteurs sont recensés en 1929⁹¹, 36 en 1936⁹², 66 en 1939⁹³ et 44 en 1940⁹⁴. Certaines données sont probablement erronées. Toutefois, le

⁹¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

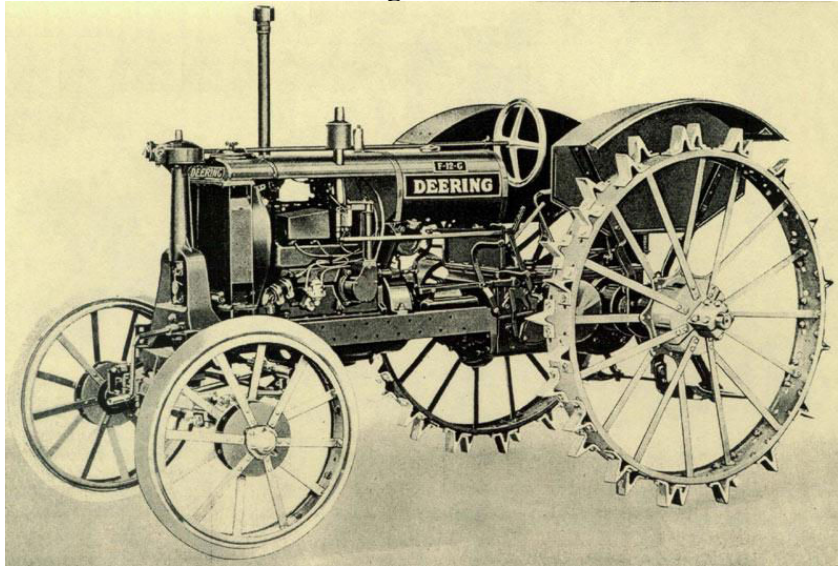
⁹² Arch. dép., M1364, Enquête agricole de 1936, arrondissement de Montreuil.

⁹³ Arch. dép., *Op. cit.*, M1367.

⁹⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, M1368.

nombre de tracteurs est loin d'exploser au cours de la période, ce qui d'une certaine manière prouve le manque de rentabilité des engins.

Document 78 : Le tracteur américain *Farmall F-12 G Mc Cormick-Deering* produit à Neuss en Allemagne entre 1937 et 1940



Source : <http://www.lestracteursrouges.com>

Les automobiles agricoles présentes dans les exploitations du Montreuillois sont d'origine française, allemande et surtout américaine. Leur prix de vente, relativement élevé, dépend de la puissance motrice et de l'équipement proposé. En 1939, un engin de la marque allemande *Lanz*, de 25 chevaux, est vendu 55 000 francs dans sa version « roues en fer »⁹⁵. Les tracteurs américains⁹⁶ *McCormick* sont moins chers mais sont moins puissants. Les cultivateurs peuvent notamment acquérir un *Farmall F-12G* de 12 chevaux pour la somme de 42 000 francs⁹⁷. Le constructeur *Harris-Massey*, également implanté aux États-Unis, propose une machine avec un moteur de 18 chevaux à partir de 58 400 francs⁹⁸. Enfin, La Société française Vierzon, moins populaire que ses concurrents allemands et surtout américains, propose également des machines de 30 à 50 chevaux, pour un prix oscillant entre 64 200 et 99 700 francs selon les modèles⁹⁹. Pour un cultivateur, l'investissement est donc important. Le prix de vente du *Farmall F-12*, dans sa version la moins coûteuse, équivaut aux salaires annuels cumulés de six journaliers¹⁰⁰.

Non seulement, ce type de matériel est particulièrement onéreux à l'achat, mais le carburant qu'il consomme l'est également. Le prix moyen de l'essence qualité « poids lourds » vendu aux bornes fontaines à Étapes et au Touquet est de 307 francs l'hectolitre en

⁹⁵ Pour la version « pneus agraires », le prix est majoré de 3000 francs. Le tracteur *Lanz* de 45 chevaux est vendu en 1939 entre 85 000 et 113 000 francs selon les modèles.

⁹⁶ Les constructeurs de machines agricoles *McCormick* et *Deering* fusionnent en 1902 à Chicago pour former le groupe *International Harvester*.

⁹⁷ Le F-12 G est une version assemblée à Neuss en Allemagne.

⁹⁸ Il s'agit du prix du tracteur *Harris-Massey* de 18 chevaux avec des roues en acier. Le modèle équipé de pneumatiques est vendu 64 800 francs.

⁹⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W234, Matériel et moyens de culture et de récolte. Matériel en 1941-1942 par commune. Matériel abandonné par les Allemands.

¹⁰⁰ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 83. Dans l'arrondissement de Montreuil, un journalier agricole de sexe masculin a un salaire annuel en moyenne de 4200 francs en 1926, de 6000 francs en 1936 et de 7000 francs en 1939, pour 280 à 290 jours de travail. Au début des années 1920, le salaire moyen progresse pourtant fortement. Il est multiplié par huit par rapport à 1914.

novembre 1938¹⁰¹. Il atteint même les 334 francs l'hectolitre pour le « Super-carburant Esso ou Énergic »¹⁰². Le *Farmall F-12 G*, de 4 cylindres, équipé d'un moteur à essence de seulement 12 chevaux, a besoin de 5,55 litres de carburant pour fonctionner pendant une heure¹⁰³, ce qui représente un coût d'environ 17 francs par heure. L'utilisation de cette machine pendant une heure est donc aussi coûteuse que d'employer un salarié plus d'une demi-journée¹⁰⁴. De plus, les automobiles agricoles sont relativement lentes. Peu de modèles disposent d'une vitesse de pointe supérieure à six kilomètres par heure, ce qui rend leur utilisation également très onéreuse, notamment pour les champs les plus éloignés.

De plus, ces engins motorisés sont lourds, peu adaptés au relief et équipés de roues métalliques peu adhérentes¹⁰⁵. Un tracteur de 35 chevaux, de deux à trois tonnes, équipé de deux roues motrices, dispose d'une force de traction¹⁰⁶ équivalente à cinq fois l'effort que peut fournir un cheval de trait d'environ 800 kilogrammes¹⁰⁷. Mais un tracteur peut perdre jusqu'à 70% de sa puissance à lutter contre les glissements¹⁰⁸. L'animal a une adhérence importante quelque soit le type de sol et la pente. « Il peut aussi développer, pendant un court laps de temps, une force très supérieure à la moyenne, jusqu'à trois ou quatre fois. C'est ce que l'on appelle un coup de collier. Il lui est même possible de produire un effort égal à son poids pendant 15 secondes¹⁰⁹ ». Le *Farmall F-12 G*, l'un des engins les plus répandus et aussi les moins onéreux, équipé d'un moteur de seulement 12 chevaux, aurait donc une puissance inférieure à un attelage de deux équidés dans les zones escarpées de l'arrondissement.

Enfin, le matériel traditionnel, tel que le brabant double, doit être modifié pour pouvoir être attelé au tracteur¹¹⁰, ce qui engendre des coûts supplémentaires. L'engin doit également être entretenu régulièrement par un mécanicien. L'utilisation de ce type de machine reste donc marginale. Les cultivateurs préfèrent utiliser et moderniser les attelages traditionnels. Les engins motorisés semblent donc être principalement des outils de prestige achetés par les exploitants les plus aisés. Ils constituent un véritable marqueur social¹¹¹.

Des cultivateurs de plus en plus dépendants

Au Moyen-âge, le paysan fabrique, transforme et répare lui-même ses outils de culture. Mais depuis l'apparition des machines dans la seconde moitié du XIX^e siècle, puis

¹⁰¹ D'après les archives de la Direction des services agricoles, le prix du quintal de froment sur les marchés oscille entre 107 et 180 francs le quintal entre 1925 et 1934. A la bourse de Lille, le cours est en moyenne de 195 francs le quintal en 1938.

¹⁰² Arch. dép., M5606, Essence et pétroles, 1938.

¹⁰³ N. PRIPPS R. et MORLAND A., *Le Grand livre des tracteurs Farmall*, Editions France Agricole, 2008, 202 p., p 55.

¹⁰⁴ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 83. En moyenne, un journalier de sexe masculin gagne dans l'arrondissement 25 francs par jour en 1939.

¹⁰⁵ Le pneu ne fait son apparition qu'à partir de 1932. Il va permettre d'améliorer l'adhérence de l'engin et donc d'accroître la force de traction.

¹⁰⁶ Il s'agit de la force de traction lorsque le régime du moteur est de 2000 tr/min. Le tracteur est équipé de pneumatiques.

¹⁰⁷ Un Boulonnais pèse entre 600 et 900 kilogrammes.

¹⁰⁸ FALTOT P., *Présent et avenir du cheval de travail en Occident*, thèse de médecine vétérinaire, Lyon, 1986, 39 p.

¹⁰⁹ LOMBARD C., *La traction équine en exploitation forestière : l'une des valorisations actuelles du cheval de trait dans l'agriculture française*, thèse de doctorat vétérinaire sous la direction de Philippe Bosse, Université Paris-Est Créteil Val de Marne, École nationale vétérinaire d'Alfort, 2009, 105 p., p 40.

¹¹⁰ Des outils sont également conçus pour les tracteurs. Mais adapter les instruments traditionnels tirés par des chevaux est beaucoup moins coûteux que d'en acquérir de nouveaux.

¹¹¹ Dans leur ouvrage intitulé *Les Problèmes actuels de l'agriculture*, paru chez Payot en 1923, Henri et Joseph Hitier dénoncent le prix élevé des carburants qui rend le coût d'utilisation de l'engin motorisé plus élevé que celui d'un attelage traditionnel. Ils voient uniquement le tracteur comme un « instrument de recours ».

l'arrivée au XX^e siècle des moteurs thermiques, il devient véritablement dépendant. En effet, l'entretien et surtout les réparations doivent être confiés à des spécialistes de la mécanique. En 1929, l'arrondissement de Montreuil compte 23 entreprises de réparation de matériel agricole¹¹². Certains artisans, comme les maréchaux, pour assurer la pérennité de leur profession, proposent également ce type d'activité. De plus, les cultivateurs ont besoin de pétrole pour leurs engins motorisés. Or, contrairement à l'avoine, la nourriture de base des chevaux de trait, ils n'en produisent pas. Ils sont ainsi contraints d'acheter leur carburant au prix fixé par les marchés. Il en est de même pour l'électricité¹¹³. Sans véritablement s'en rendre compte, les exploitants s'intègrent peu à peu au système monde.

Au lendemain de la Grande Guerre, les machines agricoles se diffusent massivement et les engins motorisés font leur apparition sur le territoire. Cependant, ces derniers semblent être loin de se substituer aux attelages traditionnels. L'utilisation du tracteur, peu rentable, est encore marginale. Vers la fin des années 1920, l'arrondissement de Montreuil renferme autant d'équidés qu'à la Belle Époque.

« Le cheval de trait valeur or agricole de l'entre-deux-guerres »¹¹⁴

La vitalité de l'élevage chevalin dans les années 1920

Au lendemain de la guerre, le cheptel d'équidés est en partie décimé, en raison des nombreuses réquisitions. Mais une décennie plus tard, presque autant de bêtes qu'en 1912 sont recensées dans l'arrondissement. En 1929, le troupeau se compose de 13 475 animaux, soit 96,7% des effectifs de 1912. Le nombre d'ânes et de mules se réduit de moitié entre 1912 et 1929, alors que celui des chevaux progressent de 1,3%. Les engins motorisés ne semblent guère concurrencer l'attelage traditionnel. En 1929, Le territoire renferme 12 955 chevaux, dont 10 088 âgés de plus de trois ans¹¹⁵.

D'après les enquêtes agricoles, le nombre de chevaux diminuerait ensuite de 20% entre 1929 et 1939¹¹⁶. Or, la baisse n'est que de 7% entre 1929 et 1936¹¹⁷. Elle peut résulter de la réduction du nombre de propriétés et donc du nombre d'attelages. La production chevaline se serait donc effondrée au cours des trois dernières années, ce qui paraît peu probable. Les données de l'enquête agricole du 25 novembre 1939 sont certainement volontairement sous-estimées par les éleveurs afin d'éviter les prélèvements trop exhaustifs de la part de l'armée et ainsi préserver une partie du cheptel. Les questionnaires envoyés dans les communes sont d'ailleurs intitulés « Statistique agricole et Plan de Ravitaillement ». De plus, la forte croissance de la culture de l'avoine tend à montrer que le nombre d'équidés est beaucoup plus important que ne l'indique l'enquête¹¹⁸.

¹¹² Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

¹¹³ En 1929, 30 électriciens patrons sont recensés dans l'arrondissement de Montreuil.

¹¹⁴ « Le cheval de trait valeur or agricole de l'entre-deux-guerres » est le titre de l'un des chapitres de l'ouvrage de Marcel Mavré, *Attelages et attelées, un siècle d'utilisation du cheval de trait*, publié aux éditions France Agricole en 2004. Le titre étant particulièrement pertinent, il est ici emprunté à l'auteur.

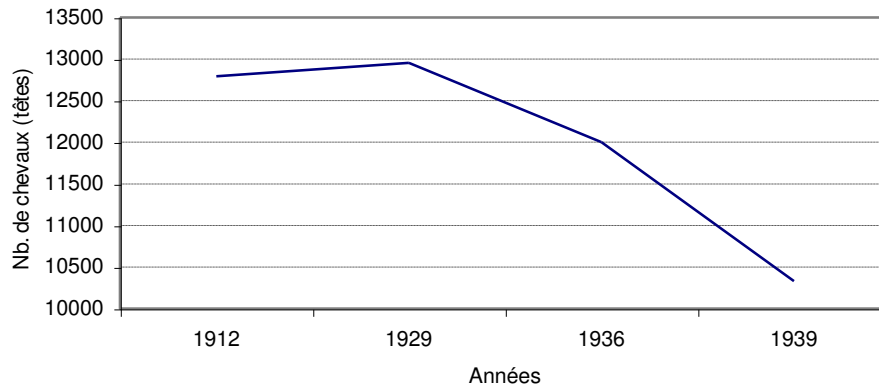
¹¹⁵ Arch. dép., 37W22, État récapitulatif de la production animale de 1929, arrondissement de Montreuil.

¹¹⁶ Arch. dép., M1367, Statistique agricole annuelle et Plan de ravitaillement de 1939, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.

¹¹⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

¹¹⁸ Voir chapitre 8.

Document 79 : L'évolution du nombre de chevaux dans l'arrondissement de Montreuil de 1912 à 1939

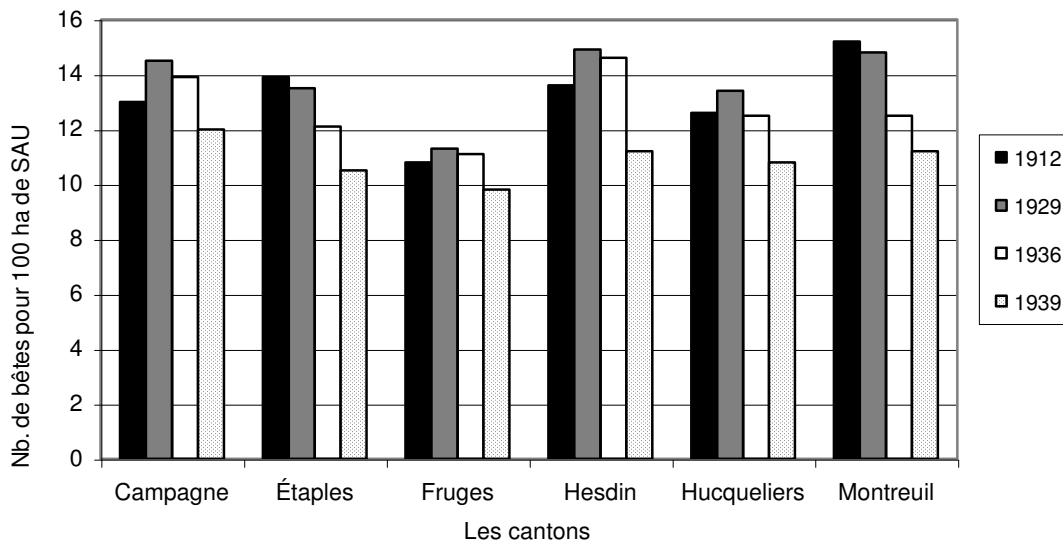


Source : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1929, 1936 et 1939.

En 1929, la densité de chevaux dans l'arrondissement de Montreuil est identique à celle du département, soit en moyenne 14 têtes pour 100 hectares de surface agricole utile¹¹⁹. Néanmoins, elle diminue plus rapidement que dans d'autres régions du Pas-de-Calais au cours de la dernière décennie. En 1939, pour 100 hectares de terres agricoles, 11 animaux sont recensés sur le territoire contre 12 dans le département¹²⁰. À l'échelle des cantons, des disparités plus conséquentes apparaissent.

Des disparités au sein de l'arrondissement

Document 80 : La densité de peuplement des chevaux dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil de 1912 à 1939



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1929, 1936 et 1939.

¹¹⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

¹²⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, M1367.

Le nombre de chevaux recensés dans les cantons de Campagne, Fruges, Hesdin et Hucqueliers est plus conséquent en 1929 qu'en 1912¹²¹. Sur le Littoral, le cheptel n'atteint pas en effectif son niveau d'avant la guerre. Toutefois, Montreuil demeure en 1929 l'un des cantons qui disposent de la plus forte concentration d'équidés sur le territoire. Le Haut-Pays, marqué par une croissance des effectifs, comble quelque peu son retard, même si les densités de peuplement de cette zone sont encore inférieures d'une à trois têtes pour 100 hectares de surface agricole utile à celles du sud de l'arrondissement en 1929¹²².

Le souci de pérennité de la race boulonnaise

La vitalité de l'élevage chevalin se traduit également par la volonté des associations agricoles, des politiques et des paysans de pérenniser et d'améliorer sans cesse la race boulonnaise des chevaux de trait. Le *Stud Book* du cheval boulonnais, fondé en 1886, est de nouveau tenu après la guerre. Les concours d'équidés, notamment le concours de juments poulinières organisé chaque année par la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, réapparaissent¹²³. Sous l'entre-deux-guerres, les engins motorisés étant encore peu nombreux, le cheval de trait demeure la principale force motrice utilisée dans l'agriculture dans le Montreuillois, mais aussi sur l'ensemble du territoire français.

La généralisation des machines, notamment pour la moisson, entraîne une augmentation des besoins en équidés. Les faux et les fléaux sont remplacés par les faucheuses et les batteuses, et par conséquent une partie du salariat agricole par les chevaux de trait. Il faut, en effet, moins d'employés pour la conduite d'un attelage que pour l'usage d'outils à bras traditionnels. La mécanisation accrue de l'agriculture permet de réduire les besoins en main-d'œuvre, mais pas de s'en affranchir. Le recours aux ouvriers et journaliers agricoles demeure nécessaire.

III) Une raréfaction de la main-d'œuvre agricole

Au lendemain de la guerre, la main-d'œuvre agricole disponible s'est considérablement réduite, en raison des nombreuses pertes humaines lors des combats, mais aussi de l'exode rural qui reprend. Dans le département du Nord et surtout dans le bassin minier, les chantiers de reconstruction ont besoin de bras. Ils privent ainsi l'agriculture d'une partie de ses salariés attirés par une rétribution plus conséquente. À cela s'ajoute un déficit des naissances qui risque d'accentuer la pénurie de main-d'œuvre à long terme. La natalité devient alors un véritable enjeu, notamment pour la survie des filières betteravières et céréalières. Quelle est la situation démographique de l'arrondissement de Montreuil dans l'entre-deux-guerres ? L'utilisation croissante des machines est-elle suffisante pour pallier le manque de personnels de ferme ?

¹²¹ Annexe 21.

¹²² Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

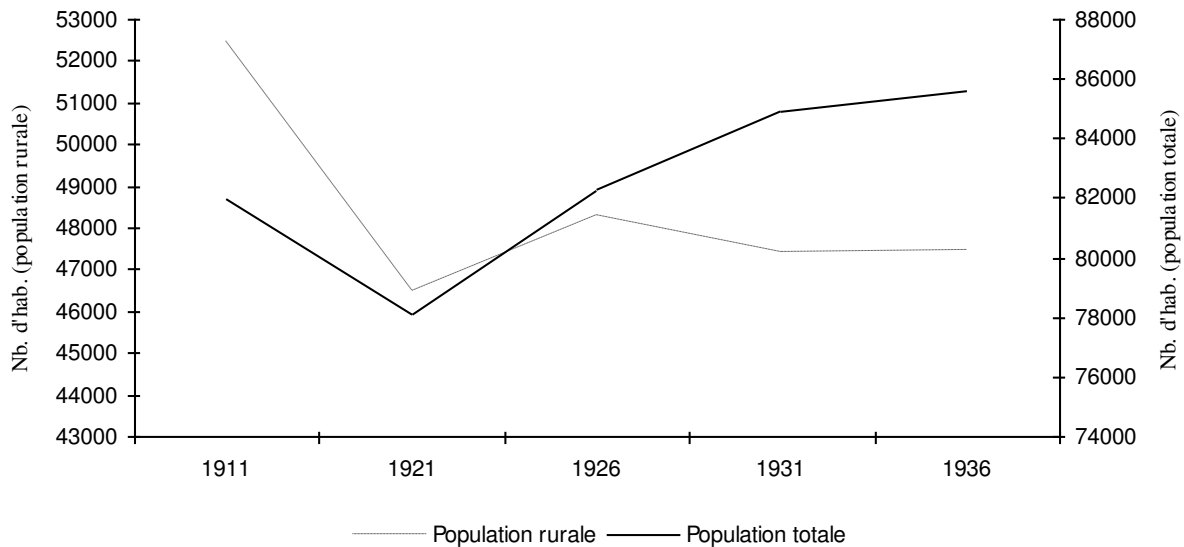
¹²³ Voir le chapitre 6.

Un dépeuplement des communes rurales

Une croissance démographique modérée

De 1911 à 1936, le nombre d'habitants augmente de 4,4% sur le territoire. Mais au cours de la période, l'évolution est particulièrement contrastée. L'arrondissement perd 4,7% de sa population entre 1911 et 1921, en raison de la surmortalité et de l'effondrement du taux de fécondité pendant la guerre. Les années 1920 et 1930 sont des périodes de croissance démographique. Celle-ci est 9,6% entre 1921 et 1936. Le territoire de Montreuil gagne 7517 habitants en quinze ans¹²⁴. Toutefois, le nombre d'habitants augmente moins rapidement que dans l'ensemble du département. Il croît, en effet, de 19% dans le Pas-de-Calais entre 1921 et 1936. La croissance est urbaine. Or, l'arrondissement de Montreuil compte peu de villes.

Document 81 : L'évolution démographique de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1911 à 1936



Source : d'après les données de l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1912-1937.

Le nombre de citadins augmente de 29% dans l'arrondissement entre 1911 et 1936. Dans le même temps, les communes rurales perdent 9,5% de leurs habitants. Le dépeuplement de la campagne montreuilloise se poursuit donc sous l'entre-deux-guerres. Néanmoins, les Montreuillois vivent toujours majoritairement à la campagne en 1936¹²⁵, alors que près des deux tiers des habitants du Pas-de-Calais¹²⁶ et plus de la moitié des Français¹²⁷ sont des citadins.

Une nette opposition entre le Littoral et les communes de « l'intérieur »

Le dépeuplement est inégal sur le territoire. Il touche principalement les communes des cantons de « l'intérieur ». Seuls les cantons de Montreuil et d'Étaples voient leur

¹²⁴ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1922 et 1937.

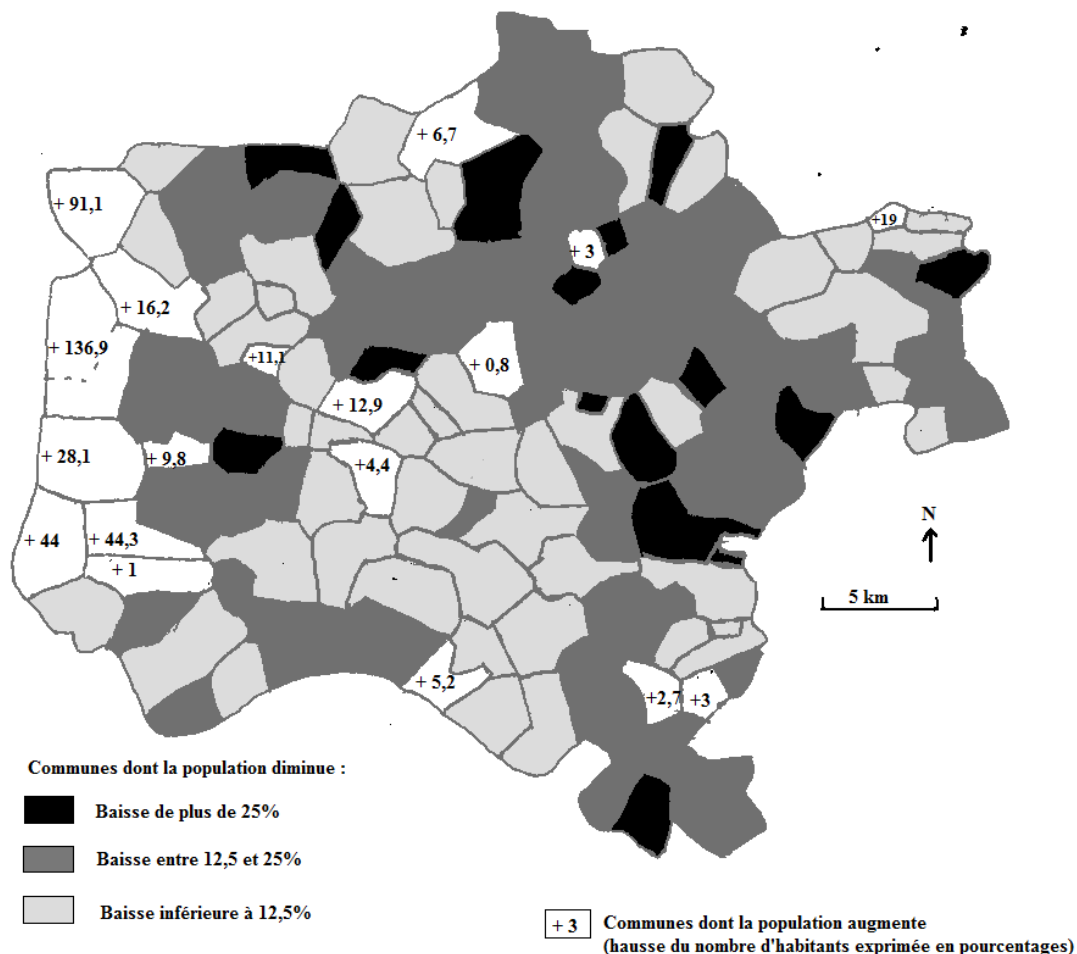
¹²⁵ Les ruraux représentent 55,4% de la population dans l'arrondissement en 1936, soit 47 454 individus.

¹²⁶ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1937. Seuls 38% des habitants vivent à la campagne en 1936 dans le Pas-de-Calais.

¹²⁷ BRAUDEL F. et LABROUSSE E. (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, P.U.F, 1970-1982, Tome IV, vol.2, p 619. En 1936, 52,4% des Français vivent à la ville.

population augmenter entre 1911 et 1936, en raison d'une forte croissance de la population urbaine¹²⁸. Celle-ci est notamment de 44% à Berck et de 137% à Cucq¹²⁹. Contrairement à d'autres régions de l'arrondissement, le nombre de ruraux stagne autour de Montreuil. Il est de 10 285 en 1911 et de 10 224 en 1936¹³⁰. Mais de fortes disparités subsistent. En effet, quelques villages limitrophes des villes côtières gagnent des habitants, alors que les autres communes se dépeuplent. C'est le cas de Rang-du-Fliers, Merlimont, Verton et Saint-Aubin qui connaissent un essor démographique. Toute la zone littorale, de Camiers, dans le canton d'Étaples, à Berck, se densifie entre 1911 et 1936. La façade maritime continue d'attirer les Montreuillois de « l'intérieur ». Le développement des activités liées aux bains de mer à Berck, dès le XIX^e siècle, peut notamment en être l'un des facteurs.

Document 82 : L'évolution démographique des communes de l'arrondissement de Montreuil entre 1911 et 1936



Source : d'après les données de l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1912-1937.

Les communes les plus touchées par l'exode sont principalement celles situées dans le Haut-Pays, dans l'est du canton d'Étaples et dans le canton d'Hesdin. Quinze localités perdent

¹²⁸ Annexe 22.

¹²⁹ La population du Touquet est comptabilisée dans celle de Cucq, puisque la station balnéaire est fondée sur le territoire de Cucq.

¹³⁰ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1912 et 1937. Dans l'annuaire de 1937, une erreur subsiste dans les tableaux de recensement de la population. Les habitants de Cucq et du Touquet sont comptabilisés dans la population totale du canton d'Étaples au lieu de celle du canton de Montreuil.

le quart de leurs habitants entre 1911 et 1936. Le village de Labroye, au sud d'Hesdin, est le plus affecté avec une réduction de 37% de sa population en 25 ans. Les bourgs ruraux ne sont pas non plus épargnés. Leur déclin se poursuit. Le nombre d'habitants se réduit d'environ 15% à Hucqueliers, de près de 11% à Montreuil, de 6% à Fruges et de 4% à Hesdin. Campagne-lès-Hesdin fait figure d'exception puisque la localité perd moins de 1% de ses administrés. Mais, le dépeuplement des villages est en réalité plus important qu'il n'y paraît. L'excédent naturel réduit l'ampleur du phénomène. Il peut même être à l'origine d'une légère croissance démographique dans quelques localités, dissimulant ainsi le nombre des départs. Il est aussi important de noter qu'entre 1921 et 1936, le nombre de ruraux augmente légèrement. La croissance est de 2,1%. Elle résulte probablement des politiques menées en faveur de la natalité et de l'augmentation de l'espérance de vie.

L'entre-deux-guerres, une période d'accroissement naturel

Un recul de la mortalité

La baisse du nombre de décès pour 1000 habitants dans l'arrondissement de Montreuil se poursuit au lendemain de la guerre. Le taux de mortalité passe de 18‰ en 1912, à 17,8‰ en 1922, à 14,8‰ entre 1926 et 1928, et à moins de 14‰ entre 1934 et 1936¹³¹. Dans les années 1930, il se situe dans la moyenne départementale et est inférieur à la moyenne française qui est d'environ 15‰¹³². Le retard du Montreuillois s'estompe dans l'entre-deux-guerres.

Document 83 : Le nombre de naissances, mariages et décès en 1922 dans l'arrondissement de Montreuil (pour un millier d'habitants)

	Taux de natalité	Taux de nuptialité	Taux de mortalité
Canton de Campagne	24,2 ‰	10,3 ‰	15,4 ‰
Canton d'Étaples	28,3 ‰	10,2 ‰	17 ‰
Canton de Fruges	20,8 ‰	11,3 ‰	15,3 ‰
Canton d'Hesdin	23,4 ‰	11 ‰	17,8 ‰
Canton d'Hucqueliers	24,5 ‰	11,1 ‰	14,9 ‰
Canton de Montreuil	22,1 ‰	9,3 ‰	20,5 ‰
Arrondissement de Montreuil	23,6 ‰	10,2 ‰	17,8 ‰

Source : Arch. dép., 3Z555, État des naissances et décès de l'arrondissement, 1888-1890 et 1921-1922.

La baisse de la mortalité est surtout infantile. On dénombre notamment 87,5 décès d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances en 1922¹³³ contre 156,5 en 1903¹³⁴. Les progrès en matière d'hygiène et d'alimentation, ainsi qu'une meilleure formation des sages-femmes peuvent expliquer le phénomène. Toutefois, le nombre de nouveaux-nés qui meurent chaque année sous l'entre-deux-guerres reste élevé. En moyenne, sur toute la période, près d'un enfant sur dix n'atteint pas l'âge d'un an. Les décès de femmes des suites de complications après l'accouchement sont également loin d'être rares. En l'absence de données précises, il est évidemment difficile d'en déterminer le nombre. La disparition de Madame de

¹³¹ Arch. dép., 3Z555, État des naissances et décès de l'arrondissement 1888-1890 et 1921-1922.

¹³² BRAUDEL F. et LABROUSSE E. (dir.), *Op. cit.*, p 609.

¹³³ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z555.

¹³⁴ Voir le chapitre 3.

la Gorce, née Gabrielle de la Jaille¹³⁵, l'épouse du conseiller général d'Hucqueliers, le 23 septembre 1915, au château de Verchocq, à l'âge de trente-cinq ans, quelques jours après avoir donné naissance à un quatrième enfant, rappelle cette dure réalité. Peu après l'accouchement, « Madame de la Gorce se sentit touchée par un souffle mortel¹³⁶ ».

Une baisse de la natalité

La baisse du taux de natalité se poursuit dans l'entre-deux-guerres. Le nombre de nouveau-nés pour 1000 habitants passe de 25 en 1912¹³⁷ à 23,6 en 1922¹³⁸, à 22,6 entre 1926 et 1928¹³⁹, et à 20 entre 1934 et 1936. Dans les années 1920, l'arrondissement de Montreuil fait partie des arrondissements du département les moins féconds. Entre 1926 et 1928, le taux de natalité est notamment de 28‰ dans le Béthunois, 23,4‰ dans le Boulonnais et 22,7‰ dans l'Arrageois¹⁴⁰. Le Pas-de-Calais est d'ailleurs le département français disposant du plus fort taux d'excédent naturel, juste devant la Moselle¹⁴¹. Toutefois l'écart se réduit dans la dernière décennie, puisque dans le Montreuillois le nombre de naissances pour 1000 habitants diminue de deux points et demi, alors qu'il chute de près de six points et demi dans le département entre 1926-1928 et 1934-1936. Des disparités existent toutefois sur le territoire de Montreuil. La natalité est de manière générale plus élevée dans les communes rurales que dans les villes¹⁴² tout au long de la période¹⁴³. Les paysans du Montreuillois semblent donc attachés aux traditions, notamment à celle de fonder une famille nombreuse. Cette forme de conservatisme n'est pas étonnante, dans la mesure où les exploitations familiales se développent et apparaissent comme l'un des modèles privilégiés pour notamment pallier le manque de main-d'œuvre.

Le taux d'accroissement naturel passe de 7‰ en 1912 à 5,8‰ en 1922, à 7,8‰ entre 1926 et 1928, et à 6‰ entre 1934 et 1936. L'excédent, qui reste important dans l'entre-deux-guerres, permet de limiter le phénomène de dépeuplement des campagnes. Le canton d'Hucqueliers, le plus touché par l'exode, est l'un des territoires ruraux les plus féconds. Il dispose notamment d'un taux d'accroissement naturel supérieur à la moyenne, soit 8,8‰ en 1921, 12,7‰ en 1926 et 7,2‰ en 1936¹⁴⁴.

¹³⁵ Née à Nantes, elle est la fille du Vice-Amiral de la Jaille, sénateur de la Loire Inférieure.

¹³⁶ THOBOIS B.-J., *À la mémoire de Madame André de la Gorce*, Calais, 1916, 38 p. Cet ouvrage rédigé par l'abbé Thobois, curé de la paroisse de Preures, est un hommage à Gabrielle de la Gorce. L'auteur retrace la vie de cette aristocrate en insistant sur son dévouement auprès des blessés à la Croix-Rouge pendant la guerre, mais aussi sur son éducation et sa ferveur chrétienne.

¹³⁷ Voir le chapitre 3.

¹³⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z555.

¹³⁹ Arch. dép., 37W250, Prix d'honneur et prix culturels, 1930-1937. Prix Sully, 1942-1944. Foires et marchés du Pas-de-Calais. Divers.

¹⁴⁰ *Ibidem*.

¹⁴¹ Le taux d'excédent naturel est de 11‰ dans le Pas-de-Calais et de 10,2‰ en Moselle entre 1926 et 1928.

¹⁴² Toutefois, Étaples, la cité des pêcheurs, fait figure d'exception. En 1927-1931, le taux de natalité est d'environ 33‰.

¹⁴³ LOTH C., *Aspects de l'économie et de la société rurale de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre les deux guerres 1919-1939*, Mémoire de Maîtrise sous la direction de M. Chadeau, Lille III, 1996, 236 p. L'auteur a travaillé sur un échantillon de 56 communes et relève des taux de natalité dans les villes inférieurs en moyenne de deux à trois points à ceux des communes rurales entre 1919 et 1938.

FORESTIER B., *L'évolution du monde agricole dans le canton d'Hucqueliers sous la III^e République*, Mémoire de Maîtrise sous la direction de M. Béthouart, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 2001, 280 p. En dépouillant les registres d'état-civil des 24 communes du canton d'Hucqueliers, toutes rurales, on obtient des taux de natalité supérieurs à la moyenne, soit notamment 26,8‰ en 1921, 24‰ en 1926 et 21,1‰ en 1936.

¹⁴⁴ Arch. mun. des 24 communes du canton d'Hucqueliers, Registres d'état-civil de 1914 à 1940.

Conscients de la chute du nombre de naissances et de la dépopulation croissante, des conseils municipaux décident dans les années 1920 d'adopter des mesures visant à encourager les familles à procréer davantage, notamment en distribuant des récompenses financières. C'est le cas des élus de la commune de Clenleu. La localité compte 40 nouveau-nés pour 1000 habitants en 1896, contre seulement 8,3 en 1921 et 4,9 en 1936¹⁴⁵. Une prime à la natalité d'un montant de 25 francs, attribuée lors de la naissance du dixième enfant, est votée par les conseillers municipaux de Clenleu. M. Vasseur en bénéficie notamment en 1924¹⁴⁶. D'ailleurs, l'État, conscient du problème de dénatalité, soutien ces initiatives en accordant des subventions¹⁴⁷.

L'arrondissement de Montreuil dispose d'un excédent naturel relativement élevé sous l'entre-deux-guerres. Il demeure l'un des territoires les plus féconds de France. Le maintien d'une forte natalité dans les communes rurales montreuilloises permet d'atténuer le dépeuplement croissant. Il révèle aussi la persistance d'un comportement conservateur, celui de fonder une famille nombreuse. L'excédent naturel relativement élevé et la modernisation des techniques et des structures de production suffisent-elle à pallier le manque de bras ?

Une pénurie de main-d'œuvre moins conséquente que dans l'Est du département

Au lendemain de la guerre, le déficit de bras s'accroît dans le Pas-de-Calais. Les chantiers de la reconstruction ainsi que les industries, notamment minières, attirent de nombreux ruraux¹⁴⁸. Toutefois, la pénurie de main-d'œuvre semble moins importante dans l'arrondissement que dans le reste du département.

La prédominance d'une main-d'œuvre permanente

En 1930, l'arrondissement de Montreuil dispose en nombre de la deuxième masse salariale agricole du Pas-de-Calais, derrière l'Arrageois. Il renferme 18% des effectifs départementaux¹⁴⁹. Les trois quarts des ouvriers âgés de 13 à 60 ans travaillent plus de 120 jours par an. Cette main-d'œuvre permanente est principalement familiale. Seuls 29% des employés sont salariés¹⁵⁰.

Le nombre d'ouvriers temporairement en activité dans l'agriculture semble limité. Il est probablement sous-estimé dans le résultat des enquêtes. En 1930, seulement 17,5% des travailleurs seraient des journaliers. Or, les besoins de bras supplémentaires pour la moisson, mais aussi pour le démariage¹⁵¹ et le sarclage¹⁵² des betteraves, sont réels et naturellement importants. D'ailleurs, d'après l'enquête de 1929, à l'inverse des ouvriers permanents, 83% des employés temporaires seraient salariés. Le constat semble particulièrement étonnant dans la mesure où les cultivateurs ont pour habitude pour ces travaux « exceptionnels » de mobiliser en priorité tous les membres de la famille, aussi bien les enfants que les plus de soixante ans. Il faut d'ailleurs souligner que contrairement à l'enquête de 1930, celle de 1929 recense les ouvriers de tout âge. Ces aides-familiaux, faisant partie du foyer et n'étant pas

¹⁴⁵ Arch. mun. de Clenleu, Registres des naissances de 1896, 1921, et 1936.

¹⁴⁶ Arch. mun. de Clenleu, Registre de délibération du Conseil municipal, acte n°567, 1924.

¹⁴⁷ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1927, p 400.

¹⁴⁸ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 94 et TRIBONDEAU J., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1937, 260 p., p 80.

¹⁴⁹ Arch. dép., M4690, Ouvriers agricoles, statistiques de 1930.

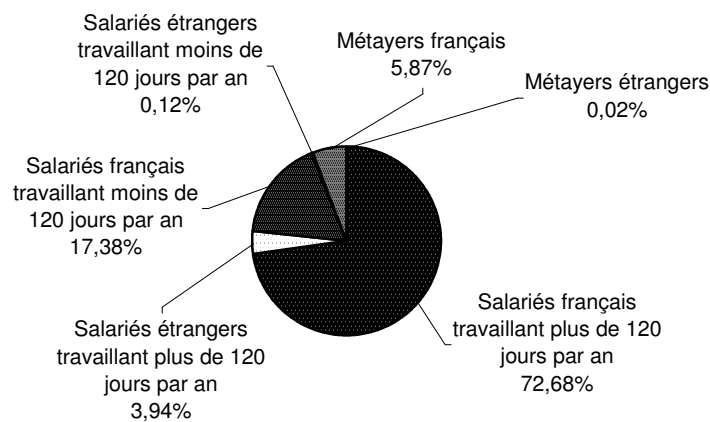
¹⁵⁰ Arch. dép., 37W23, État récapitulatif de l'économie rurale de 1929, arrondissement de Montreuil.

¹⁵¹ Le démariage est l'élimination des plants excédentaires.

¹⁵² Le sarclage est l'élimination des plantes adventices qui gênent la croissance du végétal.

rémunérés, sont une main-d'œuvre relativement flexible, qui s'adapte aux besoins. Il est donc difficile d'évaluer précisément le nombre de jours de travail effectués par chacun des membres de la famille, d'autant plus que parfois ces derniers ne travaillent que quelques heures réparties sur toute la semaine. Il se peut que ces ouvriers soient comptabilisés comme permanents ou ne soient pas du tout recensés. C'est probablement le cas dans le canton d'Étapes, puisque les 306 employés agricoles temporaires sont tous salariés en 1929. Dans le canton de Montreuil, seuls 2% des ouvriers travaillant moins de 120 jours par an sont des aides-familiaux¹⁵³.

Document 84 : La répartition de la main d'œuvre agricole formée d'individus des deux sexes et âgés de plus de 13 ans et de moins de 60 ans par catégories dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1930



Source : d'après les données de la Statistique agricole de 1930.

Cette main-d'œuvre, principalement permanente et familiale, n'est toutefois pas suffisante, comme en témoigne l'arrivée d'ouvriers étrangers sur le territoire, notamment dans les grandes exploitations à dominante céréalière ou betteravière.

Le recours aux ouvrières polonaises

Dans l'entre-deux-guerres, des travailleurs étrangers sont employés dans les exploitations de l'arrondissement pour pallier la pénurie de main-d'œuvre locale. En 1930, ils représentent environ 4% de la masse ouvrière dans l'arrondissement¹⁵⁴. Leur nombre ne cesse de croître au cours de la période. Il augmente de 14,6% entre 1929 et 1936. L'arrondissement compte ainsi 430 salariés étrangers en 1936 dont 88% sont des polonais¹⁵⁵. Les femmes sont majoritaires. Elles représentent 80% du contingent. Elles sont principalement des servantes de ferme. Les hommes sont peu nombreux, car la demande est probablement plus forte que l'offre. En effet, l'industrie et les mines emploient une main-d'œuvre principalement

¹⁵³ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W23.

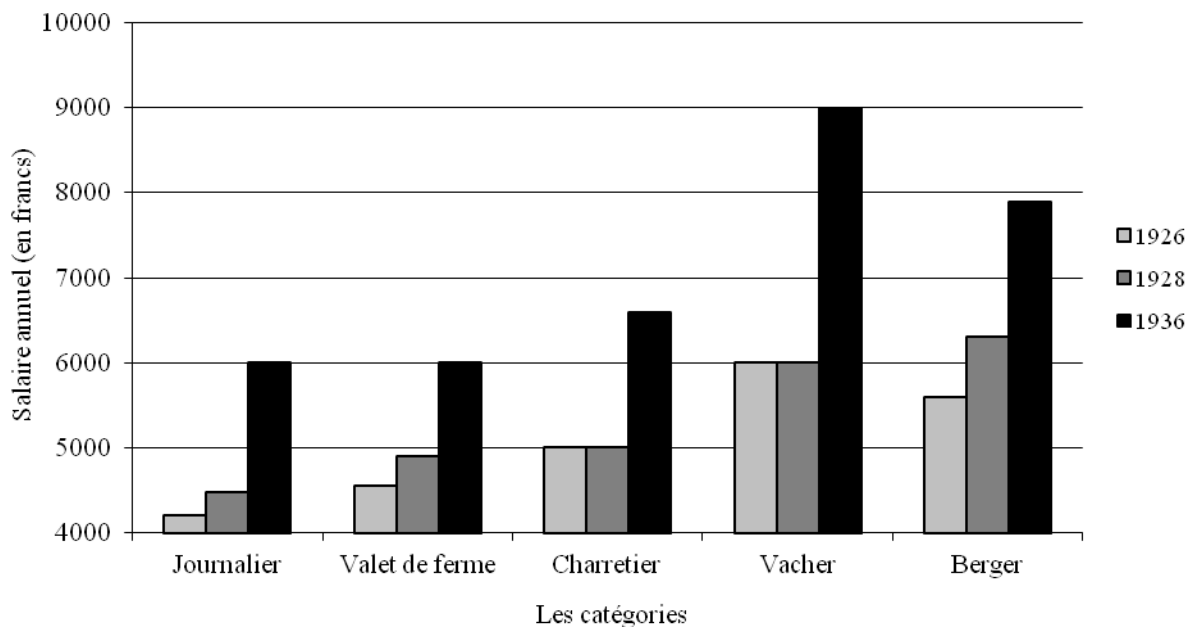
¹⁵⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, M4690.

¹⁵⁵ Arch. dép., M6757, Main-d'œuvre étrangère, État numérique par communes au 31 décembre 1936. Parmi les salariés agricoles, l'arrondissement compte 380 Polonais, 25 Yougoslaves, 9 Tchécoslovaques, 8 Belges, 4 Italiens, 2 Suisses, 1 Hollandais et 1 Britannique.

masculine qu'ils attirent en proposant une rémunération plus élevée que dans l'agriculture¹⁵⁶. Mais la concurrence entre les différents secteurs d'activité n'est probablement pas le seul facteur explicatif de cette immigration majoritairement féminine dans le Montreuillois. En effet, recourir à des ouvrières peut présenter un avantage pour les cultivateurs, celui du coût du travail¹⁵⁷. Pour les mêmes tâches, les femmes ont un salaire inférieur à celui des hommes.

Des écarts de salaires importants

Document 85 : Les salaires annuels moyens des ouvriers agricoles de sexe masculin par catégories fixés par les arrêtés préfectoraux dans l'arrondissement de Montreuil de 1926 à 1936



Sources : D'après les données des arrêtés préfectoraux de 1926, 1928 et 1936 pour l'arrondissement de Montreuil

Pour l'arrondissement de Montreuil, l'arrêté préfectoral de 1926 fixe le salaire moyen d'un valet de ferme à 13 francs par jour pour un homme et 12 francs par jour pour une femme¹⁵⁸. L'écart est plus conséquent pour les journaliers. Selon le sexe, la rémunération varie du simple au double¹⁵⁹. Toutefois, les rétributions peuvent fluctuer selon les saisons et les exploitations. En effet, l'arrêté préfectoral de 1926 fixe les rémunérations qui servent de base pour le calcul des indemnités journalières et rentes allouées aux victimes des accidents du travail dans l'agriculture, mais ne les impose pas¹⁶⁰. Seule l'enquête de 1929 fournit quelques données, notamment sur le salaire journalier des ouvriers temporaires. Ce dernier varie selon le sexe de deux francs pour les travaux d'hiver et de printemps et de trois francs pour la fenaison. L'écart est donc en réalité plus faible entre les hommes et les femmes. Mais,

¹⁵⁶ PONTY J., *Polonais méconnus, Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, 474 p., p 426.

¹⁵⁷ Lorsqu'un exploitant manque de main-d'œuvre, il peut s'adresser au bureau de main-d'œuvre agricole fondé en 1921 à Arras. Celui-ci introduit entre 1921 et 1940 environ 18 000 travailleurs étrangers dans le département.

¹⁵⁸ Le salaire comprend également les avantages en nature (logement et nourriture).

¹⁵⁹ Arch. dép., M2453, Accidents de travail dans l'agriculture 1923 à 1932. Pour les journaliers, le salaire moyen est de 17 francs par jour pour un homme et 9 francs par jour pour une femme.

¹⁶⁰ Arch. dép., 37W286, Salaires, 1920-1942. Grèves agricoles, 1936-1938.

globalement les rémunérations sont plus basses. En 1929, selon les saisons, pour une journée de travail, une journalière gagne entre 8 et 12 francs, et un journalier entre 10 et 15 francs¹⁶¹.

Les bergers, les charretiers, les vachers et les jardiniers sont les ouvriers les mieux rémunérés, car ils sont les plus qualifiés. En 1926, pour un nombre de jours de travail pratiquement équivalent¹⁶², un valet de ferme gagne 24% de moins qu'un vacher et 28% de moins qu'un berger¹⁶³.

Tout au long de la période, les rémunérations des ouvriers agricoles progressent considérablement. Dans le département, entre 1914 et 1926, « le prix des salaires a au moins sextuplé et, quelquefois, presque décuplé¹⁶⁴ ». Il continue de croître entre 1926 et 1939. La rémunération des valets de ferme et des journaliers de sexe masculin triple en quinze ans. Mais, il est évidemment difficile de savoir si les conditions de vie des salariés se sont réellement améliorées, car dans l'entre-deux-guerres, l'inflation est importante. Le prix des denrées ne cesse d'augmenter au cours de la période.

La pénurie de main-d'œuvre : une réalité ?

Toutefois, le manque de bras dans l'agriculture semble être un phénomène moins intense dans l'arrondissement que dans d'autres régions du Pas-de-Calais. En effet, la rémunération des ouvriers agricoles est plus faible dans le Montreuillois que dans le reste du département, ce qui tend à montrer que le déséquilibre entre l'offre et la demande est moins important qu'il n'y paraît. En 1926, un journalier gagne en moyenne trois francs de moins sur le territoire que dans le Boulonnais, l'Audomarois, l'Arrageois et le Béthunois. De plus, l'arrondissement de Montreuil dispose en nombre de la deuxième masse salariale agricole du Pas-de-Calais en 1930. Il accueille également peu de travailleurs étrangers : 430 salariés en 1936, dont 80% de femmes. La même année, on recense 134 773 immigrés dans le département¹⁶⁵. Enfin, la main-d'œuvre familiale prédomine et le nombre d'habitants dans les campagnes montreuilloises augmente entre 1921 et 1936.

Il est aussi intéressant de constater que l'arrondissement de Montreuil est dans l'entre-deux-guerres l'un des derniers arrondissements du Pas-de-Calais dans lequel de vieilles pratiques agricoles subsistent. D'après l'enquête de 1930, le territoire compte 357 métayers¹⁶⁶. Cet usage, de payer en nature les salariés, se serait maintenu jusqu'en 1945 dans le sud-ouest du département, principalement dans le Haut-Pays¹⁶⁷. Les ouvriers reçoivent comme rémunération le onzième de la récolte de blé, de seigle et d'orge, et 3% de celle d'avoine.

Mais le problème de la main-d'œuvre est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît. Se contenter d'une étude globale de l'arrondissement serait loin d'être satisfaisant, tant les disparités sont conséquentes à l'échelle cantonale.

¹⁶¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W23. En 1929, la fenaison est l'une des périodes les plus rémunératrices. Les hommes gagnent en moyenne 15 francs par jour et les femmes 12 francs.

¹⁶² Un valet de ferme travaille en moyenne 350 jours par an, un vacher et un berger 360.

¹⁶³ Arch. dép., *Op. cit.*, M2453.

¹⁶⁴ TRIBONDEAU J., *Op. cit.*, p 83.

¹⁶⁵ BOUGARD P. et NOLIBOS A. (dir.), *Le Pas-de-Calais de la préhistoire à nos jours*, Saint Jean d'Angély, éditions Bordessoules, 1988, 438 p., p 355.

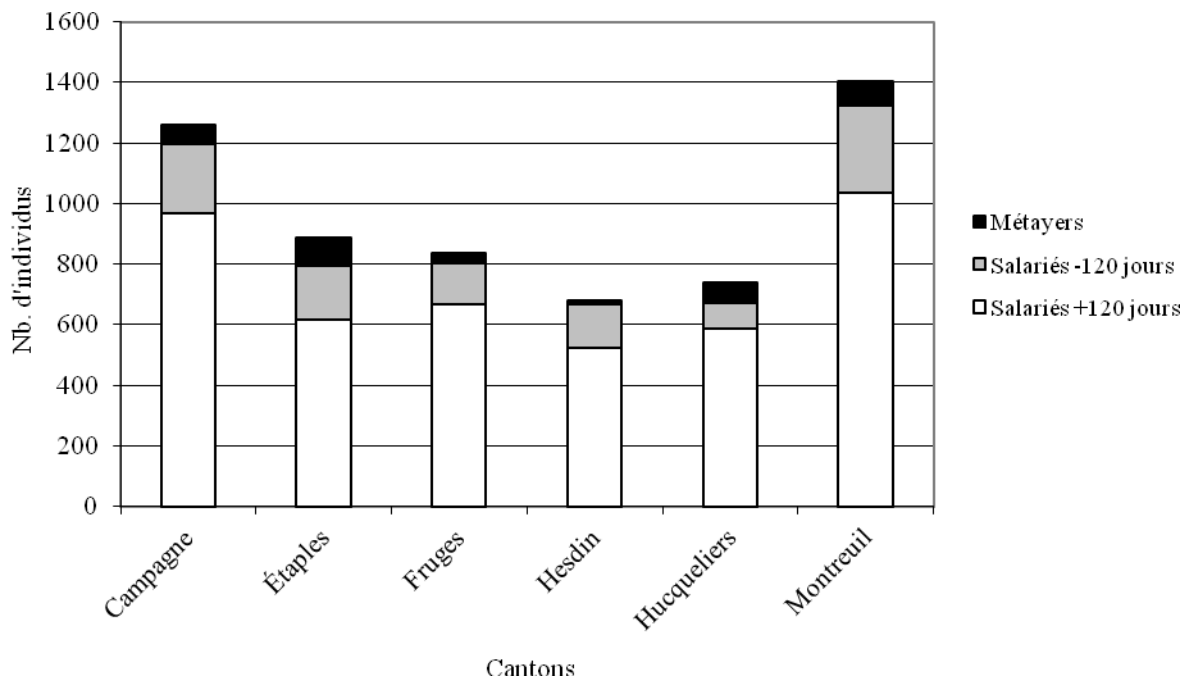
¹⁶⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M4690.

¹⁶⁷ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 97.

Des besoins en main-d'œuvre qui varient selon les cantons

Les besoins en main-d'œuvre sont plus conséquents autour de Montreuil et de Campagne que dans les autres cantons de l'arrondissement, et cela en raison des types de cultures pratiquées. Celles-ci sont principalement céréalières et betteravières au sud de la Canche et demandent par conséquent l'emploi de nombreux ouvriers, notamment lors de la moisson, du démariage et du sarclage des betteraves. Dans le Haut-Pays, l'élevage prédomine. De plus, une très nette opposition apparaît concernant la nature du salariat. Les cantons d'Hucqueliers et de Fruges renferment près de la moitié des aides-familiaux de l'arrondissement en 1929¹⁶⁸. Les cantons de Campagne et de Montreuil dispose des masses salariales les plus importantes du territoire. Les ouvriers sont notamment deux fois plus nombreux autour de Montreuil que dans la région d'Hucqueliers. Les cantons situés au sud de la Canche semblent être les plus touchés par la pénurie de main-d'œuvre, compte-tenu de l'importance de leur besoin en bras. D'ailleurs, ils renferment 60% des travailleurs étrangers du Montreuillois en 1930. Néanmoins, en 1936, ce sont les cantons d'Hesdin et de Fruges qui comptent le plus de salariés immigrés, principalement des servantes de ferme¹⁶⁹.

Document 86 : Le nombre de salariés agricoles des deux sexes âgés de 13 à 60 ans faisant plus ou moins de 120 jours de travail par an et de métayers français recensés dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1930



Source : d'après les données de la Statistique agricole de 1930.

À l'inverse, le canton d'Hucqueliers, qui est le plus touché par l'exode rural dans l'arrondissement, semble être la région qui souffre le moins du manque de personnels de ferme. En 1929, 96% de la main-d'œuvre est familiale. Les cultivateurs ont donc peu recours aux salariés. Une raréfaction de ces derniers n'aurait qu'un faible impact sur l'agriculture. Peu d'ouvriers étrangers sont présents sur le territoire. Seuls neuf travailleurs d'origine polonaise

¹⁶⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W23.

¹⁶⁹ On recense 107 travailleurs étrangers dans les cantons de Fruges et d'Hesdin en 1936.

sont recensés en 1930¹⁷⁰. L'absence réelle de pénurie de bras est probablement l'un des facteurs du retard du canton d'Hucqueliers, et plus largement du Haut-Pays, en matière de progrès technique. Cette région semble donc repliée sur elle-même. Les mentalités demeurent plus conservatrices qu'ailleurs et les exploitants voient donc naturellement moins d'intérêt à équiper leur exploitation de machines que les cultivateurs du Littoral et du Sud de la Canche qui ont besoin d'une main-d'œuvre abondante. Ces derniers n'ont donc pas d'autres choix que de s'équiper pour palier le manque.

Au lendemain de la Grande Guerre, les moyennes et grandes exploitations prédominent. Les petites structures sont plus nombreuses, mais n'occupent qu'une faible part de la surface agricole totale. L'étendue moyenne des exploitations est plus élevée dans l'arrondissement de Montreuil que dans l'ensemble du Pas-de-Calais. Le territoire est également marqué par un véritable triomphe des propriétés familiales entre 1918 et 1940. En effet, 78% des exploitations de l'arrondissement utilisent une main-d'œuvre principalement familiale. La part atteint même les 94% dans les cantons du Haut-Pays. Le phénomène est loin d'être nouveau. Mais, dans l'entre-deux-guerres, il s'intensifie. Le monde agricole prend véritablement conscience de l'importance de l'aide familiale. Il a également plus que jamais besoin des femmes, qui ont remplacé leur époux dans les champs pendant la guerre, mais aussi à la tête de l'exploitation. Lors des premières élections aux Chambres d'agriculture départementales, en 1927, les femmes chefs d'exploitation ou ayant travaillé la terre durant le conflit ont le droit de vote au même titre que les hommes. La société agricole, réputée conservatrice, reconnaît ainsi le travail et le statut de chef d'exploitation des femmes qui ont remplacé leur mari décédé.

Dans l'entre-deux-guerres, l'arrondissement est également marqué par une modernisation de l'équipement agricole. Les machines, comme les faucheuses, les batteuses et les moissonneuses-lieuses se généralisent sur le territoire. De nouveaux instruments motorisés font leur apparition. Cependant, ils semblent être loin de se substituer aux attelages traditionnels. L'utilisation du tracteur, peu rentable, est encore marginale. Vers la fin des années 1920, l'arrondissement de Montreuil renferme autant d'équidés qu'à la Belle Époque. Bien que les progrès soient réels, le retard persiste par rapport au département, surtout dans le Haut-Pays. Seules les exploitations les plus vastes bénéficient des nouvelles innovations et du processus de motorisation de l'agriculture.

Au lendemain de la guerre, la main-d'œuvre agricole disponible s'est considérablement réduite, en raison des nombreuses pertes humaines lors des combats, mais aussi de l'exode rural qui reprend. Toutefois, l'arrondissement de Montreuil semble moins touché par le manque de bras que les autres arrondissements du département. En effet, les cultivateurs ont peu recours aux travailleurs étrangers. De plus, la rémunération des salariés agricoles est plus faible dans le Montreuillois que dans le reste du département, ce qui tend à montrer que le déséquilibre entre l'offre et la demande est moins important qu'il n'y paraît. La multiplication des exploitations familiales et l'accroissement naturel élevé semblent en partie combler les besoins en main-d'œuvre.

Dans l'entre-deux-guerres, le développement de l'outillage agricole s'accompagne-elle d'une véritable mutation des méthodes culturales ? La généralisation des machines et l'apparition de la force motrice dans les exploitations ont-elles un impact sur l'évolution des cultures, la productivité et l'élevage ?

¹⁷⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, M4690.

CHAPITRE 8 : LE DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS VÉGÉTALES ET ANIMALES DE 1918 À 1939

Dans l'entre-deux-guerres, les moyens de production se modernisent. Les machines sont installées dans les exploitations et les premiers engins motorisés font leur apparition dans l'arrondissement. Le territoire est aussi marqué par une véritable mutation des structures de production. La ferme familiale de moyenne culture prédomine et la main-d'œuvre se raréfie. Ces bouleversements s'accompagnent-ils d'un véritable développement des pratiques culturales et des productions ? L'essor des cultures tels que le froment et la betterave industrielle se poursuit-il entre 1914 et 1939 ? De nombreux troupeaux sont décimés par les réquisitions. La Grande Guerre entraîne-t-elle le déclin précipité de certaines filières au profit d'autres ?

I) La disparition progressive de la jachère et l'utilisation croissante des engrais

Dans l'entre-deux-guerres, l'arrondissement de Montreuil est marqué par une diminution progressive de la jachère et l'utilisation croissante des engrais. Néanmoins, le décalage subsiste avec les autres arrondissements du Pas-de-Calais pour l'utilisation du sol. Les terres labourables sont toujours en proportion plus faibles dans le Montreuillois que dans le reste du département. L'assolement traditionnel prédomine encore dans certaines communes.

Une réduction des labours et un accroissement des prairies naturelles

Dans l'entre-deux-guerres, la superficie consacrée aux labours diminue. Entre 1912¹ et 1936², elle régresse de près 10% dans l'arrondissement de Montreuil, passant de 81 237 à 73 053 hectares. La baisse résulte de l'accroissement de la surface non agricole, mais surtout de l'augmentation de l'étendue des prairies naturelles. Sur la même période, celle-ci progresse de 33,6%. Le phénomène est départemental. En effet, entre 1913 et 1934, la superficie des terres labourables diminue de 12,7% alors que celle consacrée aux herbages est en hausse de 96%³. Néanmoins, le Pas-de-Calais est le département français disposant de la plus grande surface cultivable entre 1930 et 1935⁴.

En 1929, le territoire non agricole représente 5,4% de la superficie totale de l'arrondissement⁵. La proportion est en moyenne de 7,5% dans Pas-de-Calais. L'écart résulte de la différence de densité de peuplement. En effet, le Montreuillois dispose d'un nombre d'habitants au kilomètre carré plus faible que dans les autres arrondissements. L'espace bâti est donc moins conséquent. Entre 1912⁶ et 1929⁷, le territoire non agricole s'accroît en surface de 14,6% dans le Montreuillois. Dans le département, il augmente de 49% en moyenne au cours de la même période. Le décalage s'explique ici par une croissance démographique moins élevée dans l'arrondissement de Montreuil que dans d'autres régions du Pas-de-Calais. Elle est urbaine. Or, le Montreuillois concentre peu de villes. De 1911 à 1936, le nombre

¹ Arch. dép., M1326, Statistique agricole annuelle de 1912, tous les arrondissements.

² Arch. dép., M1364, Enquête agricole de 1936, arrondissement de Montreuil.

³ TRIBONDEAU J., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1937, 259 p., p 132.

⁴ VANDAMME P., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p., p 136.

⁵ Arch. dép., 37W21, État récapitulatif de la production végétale de 1929, arrondissement de Montreuil.

⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

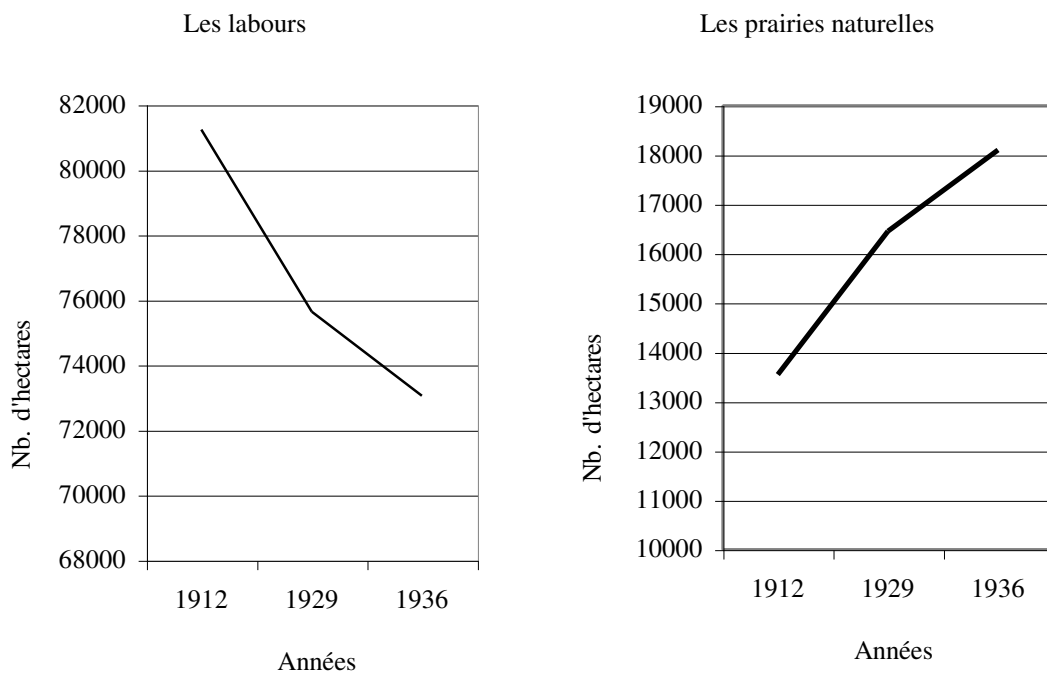
⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W21.

d'habitants augmente de 10,4% dans le Pas-de-Calais, mais ne progresse que de 4,4% sur le territoire.

L'accroissement des surfaces en herbe⁸, au profit des labours, s'explique par une orientation vers l'élevage. Celle-ci est engendrée par la récession agricole de la fin du XIX^e siècle qui affectent les principales productions céréalières et se manifestent par une chute des prix agricoles. La pénurie de main-d'œuvre au lendemain de la Grande Guerre est également l'un des facteurs de la baisse des surfaces cultivées, même si elle est moins conséquente que dans les autres arrondissements du Pas-de-Calais. En effet, la dépression agricole coïncide avec un phénomène de dépeuplement des campagnes, caractérisé par un exode rural et agricole⁹.

L'augmentation des surfaces en herbe peut également en partie résulter de la disparition progressive de la jachère. En effet, entre deux labourages, les plantes adventices¹⁰ sont généralement pâturées par des animaux, et plus particulièrement par des ovins. Et comme de moins en moins de terres sont laissées au repos, il faut davantage de prairies naturelles pour les bêtes. D'ailleurs, la réduction des surfaces en jachère atténue la perte des surfaces consacrées aux labours. En effet, les assolements pratiqués par les cultivateurs permettent d'exploiter une plus large proportion de terres cultivables.

Document 87 : L'évolution des surfaces consacrées aux labours et aux prairies naturelles dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1912 et 1936



Sources : d'après les données des enquêtes agricoles de 1912, 1929 et 1936.

⁸ Les surfaces en herbe correspondent aux prairies naturelles, aux herbages, aux pâturages et aux pacages.

⁹ Voir le chapitre 7.

¹⁰ Les plantes adventices sont familièrement appelées « mauvaises herbes ».

Une disparition progressive de la jachère

Les progrès de la production résultent d'un changement des pratiques culturales et notamment d'une réduction des surfaces en jachère. Les statistiques agricoles de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle ne donnent pas d'informations sur les assolements pratiqués. Pour se rendre compte de l'évolution des méthodes culturales, l'étude est donc basée sur la comparaison des données des enquêtes des années 1850 à celles des statistiques agricoles de 1929, 1936 et 1939.

Un progrès des méthodes culturales dans l'arrondissement

La jachère est de moins en moins pratiquée par les cultivateurs. De 1856 à 1929, sa surface a été divisée par cinq dans l'arrondissement de Montreuil, passant de 14 327 à 2 794 hectares. Cette diminution s'inscrit dans un phénomène départemental et national¹¹. En 1929, dans le Pas-de-Calais, la jachère ne couvre plus que 1,7% des surfaces cultivées. Elle est quasiment inexistante dans l'Artois et le Béthunois, mais elle s'étend encore sur 3,7% des terres labourables dans le Montreuillois¹². L'arrondissement renferme plus du tiers de la superficie en jachère du département. De 1929 à 1936¹³, la superficie en jachère se réduit d'un tiers, soit de près de 1000 hectares, dans l'arrondissement de Montreuil. Néanmoins, de 1936 à 1939¹⁴, elle augmente considérablement. Elle double en trois ans. Mais, elle est en réalité beaucoup moins importante que ne l'indique l'enquête agricole de 1939. Car, cette dernière comptabilise dans la jachère les cultures dérobées par les fortes gelées tardives. En effet, l'allongement de la saison froide a entraîné la perte des blés semés au printemps.

Dans l'entre-deux-guerres, l'arrondissement de Montreuil est l'arrondissement du Pas-de-Calais disposant de la surface en jachère la plus conséquente, même si celle-ci ne cesse de diminuer. Le retard résulte principalement des mentalités conservatrices des cultivateurs, notamment du Haut-Pays.

De fortes disparités à l'échelle cantonale

Dans tous les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, la surface en jachère diminue fortement entre 1858 et 1929¹⁵. Néanmoins, des disparités subsistent. En 1929, comme dans l'Artois et le Béthunois, la jachère a pratiquement disparu dans les communes situées au sud de la Canche. Néanmoins, elle couvre encore plus de 500 hectares de labours dans les cantons d'Étaples et de Fruges et près de 1500 hectares dans la région d'Hucqueliers¹⁶. Dans celle-ci, elle est encore largement pratiquée, puisqu'elle occupe 9,2% des terres cultivables en 1929. Plus de la moitié de la superficie en jachère de l'arrondissement se situe dans le canton d'Hucqueliers en 1929. En 1936, cette pratique culturelle traditionnelle a pratiquement disparu dans le canton d'Étaples. Elle ne perdure que dans le Haut-Pays qui renferme 89% des surfaces en jachère de l'arrondissement¹⁷. Le maintien de cette méthode culturelle dans les communes situées dans le nord-est, et plus

¹¹ MOULIN A., *Les paysans dans la société française de la Révolution à nos jours*, Paris, Point Seuil, 1988, 316 p., p 182-183.

¹² Arch. dép., *Op. cit.*, 37W21.

¹³ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

¹⁴ Arch. dép., M1367, Statistique agricole annuelle et Plan de ravitaillement de 1939, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.

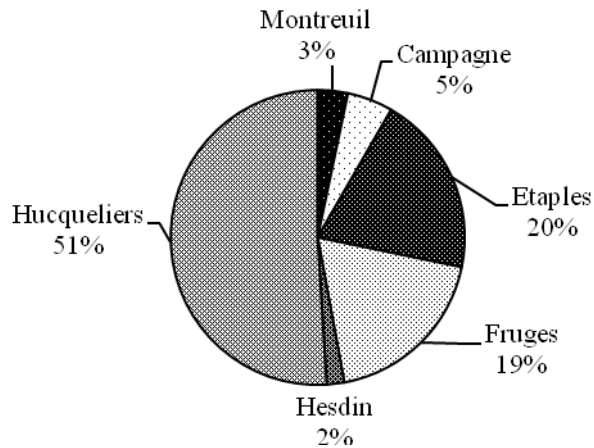
¹⁵ Annexe 23.

¹⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W21.

¹⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

particulièrement autour d'Hucqueliers, témoigne d'une sous-utilisation des engrais et implique un faible développement des cultures fourragères et maraîchères.

Document 88 : La répartition des surfaces en jachère de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer par canton en 1929 (en %)



Source : d'après l'enquête agricole de 1929.

Le retard du Haut-Pays résulte probablement des mentalités conservatrices, mais aussi de la qualité médiocre des sols¹⁸. Ceux-ci ont besoin d'un apport en minéraux plus conséquent que les terres limoneuses de la vallée de la Canche naturellement riches en nutriments. Or, les cantons d'Hucqueliers et de Fruges disposent du revenu à l'hectare le plus faible du Pas-de-Calais¹⁹. Utiliser des engrais chimiques comme unique moyen de substitution à la jachère s'avère donc trop onéreux pour la plupart des cultivateurs. De plus, la pratique de la jachère, qui semble n'apporter aucun bénéfice pour les terres les plus fertiles, chargées en limons, s'avérerait plus intéressante pour les sols biefieux. En effet, « en milieu imperméable, parce que sursaturé en argile, qu'un labour d'été laisserait très motteux, la jachère au contraire est utile en ce qu'elle améliore la structure tout en permettant de détruire les adventives »²⁰.

Toutefois, la surface en jachère s'est considérablement réduite entre le milieu du XIX^e siècle et les années 1920, même dans le Haut-Pays. Dans le canton d'Hucqueliers, entre 1858 et 1929, elle diminue de 69%. L'instituteur de Zoteux, M. Degond, affirme en 1930 que « la jachère est en diminution constante par suite des prix de location très élevés et de l'emploi généralisé des engrais complémentaires »²¹.

Dans les monographies d'exploitation agricole rédigées par des instituteurs et dans les dossiers des participants au « concours de la prime d'honneur des prix culturels et de spécialités dans le département du Pas-de-Calais », figurent des exemples d'assolement pratiqué. En 1937, Léon Cocquet, fermier²² à Herly, dans le canton d'Hucqueliers, divise les 25 hectares de terres labourables qu'il exploite en trois soles : une de betterave, de

¹⁸ Voir le chapitre 1.

¹⁹ Voir le chapitre 7.

²⁰ LECOMTE A. et RIEDEL C.E., *L'Agriculture productive : Agriculture générale*, Hachette, Paris, 1958, p 400.

²¹ Arch. dép., *Monographie agricole de l'instituteur de Zoteux*, n°176, 1930.

²² En 1937, Léon Cocquet loue 19 des 25 hectares de labours qu'il exploite. L'étendue totale de son exploitation est de 28 hectares.

légumineuse ou de jachère, une de blé et une autre d'avoine²³. Il pratique donc un assolement triennal traditionnel, même si la jachère est en partie remplacée par certaines cultures végétales. À Sorrus, dans le canton de Montreuil, Paul Trollé, cultivateur en grande culture²⁴, pratique également la rotation des cultures sur trois ans, mais abandonne totalement l'usage de la jachère. Celle-ci est remplacée par une alternance de cultures de plantes sarclées ou fourragères, et de céréales. Un tiers des labours est réservé à la betterave et la luzerne, un autre au blé et à la luzerne, et enfin un dernier à l'avoine et à la luzerne²⁵, ou aux pommes de terre²⁶. Paul Lagache, cultivateur en moyenne culture, à Saulchoy, dans le canton de Campagne-lès-Hesdin utilise la même méthode culturale²⁷. La première sole est consacrée à la betterave, au navet ou à une légumineuse, la deuxième au blé et la troisième à l'avoine²⁸.

La disparition progressive de la jachère permet d'accroître les surfaces cultivables et ainsi d'augmenter la production, notamment de plantes sarclées ou fourragères. Mais, la fin de son usage ne permet pas une hausse de la productivité. La jachère a pour avantage de retenir l'humidité du sol, de limiter la propagation des végétaux adventices et de favoriser l'accumulation de nitrates. La culture de betteraves ou de légumineuses permet de conserver ces avantages, mais pas d'enrichir davantage la terre. Pour améliorer la productivité, les cultivateurs emploient de plus en plus d'engrais. C'est d'ailleurs ce que font les trois exploitants nommés précédemment.

L'utilisation croissante des engrais

L'emploi des engrais chimiques est de plus en plus fréquent dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer dans l'entre-deux-guerres. Il tend même à se généraliser dans les exploitations. Néanmoins, des disparités subsistent sur le territoire. L'engrais azoté et phosphaté est couramment utilisé dans l'arrondissement pour la culture du blé, mais son emploi est loin d'être généralisé dans les cantons de Fruges et d'Hucqueliers²⁹. Les cultivateurs du Haut-pays utilisent en moyenne 15 kilogrammes d'éléments fertilisants azotés par hectare de surface agricole utile en 1937, alors que les exploitants des autres cantons du Montreuillois en emploient le double³⁰. Le constat est similaire pour les autres types d'engrais. Autour d'Hucqueliers et de Fruges, les mentalités demeurent particulièrement conservatrices. Des paysans privilégient encore la jachère et hésitent à utiliser ce type d'amendement, notamment pour les raisons énoncées les paragraphes précédents.

Dans le Pas-de-Calais, les Montreuillois font partie des paysans qui utilisent le moins d'engrais. En effet, dans l'Artois, mais surtout dans le Nord-est du département, les fertilisants sont beaucoup plus répandus. Dans la plaine de la Lys, les cultivateurs utilisent notamment deux fois plus d'acide phosphorique, trois fois plus d'azote et quatre fois plus de potasse à l'hectare que dans le Pays de Montreuil. Seuls le Boulonnais, le Ternois et surtout le Haut-Pays accusent un retard plus conséquent. Le coût particulièrement onéreux des engrais chimiques, notamment pour les cultivateurs des régions les plus pauvres, peut expliquer ces

²³ Arch. dép., 37W250, Prix d'honneur et prix culturaux, 1930-1937.

²⁴ Paul Trollé dispose d'un domaine de 82 hectares et 50 ares, dont 74 hectares de terres labourables, qu'il loue intégralement à Mademoiselle de Baillehache, domiciliée à Paris. Le fermage est de 2,5 quintaux l'hectare par an en 1937.

²⁵ Il s'agit plus précisément de semis de luzerne dans l'avoine.

²⁶ Paul Trollé ne cultive des pommes de terre que dans les champs précédemment ensemencés en blé sortant de betteraves sur luzerne.

²⁷ Il dispose d'un domaine de 29 hectares. 24 hectares sont consacrés aux cultures.

²⁸ Arch. dép., 7M1153, Monographie agricole de Saulchoy, 1933.

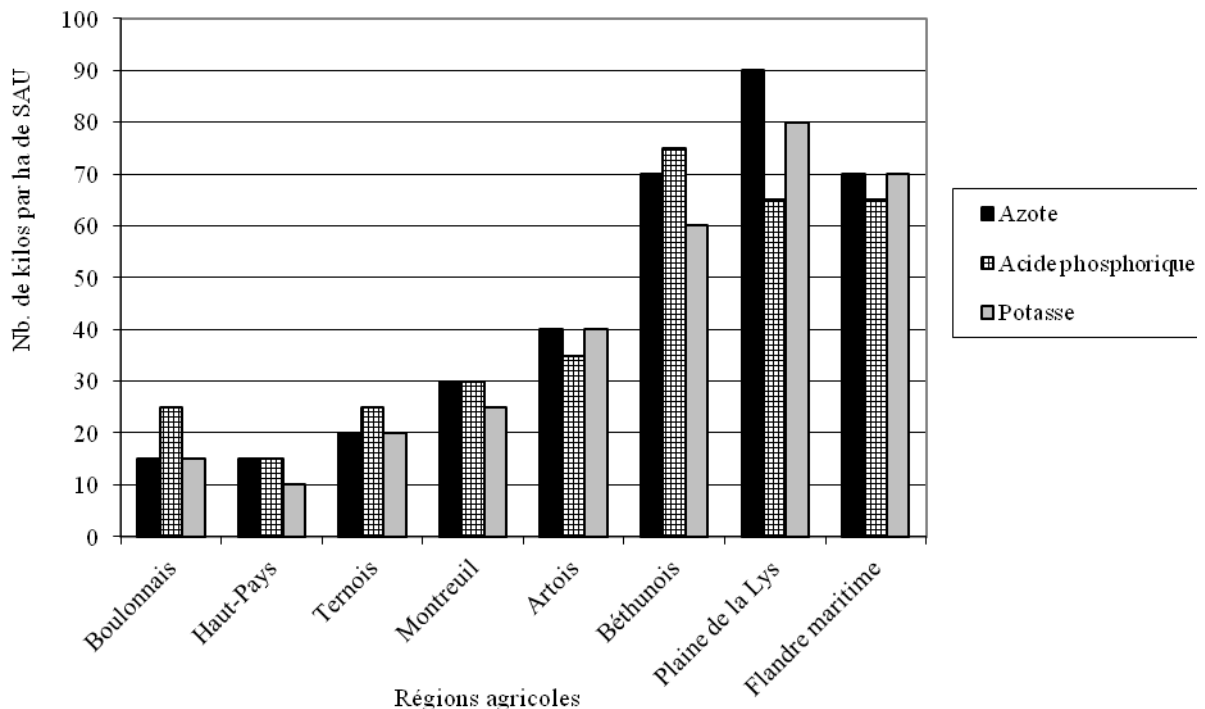
²⁹ TRIBONDEAU J., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1927, 166 p., p62.

³⁰ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 110.

disparités. Entre 1903 et 1933, le prix des fertilisants chimiques augmente. Celui du quintal de nitrate de soude quadruple en 30 ans, passant de 25 francs et 25 centimes à 95 francs en moyenne. Il est de même pour les scories, les superphosphates et la chlorure de potasse. Mais en réalité, compte-tenu de l'inflation, l'utilisation des engrais n'est pas plus coûteuse dans l'entre-deux-guerres. En effet, au cours de la période, le prix des biens de consommation et notamment des produits agricoles, augmente également et dans les mêmes proportions. Celui du quintal de blé quintuple et celui de la pomme de terre quadruple entre 1903 et 1933. Une vache prête à vêler est en moyenne vendue 600 francs en 1903 et 2400 francs en 1933 sur les principaux marchés du département en 1933³¹.

Toutefois, les engrais chimiques ne sont pas les seuls apports nutritifs utilisés. En effet, la fumure animale joue également un rôle important. Elle est principalement utilisée pour la culture de la betterave fourragère. Pour celle-ci, les cultivateurs de l'arrondissement de Montreuil utilisent peu de fertilisants artificiels, mais épandent en moyenne quarante tonnes de fumier par hectare pour enrichir le sol. Dans d'autres arrondissements, comme celui de Béthune, les exploitants utilisent des quantités plus modestes de fumier, soit 30 tonnes par hectare, mais ajoutent quelques tonnes d'engrais chimiques³². La sous-utilisation de ces derniers autour de Montreuil par rapport aux régions situées dans le nord-est du département résulte donc en partie de la pratique d'un amendement différent. Les apports en fertilisants naturels sont ainsi privilégiés.

Document 89 : Les quantités d'engrais utilisées par région agricole dans le Pas-de-Calais en 1937



Source : d'après VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, p 110.

³¹ Arch. dép., 37W130, Mercuriales mensuelles 1928-1941, cours moyen des blés 1927-1936.

³² TRIBONDEAU J., *Op. cit.*, p 61-69.

II) Une hausse des rendements céréaliers et un essor de la betterave industrielle

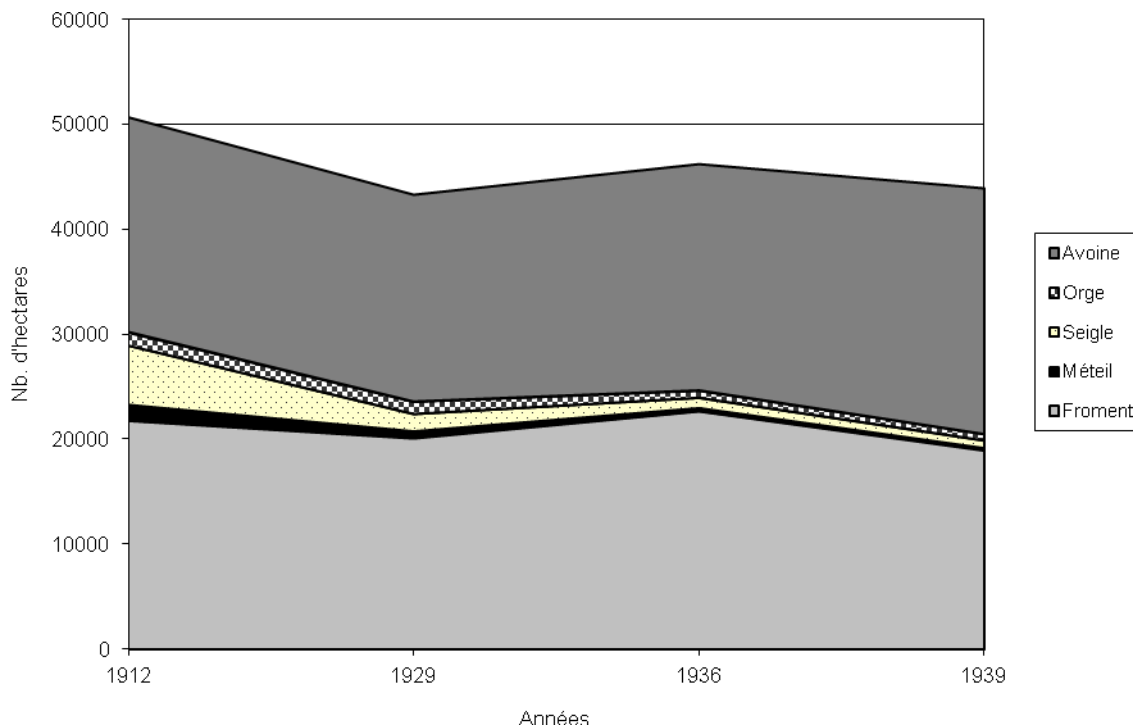
À la veille de la Grande Guerre, l'arrondissement de Montreuil dispose des rendements cultureux les plus faibles du département. Il accuse également un retard dans le choix des céréales et dans le développement des plantes industrielles. À l'échelle cantonale, les progrès sont plus importants sur les territoires de l'ouest et du sud. Ces derniers s'opposent aux cantons de l'est, Fruges et Hucqueliers, qui apparaissent comme les espaces les plus déshérités du Montreuillois. Ces décalages s'estompent-ils dans l'entre-deux-guerres ?

Une production principalement céréalière

La baisse en superficie des terres labourables entraîne un recul de la surface céréalière. Cette dernière régresse de 13,4% dans l'arrondissement de Montreuil entre 1912³³ et 1939³⁴. Le phénomène est départemental. Néanmoins, comme dans l'ensemble du Pas-de-Calais, la culture des céréales est toujours prédominante. En 1929, elle couvre dans le Montreuillois 57,3% des labours, contre 59,4% en moyenne dans le département³⁵. Dans les années 1930, le Pas-de-Calais est d'ailleurs le premier département de France pour la surface ensemencée en blé.

Le blé et l'avoine : des cultures prédominantes

Document 90 : L'évolution en surface des cultures céréalières dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1912 et 1939 (en ha)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1929, 1936 et 1939.

³³ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

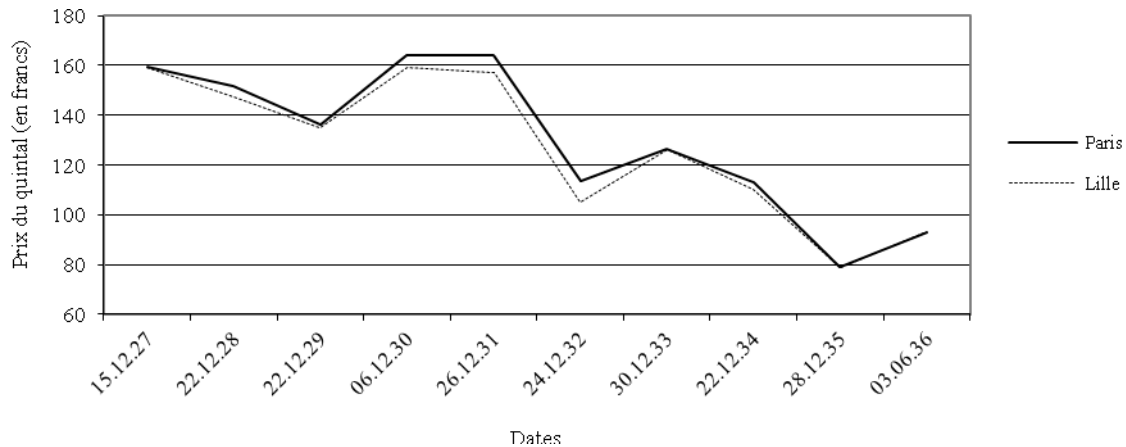
³⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, M1367

³⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W21.

De 1912³⁶ à 1936³⁷, le blé et l'avoine augmentent en surface au profit des céréales secondaires qui tendent à disparaître. Le froment voit son étendue progresser de 4% dans l'arrondissement et l'avoine de 5,4% au cours de cette période. Néanmoins, entre 1936 et 1939³⁸, le froment perd 16% de sa superficie. En 1939, il n'est plus la première céréale cultivée sur le territoire. Il est détrôné par l'avoine, dont l'étendue augmente de 8,6% en trois ans. Le phénomène résulte d'un effondrement des cours du blé, mais aussi du développement de l'élevage.

Le quintal de froment vaut en moyenne, à la Bourse de Lille, 159 francs en décembre 1930, 110 francs en décembre 1934 et 79 francs en décembre 1935. En seulement cinq ans, il perd donc la moitié de sa valeur. Mais, dans la réalité, les cultivateurs cèdent leur récolte à un prix inférieur, en raison de la surproduction et d'une augmentation sensible des rendements. Dans les années 1930, plus de la moitié du grain produit dans le département est exporté³⁹. En décembre 1935, dans le Pas-de-Calais, les cent kilogrammes de blé sont en moyenne livrés huit francs en dessous du cours⁴⁰. Cette année-là, il aurait d'ailleurs atteint son niveau le plus bas depuis un siècle⁴¹.

Document 91 : L'évolution du prix du blé à la Bourse de Paris et à la Bourse de Lille entre 1927 et 1936



Source : Arch. dép., 37W130, Mercuriales mensuelles 1928-1941, cours moyen des blés 1927-1936.

L'effondrement des cours résulte d'un accroissement de la production et de la chute des prix mondiaux. À la bourse de Chicago, le quintal de froment passe de 95 francs et 70 centimes en 1928-1929 à 44 francs et 20 centimes en 1931-1932⁴². La production de blé augmente en moyenne de 16% entre les années 1925-1929 et les années 1930-1934 dans le département⁴³. À la veille de la Grande Guerre, les marchés aux grains disparaissent. Le blé se vend sur échantillon aux négociants ou aux courtiers des moulins. En 1933, une partie de la récolte de froment de Paul Lagache, cultivateur à Saulchoy, est notamment vendue à un marchand de grains et d'engrais de Beaurainville. Une autre est directement acheminée par

³⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

³⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

³⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, M1367

³⁹ TRIBONDEAU J., *Op. cit.*, p 134.

⁴⁰ Arch. dép., 37W130, Mercuriales mensuelles 1928-1941, cours moyen des blés 1927-1936.

⁴¹ DUPUIS M., *Un siècle d'agriculture, 100 ans de presse agricole et rurale*, Arras, 1993, 107 p., p 48.

⁴² Arch. dép., M3393, Prix du pain, du blé et des farines, 1928-1940.

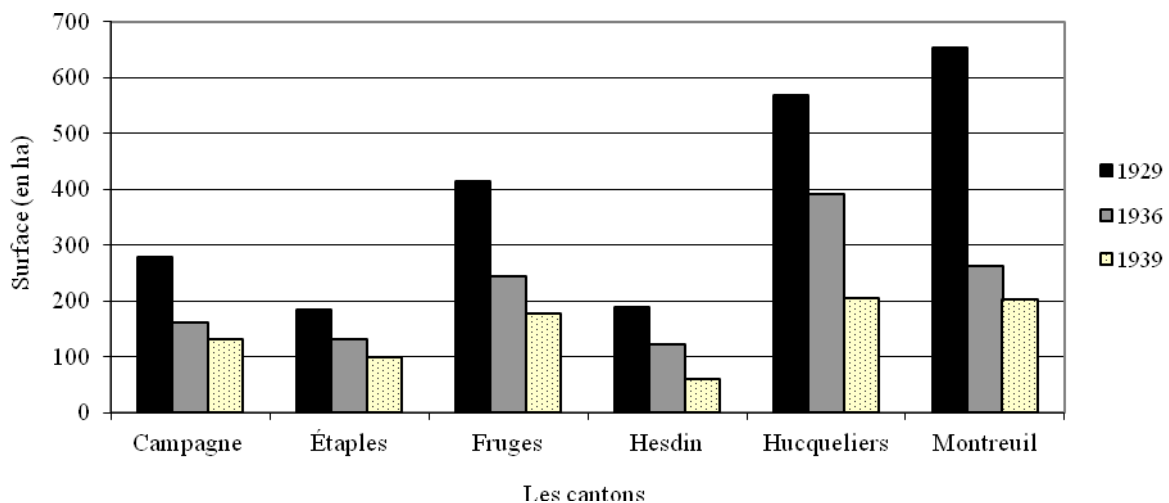
⁴³ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 176.

camion aux moulins de Marconnelle, Tigny-Noyelle et Douriez. Enfin, le reste est transformé aux moulins d'Argoules et de Maintenay pour les besoins de l'exploitation⁴⁴. Mais, à partir de 1926, pour limiter les effets spéculatifs, la plupart des cultivateurs décident de se grouper. Des coopératives sont alors créées et des silos à grains pour le stockage du froment apparaissent sur le territoire. La crise économique semble avoir entraîné un véritable essor du coopératisme. Pour les cultivateurs, et notamment pour la Société d'agriculture de Montreuil, l'effondrement du prix du froment résulte avant tout de la politique de libéralisation du marché menée par le gouvernement Flandin⁴⁵.

La disparition progressive des céréales dites secondaires

En un peu plus d'un quart de siècle, le méteil perd 90% de sa superficie dans l'arrondissement, passant de 1527 hectares en 1912⁴⁶ à 158 en 1939⁴⁷. Ce mélange de céréales n'est plus cultivé que dans 19 communes dont 12 sont situées dans le canton d'Hucqueliers⁴⁸. Les surfaces consacrées au seigle se réduisent aussi dans l'entre-deux-guerres. Elles diminuent de 87,3% entre 1912 et 1939. En 1939, les 720 hectares de seigle et les 158 hectares de méteil dans l'arrondissement servent principalement à l'alimentation porcine. La paille est encore utilisée pour couvrir les meules ou faire des liens. La confection de toits de chaume se fait de plus en plus rare et la céréale est de moins en moins consommée, ce qui explique son déclin. En 1929, l'arrondissement de Montreuil renferme 22% des champs de seigle et la quasi-totalité des terres ensemencées en méteil du département. Le décalage avec les autres arrondissements du Pas-de-Calais persiste, bien qu'en surface ces céréales tendent à disparaître. Le seigle est surtout cultivé autour de Montreuil et dans les cantons du Haut-Pays.

Document 92 : L'évolution des surfaces ensemencées en seigle et en méteil dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1929 et 1939 (en hectares)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1929, 1936 et 1939.

⁴⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M1153.

⁴⁵ Voir le chapitre 6.

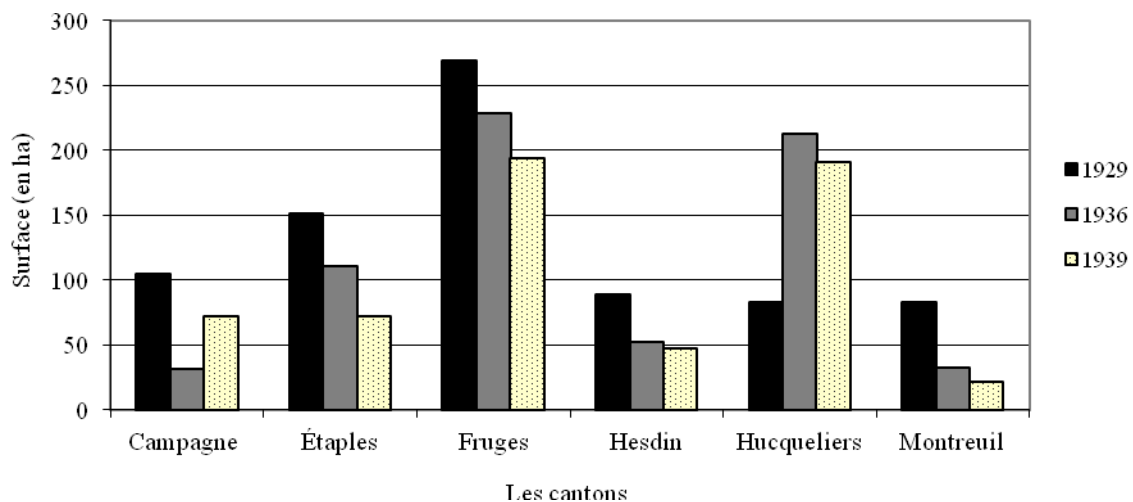
⁴⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁴⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1367.

⁴⁸ Il s'agit des communes de Bernieulles, Bréxent-Enocq, Coupelle-Neuve, Embry, Fressin, Lebiez, Airon-St-Vaast, Aix-en-Ergny, Bécourt, Beussent, Bezinghem, Bimont, Bourthes, Enquin, Ergny, Hucqueliers, Preures, Verchocq et Zoteux.

L'orge est également de moins en moins privilégiée par les cultivateurs. Entre 1912 et 1929, les surfaces consacrées à l'orge se réduisent d'un tiers dans le département. Dans le Montreuillois, la baisse est moins conséquente. Elle n'est que de 6%. Toutefois, en 1929, l'arrondissement ne renferme que 17% des champs d'orge du Pas-de-Calais. Dans les années 1930, la céréale est de moins en moins cultivée. Seuls 599 hectares lui sont consacrés en 1939⁴⁹, contre 1161 hectares en 1929⁵⁰. Son déclin résulte de la disparition des petites brasseries et distilleries de grains locales traditionnelles. Le nombre d'établissements en activité sur le territoire de Montreuil passent de 26 en 1912⁵¹ à 8 en 1936⁵². Dans l'entre-deux-guerres, les industries commencent à remplacer cette céréale par du maïs et du riz, des produits beaucoup moins onéreux. De plus, la culture intensive de la betterave laisserait une terre trop riche en azote, ce qui déprécie la qualité de l'orge de brasserie et provoque plus souvent la verse lorsque les précipitations sont importantes⁵³. Près des deux tiers des champs d'orge de l'arrondissement se situent dans les deux cantons du Haut-Pays.

Document 93 : L'évolution des surfaces ensemencées en orge dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1929 et 1939 (en hectares)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1929, 1936 et 1939.

Une hausse des rendements céréaliers

Les rendements progressent dans l'entre-deux-guerres. Dans l'arrondissement de Montreuil, en 1929, le produit moyen par hectare de blé est de 16,1 qx⁵⁴, soit 3,5 qx de plus qu'en 1912⁵⁵. Dans la réalité, il est difficile de comparer les récoltes, car celles-ci dépendent des conditions météorologiques. Pour se rendre compte des progrès, notamment dans les années 1930, il est donc intéressant de comparer la récolte de 1912 avec celles de 1936 et de

⁴⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1367.

⁵⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W21.

⁵¹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁵² Arch. dép., *Op. cit.*, M1354.

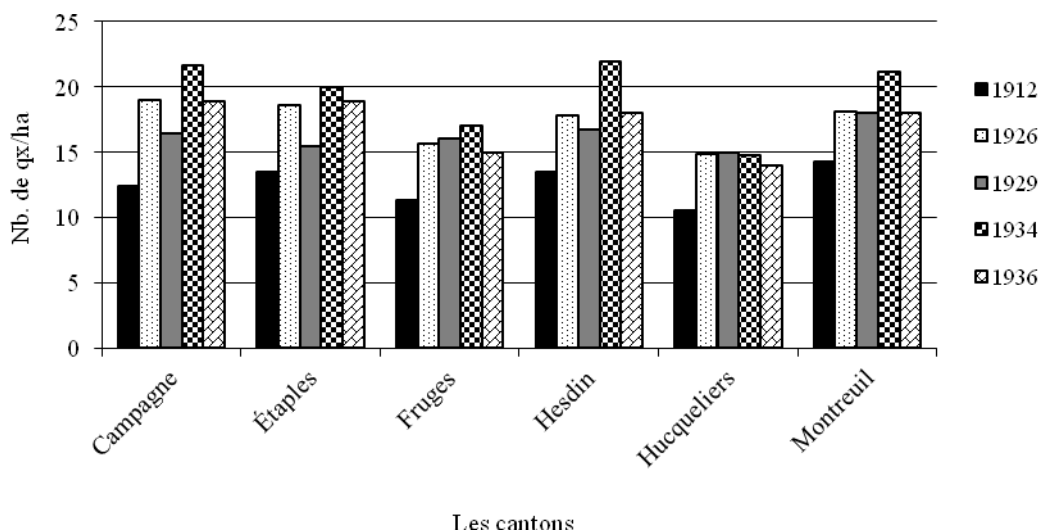
⁵³ TRIBONDEAU J., *Op. cit.*, p 140.

⁵⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W21.

⁵⁵ Pour cette analyse, la prudence s'impose. Dans les enquêtes agricoles antérieures à 1914, les rendements sont exprimés en hectolitre et non en quintal. Pour étudier l'évolution du produit moyen à l'hectare du blé, il faut donc établir une conversion. Or, selon la qualité du grain, celle-ci diffère quelque peu. Elle ne peut donc être qu'approximative. Par commodité, il est ici retenu qu'un hectolitre de froment équivaut à 75 kilogrammes, c'est-à-dire à 0,75 quintal.

1938, la première étant considérée par la Direction des services agricoles comme mauvaise et la seconde comme étant exceptionnelle. En 1936, les cultivateurs du Montreuillois produisent en moyenne 18 qx/ha⁵⁶, soit 44% de plus qu'en 1912⁵⁷. Le rendement à l'hectare de la récolte de 1938⁵⁸ est presque deux fois supérieur à celui de la récolte de 1912. Le produit moyen par hectare des autres céréales progresse également dans l'entre-deux-guerres. Entre 1912 et 1929, il passe notamment de 15 à 17 qx pour l'avoine et de 13 à 14 qx pour le seigle. Les rendements de ces céréales progressent moins rapidement que ceux du blé, probablement parce que les cultivateurs réservent principalement l'usage des engrais chimiques, relativement coûteux, à la culture du froment qui est souvent plus rémunératrice. Le prix du quintal de froment oscille notamment d'octobre à décembre 1930 entre 90,85 et 105,70 francs, celui du seigle entre 75,08 et 78,80 francs et celui de l'avoine entre 81,82 et 88,68 francs⁵⁹.

Document 94 : Les rendements en grain du froment dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1912, 1926, 1929, 1934 et 1936



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1926, 1929, 1934 et 1936.

Les rendements progressent dans tous les cantons de l'arrondissement. Néanmoins, ils sont toujours plus faibles dans le Haut-Pays que sur le reste du territoire. Dans le canton d'Hucqueliers, le produit moyen par hectare de froment dépasse rarement les 15 qx, alors que dans les cantons situés au sud de la Canche, il est souvent supérieur à 18 qx. Selon les années, l'écart peut être très conséquent. En 1934⁶⁰, les cultivateurs hesdinois produisent 7,2 qx à l'hectare de plus que les exploitants autour d'Hucqueliers, et 5 qx à l'hectare de plus que les céréaliers frugeois⁶¹. Les disparités résultent des différences de conditions naturelles et de méthodes culturales. La sous-utilisation des engrais chimiques dans le Haut-Pays en est aussi un facteur.

⁵⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

⁵⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁵⁸ Arch. dép., M1366, Statistique agricole annuelle de 1938, Tableaux de dépouillement cantonaux.

⁵⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W130.

⁶⁰ Les récoltes de 1934 et de 1938 sont les deux meilleures récoltes des années 1930 dans le Pas-de-Calais.

⁶¹ Arch. dép., M1362, Statistique agricole annuelle de 1934, Tableaux de dépouillement cantonaux.

Le retard du Haut-Pays sur le plan des rendements par rapport au reste du Montreuillois perdure dans l'entre-deux-guerres, même si les progrès sont manifestes. Il en est de même pour l'ensemble de l'arrondissement à l'échelle départementale.

L'un des arrondissements du Pas-de-Calais les moins productifs

L'arrondissement de Montreuil dispose toujours des champs de seigle et de méteil les plus étendus du département dans l'entre-deux-guerres, mais aussi des plus faibles rendements en grain. En 1936, l'arrondissement de Montreuil produit 360 535 quintaux de froment, ce qui représente seulement 11,6% de la production départementale⁶². Seul l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer dispose d'une récolte moins conséquente⁶³. Le retard résulte d'une plus faible productivité à l'hectare. En effet, celle-ci est dans le Montreuillois moins élevée que dans le reste du Pas-de-Calais. En 1936, les rendements en blé ne sont que de 18 qx/ha, contre 21 dans l'Artois, 23 dans l'Audomarois et 25 dans le Béthunois⁶⁴. L'écart est encore plus conséquent en 1938, l'année de la récolte la plus importante. En effet, le produit moyen par hectare de blé est de 23 qx sur le territoire, alors qu'il est supérieur à 30 qx dans les arrondissements situés dans l'est du département⁶⁵. Seul le Boulonnais dispose d'un rendement aussi peu élevé. La plus faible productivité du blé dans l'arrondissement de Montreuil peut s'expliquer par un retard des méthodes culturales et notamment d'une sous-utilisation par rapport à d'autres régions du Pas-de-Calais d'engrais chimiques. Elle résulte également de conditions naturelles moins favorables : un sol dans l'ensemble de qualité médiocre et de nombreuses parcelles à forte déclivité⁶⁶.

Toutefois, les paysans de l'arrondissement font partie des cultivateurs français qui produisent le plus dans l'entre-deux-guerres. En 1936, dans l'arrondissement de Montreuil, les rendements en froment sont supérieurs de 2,4 qx/ha à la moyenne nationale⁶⁷. Dans les années 1930, le Pas-de-Calais est le deuxième département de France pour le rendement, derrière le Nord et ex-æquo avec la Seine et Marne⁶⁸.

Un développement des cultures de plantes sarclées sur le territoire

Une culture de la betterave industrielle en plein essor

Dans les années 1930, le Pas-de-Calais est le premier département producteur de betteraves industrielles en France avec 1 400 000 tonnes de racines récoltées en moyenne chaque année⁶⁹. Cette plante sarclée est toujours principalement cultivée dans l'est du département. Néanmoins, dans l'entre-deux-guerres, la culture de la betterave industrielle prend un essor spectaculaire dans l'arrondissement de Montreuil. Sa surface augmente de 65,9% entre 1912 et 1939, passant de 4422⁷⁰ à 7335 ha⁷¹. Elle ne régresse qu'au début des années 1930, en raison de la crise économique. Mais, celle-ci a un impact relativement limité.

⁶² Arch. dép., *Op. cit.*, M1354.

⁶³ Annexe 24.

⁶⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, M1354.

⁶⁵ Arch. dép., 37W165, Enquête sur le blé, prix, variété, 1926-1939.

⁶⁶ Voir le chapitre 1.

⁶⁷ BAIROCH P., « Les trois révolutions agricoles du monde développé : rendements et productivité de 1800 à 1985 » in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 44, n° 2, 1989, p 317-353, p 319.

⁶⁸ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 174. Le produit moyen par hectare de blé est de 23 quintaux dans le Pas-de-Calais en moyenne pour la période 1930-1939.

⁶⁹ *Ibidem*, p 148.

⁷⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁷¹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1367.

La Commission interdépartementale betteravière, fondée en 1923 et représentant dès 1928 toutes les zones betteravières du Nord et du Pas-de-Calais, aurait permis à la culture de cette plante sarclée de surmonter cette période difficile. En se groupant, les cultivateurs réussissent notamment à obtenir une amélioration des contrats avec les industriels du sucre en négociant à la hausse le prix de la tonne de betterave produite. Celui-ci aurait notamment augmenté de près de 20% entre 1922 et 1929, passant de 16,2 à 19,3 francs le quintal pour un prix de base du sucre de 23 francs les 100 kilos⁷².

Document 95 : L'évolution en surface des cultures de betteraves industrielles et fourragères dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1912 et 1939



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1926, 1929, 1934, 1936 et 1939

Dans l'entre-deux-guerres, le Montreuillois devient le troisième arrondissement du Pas-de-Calais pour son étendue de betteraves industrielles. En 1929, il renferme 14% des champs du département⁷³ contre seulement 8,2% en 1912. Les progrès semblent donc manifestes. Toutefois, cette hausse de près de 6 points ne résulte pas seulement de l'augmentation des surfaces betteravière dans le Montreuillois, mais surtout de la perte de nombreux champs dans l'Artois et le Béthunois pendant la Grande Guerre. De 1912 à 1929, l'étendue des cultures recule de 11% autour d'Arras et de près de 51% autour de Béthune. Ces régions peinent à retrouver leur niveau d'avant guerre.

La betterave industrielle se développe dans tous les cantons du Montreuillois, mais demeure toujours principalement cultivée dans les communes du littoral et du sud de la Canche. En 1939, les cantons de Montreuil et de Campagne renferment à eux seuls plus des trois quarts des surfaces ensemencées en betterave à sucre et de distillerie de l'arrondissement. Le canton d'Étaples occupe une position intermédiaire avec une surface de 1164 hectares, ce qui représente 16% de l'espace betteravier du Montreuillois⁷⁴. Dans l'Est et surtout dans le Haut-Pays, la plante sarclée est encore peu cultivée. Fruges est le canton disposant de la plus faible étendue consacrée à la betterave industrielle dans l'entre-deux-guerres, bien que celle-ci triple en un quart de siècle, passant de 82 à 251 ha entre 1912 et

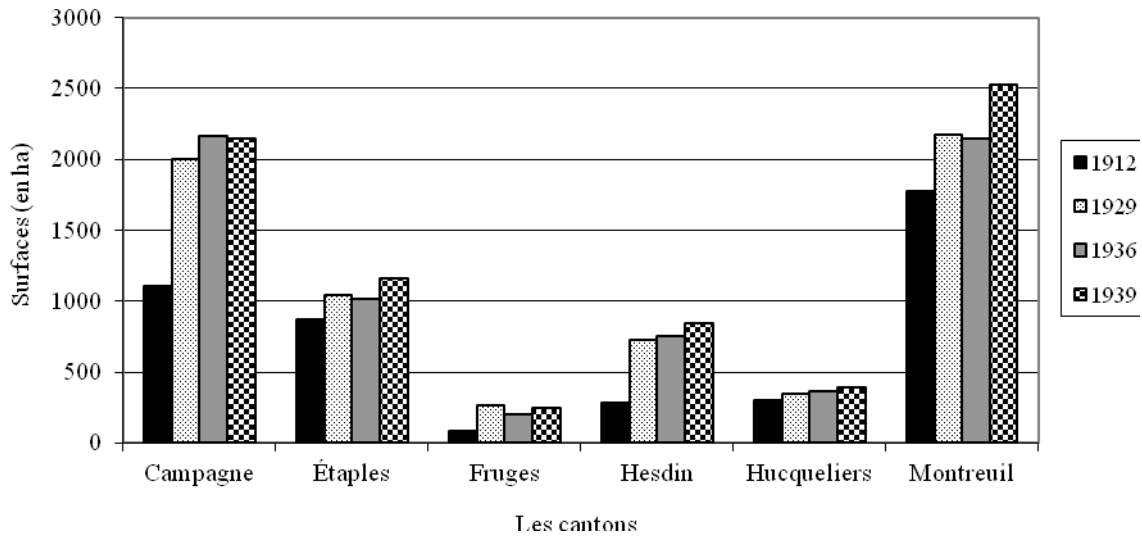
⁷² VANDAMME P., *Op. cit.*, p 357.

⁷³ Annexe 25.

⁷⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, M1367.

1939. A l'échelle des communes, une nette opposition apparaît. En 1936, dans les communes situées à l'ouest d'une ligne Parenty-Sempy-Marconnelle-Brévillers, la betterave à sucre et de distillerie domine, alors que dans les localités se trouvant à l'est de cette même ligne, la betterave de variété fourragère est la plus répandue⁷⁵.

Document 96 : L'évolution en surface de la culture des betteraves industrielles dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1912 et 1939.



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1929, 1936 et 1939.

Le faible développement de cette plante industrielle dans le Haut-Pays, et plus particulièrement autour de Fruges, peut s'expliquer par la qualité médiocre des sols, mais aussi par l'éloignement des agriculteurs par rapport aux deux sucreries et deux distilleries implantées sur le territoire. En effet, les établissements recensés se situent dans les cantons de Montreuil et d'Hesdin⁷⁶. Les coûts de transport élevés pour acheminer la récolte du Haut-Pays sur le littoral, ajoutés aux rendements souvent faibles, n'incitent guère les agriculteurs de Fruges et d'Hucqueliers à cultiver davantage la betterave à sucre. En 1930, l'instituteur A. Degond, indiquant dans sa monographie de l'exploitation agricole de Charles François, demeurant à Zoteux, que la betterave sucrière n'est pas cultivée, car la gare d'expédition, située à 7,5 km, est trop éloignée de l'exploitation. Pour se développer, la plante sarclée a besoin d'un sol de bonne qualité, limoneux, et d'un apport conséquent en engrais. Les terres du littoral et de la vallée de la Canche sont donc les plus appropriées. Les rendements y sont plus élevés que dans le nord-est de l'arrondissement. En 1929, le produit moyen par hectare de betterave sucrière varie entre 224 qx pour le canton d'Hucqueliers et 280 qx pour les cantons d'Étaples et de Campagne⁷⁷.

Néanmoins, la productivité est plus faible dans l'arrondissement de Montreuil que dans le reste du département. En moyenne, un cultivateur du Pas-de-Calais produit à l'hectare 295 qx de plantes sucrières en 1929, soit 43 qx de plus que dans le Montreuillois⁷⁸. Les écarts

⁷⁵ Annexe 26.

⁷⁶ Deux distilleries sont implantées sur le territoire. Il s'agit de la distillerie coopérative de Verton qui apparaît au début des années 1920 et de l'entreprise Rysse à Hesdin. Les deux sucreries, fondées avant la guerre de 1914-1918, sont les établissements Dalle & Cie à Marconnelle et Garry & Cie à Rang-du-Fliers.

⁷⁷ Arch. dép. *Op. cit.*, 31W21.

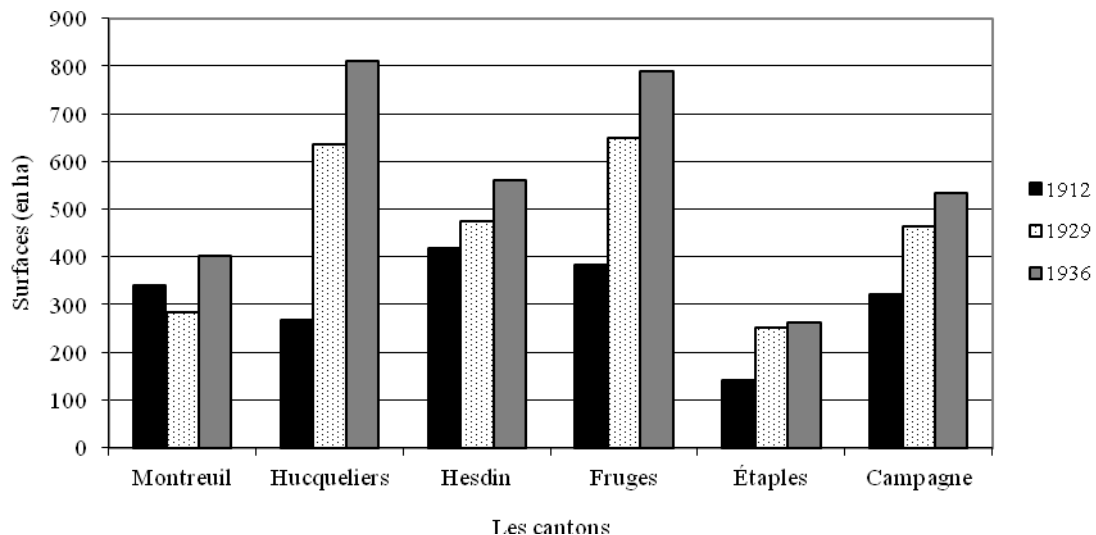
⁷⁸ *Ibidem*.

demeurent importants. De 1929 à 1940, les rendements progressent dans l'arrondissement, passant en moyenne de 253 à 274 qx à l'hectare. Mais, en 1940, ils sont toujours inférieurs à ceux des autres arrondissements. Le produit moyen par hectare le plus élevé est celui du canton de Lillers dans l'arrondissement de Béthune, avec 320 qx. À l'inverse, les cantons de Fruges et d'Hucqueliers disposent des rendements les plus faibles dans le Pas-de-Calais, soit 250 qx/ha⁷⁹. Le retard de l'arrondissement de Montreuil résulte d'une plus mauvaise qualité des sols, d'une sous-utilisation des engrais, mais aussi d'un travail au sol qui serait moins soigné⁸⁰.

Un développement rapide de la culture des betteraves fourragères

Dans l'entre-deux-guerres, la betterave industrielle n'est pas la seule à prendre son essor. Les cultivateurs privilégient aussi la betterave fourragère. Celle-ci croît en surface de 79,2 % entre 1912⁸¹ et 1936⁸², passant de 1874 à 3358 ha. Le développement de l'élevage, notamment bovin, et surtout l'utilisation progressive de cette plante à pivot dans l'assolement triennal, peuvent expliquer le phénomène. Ce dernier est d'ailleurs départemental, puisqu'au cours de la même période, l'étendue ensemencée de cette plante sarclée augmente de près de 50%. Néanmoins, l'arrondissement de Montreuil fait partie des arrondissements disposant de l'étendue la plus faible. Seul le Boulonnais possède une étendue inférieure, soit 1702 ha. En 1929, le Montreuillois ne renferme que 10% des champs de betteraves fourragères du Pas-de-Calais. Le retard résulte principalement d'un choix différent en matière de nourriture animale. En effet, les cultivateurs montreuillois privilégient toujours les fourrages traditionnels, c'est-à-dire les cultures de trèfle, luzerne et sainfoin. L'arrondissement de Montreuil concentre près du quart des prairies artificielles du département en 1929⁸³.

Document 97 : L'évolution en surface de la culture des betteraves fourragères dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1912 et 1936.



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1929 et 1936.

⁷⁹ Arch. dép., 37W189, Betterave industrielle, variation des prix 1908-1922, correspondance 1930-1941.

⁸⁰ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 152.

⁸¹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

⁸² Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

⁸³ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W21.

La croissance en surface la plus élevée est celle du Haut-Pays. L'étendue ensemencée de betteraves fourragères triple dans le canton d'Hucqueliers et double dans le canton de Fruges entre 1912 et 1936, alors qu'il n'augmente que de 18% autour de Montreuil, 34,5% autour d'Hesdin et 66% autour de Campagne. En 1936, le Haut-Pays renferme près de la moitié des champs de betteraves fourragères du Montreuillois. Une nette opposition apparaît donc entre les cultivateurs du quart nord-est de l'arrondissement qui privilégient la variété fourragère, pour l'élevage, et les exploitants du Littoral et du Sud qui produisent essentiellement des plantes industrielles⁸⁴.

L'utilisation croissante de la betterave fourragère constitue un véritable progrès. La plante sarclée, particulièrement appétente pour les bovins, mais aussi pour les ovins, les équidés et les porcins, serait bénéfique pour la santé des animaux et aurait une incidence positive sur la qualité du lait et de la viande. Elle stimulerait le métabolisme des bêtes, notamment « en augmentant la salivation et la mastication qui permettent d'améliorer la digestibilité globale de la ration »⁸⁵. Elle permettrait aussi de limiter certains troubles, comme la mammite pour les vaches. De plus, elle constituerait « une excellente source nutritionnelle pour la microflore de la panse »⁸⁶. Enfin, la qualité des produits serait meilleure. La betterave aurait notamment la propriété d'améliorer les taux protéiques et butyreux du lait⁸⁷.

La pomme de terre, une culture en déclin

Les surfaces consacrées à la pomme de terre diminuent de 24% dans l'arrondissement de Montreuil entre 1912⁸⁸ et 1936⁸⁹. Le tubercule est principalement utilisé sur le territoire pour nourrir les bêtes et notamment les porcs⁹⁰. Or, il est probablement de plus en plus concurrencé par la betterave fourragère. En 1936, les surfaces les plus importantes se situent dans le Haut-Pays. L'importance de la pomme de terre dans le nord-est de l'arrondissement s'explique par un développement plus conséquent de l'élevage. En effet, dans l'entre-deux-guerres, les cantons de Fruges et d'Hucqueliers renferment près de la moitié des porcs du Montreuillois. En 1929, seulement 15% des champs de pommes de terre du département se situent dans l'arrondissement de Montreuil⁹¹. Le tubercule est principalement cultivé sur les terres limoneuses du Béthunois et de l'Audomarois, notamment autour d'Aire-sur-la-Lys, une zone où la plante sarclée est exclusivement récoltée pour l'alimentation humaine⁹².

Néanmoins, tous les cantons ne sont marqués par un déclin de la pomme de terre entre 1912 et 1936. Autour de Fruges, la surface consacrée au tubercule double au cours de la période.

⁸⁴ Voir également l'annexe 26.

⁸⁵ <http://www.web-agri.fr>. Le document consulté est une brochure de 23 pages publiée sous la forme d'un fichier PDF et réalisée par l'ADBFM (l'Association pour le Développement de la Betterave Fourragère Monogerme) qui regroupe les établissements obtenteurs français ainsi que les établissements producteurs et importateurs de semences de betterave fourragère.

⁸⁶ *Ibidem*.

⁸⁷ Le taux protéique et le taux butyreux correspondent respectivement aux teneurs en protéines et en matières grasses que contient le lait.

⁸⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

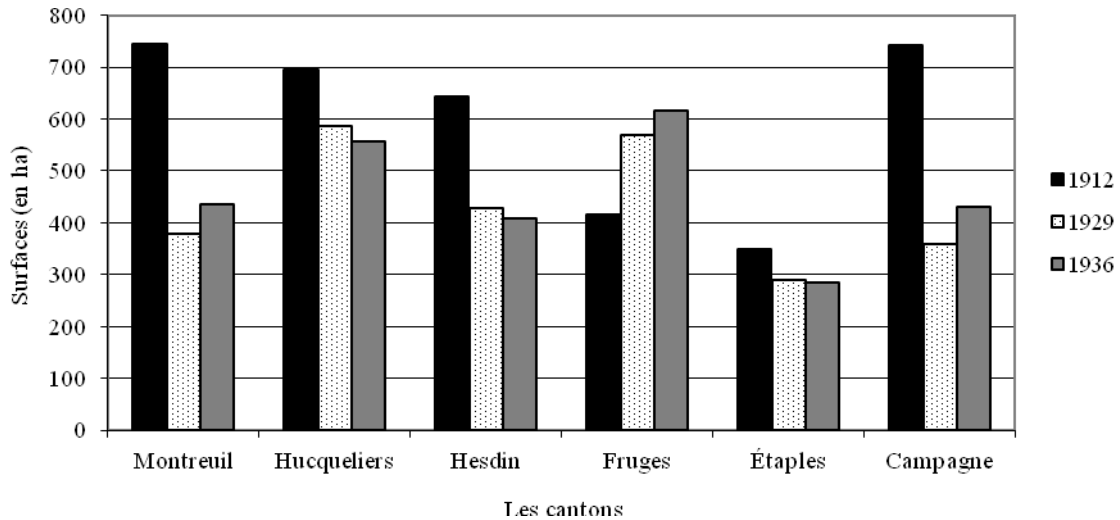
⁸⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

⁹⁰ À partir du milieu du XIX^e siècle, l'utilisation de la pomme de terre dans l'alimentation porcine se généralise. Le tubercule permet d'engraisser plus aisément les animaux.

⁹¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W21.

⁹² TRIBONDEAU J., *Op. cit.*, p 141.

Document 98 : L'évolution en surface des cultures de pommes de terre dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1912 et 1936



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1929 et 1936.

D'autres plantes sarclées sont cultivées dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer dans l'entre-deux-guerres. Mais leur surface reste limitée, à l'exception des rutabagas. En 1936, 1067 hectares sont consacrés à ce navet à racine tubérisée, utilisé pour l'alimentation animale. Comme la pomme de terre, la plante sert principalement à l'engraissement des jeunes porcs de plus de trois mois.

L'arrondissement de Montreuil, le premier producteur de tabac du département

L'arrondissement de Montreuil renferme près de 40% des champs de tabac du Pas-de-Calais dans les années 1930. En 1936, la plante est cultivée sur 118 hectares, principalement autour d'Hesdin. La région d'Hucqueliers ne produit pas de tabac. Dans les cantons du littoral, la plante n'est exploitée qu'à Saint-Josse, Attin et Tubersent, sur des surfaces respectives d'un hectare, d'un hectare 25 ares et de 32 ares⁹³.

Dans le département, le tabac n'est cultivé que dans les arrondissements de Béthune, Saint-Omer, Saint-Pol et Montreuil-sur-Mer. La zone de production la plus importante est celle du Montreuillois. En 1924, ce dernier produit 222 224 kg de feuilles⁹⁴, ce qui représente 38% de la masse de tabac produite dans le Pas-de-Calais⁹⁵. Le tabac est une plante, relativement fragile, qui supporte mal le froid, les gelées tardives et la grêle. Le climat peut donc influencer fortement sur la production. En 1925, celle-ci est notamment de 15% inférieure à celle de l'année précédente dans l'arrondissement de Montreuil. Mais le déficit est compensé par une élévation du prix d'achat de 40 francs le quintal, soit 460 au lieu de 420 francs le quintal. Non seulement, le Montreuillois dispose de la production la plus conséquente, mais elle produit un tabac de qualité. En effet, en 1925, les cultivateurs de Montreuil et de Saint-Pol perçoivent une prime de 80 francs par quintal pour la finesse de leurs produits⁹⁶.

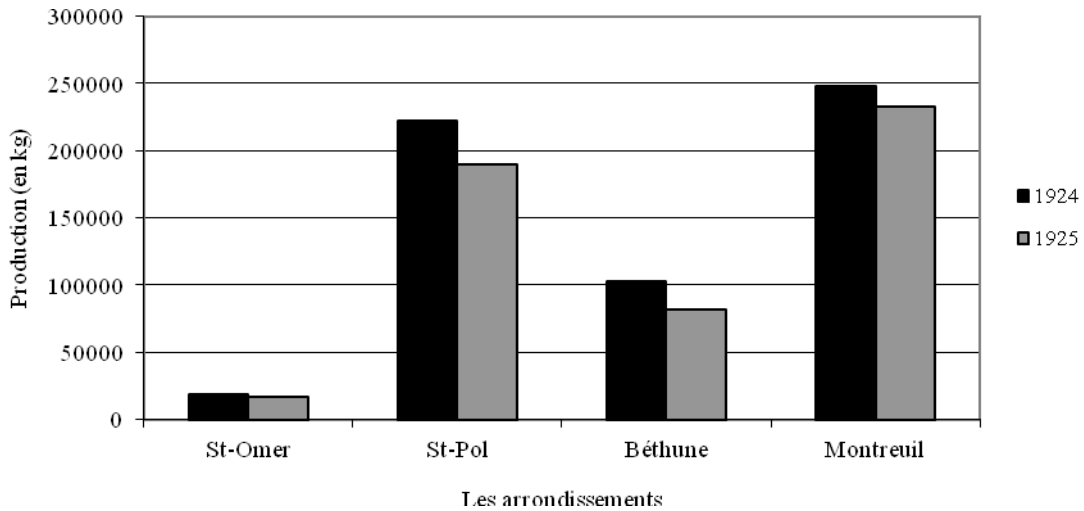
⁹³ Annexe 27.

⁹⁴ Un kilo correspond au poids d'environ 150 feuilles sèches.

⁹⁵ *Journal de Montreuil*, 14.11.1926.

⁹⁶ *Idem*.

Document 99 : La production de tabac dans les arrondissements de Saint-Omer, Saint-Pol, Béthune et Montreuil-sur-Mer en 1924 et 1925



Source : d'après les données chiffrées publiées dans le *Journal de Montreuil* du 14.11.1926.

III) Un développement des filières bovines et porcines

La Grande Guerre ne constitue pas de véritable tournant dans l'évolution de la production animale, même si le nombre d'animaux se trouve considérablement réduit au lendemain du conflit, en raison notamment des réquisitions. Elle n'est pas à l'origine du déclin de la filière ovine, qui débute au XIX^e siècle, mais a quelque peu accéléré le phénomène. Les élevages porcins et bovins poursuivent leur développement. Les vaches laitières sont de plus en plus nombreuses dans les années 1920 et 1930. Elles font partie des animaux les plus répandus sur le territoire. L'élevage chevalin garde une place importante, malgré l'apparition d'engins motorisés⁹⁷.

Un développement de la filière ovine en partie décimée par la guerre

Une augmentation des effectifs dans l'entre-deux-guerres

En 1929, la densité de peuplement des ovins dans l'arrondissement se situe dans la moyenne départementale, soit environ 15 têtes pour 100 hectares de surface agricole utile. Le nombre de moutons diminue considérablement entre 1911 et 1929. Le cheptel ne compte plus que 13 718 bêtes en 1929⁹⁸ contre 39 341 en 1912⁹⁹. Le phénomène n'est pas récent. Il date du milieu du XIX^e¹⁰⁰, mais prend de l'ampleur pendant la Grande Guerre. En effet, les réquisitions accentuent le déclin de la filière¹⁰¹. À la guerre s'ajoutent la baisse de la rentabilité de la viande et de la laine, et la disparition progressive du métier de berger.

⁹⁷ Pour éviter toute redondance, l'évolution du cheptel d'équidés n'est pas abordée dans ce chapitre, puisqu'il l'est dans le chapitre précédent.

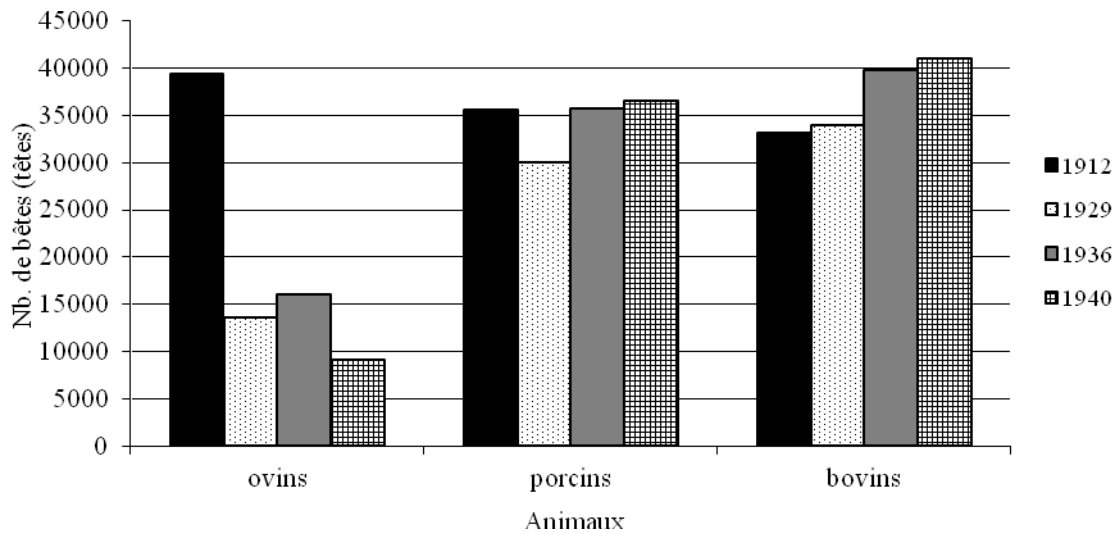
⁹⁸ Arch. dép., 37W22, État récapitulatif de la production animale de 1929, arrondissement de Montreuil.

⁹⁹ Arch. dép., M1326, Statistique agricole annuelle de 1912, tous les arrondissements.

¹⁰⁰ Voir le chapitre 2.

¹⁰¹ Voir le chapitre 5.

Document 100 : L'évolution des cheptels d'ovins, de porcins et de bovins entre 1912 et 1940 dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1929, 1936 et 1940.

Toutefois, les effectifs progressent dans l'entre-deux-guerres. Le nombre de bêtes augmente notamment de 17% entre 1929 et 1936. Mais, ce renouveau n'est que de courte durée, puisqu'en 1940¹⁰², le cheptel compte 9151 têtes contre 16 943 en 1936¹⁰³. Les réquisitions semblent de nouveau amputer sérieusement le cheptel de l'arrondissement et anéantir les efforts fournis par les éleveurs pour le développement de la filière. Il est également intéressant de noter que la crise économique de 1930 qui touche l'agriculture française a effectivement un impact sur la production ovine montreuilloise. En effet, le nombre de moutons diminue de 8,2% sur le territoire entre 1929¹⁰⁴ et 1931¹⁰⁵.

Les bêtes sont principalement de race boulonnaise. Celle-ci est née au XIX^e siècle du croisement du mouton artésien et du *Dishley*, du *New-Kent*, du *Southdown* ou du *Dishley-Mérinos*, afin d'améliorer la précocité et la production lainière. Les éleveurs surnomment d'ailleurs ces ovins des « moutons anglaisés ». La politique d'introduction d'ovins provenant du Kent par la Société d'agriculture de Montreuil tout au long du XIX^e siècle semble donc avoir porté ses fruits.

Une accentuation des disparités sur le territoire

En 1929, les trois quarts des ovins de l'arrondissement sont élevés dans les collines, dans les trois cantons situés au nord de la Canche. Le Haut-pays demeure le berceau de la production. Hucqueliers est toujours l'espace disposant du cheptel le plus important, en raison de la persistance de la pratique de la jachère et de la présence de nombreuses zones pentues et incultes. Il renferme plus du tiers du troupeau, soit 4543 bêtes¹⁰⁶. La densité de peuplement varie du simple au triple selon les cantons. Pour 100 hectares de surface agricole utile, 7 animaux sont recensés autour de Montreuil contre 22 dans la région d'Hucqueliers. Le canton

¹⁰² Arch. dép., M1368, Statistique agricole de 1940, arrondissement de Montreuil.

¹⁰³ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

¹⁰⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

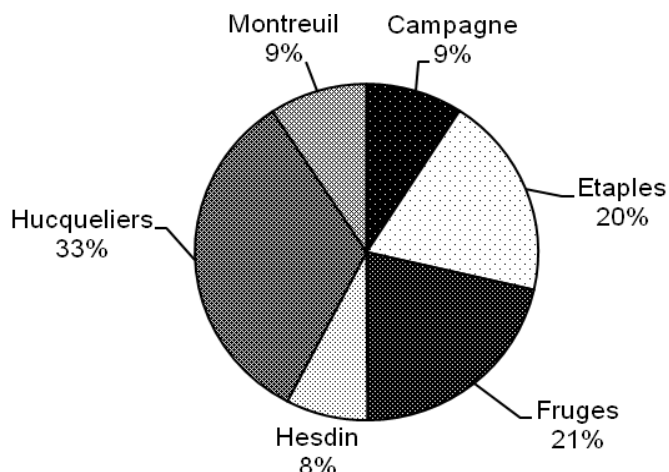
¹⁰⁵ Arch. dép., M1359, Statistique agricole annuelle de 1931, tableaux de dépouillement cantonaux.

¹⁰⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

d'Hesdin est l'espace dans lequel la diminution du nombre d'animaux est la plus conséquente. Le troupeau perd 78 % de ses effectifs entre 1912 et 1929.

Toutefois, la production ovine tend à se développer sur le littoral et autour de Campagne, alors qu'elle stagne autour de Fruges et régresse légèrement dans les régions d'Hesdin et d'Hucqueliers entre 1929 et 1936. En sept ans, le nombre de moutons progresse de 72% dans le canton d'Étaples, de 42% dans celui de Montreuil et de 17% dans celui de Campagne. Cette forte croissance peut résulter des politiques menées par la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer en faveur de la filière. Les éleveurs proches du siège de l'association en sont les premiers bénéficiaires¹⁰⁷. Parmi les plus grands troupeaux existant dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme, figurent en 1939 ceux d'Émile Lecherf à Mouriez¹⁰⁸, dans le hameau de Lambus, autour d'Hesdin, et de Paul Roussel à Boisjean¹⁰⁹, dans le canton de Campagne-lès-Hesdin. Les deux cheptels comptent respectivement 481 et 404 bêtes¹¹⁰.

Document 101 : La répartition des ovins dans l'arrondissement de Montreuil en 1929



Source : d'après l'enquête agricole de 1929

La prédominance de l'élevage d'agneaux

Tous les exploitants pratiquent l'élevage et l'engraissement. Toutefois, le premier prime sur le second. Dans les cantons d'Étaples, Fruges et Hucqueliers, les éleveurs produisent plus largement des agneaux qu'ils vendent à des engraisseurs. Ce choix résulte probablement de leur éloignement par rapport aux régions consommatrices de viande ovine. Autour de Montreuil et d'Étaples, les exploitants privilégient l'agneau gris¹¹¹ ou le pré-salé¹¹² recherché par la clientèle aisée des stations balnéaires comme le Touquet. Enfin, les moutons

¹⁰⁷ Voir le chapitre 6. Un concours spécial de la race ovine, subventionné par le Conseil Général, a lieu chaque année dans le Pas-de-Calais ou dans la Somme, à Montreuil ou à Rue. La Société d'agriculture de Montreuil a donc la charge d'organiser cette manifestation un an sur deux. De plus, Octave Corne, le président de la Société d'agriculture de Montreuil est l'un des membres du jury du Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries du Syndicat de la race ovine boulonnaise.

¹⁰⁸ Ovide Regnaut est le berger du troupeau.

¹⁰⁹ Charles Dewidehem est le berger du troupeau.

¹¹⁰ Arch. dép., 37W249, Concours de la race ovine, 1938-1939.

¹¹¹ Un agneau gris est un ovin élevé après le sevrage jusqu'au poids de 40 à 45 kg. Sa chair, plus foncée, aurait une saveur plus raffinée. L'animal, engraisé en bergerie, est vendu à l'âge de six mois.

¹¹² Un agneau pré-salé est un ovin nourri à l'herbage, dans les « prés salés ».

de l'arrondissement sont principalement vendus aux ouvriers des mines. La laine est vendue après la tonte qui a lieu à la fin du printemps. Elle est en général de qualité médiocre sur le territoire et sert principalement à la confection de matelas. Sa production est d'ailleurs devenue secondaire en raison de la chute des cours engendrée par la crise économique. Au lendemain de la Grande Guerre, ce produit se vend en moyenne neuf à dix francs le kilogramme. En 1932, sa valeur n'est plus que de trois à quatre francs le kilogramme¹¹³.

L'importance de la filière porcine dans l'arrondissement

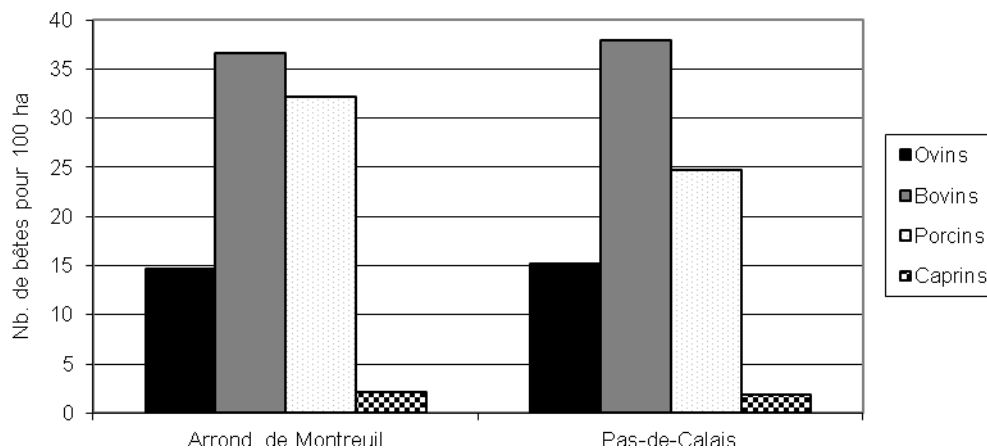
Une hausse des effectifs

Dans l'entre-deux-guerres, la production porcine est la deuxième production de l'arrondissement de Montreuil sur le plan quantitatif, après la filière bovine.

En 1929, l'arrondissement renferme moins de porcs qu'en 1912¹¹⁴. Le cheptel compte 15,4% de bêtes en moins. Il faut attendre les années 1930 pour que la filière retrouve son niveau d'avant la guerre. Entre 1929 et 1936, le nombre d'animaux augmente de 19%, passant de 30 050 têtes en 1929¹¹⁵ à 35 742 en 1936¹¹⁶. En 1936, le troupeau ne compte que 221 animaux de plus qu'en 1912. De 1936 à 1940, les effectifs progressent de 2,3%. L'élevage porcin semble être une filière privilégiée par les cultivateurs en temps de crise, puisqu'il ne cesse de se développer entre 1929 et 1940. Produire du porc semble être particulièrement intéressant, car le prix du kilogramme de viande à la production est supérieur à celui des autres espèces animales, à l'exception de celui du veau. En 1938, il est de 7 francs 60, contre 7 francs 50 pour le mouton, 6 francs pour le bœuf, entre 4 francs 25 et 5 francs pour la vache et 8 francs pour le veau¹¹⁷.

Une des grandes régions de production porcine du département

Document 102 : La densité de peuplement des bovins, des ovins, des porcins et des caprins dans l'arrondissement de Montreuil et dans le Pas-de-Calais en 1929



Source : d'après l'enquête agricole de 1929.

¹¹³ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W249.

¹¹⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

¹¹⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

¹¹⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

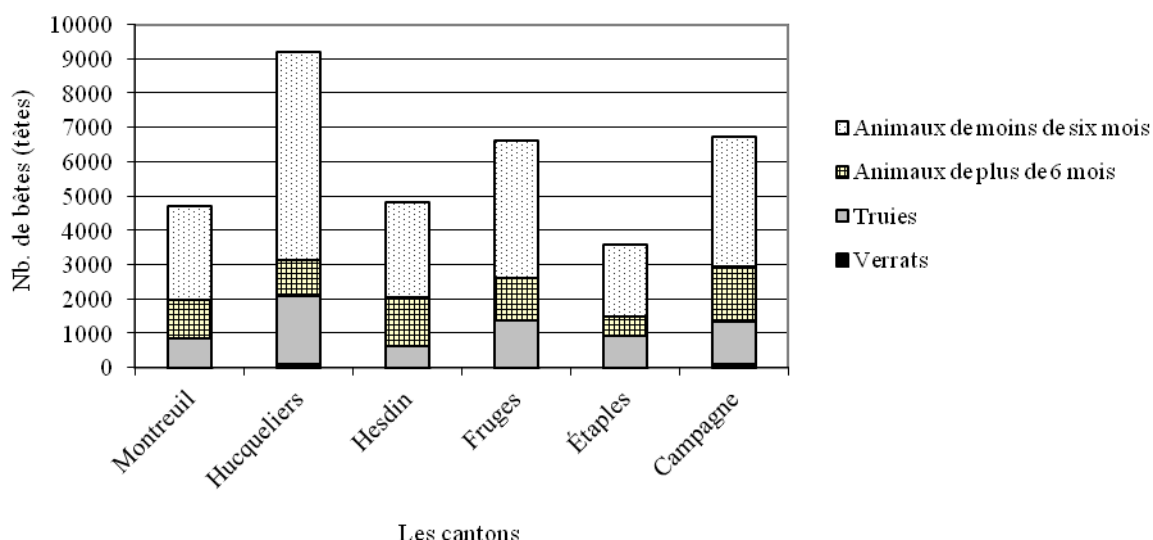
¹¹⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W130.

De 1918 à 1940, l'arrondissement de Montreuil est toujours l'un des espaces qui produit le plus de porcs dans le Pas-de-Calais. En 1929, pour 100 ha de surface agricole utile, 32,2 bêtes sont recensées contre 24,7 en moyenne dans le département. En 1936, le Montreuillois renferme 18% du cheptel porcin du Pas-de-Calais. L'élevage est principalement concentré dans le Haut-Pays. Ce dernier, composé des cantons de Lumbres, Fauquembergues, Fruges et Hucqueliers, renferme le tiers des truies du Pas-de-Calais¹¹⁸. Bourthes, dans le canton d'Hucqueliers, est la localité du département qui compte le plus de femelles reproductrices dans l'entre-deux-guerres avec 260 bêtes en 1929¹¹⁹ et 300 en 1939¹²⁰.

Une densité porcine plus élevée dans les cantons de l'Est

Les cantons de Fruges, d'Hesdin et d'Hucqueliers disposent toujours des productions les plus intensives du Montreuillois. Ils renferment respectivement 31, 35 et 42 bêtes pour 100 hectares de surface agricole utile en 1929, contre environ 25 sur le littoral et 30 autour de Campagne-lès-Hesdin. Le territoire d'Hucqueliers dispose toujours du troupeau le plus important avec 8715 animaux, soit près du tiers des effectifs de l'arrondissement. En 1936, le cheptel compte 9227 têtes, soit 901 bêtes de plus que celles recensées dans les cantons d'Étaples et de Montreuil réunis¹²¹.

Document 103 : La répartition des porcs par canton dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1936



Source : d'après l'enquête agricole de 1936.

Néanmoins, les éleveurs du Montreuillois produisent et vendent principalement des porcelets maigres, c'est-à-dire des animaux de moins de six mois, alors que les paysans de l'Audomarois et de la région de Saint-Pol pratiquent plutôt l'engraissement. Les jeunes animaux sont vendus à 93% sur les foires et les marchés dans les années 1930. La place commerciale la plus importante dans l'arrondissement est celle de Montreuil. Dans les années 1930, environ 10 000 porcelets sont vendus chaque année dans le chef-lieu de l'arrondissement. Le marché est l'un des plus fréquentés du département. Seul celui de

¹¹⁸ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 263.

¹¹⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

¹²⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, 1367.

¹²¹ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

Thérouanne voit un plus grand nombre de jeunes animaux transiter¹²². Les marchés d'Hesdin, de Fruges permettent d'écouler chaque année 6000 bêtes. Enfin, sur celui d'Hucqueliers, 4000 têtes sont vendues chaque année¹²³.

Contrairement aux porcelets, les bêtes engraisées, plus difficiles à déplacer, sont de moins en moins vendues sur les marchés et les foires. Seuls 30% des animaux le seraient encore dans les années 1930. D'après le Directeur des Services agricoles, P. Vandamme, l'activité des places commerciales traditionnelles ralentit au lendemain de la Grande Guerre, en raison du développement des infrastructures routières et ferroviaires, de l'intensification de la circulation avec l'apparition des engins motorisés rendant l'accès aux marchés difficile, du manque de main-d'œuvre, mais aussi des avantages que peut tirer un éleveur de la vente à la ferme de ses produits. En effet, le cultivateur limite les frais, notamment liés au déplacement des animaux, et « se trouve ainsi sur son terrain, à armes égales avec l'acheteur. Ce dernier règle l'achat sur place et enlève directement par camion, ou tout au plus prend livraison à la gare la plus proche »¹²⁴. C'est notamment le cas en 1933, à Saulchoy, dans le canton de Campagne, les porcs sont directement achetés sur place par les bouchers, les charcutiers et les marchands des environs¹²⁵.

La prédominance de l'élevage bovin dans l'entre-deux-guerres

La première filière animale de l'arrondissement

En 1912, l'arrondissement de Montreuil renferme moins de bovins que de porcs et d'ovins. Mais, dans l'entre-deux-guerres, les bêtes à cornes sont les plus nombreuses sur le territoire. Elles sont en effet moins touchées par les réquisitions de 1914 à 1918 et offrent davantage de débouchés. Leur effectif croît de 2,8% entre 1912 et 1929. Mais, dans les années 1930, le nombre de bovins explose sur le territoire. De 1929 à 1936, il progresse de 17%, passant de 34 070 à 39 750 têtes. En 1940, le troupeau dépasse les 41 000 bêtes.

Comme en 1912, Hesdin et Montreuil font partie des espaces disposant des densités de bovins les plus élevées de l'arrondissement. Le nombre d'animaux pour 100 ha de surface agricole utile est de 46,7 autour d'Hesdin et de 37,9 autour de Montreuil en 1929. Néanmoins, le canton de Fruges, qui voit son cheptel de bêtes à cornes augmenter de 17% entre 1912¹²⁶ et 1929 occupe désormais la deuxième place derrière la région d'Hesdin, avec une densité de peuplement de 38,3. Le Haut-Pays semble quelque peu avoir comblé son retard avec le reste du Montreuillois¹²⁷. Sur le territoire d'Hucqueliers, le nombre de bovins progresse de 6,6% entre 1912 et 1929. Il est de 34 pour 100 ha de surface agricole utile en 1929. Les cantons de Campagne et d'Étaples sont en retrait avec des densités de peuplement autour de 32.

Dans le Montreuillois, le cheptel compte 52 % de vaches laitières en 1929. La production de lait est donc prédominante sur le territoire. Elle est de 354 176 hl en 1929. Les cantons d'Hucqueliers, de Fruges et de Montreuil dispose d'ailleurs des troupeaux les plus importants. Toutefois, les meilleures vaches, c'est-à-dire celles qui produisent le plus de lait, se situent dans les régions de Campagne et d'Étaples, en 1929. En effet, la quantité de lait que donne un animal en moyenne par an est de 2122 litres autour de Campagne et de 2143 litres autour d'Étaples, alors qu'elle n'est que de 1859 litres sur le territoire d'Hucqueliers et de

¹²² À Thérouanne, environ 16 000 porcelets sont vendus en moyenne chaque année dans les années 1930.

¹²³ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 332.

¹²⁴ *Ibidem*, p 293.

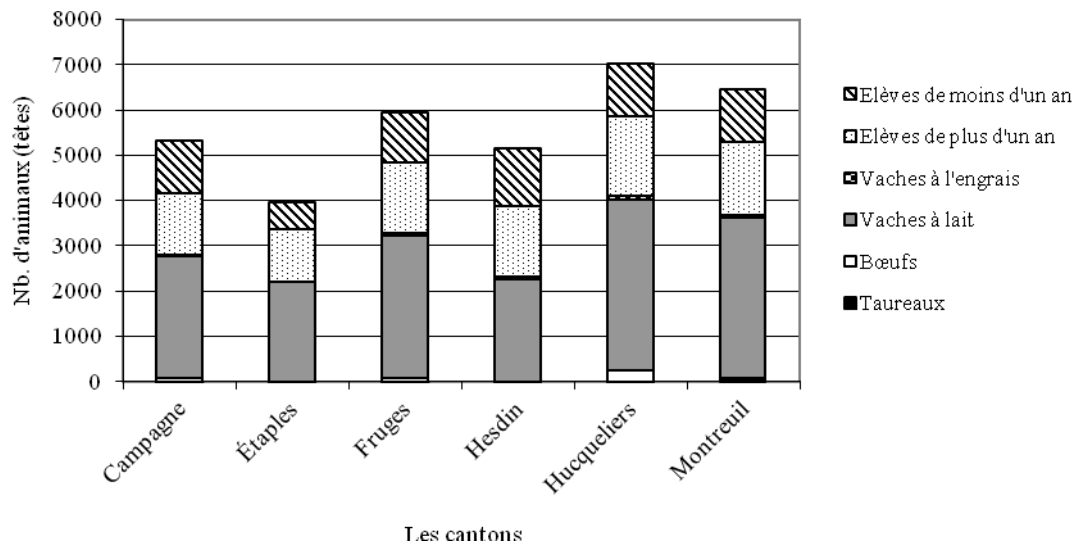
¹²⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 7M1153.

¹²⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

¹²⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

1973 litres sur celui de Montreuil¹²⁸. Les faibles rendements autour d'Hucqueliers résultent avant tout de la prédominance de bovins de race ancienne, peu améliorée, comme la vache « bournisienne »¹²⁹. Dans les communes situées sur le littoral et autour de Campagne, la politique d'introduction de taureaux flamands par la Société d'agriculture de Montreuil joue probablement un rôle dans l'accroissement de la productivité laitière, ainsi que le Syndicat d'élevage et de contrôle laitier de Berck fondé en 1926. Le lait est consommé ou vendu, notamment sous forme de beurre, par les cultivateurs sur les marchés ou directement à la ferme. Mais, à partir de 1930, une partie de la production est traitée par la Laiterie coopérative de Verton.

Document 104 : La répartition des bovins par canton dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1929



Source : d'après l'enquête agricole de 1929

L'utilisation du lait

Dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, l'utilisation de lait varie selon les régions agricoles. En 1937, dans les Bas-champs, c'est-à-dire dans les communes du Littoral situées entre la Canche et l'Authie, 18% de la production laitière est directement consommée à la ferme, 40,3% est vendue, principalement sous forme de beurre, et enfin 42% est ramassée et traitée par une laiterie, notamment par la Coopérative laitière de Verton¹³⁰. Dans les autres communes de l'arrondissement¹³¹, environ 29% du lait est consommé à la ferme, 22,5% est commercialisée et 48% est ramassé. La proximité des éleveurs du littoral des centres urbains et balnéaires peut expliquer l'importance de la vente directe de beurre aux particuliers, notamment l'été.

¹²⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

¹²⁹ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 253.

¹³⁰ Arch. dép., 37W205, Enquête sur la production laitière.

¹³¹ Dans l'enquête agricole, les autres communes de l'arrondissement de Montreuil sont classées dans la région « Haut-Boulonnais », tout comme les cantons de Licques, Lumbres et Fauquembergues. Les données sont donc des moyennes pour l'ensemble de cet espace et non pas uniquement pour les cantons de l'arrondissement.

Dans les Bas-Champs comme dans le reste du Montreuillois, le lait consommée directement dans l'exploitation sert pour les 4/5 à nourrir les êtres humains et est principalement transformé en beurre.

Le lait traité par la Laiterie coopérative de Verton provient exclusivement de l'arrondissement de Montreuil, principalement des cantons de Montreuil, Campagne et Hesdin, et de quelques communes situées en bordure de la Somme. Sur les 40 220 hl ramassés en 1937, 18 312 hl sont vendus sur les marchés allant de la côte de Dunkerque à Fort-Mahon et 7 000 hl sur Paris. Le reste est transformé sous différentes formes et commercialisé. Ainsi, 610 quintaux de beurre et 1 450 quintaux de fromages approvisionnent le littoral et le bassin minier, et 650 quintaux de lait écrémé en poudre les départements du Pas-de-Calais, du Nord et de la Somme. Le reste de la production retourne dans les exploitations agricoles sous forme de lait écrémé liquide¹³².

L'arrondissement, à l'exception de la zone côtière, produit plus de lait qu'il n'en consomme. Une partie de l'excédent de la production est vendue directement dans les villes du littoral montreuillois, comme Berck, Étaples et Le Touquet. Une autre approvisionne le bassin minier, les marchés des départements voisins et même la région parisienne, par l'intermédiaire de la Laiterie coopérative de Verton. Enfin, quelques communes du canton de Fruges et d'Hesdin alimentent la laiterie de St-Pol-sur-Ternoise, et quelques communes du canton d'Hucqueliers la ville de Boulogne-sur-Mer¹³³.

Un retard par rapport au reste du département ?

Dans les arrondissements de Montreuil et de Saint-Pol, la production de lait est excédentaire, alors que dans le bassin houiller, le littoral boulonnais, la partie est de l'Audomarois et l'Artois, elle est nettement déficitaire¹³⁴. La densité de la population étant plus faible dans le Montreuillois, et plus particulièrement dans les quatre cantons de l'intérieur, le nombre de consommateur est réduit. De plus, Montreuil est l'un des arrondissements du département qui dispose d'une des plus faibles proportions de citadins, et donc d'acheteurs de produits laitiers.

Toutefois, le territoire dispose toujours d'une densité de bovins inférieure aux autres arrondissements. En 1929, le nombre de têtes de bétail pour 100 hectares de surface agricole utile est de 36,6, contre 37,9 en moyenne dans le département¹³⁵. L'écart, qui se réduit, résulte de la perte importante de bêtes à cornes pendant la guerre dans l'est du département. En 1927¹³⁶, le département renferme moins de bovins qu'en 1912¹³⁷. Le cheptel compte 8,5% d'animaux en moins. Mais, au cours de la même période, le nombre de bêtes croît de près de 2% dans le Montreuillois¹³⁸. Dans la dernière décennie, le décalage s'accroît, puisque les effectifs augmentent de 18% entre 1929 et 1934 et de 41% entre 1929 et 1942¹³⁹ dans le Pas-de-Calais, alors qu'ils ne progressent que de 17% entre 1929 et 1936 et de 20,6% entre 1929 et 1940¹⁴⁰ dans l'arrondissement. Le retard persiste aussi dans la sélection des animaux. En effet, les bovins de race ancienne, peu améliorée, comme la vache « bournisienne » prédominent toujours dans le Montreuillois, et plus particulièrement dans le Haut-Pays¹⁴¹. Les

¹³² Arch. dép., *Op. cit.*, 37W205.

¹³³ Annexe 28.

¹³⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W205.

¹³⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W22.

¹³⁶ TRIBONDEAU J., *Op. cit.*, p 52.

¹³⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, M1326.

¹³⁸ Arch. dép., M1351, Statistique agricole annuelle, 1927, arrondissements de Montreuil et de Boulogne.

¹³⁹ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 225.

¹⁴⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, M1368.

¹⁴¹ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 253.

animaux de race flamande ou hollandaise, plus productifs¹⁴², sont moins répandus que dans l'est du département. Le retard peut résulter des mentalités conservatrices des éleveurs, mais aussi d'une politique limitée de la Société d'agriculture de Montreuil en faveur de l'élevage bovin. L'association semble préférer soutenir les filières ovines et chevalines, qui sont les plus en difficulté. En effet, les concours agricoles organisés par l'association sont principalement consacrés aux juments poulinières et aux moutons.

Dans l'entre-deux-guerres, l'arrondissement de Montreuil est marqué par un véritable progrès des méthodes de production. La jachère tend à disparaître et l'utilisation des engrais est croissante. Toutefois, le retard persiste par rapport aux autres arrondissements. En effet, la plupart des exploitants sur le territoire, et plus particulièrement dans le Haut-Pays, emploient encore peu de fertilisants chimiques et la pratique d'un assolement triennal traditionnel persiste plus largement que dans le reste du département. La période se caractérise aussi par une disparition progressive du méteil et du seigle, au profit du froment et l'avoine, mais aussi par une augmentation des surfaces consacrées à la betterave industrielle. Les rendements à l'hectare des céréales et des plantes sarclées sont en hausse, même s'ils restent nettement inférieurs à ceux des autres arrondissements du Pas-de-Calais.

De 1918 à 1940, les paysans de l'arrondissement se tournent de plus en plus vers l'élevage. Les surfaces en herbes progressent au détriment des labours et la culture de la betterave fourragère explose en surface, notamment dans le Haut-Pays. L'arrondissement concentre les cheptels d'ovins et de porcins les plus importants du département. Il produit également plus de lait qu'il n'en consomme. Il est incontestablement, dans l'entre-deux-guerres, l'une des plus grandes régions d'élevage du Pas-de-Calais, même si les animaux de race améliorée sont moins répandus que sur d'autres territoires, comme l'Artois et le Béthunois. Le Pas-de-Calais étant à cette époque l'un des premiers départements agricoles français sur le plan productif, son retard par rapport à l'Artois, au Béthunois et à l'Audomarois est relatif.

À l'échelle cantonale, de fortes disparités subsistent. Dans les cantons d'Hesdin, d'Hucqueliers et de Fruges, l'élevage est privilégié, alors qu'autour de Campagne et sur le Littoral, les cultures industrielles sont prépondérantes, comme celles de la betterave à sucre et du tabac.

La Grande Guerre ne constitue pas un véritable tournant dans l'évolution des productions animales et végétales, mais elle a accéléré le déclin de certaines filières, comme celle du mouton. Elle a aussi ralenti le développement de certains types de cultures et secteurs d'élevage. L'agriculture montreuilloise ne retrouve son niveau de production d'avant guerre que vers la fin des années 1920. Malgré la crise économique, la décennie 1930 est marquée par un véritable développement des cultures et de l'élevage. Mais en 1939 éclate la Seconde Guerre mondiale.

¹⁴² Dans l'entre-deux-guerres, les meilleures vaches flamandes peuvent produire entre 3600 et 4000 litres de lait par an. À titre de comparaison, la production annuelle moyenne de lait par vache, en 1929, dans l'arrondissement de Montreuil, est de 2018 litres.

PARTIE III

UNE VÉRITABLE « RÉVOLUTION AGRICOLE » DANS L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CHAPITRE 9 : L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Les années 1920 et 1930 sont marquées dans l'arrondissement de Montreuil par un véritable développement des cultures et de l'élevage, mais aussi par une généralisation des machines dans les exploitations et l'apparition d'outils motorisés. Mais en 1939 éclate la Seconde Guerre mondiale. L'agriculture est de nouveau affaiblie par les réquisitions et la mobilisation des hommes prive de main-d'œuvre une grande partie des exploitations. La même année, quelques semaines avant la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, des habitants du sud de l'arrondissement de Montreuil sont victimes d'une catastrophe naturelle. Le 29 juin 1939, un violent orage éclate dans le canton d'Hesdin¹. Un torrent de boue dévale dans les rues de Mouriez et de Tortefontaine, atteignant par endroit près de trois mètres de hauteur. De nombreux animaux périssent, des arbres sont déracinés, des demeures s'écroulent. Même l'église de Tortefontaine est touchée. Aucun habitant n'a perdu la vie, mais les dommages sont considérables. Ces derniers sont en effet estimés à près de deux millions et demi de francs. Mais, à peine remis du traumatisme, les habitants subissent l'invasion puis l'occupation allemande pendant quatre longues années.

I) Vivre sous l'occupation allemande

De la mobilisation à l'arrivée des Allemands

La « drôle de guerre »

« Pendant toute la semaine grande inquiétude au sujet de la guerre : heureusement temps favorable pour la rentrée de la moisson »². Cette phrase, écrite dans le registre des annonces paroissiales de Preures, quelques jours précédant l'entrée en guerre de la France, illustre l'atmosphère qui règne dans les campagnes montreuilloises³. La manière dont se déroule la mobilisation générale est d'ailleurs décrite au jour le jour dans le manuscrit. Le premier septembre 1939, les premiers chevaux sont réquisitionnés et les paysans mobilisés quittent la localité en train, dans le calme. Le dimanche 3 septembre, le jour de la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne nazie, une procession en l'honneur de saint Adrien est organisée. Le jour suivant, il est signalé qu'après le départ du train de quatre heures du matin, emmenant des jeunes hommes du village à la guerre, de nombreuses familles viennent communier. Les 5, 6 et 7 septembre, des évacués de Boulogne-sur-Mer affluent dans la commune et sont accueillis dans l'ancienne école privée. Des habitants du Nord migrent également dans l'arrondissement au cours du mois de septembre et s'installent principalement à Montreuil et à Berck⁴, probablement pour éviter de vivre de nouveau, comme en 1914-1918, l'occupation ennemie.

¹ *Journal de Montreuil*, 02.07.1939.

² Archives diocésaines d'Arras, 4Z253/26, Registre des annonces paroissiales de Preures.

³ Les pages rédigées dans le registre de paroisse en 1939 ne le sont plus par le curé lui-même, l'abbé Thobois. Souffrant, ce dernier a probablement délégué cette tâche à un fidèle. En effet, l'auteur utilise l'expression « notre curé » pour parler de l'abbé Thobois. Il indique d'ailleurs à la date du 2 septembre 1939 que celui-ci entre dans sa quatre-vingt-cinquième année et qu'il a vécu la guerre d'Italie en 1859, la guerre de 1870, alors qu'il était au petit Séminaire d'Arras, la Grande Guerre, et enfin qu'il est en train d'assister à la mobilisation de septembre 1939. B. J. Thobois décède le 27 octobre 1939.

⁴ *Journal de Montreuil*, 17.09.1939.

Dans le registre des annonces paroissiales de Preures, il est indiqué que le 8 septembre, lors des premiers combats, les Français sont surpris par les automitrailleuses. Le 14 septembre, l'avance des troupes françaises en Belgique semble rassurer les habitants et les jours suivants les évacués de Boulogne retournent chez eux. L'arrivée rapide du corps expéditionnaire britannique dans le département, ainsi que la présence d'importantes troupes françaises dans l'arrondissement, contribuent probablement aussi à apaiser les inquiétudes. Le Nord de la France est dès l'entrée en guerre inclus dans la zone des armées.

Comme en 1914-1918, la ville de Montreuil devient une plaque tournante dans l'organisation des opérations militaires. La cité se trouve dans la zone de stationnement de la VII^e armée. Traversée par la route nationale n°1, reliant Paris au littoral boulonnais, et par la ligne de chemin de fer Arras-Boulogne, elle occupe une véritable position de carrefour sur le plan stratégique. Elle accueille les États-Majors de divisions, comme la 4^e division d'Infanterie en janvier 1940⁵. Les soldats français logent chez l'habitant dans les villages environnants.

L'annonce de la déclaration de la guerre n'est pas vraiment une surprise pour la population. Des habitants de l'arrondissement s'y préparent depuis des mois. C'est notamment le cas, dès 1937, de quelques Étaplois qui fondent une organisation appelée la Société des « Amis de Quentovic » et dont le but est de mettre en place et d'organiser la Défense passive de la ville, principalement en réaménageant les abris souterrains utilisés en 1914-1918, pour assurer la sécurité des civils lors d'éventuels bombardements. Les membres de l'association sont peu nombreux et se heurtent à l'incompréhension des élus et notamment du maire de la commune qui ne croit pas à « l'imminence du danger »⁶.

Les Montreuillois semblent plutôt confiants et ne croient pas à l'offensive ennemie. En effet, au cours de la période appelée « drôle de guerre », dans le *Journal de Montreuil*, de nombreux articles vantent la supériorité des armées française et britannique. C'est notamment le cas dans l'édition du 22 octobre 1939. Dans un article intitulé « Hitler Hésite », il est écrit que le chancelier allemand « découvre que sa supériorité militaire n'est point telle que lui affirmait son état-major » et qu'il a commis des « fautes de calcul » en pensant que la France n'allait pas réagir lors de l'invasion de la Pologne. Enfin, le journaliste conclut par « ces hésitations de l'ennemi sont un bon signe pour nous », en rappelant au préalable l'efficacité du « blocus » français. Certains Montreuillois semblent donc plutôt optimistes.

Mais la satisfaction n'est que de courte durée, car la *Wehrmacht* entre en Belgique et en Hollande le 10 mai et progresse rapidement.

L'invasion allemande

De la déclaration de guerre de septembre 1939 au début du mois de mai 1940, l'armée allemande ne mène pas de véritables offensives contre l'armée française. Les combats se limitent à quelques embuscades. Les soldats français sont retranchés derrière la ligne Maginot, réputée infranchissable, et attendent l'attaque ennemie. Cette période d'attente d'un réel affrontement permet aux armées françaises et britanniques de développer leur capacité en matière d'armement, en s'appuyant sur les ressources de leurs Empires coloniaux et en important des États-Unis du matériel militaire. Le temps joue en effet en faveur des Alliés qui ont un retard de plusieurs années à rattraper en matière de réarmement sur leur ennemi⁷.

⁵ DEPRE B., « Le poids de la présence allemande à Montreuil-sur-mer » in *Mémoires de guerre*, n° 11, 1999, p 101-144, p102.

⁶ BAUDELICQUE P., *Histoire d'Étaples des origines à nos jours*, Saint-Josse-sur-Mer, Imprimerie du Moulin, 1996, Tome II, 522 p., p 237.

⁷ MASSON Ph. (dir.), *La Seconde Guerre mondiale, campagnes et batailles*, Larousse, Paris, 1992, 430 p., p 32.

Mais brusquement, le 10 mai 1940, la *Wehrmacht* envahit la Belgique et la Hollande. Au même moment, la *Luftwaffe* bombarde les terrains d'aviation situés dans le nord de la France. Presque tous les avions *Hurricane* de la *Royal Air Force* stationnés dans l'aérodrome du Touquet sont détruits. À Berck, les appareils ne sont pas touchés⁸. Cependant quatre hommes présents sur la base aéronautique navale trouvent la mort : l'officier des équipages pilotes Georges Pasques, le maître mitrailleur bombardier Henri Gobert, le quartier maître arrimeur Félicien Lamour et le matelot sans spécialité Désiré Coïc⁹. Le 10 mai 1940, au matin, la VII^e armée du général Giraud quitte le littoral et se dirige vers Bréda en Hollande pour affronter les troupes nazies. Elle est rejointe par le 12^e groupe de reconnaissance de la division d'infanterie cantonné dans le sud de l'arrondissement. Celui-ci franchit la frontière belge vers 10 heures. Les autres régiments de la 4^{ème} division d'infanterie quitte la région le 12 mai¹⁰.

Au même moment, de nombreux belges partent en exode pour fuir l'ennemi. L'avancée de la *Wehrmacht* est si rapide qu'ils sont quelques jours plus tard rejoints par de nombreux habitants du Nord. Des millions de réfugiés traversent ainsi le département du Pas-de-Calais pour gagner le littoral et la Somme. Ils atteignent le Montreuillois vers le 15 ou le 16 mai 1940¹¹. Les armées française et britannique sont mises en déroute. Alors que les Alliés concentrent leurs troupes en Belgique, les Nazis franchissent les Ardennes, réputées infranchissables, et se dirigent vers Sedan. La résistance française est relativement faible. L'ennemi progresse rapidement vers le littoral de la Manche dans le but d'encercler les armées alliées. Le 20 mai, au soir, les Allemands sont à Abbeville¹². Dans le même temps la 8^{ème} Panzer entre à Hesdin. Le jour suivant, les Nazis traversent Beaurainville. Une bataille sanglante a d'ailleurs lieu au carrefour dit « Les quatre routes ». Une unité française rencontre une unité de chars allemands. Le combat est particulièrement violent : 32 militaires français et anglais et 20 civils, dont 9 réfugiés de nationalité belge, sont tués¹³. Le 22 mai, les Allemands sont à Montreuil. Dans le même temps, ils traversent Campagne-lès-Boulonnais, à l'extrémité nord-est de l'arrondissement¹⁴. Cinq jours plus tard, ils occupent l'ensemble du département du Pas-de-Calais.

Une présence allemande imposante

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais sont immédiatement rattachés au commandement militaire de Bruxelles. Ils sont placés dans une « zone réservée » à partir du 7 juillet 1940, à l'intérieur d'une « zone interdite ». Celle-ci se traduit par une véritable coupure avec le reste du territoire français et la présence d'une frontière suivant les limites séparant le Pas-de-Calais de la Somme¹⁵. Hitler a le projet d'annexer les deux départements du Nord qu'il considère comme étant historiquement une terre allemande qui leur avait été volée. La partie nord de la France correspond à l'extrémité ouest de la Lotharingie, créée à la mort de

⁸ BAUDELICQUE P, *Op. cit.*, p 253.

⁹ Une stèle est érigée le 10 mai 2003 à Berck à la mémoire des quatre hommes morts le 10 mai 1940 lors des bombardements allemands.

¹⁰ VASSEUR L., *Journal de guerre 1939-1945 dans le pays de Montreuil*, tome 1 : *L'invasion (1938-1940)*, Bibliothèque des Éditions locales, Montreuil-sur-Mer, 1973, p 106.

¹¹ LESAGE R., « La défaite de 1940 dans le Haut-pays » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°17, 1979, p 27-52, p 33.

¹² *Ibidem*.

¹³ Une stèle est érigée le 8 mai 1982 à l'emplacement du combat du 21 mai 1940 à la mémoire des 52 victimes militaires et civiles.

¹⁴ LESAGE R., *Campagne-lès-Boulonnais à travers les siècles, études et documents*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, 1997, 272 p., p 204.

¹⁵ Cette frontière est supprimée en décembre 1941.

Charlemagne, il y a plus d'un millénaire. Le général Alfred Jodl, proche du *Führer*, note dans son journal que celui-ci aurait déclaré le 20 mai 1940 que « toutes les régions et tous les biens qui avaient été volés au peuple allemand depuis quatre siècles seraient restitués »¹⁶.

En raison de la préparation d'une offensive contre l'Angleterre, l'occupation du Montreuillois par les troupes allemandes est dense. L'arrondissement se trouve en effet dans la « zone rouge », correspondant au littoral et l'arrière-pays immédiat qui fait face aux Îles britanniques. La forte présence militaire ennemie rend la vie des Montreuillois et des habitants du Nord de la France plus difficile que sur le reste du territoire français.

La peur des habitants

La plupart des Montreuillois sont surpris de l'avancée aussi rapide des troupes allemandes. Dans certaines communes, les premiers soldats nazis sont pris pour des Anglais et des Hollandais. À Verchocq, les villageois applaudissent les militaires, pensant que ces derniers sont des alliés¹⁷. Les habitants sont impressionnés de voir une armée aussi bien organisée. Mais l'étonnement laisse rapidement place à l'inquiétude et à l'effroi.

Les civils montreuillois ont évidemment entendu parler du calvaire qu'ont vécu les habitants du Nord pendant la Grande Guerre. La peur de vivre une occupation ennemie et d'être victime d'atrocités est palpable. Elle est alimentée par les nombreux massacres de population qui ont lieu lors de la percée allemande de mai 1940 sur les territoires belges et français. Le colonel Lhermitte, correspondant du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, recense 474 civils assassinés par les Allemands dans le Pas-de-Calais au cours des mois de mai et de juin 1940¹⁸. Au cours de la même période, l'historien Jean-Luc Leleu en dénombre plus de 600 pour les deux départements du Nord de la France¹⁹. À Bourthes notamment, dans le nord-est de l'arrondissement, les Allemands pénètrent dans les habitations avec des grenades à la main pour rechercher d'éventuels combattants, alignant au passage les occupants contre le mur²⁰. Ce sentiment de peur persiste tout au long de la guerre. Les importants bombardements alliés sur le territoire, principalement en 1943 et 1944, en raison de la proximité de l'arrondissement avec l'Angleterre et de l'importante présence militaire allemande, alimente aussi cette atmosphère d'effroi. Ils sont à l'origine de nombreux morts, mais aussi de la destruction de maisons, de bâtiments agricoles et de troupeaux. Parfois, des V1 lancés par les nazis sur Londres n'atteignent pas leur cible et s'écrasent également dans l'arrondissement de Montreuil. C'est notamment le cas en juin 1944, à l'aurore, dans un champ à Preures. Un cultivateur, présent sur les lieux, à 200 mètres de l'impact, est surpris par l'arrivée de l'engin explosif. La bombe a brûlé les tiges de blé sur un rayon de soixante mètres et a creusé un cratère de plus de trois mètres de profondeur²¹.

Alors que dans certains villages, le contact est brutal, dans d'autres, les Allemands distribuent toutes sortes de produits de consommation, comme des cigarettes aux adultes et des friandises aux enfants. C'est notamment le cas dans le canton de Fruges, à Coupelle-

¹⁶ DE JONGHE A., « L'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France » in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°1, Bruxelles, août 1970, p 67-127, p 84.

¹⁷ LESAGE R., « La défaite de 1940 dans le Haut-pays » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°17, 1979, p 27-52, p 43.

¹⁸ FOSSIER J., *Zone interdite, Nord-Pas-de-Calais*, Éditions Sociales, Paris, 1977, 782 p., p 38.

¹⁹ LELEU J.-L., « La division SS-Totenkopf face à la population civile du Nord de la France en mai 1940 » in *Revue du Nord*, tome 83, n°342, octobre-décembre 2001, p 831-840.

²⁰ LESAGE R., « La défaite de 1940 dans le Haut-pays » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°17, 1979, p 27-52, p 43.

²¹ DARRAS M., « Notes pouvant servir à l'Histoire de l'occupation et de la libération dans le canton d'Hucqueliers » in *Mémoires de guerre*, n°5, 1993, p 121-133, p 128.

Neuve²². Durant les quatre années d'occupation, les habitants de l'arrondissement de Montreuil doivent cohabiter avec les soldats ennemis, très présents sur le territoire pour les raisons précédemment évoquées. Ceux-ci logent chez les autochtones, ce qui rend évidemment difficile la vie quotidienne des habitants, qui se sentent en permanence surveiller et qui sont victimes de réquisitions de plus en plus lourdes. Dans ces conditions, le sentiment d'anglophilie ne peut que prédominer²³ et le nombre de partisans du régime de Vichy rester faible. Bien que la peur prévaut, il est important de souligner que parfois les tensions s'apaisent entre les habitants et les occupants, comme en témoigne notamment le match de football opposant les villageois aux soldats allemands qui a lieu à Campagne-lès-Boulois pendant la guerre²⁴.

Des conditions de vie difficiles

À leur arrivée, les Allemands réquisitionnent des logements. Pour garantir leur sécurité, ils imposent à la population de déposer leurs armes et munitions dans les mairies. Mais la plupart des habitants préfèrent les cacher²⁵. Les postes de radio sont également confisqués. Des caches sur les lumières doivent être appliqués et un couvre-feu est mis en place. L'heure officielle est désormais l'heure allemande. Le droit pénal allemand est introduit dans les deux départements du Nord. La zone occupée se trouve subordonnée au gouvernement militaire allemand dès juin 1940. L'administration militaire se calque sur les divisions administratives françaises. L'arrondissement de Montreuil se trouve ainsi géré par l'*Ortskommandantur* 771 qui prend le nom de *Kreiskommandantur* 771 à partir de février 1941. L'occupant impose aussi sa monnaie qui est rapidement mise en circulation. La valeur du *reichsmark* est fixée à vingt francs.

La présence allemande s'accompagne de nombreuses confiscations dont les plus importantes sont celles des produits agricoles et du bétail. Pour mener les réquisitions, les Allemands recrutent des contrôleurs parmi la population. Ceux-ci peuvent procéder à des perquisitions, en cas de refus de la part du cultivateur de livrer sa récolte. Des centres de réception des produits agricoles sont créés sur le territoire. Parmi les 21 existants dans le Pas-de-Calais, deux sont installés dans l'arrondissement : le centre n°9 à Hesdin, dirigé par Gustave Denoyelle de Marconnelle, et le centre n°10 à Montreuil, géré par Octave Corne, le président de la Société d'agriculture de Montreuil. Les cultivateurs des cantons d'Hucqueliers et de Fruges livrent leurs produits agricoles hors du Montreuillois, respectivement dans le centre n°3, à Desvres, administré par Paul Lecerf de Clenleu, et dans le centre n°8, à Anvin, géré par Jules Mouton, un ingénieur agricole²⁶.

L'agriculture montreuilloise se trouve rapidement dans l'incapacité de satisfaire les besoins en matière de denrées alimentaires à la fois pour la population civile et l'armée

²² LESAGE R., « La défaite de 1940 dans le Haut-pays » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°17, 1979, p 27-52, p 43.

²³ DEJONGHE É. et LE MANER Y., *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande, (1940-1944)*, La Voix du Nord, Lille, 1999, 400 p. Dans leur ouvrage, les auteurs montrent à quel point les habitants du Nord et du Pas-de-Calais sont anglophiles.

²⁴ BREBION A., SPECQUE R. et TALLEUX P., « La période 1939-45 à Campagne-les-Boulois : témoignage de ceux qui eurent 20 ans dans les années noires » in *Mémoires de guerre*, n°03, 1991, p 81-84, p 84. En contrepartie, les habitants auraient obtenu un horaire de couvre-feu plus tardif.

²⁵ Marcelle Talleux fait part de ses souvenirs de l'Occupation autour d'Hucqueliers dans un article publié par le Comité d'Histoire du Haut-Pays en 1992. Elle fait notamment allusion à un revolver et une épée, des vestiges de la Grande Guerre, que son père tenta de dissimuler dans la grange d'une ferme voisine de l'habitation familiale. Mais malheureusement le bâtiment était occupé par des soldats allemands. Les armes furent donc confisquées. TALLEUX M., « Souvenirs de l'occupation et de la Libération en pays d'Hucqueliers » in *Mémoires de guerre* n° 4, 1992, p 83-87, p 83.

²⁶ Arch. dép., 37W125, Rapports généraux avec le ravitaillement général.

allemande. Un système de rationnement est rapidement mis en place. Il apparaît d'ailleurs dès le début de la guerre, avant même l'invasion du territoire par l'armée ennemie. À partir du 15 janvier 1940, il est notamment interdit de commercialiser de la viande de bœuf, de veau, de porc, de chèvre et de mouton, les lundi, mardi et vendredi. La chair de cheval peut être vendue toute la semaine, à l'exception du vendredi. Les restaurateurs ne peuvent servir plus d'un repas par jour et par client contenant de la viande, de quelque nature qu'elle soit. Le plat doit être composé de moins de 150 grammes de viande avec os ou de moins de 100 grammes de viande sans os²⁷. Des restrictions apparaissent aussi pour les autres denrées.

Mais les quantités attribuées aux habitants et les modalités d'attribution ne vont cesser de se durcir au cours du conflit, en raison de la baisse de la production agricole²⁸. Dès juin 1940, les Allemands organisent le rationnement de la population en instaurant des cartes d'alimentation. Ils fixent les produits devant être rationnés et la quantité à laquelle chaque individu a droit. Celle-ci varie en fonction de l'âge et de l'activité professionnelle. Des feuilles de tickets sont ainsi remises aux habitants par les mairies²⁹.

Document 105 : Les rations attribuées par catégories de consommateurs dans le Pas-de-Calais et le Nord du 25 novembre au 31 décembre 1940

Catégories Produits	Première catégorie : les consommateurs ordinaires	Deuxième catégorie : les travailleurs (industrie)	Troisième catégorie : les mineurs	Quatrième catégorie : les cultivateurs et les ouvriers agricoles
Pain	300 gr par jour	450 gr par jour	450 gr par jour	350 gr par jour
Viande	360 gr par semaine	525 gr par semaine	525 gr par semaine	néant
Matières grasses	100 gr par semaine	200 gr par semaine	235 gr par semaine	néant
Sucre	900 gr par mois	900 gr par mois	900 gr par mois	néant

Source : d'après un document des préfectures du Pas-de-Calais et du Nord mentionnant les instructions des services du ravitaillement général du Pas-de-Calais et du Nord.

En décembre 1940, aux habitants exerçant une profession demandant un effort physique important est attribuée une ration plus conséquente qu'aux autres consommateurs. Ainsi, un ouvrier travaillant dans l'industrie ou les mines dispose d'une quantité de pain 50 % supérieure à celle d'un individu ordinaire. Il en est pratiquement de même pour la viande. Le travailleur bénéficie aussi d'une double ration de matières grasses, c'est-à-dire de beurre et de fromage. À l'inverse, les cultivateurs et leurs salariés n'ont droit qu'à une seule denrée, celle qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes : le pain³⁰. Étant producteurs et éleveurs, ils se ravitaillent avec les produits de leur exploitation. Pour les mets plus rares, comme le café ou les pâtes, et les produits non alimentaires, comme le savon, les distributions sont irrégulières et se font selon les disponibilités. Une carte de lait est aussi mise en place : Les enfants âgés de moins de six ans bénéficient d'une distribution journalière de 0,75 litres, les enfants de six à quatorze ans d'un quart de litre, les femmes enceintes, les mères allaitants et les malades d'un demi-litre. Les rations pour les consommateurs ordinaires se stabilisent en 1942 à 300 grammes de pain par jour et 250 grammes de viande par semaine.

Parallèlement se met en place un marché noir qui s'intensifie à fur et à mesure que les rations s'amenuisent. La pratique subsiste après la Libération, jusqu'à ce que l'agriculture

²⁷ *Journal de Montreuil*, 21.01.1940.

²⁸ Les facteurs sont multiples et méritent d'être plus largement analysés. C'est pourquoi une partie entière de ce chapitre, la partie II, est consacrée à la situation de l'agriculture montreuilloise pendant la guerre.

²⁹ Les tickets sont de couleur jaune pour le pain, bleue pour la viande, le fromage et les matières grasses.

³⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W125.

française retrouve son niveau de production d'avant la guerre³¹. Elle est évidemment interdite et réprimée par les autorités allemandes, puis françaises après 1944. La raréfaction des denrées distribuées entraîne non seulement un essor du marché noir, mais aussi une multiplication des viandes de mauvaises qualités ou malsaines, dangereuses pour la santé, et une hausse des prix. Ainsi d'août 1939 à mars 1942, la valeur d'un kilogramme de pomme de terre quadruple et celle d'une livre de beurre est multipliée par 2,7³².

Les règles drastiques imposées par les occupants, ainsi que les nombreuses réquisitions, ne peuvent qu'entretenir le sentiment antiallemand qu'éprouvent certains Montreuillois depuis mai 1940. Des habitants n'hésitent d'ailleurs pas à s'engager dans la résistance.

L'engagement des Montreuillois dans la résistance

La forte présence militaire allemande, la violence de l'invasion, les menaces d'annexion, l'imposition de lourdes réquisitions et la peur ressentie par les habitants font que le sentiment germanophobe est plus important dans les départements du Pas-de-Calais et du Nord que sur le reste du territoire français. La volonté des nazis de lancer une offensive contre l'Angleterre a pour conséquence une forte concentration de militaires sur le littoral et donc dans l'arrondissement de Montreuil. Celle-ci s'atténue du printemps 1941. Mais, à partir de 1943, en raison de la construction de rampes de lancement pour les bombes volantes et de la menace d'un débarquement allié, la présence ennemie se renforce. Elle est particulièrement pesante pour les habitants et plus particulièrement pour les cultivateurs qui se sentent étroitement surveillés. De nombreux Allemands logent en effet dans les exploitations agricoles. Certes des Montreuillois collaborent avec les nazis, mais pour des profits immédiats³³. Ils sont peu nombreux à vouloir la victoire des nazis³⁴. D'ailleurs, malgré les récompenses proposées par les Allemands aux délateurs, peu d'habitants dénoncent les familles recueillant et cachant les pilotes alliés³⁵.

Qu'est-ce qu'un résistant ?

L'importance des troupes allemandes stationnées dans le Montreuillois rend difficile tout acte de résistance. Le risque d'être découvert ou surpris par l'ennemi est en effet plus grand que sur le reste du territoire français. Il est évidemment difficile de quantifier le nombre de résistants, en raison du caractère lacunaire et incertain³⁶ des sources³⁷. Il l'est d'autant plus que la notion même de « résistant » est vague. Un résistant est « celui qui agit, pas forcément d'ailleurs dans une organisation »³⁸. En effet, « la limite est parfois floue avec ce que l'on appelle parfois la péri- ou l'infra-résistance, animée de l'esprit de résistance, beaucoup plus

³¹ La pratique du marché noir après la Libération est analysée dans la troisième partie de ce chapitre.

³² *L'Agriculture de la région du Nord*, 02.05.1942.

³³ Il est ici question du marché noir qui est particulièrement rentable avec les soldats allemands.

³⁴ LESAGE R., « Occupants et occupés dans le Haut-Pays d'Artois de 1940 à 1944 » in *MEMOR*, n°7, juin 1987, p 25.

³⁵ La collaboration est traitée dans la troisième partie de ce chapitre.

³⁶ À la Libération, de nombreux habitants dénoncent la présence de « résistants de dernière minute ».

³⁷ Le colonel Fernand Lhermitte en recense pour le Pas-de-Calais un peu plus de 5000. Pour la plupart des historiens de la résistance, comme René Lesage, leur nombre est beaucoup plus important. Mais comme les actions sont clandestines, il est difficile d'avoir une estimation précise.

³⁸ LESAGE R., « L'engagement des paysans dans la Résistance : l'exemple du Pas-de-Calais », in VANDERBUSSCHE R. (dir.), *L'engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)*, Villeneuve d'Ascq, IRHiS (« Histoire et littérature de l'Europe du Nord-Ouest », n° 33), 2003, p. 13-26.

largement répandue, terreau nécessaire dans lequel s'enracine l'action, mais dont les tenants ne s'engagent pas nécessairement »³⁹. Un paysan qui refuse de livrer son grain aux Allemands peut donc être considéré comme un résistant, puisqu'il perturbe le ravitaillement des troupes ennemies. C'est notamment le cas d'un cultivateur de Bezinghem, au début de la guerre. Pour cela, il aurait été condamné à vingt jours de prison ou à verser deux mille francs d'amende⁴⁰. À Preures, des éleveurs auraient dissimulé leurs chevaux dans le Bois Noël pour éviter les réquisitions allemandes⁴¹. D'autres, dans la même localité, auraient caché au même endroit, en 1940, des réfugiés du bassin minier appartenant à la communauté juive polonaise, afin que ces derniers soient acheminés en lieu sûr⁴².

Dès 1940, de nombreux paysans aident les soldats alliés, qui n'ont pas pu rejoindre l'Angleterre lors de la bataille de Dunkerque, à fuir la région. Et c'est ainsi qu'ils entrent naturellement en résistance, « par simple réflexe nourri d'anglophilie et de patriotisme »⁴³. D'autres habitants s'adonnent à des actes de sabotage, notamment des lignes téléphoniques. C'est le cas d'un belge réfugié au Touquet. Avec la boulonnaise Blanche Paugam, il est l'un des premiers résistants condamnés à mort par les tribunaux d'Arras et de Lille les 17 et 24 septembre 1940. Il ne sera finalement pas exécuté, mais déporté. Au cours de la première année d'occupation, sectionner un câble est d'ailleurs plus durement réprimé qu'apporter une aide à un soldat allié ou dissimuler des armes. La difficulté de trouver le coupable d'un tel acte expliquerait la sévérité de la peine⁴⁴. Malgré les risques encourus, la résistance s'organise. De véritables réseaux clandestins d'évasion pour les soldats alliés puis de récupération des pilotes abattus naissent.

L'apparition de mouvements de résistance dans le Montreuillois

Des mouvements de résistance apparaissent dans le Nord et le Pas-de-Calais. C'est notamment le cas à l'été 1941 de l'Organisation civile et militaire, OCM, principalement implantée sur le littoral et dans l'Audomarois. En août 1942, par l'intermédiaire de Jules Catoire et de Fernand Derôme, le professeur François, chef militaire de l'OCM pour le Pas-de-Calais, nomme Fernand Lhermitte⁴⁵ comme responsable de l'arrondissement de Montreuil. Ce dernier a la charge de désigner des chefs de canton et de structurer le réseau sur le territoire. En 1943, l'OCM est bien implantée dans l'arrondissement⁴⁶. Fernand Lhermitte n'est pas seulement responsable des cantons de l'arrondissement, mais aussi de ceux du Parc

³⁹ LESAGE R., « L'engagement des paysans dans la Résistance : l'exemple du Pas-de-Calais », in VANDERBUSSCHE R. (dir.), *L'engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)*, Villeneuve d'Ascq, IRHiS (« Histoire et littérature de l'Europe du Nord-Ouest », n° 33), 2003, p. 13-26.

⁴⁰ DARRAS M., *Op. cit.*, p 121. Le témoignage a été recueilli par l'auteur lui-même auprès du cultivateur concerné.

⁴¹ Témoignage directement recueilli en 2008 auprès de Roger Forestier (1930-2012) vivant dans la ferme familiale à Preures pendant la guerre.

⁴² Témoignage recueilli en 2013 auprès de Rose Noyelle Forestier, née en 1940. L'un des cultivateurs était Richard Forestier (1902-1941), son père. D'après ce dernier, les individus portaient sur leurs vêtements une croix bleue. Parmi eux figurait un enseignant. En 1952, celui-ci envoya une lettre de remerciement à la famille Forestier dans laquelle il proposa à Rose Noyelle Forestier de venir faire des études à Comines. La famille déclina l'offre.

⁴³ LESAGE R., « L'engagement des paysans dans la Résistance : l'exemple du Pas-de-Calais », in VANDERBUSSCHE R. (dir.), *L'engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)*, Villeneuve d'Ascq, IRHiS (« Histoire et littérature de l'Europe du Nord-Ouest », n° 33), 2003, p. 13-26.

⁴⁴ THIERY L., *La répression allemande dans le Nord de la France 1940-1944*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2013, 366 p., p 117.

⁴⁵ Le colonel Lhermitte est alors officier de réserve, demeurant à Maresquel.

⁴⁶ LHERMITTE F., « Historique de l'activité OCM dans le secteur de Montreuil-sur-mer » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 15-34, p 15.

et d'Heuchin, qui font partie de l'arrondissement de Saint-Pol. Recruter des membres de l'organisation est loin d'être aisé, car le risque d'être arrêté est important, compte-tenu de la densité de soldats nazis présents sur le territoire. Le 6 mars 1944, A. Vélut, l'adjoint de F. Lhermitte, et J. Dautremer, chef du canton de Campagne-lès-Hesdin Nord, responsables du dépôt d'Aix-en-Issart, sont notamment arrêtés, pris en flagrant délit de transport d'armes⁴⁷.

**Document 106 : Le groupe OCM du secteur de Montreuil
dirigé par Fernand Lhermitte en 1943**

Chef de secteur

Fernand Lhermitte
(Maresquel)

Adjoint

André Velut
Ingénieur des ponts et chaussées
(Campagne-lès-Hesdin)

Agents de liaison

Pierre Subille (Hesdin)
Jacques Germain (Maresquel)

Canton de Campagne-Lès-Hesdin Sud

Chef : G. Pichonnier
Adjoint : D. Ranger (Percepteur)
Agent de liaison : Delassus (S.N.C.F)

Canton de Campagne-Lès-Hesdin Nord

Chef : J. Dautremer (cultivateur à Aix-en-Issart)
Adjoint : V. Boudry (cultivateur à Lebiez)
Agent de liaison : F. Lhermitte

Canton d'Étaples

Chef : L. Hennequin (ingénieur des ponts et chaussées au Touquet)
Adjoint : H. Deleplace (instituteur à Étaples)
Agent de liaison : Letren (S.N.C.F)

Canton de Fruges

Chef : L. Levray (entrepreneur à Fruges)
Agent de liaison : A. Poulain (Hesdin)

Canton d'Hesdin

Chef : A. Poulain (entrepreneur à Hesdin)
Adjoint : Marais (employé à Hesdin)
Agent de liaison : G. Dumont (transporteur à Hesdin)

Canton d'Hucqueliers

Chef : Godbille (percepteur à Hucqueliers)
Adjoints : G. Péroy (maire de Wicquinghem)
R. Ducrocq (Cultivateur à Campagne-lès-Boulonnais)
Agent de liaison : M.-Th. Delrue (commerçante à Hucqueliers)

Canton du Parcq

Chef : C. Delrue (commerçant à Auchy-lès-Hesdin)
Adjoint : Daniel (retraité à Auchy-lès-Hesdin)
Agent de liaison : G. Dumont

Canton de Montreuil

Chef : M. Vilin (clerc de notaire à Montreuil-sur-Mer)
Adjoint : Gillet (garagiste à Montreuil-sur-Mer)
Agent de liaison : P. Subille.

Source : d'après les informations fournies par Fernand Lhermitte.

À partir de mai 1944, peu avant la Libération, Fernand Lhermitte a la charge de commander les secteurs de Boulogne-sur-Mer et de Saint-Omer. Jacques Germain, originaire de Maresquel, devient le responsable OCM de l'arrondissement de Montreuil. Seul le sous-

⁴⁷ LHERMITTE F., « Historique succinct du mouvement OCM-BOA dans le Pas-de-Calais » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 9-14, p 13.

secteur d'Hucqueliers reste sous le commandement de Fernand Lhermitte. Ce dernier s'installe à Campagne-lès-Boulonnais, probablement pour des raisons stratégiques puisque la commune se situe près de la Chaussée Brunehaut, un axe de communication majeur, et à la limite des deux arrondissements dont il a la charge.

Des groupes de résistants actifs

L'une des activités des résistants les plus importantes demeure la récupération des pilotes alliés dont les avions sont abattus. Pour cela de nombreux réseaux d'évasion voient le jour. Sur le territoire apparaît le réseau *Pat O' Leary*, dont les membres les plus actifs sont Norbert Fillerin⁴⁸, cultivateur à Renty, Gaston Péroy et ses deux fils, Michel et Lucien, de Wicquinghem⁴⁹. Ces derniers auraient accompagné des Anglais jusqu'à la mer Méditerranée⁵⁰. Un autre résistant, Raymond Boulet⁵¹, cultivateur à Verchin, dans le canton de Fruges, intègre le réseau dès 1941. Le 5 mars 1943, Norbert Fillerin est arrêté par les Allemands. Son épouse, Mme Fillerin lui succède. Mais les évasions se font désormais par l'intermédiaire du réseau Bordeaux-Loupiac, implanté autour de Frévent et de Saint-Pol. Raymond Boulet dirige un groupe d'une vingtaine d'hommes dans la région de Verchin, qui est rattaché à partir de 1943 au mouvement Voix du Nord, principalement implanté dans le département du Nord. En plus de ses nombreuses actions de sabotages et de missions de renseignement pour les Alliés, il aurait récupéré plus d'une vingtaine d'aviateurs au cours de la guerre⁵². Il a notamment sauvé un pilote canadien, le colonel Davidson, le 8 mai 1944⁵³.

Le plus souvent, les pilotes sont récupérés et cachés par des habitants, notamment par des cultivateurs, avant d'être remis à la Résistance. En septembre 1941, un pilote britannique est notamment recueilli et caché par les habitants de Preures avant d'être acheminé vers un centre de rapatriement⁵⁴. Le 17 août 1943, à Longvillers, un aviateur français, le sergent André Poirier, réussit à sortir de son appareil et à gagner la ferme la plus proche, celle de Roger Sagnier. Il est caché dans le hangar rempli de lin⁵⁵. Le 2 février 1944, Roger Specque de Wicquinghem dissimule un britannique tombé du ciel dans sa charrette et l'emmène dans un lieu sûr⁵⁶. De nombreux habitants de l'arrondissement entrent ainsi spontanément dans la résistance, sans pour autant faire partie d'un réseau.

Mais, récupérer un soldat allié est loin d'être sans risque. Un tel élan de patriotisme peut se transformer en tragédie. Le cas le plus célèbre est celui de l'abbé Haudiquet et de la famille Chevalier de Beussent. Le 16 août 1941, un avion de chasse britannique de la *Royal Air Force*, touché par les tirs de la DCA allemande, est contraint de se poser dans une plaine

⁴⁸ Le 5 mars 1943, il est arrêté par les Allemands. Son épouse, Mme Fillerin lui succède.

⁴⁹ LHERMITTE F., « La résistance dans le Pas-de-Calais » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 3-8, p 4.

⁵⁰ LESAGE R., « L'engagement des paysans dans la Résistance : l'exemple du Pas-de-Calais », in VANDERBUSSCHE R. (dir.), *L'engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)*, Villeneuve d'Ascq, IRHiS (« Histoire et littérature de l'Europe du Nord-Ouest », n° 33), 2003, p. 13-26.

⁵¹ Raymond Boulet, né à Verchin en 1913, rejoint le 509^e Régiment de chars le 3 septembre 1939. Il est fait prisonnier dans le Morvan le 17 juin 1940. En décembre 1940, il s'évade, retourne à Verchin et s'engage dans la Résistance.

⁵² LESAGE R., « Raymond Boulet, un résistant authentique du canton de Fruges » in *Mémoires de guerre*, n° 10, 1998, p 138-141.

⁵³ Arch. dép., 11R1843, Liste des avions abattus dans l'arrondissement de Montreuil. Le pilote est hébergé pendant quatre mois par Alice Tartare.

⁵⁴ *Ibidem*.

⁵⁵ VASSEUR L., « Le 17 août 1943 s'écrivait dans la région de Montreuil une page de l'histoire de la guerre aérienne » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n° 29, 1985, p 141-144, p 143.

⁵⁶ LESAGE R., *Campagne-lès-Boulonnais à travers les siècles, études et documents*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, 1997, 272 p., p 209.

située dans la commune de Beussent. Marcel François, travaillant dans son champ, assiste à la scène. Il recueille le pilote, l'emmène dans la ferme de son père, puis le conduit dans celle d'Irénée Chevalier, son beau-père, située à Alette. Mais, craignant que les Allemands ne fouillent les exploitations agricoles, ce dernier décide de cacher le soldat, à proximité, dans la forêt de Montcavrel. L'aviateur, d'origine polonaise, s'appelle Alexandre A. Franezak. L'abbé Haudiquet, le curé de la paroisse de Beussent, apprend que celui-ci a été récupéré par la famille Chevalier et décide de leur venir en aide. Il leur propose de conduire le soldat à Boulogne et de le confier à un réseau d'acheminement des militaires vers l'Angleterre. Mme Duval, demeurant à Boulogne-sur-Mer, l'héberge chez elle en attendant de pouvoir lui obtenir de faux papiers pour pouvoir quitter la région. Mais, elle est dénoncée. La Gestapo débarque chez-elle. Elle trouve l'aviateur polonais et l'arrête, ainsi que ses deux filles. Dans l'une des poches du soldat, les Allemands trouvent un carnet sur lequel il est inscrit « HAUDIQUET CURÉ DE BEUSSENT ». L'ecclésiastique est arrêté le 26 janvier 1942 pour être interrogé. Deux semaines plus tard, Irénée Chevalier et son fils René subissent le même sort. Ils sont directement emprisonnés. Le 28 avril 1942, le Tribunal militaire condamne l'abbé Haudiquet, Irénée Chevalier et Mme Duval à la peine de mort, René Chevalier à la déportation et les demoiselles Duval à six mois d'emprisonnement. Seule la peine de Mme Duval est commuée en vingt années de détention, à la suite d'un recours. Le curé et le cultivateur d'Alette sont exécutés le 14 mai 1942 dans les fossés de la citadelle d'Arras. Mme Duval et René Chevalier ne survivront pas à la déportation⁵⁷.

Parfois les Allemands sont les plus rapides, et plus particulièrement sur le littoral, dans les zones de dunes et de marécages, peu accessibles par la population, ou lorsque le pilote est gravement blessé. Ils arrivent les premiers sur les lieux et interceptent les soldats alliés. C'est notamment le cas d'un jeune officier anglais en septembre 1942 à Merlimont, ou encore d'un aviateur britannique, blessé, le 10 mai 1944 à Mencas. D'autres réussissent à quitter leur appareil et à prendre la fuite, avant d'être capturés par l'ennemi. Le pilote anglais d'un *Spitfire* abattu en juin 1942 à Merlimont est retrouvé dans la baie d'Authie. Un autre d'origine canadienne est aussi fait prisonnier en 1942 alors qu'il tente de fuir dans un canoë, également près de Merlimont⁵⁸.

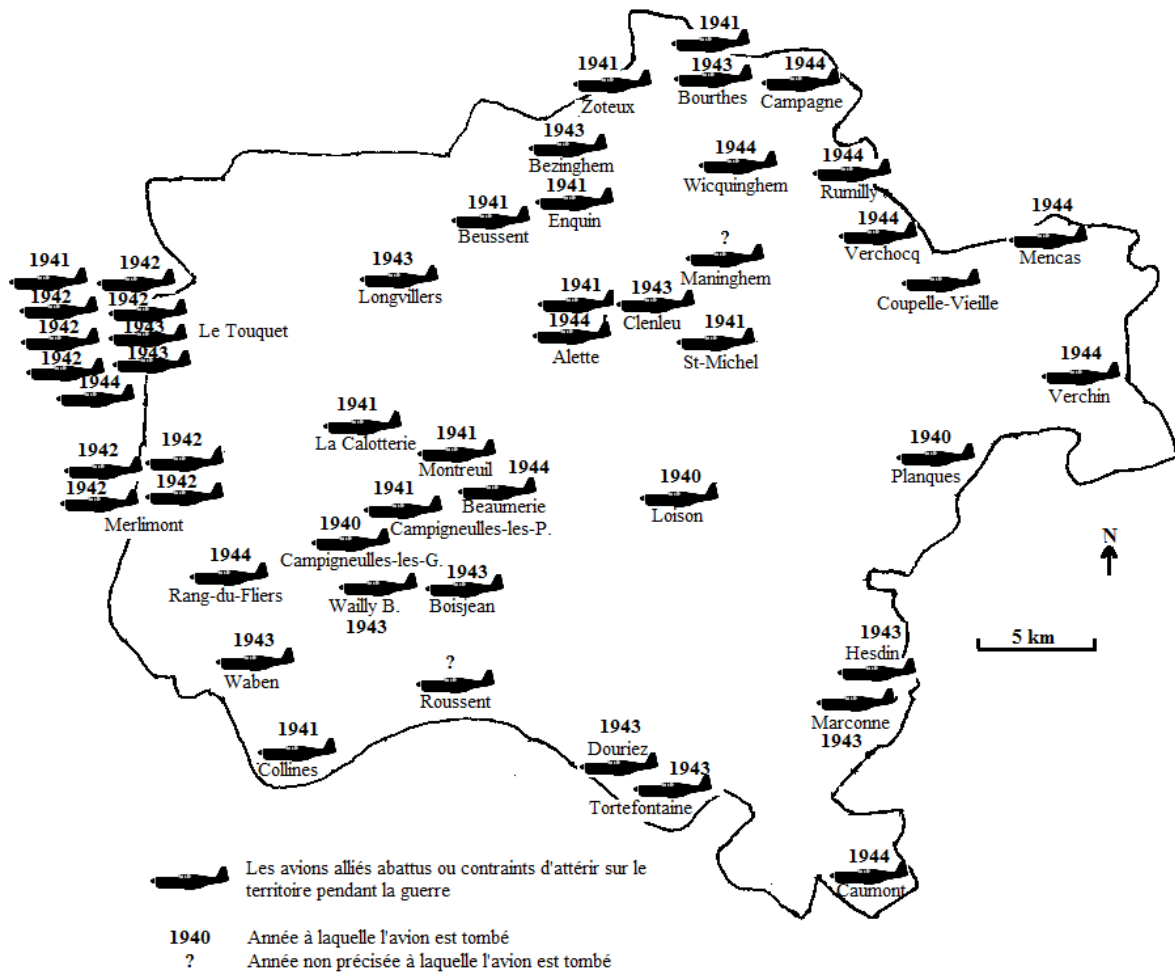
L'activité des résistants dans le Montreuillois ne se cantonne pas uniquement à récupérer les pilotes des avions abattus par les Allemands et les aider à rejoindre l'Angleterre. Les membres de l'OCM participent aussi à de nombreuses missions de sabotages, notamment de lignes électriques, et de convoiement d'armes. Quelques hommes font également partie des réseaux Zéro-France et Libé-Nord. Ils ont la charge d'apporter des renseignements sur l'organisation militaire allemande, notamment sur la situation géographiques des bases de lancement des V1. Ces informations permettent aux Alliés de bombarder avec précision les points stratégiques établis par les Nazis. Les résistants du Montreuillois apportent aussi leur aide aux prisonniers de guerre évadés des chantiers allemands de construction, notamment d'élévation de rampes de bombes volantes pouvant atteindre l'Angleterre. C'est le cas en avril 1943. À la Madelaine, quatre soldats russes sont recueillis par le maire de la commune, M. Leborgne, puis emmenés par sa fille et le chef de secteur de l'OCM à Arras⁵⁹.

⁵⁷ VASSEUR L., « La tragédie de Beussent » in *Mémoires de guerre*, n° 2, 1990, p 301-303.

⁵⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 11R1843.

⁵⁹ LHERMITTE F., « Historique de l'activité OCM dans le secteur de Montreuil-sur-mer » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 15-34, p 18.

Document 107 : Les avions alliés abattus dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer pendant la Seconde Guerre mondiale⁶⁰



Source : d'après la liste des avions tombés dans l'arrondissement de Montreuil avant la Libération établie le 5 mai 1945 par le Sous-préfet de Montreuil-sur-Mer.

Ces activités prennent de l'ampleur à partir de 1944, peu avant la Libération. Malgré la répression allemande et les menaces d'exécutions d'otages, le nombre d'actes de sabotages en tout genre explosent. De juin à août 1944, dans le Pas-de-Calais, la Résistance est notamment à l'origine de 241 coupures de fils téléphoniques et électriques, de 122 destructions de voies ferrées et de 75 sabotages d'installations techniques ferroviaires. De nombreux attentats ont également lieu dans le bassin minier empêchant ainsi l'extraction du charbon et le fonctionnement des centrales électriques et des industries⁶¹.

Dès 1942, dans le nord-est de l'arrondissement de Montreuil, Gaston Péroy et ses fils, des résistants nommés précédemment pour leur appartenance au réseau d'évasion *Pat O'Leary*, forme un groupe spécialisé dans les sabotages de voies ferrées appelé « Kommando

⁶⁰ Il est important de signaler que la liste officielle des avions tombés dans l'arrondissement et établie en 1945 par le Sous-préfet de Montreuil est incomplète. Les appareils abattus à Enquin-sur-Baillons en 1941 et à Campagne-lès-Boulonnais en 1944 ne sont pas mentionnés, alors que leur existence est avérée par des témoignages et la présence de tombes dans le cimetière communal. Il est donc difficile d'établir une carte précise, sur laquelle figureraient tous les avions tombés sur le territoire, surtout lorsque le pilote réussit à s'enfuir sans laisser de traces et qu'aucun témoignage de l'événement n'a été recueilli après le conflit.

⁶¹ LHERMITTE F., « La résistance dans le Pas-de-Calais » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 3-8, p 4.

6 ». Au cours de la guerre, cette organisation est l'auteur de neuf détériorations de voies ferrées, la destruction de trois locomotives et l'anéantissement de deux trains de matériel allemand⁶². Le responsable de secteur OCM d'Hucqueliers, le lieutenant Raoul Ducrocq forme aussi un groupe en 1943 qui effectue des missions de sabotages sur les lignes Boulogne-Saint-Omer et Aire-Berck. Il figure d'ailleurs parmi les résistants les plus actifs du département. Père de trois enfants, il fait de Campagne-lès-Boulonnais, une véritable plaque tournante dans l'organisation de la Résistance. En 1944, il installe le P.C. de Fernand Lhermitte dans sa maison. Il a la charge d'aider les pilotes alliés, de convoier et stocker des armes, et surtout, en vue de la Libération, d'entraîner au maniement des armes automatiques et des explosifs les chefs de groupe, dont l'un des plus importants est l'abbé Deron⁶³, le curé de Verchocq, qui dirige le plus grand nombre de résistants dans le secteur.

Mais ces actes de sabotage sont loin d'être les seuls dans l'arrondissement. Ils ont lieu un peu partout sur le territoire. Dans le secteur de Montreuil, le 30 juillet 1944, le groupe de résistants commandé par le sous-lieutenant Bibloque, cultivateur à Beutin, sabote les voies ferrées reliant Arras à Étaples et Aire à Berck, ainsi qu'un pont situé à Montreuil. Il coupe également les lignes téléphoniques à Brexent-Énocq. D'autres groupes du secteur de Montreuil, comme celui de Charles Roussel, font exploser dans la nuit du 24 août 1944 un dépôt de carburant dans la ville de Montreuil. Dans la nuit du 25 août 1944, à Conchil-le-Temple, la ligne de chemin de fer Paris-Boulogne est sabotée et un pont sur l'Authie gardé par deux sentinelles allemandes est détruit. Les explosifs ont été convoyés la veille par le sous-lieutenant Bibloque avec un tombereau. Dans le sud-est de l'arrondissement, le même jour des groupes OCM, notamment celui dirigé par l'entrepreneur d'Hesdin A. Poulain, coupent toutes les lignes téléphoniques⁶⁴. Les mois précédant la Libération, des actes de sabotages ont lieu tous les jours dans l'arrondissement de Montreuil, ce qui témoigne de l'importance de la Résistance sur le territoire. Ils ont pour objectif de fragiliser l'organisation de l'armée allemande et de faciliter l'avancée des troupes alliées. En septembre 1944, les résistants de l'arrondissement, les F.F.I.⁶⁵, dont le nombre est estimé à près d'un millier, renseignent les avant-gardes alliées, notamment canadiennes, et prennent part au combat⁶⁶.

Pendant l'Occupation, le sentiment germanophobe prédomine, en raison de la forte densité des troupes ennemies, mais aussi des dures conditions de vie qu'imposent les nazis à la population montreuilloise. L'arrondissement devient alors une terre propice à l'apparition d'importants groupes de résistants, dont les effectifs augmentent au cours de l'année 1944, et plus particulièrement après le débarquement allié en Normandie le 6 juin. Mais à côté de ces réseaux structurés, de nombreux habitants n'hésitent pas à apporter spontanément leur aide à un pilote allié dont l'avion s'est écrasé. D'autres refusent tout simplement de collaborer en livrant leur récolte ou leur bétail aux Allemands. L'Occupation, et plus largement la guerre, ont un véritable impact sur l'agriculture montreuilloise. Celle-ci, affaiblie par les réquisitions, ne parvient plus à produire suffisamment pour satisfaire les besoins de la population.

⁶² O.U.R.S., « Rapports de résistants OCM conservés dans les archives Guy Mollet (OURS) » in *Mémoires de guerre*, n° 2, 1990, p 57-66, p 64. Le rapport de Gaston Péroy est daté du 18 août 1946. Les sabotages de voies ferrées du groupe commandé par Gaston Péroy ont lieu les 5 et 6 juin 1944 à Seclin, en juillet 1944 à Libercourt, à Coupelle-Vieille et Rumilly, et en août 1944 à Arques, Serques et Salperwick.

⁶³ Il est à l'origine de nombreux sabotages de camions allemands et est l'un spécialiste du renseignement sur les rampes de lancement des V1.

⁶⁴ LHERMITTE F., « Historique de l'activité OCM dans le secteur de Montreuil-sur-mer » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 15-34, p 31.

⁶⁵ Le sigle F.F.I apparaît en 1944 et signifie les Forces françaises de l'Intérieur.

⁶⁶ LHERMITTE F., « Historique de l'activité OCM dans le secteur de Montreuil-sur-mer » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 15-34, p 31.

II) L'agriculture montreuilloise pendant la guerre

En raison de nombreux facteurs, principalement liés au conflit, la production agricole montreuilloise est loin d'atteindre son niveau d'avant la guerre. Or, l'agriculture doit non seulement nourrir la population, mais aussi les réfugiés originaires de Belgique et du département du Nord, et les nombreux soldats allemands présents sur le territoire. Elle se trouve affaiblie par les nombreuses réquisitions de récolte et de bétail, mais aussi par une diminution de la surface agricole utile et surtout par le manque croissant de main-d'œuvre entraînant une forte réduction de la superficie consacrée à certaines cultures, notamment de la betterave industrielle, qui exigent un emploi important de bras.

Une agriculture affaiblie par les réquisitions

De nombreuses réquisitions sont imposées aux Montreuillois, non seulement des terres, mais aussi des logements et une partie de la production animale et végétale. À cela, il faut également ajouter la mobilisation des jeunes ruraux dès septembre 1939, puis la mise en place du service de travail obligatoire par les Allemands à partir de 1942, qui prive l'agriculture montreuilloise d'une partie de la main-d'œuvre nécessaire aux travaux des champs.

Un manque accru de main-d'œuvre

Le manque de main-d'œuvre se fait ressentir dès septembre 1939. La moisson n'est pas encore achevée que tous les hommes valides de 20 à 50 ans doivent quitter leur exploitation pour rejoindre leur régiment. Le nombre de cultivateurs du département appelés à défendre la patrie est estimé à 32 000 en avril 1940⁶⁷. La mobilisation générale survient au moment où le secteur a le plus de besoin de bras. De plus, de nombreux chevaux sont réquisitionnés par l'armée, privant ainsi les fermes d'attelages. Octave Corne, le président de la Société d'agriculture de Montreuil, appelle tous les Montreuillois à la solidarité et à l'entraide pour soutenir la production agricole⁶⁸. Les femmes des cultivateurs mobilisés ne peuvent en effet assurer seules les travaux agricoles. Le manque d'équidés, de camions et de main-d'œuvre rend notamment difficile l'arrachage et le charroi des betteraves sucrières⁶⁹. D'après la Société d'agriculture de Montreuil, la récolte de ces dernières ne se serait achevée qu'au début du mois de janvier⁷⁰.

Pour pallier le manque de bras, dès octobre 1939, les militaires français stationnés dans l'arrondissement, sont invités à aider les épouses de mobilisés aux travaux des champs. Les autorités militaires mettent aussi des chevaux à la disposition des exploitants⁷¹. Mais cette mesure s'avère insuffisante. En février 1940, la Société d'agriculture de Montreuil dénonce un retard des semailles de blé dans l'arrondissement, en raison d'emblavures d'automne qui n'ont pu être effectuées correctement compte-tenu du manque de salariés agricoles⁷². Le recours aux blés de printemps est donc indispensable⁷³.

⁶⁷ *Journal de Montreuil*, 21.04.1940.

⁶⁸ *Idem*, 10.09.1939.

⁶⁹ *Id.*, 24.09.1939.

⁷⁰ *Id.*, 07.01.1940.

⁷¹ *Id.*, 10.12.1939.

⁷² *Id.*, 25.02.1940.

⁷³ Du blé Nord-Africain, appartenant à la variété « Florence-Aurore », est mis à disposition des cultivateurs pour les semailles de printemps.

La demande de main-d'œuvre est telle que des cultivateurs et des industriels débouchent les ouvriers des exploitations dont le propriétaire est mobilisé, en proposant des salaires plus élevés. Le phénomène est dénoncé par la Société d'agriculture de Montreuil, notamment lors des assemblées générales du 8 octobre 1939 et du 13 janvier 1940. Des mesures sont prises pour lutter contre cette dérive. À partir de janvier 1940, les exploitants agricoles et les industriels ne peuvent engager un salarié que si celui-ci est en possession d'un certificat, délivré par la mairie, attestant qu'il a quitté son exploitation avec l'accord de son employeur⁷⁴.

En plus de l'envoi de militaires français pour aider aux travaux des champs, l'État propose aux cultivateurs, dès janvier 1940, des subventions pour l'achat de tracteurs. Il incite aussi à la création de coopératives d'utilisation de matériels motorisés⁷⁵.

Lors de l'assemblée générale de la Société d'agriculture de Montreuil, en février 1940, les cultivateurs insistent de nouveau sur le manque de main-d'œuvre. Dans l'arrondissement, il manquerait ainsi plus de 600 journaliers, 700 ouvriers saisonniers et 200 charretiers. La plupart des travaux agricoles ont près de deux mois de retard. Des champs ne sont toujours pas ensemencés en blé et des terres ne se sont pas encore labourées alors que le printemps approche. La culture de la betterave risque d'être abandonnée, faute de bras⁷⁶. De plus, les conditions climatiques aggravent la situation. Les gelées tardives, en avril, rendent les ensemencements difficiles. À ces difficultés s'ajoute l'approvisionnement tardif en engrais⁷⁷.

Sous l'Occupation, les autorités réquisitionnent des citoyens pour les travaux des champs, principalement pour la moisson. En juillet 1941, 103 habitants demeurant dans les villes de Montreuil, Étaples, Le Touquet, Hesdin et Berck font notamment partie d'une liste de main-d'œuvre susceptible d'être mobilisée. Parmi ces Montreuillois, figurent des artisans, principalement du bâtiment, mais aussi quelques commerçants, des banquiers et des individus exerçant une profession libérale⁷⁸. Le retour d'environ 3000 prisonniers dans le Pas-de-Calais en 1942⁷⁹ contribue à améliorer quelque peu la situation, mais cela reste insuffisant. La rareté du nombre de bras pour les travaux des champs entraîne une hausse conséquente des rémunérations. Ainsi, un journalier agricole voit son salaire progresser de plus de 7% et celui d'un charretier non nourri d'environ 9%, entre 1941 et 1942⁸⁰.

La pénurie de main-d'œuvre va s'accroître avec l'instauration du STO, le Service du Travail Obligatoire, à partir de février 1943. Les Montreuillois sont ainsi contraints de travailler pour l'ennemi, sur le sol français ou en Allemagne. En 1943, 385 cultivateurs et ouvriers agricoles de l'arrondissement de Montreuil doivent quitter contre leur gré leurs exploitations. Les artisans ruraux, dont l'activité est liée au secteur agricole, ne sont pas non plus épargnés. Ils sont 19 à être réquisitionnés. Mais au premier trimestre 1944, le nombre d'hommes enlevés à la culture dans l'arrondissement explose. En seulement trois mois, 319 exploitants ou salariés agricoles supplémentaires sont envoyés sur les chantiers allemands de

⁷⁴ *Journal de Montreuil*, 21.01.1940. *L'Agriculture de la région du Nord*, 20.01.1940.

⁷⁵ *Idem*.

⁷⁶ *Id.*, 18.02.1940.

⁷⁷ *Id.*, 21.04.1940.

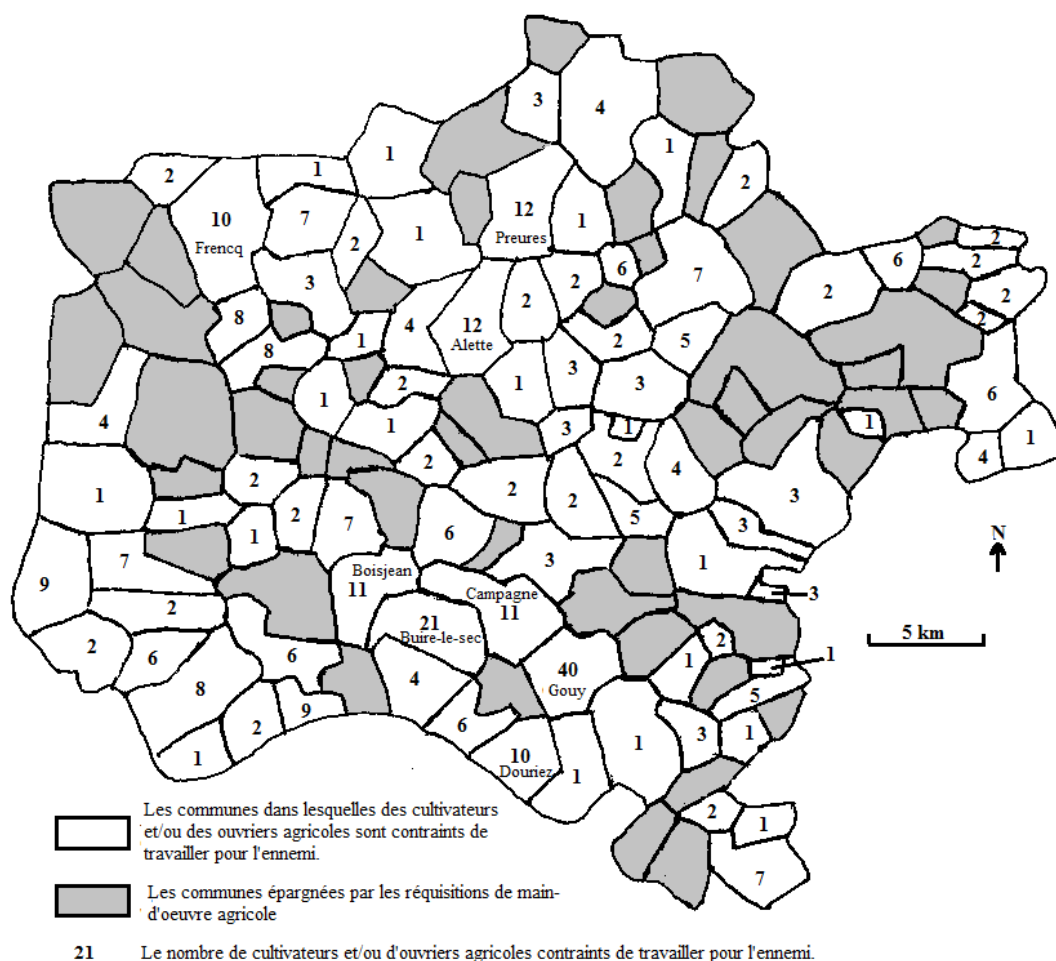
⁷⁸ Arch. dép., 37W280, Main-d'œuvre, service civique rural, 1941, listes des jeunes gens de 17 à 21 ans. Plus de la moitié des habitants susceptibles d'être réquisitionnés sont des artisans du bâtiment. Un quart des mobilisés exercent une profession libérale.

⁷⁹ Arch. dép., 37W40, Enquête de 1942. État récapitulatif.

⁸⁰ *Ibidem*.

la région ou en Allemagne⁸¹. L'ennemi croit en un débarquement imminent des Alliés sur la côte d'Opale. Il accélère alors la construction de *Blockhaus*, de rampes de lancement de V1, et décide l'implantation des fameux pieux Rommel pour éviter tout atterrissage d'avions alliés. Pour cela, les nazis ont besoin de main-d'œuvre. Les volontaires et les prisonniers ne suffisent plus. En effet, pour l'installation d'un pieu Rommel, les hommes réquisitionnés doivent creuser à un mètre de profond et sceller le pied du poteau de bois avec des cailloux. Ils ne peuvent ainsi faire plus de trois trous en moyenne par jour⁸².

Document 108 : Le nombre de cultivateurs et d'ouvriers agricoles contraints de travailler sur les chantiers locaux nazis ou dans les firmes en Allemagne, par commune, dans l'arrondissement de Montreuil, en 1943.



Source : Arch. dép., 37W284, État de la main d'œuvre enlevée à l'agriculture 1943-1944.

En 1943, Gouy-St-André et Buire-le-sec, dans le canton de Campagne, sont les communes du Montreuillois comptant le plus d'exploitants ou de salariés agricoles réquisitionnés. Au premier trimestre 1944, le quart des paysans mobilisés dans l'arrondissement est originaire des deux localités, soit 93 cultivateurs ou ouvriers agricoles

⁸¹ Arch. dép., 37W284, État de la main d'œuvre enlevée à l'agriculture 1943-1944. Il est dommage que les documents conservés aux Archives départementales n'indiquent pas le nombre de cultivateurs et ouvriers agricoles mobilisés après le premier avril 1944.

⁸² DARRAS M., *Op. cit.*, p 123.

supplémentaires⁸³. L'importance du nombre d'habitants enlevés à la culture dans le sud-est du canton de Campagne peut résulter de la présence à Mouriez, l'un des villages limitrophes de Gouy-St-André, de deux bases de lancement V1, l'une dans le hameau de Bamière et l'autre près des fermes de Lambus. De plus, près du site de Bamière, les Allemands établissent un dépôt de carburant et transforment une plaine en un aérodrome, entouré de pieux Rommel. Pour ces travaux, les besoins en main-d'œuvre sont donc importants. Aux cultivateurs réquisitionnés à Buire-le-Sec et surtout à Gouy-St-André, s'ajoutent, de janvier à mars 1944, 31 paysans originaires de Mouriez⁸⁴. Mais les besoins de bras sont si importants dans le secteur, notamment pour l'installation de rampes de lancement V1 et V2, que 1500 détenus de Buchenwald sont convoyés par les Allemands près d'Hesdin en mars 1944. Un camp appelé « K.L. S.S. Bau-Brigade V » est installé à proximité du bourg⁸⁵.

L'agriculture montreuilloise n'est pas uniquement affaiblie par le manque de main-d'œuvre, mais aussi par la réquisition de nombreux attelages⁸⁶, de certains outils motorisés⁸⁷ et surtout de terres agricoles.

Une utilisation concurrente de l'espace

De nombreux champs et prés sont réquisitionnés par les troupes ennemies pour l'installation de dépôts de carburants, le stationnement des blindés, la construction d'aérodromes et l'élévation de divers ouvrages de guerre. C'est notamment le cas à Mouriez où la moitié de la superficie du hameau de Bamière est réquisitionnée. Dans de nombreuses communes, la surface agricole utile se trouve réduite par la plantation de pieux Rommel. Ces derniers, enfoncés verticalement dans le sol, d'une hauteur comprise entre deux mètres cinquante et trois mètres, sont espacés d'une quinzaine de mètres des uns et des autres. Ils sont principalement présents sur les plateaux et dans les plaines de l'arrondissement, c'est-à-dire dans des zones permettant l'atterrissage d'avions ou de planeurs alliés. Ces piquets sont implantés dans la quasi-totalité des communes de l'arrondissement. Ils sont même présents autour d'Hucqueliers⁸⁸.

Il est difficile de déterminer avec précision le nombre d'hectares ainsi amputé à l'agriculture montreuilloise. Mais il est certain que les réquisitions de terres pèsent sur l'économie rurale et notamment sur la production. Avec moins de terres, il est en effet difficile de maintenir une production équivalente à celle d'avant la guerre. C'est d'autant plus difficile que la main-d'œuvre est rare, le nombre d'attelages est réduit et les besoins en instruments agricoles ne sont pas satisfaits. De 1942 à 1944, les usines de fabrication de machines agricoles tournent au ralenti. Elles ne disposent annuellement que de 16% du tonnage de matière première qu'elles consommaient avant la guerre⁸⁹.

La surface agricole utile se trouve également réduite dans certaines zones, en raison des bombardements. Ces derniers rendent non seulement de nombreux champs impropres à la

⁸³ *Ibidem*. Au cours du premier trimestre 1944, 70 paysans de Gouy-St-André et 23 de Buire-le-Sec sont réquisitionnés. Ils s'ajoutent aux cultivateurs déjà mobilisés en 1943.

⁸⁴ *Ibid*. Environ 38% des cultivateurs ou ouvriers agricoles réquisitionnés dans l'arrondissement de Montreuil de janvier 1943 à mars 1944 sont originaires du canton de Campagne.

⁸⁵ FOSSIER J.M., *Op. cit.*, p 410-411.

⁸⁶ De nombreux équidés, y compris les animaux de trait, sont réquisitionnés par les Allemands. Dans chaque village, ces derniers convoquent les éleveurs sur la place publique, font courir les chevaux et prennent les meilleures bêtes.

⁸⁷ Il s'agit notamment des moteurs électriques servant au fonctionnement des machines fixes.

⁸⁸ D'après le témoignage d'habitants du canton.

⁸⁹ Arch. dép., 37W234, Matériel et moyens de culture et de récolte. Matériel en 1941-1942 par commune. Matériel abandonné par les Allemands.

culture, mais détruisent également des bâtiments de ferme renfermant du matériel, des produits agricoles et des animaux. Ils ont ainsi un impact non négligeable sur l'agriculture montreuilloise.

Des bombardements alliés fragilisant le secteur agricole

En 1943 et 1944, les bombardements alliés s'intensifient sur le territoire, dans le but de détruire les principales installations militaires allemandes. Or, ils touchent également les habitations et les bâtiments agricoles situés à proximité. Des champs sont également rendus incultivables en raison des nombreuses cavités creusées dans le sol et qui sont le résultat de l'impact des bombes. Des civils trouvent la mort, mais aussi de nombreux animaux. Trois fermes sont notamment détruites au début de l'année 1944 lors de raids aériens : une le 21 janvier 1944 à Marconne⁹⁰ et deux autres le 02 mars 1944 à Clenleu et à Bimont⁹¹. À partir du printemps 1944 et surtout au cours du mois d'août 1944, les bombardements sont quotidiens. De nombreuses exploitations sont touchées. C'est le cas à Longvillers de la ferme de M. Tassart-Fayol dans la matinée du 7 août. La porcherie et les étables à vaches sont incendiées. Un verrat et 43 porcelets de moins de deux mois sont carbonisés et 30 000 bottes de foin sont réduites en cendres. À Verchocq, au cours de la semaine précédente, six vaches laitières, six génisses, un veau et un porc sont tués lors du pilonnage d'infrastructures allemandes dans le hameau du Rollez. À Rimboval, trois génisses pleines, dans une pâture, subissent le même sort, toujours au début du mois d'août⁹².

Il est difficile de recenser toutes les exploitations touchées par les bombardements, surtout en 1944, car elles sont particulièrement nombreuses et les dégâts ne sont pas toujours signalés. À Embry, dans le canton de Fruges, le maire estime le 26 février 1944 à 46 hectares et 45 ares la surface agricole rendue incultivable dans sa commune lors des raids aériens du début de l'année 1944. Il fait l'état récapitulatif de toutes les parcelles touchées et du nombre de trous de bombes présents sur celles-ci. Il relève ainsi 402 impacts de projectiles explosifs⁹³, soit 17 par hectare. Ces indications permettent de se rendre compte à quel point les bombardements alliés sont importants, même en milieu rural.

Dans l'arrondissement de Montreuil, 17 communes, dont quatre villes, sont particulièrement touchées par les raids aériens menés par les Alliés au cours de la guerre. Il s'agit de Gouy-St-André, Saint-Rémy-au-Bois, Camiers, Étaples, Le Touquet, Ambricourt, Avondances, Crépy Fressin, Fruges, Ruisseauville, Huby-St-Leu, Mouriez, Regnauville, Bourthes, Humbert et Berck. Aucun canton n'est épargné. Dans ces localités, plus du tiers des immeubles⁹⁴ ont été détruits⁹⁵. Les bombardements font également de nombreux morts. Près de 2000 civils auraient notamment perdu la vie dans le Pas-de-Calais de septembre 1943 à mai 1944⁹⁶.

Les réquisitions allemandes, ainsi que les bombardements effectués par les Alliés, ont un impact sur les productions agricoles du Montreuillois. Ces dernières ne cessent globalement de diminuer sur le plan quantitatif tout au long du conflit.

⁹⁰ Il s'agit de la ferme de M. Valois. De nombreuses bêtes sont pulvérisées. L'exploitant est décédé.

⁹¹ Arch. dép., 37W3, Guerre 1939-1945, repliement du bétail, surplus alliés 1945-1949.

⁹² *Ibidem*.

⁹³ *Ibid.* Cet état récapitulatif ne prend en compte que les bombardements qui ont eu lieu avant le 26 février 1944. Il faudrait y ajouter les nombreux raids aériens des mois suivants.

⁹⁴ On entend par « immeuble » les maisons, les hangars, les étables et tous les autres types de propriété bâtie.

⁹⁵ Arch. dép., *Op cit.*, 37W3.

⁹⁶ BOUGARD P. et NOLIBOS A. (dir.), *Le Pas-de-Calais de la préhistoire à nos jours*, Saint Jean d'Angély, éditions Bordessoules, 1988, 438 p., p 379.

Une baisse des productions agricoles

Pour les raisons évoquées précédemment, la production végétale et animale est loin d'atteindre le niveau d'avant la guerre. Une partie des cheptels, notamment porcins, est décimée, et certaines cultures comme l'avoine voient leur surface se réduire fortement.

Une réduction des surfaces consacrées aux cultures

Dans l'arrondissement de Montreuil, la surface consacrée aux labours diminue de 22% entre 1936⁹⁷ et 1942⁹⁸, passant de 73 053 à 57 094 hectares. Elle continue de se réduire entre 1942 et 1944. Elle est de 55 162 hectares en 1944⁹⁹. De 1936 à 1942, la superficie consacrée au froment baisse de 18%, celle de l'avoine de 19% et celle de la pomme de terre de 40%. Le blé est la céréale la moins affectée. Entre 1939¹⁰⁰ et 1942, sa surface ne régresse que de 2%, alors que celle de l'avoine chute de 25%. Les cultivateurs de l'arrondissement privilégient donc la culture du froment, la matière première indispensable pour la fabrication du pain qui reste le produit de base de l'alimentation humaine. Ce choix résulte aussi en partie de la baisse des effectifs d'équidés au cours de la période. La culture de la pomme de terre est sacrifiée au profit des céréales, probablement parce qu'elle demande une main-d'œuvre plus conséquente. Or, cette dernière se raréfie pour les raisons évoquées dans les paragraphes précédents. Les primes accordées aux planteurs pour les inciter à privilégier le tubercule s'avèrent donc inefficaces¹⁰¹. Le prix du kilogramme de pomme de terre s'envole. Il augmente de près de 300% entre août 1939 et mars 1942¹⁰². De 1942 à 1944, la superficie consacrée au tubercule recule encore de 2,8%, passant de 1657 à 1610 hectares.

Bien que la surface ensemencée en froment diminue peu entre 1939 et 1942, la production diminue fortement, en raison des conditions climatiques et de la pénurie des engrais. En 1942, 40% des blés d'automne sont détruits par le gel dans le Pas-de-Calais. Ils sont remplacés en partie par des blés de printemps ou de l'orge. Mais, par manque de fertilisants chimiques disponibles, les rendements sont faibles. Ceux-ci sont en moyenne inférieurs à 17 quintaux par hectare dans le département¹⁰³, alors qu'en 1938 ils avoisinent les 23 quintaux par hectare dans l'arrondissement de Montreuil et dépassent les 30 quintaux par hectare dans l'Artois et le Béthunois¹⁰⁴. L'année suivante, la récolte est meilleure. Les cultivateurs du département auraient produit entre 2,5 et 2,7 millions de quintaux de froment en 1943¹⁰⁵, contre moins de 2 millions en 1942. Le climat plus clémente en est la raison.

⁹⁷ Arch. dép., M1364, Enquête agricole de 1936, arrondissement de Montreuil.

⁹⁸ Arch. dép., 37W40, Enquête de 1942. État récapitulatif.

⁹⁹ Arch. dép., 37W44, Enquêtes agricoles de printemps et d'automne 1944.

¹⁰⁰ Arch. dép., M1367, Statistique agricole annuelle et Plan de ravitaillement de 1939, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.

¹⁰¹ Les cultivateurs qui cèdent une quantité de pomme de terre supérieure à celle dont ils ont l'obligation de livrer pour le ravitaillement reçoivent une récompense en nature : 100 à 300 kg d'engrais par hectare ou de l'outillage agricole.

¹⁰² *L'Agriculture de la région du Nord*, 02.05.1942.

¹⁰³ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W40.

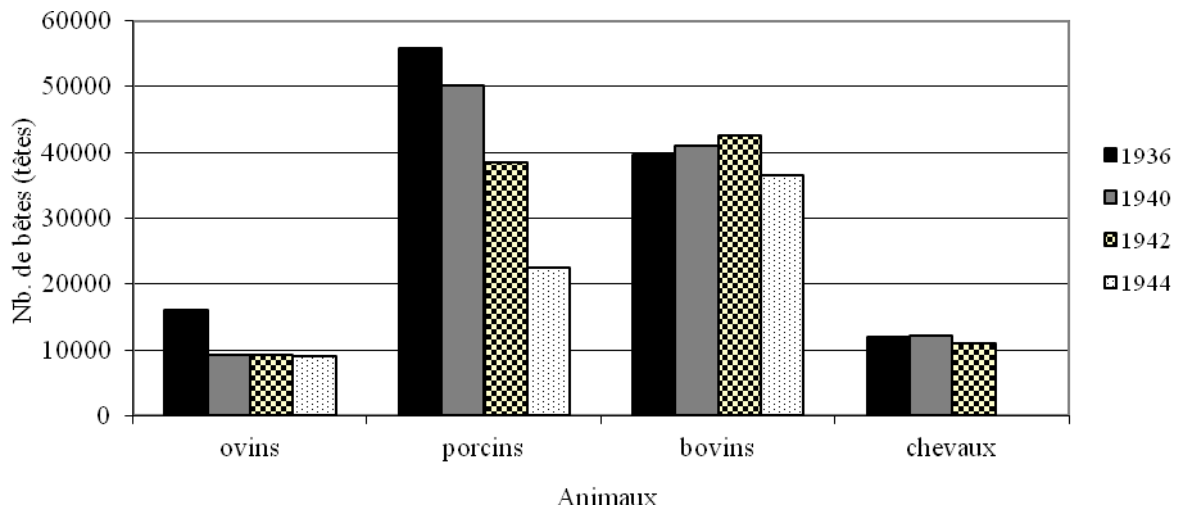
¹⁰⁴ Arch. dép., 37W165, Enquête sur le blé, prix, variété, 1926-1939.

¹⁰⁵ *L'Agriculture de la région du Nord*, 25.03.1944.

Des troupeaux décimés par les importantes réquisitions

Depuis le début du conflit, les cultivateurs ont l'obligation de déclarer chaque bête en mairie. Évidemment, certains éleveurs omettent, le plus souvent volontairement, de signaler un animal pour éviter les réquisitions. Mais le phénomène est probablement marginal, car la peur de la répression allemande est réelle. Les données des recensements effectués au cours de la guerre peuvent donc être considérées comme aussi fiables que celles des années 1930.

Document 109 : L'évolution des cheptels d'ovins, de porcins, de bovins et d'équidés entre 1936 et 1944 dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1936, 1940, 1942 et 1944.

Pendant la guerre, le nombre d'animaux élevés ne cesse de diminuer dans l'arrondissement de Montreuil. Toutes les filières sont touchées. Les effectifs de bovins progressent de 4% entre 1940 et 1942, puis baissent de 14% entre 1942 et 1944. L'élevage le plus affecté est de loin celui des porcs. Le nombre de bêtes chute brutalement. Il diminue de 55% en seulement quatre ans, passant de 50 228 têtes en 1940¹⁰⁶ à 38 502 en 1942¹⁰⁷ et 22 505 en 1944¹⁰⁸. Les importantes réquisitions, les prix trop bas, mais surtout la forte pénurie d'aliments engendrée par le déclin de certaines cultures comme celles des fèves, du seigle, des rutabagas, de la betterave fourragère et de la pomme de terre, servant à l'engraissement des animaux, peuvent expliquer le phénomène.

Comme en 1914-1918, le cheptel de moutons est rapidement décimé, notamment pour satisfaire les besoins de l'armée. Entre 1936 et 1940, les effectifs passent de 16 053 à 9 369 têtes, ce qui représente une baisse de 43%. Après 1940, le nombre d'ovins se stabilise. Il augmente même légèrement entre 1940 et 1942. La hausse est d'environ 2%. Puis, entre 1942 et 1944, les effectifs reculent de nouveau. La diminution est de 3,3%.

Enfin, les chevaux ne sont pas non plus épargnés. Les meilleures bêtes sont réquisitionnées dès septembre 1939 par l'armée française, puis à partir de 1940 par les Allemands. Le cheptel de l'arrondissement perd 8% de ses effectifs entre 1940 et 1942. Au

¹⁰⁶ Arch. dép., M1368, Statistique agricole de 1940.

¹⁰⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W40.

¹⁰⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W44.

cours de cette période, dans le Pas-de-Calais, près de 10 000 chevaux de trait sur les 74 828 recensés en 1938 sont enlevés à la culture¹⁰⁹. Après 1942, les prélèvements se poursuivent. D'après un rapport du sous-préfet de Montreuil-sur-Mer, en août 1943, près de 10% des bêtes présentées sont emmenées par l'ennemi¹¹⁰.

III) La Libération

L'intensification des bombardements aériens au printemps 1944 alimente la rumeur d'un débarquement imminent des Alliés dans le Pas-de-Calais. Finalement l'événement tant attendu a lieu en Normandie le 6 juin. La résistance entre alors en action et prépare le terrain, en sabotant notamment les lignes téléphoniques et les ponts¹¹¹. Au début du mois d'août, les Allemands préparent leur retrait. Le premier septembre au matin, les troupes alliées sont aux portes du département¹¹².

L'arrivée des troupes alliées

Les troupes britanniques, canadiennes et polonaises entrent à Arras le premier septembre 1944 vers midi. Leur progression depuis la Seine est rapide. Des unités allemandes remontent de la Normandie et réquisitionnent tous les moyens de transport possibles pour fuir et ne pas être fait prisonnier. Ils s'emparent des chevaux présents dans les fermes de l'arrondissement. Des éleveurs se mettent alors à cacher leurs animaux dans les bois environnants. D'autres n'hésitent pas à s'opposer physiquement au pillage de leur exploitation. C'est notamment le cas à Preures. Deux cultivateurs et un ouvrier agricole auraient refusé de laisser partir leurs bêtes. Les Allemands auraient accepté que les trois hommes accompagnent leur attelage¹¹³. L'ennemi semble donc battre en retraite de façon désordonnée.

Néanmoins, les Allemands résistent et se défendent comme ils le peuvent, généralement de manière organisée. Le 2 septembre, pour stopper l'avancée de la première armée canadienne et la progression des troupes polonaises qui s'appêtent à traverser la Somme, la défense de l'Authie est confiée à la 64^{ème} division d'infanterie. Mais cette dernière glisse vers l'est dans la nuit du 2 et 3 septembre pour soutenir la XV^{ème} Armée et faire face aux troupes britanniques qui foncent sur Anvers¹¹⁴.

Dans le même temps, les F.F.I de l'arrondissement, dont le nombre est estimé à près d'un millier, renseignent les avant-gardes alliées et prennent part au combat¹¹⁵. Ils tendent, avec succès, des embuscades à des groupes d'Allemands battant en retraite. Mais les pertes humaines sont importantes. Le lieutenant Meurot, à la tête d'un groupe de résistants dans le canton de Campagne-lès-Hesdin est notamment capturé et fusillé à Maresquel. Dans le nord-est de l'arrondissement, le responsable de secteur OCM d'Hucqueliers, le lieutenant Raoul

¹⁰⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W40.

¹¹⁰ Arch. dép., 3Z214, Guerre 1939-1945, Chevaux de l'armée allemande, 1941. Réquisition de chevaux, 1942-1943.

¹¹¹ Les actions des résistants dans l'arrondissement de Montreuil ont été abordées plus en détail dans la première partie de ce chapitre.

¹¹² BOUGARD P. et NOLIBOS A. (dir.), *Op. cit.*, p 386.

¹¹³ DARRAS M., *Op. cit.*, p 132.

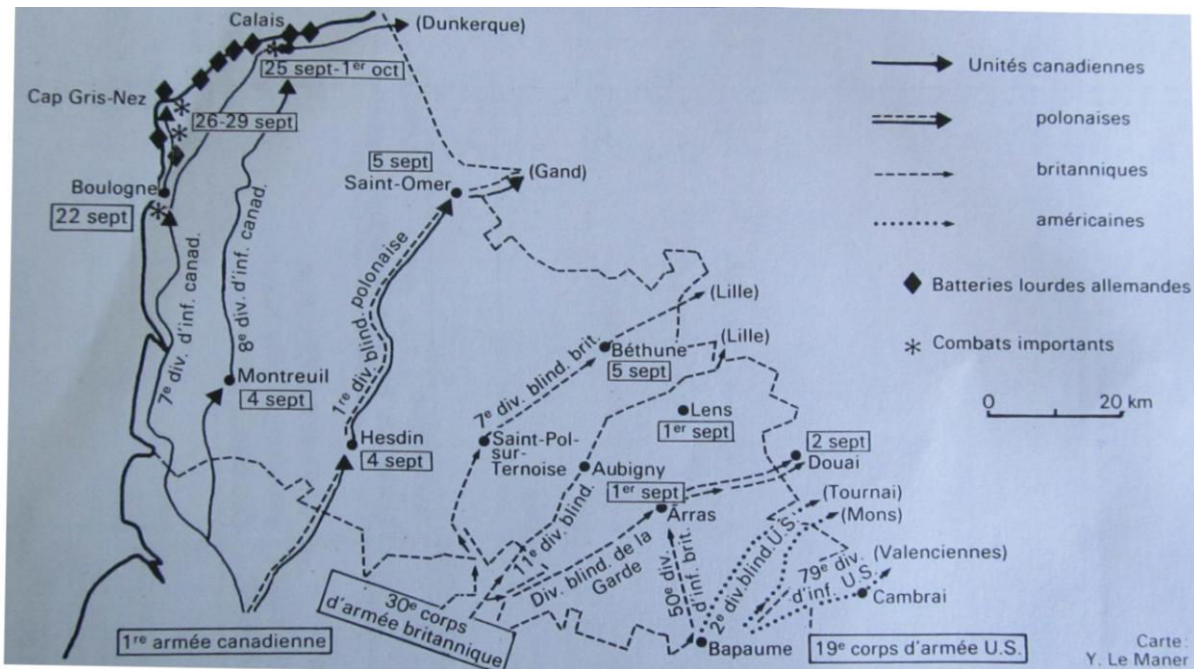
¹¹⁴ LESAGE R., « Le massacre d'Hesmond-Offin du 4 septembre 1944 » in *Mémoires de guerre*, n° 06, 1994, p 115-122, p 115.

¹¹⁵ Voir la première partie de ce chapitre.

Ducrocq tombe également au combat. Le 3 septembre 1944, lors d'une embuscade tendue à des troupes allemandes isolées, il est tué d'une balle dans la poitrine¹¹⁶.

Dans la nuit du 3 au 4 septembre, des troupes allemandes sont toujours positionnées près de l'Authie et tentent d'empêcher la progression des Alliés et notamment de la division blindée polonaise. Mais le 4 septembre, des éléments de cette dernière atteignent Hesdin, puis le canton de Fruges dans la soirée. Dans le même temps, la huitième division d'infanterie canadienne entre dans l'arrondissement par l'ouest, passe par Montreuil¹¹⁷, puis atteint la région de Samer. Le bourg d'Hucqueliers, au nord-est, est également repris par les troupes nord-américaines. Le 5 septembre, les dernières communes de l'arrondissement situées dans le nord-est sont libérées. Le groupe de résistants dirigé par le capitaine Jacques Germain¹¹⁸ continue de se battre aux côtés des canadiens jusqu'au 22 septembre pour libérer la ville de Boulogne. Il aurait notamment fait prisonnier une centaine de soldats allemands¹¹⁹.

Document 110 : L'avancée des troupes alliées dans le Pas-de-Calais en 1944



Source : BOUGARD P. et NOLIBOS A. (dir.), *Le Pas-de-Calais de la préhistoire à nos jours*, Saint Jean d'Angély, éditions Bordessoules, 1988, 438 p., p 387. Carte établie par Yves Le Maner.

La Libération est un moment d'euphorie et de joie pour la population, soulagée de voir partir l'ennemi. Mais dans certaines communes, elle demeure un jour de deuil, car elle est entachée du sang de nombreux résistants et Montreuillois. C'est le cas à Offin et à Hesmond. Le 4 septembre 1944, un groupe de F.F.I est repéré par les Allemands près de Contes. Un ou

¹¹⁶ O.U.R.S., « Rapports de résistants OCM conservés dans les archives Guy Mollet (OURS) » in *Mémoires de guerre*, n° 2, 1990, p 57-66, p 64.

¹¹⁷ VASSEUR L., « La Libération de Montreuil-sur-mer 4 septembre 1944 » in *Mémoires de guerre*, n° 03, 1991, p 127-144.

¹¹⁸ Voir la première partie de ce chapitre.

¹¹⁹ LHERMITTE F., « Historique de l'activité OCM dans le secteur de Montreuil-sur-mer » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 15-34, p 34.

deux officiers nazis à cheval¹²⁰ se dirigent alors vers eux en tirant des coups de revolver. Ils sont aussitôt abattus. Furieux d'avoir perdu leur commandant, les Allemands encerclent les résistants dans le bois du « Fond des Pendus ». Mais ceux-ci réussissent à se dégager avec l'aide des chars polonais passant à Aubin-Saint-Vaast. Mais l'ennemi ne compte pas en rester là. En représailles, huit soldats allemands pénètrent dans la ferme de M. Surmont, située à proximité, à Offin, et ordonnent aux occupants de les suivre. Ses derniers sont emmenés dans les champs. L'un d'eux, Monsieur Bisson, est frappé à coups de poings et de pieds, puis est abattu d'un coup de revolver. Les autres poursuivent leur marche avant d'être alignés et exécutés. Au préalable deux d'entre eux sont contraints de creuser une fosse qui doit leur servir de tombeau. Quatorze civils sont ainsi assassinés. Un seul homme a survécu, René Martin. Il est l'unique témoin du massacre¹²¹. Mais les nazis ne s'arrêtent pas là. Ils abattent les civils qu'ils rencontrent sur leur passage. Léonce de Bournonville, assis sur un tronc d'arbre, fumant la pipe dans sa propriété, est tué. Louis Maillard, un évacué du Touquet, subit le même sort alors qu'il revient des champs¹²².

Au lendemain de la Libération, la population et les résistants ont soif de vengeance. Ils s'en prennent alors aux collaborateurs ou considérés comme tels. C'est le début de l'épuration.

Une épuration limitée

À la Libération commence une véritable chasse aux collaborateurs qui doivent rendre des comptes. Toutefois, l'épuration est limitée sur le territoire. En raison des violences commises par les troupes nazies sur la population lors de l'invasion et de la forte présence militaire allemande tout au long du conflit, peu d'habitants de l'arrondissement de Montreuil prennent la voie de l'entente avec l'ennemi.

Mais avant même que des tribunaux spécialisés soient mises en place, des F.F.I décident de faire justice eux-mêmes. C'est ainsi que sur la place publique des bourgs de l'arrondissement, des femmes soupçonnées de « collaboration horizontale »¹²³ se retrouvent attachées de force sur des chaises pour être tondues. Marcelle Talleux, qui assiste à la scène à Hucqueliers, en face du magasin « Au lit d'Argent », dénonce la présence de résistants de dernière minute qui s'attribuent la victoire. Elle dit ressentir un profond sentiment d'injustice, ne comprenant pas qu'ils s'attaquent uniquement aux femmes et non pas à ce qu'elle appelle les « vrais profiteurs » de la guerre¹²⁴. Un peu plus de 180 arrestations ont lieu dans l'arrondissement de Montreuil après la Libération. De 1944 à 1948, 159 affaires¹²⁵ de collaboration sont traitées¹²⁶. Il est difficile de chiffrer avec précision le nombre de condamnations prononcées, en raison du caractère incomplet de certains dossiers. Toutefois, peu d'habitants semblent réellement condamnés faute de preuves suffisantes. Le plus souvent, il leur est reproché d'avoir eu « des relations cordiales avec l'ennemi », manifesté un

¹²⁰ LESAGE R., « Le massacre d'Hesmond-Offin du 4 septembre 1944 » in *Mémoires de guerre*, n° 06, 1994, p 115-122, p 117. La version varierait selon les témoignages.

¹²¹ *Ibidem*, p 118-122. René Lesage s'appuie sur le témoignage direct du seul rescapé, René Martin.

¹²² *Ibid.*

¹²³ BETHOUART B. (dir.), *Histoire de Montreuil-sur-Mer*, Editions Henry, Montreuil-sur-Mer, 2008, 404 p., p 335.

¹²⁴ TALLEUX M., « Souvenirs de l'occupation et de la Libération en pays d'Hucqueliers » in *Mémoires de guerre*, n° 04, 1992, p 83-87, p87.

¹²⁵ Certaines affaires concernent plusieurs individus.

¹²⁶ Arch. dép., 1W8218/1, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de Montreuil, 1944-1948, A-C. 1W8218/2, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de Montreuil, 1944-1948, D-K. 1W8219/1, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de Montreuil, 1944-1948, L-M. 1W8219/2, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de Montreuil, 1944-1948, N-Z.

sentiment anti-français ou anti-anglais, ou d'avoir fait « des profits illicites », c'est-à-dire de s'être enrichi en pratiquant le marché noir.

Dans quelques dossiers, des accusés disent être victime d'un règlement de compte, réfutant leur proximité avec l'occupant. C'est le cas notamment d'un homme de soixante ans, un industriel de Fruges. Il est arrêté et interné au centre de séjour surveillé de Montreuil-sur-Mer, puis remis en liberté provisoire le 23 décembre 1944. Son fils, avocat à Lille, décide d'écrire au Commissaire Régional de la République, pour le défendre, mais surtout pour dénoncer le fait que plusieurs arrestations de ce type ont eu lieu à Fruges dans le but d'écartier certains hommes de la politique et des prochaines élections. Voici un extrait représentatif de ses propos figurant dans sa lettre datée du 8 décembre 1944¹²⁷:

(...) Il existe à Fruges (Arrondissement de Montreuil-sur-Mer) P-DE-C, un groupement de résistance dont le moins qu'on puisse en dire est qu'il est composé d'éléments dont la plupart sont peu recommandables par leur origine ou leur passé, et dont le seul but, à l'heure actuelle, paraît être de profiter de circonstances qui leur octroient certains pouvoirs pour assouvir des vengeances politiques, religieuses ou commerciales à l'encontre de personnes dont le seul crime réside dans le fait de s'être faits, de tout temps, les défenseurs des principes de l'ordre et du patriotisme. (...)

De nombreux témoignages corroborent les dires de l'accusé, dont celui du maire de Verchin, ancien combattant de la guerre 1914-1918 et membre des F.F.I. Ce dernier se porte d'ailleurs garant de la bonne foi de l'industriel et demande aux autorités publiques une enquête sérieuse « au sujet des dénonciations inconsidérées qui font le plus grand tord à la cause de la Libération en risquant d'entraver le cours de la justice envers les véritables coupables ». Un arrêté préfectoral daté du 27 février 1945 ordonne la mise en liberté de l'industriel. L'homme est acquitté et le dossier est clos.

Néanmoins, des habitants sont reconnus comme ayant ouvertement collaboré avec l'occupant. C'est notamment le cas de trois jeunes femmes d'une commune du canton de Montreuil. Voici ce qui leur est reproché dans un rapport adressé au préfet du Pas-de-Calais après une enquête publique approfondie¹²⁸ :

Ces trois personnes auraient mené durant toute l'occupation une vie de débauche, festoyant avec les Allemands, auraient profité des occasions qui s'offraient ainsi à elles de préjudice aux Français en signalant à l'ennemi toutes les réquisitions qu'il était possible d'effectuer chez les habitants. Elles auraient également menacé de dénoncer plusieurs personnes (...), menaces qui auraient été parfois mis à exécution, sans toutefois amener d'arrestations. Elles auraient enfin pillé les cantonnements allemands au départ de ceux-ci.

Une dizaine d'habitants de la commune auraient témoigné contre elles. L'une des jeunes femmes est condamnée le 6 février 1945 à « l'Indignité nationale » et à l'interdiction de séjour dans le canton de Montreuil pendant cinq ans, une autre le 15 mars 1945 à trois ans de prison ferme. La troisième vit en Allemagne.

D'autres sont accusés d'avoir fait du marché noir et donc des profits illicites. Cette pratique, réprimée par la loi, ne disparaît pas après la Libération. Les habitants sont encore soumis aux restrictions les années suivantes. En effet, les récoltes de 1945 sont insuffisantes, en raison notamment de la rigueur de l'hiver et surtout des gelées tardives. Le rationnement doit donc perdurer, du moins jusqu'à ce que le niveau de production soit équivalent à celui d'avant la guerre. De nombreuses lettres de délation, le plus souvent anonymes, sont envoyées au chef de district principal du ravitaillement général de l'arrondissement de Montreuil-sur-

¹²⁷ *Ibidem.*

¹²⁸ *Ibid.*

Mer. C'est notamment le cas d'un courrier manuscrit daté du 29 août 1945 et signé du nom de l'auteur, résidant dans le canton d'Hucqueliers, dont voici plusieurs extraits¹²⁹ :

*(...) *** fait du Marché noir il vend du beurre beaucoup plus que la taxe à M^{me} *** de ** ou son mari qu'il vienne tous les quinze jours ainsi que des Moutons à Monsieur *** Boucher de ** qu'il revends lui meme au marché noir. Il y a aussi M^{me} *** qu'elle vend du beurre au marché noir à tous les évacués qu'il passe se sont de Marchande de poissons d'**. Il y a aussi M^{me} *** qu'elle vend du beurre à *** qu'il demeure actuellement à ** mais il en vient chez cher beaucoup de Ravitaillement (...) Je vous dirais aussi que s'y ce sont les gendarmes d'** qu'il viennent il sont comprises ensemble.*

Cette lettre est particulièrement intéressante, car de nombreux habitants d'origine géographique différente sont cités. Elle montre l'importance du marché noir à l'époque. De plus, l'auteur dénonce des cas de complaisance de certaines forces de l'ordre à l'égard du commerce clandestin. Dans d'autres courriers, la corruption, notamment des contrôleurs du ravitaillement, est également signalée¹³⁰. Ces dires sont évidemment difficilement vérifiables. Toutefois, ces délations montrent à quel point des tensions liées au rationnement subsistent dans la société de l'arrondissement de Montreuil au lendemain de la guerre.

Enfin, des résidents auraient activement collaboré avec l'ennemi, en n'hésitant pas à faire emprisonner d'autres citoyens. C'est notamment le cas d'un homme d'une commune du canton d'Hucqueliers, arrêté pour « intelligence avec l'ennemi ». Un arrêté préfectoral, daté du 11 octobre 1944, l'« astreint à résider dans un centre de séjour surveillé » avant sa comparution devant la cour de justice¹³¹. Il est poursuivi pour avoir organisé dans l'arrondissement de Montreuil « une surveillance sévère de chasse à l'aide de gardes intercommunaux nommés par ses soins ». Une lettre du sous-préfet de Montreuil, adressée au Préfet du Pas-de-Calais, précise également que l'accusé aurait chassé avec des officiers allemands. Dans ce courrier, l'homme est même qualifié de « collaborateur notoire » qui « avait ses grandes et petites entrées dans tous les bureaux de la Kommandantur de Montreuil-sur-Mer ». Il aurait fait condamner, « sur la foi de rapports fournis par lui-même », plusieurs français « à des amendes et à des peines variant entre 3 mois et 31 mois d'emprisonnement », dont un homme de plus de 72 ans¹³². Le 07 décembre 1944, la Cour de justice d'Arras décide d'un renvoi *sine die*¹³³ pour raison médicale. Le procès est donc momentanément suspendu. En 1946, le tribunal prononce une interdiction de séjour de l'accusé dans la commune et ordonne la nomination d'un tuteur pour le représenter et prendre part à toutes les délibérations du Conseil de famille¹³⁴. Le 08 février 1946, Le juge de Paix du canton d'Hucqueliers désigne son frère comme tuteur¹³⁵.

Au lendemain de la Libération, l'euphorie d'une population retrouvant enfin sa liberté et l'arrestation des collaborateurs n'atténuent en rien le traumatisme vécu pendant ces quatre longues années d'Occupation.

¹²⁹ Arch. dép., 3Z551, Battages 1943-1946, Farines, meuniers, Marché noir 1945-1946. Par prudence, notamment pour des raisons juridiques, les noms des habitants dénoncés et l'auteur de la lettre ont volontairement été omis d'être cités. Ils ont été ici remplacés par trois astérisques. Il en est de même pour les noms des communes, remplacés par deux astérisques. Les extraits sont ici fidèlement retranscrits. Ils comportent donc les erreurs de langage commises par l'auteur. Les noms des communes ont été remplacés par deux astérisques

¹³⁰ *Ibidem*.

¹³¹ Arch. dép., 1W8218/2, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de Montreuil 1944-1948.

¹³² *Ibidem*, Lettre du Sous-préfet de Montreuil adressée au Préfet du Pas-de-Calais, datée du 14 octobre 1944.

¹³³ *Sine die* signifie sans durée déterminée.

¹³⁴ Arch. dép., 4U29/40, Justice de paix d'Hucqueliers, 1943-1949.

¹³⁵ *Ibidem*.

Un bilan humain et matériel relativement lourd

Pendant l'Occupation, beaucoup d'habitants de l'arrondissement de Montreuil perdent la vie et de nombreuses communes sont dévastées. Des bâtiments sont détruits et des champs sont devenus incultivables.

Dans 17 communes de l'arrondissement, plus du tiers des propriétés bâties sont anéanties par les bombardements alliés¹³⁶. Les raids aériens auraient notamment fait plus de 2000 victimes civiles dans le Pas-de-Calais de septembre 1943 à mai 1944¹³⁷. À Étaples, 73 civils trouvent la mort au cours de la guerre¹³⁸. Les bombardements ne sont pas les seuls responsables des nombreux décès. Des habitants sont aussi assassinés par des soldats allemands, notamment lors de l'invasion en mai 1940 et les jours précédant la Libération. Le massacre d'Offin-Hesmond le 4 septembre 1944, un événement particulièrement sanglant abordé précédemment dans ce chapitre, en est l'un des témoignages les plus marquants. Des habitants, contraints de travailler pour l'ennemi, trouvent aussi la mort, en raison de la pénibilité de la tâche exigée. C'est le cas de Narcisse Lignez, mutilé de la Grande Guerre¹³⁹, domicilié à Bois-Jean. Réquisitionné par les Allemands pour transporter du matériel avec son attelage sous une température rigoureuse, il décède d'une congestion le 24 janvier 1944 à Groffliers.

Après 1945, la guerre fait toujours des victimes. Les mines posées par l'ennemi sur le littoral et les munitions de toutes sortes abandonnées sur le territoire sont à l'origine de nombreux accidents, le plus souvent mortels. Afin d'accélérer les opérations de déminage, des spécialistes sont envoyés sur le littoral pour former des prisonniers allemands et des soldats du génie. Mais la tâche est particulièrement longue et ardue. De la Libération à la fin de l'année 1945, un accident occasionné par la déflagration d'un engin explosif est relaté dans le journal *La Voix du Nord* presque chaque semaine. Un enfant de sept ans est notamment tué suite à la manipulation d'un obus trouvé sur la route à Lebiez en novembre 1944¹⁴⁰. Un Étaplois est blessé par l'explosion d'une mine au Touquet au début du mois de décembre 1944¹⁴¹. Le titre de l'article rapportant l'événement est « Encore une victime des mines », ce qui montre que ce type d'accident est relativement fréquent.

De nombreux soldats perdent également la vie au cours du conflit : les jeunes de l'arrondissement de Montreuil mobilisés, morts au combat en 1940 ou dans des camps de prisonniers en Allemagne, mais aussi des résistants. Environ 238 000 militaires et 330 000 civils d'origine française sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale. Sur le site « Mémoire des Hommes » du Ministère de la Défense, 4802 soldats et résistants morts au combat et nés dans le Pas-de-Calais sont répertoriés. Ils sont 270 à être natifs de l'arrondissement de Montreuil¹⁴². Toutefois, leur nombre est supérieur, car tous les soldats ne sont pas forcément nés dans l'arrondissement. Or, sur le site, les fiches de renseignement ne sont consultables qu'à partir du nom de l'individu, de son lieu de naissance ou de décès. Elles ne mentionnent d'ailleurs pas le lieu du domicile avant la guerre, ce qui rend inutile le dépouillement de toutes les fiches des hommes du Pas-de-Calais et des départements limitrophes. Les résistants sont nombreux à avoir perdu la vie. Au cours des combats de la

¹³⁶ Voir la deuxième partie de ce chapitre.

¹³⁷ BOUGARD P. et NOLIBOS A. (dir.), *Le Pas-de-Calais de la préhistoire à nos jours*, Saint Jean d'Angély, éditions Bordessoules, 1988, 438 p., p 379.

¹³⁸ BAUDELICQUE P., *Op. cit.*, p 389.

¹³⁹ Il est amputé du bras droit.

¹⁴⁰ *La Voix du Nord*, 28.11.1944.

¹⁴¹ *Idem*, 10.12.1944.

¹⁴² <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>

Libération, 274 F.F.I sont tués dans le département. Sous l'Occupation, 2957 d'entre eux sont déportés, 5245 internés dont 465 fusillés¹⁴³. La répression allemande à leur égard a donc été particulièrement lourde.

Pendant quatre longues années, les habitants de l'arrondissement de Montreuil sont contraints de cohabiter avec l'ennemi. Les règles strictes imposées par l'occupant, le rationnement de plus en plus pesant, mais aussi la forte présence militaire allemande, la violence de l'invasion, les menaces d'annexion, l'imposition de lourdes réquisitions et la peur ressentie par la population rendent la vie difficile aux habitants. Le sentiment germanophobe ne peut que prédominer. Dans ce contexte, de nombreux résidents n'hésitent pas à s'engager dans la résistance. Rares sont les civils qui collaborent délibérément avec l'ennemi. Ces années sont aussi marquées par une baisse de la production agricole. Celle-ci est loin d'atteindre son niveau d'avant la guerre. Or, l'agriculture doit non seulement nourrir la population, mais aussi les réfugiés originaires de Belgique et du département du Nord, et les nombreux soldats allemands présents sur le territoire. Elle se trouve affaiblie par les nombreuses réquisitions de récolte et de bétail, mais aussi par une diminution de la surface agricole utile et un manque croissant de main-d'œuvre.

Au lendemain de la Libération, l'euphorie laisse place à la dure réalité de la situation. Le territoire est dévasté, notamment par les bombardements. Le rationnement et les privations perdurent. L'hiver de 1944-1945 est si rude et si long que la plupart des cultures sont gelées. L'année 1945 s'annonce comme une année particulièrement médiocre sur le plan agricole. L'agriculture montreuilloise doit non seulement retrouver son niveau de production d'avant la guerre, mais aussi poursuivre son développement et combler les retards engendrés par le conflit sur le plan des cultures, de l'élevage, mais aussi des techniques et des structures de production.

¹⁴³ LHERMITTE F., « La résistance dans le Pas-de-Calais » in *Mémoires de guerre*, n° 02, 1990, p 3-8, p 8.

CHAPITRE 10 : UNE MODERNISATION ACCÉLÉRÉE DES MOYENS DE PRODUCTION APRÈS 1945

La Seconde Guerre mondiale constitue un frein au développement du machinisme agricole, puis de la motorisation des exploitations, déjà engagés sous la III^e République. À l'exception des tracteurs principalement américains, présents sur le territoire dans quelques grandes exploitations, les instruments les plus diffusés et utilisés par les cultivateurs tels que les brabants, les faucheuses, les batteuses et les faneuses sont de conception française. Or, l'industrie hexagonale n'a reçu durant les années 1942, 1943 et 1944 que 16% du tonnage de matières premières qu'elles consommaient avant la guerre¹. Elle n'a donc pu satisfaire les besoins des cultivateurs. De plus, des outils sont détruits par les bombardements, laissés à l'abandon ou détériorés par les intempéries pendant l'Occupation. Le rééquipement en matériel devient nécessaire pour le relèvement de l'agriculture, d'autant plus que le conflit a aggravé la pénurie de main-d'œuvre. De nombreuses machines sont importées des États-Unis pour répondre à la demande.

I) Une motorisation de l'agriculture montreuilloise

L'équipement des fermes se développe dans l'arrondissement de Montreuil au lendemain de la guerre. Les machines motorisées se généralisent. Dans les années 1930, peu de tracteurs équipent les exploitations en raison de leur manque de rentabilité. En effet, ce type de matériel est particulièrement onéreux à l'achat, tout comme le carburant qu'il consomme. De plus, ces engins sont lourds, peu adaptés au relief et équipés de roues métalliques peu adhérentes. Ils semblent donc être principalement des outils de prestige achetés par les exploitants les plus aisés. En 1946, l'arrondissement de Montreuil renferme 115 tracteurs², soit deux fois plus qu'en 1939³. Mais au cours des deux décennies suivantes, leur nombre explose.

Des exploitations de mieux en mieux équipées

La seconde moitié du XX^e siècle se caractérise par une modernisation accélérée de l'outillage agricole. Les tracteurs remplacent les attelages traditionnels de Boulonnais ; les moissonneuses-batteuses, les moissonneuses-lieuses et les batteuses fixes ; les épandeurs à fumier, les tombereaux, etc. Les presses ramasseuses se développent, entraînant la disparition progressive des meules. De nouveaux outils apparaissent comme les ensileuses avec l'émergence de la culture du maïs fourrage. Les exploitations s'équipent plus largement de trayeuses, puis de salles de traite mécanique pour les vaches laitières. Mais l'un des instruments les plus emblématiques de cette période n'en demeure pas moins le tracteur. Il est l'outil par excellence, un objet dont la puissance qui ne cesse de croître fascine les cultivateurs, comme en témoigne le succès des expositions de matériel agricole lors des concours agricoles, et la popularité des démonstrations et compétitions de labours⁴. Le service machinisme de la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais organise chaque année des

¹ Arch. dép., 37W234, Matériel et moyens de culture et de récolte. Matériel en 1941-1942 par commune. Matériel abandonné par les Allemands.

² Arch. dép., 37W68, Enquête sur l'outillage de culture mécanique, 1946.

³ Arch. dép., M1367, Statistique agricole annuelle et Plan de ravitaillement de 1939, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.

⁴ Ces types de manifestation sont abordés dans la troisième partie de ce chapitre.

manifestations rassemblant les principaux constructeurs d'engins agricoles. C'est notamment le cas en 1972 à Clenleu, dans le canton d'Hucqueliers. Des engins équipés de quatre roues motrices évoluent sur des terres dont la pente excède les 25%⁵. Ces démonstrations ont pour but d'inciter les cultivateurs à s'équiper d'engins de plus en plus puissants et performants, mais aussi de machines particulièrement adaptées aux parcelles à forte déclivité et aux sols biefieux.

Le tracteur, le symbole d'une agriculture moderne

Entre 1946⁶ et 1970⁷, le nombre de tracteurs équipant les exploitations de l'arrondissement de Montreuil est multiplié par 31. Sur les 3575 engins recensés en 1970-1971, 80,8% sont d'une puissance inférieure à 50 CV. Cette diffusion rapide des machines motorisées résulte de l'arrivée de matériel américain sur le marché français à des prix relativement bas⁸. Elle répond aussi à une volonté de l'État français d'amener les cultivateurs à se moderniser, en acquérant ce type de matériel, pour accroître significativement et rapidement la productivité, afin de dépasser l'autosuffisance et tendre vers un équilibre de la balance commerciale en exportant une partie des productions agricoles. Ce développement de l'outillage agricole s'inscrit dans le cadre d'un plan économique, de modernisation et d'équipement, dit plan Monnet, mis en place en janvier 1947⁹. La plupart des mesures proposées « tendent, par le développement de l'enseignement et surtout par la vulgarisation, à modifier l'attitude des paysans à l'égard de leur activité professionnelle qui leur est présentée comme un métier¹⁰ ». Les cultivateurs doivent se former aux nouvelles techniques et investir dans l'innovation. En effet, pour les autorités françaises, le retard de la France en matière agricole par rapport à d'autres pays, comme les États-Unis et la Hollande, s'expliquerait par « le défaut d'équipement et une mauvaise répartition des productions qui ne tireraient pas le meilleur parti de nos sols¹¹ ». Le plan Marshall, en 1948, joue aussi un rôle en privilégiant la productivité et donc le progrès technique.

Dans les années 1950, l'État met également en place des mesures incitatives pour l'achat de tracteurs, comme la détaxation du gasoil pour les agriculteurs en 1956¹². Le

⁵ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 08.01.1972.

⁶ Arch. dép., 37W68, Enquête sur l'outillage de culture mécanique, 1946.

⁷ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W234. Rapport de la Chambre Syndicale des Constructeurs Français de Machines Agricoles, intitulé « Le machinisme agricole au service de l'agriculture », envoyé à la Direction des Services Agricoles du Pas-de-Calais et daté de novembre 1945.

⁹ Arch. dép., 37W2, Plan Monnet de modernisation de la production agricole. Pour mieux moderniser les moyens de production, les départements sont découpés en régions agricoles. Il s'agit de regrouper des communes ayant notamment les mêmes caractéristiques sur le plan productif. Les nouvelles entités peuvent même s'étendre sur plusieurs « morceaux » de département. 11 régions agricoles sont créées dans le Pas-de-Calais. Ainsi les localités du littoral de l'arrondissement de Montreuil forme les Bas-champs picards, les cantons d'Hesdin et de Campagne, auxquels sont ajoutés les deux-tiers du canton de Montreuil et le Sud-est du canton d'Étaples, le Pays de Montreuil, et enfin le reste du territoire, le Haut-Pays d'Artois. Ce dernier comprend aussi les cantons de Fauquemburgues et de Lumbres, et s'étend jusque Saint-Martin-au-Laert, dans le canton de Saint-Omer et Lacres dans le canton de Samer. En 1983, le département est redécoupé en huit régions agricoles, respectant le maillage cantonal. L'arrondissement de Montreuil ne comprend plus que deux régions : le Pays de Montreuil formé par les cantons du littoral et du sud et le Haut-Pays par ceux de Fruges et d'Hucqueliers auxquels sont ajoutés les cantons de Lumbres et de Fauquemburgues.

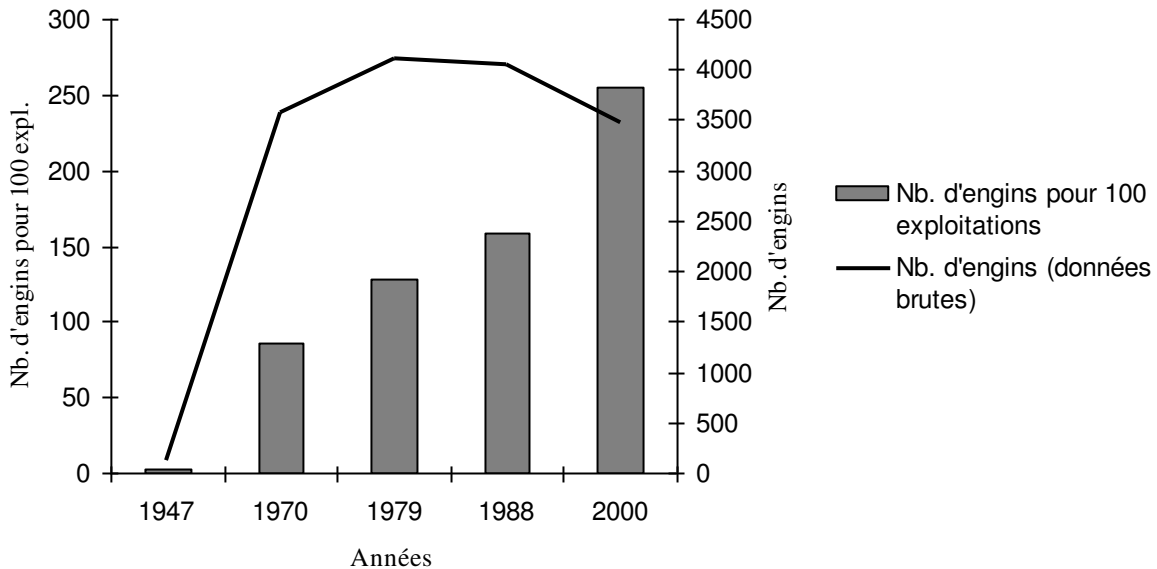
¹⁰ DUBY G., WALLON A. (dir.), *Histoire de la France Rurale*, Paris, éd. du Seuil, 1975-1976, tome IV, p 614.

¹¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W2.

¹² Le gasoil fortement détaxé est coloré pour l'identification, car il n'est réservé qu'à des usages bien définis, principalement celui de l'agriculture. La majorité des tracteurs avant 1956 dispose d'un moteur à essence. Mais,

développement du crédit permet aussi aux paysans de s'équiper plus aisément. Le nombre de prêts consentis par la Caisse locale de Crédit agricole Mutuel d'Hesdin passe notamment de 1420 pour un montant total de 9,6 millions de francs en 1961¹³ à 4326 pour un montant total de 45,3 millions de francs en 1968¹⁴. Enfin, la diffusion rapide des engins motorisés s'explique également par une pénurie de main-d'œuvre aggravée par la guerre.

Document 111 : L'évolution du nombre de tracteurs dans l'arrondissement de Montreuil entre 1946 et 2000 (données brutes et pour 100 exploitations)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1946, 1970, 1979, 1988 et 2000

Le nombre de tracteurs recensés sur le territoire augmente de 14,5% entre 1970¹⁵ et 1979¹⁶, puis il diminue de 11,2% entre 1979 et 2000¹⁷. Néanmoins, l'arrondissement de Montreuil renferme plus de tracteurs en 2000 qu'en 1970, alors que le nombre d'exploitations a été presque divisé par trois en trente ans. Le territoire compte en effet en moyenne 86 engins pour 100 exploitations en 1970 contre 255 en 2000. La motorisation s'est donc intensifiée. De plus, les tracteurs sont de plus en plus puissants. En 1970, seul un cinquième des machines ont une force supérieure à 50 chevaux, alors qu'en 2000, plus de la moitié ont une puissance de plus de 80 chevaux. Les moins de 55 chevaux ne représentent que 17,2 % du parc de l'arrondissement en 2000. Les engins les plus puissants servent principalement aux travaux

dix ans après cette mesure gouvernementale, presque tout le parc français s'est dieselisé. La plupart des fabricants cessent dès 1956 la commercialisation d'engins agricoles pourvus d'un moteur à essence.

¹³ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 21.03.1963. Compte-rendu de l'assemblée générale de la Caisse locale de Crédit agricole Mutuel d'Hesdin.

¹⁴ *Idem*, 22.03.1969. Compte-rendu de l'assemblée générale de la Caisse locale de Crédit agricole Mutuel d'Hesdin. Mais évidemment tous les prêts consentis ne concernent pas uniquement l'outillage agricole. Des demandes sont également faites pour le financement de bâtiments ou l'achat d'animaux. Peu de sources renseignent sur la nature de l'emprunt. La confidentialité des dossiers prévaut. Ces derniers ne peuvent donc être dépouillés.

¹⁵ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

¹⁶ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

¹⁷ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

des champs. Ils deviennent indispensables pour l'utilisation de charrues disposant d'un nombre de socs toujours plus conséquents et de semoirs de grande capacité. Ils permettent également un gain de temps et de carburants en tractant des remorques d'un tonnage important lors de la moisson l'été ou de l'ensilage du maïs fourrage en septembre-octobre. Les machines de moins de 55 chevaux sont le plus souvent de vieux tracteurs acquis dans les années 1970 et 1980 et dont le rôle se cantonne désormais principalement aux travaux de cour, comme le rempaillage des étables accueillant des bovins ou encore l'évacuation du fumier.

Mais la seconde moitié du XX^e siècle est aussi marquée dans l'arrondissement de Montreuil par le développement de nouveaux outils, particulièrement innovants, qui permettent d'effectuer plus rapidement les travaux des champs.

L'apparition de nouveaux outils et équipements de ferme

Parmi les équipements et machines innovantes dont disposent les cultivateurs de l'arrondissement au lendemain de la guerre figure la traite mécanique. En 1970, 30 exploitations sur 100 en sont équipées sur le territoire¹⁸. Elle évite à l'éleveur un travail relativement fastidieux. La machine remplace, en effet, le mouvement répétitif des mains du cultivateur sur le pis de la vache. Dans les années 1980, presque tous les paysans de l'arrondissement utilisent une trayeuse reliée à un tank à lait. En 2000, quasiment toutes les exploitations sont pourvues d'une salle de traite permettant à l'éleveur de traire un grand nombre de bêtes à la fois. Cette modernisation résulte principalement d'une mise en conformité à l'égard des normes européennes. Les améliorations techniques sont relativement rapides. C'est aussi le cas d'autres outils et machines agricoles, comme la moissonneuse-batteuse et l'ensileuse.

Au lendemain de la guerre, la majorité des cultivateurs de l'arrondissement utilise pour la moisson une moissonneuse-lieuse, c'est-à-dire une machine mue par un équidé ou un tracteur qui permet de faucher les tiges de céréales et de les lier automatiquement en bottes. Ces dernières sont ensuite entassées en meules pour assurer le séchage des épis pendant plusieurs jours avant de passer dans une batteuse actionnée par des chevaux ou un moteur. Mais à partir des années 1950 et 1960, les machines sont remplacées par des moissonneuses-batteuses, des engins capables à la fois de faucher et de battre, ce qui permet aux cultivateurs de gagner beaucoup de temps. De plus, son utilisation nécessite peu de main-d'œuvre, puisque la composition de meules disparaît. L'arrondissement compte en moyenne 13 engins de ce type pour 100 exploitations en 1970¹⁹, 25,8 en 1988²⁰ et 37,7 en 2000²¹. Mais le prix d'une machine demeurant très onéreux, de nombreux cultivateurs font appel à des entreprises de battage ou se groupent pour un achat collectif en fondant une CUMA²². C'est le cas de 63,7% des cultivateurs de l'arrondissement en 1970. Seule une minorité de paysans utilisent encore dans les années 1970 la moissonneuse-lieuse et la batteuse fixe. Les presses à fourrage se développent également rapidement. Leur nombre passe de 14 en 1936²³ à 1255 en 1970²⁴

¹⁸ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Op. cit.*, p 418-437.

¹⁹ *Ibidem*.

²⁰ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

²¹ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

²² Les CUMA sont des coopératives d'utilisation de matériel agricole qui permettent aux exploitations dont les moyens financiers sont limités d'avoir accès à la mécanisation. Leur rôle est plus largement abordé dans la troisième partie de ce chapitre.

²³ Arch. dép., M1364, Enquête agricole de 1936, arrondissement de Montreuil.

²⁴ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Op. cit.*, p 418-437.

dans l'arrondissement de Montreuil. Dans les années 1980, presque toutes les exploitations disposent de ce type de matériel. Les presses à balles, plus imposantes, apparaissent et se multiplient dans les deux dernières décennies, limitant ainsi les besoins de main-d'œuvre pour la manutention du fourrage sec et de la paille. L'ensileuse fait son apparition avec l'essor du maïs fourrage au lendemain de la guerre.

Le développement de l'équipement agricole est particulièrement rapide. En quelques décennies seulement, les machines mues par les chevaux laissent place à des engins de plus en plus innovants et puissants. L'informatique fait même son apparition dès le début des années 1980 sur le territoire. En effet, du 13 au 15 septembre 1982, se tient le premier salon de l'informatique dans l'arrondissement de Montreuil, pour les cultivateurs mais aussi pour les artisans et les commerçants, organisé par les Comités d'aménagement rural du Haut-Pays et de la Canche-Authie dans le bourg de Fruges²⁵.

Toutefois, le retard des moyens de production semble persister dans l'arrondissement de Montreuil par rapport au reste du département, notamment par rapport à l'Artois.

Un retard des moyens de production

L'un des arrondissements les moins bien équipés du Pas-de-Calais

Au lendemain de la guerre, les techniques de production se développent considérablement dans l'arrondissement de Montreuil. Les instruments sont de plus en plus performants. Néanmoins, le retard semble subsister par rapport à d'autres régions, notamment situées dans l'est du Pas-de-Calais. En effet, en 1970, les densités de tracteurs, de moissonneuses-batteuses, de pulvérisateurs et d'épandeurs à fumier sont dans l'arrondissement inférieures à la moyenne départementale. Le territoire compte notamment 86 tracteurs pour 100 exploitations, contre 91 en moyenne dans le Pas-de-Calais. Le décalage est particulièrement conséquent avec l'Artois qui renferme 35 tracteurs, 21 moissonneuses-batteuses et 31 pulvérisateurs de plus que l'arrondissement de Montreuil pour 100 propriétés agricoles, en 1970. Le territoire dispose toujours de densités d'instruments agricoles inférieures à la moyenne en 1988, mais le retard s'atténue. En effet, il compte notamment 159 tracteurs et 25,8 moissonneuses-batteuses pour 100 exploitations contre respectivement 163 et 26,6 dans le Pas-de-Calais. En 2000, le décalage disparaît²⁶.

Toutefois l'arrondissement de Montreuil compte un peu plus de presses à fourrage que la moyenne dans le département. En 1970, il renferme 30 outils pour 100 propriétés agricoles contre 29 dans l'ensemble du Pas-de-Calais. Cette dotation peut résulter de l'importance de l'élevage sur le territoire et donc des besoins en foin. De plus, l'arrondissement de Montreuil n'est pas l'espace le moins bien équipé du département. En effet, le Boulonnais ne dispose en 1970 que de 72 tracteurs, 8 moissonneuses-batteuses, 15 pulvérisateurs et 2 épandeurs à fumier pour 100 exploitations.

Jusqu'aux années 1980-1990, le retard du territoire par rapport aux régions agricoles de l'Est, notamment de l'Artois, peut résulter d'une pénurie de main-d'œuvre moins importante que dans le reste du département, mais aussi de moyens financiers plus restreints, ce qui limitent l'investissement. Les revenus à l'hectare sont plus faibles dans l'arrondissement de Montreuil en raison d'un impact conséquent des conditions naturelles, relativement rudes, sur la productivité. En effet, la mauvaise qualité de la plupart des sols, notamment dans le Haut-Pays, nécessite l'emploi d'une plus grande quantité d'engrais,

²⁵ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 24.09.1982.

²⁶ L'arrondissement de Montreuil renferme notamment 255 tracteurs pour 100 exploitations en 2000 contre 253 en moyenne dans l'ensemble du département.

et la déclivité sévère de nombreuses terres labourables oblige les cultivateurs à s'équiper d'engins plus puissants et donc plus onéreux²⁷. En 1970, l'arrondissement renferme 19,2% de tracteurs d'une puissance supérieure à 50 chevaux, contre 18% dans l'ensemble du département. Enfin, les mentalités plus conservatrices peuvent aussi constituer un frein au développement. Les Montreuillois semblent plus réticents à souscrire un crédit pour investir, en raison probablement de la peur que suscite l'endettement.

Toutefois, le retard n'est pas uniforme sur le territoire. Une dichotomie de plus en plus marquée apparaît au lendemain de la guerre entre les cantons du littoral et ceux dits de l'intérieur.

Document 112 : Nombre d'outils pour 100 exploitations en 1970

	Tracteurs	Moissonneuses-batteuses	Presses ramasseuses	Pulvérisateurs	Épandeurs à fumier	Ensileuses
Canton de Campagne	91	14,8	32,8	28,2	6,4	0,2
Canton d'Étaples	111,6	26,1	39,6	38	7,1	1,1
Canton de Fruges	76,3	10,4	25,5	18,7	6,9	0,8
Canton d'Hesdin	83,7	14,9	29,4	20,1	6,3	0,9
Canton d'Hucqueliers	80,3	6,8	27,9	22,9	2,8	0,2
Canton de Montreuil	95,1	19,6	34,7	28,2	6,1	0,6
Arrondissement de Montreuil	86,3	13,3	30,3	24,6	5,5	0,5
Pas-de-Calais	91,4	18,5	28,8	32,9	8,9	0,5

Source : d'après l'enquête agricole de 1970

De fortes disparités à l'échelle des cantons

En 1970, les exploitants des cantons du littoral montreuillois sont mieux équipés en machine motorisée que ceux des cantons dits de l'intérieur. En effet, le canton d'Étaples, qui est le mieux doté, dispose d'une proportion d'engins agricoles nettement supérieurs à la moyenne départementale. Celle-ci est loin d'être équivalente à celle de l'Artois, mais elle s'en rapproche. Pour 100 propriétés agricoles, le canton d'Étaples renferme environ 20 tracteurs, 7 moissonneuses-batteuses, 11 presses et 5 pulvérisateurs de plus que l'ensemble du Pas-de-Calais. En 1970, l'écart est particulièrement important avec le Haut-Pays qui possède les plus faibles densités d'instruments motorisés de l'arrondissement. Les cantons de Fruges et d'Hucqueliers disposent notamment, respectivement, de 76,3 et 80,3 tracteurs pour 100 exploitations contre 95,1 autour de Montreuil et 111,6 autour d'Étaples²⁸. Le décalage le plus

²⁷ Voir le chapitre 7. Un tracteur de 35 chevaux équipé de deux roues motrices, dispose d'une force de traction équivalente à cinq fois l'effort que peut fournir un cheval de trait d'environ 800 kilogrammes. Mais un tracteur peut perdre jusqu'à 70% de sa puissance à lutter contre les glissements. Un engin d'une puissance peu élevée est donc inefficace et inapproprié dans certaines zones.

²⁸ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Op. cit.*, p 418-437.

conséquent concerne la densité de moissonneuses-batteuses. En 1970, la région d'Hucqueliers ne renferme en effet que 6,8 machines pour 100 fermes contre 19,6 dans le canton de Montreuil et 26,1 dans celui d'Étaples²⁹. Mais le constat n'est pas nouveau, puisque ces disparités au sein de l'arrondissement existent déjà sous la III^e République.

Les disparités peuvent résulter de la différence de moyens financiers que possèdent les cultivateurs. L'investissement dans le matériel agricole est plus limité autour de Fruges et d'Hucqueliers, car les exploitants disposent dans ces régions d'un revenu à l'hectare globalement plus faible que sur le littoral et dans la vallée de la Canche. Le principal facteur en est la mauvaise qualité des sols et la forte déclivité de certaines parcelles dans le Haut-Pays. Le décalage important entre l'espace littoral et la zone « intérieure » de l'arrondissement peut aussi s'expliquer par la taille des exploitations. Les vastes propriétés agricoles ont en effet plus de moyens financiers pour s'équiper de machines innovantes que les petites structures. Or, la proportion de moyennes et grandes exploitations est plus importante sur le littoral que dans le reste de l'arrondissement. En 1970, une ferme s'étend en moyenne sur 33,7 ha dans le canton d'Étaples et 30,1 ha dans celui de Montreuil, contre 17,8 ha dans la région de Fruges et 18,5 ha dans celle d'Hucqueliers³⁰.

En 1988, les disparités s'atténuent dans l'arrondissement de Montreuil. Le nombre de tracteurs pour 100 exploitations oscille entre 152 dans le canton d'Hucqueliers et 167 dans celui d'Étaples³¹. Le phénomène résulte probablement de l'accroissement de la taille moyenne des propriétés agricoles sur l'ensemble du territoire entre 1970 et 1988.

Le développement de l'équipement agricole au lendemain de la guerre est particulièrement rapide, ce qui n'est pas sans conséquences.

Les conséquences de la motorisation de l'agriculture dans l'arrondissement

Les décennies 1950 et 1960 sont marquées dans l'arrondissement de Montreuil par une véritable explosion du nombre d'engins motorisés. Celle-ci entraîne une disparition brutale des attelages d'équidés, mais aussi la disparition du réseau ferré d'intérêt local et la transformation des paysages avec le remembrement.

La disparition brutale des attelages d'équidés

En 1954, l'arrondissement de Montreuil compte 239 chevaux de plus qu'en 1939, soit 10 571 bêtes³². Il renferme aussi 116 ânes et mulets. Mais, entre 1954 et 1970, le nombre d'animaux est divisé par huit. Seuls 1308 équidés³³ sont recensés sur le territoire en 1970. La chute est particulièrement brutale et témoigne de la motorisation accélérée de l'agriculture montreuilloise. Le tracteur remplace les attelages traditionnels en un peu plus d'une décennie seulement. Le phénomène est similaire et de même ampleur dans l'ensemble du département.

²⁹ *Ibidem.*

³⁰ *Ibid.*

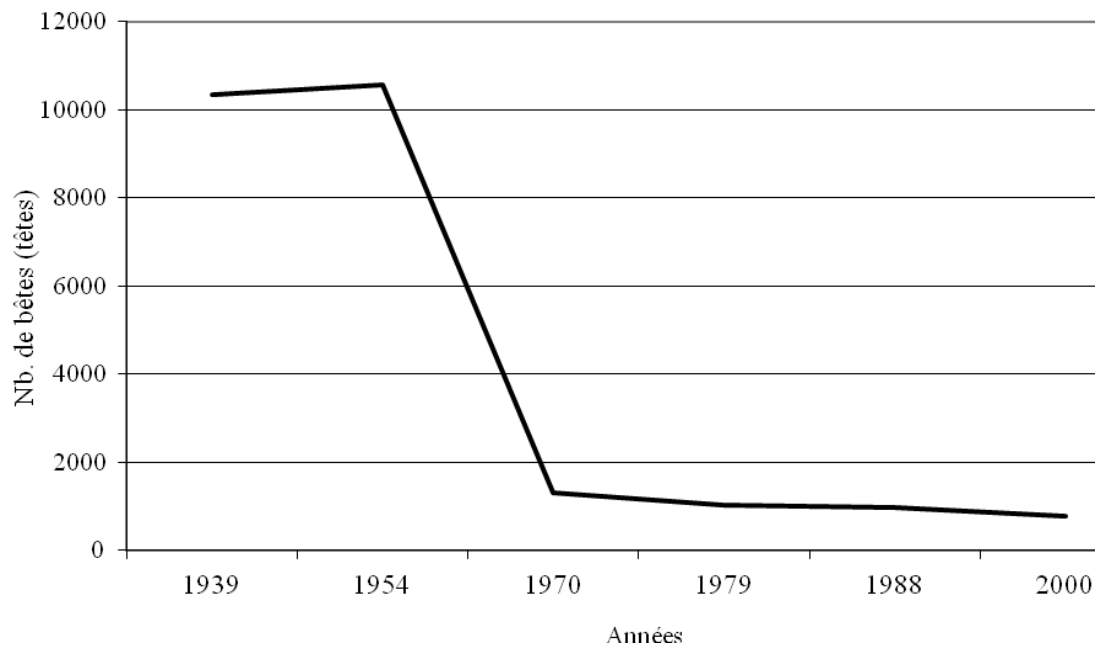
³¹ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

³² Arch. dép., 37W120, Enquête agricole de 1954, état communal de statistique agricole, arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer.

³³ Les quelques ânes et mulets sont ici comptabilisés avec les chevaux.

Celui-ci ne compte plus en effet que 8 118 bêtes en 1970 contre 62 120 bêtes en 1954³⁴. De 1970 à 2000, la baisse des effectifs est constante. Le nombre de bêtes est divisé par deux en trente ans. Les chevaux de trait ne représentent plus qu'une minorité des animaux recensés. Seuls quelques éleveurs, passionnés, tentent de préserver l'espèce. Les concours de la Société d'agriculture de Montreuil continuent cependant de récompenser les propriétaires des meilleurs équidés. Parmi les animaux présentés lors de ces manifestations, ces derniers sont d'ailleurs souvent les plus nombreux. Le 2 juillet 2002, lors du concours annuel qui se tient à Frencq, dans le canton d'Étaples, 43 Boulonnais, 4 percherons et 9 autres chevaux et poneys de diverses espèces sont mis en compétition³⁵. En 2000, les chevaux sont principalement des animaux de selle élevés pour les activités de loisirs. Des bêtes alimentent aussi la filière viande. Le déclin de l'élevage d'équidés s'accompagne également de la disparition de nombreux artisans ruraux comme les maréchaux et les bourreliers.

Document 113 : L'évolution du nombre de chevaux dans l'arrondissement de Montreuil de 1939 à 2000



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1939, 1954, 1970, 1979, 1988 et 2000.

L'abandon du réseau ferré d'intérêt local

En 1893 est inaugurée une ligne de chemin de fer à voie étroite reliant Aire à Berck, en passant par Fruges et Hucqueliers³⁶. Elle permet un relatif désenclavement des communes du Haut-Pays en reliant les bourgs du nord-est de l'arrondissement au Littoral montreuillois³⁷.

³⁴ Arch. dép., 37W122, Enquête agricole de 1954, Instructions, circulaires, correspondance, état récapitulatif départemental, imprimés.

³⁵ Archives de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, Palmarès du concours agricole du 7 juillet 2002 à Frencq. Une trentaine de bovins concourent également. Un troupeau d'ovins et quelques porcs sont exposés.

³⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 3Z13, Chemin de fer d'Hucqueliers à Berck, 1887. Chemin de fer d'Aire à Fruges et Renty à Hucqueliers, 1884. Chemin de fer de Rimeux à Berck, 1894.

³⁷ Voir le chapitre 3.

La ligne permet d'acheminer les habitants des campagnes vers les bourgs, notamment les jours de marché, mais aussi de transporter l'hiver les récoltes de betteraves vers les sucreries de l'arrondissement. Mais, en 1955, le réseau est abandonné, en raison d'un déficit d'exploitation croissant. La concurrence des engins motorisés en est l'un des facteurs. Toutefois, la ligne, depuis sa mise en place à la fin du XIX^e siècle, n'a jamais été véritablement rentable. La multiplication des autocars et des tracteurs n'a en réalité que précipité l'abandon de ce réseau d'intérêt local, qui semblait inéluctable. Le nombre de voyageurs est insuffisant, et l'entretien des trains est trop onéreux, d'autant plus que les déraillements sont relativement fréquents. Le dernier aurait eu lieu le 24 décembre 1954 entre Enquin-sur-Baillons et Preures, dans une courbe. Un rail aurait cédé sous le poids de la locomotive, qui se serait couchée. Quatre wagons auraient été entièrement détruits³⁸. En décembre 1954, le Conseil général du Pas-de-Calais décide de ne plus subventionner les voies ferrées d'intérêt local, car leur déficit d'exploitation ne cesse de croître. Seuls trois conseillers généraux s'opposent à la décision : le conservateur André de la Gorce représentant le canton d'Hucqueliers, le sénateur socialiste Bernard Chochoy, maire de Lumbres, et le socialiste Émile Durieux, président du Conseil général du Pas-de-Calais, élu du canton de Bertincourt.

La locomotive effectue un dernier trajet sur la voie ferrée d'intérêt local, dans l'arrondissement, le lundi 28 février 1955. Pour l'occasion, les derniers voyageurs bénéficient d'une photographie à l'arrivée³⁹. Le premier mars 1955, l'exploitation de la ligne s'arrête officiellement. 176 employés des chemins de fer se retrouvent sans emploi⁴⁰.

Le remembrement

Les engins agricoles sont de plus en plus puissants, imposants et lourds. Or les parcelles sont souvent morcelées et exigües. Alors pour faciliter l'exploitation des terres, les cultivateurs ont recours au remembrement. Celui-ci leur permet, par un échange de terre de même valeur avec un autre exploitant, de regrouper les surfaces et d'avoir des champs plus vastes et d'un seul tenant. Le remembrement fait partie des mesures recommandées par la Commission de modernisation pour accroître la productivité dans le cadre du plan Monnet dès 1947. La loi du 4 mars 1919 permet de remembrer les espaces dévastés par la Grande Guerre. Elle est complétée par celle de 1941⁴¹ puis celles de 1975 et 1976⁴². Dans le Pas-de-Calais, seule une vingtaine de communes sont remembrées en 1948, principalement dans le sud-est du département⁴³.

Mais cette pratique a lieu tardivement dans l'arrondissement de Montreuil. Entre 1947 et 1960, 80% des communes remembrées dans le Pas-de-Calais sont artésiennes⁴⁴. En 1980, l'hebdomadaire *Le Syndicat agricole* de la région Nord-Pas-de-Calais estime que seul un peu plus du tiers des terres pouvant être remembrées l'ont été dans les deux départements, soit environ 300 000 ha réaménagés sur les 800 000⁴⁵.

³⁸ VASSEUR L., « La mort du Tortillard » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n° 31-32, 1986, p 306-308.

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ *Journal de Montreuil*, 06.02.1955.

⁴¹ La loi du 9 Mars 1941 permet aux exploitants et non plus uniquement aux propriétaires de faire une demande de remembrement.

⁴² La loi de 1975 rend obligatoire la présence de trois spécialistes bénévoles de la protection de la nature. Celle de 1979 va plus loin, puisqu'elle rend obligatoire une étude d'impact environnemental pour tout remembrement. En effet, celui-ci modifie profondément les paysages avec notamment l'arrachage des haies, ce qui inquiète les autorités.

⁴³ VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p., p 73.

⁴⁴ ALLART M.-Ch., *L'évolution de l'agriculture en Artois dans la seconde moitié du XX^e siècle*, L'Harmattan, Paris, 2004, 112 p., p 25.

⁴⁵ *Le Syndicat agricole*, 18.10.1980.

Le remembrement a principalement lieu dans l'arrondissement dans les années 1970-1980. De nombreuses réunions d'informations sont organisées sur le territoire à la fin des années 1960 pour préparer les élus locaux et les cultivateurs à cette pratique. En 1972, 1230 hectares sont notamment remembrés dans les communes de Rimboval et d'Embry, dans le canton de Fruges⁴⁶.

Les mentalités semblent constituer un véritable frein à cette pratique dans l'arrondissement de Montreuil. En effet, les cultivateurs sont réticents, car ils se méfient des échanges de parcelles, craignant de se retrouver avec une terre de moindre valeur, bien que celle-ci soit prise en compte dans le remembrement⁴⁷. Les paysans sont aussi particulièrement attachés à la terre de leurs aïeux. Certains ne veulent donc pas s'en séparer.

La modernisation rapide de l'outillage agricole s'accompagne dans le même temps d'une véritable mutation des structures de production.

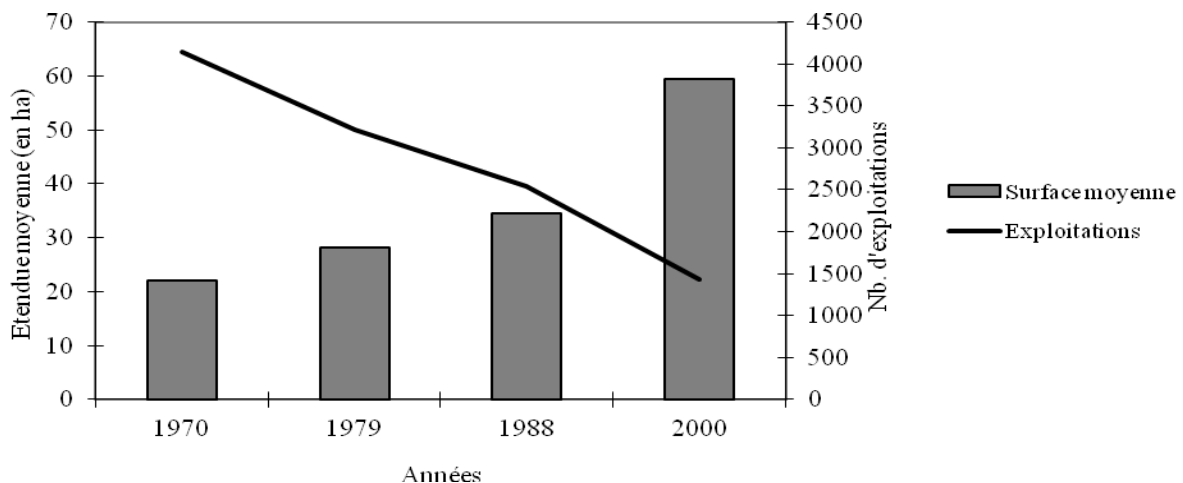
II) Une véritable mutation des structures de production au lendemain de la guerre

L'augmentation de la production mondiale entraîne une chute des prix des produits agricoles sur les marchés. Pour obtenir un revenu satisfaisant, l'agriculteur doit donc produire toujours plus, et pour cela il doit investir. Les petites exploitations sont ainsi condamnées à disparaître.

Des exploitations de plus en plus vastes

La disparition des petites structures

Document 114 : L'évolution du nombre d'exploitations et de leur étendue moyenne dans l'arrondissement de Montreuil entre 1970 et 2000



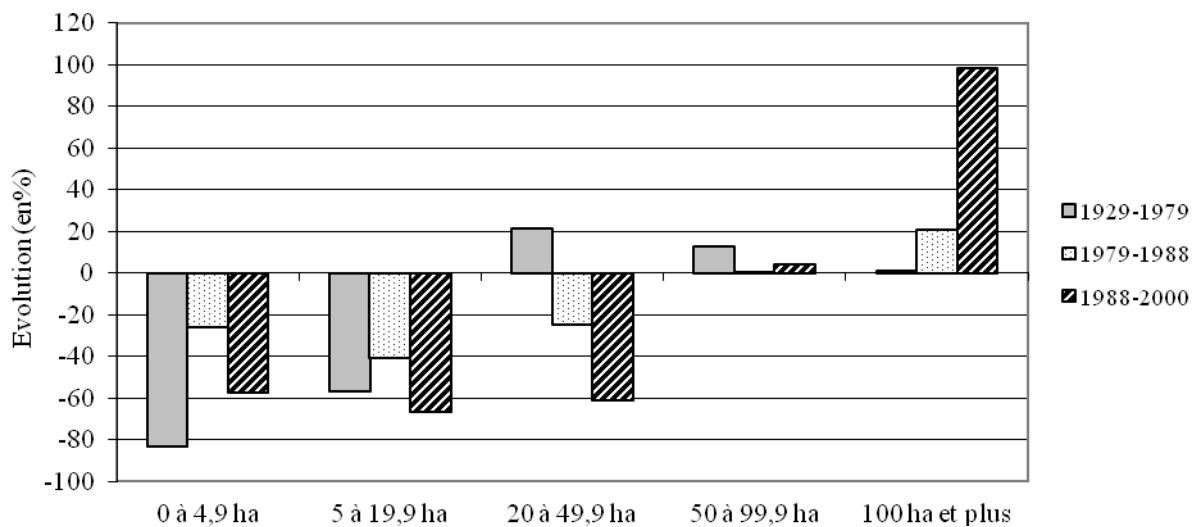
Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1970, 1979, 1988 et 2000.

⁴⁶ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 16.12.1972.

⁴⁷ Il est important de signaler qu'avec le phénomène de repeuplement des campagnes dans le département dès la fin des années 1990, la valeur de certaines parcelles, qui deviennent constructives, augmente sensiblement.

En 1970, l'arrondissement de Montreuil compte 4141 exploitations⁴⁸, soit deux fois moins qu'en 1929⁴⁹. L'étendue moyenne des propriétés passe de 12 hectares 20 ares en 1929, à 16 hectares 10 ares en 1942⁵⁰ et 22 hectares en 1970. Elle progresse donc de 10 hectares en 40 ans. Mais le phénomène s'accroît après 1970. Entre 1970 et 2000, le nombre d'exploitation est presque divisé par trois. Le territoire ne renferme plus que 1429 domaines en 2000⁵¹. La baisse la plus importante a lieu au cours de la dernière décennie, puisqu'entre 1988 et 2000, l'arrondissement de Montreuil perd 44% de ses exploitants.

Document 115 : L'évolution du nombre d'exploitations selon leur étendue dans l'arrondissement de Montreuil entre 1929-1979, 1979-1988 et 1988-2000



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1929, 1979, 1988 et 2000.

Parallèlement, l'étendue moyenne des fermes augmente considérablement dans les trente dernières années. Elle passe de 22 hectares en 1970⁵² à 59 hectares et 50 ares en 2000⁵³. Le phénomène résulte principalement de la disparition des structures de production les plus petites. Dans l'entre-deux-guerres, de nombreuses exploitations sont inférieures à un hectare. Or, elles appartiennent le plus souvent à des ouvriers agricoles qui cultivent une parcelle de terre pour eux-mêmes en empruntant le matériel de leur patron. La réduction de la masse salariale au lendemain de la guerre entraîne donc une forte diminution de ces micro-exploitations. À celle-ci s'ajoutent progressivement celle des propriétés inférieures à dix hectares, devenues peu rentables. Les petits exploitants n'ont pas les moyens financiers suffisants pour acquérir de l'outillage de pointe et ainsi accroître leur productivité. Or, la baisse des prix des produits agricoles, en raison d'une surproduction de plus en plus conséquente, entraîne une diminution de leurs revenus. Pour maintenir un salaire équivalent, le cultivateur doit produire plus, et donc se moderniser et exploiter des champs de plus en plus

⁴⁸ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Op. cit.*, p 418-437.

⁴⁹ Arch. dép., 37W17-18, Recensement de l'agriculture et du bétail de 1929, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.

⁵⁰ Arch. dép., 37W34, Enquêtes agricoles communales de 1942, arrondissement de Montreuil-sur-Mer.

⁵¹ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

⁵² Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Op. cit.*, p 418-437.

⁵³ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

vastes. Lorsque l'exploitant en petite culture part en retraite, le plus souvent sa ferme disparaît. Au cours des deux dernières décennies, le nombre d'exploitations moyennes se réduit également, au profit des plus grandes structures.

En effet, entre 1929 et 1979, 83% des exploitations de moins de 5 hectares et 56% de celles disposant d'une étendue comprise entre 5 et 20 hectares disparaissent, au profit des moyennes et grandes structures. Le phénomène s'accélère au cours des deux dernières décennies. Le nombre de petites propriétés continue de diminuer, mais il n'est plus le seul à regresser. En effet, les fermes de taille moyenne sont de moins en nombreuses. Entre 1979 et 1988, le quart d'entre-elles disparaissent. Entre 1988 et 2000, l'arrondissement perd 61% des propriétés agricoles d'une surface comprise entre 20 à 50 hectares. Le nombre d'exploitations de 50 à 100 hectares augmente peu. À l'inverse, celui des vastes propriétés progresse de 21% entre 1979 et 1988⁵⁴ et de 98% entre 1988 et 2000⁵⁵.

En 1979, dans l'arrondissement de Montreuil, la moitié des exploitations s'étendent sur moins de 20 hectares. Vingt ans plus tard, les fermes de moins de 20 hectares ne représentent plus que le quart des propriétés agricoles. Dans le même temps, la proportion des domaines supérieurs à 50 hectares, augmente fortement. Elle progresse de 6 points entre 1979 et 1988, et de 27 points entre 1988 et 2000⁵⁶. Près de la moitié des structures de production disposent en 2000 de plus de 50 hectares de SAU. La part d'exploitations en grande culture est supérieure d'environ 7 points à la moyenne départementale.

L'arrondissement de Montreuil fait partie dans la seconde moitié du XX^e siècle des arrondissements du Pas-de-Calais comptant le plus de grandes propriétés.

Une étendue par exploitation supérieure à la moyenne du département

En 1929, la surface moyenne des exploitations de l'arrondissement est supérieure de 60 ares à celle de l'ensemble du département. Mais après la guerre, l'écart s'intensifie. En 1970, il est de 2 hectares et 40 ares. La taille moyenne des propriétés agricoles est sur le territoire équivalente à celle de l'Artois. Le décalage s'accroît de 30 ares en 1979 et d'un hectare et 20 ares en 1988 par rapport à l'ensemble du Pas-de-Calais. En effet, l'étendue moyenne est de 34 hectares et 40 ares pour l'arrondissement et de 30 hectares et 50 ares pour le département en 1988.

Dans la dernière décennie, l'écart s'accroît. En 2000, les fermes de l'arrondissement s'étendent en moyenne sur 59 hectares et 50 ares, contre 51 hectares et 80 ares dans le Pas-de-Calais, et 42 hectares sur le territoire français.

Le décalage peut résulter des actions menées par les associations agricoles plus efficaces dans l'arrondissement de Montreuil que dans d'autres arrondissements du département. Il peut aussi s'expliquer par la prééminence des grandes propriétés. En 2000, celles-ci sont en proportion plus nombreuses dans le Montreuillois que dans le reste du département. Le choix des cultures peut aussi être un facteur explicatif. Les 62 exploitations que compte le canton de Saint-Omer en 2000 s'étendent sur moins de 35 hectares⁵⁷. Les cultivateurs privilégient le maraichage dans cette région. Cette culture, contrairement aux céréales, se pratique sur de faibles étendues, car elle demande plus de travail.

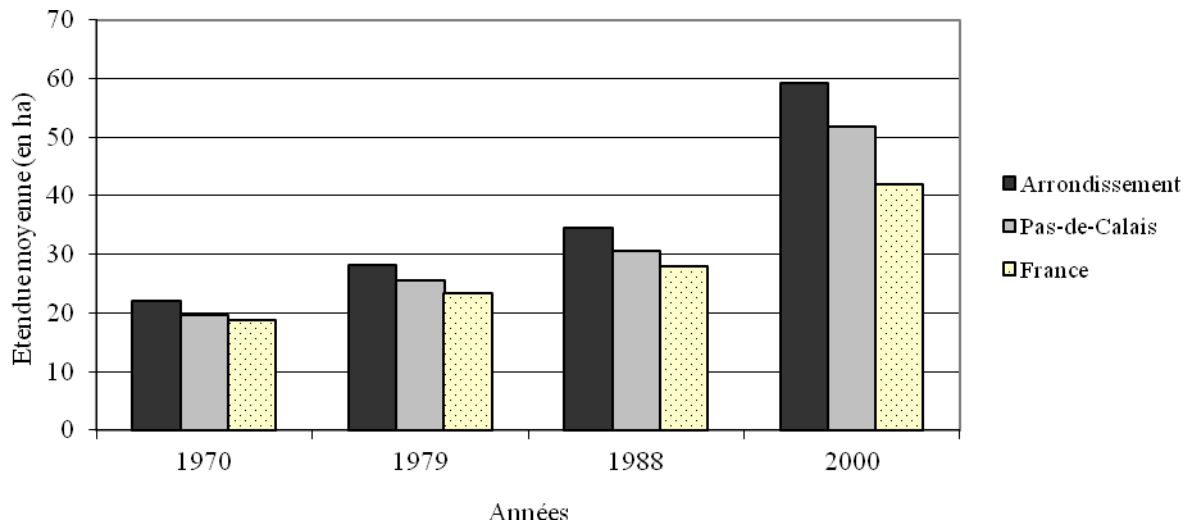
⁵⁴ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁵⁵ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

⁵⁶ Annexes 29, 30 et 31.

⁵⁷ Les deux-tiers des exploitations s'étendent sur moins de 5 hectares.

Document 116 : L'évolution de l'étendue moyenne des exploitations entre 1970 et 2000 dans l'arrondissement de Montreuil, dans le Pas-de-Calais et en France



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1970, 1979, 1988 et 2000.

Dans l'arrondissement de Montreuil, bien que la grande culture prédomine, les exploitations sont loin d'être aussi vastes que dans le Bassin parisien, et plus particulièrement dans la Beauce. Toutefois, les Bas-Champs qui disposent de conditions naturelles plus favorables que le Haut-Pays se rapprochent de ce modèle.

Des disparités à l'échelle cantonale

Tous les cantons de l'arrondissement connaissent la même évolution sur le plan de structures de production. Ces dernières sont de plus en plus vastes et de moins en moins nombreuses. Néanmoins, des disparités subsistent concernant la taille des exploitations. En 1970, l'étendue moyenne des fermes oscille entre 17 hectares et 80 ares autour de Fruges et 33 hectares et 20 ares autour d'Étaples⁵⁸. L'écart persiste en 1979 et en 1988⁵⁹. Les cantons du Littoral disposent toujours des fermes les plus vastes. Le Haut-Pays concentrent plus de domaines de petite et moyenne culture. Les régions de Campagne et d'Hesdin occupent une position intermédiaire avec une étendue moyenne par propriété légèrement supérieure pour la première et inférieure pour la seconde à la moyenne de l'arrondissement.

En 2000, la taille moyenne des exploitations est de 76 hectares et 50 ares dans le canton d'Étaples et de 70 hectares et 80 ares dans celui de Montreuil, contre 59 hectares et 20 ares en moyenne dans l'arrondissement⁶⁰. L'étendue moyenne des fermes sur le Littoral montreuillois est l'une des plus élevées du Pas-de-Calais. En effet, dans les cantons de Bapaume, Croisilles et Pas-en-Artois, renfermant les propriétés les plus vastes de l'arrondissement d'Arras, elle n'est respectivement que de 63 hectares et 20 ares, 67 hectares et 70 ares et 66 hectares et 60 ares. À l'inverse, en 2000, dans le Haut-Pays, les grands

⁵⁸ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Op. cit.*, p 418-437.

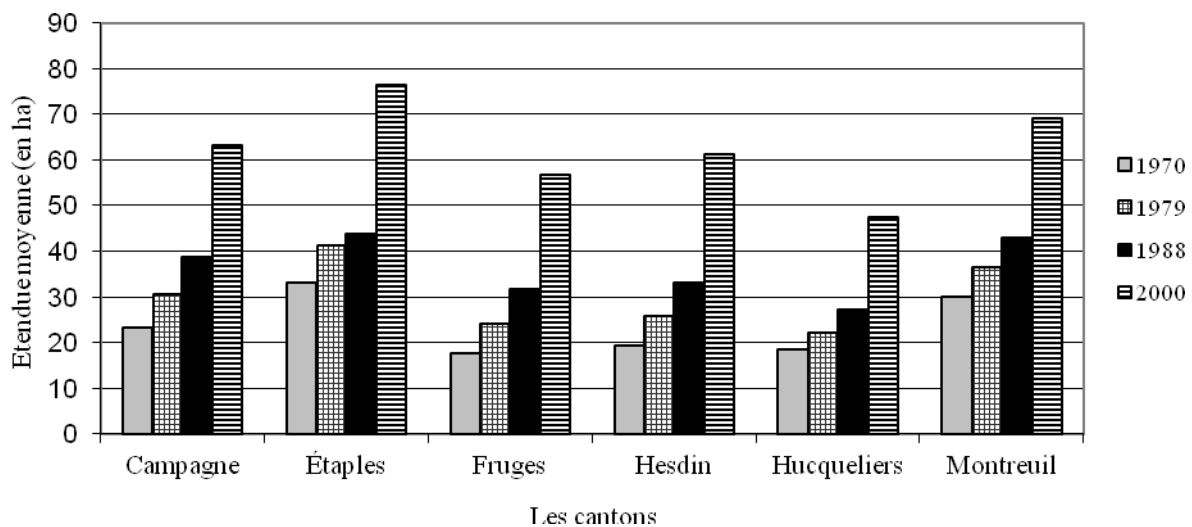
⁵⁹ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁶⁰ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

domaines sont moins nombreux. La taille moyenne des exploitations n'est que de 47 hectares et 60 ares dans le canton d'Hucqueliers et de 56 hectares et 80 ares dans celui de Fruges. Une exploitation sur deux dans l'arrondissement se situe dans le haut-pays.

Les disparités résultent probablement de conditions naturelles plus favorables sur le littoral et dans les cantons du sud de la Canche qu'autour d'Hucqueliers et de Fruges. En effet, il est plus difficile d'aménager de vastes parcelles sur certains versants particulièrement escarpés du Haut-Pays. De plus, les cantons d'Hucqueliers et de Fruges sont avant tout des terres d'élevage, alors que les cantons littoraux sont des espaces céréaliers et betteraviers.

Document 117 : L'évolution de l'étendue moyenne des propriétés agricoles dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil de 1970 à 2000⁶¹



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1970, 1979, 1988 et 2000.

La prééminence du fermage

Au lendemain de la guerre, le fermage est le faire-valoir prédominant sur le territoire : En effet, 74,6% des terres sont affermées en 1979 et 76,5% en 1988⁶². Le nombre d'exploitants étant uniquement fermiers ou propriétaires n'est pas précisé dans les enquêtes agricoles. Mais le plus souvent le mode de faire valoir est mixte : La plupart des cultivateurs possèdent quelques parcelles et en louent d'autres. La pratique du métayage n'existe plus que dans le canton d'Hucqueliers, mais elle est marginale. En 1979, le Pas-de-Calais compte trois métayers dont deux autour d'Hucqueliers⁶³.

Le fermage progresse au lendemain de la guerre au détriment du faire-valoir direct. En effet, en 1929, 51% des cultivateurs possèdent plus de terres qu'ils n'en louent⁶⁴. Entre 1979 et 1988, la proportion de terres affermées augmente de près de deux points. Le phénomène est

⁶¹ Les données agricoles du canton de Berck, créé en 1991 et regroupant des communes issues du canton de Montreuil, sont ici ajoutées à celles du canton de Montreuil pour pouvoir se rendre compte de l'évolution.

⁶² AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

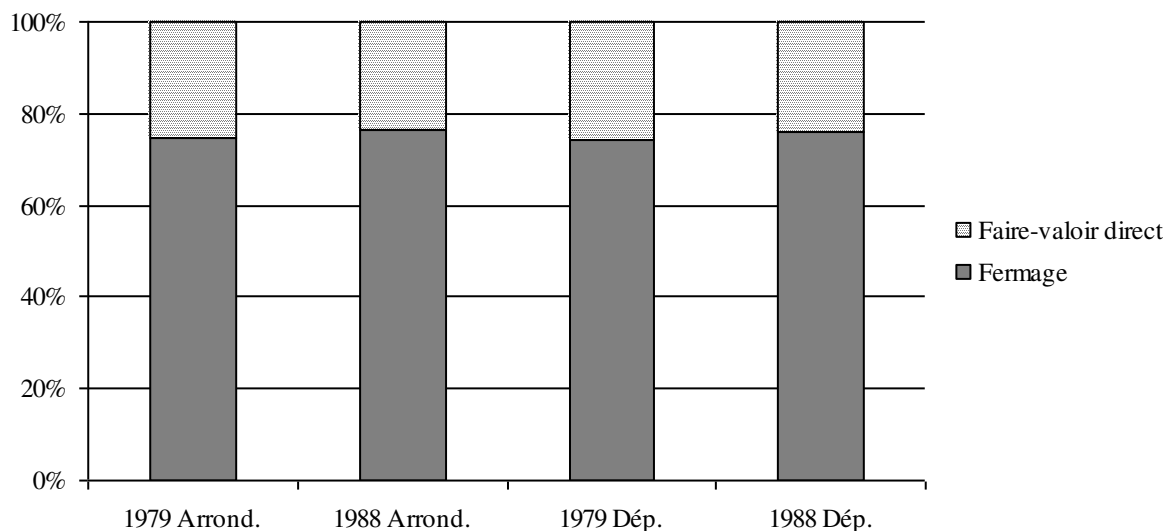
⁶³ Les deux métayers du canton d'Hucqueliers n'apparaissent plus dans l'enquête de 1988.

⁶⁴ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W17-18.

identique dans l'ensemble du département. L'arrondissement de Montreuil dispose d'une part de surfaces agricoles mises en location similaire à celle du Pas-de-Calais. À l'échelle des cantons, le constat est le même⁶⁵.

La prééminence du fermage comme mode de faire-valoir résulte principalement de la disparition progressive des petites et moyennes exploitations. Lorsque l'exploitant en petite culture part en retraite, le plus souvent sa ferme disparaît. Celle-ci n'est pas assez rentable pour que l'un de ses descendants la reprenne. Les terres sont donc libres d'occupation. Le plus souvent le cultivateur préfère louer à d'autres fermiers les parcelles qu'il possédait plutôt que de les vendre, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la plupart sont attachées à la terre, héritée de leurs aïeux, et ne souhaitent donc pas s'en séparer. Ensuite, la location de ses biens permet au retraité de percevoir un revenu complémentaire. Les pensions perçues par les paysans en retraite sont souvent peu élevées. Enfin, depuis la création en 1968 de la SAFER⁶⁶ Flandres-Artois disposant d'un droit de préemption⁶⁷, le propriétaire n'est plus libre de vendre sa terre agricole à l'acquéreur de son choix⁶⁸ et aux conditions qu'il souhaite. Il ne peut donc plus céder son bien en faisant jouer la concurrence entre les acheteurs. Il est donc financièrement moins intéressant de vendre.

Document 118 : La part des types de faire-valoir dans l'arrondissement de Montreuil et dans le Pas-de-Calais en 1979 et 1988



Sources: d'après les enquêtes agricoles de 1979 et 1988.

⁶⁵ Annexe 32.

⁶⁶ La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, la SAFER, a pour but d'améliorer les structures agraires et notamment de faciliter la mise en culture des terres et l'établissement d'agriculteurs.

⁶⁷ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 19.04.1969. Le droit de préemption est accordé à la SAFER Flandres-Artois le 28 mars 1969.

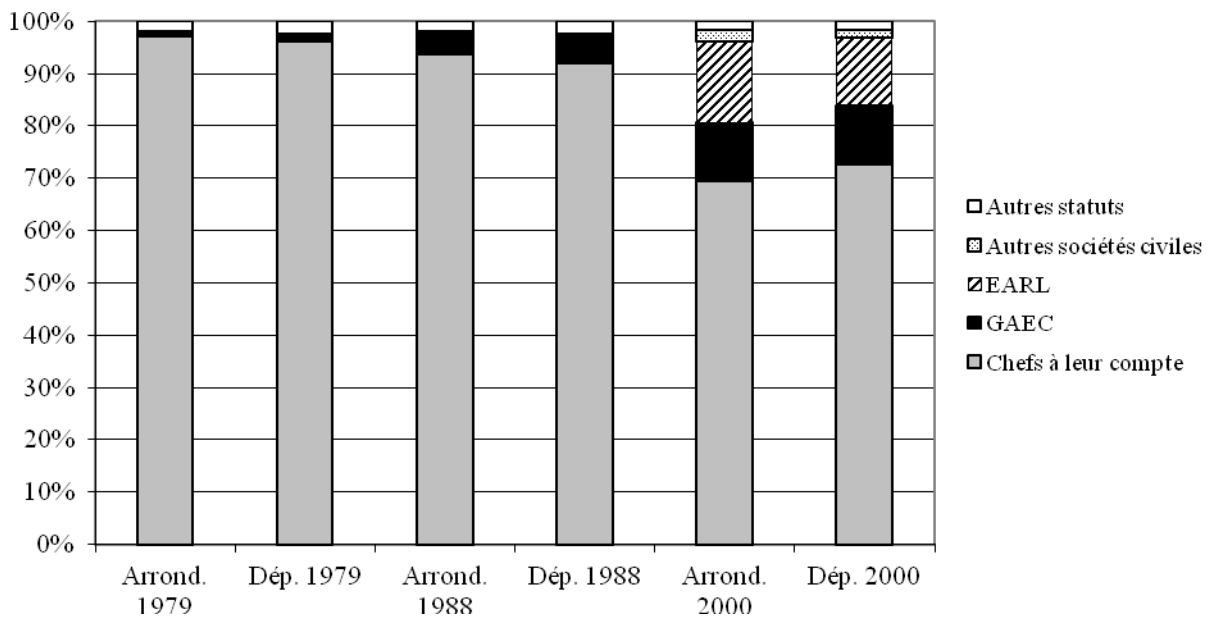
⁶⁸ Les cultivateurs sont prioritaires. Mais leur droit de préemption ne s'applique pas lorsque l'acheteur et le vendeur sont de la même famille.

L'apparition de sociétés d'exploitation toujours à caractère familial

Un essor des GAEC et des EARL dans les années 1980-1990

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, non seulement les structures de production sont de plus en plus vastes, mais elles se transforment aussi peu à peu en véritables entreprises. En 1979, 97% des exploitations dans l'arrondissement de Montreuil sont dirigées par un chef de famille à son compte. Mais 3% sont des sociétés civiles agricoles. C'est notamment le cas des GAEC, des Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun, créés par la loi du 8 août 1962⁶⁹, qui permettent à des agriculteurs associés de travailler ensemble sur la même structure de production⁷⁰. Ainsi en 1979, l'arrondissement compte 31 GAEC dont la moitié est des associations père-fils⁷¹. De 1979 à 1988, le nombre de sociétés agricoles de ce type explose. Il est presque multiplié par quatre en seulement 10 ans, alors que les exploitations sont de moins en moins nombreuses. En 1988, 110 GAEC sont recensés sur territoire⁷². Toutefois, elles ne représentent encore qu'une faible part des fermes, soit moins de 5%. En proportion, en 1988, elles sont moins nombreuses que dans le reste du département. Mais le décalage disparaît au cours de la décennie suivante.

Document 119 : La part des différentes catégories d'exploitations classées selon leur statut dans l'arrondissement de Montreuil et le Pas-de-Calais en 1979, 1988 et 2000



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1979, 1988 et 2000

Il faut attendre la dernière décennie pour voir un véritable développement des sociétés d'exploitation agricole dans l'arrondissement de Montreuil, comme dans l'ensemble du département et sur le territoire français. Entre 1988 et 2000, leur nombre double, passant de

⁶⁹ Arch. dép., 37W313, Société d'agriculture de Montreuil, 1949.

⁷⁰ Le statut des GAEC n'autorise pas l'association de deux conjoints seuls.

⁷¹ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁷² AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

163 à 340 exploitations⁷³. En 2000, en proportion par rapport à l'ensemble des fermes, les GAEC gagnent sept points dans l'arrondissement. Mais elles ne sont plus les sociétés agricoles les plus nombreuses. Les Exploitations Agricoles à Responsabilité limitée, les EARL, créées par la loi du 11 juillet 1985, représentent 15,5% des structures de production et plus de la moitié des sociétés civiles agricoles, en 2000. La proportion de GAEC, EARL et autres associations civiles dans l'arrondissement de Montreuil est supérieure à celle de l'ensemble du département d'un peu plus de trois points. Le développement rapide des EARL résulte principalement de l'attractivité du statut. En effet, contrairement à celui des GAEC, ce dernier autorise l'association de deux conjoints parmi les coexploitants. Les sociétés d'exploitation sont donc principalement des sociétés familiales.

Le succès des sociétés d'exploitation agricole sur le territoire peut s'expliquer par une proportion de grandes exploitations plus élevée dans l'arrondissement que dans le reste du département. En effet, un GAEC ou une EARL doit pouvoir faire vivre plusieurs ménages. L'exploitation doit donc être une grande structure de production.

Probablement pour les mêmes raisons, les cantons du Haut-Pays renferment en proportion moins de GAEC et d'EARL que dans les autres cantons de l'arrondissement. En 2000, le tiers des exploitations autour d'Étaples sont des sociétés d'exploitation agricole, alors qu'autour d'Hucqueliers, moins d'un quart des fermes disposent de ce statut⁷⁴. Mais la part importante du nombre de grandes propriétés n'explique pas tout. En 2000, la taille moyenne des exploitations du canton d'Hesdin est inférieure de 15 hectares et 10 ares à celle du canton d'Étaples. Pourtant, la région d'Hesdin dispose de la plus forte concentration de sociétés d'exploitation agricole dans l'arrondissement. Les mentalités peuvent donc aussi jouer un rôle.

Les sociétés d'exploitation agricole sont essentiellement des sociétés familiales, puisqu'elle se compose en majorité de membres de la même famille. Il en est de même pour l'ensemble des structures de production dans l'arrondissement, tous statuts confondus.

Des exploitations avant tout familiales

Les exploitations dans l'arrondissement de Montreuil demeurent avant tout familiales, c'est-à-dire que leur main-d'œuvre⁷⁵ est principalement constituée d'individus issus du ménage. En 1979, 11% des fermes seulement ont recours à un ou plusieurs salariés permanents et 34,8% à un ou plusieurs salariés saisonniers dans l'arrondissement de Montreuil. De 1979 à 1988, la part des fermes employant un ouvrier agricole toute l'année chute de 4 points⁷⁶. Mais, au cours de la dernière décennie, elle atteint les 14,4%. Mais à l'inverse, la proportion d'exploitations utilisant des travailleurs saisonniers diminue fortement, passant de 31% en 1988 à 21,8% en 2000⁷⁷. Le phénomène résulte probablement de l'évolution des types de cultures pratiquées. La production de certaines plantes exigent plus de main-d'œuvre que d'autres. Cela peut aussi expliquer les disparités à l'échelle départementale.

⁷³ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

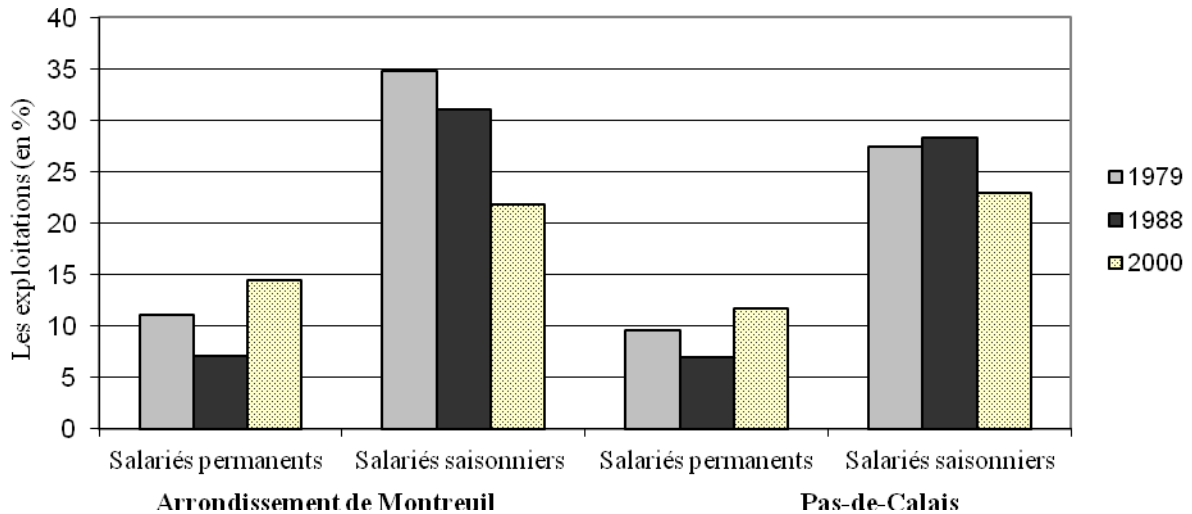
⁷⁴ Annexe 33.

⁷⁵ Il est important de signaler que sur le territoire les besoins en main-d'œuvre, familiale et salariée, diminuent fortement, principalement après les années 1960, en raison de la modernisation accélérée des techniques de production. De moins en moins d'hommes sont nécessaires pour exploiter une même surface.

⁷⁶ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁷⁷ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

Document 120 : La part des exploitations ayant recours à une main-d'œuvre salariée permanente et saisonnière dans l'arrondissement de Montreuil et le Pas-de-Calais entre 1979 et 2000 (en %)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1979, 1988 et 2000

La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par une véritable transformation des techniques et des structures de production. Certains parlent d'une « révolution silencieuse » qui secoue le monde agricole au lendemain de la guerre⁷⁸, d'autres de mutations qui auraient entraîné la disparition d'une civilisation millénaire, celle de la paysannerie⁷⁹. L'agriculture se motorise et les exploitations, de plus en plus vastes, deviennent de véritables entreprises. Ces bouleversements s'accompagnent de la fondation de nombreuses associations agricoles et du développement d'un véritable syndicalisme de défense des intérêts des cultivateurs.

III) Des associations de défense des intérêts des cultivateurs de plus en plus actives

En 1946, la loi sur la liberté syndicale est rétablie. Les groupements agricoles se multiplient alors dans l'arrondissement de Montreuil. Il s'agit principalement de divers syndicats de défense des intérêts des cultivateurs, rattachés à la républicaine Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais, soutenue par les sociétés d'agriculture du Pas-de-Calais, ou à la conservatrice et catholique Fédération agricole du Pas-de-Calais⁸⁰.

⁷⁸ DEBATISSE M., *La révolution silencieuse, Le combat des paysans*, Calman-Lévy, Paris, 1963, 275 p. Michel Debatisse est le président de la FNSEA de 1971 à 1978. Il est secrétaire d'État aux Industries agricoles et alimentaires de 1979 à 1981.

⁷⁹ MENDRAS H., *La fin des paysans suivi d'une réflexion sur la fin de paysans vingt Ans après*, Coédition Actes Sud-Labor-L'Aire, Paris, 1992, 450 p.

⁸⁰ Voir le chapitre 6.

Une montée en puissance du syndicalisme agricole chrétien

Au lendemain de la guerre, les associations agricoles affiliées à l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais et celles rattachées à la Fédération agricole du Pas-de-Calais continuent de cohabiter sur le territoire. Mais rapidement la Fédération agricole gagne du terrain et accroît son influence. En 1951, elle compte quatre fois plus d'adhérents que sa rivale dans le département⁸¹. Dans l'arrondissement de Montreuil le nombre de syndicats agricoles chrétiens croît nettement.

Dans les années 1960, un nouveau courant fait son apparition dans le département. Il s'agit du Cercle des Jeunes Agriculteurs dont le but est de défendre les intérêts particuliers des jeunes exploitants, membres de la Jeunesse Agricole Catholique. Craignant d'être concurrencé par celui-ci, la Fédération agricole du Pas-de-Calais prône la réalisation de l'unité syndicale. Le 3 mars 1969, la Fédération des Syndicats Agricoles, la FSA, rattachée à la FNSEA, est fondée.

L'influence croissante de la Fédération agricole dans l'arrondissement

En 1951, la Fédération agricole du Pas-de-Calais, présidée par Michel Dalle⁸², rassemble 798 syndicats communaux et 45 651 adhérents⁸³. Elle est le premier syndicat départemental. L'augmentation des cotisations encaissées témoigne du succès du groupement. Elles passent notamment de 5,4 millions de francs en 1946 à 15,9 millions de francs en 1958⁸⁴.

Dans l'arrondissement de Montreuil, le nombre de syndicats communaux chrétiens croît au lendemain de la guerre. Il passe de 45 en 1932⁸⁵ à 114 en 1951⁸⁶. Le développement rapide de ces groupements résulte probablement du succès des mouvements de jeunesse agricole catholique. En effet, ces derniers atteignent leur apogée vers la fin des années 1940 et jusqu'au début des années 1950. Certaines personnalités, comme André de la Gorce, le conseiller général d'Hucqueliers de 1913 à 1958, professeur de droit à la Faculté catholique de Lille et vice-président de la Fédération agricole dans l'entre-deux-guerres, contribuent probablement aussi à l'essor du syndicalisme agricole chrétien dans l'arrondissement.

Presque toutes les localités sur le territoire disposent d'une association affiliée à la Fédération agricole. Le territoire compte aussi quatre Unions agricoles dont les sièges sont implantés à Montreuil, Fruges, Étaples et Hesdin. La plus importante est celle de Fruges. Elle compte 1386 membres en 1958. Cinquante syndicats communaux y sont affiliés⁸⁷. Les Unions agricoles d'Hesdin, de Montreuil et de Fruges rassemblent respectivement 1114, 952 et 427 membres en 1958⁸⁸. Ces groupements cantonaux chrétiens concurrencent donc directement le Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil, l'organe exécutif de la Société d'agriculture de Montreuil, et le Syndicat agricole de la Région d'Hesdin. En 1951, 11 des 56 membres du conseil d'administration de la Fédération agricole sont originaires de l'arrondissement de Montreuil⁸⁹. Le plus jeune est Eugène Carlu, un cultivateur de Parenty né

⁸¹ Arch. dép., 1W749, Élections à la chambre d'agriculture, groupements agricoles, 1952.

⁸² Michel Dalle est né le 21 novembre 1896. Il est cultivateur à Couturelle.

⁸³ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

⁸⁴ Arch. dép., 1W8726, Caisses mutuelles agricoles, incendie et mortalité du bétail, 1958.

⁸⁵ Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

⁸⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

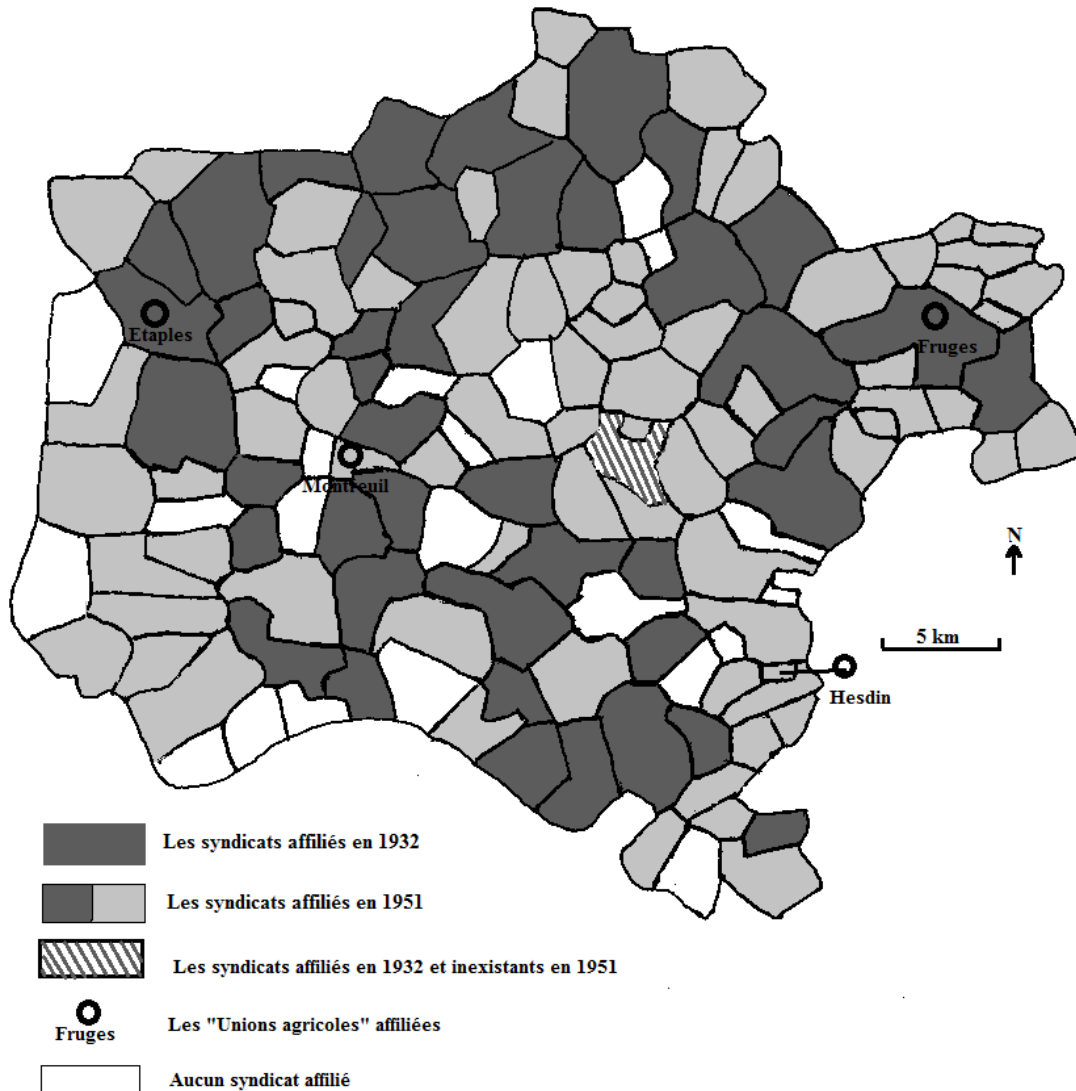
⁸⁷ Parmi les 50 syndicats affiliés figurent 10 associations du canton de Fauquembergues, 6 de celui d'Heuchin et un de celui de Le Parcq.

⁸⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W8726.

⁸⁹ Annexe 34.

en 1925. Il devient à partir des années 1970 l'une des figures emblématiques de la FNSEA dans le canton d'Hucqueliers.

Document 121 : Les syndicats agricoles de l'arrondissement de Montreuil affiliés à la Fédération agricole du Pas-de-Calais en 1951



Source : Arch. dép., 1W749, Élections à la chambre d'agriculture, groupements agricoles, 1952.

De nouveaux groupements rattachés à la Fédération agricole du Pas-de-Calais font également leur apparition.

Le 6 avril 1946, l'Union des producteurs de lait et dérivés du Pas-de-Calais est fondée. Elle a pour but la défense des intérêts des producteurs de lait, de beurre et de fromage. En 1951, elle regroupe 31 syndicats laitiers et compte 3607 membres. Trois associations sont présentes dans l'arrondissement de Montreuil : le Syndicat des Producteurs de lait de la Région de Berck-sur-Mer, le Syndicat des producteurs de Frencq et le Syndicat des Producteurs de lait de la Région de Fruges.

La Fédération se soucie aussi des agriculteurs victimes de la guerre. En effet, de nombreux bâtiments agricoles ont été détruits par les bombardements, notamment en 1944, et

de nombreux champs ont été un temps rendus impropres à la culture, en raison notamment de la présence de pieux Rommel⁹⁰. Le 19 juin 1945 est fondé le Groupement des Agriculteurs Sinistrés du Pas-de-Calais dont le but est de « défendre auprès des pouvoirs publics (...) les intérêts matériels et moraux des personnes physiques et morales de la profession agricole qui ont été sinistrés par suite de circonstances de guerre et de faire admettre les principes fondamentaux devant être suivis pour la réparation des sinistrés »⁹¹. L'association compte 5200 membres dans le Pas-de-Calais. Paul Treca, un cultivateur de Mouriez, dans le canton d'Hesdin, en est notamment le secrétaire.

D'autres associations de défense des intérêts des cultivateurs, fondées dans l'entre-deux-guerres et affiliées à la Fédération poursuivent leur développement dans les années 1950. C'est le cas de la Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Ennemis des Cultures créée le 14 février 1931. Elle compte environ 5600 adhérents répartis dans 433 groupements locaux dans le Pas-de-Calais en 1951⁹². Son but est de lutter contre les dégâts provoqués par la faune sauvage, principalement par le renard et le corbeau, et d'aider les cultivateurs à acquérir des appareils pour le piégeage des animaux dits nuisibles et des munitions de qualité à moindre coût. M. Carrez de Marconnelle en est l'un des quatre vice-présidents.

Mais la Fédération agricole n'a pas le monopole des fondations de syndicats spécialisés. Des cultivateurs de l'arrondissement de Montreuil font aussi partie de nouveaux groupements de défense des intérêts des cultivateurs rattachés à l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais.

Un syndicalisme républicain de moins en moins attractif

Entre 1926 et 1951, la républicaine Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais, présidé par Lucien Declémy, perd le tiers de ses adhérents. Elle compte 11 841 membres en 1951⁹³. Dans les années 1950, le nombre d'affiliés ne cesse de diminuer. Le Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil, fondé le premier avril 1895, est transformé en coopérative d'achat et d'approvisionnement le 2 août 1941⁹⁴. Il disparaît en 1957 lors de la fusion des deux coopératives montreuilloises⁹⁵. Le déclin de l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais résulte principalement de la concurrence de la Fédération agricole.

Toutefois, de nombreuses coopératives et syndicats spécialisés sont encore rattachés au groupement. De nouvelles associations affiliées apparaissent même au lendemain de la guerre, comme le Syndicat des Herbagers, Engraisseurs et Emboucheurs du Pas-de-Calais, présidé par Marcel Harduin⁹⁶, agriculteur à Gouy-Saint-André. Le groupement compte 54 adhérents en 1951.

L'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais fonde également en 1945 la Fédération départementale de la Coopération, de la Mutualité et du Crédit agricole, ainsi que

⁹⁰ Voir le chapitre 9.

⁹¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

⁹² Le nombre de groupements dans le département passe de 258 en 1940 à 433 en 1951. Celui des adhérents de 3552 à environ 5600 au cours de la même période. Peu de documents renseignent sur la répartition par arrondissement ou région agricole des adhérents.

⁹³ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

⁹⁴ *Ibidem.*

⁹⁵ *Journal de Montreuil*, 12.05.1957.

⁹⁶ Marcel Harduin préside le Syndicat agricole de la Région d'Hesdin. Il est l'un des vice-présidents de la Fédération des Syndicats agricoles d'exploitants du Pas-de-Calais.

la Fédération des Syndicats d'exploitants agricoles du Pas-de-Calais⁹⁷. En 1950, ces deux groupements fusionnent et forment l'Union agricole du Pas-de-Calais⁹⁸.

La réalisation d'une unité syndicale en 1969

Des rapprochements s'opèrent au cours de la période entre l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais et la Fédération agricole du Pas-de-Calais⁹⁹. Le 12 février 1955, ils n'hésitent pas à s'unir pour manifester leur mécontentement face à la baisse des cours des produits agricoles et à l'augmentation de leurs charges, avec notamment la hausse des prix des biens manufacturés, du charbon et des salaires des ouvriers agricoles¹⁰⁰.

Mais déjà à la fin des années 1940, le sénateur Charles Delesalle, président des Sociétés d'agriculture du Pas-de-Calais, souhaite un rapprochement entre les différentes forces syndicales. En 1950, lors de l'assemblée générale de la Société d'agriculture de Montreuil, il insiste sur « la nécessité d'union dans l'action des organisations professionnelles ». Il ajoute même espérer « voir un jour le Nord et le Pas-de-Calais, s'unir pour défendre en commun leurs revendications »¹⁰¹.

De plus en plus de cultivateurs et de responsables d'associations agricoles souhaitent en effet la création d'un syndicat unique. À cela s'ajoute la création dans les années 1960 du Cercle des Jeunes Agriculteurs dont le but est de défendre les intérêts particuliers des jeunes exploitants, membres de la Jeunesse Agricole Catholique. Craignant une nouvelle forme de concurrence et face aux requêtes de plus en plus nombreuses des cultivateurs, la Fédération agricole, décide en 1969 de provoquer l'union des forces syndicales du département.

Le 3 mars 1969, la Fédération des Syndicats agricoles, la FSA, rattachée à la FNSEA¹⁰², est fondée. Son siège est installé dans les locaux de la Fédération agricole, 22 boulevard Carnot à Arras. Cette union met fin à plus d'un demi-siècle de division syndicale dans le Pas-de-Calais. Parmi les dix membres élus à la commission des statuts et des conflits figure Eugène Carlu, cultivateur à Parenty, dans le canton d'Hucqueliers¹⁰³. Le 16 avril 1969, Gérard Sepieter, cultivateur à Montenescourt, président de l'Union agricole de Saulty et administrateur de la Fédération agricole devient le premier président de la FSA¹⁰⁴. Des sections sont installées dans chaque canton. En 1981, d'autres syndicats, minoritaires, sont reconnus. Des années 1980 à 2000, la FNSEA-CNJA-UFP¹⁰⁵ demeure largement majoritaire à la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais. En 1983, dans le collège des exploitants, elles obtiennent 71% des suffrages et occupent 16 sièges sur 22¹⁰⁶. En 2001, elles en occupent 17.

⁹⁷ En 1950, la Fédération des Syndicats agricoles d'exploitants du Pas-de-Calais compte 7878 membres.

⁹⁸ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 363.

⁹⁹ En 1935 déjà, pour protester contre la politique menée par le président du Conseil Pierre-Étienne Flandrin, des membres de la Fédération agricole, comme le vice-président André de la Gorce, et la Société d'agriculture de Montreuil font front commun. Voir le chapitre 6.

¹⁰⁰ *Journal de Montreuil*, 20.02.1955. Pour Octave Corne, le président de la Société d'agriculture de Montreuil, ce rapprochement donne « l'impression d'une union complète et totale ».

¹⁰¹ *Journal de Montreuil*, 29.02.1950. Rapport de l'assemblée générale de la Société d'agriculture de Montreuil du samedi 23 janvier 1950.

¹⁰² La FNSEA est la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles fondée en 1946.

¹⁰³ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 08.03.1969. Eugène Carlu est par la suite le vice-président du syndicat cantonal de la FSA à Hucqueliers. Le président est Pierre de la Gorce, le maire de Verchocq.

¹⁰⁴ *Idem*, 19.04.1969.

¹⁰⁵ La CNJA est le Centre National des Jeunes Agriculteurs. L'UFP est l'Unité et Forces Paysannes. Elles sont rattachées à la FNSEA

¹⁰⁶ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 04.02.1983. À la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais, en 1983, Gérard Sepieter, le premier président de la FSA, de la liste UFP est notamment élu au collège des anciens exploitants.

La création d'un syndicat unique rattaché à une organisation nationale influente paraît quelque peu inévitable. Les paysans sont de moins en moins nombreux et les décisions en matière de politique agricole sont désormais prises par Bruxelles. Pour défendre leurs intérêts, les paysans ont besoin d'unir leur force.

La fin des années 1960 est aussi marquée par la perte d'influence croissante de la Société d'agriculture.

La Société d'agriculture de Montreuil : de l'apogée au déclin

Dans l'entre-deux-guerres, la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer est incontestablement l'un des comices agricoles les plus puissants du Pas-de-Calais. Elle est véritablement à son apogée. Jusqu'à la fin des années 1960, elle demeure l'un des principaux organes de défense des intérêts des cultivateurs sur le territoire. L'association compte 650 adhérents en 1950¹⁰⁷. Elle attire toujours de nombreux cultivateurs, bien que la cotisation annuelle ait doublée en janvier 1949, passant de 50 à 100 francs¹⁰⁸. Le 4 juin 1949, 14 nouveaux membres sont admis¹⁰⁹. En janvier 1952, l'association intègre une centaine d'adhérents supplémentaires¹¹⁰.

Le 04 février 1967, le président de la Société d'agriculture de Montreuil, Marcel Harduin¹¹¹, propose une modification des articles 11 et 12 des statuts de l'association afin de pouvoir élargir le Conseil d'administration. Les changements sont adoptés par l'Assemblée. Le nombre d'administrateurs passe ainsi de 10 à 20, à raison de trois représentants minimum par canton. Un vice-président est désormais élu par canton. La révision des statuts aurait principalement été demandée par des jeunes cultivateurs du canton d'Hucqueliers, de plus en plus nombreux à adhérer au groupement. Ces derniers estiment que leur secteur n'est pas assez représenté¹¹². L'association est toujours aussi influente.

Mais le nombre d'adhérents ne va cesser de diminuer. À partir des années 1970, l'association perd véritablement de son influence.

L'une des associations les plus influentes au lendemain de la guerre

Au lendemain de la guerre, la Société d'agriculture de Montreuil garde un rôle important dans la diffusion des innovations, dans la sélection animale, mais aussi dans la défense des intérêts des cultivateurs. Elle demeure une véritable tribune pour les paysans de l'arrondissement, un moyen notamment d'exprimer les inquiétudes et les mécontentements de la corporation à l'égard des politiques agricoles menées.

Le cultivateur de Parenty, Eugène Carlu, de la liste UFP, administrateur de la Fédération Agricole jusqu'en 1969, puis vice-président de la FSA cantonale d'Hucqueliers, est élu au collège des exploitants.

¹⁰⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

¹⁰⁸ *Journal de Montreuil*, 23.01.1949.

¹⁰⁹ *Idem*, 19.06.1949. Mais la cotisation reste peu élevée. Elle correspond environ au double du salaire horaire d'un journalier. En effet, le salaire horaire minimum d'un journalier est fixé à 46 francs et cinquante centimes le 7 janvier 1949 par arrêté préfectoral.

¹¹⁰ *Id.*, 13.01.1952.

¹¹¹ Marcel Harduin succède à Paul Roussel à la tête de la Société d'agriculture, après le décès de celui-ci en 1958. Paul Roussel préside l'association de 1956 à 1958. Son prédécesseur est Octave Corne, décédé en 1956. Il dirige le groupement de 1923 à 1956.

¹¹² *Journal de Montreuil*, 12.02.1967.

Les membres de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer se réunissent régulièrement à l'Hôtel de France pour débattre de sujets portant sur l'avenir de l'agriculture et de la ruralité. Lors de l'assemblée générale de 16 juin 1949, Octave Corne, le président de l'association en fonction depuis 1923, dénonce notamment les difficultés financières que rencontrent les cultivateurs en raison de la baisse des prix des productions agricoles et de la hausse du coût des engrais, du matériel et des transports. Il s'indigne aussi du manque de soutien de l'État à l'égard des paysans en affirmant que « sur les 269 milliards du plan Marshall investis pour le fonds de modernisation de l'outillage, la culture ne recevra que 15 milliards »¹¹³. Lors de la réunion du 20 mai 1950, la Société d'agriculture proteste de nouveau contre « la baisse unilatérale des produits agricoles »¹¹⁴. Face aux mécontentements des paysans français, le Gouvernement décide au cours de l'été 1950 de fixer le prix du blé et de l'augmenter de 4%. Mais les cultivateurs trouvent la mesure insuffisante. Octave Corne estime en effet que « c'est loin d'être le prix de revient toujours promis, jamais tenu et violé chaque année »¹¹⁵.

La Société d'agriculture n'hésite pas à accorder son soutien aux groupements agricoles indignés par la politique agricole menée par les autorités publiques. Les membres de l'association participent notamment à un rassemblement¹¹⁶ des planteurs de betteraves organisé le 9 janvier 1950, à l'Hôtel de Ville de Montreuil, par la Confédération Générale betteravière. Celle-ci dénonce un prix de la betterave fixé par le Gouvernement trop bas. Le but de cette réunion est de convaincre les cultivateurs montreuillois de se rendre au meeting de protestation national qui se tient le 17 janvier à la salle Wagram, à Paris. Pour cela, le président de la Société d'agriculture de Montreuil, Octave Corne, n'hésite pas à montrer son mécontentement à l'égard de la politique menée par les pouvoirs publics. Voici un extrait de son discours¹¹⁷ :

Le paysan est brimé, les prix convenus avec le Gouvernement sont annihilés par lui, et ce, au mépris des engagements du Ministre de l'Agriculture¹¹⁸. Jusqu'alors les cultivateurs sont restés passifs, mais cela ne peut s'éterniser. (...) Vous devez relever la tête, car le Gouvernement doit maintenant compter avec nous. Le prix de la betterave a été la goutte qui a fait déborder le vase. M. Leclercq¹¹⁹ a porté l'affaire devant le Conseil d'État, mais, en attendant, il faut qu'on sache, dans les sphères gouvernementales, que les producteurs sont bien décidés à ne plus se laisser brimer.

Des autocars sont prévus dans chaque canton de l'arrondissement pour acheminer les cultivateurs à Paris. Octave Corne affirme qu'il sera du voyage, malgré son âge avancé.

Mais la Société d'agriculture de Montreuil ne se contente pas de défendre les intérêts des exploitants, elle participe aussi activement au développement agricole sur le territoire. Lors des réunions de l'association, de nombreux intervenants prennent la parole pour présenter les innovations. C'est notamment le cas lors de l'assemblée générale du samedi 23 janvier 1950¹²⁰. M. Millot, ingénieur des potasses d'Alsace, présente un nouvel insecticide, l'H.E.C, dont l'efficacité serait reconnue pour lutter contre les ravages du taupin¹²¹. Il expose

¹¹³ *Idem*, 12.06.1949.

¹¹⁴ *Id.*, 26.05.1950.

¹¹⁵ *Id.*, 27.08.1950.

¹¹⁶ Octave Corne préside la réunion.

¹¹⁷ *Journal de Montreuil*, 15.01.1950.

¹¹⁸ Le ministre de l'Agriculture est Gabriel Valay, député MRP des Bouches-du-Rhône. Il occupe cette fonction du 2 décembre 1949 au 2 juillet 1950.

¹¹⁹ Pierre Leclercq est le président de la Confédération Générale betteravière.

¹²⁰ *Journal de Montreuil*, 29.01.1950.

¹²¹ Le taupin et un insecte coléoptère.

la manière d'utiliser le produit, mais aussi ses avantages et ses défauts. L'insecticide serait déconseillé pour la culture de la pomme de terre, car il aurait une incidence sur son goût.

Au lendemain de la guerre, elle continue également à promouvoir le développement agricole en organisant chaque année plusieurs concours dont le plus important demeure le concours annuel de l'arrondissement. Les éleveurs, notamment de chevaux, sont toujours les plus récompensés¹²². Mais au lendemain de la guerre, la manifestation devient aussi peu à peu une véritable vitrine de la modernité avec la présentation de nombreux engins et machines agricoles motorisées. En juillet 1967, le *Journal de Montreuil* estime à « près d'un milliard d'anciens francs » la valeur totale du matériel agricole exposé¹²³. Le concours est toujours aussi populaire. En 1965, il aurait attiré à Montreuil plusieurs milliers de visiteurs. Les ouvriers agricoles sont de plus en plus mis à l'honneur lors des manifestations. Des réceptions sont organisées avec la remise de médailles, diplômes et prix. Marcel Harduin¹²⁴, le président de la Société d'agriculture, récompense notamment 30 salariés agricoles, ayant travaillé plus de vingt ans dans une exploitation de l'arrondissement, à Campagne-lès-Hesdin, le 5 juillet 1959¹²⁵.

L'association procède toujours chaque année à la vente d'animaux de race améliorée. Le samedi 15 avril 1950, elle met notamment en vente dans la cour du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil des jeunes taureaux améliorateurs de race flamande¹²⁶.

Enfin, la Société d'agriculture encourage les cultivateurs à se déplacer dans d'autres pays ou régions françaises afin de se rendre compte des progrès accomplis par certains cultivateurs et de découvrir de nouvelles méthodes de culture. En juin 1950, deux voyages sont notamment organisés, l'un dans la Perche, pour découvrir l'élevage du Percheron, et l'autre en Bretagne¹²⁷. Lors de l'assemblée générale du 23 janvier 1950, le sénateur Charles Delesalle, président des Sociétés d'agriculture du Pas-de-Calais, avoue être impressionné par les progrès réalisés par les exploitants agricoles des nations voisines, notamment la Hollande. Il invite Octave Corne à organiser des excursions d'études dans ces pays afin que « l'arrondissement de Montreuil soit le centre d'expériences appelées à rendre de grands services à l'agriculture »¹²⁸. Du dimanche 4 au jeudi 8 mai 1952, un voyage d'étude aux Pays-Bas est organisé par les sociétés d'agriculture du Pas-de-Calais¹²⁹.

Le tournant des années 1970

À partir des années 1970, la Société d'agriculture de Montreuil semble perdre peu à peu de son influence dans l'arrondissement de Montreuil. De moins en moins de cultivateurs

¹²² Toutefois, comme dans l'entre-deux-guerres, ce sont souvent les mêmes cultivateurs qui se présentent aux concours annuels de l'arrondissement et sont récompensés. En 1954, dans la catégorie bovine flamande, tous les prix sont remportés par messieurs Roussel, soit 13 récompenses au total.

¹²³ *Journal de Montreuil*, 09.07.1967.

¹²⁴ Marcel Harduin succède à Paul Roussel à la tête de la Société d'agriculture, après le décès de celui-ci en 1958. Paul Roussel préside l'association de 1956 à 1958. Son prédécesseur est Octave Corne, décédé en 1956. Il dirige le groupement de 1923 à 1956. Marcel Harduin est depuis l'entre-deux-guerres le président du Syndicat agricole de la Région d'Hesdin rattaché à la Société d'agriculture de Montreuil et donc à la républicaine Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais.

¹²⁵ *Journal de Montreuil*, 19.07.1959.

¹²⁶ *Journal de Montreuil*, 16.04.1950.

¹²⁷ *Idem*, 29.01.1950.

¹²⁸ *Id.*

¹²⁹ *Id.*, 23.03.1952. Le voyage est proposé à tous les cultivateurs au prix de 13 000 à 15 000 francs par personne.

adhérent à l'association¹³⁰. Lors de l'assemblée générale de janvier 1958, le président, Paul Roussel, souligne déjà une baisse du nombre de sociétaires, affirmant que dans le passé l'association comptait 700 à 800 cotisants¹³¹. Mais, il semblerait que ce soit véritablement à partir des années 1970 que la diminution est la plus conséquente. Sur une photographie publiée dans *L'agriculture du Pas-de-Calais* le 4 février 1983 et prise lors de l'assemblée générale de janvier 1983 qui a lieu à Campagne-lès-Hesdin, des chaises sont vides en arrière plan. Une soixantaine de personnes sont présentes dans la salle. Cela signifie-t-il véritablement une chute du nombre de membres ou un fort absentéisme ? Mais toujours est-il que cette image semble révélatrice de la fin d'une époque, de celle où la Société d'agriculture de Montreuil est l'un des principaux moteurs du développement agricole dans l'arrondissement. Le 17 juillet 1981, Le journal *L'agriculture du Pas-de-Calais* consacre une double page au concours annuel de l'arrondissement organisé par la Société d'agriculture de Montreuil dans laquelle il insiste sur le caractère populaire et festif de l'évènement. Mais il souligne que « le temps n'est plus où le concours constituait la solution essentielle pour les agriculteurs de comparer les produits de leur élevage et s'informer des derniers progrès techniques en matière d'outillage »¹³².

Document 122 : Photographie prise lors de l'assemblée générale de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer en 1983 à Campagne-lès-Hesdin



Source : *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 04.02.1983.

Depuis la fin des années 1990, la Société d'agriculture ne compte plus que quelques membres, principalement des retraités du secteur agricole. Son rôle ne se limite plus qu'à l'organisation du concours agricole annuel de l'arrondissement, une manifestation qui gratifie

¹³⁰ Peu de documents renseignent sur la période 1970-2000. Les archives de la Société d'agriculture correspondant à cette période ont été mal conservées et par la suite détruites. Seuls quelques documents antérieurs à 1960 ont été versés aux Archives départementales. Il est donc difficile d'étudier avec précision l'évolution du nombre des adhérents. Toutefois, quelques indications figurent dans les comptes-rendus des assemblées générales de l'association publiés dans les journaux.

¹³¹ *Idem*, 02.02.1958.

¹³² *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 17.07.1981.

principalement les éleveurs de chevaux Boulonnais¹³³. Lors des assemblées générales, l'association récompense toujours les salariés de l'agriculture¹³⁴.

Le déclin de l'association résulte principalement de l'affaiblissement de la républicaine Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais, puis de la naissance de la FSA en 1969. Celle-ci, rattachée à la FNSEA, est un groupement d'union de toutes les forces syndicales du département, dont le but est principalement la défense des intérêts des cultivateurs. Elle s'oppose activement aux politiques menées par le Gouvernement lorsqu'elle les juge néfastes pour l'agriculture. La Société d'agriculture perd ainsi peu à peu le monopole de la contestation. De plus, elle ne rayonne que sur un plan local, alors que la politique agricole devient européenne et que les paysans sont de moins en moins nombreux. La baisse constante du nombre d'exploitants sur le territoire explique la chute du nombre de sociétaires.

La seconde moitié du XX^e siècle est aussi marquée par l'importance du mutualisme, mais aussi par l'essor du coopératisme et des caisses de crédit agricole.

L'essor des coopératives, des caisses de crédit agricole et des mutuelles

Le succès des coopératives

En 1948, les trois quarts des céréales sont commercialisées par des coopératives dans le Pas-de-Calais. Le négoce est donc une pratique de moins en moins courante¹³⁵. L'arrondissement de Montreuil renferme 13 coopératives agricoles de nature différente en 1949 : trois de vente de céréales, une distillerie, une laiterie, une spécialisée dans la transformation du lin, deux d'approvisionnement et d'achat en commun, et cinq de service, c'est-à-dire de battage ou d'utilisation de matériel agricole. Toutefois, il accuse un retard par rapport à d'autres arrondissements du Pas-de-Calais. L'Artois et l'Audomarois compte notamment, respectivement, 36 et 20 associations de ce type¹³⁶. Le décalage s'explique principalement par l'importance du nombre de sociétés de battage et de CUMA dans l'Est du département.

Les coopératives d'approvisionnement de vente de céréales apparaissent en 1933 sur le territoire¹³⁷. Il s'agit de la Société coopérative agricole de la Région d'Hesdin présidée par Marcel Harduin, le président du Syndicat agricole de la Région d'Hesdin, la Société coopérative de Montreuil présidée par Octave Corne, et la Société coopérative agricole des Producteurs de céréales de la Région de Crépy présidée par Julien Henguelle, agriculteur à Ruisseauville. En 1941, des coopératives d'achat sont fondées sur le territoire, l'une à Montreuil et l'autre à Hesdin¹³⁸.

¹³³ Archives de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, Les palmarès des concours, 2002-2012.

¹³⁴ Archives de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, Les procès-verbaux des assemblées générales, 2003-2012.

¹³⁵ Vandamme p., *Op. cit.*, p 310. P. Vandamme souligne tout de même un certain retard du Pas-de-Calais par rapport à d'autres départements céréaliers. La part commercialisée par les négociants n'est que de 3% dans la Somme et 9% dans l'Aisne et l'Oise.

¹³⁶ *Ibidem*, p 359.

¹³⁷ Voir le chapitre 6.

¹³⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749. Leur dénomination exacte est la Société Coopérative Agricole d'Achat et d'Approvisionnement de la Région de Montreuil-sur-Mer, et la Société Coopérative Agricole d'Achat en commun et d'Approvisionnement de la Région d'Hesdin. Ces dernières comptent respectivement 589 et 827 adhérents en 1951.

Des entrepôts de stockage des céréales appartenant à la coopérative L'Avenir Agricole fondée par la Fédération agricole du Pas-de-Calais¹³⁹ apparaissent aussi sur le territoire, au lendemain de la guerre, notamment à Hesdin¹⁴⁰. Mais les coopératives de l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais et de la Fédération agricole ne sont pas les seules à s'implanter dans l'arrondissement. Quelques centres affiliés au Syndicat agricole des Coopérateurs du Nord de la France¹⁴¹, dont le siège se situe au 14 rue des Rosati à Arras, apparaissent. En 1951, ils sont installés dans les régions de Saulchoy, Beaurainville et Fruges¹⁴².

En 1957, les deux coopératives de Montreuil, d'approvisionnement et de céréales, fusionnent pour réduire leur déficit¹⁴³. Dans les années 1960, avec l'augmentation de la production céréalière sur le territoire, les coopératives multiplient les créations de silos afin d'augmenter leur capacité de stockage. C'est le cas notamment de la coopérative de Montreuil qui installe une nouvelle structure à Écuire, en 1967, pouvant accueillir 50 000 quintaux. Et pour accélérer la vitesse de réception des céréales afin de limiter l'attente des cultivateurs, l'organisme décide de créer en 1969 un deuxième poste d'accueil au silo de Frencq et d'aménager les silos de Beaurainville, Saulchoy et Hucqueliers¹⁴⁴. Le 30 mars 1971, les coopératives de Montreuil et de Marquise décident de se regrouper afin d'être plus compétitif. C'est ainsi que naît l'Union des coopératives de la Côte d'Opale, l'UCACO¹⁴⁵. Un mois plus tard, la coopérative d'Hesdin rejoint le groupement¹⁴⁶. Dans les années 1970 et 1980, l'UCACO, dirigé par M. Plard, est la première coopérative de l'arrondissement. Elle reprend notamment au cours de cette période les Établissements Mille à Hucqueliers et le silo Sabe à Maninghem. En 1981, elle réceptionne plus de 638 537 quintaux de céréales dont 389 463 quintaux de blé. La collecte de céréales lors de cette moisson est l'une des plus importantes depuis sa création¹⁴⁷.

En 1992, l'UCACO, Delta Coop, la coopérative du Ternois et l'Essor Agricole fusionnent pour fonder l'Union des Hauts de France. En 2002, cette dernière et la coopérative A1 forment la société Unéal¹⁴⁸.

La laiterie coopérative agricole de Verton, fondée en 1930, subsiste tout au long de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. En 1955, elle est l'une des plus importantes du Pas-de-Calais par son nombre d'adhérents : près d'un millier de producteurs¹⁴⁹. Elle disparaît dans les années 2010. La Distillerie coopérative de Verton, fondée en 1921¹⁵⁰, cesse de fonctionner au lendemain de la guerre. Le 2 septembre 1944, l'usine est détruite¹⁵¹. Elle est reconstruite et

¹³⁹ La Providence rurale est une coopérative d'approvisionnement fondée dans le Pas-de-Calais en 1920. L'Avenir Agricole est une coopérative de stockage des céréales créée dans le département en 1928. Les deux associations fusionnent le premier juillet 1966 pour former l'Avenir Rural. Le premier président de cette nouvelle coopérative est René Quandalle de Brexent-Énocq.

¹⁴⁰ BROUCQSAULT O., « L'Avenir Rural : De sa fondation à son apogée » in *Bulletin historique du Haut-Pays d'Artois*, n°71-72, 2006, p 118-125.

¹⁴¹ Ce syndicat est fondé par un groupe de cultivateurs indépendants le 12 mars 1934 lors de la crise de surproduction du blé.

¹⁴² Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

¹⁴³ *Journal de Montreuil*, 12.05.1957.

¹⁴⁴ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 01.11.1969. Compte-rendu de l'assemblée générale de la coopérative de Montreuil-sur-Mer. L'investissement prévu en 1969 est de plus de 100 millions de francs.

¹⁴⁵ *Idem*, 04.12.1971. Compte-rendu de l'assemblée générale de la coopérative de Montreuil-sur-Mer.

¹⁴⁶ *Id.*, 01.01.1972. Compte-rendu de l'assemblée générale de la coopérative d'Hesdin.

¹⁴⁷ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 08.01.1982.

¹⁴⁸ L'Avenir Rural d'Hesdin fait partie de ce nouveau groupement, tout comme la coopérative A1 de Crépy.

¹⁴⁹ *Journal de Montreuil*, 29.05.1955. Compte-rendu de l'assemblée générale du 26 mai 1955.

¹⁵⁰ Voir le chapitre 6.

¹⁵¹ Le 2 septembre 1944 à 17h00, les Allemands font sauter leur dépôt de munitions situé près de l'usine. Celle-ci est alors complètement détruite.

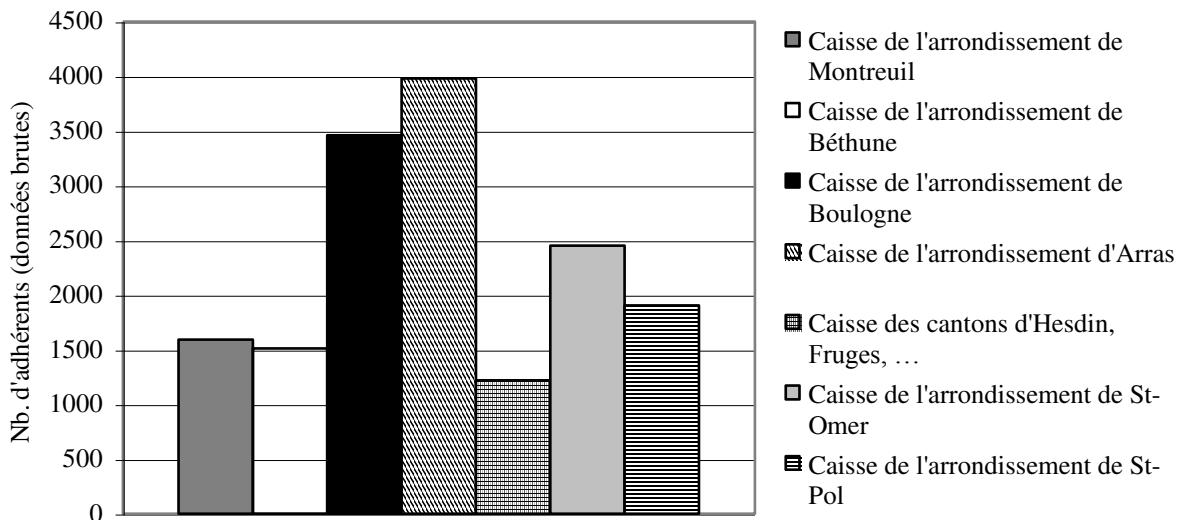
inaugurée en 1952 sur la commune d'Attin¹⁵². La coopérative, qui prend le nom de Sucrerie coopérative d'Attin, rassemble 870 planteurs de betteraves à sa fondation¹⁵³. Elle appartient aujourd'hui à la coopérative Téréos qui est le premier sucrier français.

Enfin, des coopératives d'un nouveau genre apparaissent au lendemain de la guerre avec la modernisation accélérée des moyens de production et notamment du matériel agricole : les coopératives d'utilisation de matériel agricole, les CUMA¹⁵⁴. Les machines agricoles sont de plus en plus puissantes et coûteuses. L'achat groupé permet ainsi aux cultivateurs d'avoir accès plus aisément aux innovations. La première CUMA du département est fondée en 1946 à Neuville-Saint-Vaast. Des groupements de ce type apparaissent dans les années 1950 sur le territoire. En 1970, 63,7% des cultivateurs de l'arrondissement font appel à des entreprises de travaux agricoles ou se groupent pour un achat collectif en fondant une CUMA¹⁵⁵. L'arrondissement de Montreuil compte 27 CUMA et ETA en 1988 et 18 en 2000¹⁵⁶.

Mais toutes ces coopératives ne peuvent se développer sans financement. Les caisses locales de Crédit agricole jouent également un rôle dans la modernisation de l'agriculture au lendemain de la guerre.

Le développement des caisses de Crédit agricole

Document 123 : Le nombre d'adhérents aux caisses locales de Crédit Agricole Mutuel du Pas-de-Calais en décembre 1958



Source : Arch. dép., 1W8726, Caisses mutuelles agricoles, incendie et mortalité du bétail, 1958.

Dans l'entre-deux-guerres, le crédit se développe dans l'arrondissement. Néanmoins, les cultivateurs du Montreuillois sont encore peu nombreux à souscrire un prêt, contrairement

¹⁵² *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 09.10.1971. Le conseil d'administration prend la décision de reconstruire l'usine dans une zone plus « centrale du point de vue production » et desservie par le chemin de fer. Le choix s'est ainsi porté sur Attin.

¹⁵³ *Idem*, 02.10.1971.

¹⁵⁴ Le 12 octobre 1945, la loi sur les coopératives d'utilisation de matériel agricole est promulguée.

¹⁵⁵ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Op. cit.*, p 418-437.

¹⁵⁶ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

aux exploitants de l'Artois et de l'Audomarois¹⁵⁷. Les mentalités demeurent conservatrices. Mais au lendemain de la guerre, pour moderniser leur exploitation et adopter des méthodes de culture innovantes et plus productives, le cultivateur doit s'endetter.

Dans les années 1950, les caisses de Crédit Agricole Mutuel voient leur nombre d'adhérents augmenter. En 1958, les Caisses des arrondissements d'Arras et de Boulogne sont les plus actives. Elles sont les seules à compter plus de 3000 sociétaires. Néanmoins, l'arrondissement de Montreuil renferme deux organismes affiliés à la Caisse Régionale de Crédit agricole mutuel du Pas-de-Calais : la Caisse de Crédit agricole mutuel de l'arrondissement de Montreuil et la Caisse de Crédit agricole mutuel d'Hesdin. Regroupées, ces dernières occupent la troisième place. Elles disposent en effet d'un nombre d'adhérents plus élevé que les organismes des arrondissements de Béthune, St-Omer et S-Pol¹⁵⁸. Le retard semble donc s'être quelque peu atténué.

Au cours de la décennie suivante, le nombre de prêts croît fortement dans l'arrondissement de Montreuil. Cette augmentation résulte de la généralisation des engins agricoles motorisés sur le territoire, mais aussi d'un élargissement de la clientèle¹⁵⁹. Le nombre de prêts consentis par la Caisse locale de Crédit agricole mutuel d'Hesdin passe de 1420 pour un montant total de 9,6 millions de francs en 1961¹⁶⁰ à 4326 pour un montant total de 45,3 millions de francs en 1968¹⁶¹. Le constat est similaire pour la Caisse Régionale de Crédit agricole mutuel du Pas-de-Calais. Au 31 décembre 1968, les prêts atteignent un total de 4,5 milliards de francs contre 1,8 milliards de francs en 1964¹⁶². Le succès des caisses locales est tel que la Caisse locale de Crédit agricole mutuel de Montreuil ouvre en décembre 1969 un bureau permanent à Campagne-lès-Hesdin¹⁶³.

Parallèlement, les Caisses rurales de Crédit mutuel agricole artésien, affiliées au Crédit mutuel agricole de l'Artois¹⁶⁴ se développe également dans l'arrondissement de Montreuil. Mais, elles sont de moindre importance que les deux caisses de Crédit agricole mutuel citées précédemment. Les cinq organismes présents dans l'arrondissement ne comptent au total que 421 adhérents en 1950. La Caisse rurale de Crédit mutuel agricole la plus active est celle de Fruges, fondée en 1935 et présidée par Michel Demenneville, demeurant à Matringhem, avec 197 membres. Dans les années 1960, le nombre d'emprunts auprès du Crédit mutuel agricole augmente également. Le total des prêts à moyen terme consentis par la Caisse de Montreuil du Crédit mutuel agricole de l'Artois s'élève notamment à un million et demi de francs en 1966 et à deux millions de francs en 1967¹⁶⁵.

Les cultivateurs contractent des emprunts pour acheter des terres, du matériel agricole, des semences, des animaux, mais aussi pour construire des étables et autres bâtiments

¹⁵⁷ Voir le chapitre 6.

¹⁵⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W8726.

¹⁵⁹ Le décret du 8 juin 1959 permet au Crédit agricole de proposer des prêts aux propriétaires d'immeubles à usage principal d'habitation en milieu rural, même s'ils ne sont pas cultivateurs.

¹⁶⁰ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 21.03.1963. Compte-rendu de l'assemblée générale de la Caisse locale de Crédit agricole Mutuel d'Hesdin.

¹⁶¹ *Idem*, 22.03.1969. Compte-rendu de l'assemblée générale de la Caisse locale de Crédit agricole Mutuel d'Hesdin. Il est difficile d'étudier la nature des prêts, car peu de documents renseignent sur le sujet. La plupart des dossiers ne sont pas versés aux Archives départementales et ne sont pas consultables, car ils demeurent confidentiels.

¹⁶² *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 03.05.1969. Compte-rendu de l'assemblée générale de la Caisse locale de Crédit Agricole Mutuel de Montreuil du 25 avril 1969.

¹⁶³ *Ibidem*, 29.11.1969. La Caisse locale de Crédit agricole mutuel de Montreuil possède en 1969 des bureaux à Berck, Hucqueliers, Montreuil et Campagne-lès-Hesdin.

¹⁶⁴ La Caisse de Crédit mutuel agricole de l'Artois est fondée vers 1920 par la Fédération agricole. Voir le chapitre 6.

¹⁶⁵ *La Voix du Nord*, 02.04.1968.

agricoles. L'inflation rend le crédit « intéressant » pour les exploitants. En 1959, Gabriel Jourdain¹⁶⁶, aviculteur de Plumoison, souscrit un emprunt de 500 000 francs remboursable sur neuf ans pour la construction d'un poulailler d'environ 55 m² pour élever 300 animaux de basse-cour, pour la ponte. La même année, Joseph Crépin, exploitant agricole à Preures¹⁶⁷, sollicite un prêt auprès de la Caisse Régionale de Crédit agricole mutuel du Pas-de-Calais d'un million de francs d'une durée de neuf ans pour l'achat de dix vaches flamandes et quatre génisses hollandaises¹⁶⁸.

Les agriculteurs ne sont pas les seuls à souscrire ces prêts. Les entreprises de battage investissent également. C'est notamment le cas de l'entrepreneur Nestor Grémont, à Buire-le-Sec, qui souscrit un emprunt de 1,2 millions de francs remboursable sur cinq ans pour l'achat d'un tracteur Vendoeuvre et d'une batteuse Thiérion, en 1959, auprès de la Caisse Régionale de Crédit agricole mutuel du Pas-de-Calais¹⁶⁹.

La disparition progressive des caisses mutuelles locales

En 1936, l'arrondissement de Montreuil compte 66 caisses locales contre la mortalité du bétail. En 1951, elle en renferme 65, toutes refondées en 1942 et affiliées à la Caisse mutuelle de réassurance agricole contre la mortalité du bétail du Pas-de-Calais gérée par la Fédération agricole. Elle demeure toujours l'un des arrondissements possédant le plus de mutuelles de ce type. En effet, 44% des caisses locales dans le Pas-de-Calais se situe dans le Montreuillois en 1951. À l'inverse les arrondissements de Béthune et de Boulogne sont les entités qui comptent le moins de groupements. L'importance du mutualisme sur le territoire peut résulter d'un attachement particulier des cultivateurs à ce type de structure et de la volonté des élus locaux et des instituteurs de maintenir des mutuelles assurant à bas coût les quelques bêtes des exploitants les plus modestes qui ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour se tourner vers des compagnies d'assurance privées.

Toutefois, le nombre total d'adhérents dans l'arrondissement diminue entre 1936 et 1951, passant de 1587 à 1200¹⁷⁰. D'ailleurs 65% des associations présentes sur le territoire dispose de moins de 20 membres. La caisse la plus active est celle de Buire-le-Sec avec 53 affiliés. Mais, peu à peu les caisses locales contre la mortalité du bétail disparaissent¹⁷¹. En effet, le nombre de paysans en petite culture diminue fortement dans les années 1960-1970. Or, ces mutuelles sont destinées aux cultivateurs les plus modestes.

Les caisses mutuelles accidents refondées en 1942 sont plus nombreuses en 1951 qu'en 1930 dans le Pas-de-Calais. L'arrondissement de Montreuil en compte 58 en 1930¹⁷² et 89 en 1951¹⁷³. Les caisses locales assurent 1315 cultivateurs sur le territoire. Moins de 10% des affiliés du département sont originaires de l'arrondissement de Montreuil en 1951. Seules les mutuelles de Fruges et de Bourthes, dans le Haut-Pays, dépassent les 40 adhérents¹⁷⁴. Mais 9% des caisses ont moins de 5 membres et 40% moins de 10 en 1951. Comme pour les mutuelles contre la mortalité du bétail, et pour les mêmes raisons, les groupements

¹⁶⁶ Gabriel Jourdain est boulanger, mais est aussi exploitant agricole. Il cultive cinq hectares de labours.

¹⁶⁷ Son exploitation s'étend sur 29 hectares dont 16 hectares et 50 ares de pâtures.

¹⁶⁸ Arch. dép., 37W267, Crédit Agricole, 1920-1959.

¹⁶⁹ *Ibidem*.

¹⁷⁰ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

¹⁷¹ Peu de documents renseignent sur leur existence après 1960. Il est donc difficile de dater avec précision leur disparition.

¹⁷² *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1931, p 239.

¹⁷³ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

¹⁷⁴ La caisse mutuelle accidents de Fruges compte 109 adhérents en 1951, et celle de Bourthes 65.

disparaissent peu à peu. Les associations de Senlis, Planques, Matringhem, Lespinoy et Avondances en activité en 1950 n'existent plus en 1951¹⁷⁵.

Enfin, les caisses locales d'assurance mutuelle agricole contre l'incendie sont les plus nombreuses au lendemain de la guerre dans le Pas-de-Calais et dans l'arrondissement de Montreuil. Celui-ci en renferme 115 en 1951. Près de 80% des communes disposent donc d'une association de ce type sur le territoire. Néanmoins, seuls 12% des adhérents du département sont originaires de l'arrondissement de Montreuil. En 1951, 7 groupements dépassent les 50 membres. Il s'agit des caisses de Bourthes, Cavron-st-Martin, Campagne-lès-Boulonnais, Créquy, Frencq, Humbert et Raye-sur-Authie. La mutuelle de Lespinoy disparaît en 1950¹⁷⁶. Le succès de ces associations contre l'incendie dans les années 1940 et 1950 peut s'expliquer par une prise de conscience des cultivateurs de l'intérêt de ce type de groupements. En effet, pendant la guerre, de nombreux bâtiments agricoles victimes de bombardements sont ravagés par les flammes. Mais au cours des décennies suivantes, en raison de la diminution du nombre d'exploitations et notamment des petites propriétés, les caisses locales sont vouées à disparaître.

Au lendemain de la guerre, d'autres groupements et initiatives locales apparaissent sur le territoire, permettant un véritable développement de l'agriculture.

La vulgarisation des techniques de production

Au lendemain de la guerre, pour développer l'agriculture, il faut vulgariser les nouvelles méthodes de production. L'enseignement agricole s'avère donc indispensable pour les jeunes exploitants sur le territoire. En effet, le cultivateur devient peu à peu un technicien et un véritable chef d'entreprise. Mais le développement de l'agriculture passe aussi par une vulgarisation des techniques de production auprès des agriculteurs en activité. C'est ainsi qu'un homme, Gabriel de la Gorce se révèle être un pionnier en la matière dans le département, souvent d'ailleurs cité en exemple par la plupart des organismes agricoles départementaux. Il fonde notamment un Syndicat intercommunal de développement agricole afin de combler le retard du canton d'Hucqueliers, l'une de régions les plus déshéritées du Pas-de-Calais, sur le plan agricole.

L'enseignement agricole

Dès 1945, les cours postsecondaires gratuits pour adultes reprennent dans les écoles communales, ainsi que les formations par correspondance proposées par la Fédération agricole du Pas-de-Calais. Il en est de même pour l'École ménagère ambulante. Des sessions de six mois sont de nouveau ouvertes à Hesdin¹⁷⁷. Mais au début des années 1970, toutes ces formations disparaissent. La loi du 2 août 1960 réorganise l'enseignement professionnel en le rapprochant du modèle général. Les enfants doivent à la fois recevoir une formation professionnelle et une formation générale. Ils passent désormais le BEPC¹⁷⁸.

En parallèle se développe aussi l'enseignement agricole privé avec la fondation de Maisons familiales rurales. C'est notamment le cas de la Maison familiale de Campagne-lès-Boulonnais, fondée en 1958 « à la suite d'une décision prise par une soixantaine de familles

¹⁷⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, 1W749.

¹⁷⁶ *Ibidem.*

¹⁷⁷ *Journal de Montreuil*, 18.06.1950.

¹⁷⁸ Allart M.-Ch., *Op. cit.*, p 48.

du Haut-Pays¹⁷⁹ ». L'objectif de cette école à sa création est de former les jeunes voulant devenir agriculteur tout en permettant à ceux-ci d'être en contact avec le milieu professionnel agricole. En 1983, l'établissement accueille 65 élèves scolarisés, dont 90% sont fils de cultivateurs, et 20 jeunes en formation par alternance. La maison familiale est notamment dotée d'un atelier de mécanique agricole et d'électricité¹⁸⁰. Aujourd'hui, il existe toujours trois Maisons familiales Rurales dans l'arrondissement : celles de Campagne-lès-Boulonnais, Hucqueliers et Marconnelle.

Mais le développement de l'agriculture passe aussi par une vulgarisation des techniques de production auprès des agriculteurs en activité. C'est ainsi qu'un homme, Gabriel de la Gorce se révèle être un pionnier en la matière dans le département, souvent d'ailleurs cité en exemple par la plupart des organismes agricoles départementaux. Il fonde notamment un Syndicat intercommunal de développement agricole afin de relever l'agriculture dans le canton d'Hucqueliers, l'un des plus déshérités du Pas-de-Calais.

La naissance du SIDA à Hucqueliers

En 1965, sur l'initiative de Gabriel de la Gorce, est créé dans le canton d'Hucqueliers le Syndicat intercommunal à vocation multiple. Ce dernier a pour but principal de remédier à l'exode rural qui touche la région. Le canton d'Hucqueliers perd en effet 10% de sa population entre 1946¹⁸¹ et 1962¹⁸². L'association

Doc. 124 : Gabriel de la Gorce en 1967



Source : Arch. dép., 1W33665, Élections législatives, mars 1965. Affiche électorale.

est fondée pour promouvoir la réalisation d'un Collège d'Enseignement Général du canton¹⁸³, à Hucqueliers, mais aussi des projets favorisant le développement industriel et commercial. Mais Gabriel de la Gorce va plus loin en fondant le Foyer de Progrès agricole et le Syndicat intercommunal de développement agricole, le SIDA, dont il devient le président. Dans le même temps, le CETA d'Hucqueliers est créé¹⁸⁴.

Gabriel de la Gorce, né le 15 juillet 1915 à Verchocq, est le fils cadet du conseiller général d'Hucqueliers André de la Gorce en fonction de 1913 à 1958 et le petit-fils de Pierre de la Gorce, historien, membre de l'Académie Française et de l'Académie des Sciences morales et politiques. Sa mère, Madame de la Gorce, née Gabrielle de la Jaille¹⁸⁵, meurt le 23 septembre 1915, à l'âge de trente-cinq ans, quelques jours après lui avoir

¹⁷⁹ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 18.02.1983. Propos de M. Carlu, un des membres fondateurs, recueillis par le journal..

¹⁸⁰ *Idem.*

¹⁸¹ INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.

¹⁸² INSEE, *Recensement de 1962, population légale et statistiques communales complémentaires, Pas-de-Calais*, Paris, Direction des Journaux officiels, 1963.

¹⁸³ Le collège porte aujourd'hui le nom de l'instigateur du projet. Il est édifié en 1971.

¹⁸⁴ Le CETA est un centre d'études techniques agricoles. Ils apparaissent dans de nombreux cantons du Pas-de-Calais vers 1960.

¹⁸⁵ Née à Nantes, elle est la fille du Vice-amiral de la Jaille, sénateur de la Loire Inférieure.

donné naissance¹⁸⁶. Après avoir obtenu son baccalauréat, il entre à l'École militaire de Saint-Cyr. Il est promu sous-lieutenant en 1939. En juin 1940, après de longs jours de combat, il est fait prisonnier par les Allemands. Il tente ensuite de s'évader de son Oflag de Poméranie, mais il est repris et aussitôt déporté. À son retour de captivité, il décide de faire carrière dans l'armée. Mais en 1947, il change d'avis et reprend l'une de ses exploitations agricoles à Quilen. C'est à ce moment-là qu'il se rend compte du retard de l'agriculture dans le canton d'Hucqueliers et se lance dans l'expérimentation, dans le but de faire progresser la production culturale et animale.

En 1958, il remplace son père à la tête du canton. Il se présente conseiller général sous l'étiquette « Candidat d'Union Républicaine et d'Émancipation Rurale¹⁸⁷ ». Il occupe ce poste jusqu'à sa mort en 1979¹⁸⁸. Il est réélu à tous les scrutins avec une large majorité¹⁸⁹. En 1959, il devient maire de Quilen. Son frère aîné, Pierre de la Gorce, maire de Verchocq, est le responsable de la FSA pour le canton d'Hucqueliers. En 1967, Gabriel de la Gorce est élu vice-président de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer¹⁹⁰. De 1971 à 1979, il préside le Comité d'Aménagement rural du Haut-Pays, ce qui lui permet d'élargir son action à d'autres domaines comme l'habitat rural et les activités culturelles.

L'une des associations les plus importantes fondées par Gabriel de la Gorce est le Syndicat intercommunal de développement agricole. Ce dernier organise notamment tous les deux ans, en collaboration avec le CETA d'Hucqueliers et le Service machinisme de la Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais, des démonstrations d'outils agricoles travaillant le sol, dans les champs d'Albert Lecerf, à Clenleu. Le choix du site n'est pas anodin, car les terres sont particulièrement difficiles à exploiter. Le haut des collines est composé d'argile à silex compacte et, sur certaines parcelles, la déclivité est supérieure à 25%. L'essai de machines innovantes dans cette zone est donc particulièrement intéressant, car celle-ci est représentative de la majorité des terres ensemencées dans le canton d'Hucqueliers. Les agriculteurs peuvent donc voir travailler des engins agricoles adaptés à leur exploitation. En octobre 1973, Des charrues et des tracteurs de différentes firmes sont présentés. Les tracteurs I.H, Someca, Same et Volvo se révèlent être les plus efficaces, contrairement à des engins d'autres constructeurs qui sont à la limite de leur adhérence¹⁹¹. Ces démonstrations attirent beaucoup de cultivateurs. En octobre 1971, près de 2000 visiteurs seraient venus admirer une centaine de machines à l'ouvrage, des outils perfectionnés de toutes natures : des charrues à trois ou quatre socs, des semoirs, des épandeurs, des ramasseuses de cailloux, des ramasseuses de bottes et autres¹⁹².

Le SIDA, en collaboration avec le CETA d'Hucqueliers¹⁹³, organise aussi chaque année la visite de champs d'essais mis en place par les deux associations dans le canton. En août 1970, les cultivateurs, accompagnés de Gabriel de la Gorce, d'élus, mais aussi de Jean Roussel, le président de la Société d'agriculture de Montreuil, et de M. North, le sous-préfet de l'arrondissement, se rendent sur des terres situées à Clenleu, Herly, Henoville, Maningham, Hucqueliers, Bezinghem et Bourthes. Ils parcourent ainsi la campagne en

¹⁸⁶ THOBOIS B.-J. , *À la mémoire de Madame André de la Gorce*, Calais, 1916, 38 p. Cet ouvrage rédigé par l'abbé Thobois, curé de la paroisse de Preures, est un hommage à Gabrielle de la Gorce.

¹⁸⁷ *Journal de Montreuil*, 20.04.1958. Gabriel est le quatrième enfant du couple.

¹⁸⁸ *La Voix du nord*, 31.07.1979.

¹⁸⁹ Voir le chapitre 12.

¹⁹⁰ Le changement des statuts de la Société d'agriculture de Montreuil en 1967 impose l'élection d'un vice-président par canton. Voir la partie précédente dans ce chapitre.

¹⁹¹ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 13.10.1973.

¹⁹² *Idem*, 09.10.1971.

¹⁹³ Les CETA sont des centres d'études techniques agricoles. Ils apparaissent dans de nombreux cantons du Pas-de-Calais vers 1960.

voiture. Sur une parcelle appartenant à Albert Lecerf, à Clenleu, huit variétés de blé d'hiver ont notamment été semées le même jour, en février, et cultivées dans les mêmes conditions¹⁹⁴. Les participants peuvent ainsi repérer les meilleures semences, c'est-à-dire celles qui s'adaptent le mieux aux conditions naturelles du Haut-Pays, et qui sont les plus productives.

Enfin, l'association organise son propre concours agricole annuel sur la place d'Hucqueliers. La première manifestation a lieu en juin 1967. Elle récompense les meilleurs éleveurs de la race Frisonne Française Pie Noire. Le concours aurait attiré près d'un millier de visiteurs¹⁹⁵.

Gabriel de la Gorce s'investit véritablement dans le développement de l'agriculture du canton et même du département. Il se rend plusieurs fois en RFA pour visiter des exploitations et observer les progrès agricoles réalisés dans ce pays. Lors d'une conférence qu'il donne à son retour de l'un de ses voyages, en 1969, il indique que l'Allemagne de l'Est, bien qu'elle ait particulièrement souffert de la guerre, est un État dans lequel l'industrie et l'agriculture sont en plein essor. Les productions y seraient d'excellente qualité. Il fait notamment remarquer que l'insémination artificielle est plus largement pratiquée que dans le Pas-de-Calais pour les élevages de plus de 200 truies et que le matériel agricole utilisé est particulièrement innovant. Des tracteurs de 200 chevaux laboureraient 100 hectares par jour avec une charrue de dix socs, sur une parcelle de 250 hectares¹⁹⁶.

Gabriel de la Gorce, agriculteur, mais aussi technicien, conscient du retard du canton sur le plan agricole, dote celui-ci de structures dont le but est d'accompagner les cultivateurs de sa circonscription dans la voie de la modernisation et de permettre un véritable développement de l'agriculture. Il est le premier dans le département à fonder ces types d'organismes que sont le Foyer de Progrès agricole et le SIDA. Il est donc un véritable pionnier en la matière. Toutefois, malgré ses actions, l'exode rural se poursuit dans les années 1980 et 1990. Sur le plan agricole, le retard du canton s'est quelque peu atténué par rapport au reste du département, même s'il n'a pas complètement disparu dans les dernières décennies. La région d'Hucqueliers demeure l'un des espaces les plus déshérités du Pas-de-Calais.

La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par une modernisation accélérée de l'outillage agricole. Les tracteurs, les moissonneuses-batteuses, les charrues polysocs, les épandeurs, les pulvérisateurs et de nombreux autres instruments se généralisent. Les salles de traite font leur apparition. L'explosion du nombre d'engins motorisés entraîne la disparition brutale des attelages d'équidés, mais aussi la disparition du réseau ferré d'intérêt local en 1955 et la transformation des paysages avec le remembrement. Les machines sont de plus en plus puissantes, performantes et sophistiquées. Ce progrès de l'outillage s'accompagne d'une véritable mutation des structures de production. Les petites propriétés disparaissent à partir des années 1950 et le nombre d'exploitations ne cesse de chuter. Entre 1970 et 2000, les deux tiers des fermes disparaissent sur le territoire. Le fermage prédomine et la plupart des structures de production, de plus en plus vastes, se transforme en véritable entreprise. Ces mutations s'accompagnent d'un développement du crédit agricole, des coopératives agricoles et de diverses autres associations. Mais cette période est surtout marquée par le triomphe du syndicalisme agricole chrétien. La Fédération agricole, puis la FSA rattachée à la FNSEA, deviennent la principale force syndicale sur le territoire et dans l'ensemble du département.

¹⁹⁴ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 08.08.1970.

¹⁹⁵ *Journal de Montreuil*, 11.06.1967.

¹⁹⁶ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 05.04.1969.

Toutefois, le retard de l'arrondissement, notamment sur le plan des techniques de production et de l'outillage, par rapport au reste du département subsiste, même s'il s'atténue dans les dernières décennies. Cependant, l'étendue moyenne des exploitations est plus conséquente et augmente plus rapidement dans l'arrondissement de Montreuil que dans les autres arrondissements du département. De plus, les exploitations autour d'Étaples et de Montreuil sont plus vastes et mieux équipées que celles dans l'Artois ou le Béthunois. À l'inverse, le Haut-Pays demeure l'une des régions les plus déshéritées, malgré les actions menées en faveur du développement agricole et rural par le conseiller général et agriculteur Gabriel de la Gorce dans les années 1960 et 1970.

La modernisation des techniques et des structures de production s'accompagne d'un véritable essor des productions et de l'élevage.

CHAPITRE 11 : UNE VÉRITABLE MUTATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES AU LENDEMAIN DE LA GUERRE

Au lendemain de la guerre, le territoire est dévasté. Les récoltes céréalières sont insuffisantes. La surface consacrée aux plantes sarclées est réduite, faute de main-d'œuvre. Le cheptel porcin est décimé. L'agriculture doit non seulement retrouver son niveau de production d'avant la guerre, mais aussi poursuivre son développement et combler les retards engendrés par le conflit. Mais les années suivantes, la situation agricole ne s'améliore guère, en raison des mauvaises conditions climatiques. L'hiver de 1944-1945 est si rude et si long que la plupart des cultures sont gelées. Il en est de même en 1946-1947. Il faut attendre le début des années 1950 pour atteindre et dépasser le niveau de production d'avant la guerre et assister à un véritable développement des cultures et de l'élevage dans l'arrondissement de Montreuil.

I) Une diminution des terres labourables et une multiplication des engrais

La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par une diminution constante de la surface agricole utile dans l'arrondissement de Montreuil. Le phénomène est aussi départemental.

Une réduction de la surface agricole utile

Entre 1954¹ et 2000², la SAU recule de 10,3% dans l'arrondissement de Montreuil. Près de 9 600 hectares sont ainsi enlevés à l'agriculture. C'est dans la dernière décennie que la baisse est la plus conséquente.

Cette diminution résulte d'une augmentation croissante de la superficie consacrée aux infrastructures routières³, mais aussi du développement des zones d'habitation, de commerce et d'industrie. Le phénomène touche particulièrement le canton d'Hesdin et surtout celui de Montreuil. Ce dernier, qui dispose d'une population urbaine en pleine croissance, perd 21% de sa SAU en un demi-siècle. En effet, l'étalement urbain, ainsi que la périurbanisation réduisent fortement les surfaces disponibles pour l'agriculture. À l'inverse, les cantons du Haut-Pays et de Campagne-lès-Hesdin, affectés par l'exode rural, sont moins touchés par le phénomène⁴.

Le recul de la SAU s'explique aussi par une hausse du nombre de parcelles boisées. Cette dernière résulte d'un « effet pervers » de la politique menée par la SAFER Flandres-Artois et surtout de l'instauration du droit de préemption accordé aux cultivateurs depuis 1969. En effet, les exploitants partant à la retraite et dont l'exploitation n'est pas reprise par l'un de leurs descendants, préfèrent garder leurs terres libres en la boisant, ce qui leur permet d'être exonérés de l'impôt foncier, plutôt que de les vendre à un prix imposé par les cultivateurs, qui font valoir leur droit de préemption, ou les louer à un agriculteur en activité.

¹ Arch. dép., 37W120, Enquête agricole de 1954, questionnaires communaux, arrondissement de Montreuil.

² AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

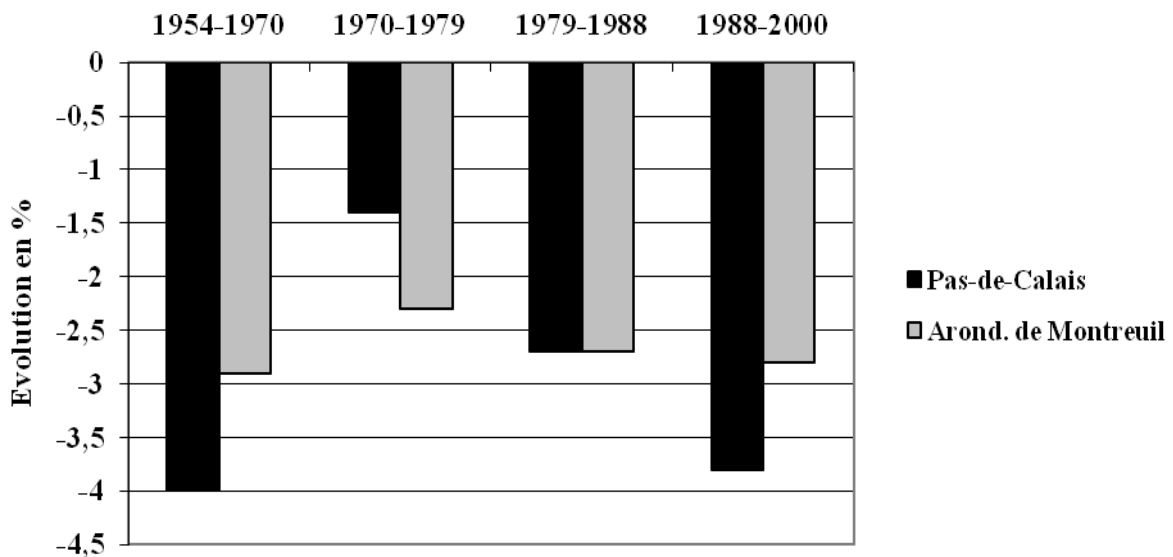
³ La création de l'autoroute A16 dans les années 1990, qui traverse le littoral montreuillois, prive les cultivateurs de nombreuses parcelles. Il en est de même des structures qui s'installent près des échangeurs autoroutiers, comme le Centre hospitalier de l'arrondissement de Montreuil fondé en 1992 à Rang-du-Fliers.

⁴ Annexe 35.

Si les parcelles sont occupées, le propriétaire ne peut les vendre qu'au locataire et au prix que ce dernier proposera. De même, il n'aura plus la possibilité de récupérer ses biens fonciers lorsqu'il le souhaite. En effet, ces derniers ne peuvent être retirés de la location tant que le cultivateur en activité, ou un des descendants de celui-ci, les exploite. Enfin, les loyers des terres sont encadrés et ne peuvent donc être augmentés comme le souhaiterait le propriétaire.

Le recul de la SAU s'inscrit dans un phénomène départemental. Toutefois, il est moins conséquent sur le territoire que dans le Pas-de-Calais. Il est, en effet, de 10,3% dans l'arrondissement et de 11,4% en moyenne dans le département, entre 1954 et 2000. Le décalage peut s'expliquer par un étalement urbain moins important dans l'arrondissement, puisque celui-ci dispose de peu de villes. Celles-ci sont principalement concentrées sur le littoral.

Document 125 : L'évolution de la SAU dans l'arrondissement de Montreuil et le Pas-de-Calais de 1954 à 2000 (en %)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1954, 1970, 1979, 1988 et 2000

L'utilisation de la surface agricole utile

L'évolution des surfaces consacrées aux labours et aux prairies naturelles

Au lendemain de la guerre, la superficie consacrée aux labours continue de diminuer dans l'arrondissement de Montreuil. Entre 1936⁵ et 2000⁶, elle régresse de 14,2%, passant de 73 053 à 62 687 hectares. Mais l'évolution est loin d'être régulière. La surface des terres cultivables diminue de 16,5% entre 1954⁷ et 1970⁸, puis augmente de 4,8% entre 1970 et 1988⁹ et baisse de nouveau de 0,8% dans la dernière décennie.

⁵ Arch. dép., M1364, Enquête agricole de 1936, arrondissement de Montreuil.

⁶ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

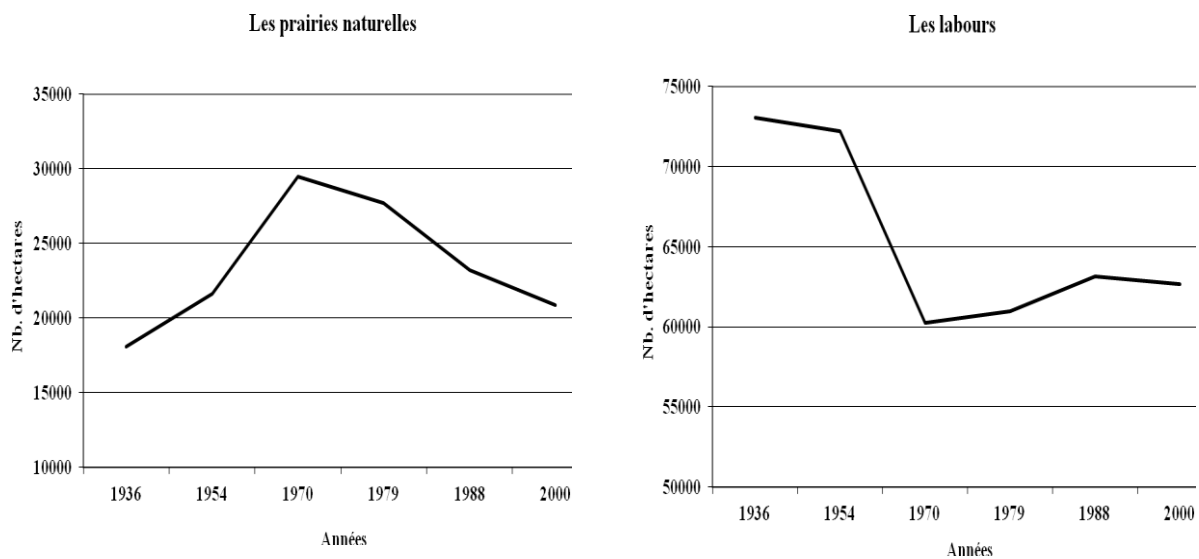
⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

⁸ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

⁹ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

De 1936 à 1988, la corrélation entre l'évolution de la superficie consacrée aux labours et celle des prairies naturelles peut expliquer le phénomène. En effet, la chute en surface des terres cultivables entre 1936 et 1970 s'accompagne d'une hausse de la superficie consacrée à l'herbage. À l'inverse, entre 1970 et 1988, celle-ci régresse alors que les labours progressent en surface. L'évolution des superficies consacrées aux labours est donc principalement la résultante des orientations prises en matière agricole par les cultivateurs. À cela, il faut évidemment prendre en compte une baisse constante de la SAU sur toute la période, en raison notamment de l'expansion des espaces bâtis et plus particulièrement du développement des zones périurbaines.

Document 126 : L'évolution des surfaces consacrées aux labours et aux prairies naturelles dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1936 et 2000



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1936, 1954, 1970, 1979, 1988 et 2000.

Entre 1936 et 1970, les cultivateurs se tournent davantage vers l'élevage au détriment des cultures. La surface en herbe augmente de 63% alors que celle des labours se réduit de 17,5%. Toutefois les deux tiers de la SAU sont toujours consacrés aux cultures en 1970. Le choix des cultivateurs de transformer certaines parcelles labourables en prairies naturelles peut s'expliquer par l'exploitation difficile de certaines terres. C'est du moins l'une des explications que donne Gabriel de la Gorce, le président du Syndicat intercommunal de développement agricole du canton d'Hucqueliers, lors d'une journée de démonstration de machines agricoles à Clenleu, en octobre 1971. Celui-ci affirme que certaines zones ne sont plus labourées, car leur sol serait trop dur. Les agriculteurs préféreraient donc en faire des pâturages¹⁰. Le recul des labours au profit des herbages peut aussi s'expliquer par la faible rentabilité de la culture de froment dans les années 1950. En effet, la surproduction entraîne une stagnation des prix du blé¹¹. La Société d'agriculture de Montreuil dénonce à plusieurs

¹⁰ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 09.10.1971.

¹¹ Entre 1947-1948 et 1949-1950, la production de blé quadruple dans le Pas-de-Calais. Arch. dép., 37W122, Enquête agricole de 1954, Instructions, circulaires, correspondance, états récapitulatifs, imprimés.

reprises en 1949 et 1950 les difficultés financières que rencontrent les cultivateurs en raison de la baisse des prix des productions agricoles et de la hausse du coût des engrais, du matériel et des transports¹². De plus entre 1954¹³ et 1970¹⁴, les surfaces consacrées à l'avoine diminuent fortement, en raison de la disparition brutale de nombreux attelages d'équidés, remplacés par des tracteurs¹⁵. Les cultivateurs transforment donc probablement une partie des champs d'avoine en prés, l'élevage bovin étant certainement plus rentable.

Dans les années 1970 et 1980, le phénomène s'inverse. Les surfaces consacrées aux labours augmentent de nouveau, alors que celles des prairies naturelles diminuent fortement. Au cours de la période, les prix de la viande de porcs, notamment en 1980¹⁶, et du lait chutent. L'élevage étant moins rentable que les céréales, des pâturages sont de nouveau cultivés.

Entre 1988 et 2000¹⁷, l'évolution des surfaces consacrées aux labours et aux prairies naturelles ne dépend plus uniquement des orientations prises en matière agricole par les cultivateurs. En effet, la superficie des terres cultivées recule de 6,2% et celle des herbages de 14% en un peu plus de dix ans. Le phénomène résulte d'une diminution conséquente de la SAU dans l'arrondissement de Montreuil dans la dernière décennie.

Mais la diminution de la superficie des terres labourables et l'accroissement des surfaces en herbe entre 1936 et 2000 s'inscrivent-elles dans un phénomène départemental ?

L'un des arrondissements du département les plus tournés vers l'élevage

L'année 1970 constitue également un tournant dans l'ensemble du département. La superficie des labours recule de 1936 à 1970, puis augmente de 1970 à 1988 et enfin chute de 1988 à 2000. La surface consacrée aux herbages croît jusqu'en 1970, puis baisse de 1970 à 2000.

Mais, le recul de la superficie des labours est plus conséquent dans l'arrondissement de Montreuil que dans le reste du département. Entre 1954¹⁸ et 2000¹⁹, il est de 13,2% sur le territoire, contre 7,9% en moyenne dans le Pas-de-Calais. Mais, à l'inverse, la surface consacrée aux prairies ne diminue que de 3,6%, alors qu'elle chute de 24,4% dans le département au cours de la même période. L'arrondissement de Montreuil est donc l'une des régions les plus tournées vers l'élevage. En 1970²⁰, les pâturages couvrent près du tiers de la SAU sur le territoire, contre un peu plus du quart dans l'ensemble du Pas-de-Calais. Le décalage est relativement important par rapport aux arrondissements situés dans l'est du département. La proportion de prairies naturelles est de moins de 13% dans l'Artois et autour de 20% dans le Béthunois. En 2000, l'écart s'accroît légèrement. La part de la surface en herbe dans l'arrondissement de Montreuil est d'environ 7 points supérieure à la moyenne départementale.

Le recul plus conséquent de la surface cultivée sur le territoire résulte principalement d'un choix des cultivateurs qui privilégient un peu plus l'élevage. La part plus importante de

¹² Voir le chapitre 10.

¹³ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

¹⁴ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

¹⁵ Voir le chapitre 10.

¹⁶ *Le Syndicat agricole*, 30.08.1980. Entre février et août 1980, le prix de la viande de porcs chute de 24%.

¹⁷ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

¹⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120 et 37W122.

¹⁹ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

²⁰ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

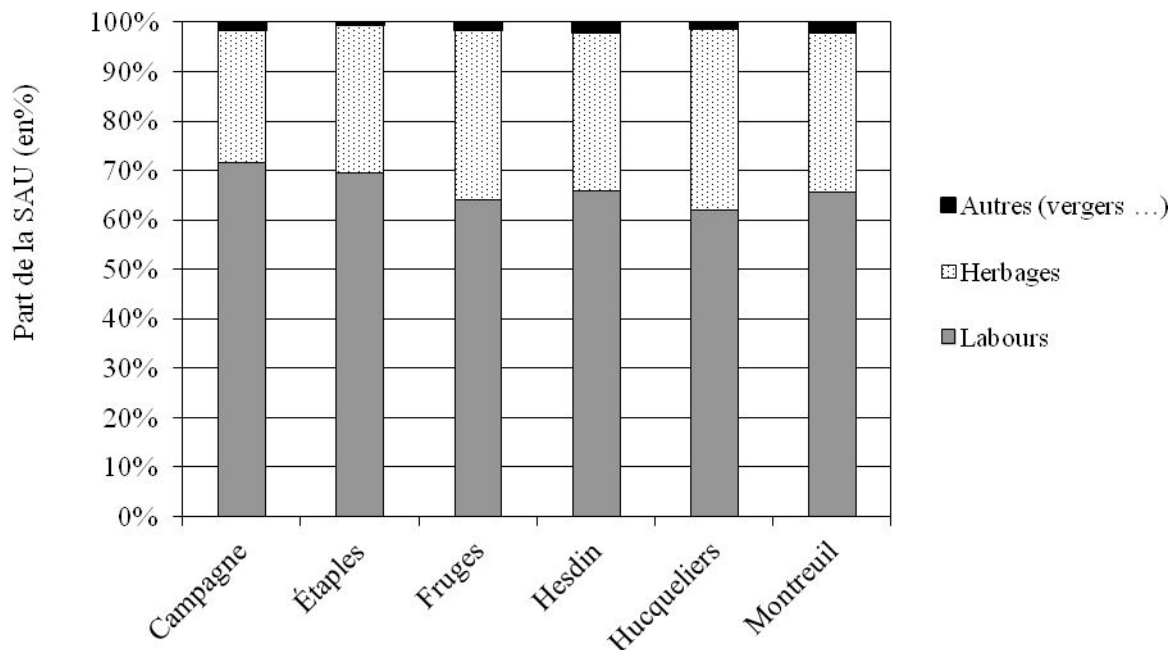
la superficie en herbe s'explique par la présence dans l'arrondissement de nombreuses terres difficilement labourables ou peu rentables, compte-tenu de la mauvaise qualité de certains sols, notamment dans le Haut-Pays.

Néanmoins, l'utilisation de la SAU varie d'un canton à l'autre.

De fortes disparités à l'échelle des cantons

De fortes disparités subsistent dans l'utilisation de la SAU sur le territoire à l'échelle des cantons. En 1970, la part des labours dans la SAU oscille entre 62,1% autour d'Hucqueliers et 71,5% autour de Campagne²¹. Elle est plus importante sur le littoral et dans le canton de Campagne que dans le Haut-Pays et la région d'Hesdin. Fruges et Hucqueliers sont avant tout des cantons d'élevage. Ils disposant de la plus forte proportion de surfaces herbagées et privilégient la culture de plantes fourragères plutôt que de betteraves sucrières. La prééminence de l'élevage dans le Haut-Pays résulte d'une concentration plus conséquente de terres difficilement labourables, en raison de la mauvaise qualité des sols et de la forte déclivité de certaines parcelles.

Document 127 : La part des labours et des prairies naturelles dans la SAU dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1970 (en %)



Source : d'après l'enquête agricole de 1970.

À l'inverse, les exploitants du littoral et du canton de Campagne se tournent davantage vers la culture, notamment de céréales et de plantes industrielles. Le canton d'Hesdin occupe

²¹ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

une position intermédiaire. Toutefois, la proportion de prairies naturelles reste plus élevée dans ces régions que dans les arrondissements situés dans l'est du département. La part des labours dans la SAU de l'Artois est notamment de quinze points supérieur à celle du canton de Campagne en 1970. Même si les conditions naturelles sont plus favorables sur le littoral Montreuillois que dans le reste de l'arrondissement, elles demeurent globalement plus rudes que dans l'Est du département. Dans les années 1950, la Direction des Services agricoles du Pas-de-Calais établit un classement des 46 cantons du département selon leur fertilité. Le premier canton de l'arrondissement de Montreuil est celui de Campagne. Il occupe la vingt-cinquième place²².

La fin de la pratique de la jachère

En 1954, la jachère n'occupe plus que 1,3% des terres labourables dans l'arrondissement de Montreuil, soit 910 hectares et 55 ares. L'assolement céréales-plantes sarclées prédomine. Néanmoins, le territoire renferme le tiers des surfaces en jachères du Pas-de-Calais. La moitié des terres de l'arrondissement laissées au repos se situe dans le canton d'Hucqueliers. Le décalage résulte encore probablement des mentalités conservatrices des paysans dans cette région.

De 1954 à 1988, la pratique de la jachère disparaît presque dans le département. En 1979, seuls 29 hectares de terres sont laissés au repos dans l'arrondissement de Montreuil. La rotation des cultures sans jachère s'est généralisée, tout comme l'utilisation des engrais chimiques et des produits phytosanitaires²³. Les scories Thomas sont notamment de plus en plus employées par les exploitants au lendemain de la guerre. Au premier semestre 1959, 295 tonnes de cet engrais phosphaté sont vendus aux cultivateurs par les coopératives et les négociants de l'arrondissement de Montreuil. L'année suivante, la quantité commercialisée passe à 425 tonnes²⁴.

À partir de 1992, la pratique de la jachère réapparaît. Elle est imposée en Europe à tous les exploitants, dans le cadre de la PAC, afin de limiter la surproduction céréalière. Les cultivateurs doivent laisser une partie de leurs terres en repos chaque année. En contrepartie, ils reçoivent une prime compensatrice. Le taux de mise en jachère obligatoire est fixé chaque année. Mais, à partir de 1999, il est établi de manière permanente à 10 %²⁵. En 2008, cette obligation est supprimée.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la SAU ne cesse de reculer sur le territoire. Les cultivateurs semblent davantage se tourner vers l'élevage, surtout dans les années 1950-1960, comme en témoigne l'augmentation des surfaces consacrées aux prairies naturelles. La superficie des labours diminue sensiblement au cours de la période. La pratique de la jachère disparaît. L'utilisation d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires se généralisent. Après 1945, les cultivateurs de l'arrondissement de Montreuil privilégient-ils toujours les céréales, notamment le froment et l'avoine ?

²² Arch. dép., 37W272, Impôts agricoles, instructions, correspondance, 1945-1958.

²³ Il s'agit des herbicides, insecticides et fongicides.

²⁴ Arch. dép., 37W225, Engrais et amendements, Scories Thomas, 1950-1961, répartition, commercialisation.

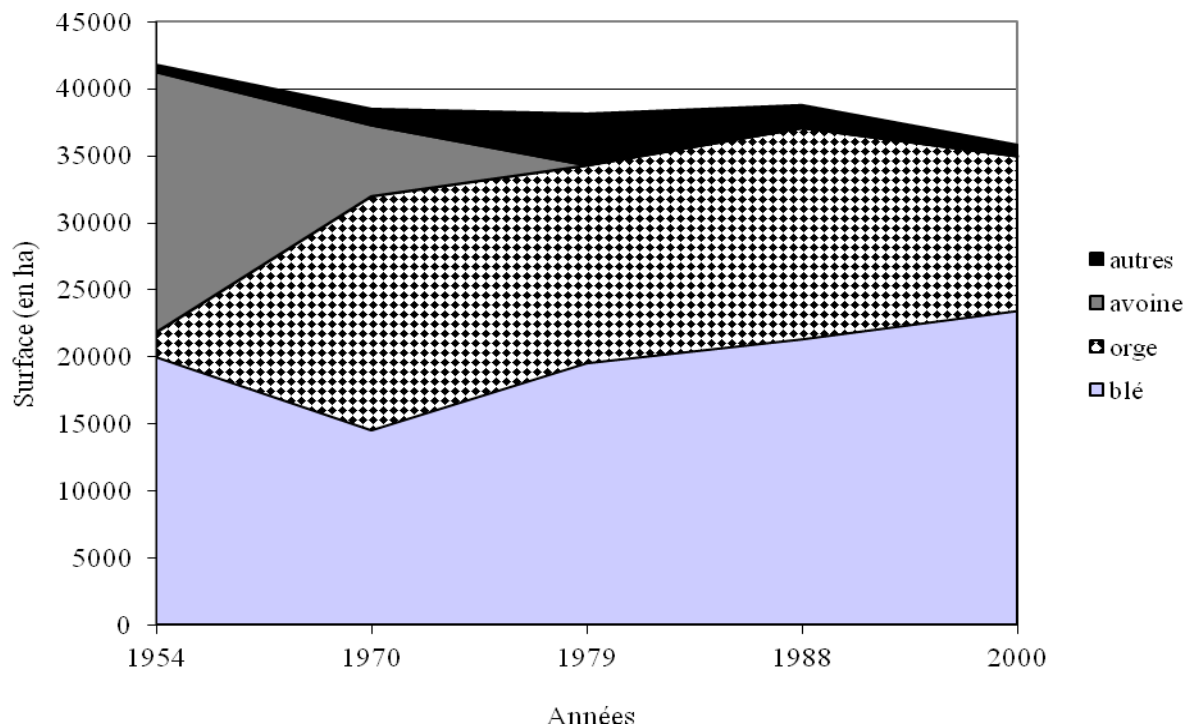
²⁵ <http://www.actu-environnement.com>.

II) L'importance des cultures céréalières et l'apparition du maïs fourrage

Dans l'entre-deux-guerres, l'arrondissement de Montreuil dispose des rendements culturaux les plus faibles du département. Il accuse également un retard dans le choix des céréales. À l'échelle cantonale, les progrès sont plus importants sur les territoires de l'ouest et du sud. Ces derniers s'opposent aux cantons de l'est, Fruges et Hucqueliers, qui apparaissent comme les espaces les plus déshérités de l'arrondissement. Ces décalages s'estompent-ils après 1945 ?

Une production principalement céréalière

Document 128 : L'évolution en surface des cultures céréalières dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1912 et 1939 (en ha)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1954, 1970, 1979, 1988 et 2000

La baisse en superficie des terres labourables entraîne un recul de la surface céréalière. Cette dernière régresse de 14,4% dans l'arrondissement de Montreuil entre 1954 et 2000. Le phénomène est départemental. Le recul est en moyenne de 7,3% au cours de la même période. Néanmoins, comme dans l'ensemble du Pas-de-Calais, la culture des céréales est toujours prédominante. En 1954, elle couvre sur le territoire 57,9% des labours, contre 55,2% en moyenne dans le département²⁶. La proportion de céréales par rapport aux labours est relativement stable sur toute la période. En 2000, elle de 57,2% dans l'arrondissement de Montreuil et de 55,5% dans le département²⁷.

²⁶ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120 et 37W122.

²⁷ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par une hausse des surfaces consacrées au froment, mais surtout par la disparition de la culture de l'avoine et un accroissement de la superficie ensemencée en orge.

La disparition de l'avoine et des céréales secondaires

En 1939, l'avoine est la céréale la plus cultivée, en surface, dans l'arrondissement de Montreuil. En 1954, elle couvre 46,5% des champs de céréales²⁸. Mais entre 1954 et 1970, sa superficie est divisée par quatre. La généralisation des tracteurs entraîne un déclin de l'élevage d'équidés et donc de la culture de l'avoine qui est l'alimentation de base de ces animaux. Dans les années 1980, la céréale n'est pratiquement plus cultivée sur le territoire. Les enquêtes de 1979, 1988 et 2000 ne la mentionnent même plus. Elle est comptabilisée dans la catégorie « autres céréales ». Dans celle-ci figure aussi probablement les cultures de seigle et de méteil.

La culture de l'avoine disparaît plus rapidement dans les cantons du littoral et du sud de l'arrondissement que dans le Haut-Pays. En effet, en 1970, 61,3% des champs d'avoine se localisent dans les cantons de Fruges et d'Hucqueliers²⁹. La région d'Hucqueliers renferme à elle seule près de la moitié des surfaces ensemencées de cette céréale³⁰. La modernisation de l'équipement agricole semble donc avoir été plus tardive autour d'Hucqueliers, probablement en raison de mentalités plus conservatrices mais aussi de moyens financiers plus limités.

L'avoine n'est pas la seule céréale à n'être pratiquement plus cultivée. Il en est de même pour le seigle et le méteil. Leur culture est de plus en plus marginale dans l'arrondissement. Elle ne s'étend plus que sur 452 hectares et 30 ares en 1954.

La prééminence du froment

La surface ensemencée en froment progresse de 17% dans l'arrondissement de Montreuil entre 1954³¹ et 2000³², passant de 20 020 à 23 456 hectares. Mais son évolution est loin d'être régulière. Elle dépend fortement des cours du blé, instables, et de la rentabilité des autres types de production.

Elle diminue de 27 % entre 1954 et 1970, au moment où le recul de la superficie des labours est la plus conséquente. Les cultivateurs se sont davantage tournés vers l'élevage qui au cours de cette période est probablement plus rentable. Le phénomène est également départemental, puisque la surface emblavée recule de 25% entre 1954 et 1970. Dans les années 1960, le froment n'est plus la première céréale ensemencée sur le territoire. L'orge s'étend sur une plus large surface. Dans le canton d'Hucqueliers, le froment occupe même la troisième place derrière l'orge et l'avoine, en 1970³³.

Dans les trois dernières décennies, la culture du froment prédomine de nouveau. La superficie consacrée à la céréale progresse de 61%. Elle passe de 14 570 hectares en 1970 à 23 456 hectares en 2000. En effet, la chute des cours de la viande de porc au début des années 1980 et du lait, en raison d'une surproduction, entraîne un changement de comportement de la part de certains cultivateurs sur le plan productif. Des prairies sont de

²⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

²⁹ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

³⁰ Annexe 36.

³¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

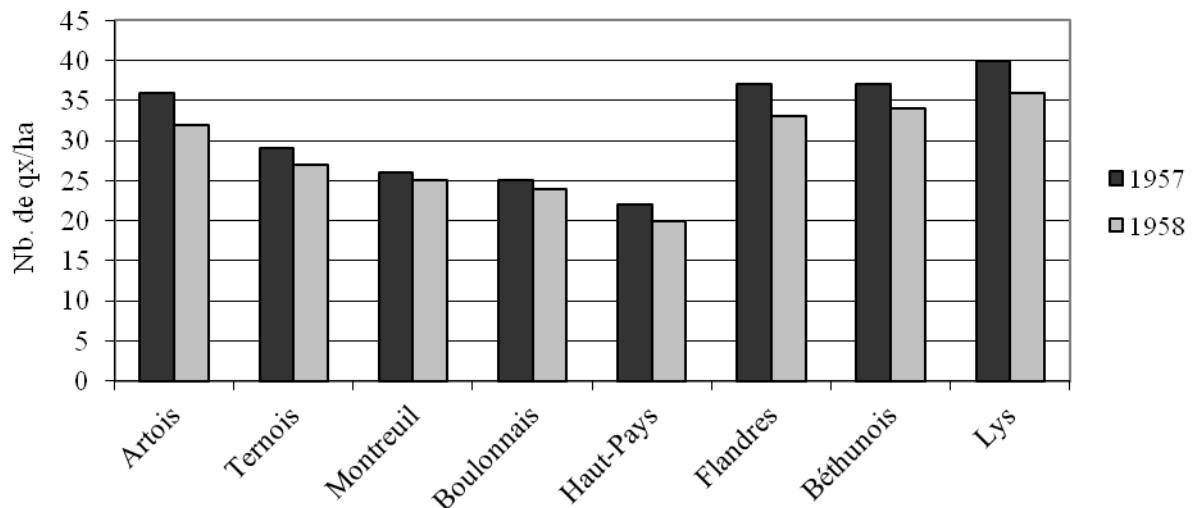
³² AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

³³ Annexe 36.

nouveau labourées et ensemencées en blé. Cette augmentation en surface du froment s'accompagne d'une hausse de la productivité.

En 1938, l'année de la récolte la plus productive des années 1930, le produit moyen par hectare de blé est en moyenne de 23 qx dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer. Vingt ans plus tard, il n'a quasiment pas progressé. Il est notamment de 20 qx dans le Haut-Pays et de 25 qx dans le Pays de Montreuil en 1958³⁴. Toutefois l'écart se creuse avec les régions agricoles situées dans l'est du département. En 1957, une année de récolte considérée comme satisfaisante, le rendement est de 30 qx par hectare dans le Pas-de-Calais. Dans l'arrondissement de Montreuil, il est inférieur d'environ six qx à la moyenne départementale. La productivité moyenne dans l'Artois, les Flandres, le Béthunois et le Pays de la Lys oscille entre 36 et 40 quintaux par hectare. Elle est presque deux fois plus élevée que dans les cantons de Fruges et d'Hucqueliers.

Document 129 : Les rendements en grain du froment dans les régions agricoles du Pas-de-Calais en 1957 et 1958



Sources : d'après les données des rapports de 1957 et de 1958 de la DSA du Pas-de-Calais

Le décalage par rapport à d'autres régions du Pas-de-Calais résulte d'une modernisation de l'équipement agricole moins avancée, mais aussi du retard des pratiques culturales et notamment d'une sous-utilisation des engrais chimiques. Il s'explique aussi par des conditions naturelles moins favorables, notamment dans le Haut-Pays. Celui-ci dispose de nombreuses parcelles de qualité souvent médiocre et pentues, difficilement exploitables et peu productives.

Toutefois, le produit moyen par hectare de froment progresse tout au long de la période. De 1958 à 1967, il augmente de 53 % dans le Pas-de-Calais, pour atteindre en moyenne les 46 qx³⁵. Il dépasse les 50 qx en 1977³⁶, puis se rapproche des 60 qx vers la fin

³⁴ Arch. dép., 37W272, Impôts agricoles, instructions, correspondance, 1945-1958.

³⁵ Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie, *Statistique agricole, principaux renseignements*, 1967, p 17.

³⁶ Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie, *Statistique agricole, principaux renseignements*, 1977, p 29.

des années 1980³⁷, dans le département. Dans l'arrondissement de Montreuil, il oscille probablement entre 35 et 42 qx selon les cantons vers la fin des années 1960 et se situerait autour des 50 quintaux dans les années 1980³⁸. À la fin des années 1990, il n'est pas rare de voir des cultivateurs du Montreuillois et même du Haut-Pays obtenir un rendement à l'hectare supérieur à 80 qx sur les meilleures terres.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, une autre céréale se développe également : l'escourgeon, appelé aussi l'orge d'hiver.

L'orge : la seconde culture céréalière

En 1954, l'orge est une culture secondaire. Elle ne couvre que 1809 hectares et représente seulement 4,3% des céréales ensemencées dans l'arrondissement de Montreuil³⁹. Mais, un peu plus d'une décennie plus tard, elle est la première céréale emblavée sur le territoire. Entre 1954 et 1970⁴⁰, sa surface est multipliée par dix. Le recul des surfaces consacrées à l'avoine s'est donc fait au profit de l'orge dans les années 1960. Son succès s'explique, comme pour l'essor des prairies naturelles, par le fait que les cultivateurs se sont davantage tournés vers l'élevage qui au cours de cette période est plus rentable que le blé. En effet, l'orge est principalement utilisée pour l'alimentation animale, notamment des bêtes à cornes. De plus, sa culture permet d'obtenir de la paille, un produit indispensable pour la litière des bêtes, de plus en plus nombreuses, dans les étables.

Des disparités subsistent dans l'arrondissement de Montreuil. En 1970, dans les cantons d'Étaples, Montreuil, Hesdin et Campagne, les surfaces ensemencées en froment et en orge sont pratiquement équivalentes. Toutefois, l'escourgeon prédomine plus largement dans le Haut-Pays, et plus particulièrement dans le canton d'Hucqueliers. En effet, ce dernier renferme deux à trois fois plus de champs d'orge que de blé. La surface consacrée à l'avoine est même beaucoup plus importante que celle ensemencée en froment⁴¹. L'importance de l'escourgeon dans le Haut-Pays témoigne d'une orientation de plus en plus marquée des cultivateurs de cette région vallonnée vers l'élevage.

À partir des années 1970, la superficie consacrée à l'orge se réduit. Elle diminue de 9,7% de 1970 à 1988 et de 27% de 1988 à 2000. En 2000⁴², l'escourgeon couvre 11 518 ha et représente le tiers des céréales cultivées dans l'arrondissement⁴³. Les deux tiers des céréales ensemencées sont du froment. La culture de l'orge est plus importante sur le territoire que dans l'ensemble du département. En effet, elle ne représente que le quart des champs céréaliers du Pas-de-Calais. Dans l'Artois et le Béthunois, l'orge est une culture plus marginale que dans le Boulonnais, le Pays de Montreuil, le Ternois et le Haut-Pays. Dans les cantons de Bapaume et de Bertincourt notamment, le blé occupe respectivement 87 et 85%

³⁷ Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie, *Statistique agricole, principaux enseignements*, 1987, p 3.

³⁸ Peu de sources renseignent sur les rendements par commune, canton ou arrondissement des années 1960 aux années 1990. Seules des données à l'échelle des départements sont publiées et consultables. Il s'agit donc ici d'une estimation qui se base sur quelques données concernant certaines communes et publiées dans les journaux comme le *Journal de Montreuil* et sur une dizaine de témoignages de cultivateurs en activité depuis les années 1960. La fourchette des estimations est relativement large, car les cultivateurs ont souvent du mal à différencier dans leurs souvenirs les différentes décennies. Ils ont aussi tendance à gonfler les chiffres, probablement par fierté, ou au contraire à sous-évaluer la productivité, certainement pour montrer que la vente de leur récolte est peu rémunératrice et qu'ils disposent d'un revenu peu élevé.

³⁹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

⁴⁰ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

⁴¹ Annexe 36.

⁴² AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

⁴³ Annexe 37.

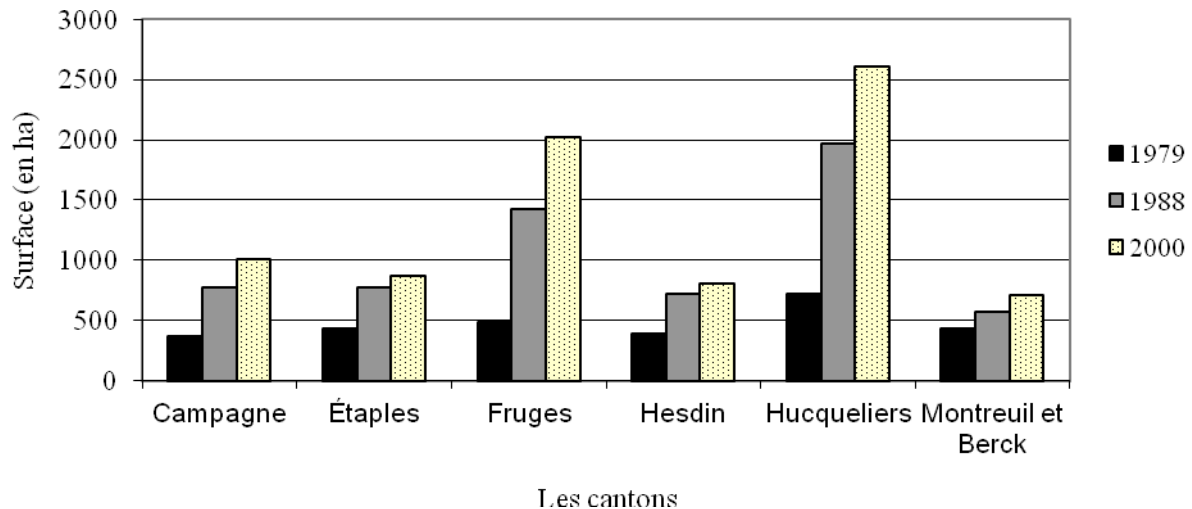
des terres consacrées aux céréales. L'arrondissement de Montreuil, et plus particulièrement le Haut-Pays, est dans la seconde moitié du XX^e siècle une région avant tout d'élevage.

Le recul de l'orge, en surface, résulte principalement de l'apparition du maïs fourrage. La culture de celui-ci se développe rapidement dans l'arrondissement de Montreuil. La plante, broyée, devient peu à peu l'une des nourritures privilégiées par les agriculteurs, notamment pour les bovins.

L'essor du maïs fourrage

Le maïs fourrage est peu cultivé avant la guerre dans le département. Il prend véritablement son essor dans les années 1970. En 1979, il est exploité sur 2 819 hectares, soit sur 4,6% des labours, dans l'arrondissement de Montreuil. Une décennie plus tard, la surface consacrée à cette plante explose. De 1979 à 1988, elle a plus que doublé, atteignant les 6 227 hectares, soit le dixième de la superficie cultivée sur le territoire. En 2000, elle couvre 8 012 hectares. Le maïs fourrage sert à l'alimentation des bovins, mais également à celle des porcs. La ration journalière d'une truie gestante est notamment constituée de 70% de maïs, 18% d'orge et 12% de CMAV⁴⁴ dans les années 1970⁴⁵. La plante est particulièrement nutritive, puisqu'elle est riche en énergie, protéines et cellulose.

Document 130 : L'évolution, en surface, du maïs fourrage dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1979 et 2000



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1979, 1988 et 2000

Elle est plus largement cultivée dans les cantons du Haut-Pays que dans le reste de l'arrondissement. Son expansion autour d'Hucqueliers et de Fruges s'explique par l'importance de l'élevage dans cette région. Celle-ci produit notamment 66% des porcs et

⁴⁴ Le CMAV est un Concentré azoté minéral et vitaminé.

⁴⁵ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 04.12.1971.

55% des bovins de l'arrondissement en 1988⁴⁶. En 2012, dans certaines communes du canton d'Hucqueliers, le maïs fourrage couvrirait près de 40% des terres labourables⁴⁷.

La proportion de maïs fourrage par rapport aux labours est particulièrement élevée dans les cantons de Fruges et d'Hucqueliers. Elle est supérieure de 6 points en 1988 et de 10 points en 2000 à la moyenne départementale. Elle avoisine les 15 % en 1988. Le Nord-est de l'arrondissement de Montreuil se rapproche ainsi du Boulonnais qui renferme la plus forte part de cette culture par rapport à l'espace cultivable, soit 17,3% en 1988⁴⁸. À l'inverse, dans les cantons du Pays de Montreuil, la proportion de maïs fourrage est inférieure à celle de l'ensemble du Pas-de-Calais dans la dernière décennie, comme dans l'Est du département⁴⁹. Ainsi, deux modèles agricoles prédominent sur le territoire : l'un centré sur l'élevage, dans le nord-est de l'arrondissement, et l'autre plus tourné vers la culture du blé et des plantes industrielles, sur le littoral et dans les cantons du sud de la Canche.

L'importance des plantes sarclées

En 1954, les plantes sarclées couvrent 15 279 hectares et 16 ares dans l'arrondissement de Montreuil, soit 21,2% des terres labourables. Près de la moitié de la surface est consacrée à la betterave industrielle. La part de celle-ci progresse dans la seconde moitié du XX^e siècle, notamment en raison du déclin de la culture des betteraves fourragères.

Le déclin des plantes sarclées fourragères.

De 1936⁵⁰ à 1954⁵¹, la surface consacrée aux betteraves fourragères augmente d'un tiers, passant de 3 358 à 4 471 hectares. Le développement de l'élevage, notamment bovin, et surtout l'utilisation croissante de cette plante à pivot dans l'assolement triennal, peuvent expliquer le phénomène.

Mais à partir des années 1960, la betterave fourragère est peu à peu abandonnée dans l'arrondissement de Montreuil au profit de l'orge et du maïs fourrage, des cultures plus rentables, car elles exigent moins de main-d'œuvre. Les éleveurs modifient donc peu à peu l'alimentation des bêtes. La plante sarclée voit sa surface se réduire de 63% entre 1954 et 1970. Le phénomène est départemental. La baisse est de 46% pour l'ensemble du Pas-de-Calais au cours de la même période⁵². Dans les enquêtes agricoles de 1979, 1988 et 2000, elle n'apparaît plus. Elle est comptabilisée dans la catégorie « autres fourrages ». Les rutabagas, largement utilisés dans l'entre-deux-guerres sur le territoire, subissent aussi le même sort, et pour les mêmes raisons.

L'importance de la betterave industrielle dans le sud-ouest

La surface consacrée à la betterave industrielle augmente entre 1936 et 1979, puis diminue au cours des deux dernières décennies. La culture de cette plante sarclée atteint son

⁴⁶ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁴⁷ D'après le témoignage de quelques cultivateurs du canton d'Hucqueliers.

⁴⁸ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁴⁹ Annexe 38.

⁵⁰ Arch. dép., M1364, Enquête agricole de 1936, arrondissement de Montreuil.

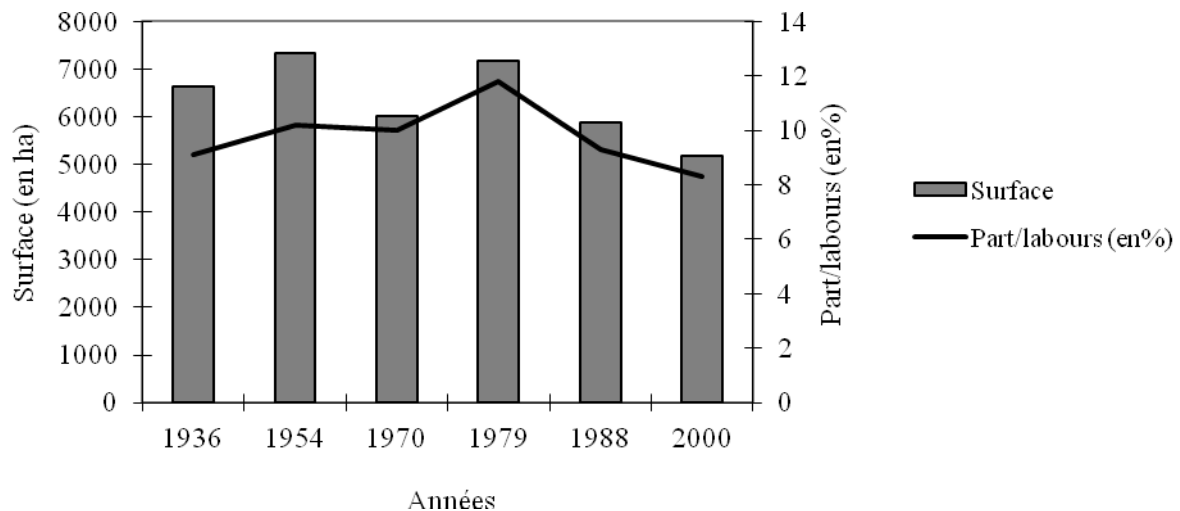
⁵¹ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

⁵² Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

apogée dans les années 1970. En 1979, elle couvre 7 177 hectares dans l'arrondissement. Les trois-quarts de sa superficie se situent dans les cantons de Montreuil, Campagne et Étaples⁵³. La proximité de la sucrerie coopérative de Verton reconstruite à Attin après la guerre⁵⁴ et de celle de Marconnelle⁵⁵ peut notamment expliquer la prépondérance de la culture de la betterave à sucre dans cette zone.

Le succès de la plante sarclée dans les années 1970 résulte probablement de la pénurie de sucre sur le marché mondial. Celle-ci entraîne une hausse des cours. Produire de la betterave industrielle est donc particulièrement rémunérateur pour les cultivateurs pendant cette période, car ils peuvent vendre leurs plantes sarclées à un prix intéressant hors quota. En effet, depuis la mise en place d'un quota de production pour le sucre en 1968 par la Commission européenne pour tous les États membres de la CEE, chaque planteur bénéficie d'un prix garanti pour une quantité de betteraves déterminée qu'il s'engage à livrer et vendre à une industrie géographiquement localisée. L'excédent de sa production doit être exporté à l'étranger aux conditions du marché international. Lorsque les cours mondiaux sont à la hausse, comme vers la fin des années 1970, les cultivateurs n'hésitent donc pas à accroître leur production.

Document 131 : L'évolution de la surface brute (en ha) et de la part par rapport aux labours (en %) de la culture de la betterave industrielle dans l'arrondissement de Montreuil de 1936 à 2000



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1936, 1954, 1970, 1979, 1988, 2000.

À partir des années 1980, la superficie betteravière diminue. Elle se réduit de 28% entre 1979 et 2000. Les cours mondiaux du sucre ne sont plus aussi élevés. Il n'est donc plus intéressant financièrement pour les planteurs d'accroître leur production. Ils se contentent de produire la quantité fixée par Bruxelles et dont le prix est garanti. De plus, l'amélioration des techniques de production, la meilleure sélection des semences et le développement d'engrais et de produits phytosanitaires de plus en plus spécifiques et efficaces contribuent à accroître la productivité et donc à réduire l'espace de culture. Il faut de moins en moins de terres pour obtenir une même quantité de betteraves.

⁵³ Annexe 39.

⁵⁴ Voir le chapitre 10.

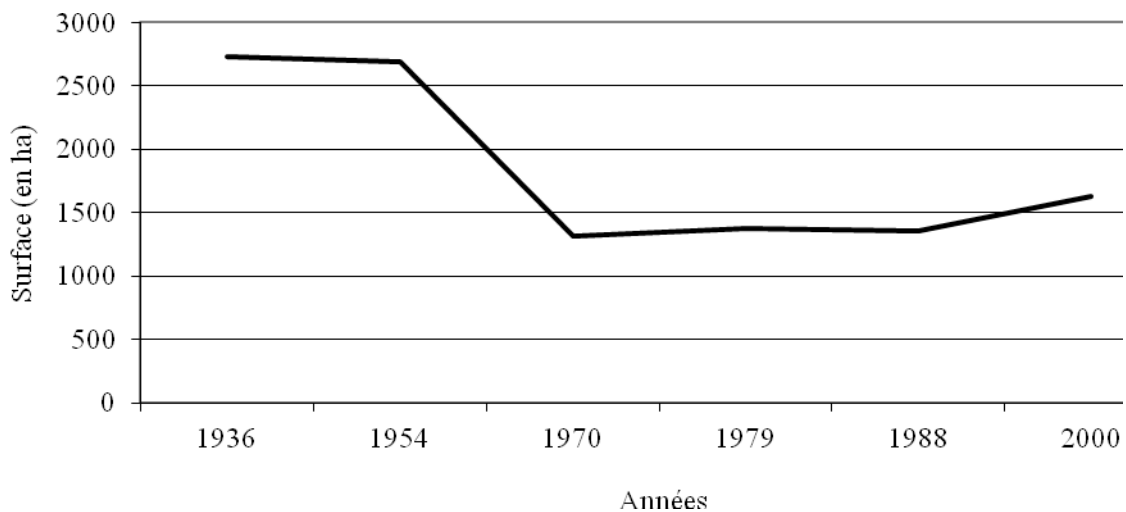
⁵⁵ La sucrerie de Marconnelle disparaît en 2007. Celle d'Attin ferme ses portes le 27 janvier 2013.

L'arrondissement de Montreuil est le deuxième espace betteravier du Pas-de-Calais, derrière l'arrondissement d'Arras⁵⁶ qui renferme près de la moitié des champs du département en 1979. Le territoire concentre environ 15% des surfaces consacrées à la plante sarclées. Toutefois, les cultivateurs de l'arrondissement obtiennent un rendement à l'hectare en moyenne et selon les années de 10 à 30% inférieur à celui de l'Artois, du Béthunois ou des Flandres au cours des années 1950 et 1960⁵⁷. Le décalage résulte toujours principalement de la qualité des sols.

De moins en moins de champs de pommes de terre

De 1936⁵⁸ à 1970⁵⁹, la surface consacrée aux pommes de terre s'est réduite de moitié, passant de 2 732 à 1 318 hectares. La plante sarclée est de moins en moins utilisée pour l'alimentation animale, et notamment pour celle des porcs. Le maïs fourrage et l'orge, plus rentables, sont de plus en plus privilégiés. La plante sarclée progresse en surface dans les trois dernières décennies. Mais son développement reste limité. La « Bintje » est la variété la plus cultivée par les exploitants autour de Montreuil et de Campagne-lès-Hesdin dans les années 1960⁶⁰.

Document 132 : L'évolution de la surface consacrée aux pommes de terre dans l'arrondissement de Montreuil de 1936 à 2000



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1936, 1954, 1970, 1979, 1988 et 2000.

En 1988, près de 90% des pommes de terre de l'arrondissement de Montreuil sont produites dans les cantons du littoral et du sud de la Canche. Dans les deux cantons du Haut-

⁵⁶ Depuis l'entre-deux-guerres, l'arrondissement de Saint-Pol-sur-Ternoise est rattaché à celui d'Arras.

⁵⁷ Arch. dép., *Op. cit.*, 37W272.

⁵⁸ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

⁵⁹ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

⁶⁰ Arch. dép., 37W313, Société d'agriculture de Montreuil, 1949.

Pays, le tubercule n'est produit que sur 145 hectares⁶¹. Les rendements étant moins bons que sur le littoral et dans la région située au sud de la Canche, la culture de cette plante sarclée, principalement utilisée pour l'alimentation animale, est rapidement remplacée par de l'orge et du maïs fourrage. L'arrondissement de Montreuil produit moins de tubercules pour l'industrie agroalimentaire que dans d'autres arrondissements, notamment situés dans l'est du département. Il ne renferme en effet que 9,6% des champs de pommes de terre du Pas-de-Calais en 1988⁶². L'une des productions les plus intensives est celle de l'Artois. Le quart des surfaces consacrées à ce tubercule se situe dans cette région. La proximité de l'usine de fabrication de frites Mc Cain, l'une des plus importantes du monde, fondée en 1981 à Harnes⁶³, peut expliquer le succès de la plante sarclée dans le sud-est du Pas-de-Calais.

La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par la disparition de la culture de l'avoine, mais aussi par la multiplication des champs d'orge et le développement en surface du maïs fourrage. Néanmoins la culture du froment prédomine toujours. Les plantes sarclées fourragères disparaissent et la pomme de terre est de moins en moins cultivée. La betterave à sucre est privilégiée jusqu'aux années 1970. Mais dans les deux dernières décennies, sa surface se réduit. Les cultivateurs semblent s'être véritablement tournés vers l'élevage au détriment des cultures industrielles et parfois même du froment.

III) L'une des plus grandes régions d'élevage du Pas-de-Calais

Dans l'entre-deux-guerres, la production animale se développe dans l'arrondissement de Montreuil. Mais l'essor est ralenti par la crise économique, puis la guerre, en raison notamment des réquisitions et de la décimation de nombreux troupeaux lors des bombardements. Il faut attendre les années 1960 pour assister à une véritable explosion du nombre de bêtes sur le territoire⁶⁴. Deux filières prédominent : celle des bovins et celle des porcs. L'arrondissement de Montreuil devient l'une des principales zones d'élevage du département.

Le règne des bovins

Une forte augmentation des effectifs

En 1954, l'arrondissement de Montreuil renferme 22,8% de bovins de plus qu'en 1936. La filière poursuit donc son développement. Mais dans les années 1960, le nombre d'animaux explose. Il progresse de 84% entre 1954⁶⁵ et 1970⁶⁶. En 1979, le troupeau est à son apogée. Il compte 95 188 têtes, soit plus d'un animal par hectare de SAU⁶⁷. Dans les années 1960-1970, le prix du bœuf sur pied augmente plus vite que celui des autres produits

⁶¹ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁶² AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁶³ ALLART M.-Ch., *L'évolution de l'agriculture en Artois dans la seconde moitié du XX^e siècle*, L'Harmattan, Paris, 2004, 112 p., p 27.

⁶⁴ Pour éviter toute redondance, l'évolution du cheptel d'équidés n'est pas abordée dans ce chapitre, puisqu'il l'est dans le chapitre précédent

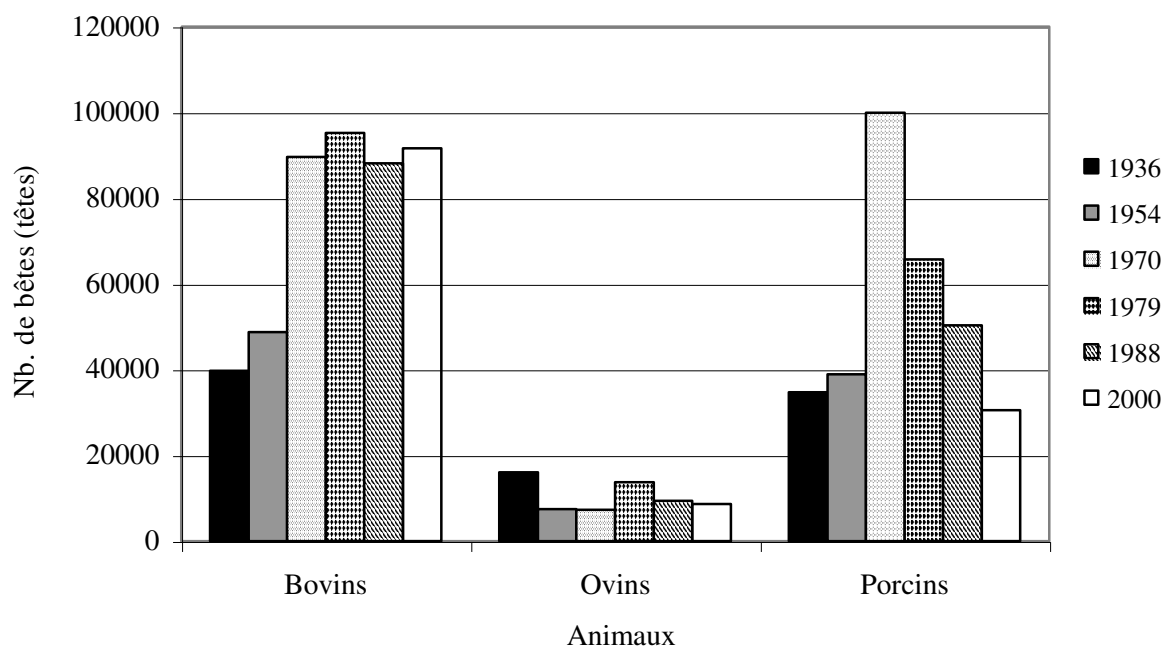
⁶⁵ Arch. dép., Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

⁶⁶ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

⁶⁷ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

agricoles⁶⁸. Les Français modifient leurs habitudes alimentaires : Ils mangent plus de viandes mais consomment moins de pain⁶⁹. La production de viandes bovines semble donc plus rentable que celle des cultures, ce qui pourrait expliquer l'essor de la filière dans l'arrondissement. Au cours de la période, les besoins en lait sont également croissants, en raison d'une forte augmentation de la consommation de fromage et de beurre. Celle-ci peut aussi expliquer le succès de l'élevage bovin. En 1970, 37,2% des bêtes à cornes sur le territoire de Montreuil sont des vaches laitières. Leur nombre croît de 56% entre 1954 et 1970.

Document 133 : L'évolution des cheptels d'ovins, de porcins et de bovins entre 1936 et 2000 dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1936, 1954, 1970, 1979, 1988 et 2000.

De 1979 à 1988, le nombre de bêtes diminue de 7,4%. La baisse concerne principalement le cheptel de vaches laitières. Ces dernières représentent 37,2% du troupeau en 1979 et 35,6% en 1988. Les effectifs reculent de 14,5% au cours de la décennie. La réduction du nombre de vaches laitières résulte avant tout des mesures prises par la Commission européenne pour limiter la production de lait, dans un contexte de surproduction. En 1973, la CEE instaure des primes à la reconversion vers la production de viande de troupeaux bovins à orientation laitière. Pour pouvoir en bénéficier, l'éleveur doit au minimum posséder 11 animaux⁷⁰. Puis, en 1984, dans le cadre de la PAC, elle met en place des quotas laitiers,

⁶⁸ DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Histoire de la France rurale*, Paris, éditions du Seuil, 1975-1976, Tome IV, 671 p., p 130. En France, le prix de la viande de bœuf à la production est multiplié par 4,5 entre 1949 et 1972. Dans le même temps, le prix du quintal de blé double et celui du litre de lait progresse de 140%.

⁶⁹ *Ibidem*. « Alors qu'elle était de 67,8 kilos par tête et par an en 1956, la consommation apparente de viande atteint, en 1974, 89,7 kilos, soit plus de 245 grammes par jour. (...) Dans le même temps, la consommation de céréales, qui était de 99,3 kilos par tête et par an en 1956, s'est réduite à 70,8 kilos. »

⁷⁰ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 27.10.1973.

toujours dans le but de limiter les quantités de lait produites. Dans la dernière décennie, le nombre de vaches laitières continue de se réduire.

Mais, la production de lait varie peu, car la race des bêtes est sans cesse améliorée pour obtenir une quantité de lait optimale par tête. En effet, les animaux de race flamande sont peu à peu remplacés par des « Hollandaises Pie Noire », plus productives. Dans les années 1950 et 1960, les concours agricoles organisés dans l'arrondissement de Montreuil récompensent déjà les bêtes de cette espèce. C'est notamment le cas lors de la première manifestation organisée par le Syndicat intercommunal de développement agricole du canton d'Hucqueliers, en juin 1967. Le concours est consacré aux bovins de race « Frisonne Française Pie Noire »⁷¹. Puis, de ces derniers, par des croisements, est naît la vache *Prim'Holstein*, qui est la plus répandue sur le territoire en 2000⁷². Dans les années 2000, la Société d'agriculture de Montreuil récompense toujours lors du concours annuel d'arrondissement, les meilleurs animaux de la race FFPN, Frisonne Française Pie Noire⁷³. Pour la viande, les charolais font leur apparition dans les années 1960 sur le territoire. Philippe Minet, éleveur à Tubersent, présente notamment un taureau de cette race, âgé de sept ans et pesant près d'une tonne et demie, lors d'une manifestation organisée à Campagne-lès-Hesdin par la Société d'agriculture de Montreuil en 1982⁷⁴.

De 1988 à 2000, le cheptel des bêtes à cornes progresse de 4% dans l'arrondissement. Mais le nombre de bovins laitiers continue de diminuer. Les éleveurs s'orientent donc de plus en plus vers la production des viandes de bœuf et de veau. Les vaches laitières ne représentent plus que le quart de l'effectif total en 2000⁷⁵, contre près de la moitié en 1954⁷⁶. Le nombre de taureaux reproducteurs présents dans les fermes ne cesse également de diminuer, en raison du développement de l'insémination artificielle. À partir de 1970, les enquêtes agricoles ne mentionnent même plus leur nombre.

L'arrondissement de Montreuil devient véritablement l'un des espaces les plus productifs du Pas-de-Calais pour l'élevage bovin dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Une densité bovine supérieure à la moyenne départementale

Dans l'entre-deux-guerres, l'arrondissement de Montreuil accuse un retard par rapport au reste du département concernant l'élevage de bêtes à cornes. En effet, il dispose d'une densité de bovins inférieure aux autres arrondissements⁷⁷. En 1929, le nombre de têtes de bétail pour 100 hectares de surface agricole utile est de 36,6, contre 37,9 en moyenne dans le département⁷⁸. Le décalage perdure jusque dans les années 1950. Mais, le nombre d'animaux progresse plus rapidement dans l'arrondissement que dans le reste du département dans les deux décennies qui suivent.

En 1970, la densité de peuplement dépasse pour la première fois celle de l'ensemble du Pas-de-Calais. Le territoire compte en effet 98,4 têtes pour 100 ha de SAU, contre 93,7 en

⁷¹ *Journal de Montreuil*, 11.06.1967.

⁷² RABOISSON D., *Évolution raciale du cheptel bovin français des années 1970 aux années 2000 : Analyse à partir des données des Recensements Généraux Agricoles de 1979, 1988 et 2000*, Thèse de doctorat, École Nationale Vétérinaire de Toulouse, 2004, 172 p.

⁷³ Archives de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer, Palmarès des concours agricoles 2002-2012.

⁷⁴ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 06.08.1982.

⁷⁵ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

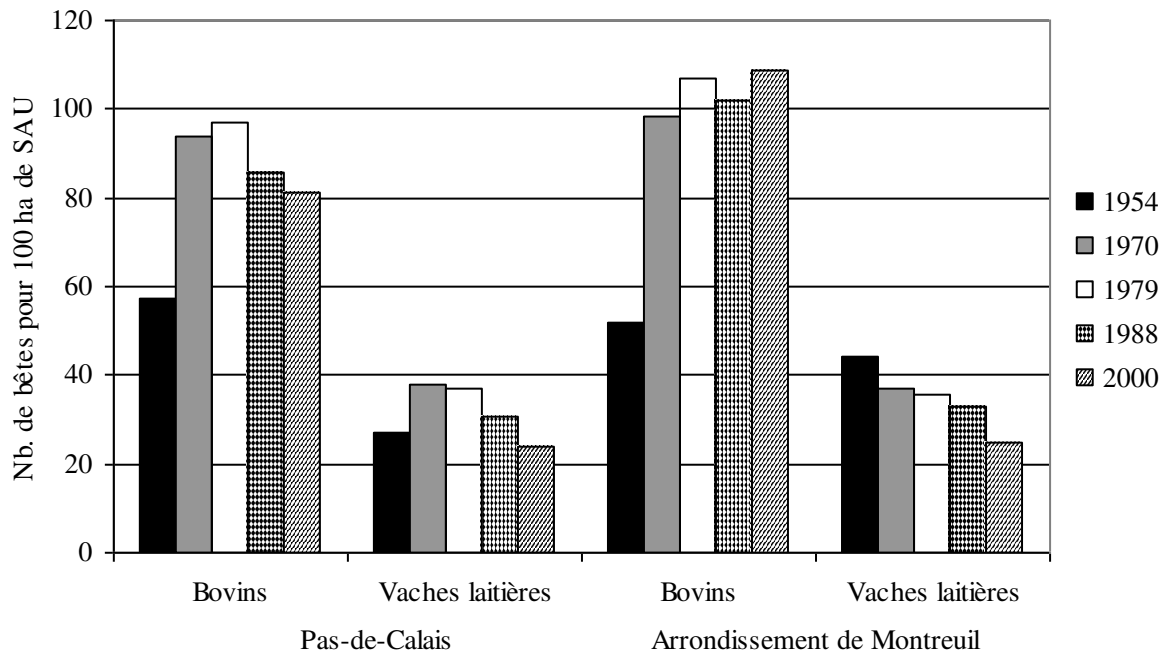
⁷⁶ Arch. dép., Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

⁷⁷ Voir le chapitre 8.

⁷⁸ Arch. dép., 37W22, État récapitulatif de la production animale de 1929, arrondissement de Montreuil.

moyenne dans le département⁷⁹. L'écart ne va cesser de croître dans les trois dernières décennies. L'arrondissement de Montreuil compte 10 bovins pour 100 ha de SAU de plus que dans le reste du Pas-de-Calais en 1979, 16 en 1988⁸⁰ et 28 en 2000⁸¹. Il renferme presque le quart des bêtes à cornes du département en 2000. Toutefois, la densité de vaches laitières se situe dans la moyenne. L'arrondissement de Montreuil est donc l'une des principales régions productrices de viandes bovines.

Document 134 : L'évolution de la densité de peuplement des vaches laitières et de l'ensemble des bovins dans l'arrondissement de Montreuil et dans le Pas-de-Calais dans la seconde moitié du XX^e siècle.



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1954, 1970, 1979, 1988 et 2000.

Le développement de la filière est plus important sur le territoire que dans le reste du département, probablement en raison des nombreuses actions menées par les associations agricoles de l'arrondissement comme la Société d'agriculture de Montreuil ou le Syndicat intercommunal de développement agricole du canton d'Hucqueliers. Le décalage peut aussi s'expliquer par un choix des cultivateurs qui préfèrent privilégier l'élevage plutôt que la culture sur certaines parcelles souvent difficiles à travailler, peu fertiles et donc moins rentables. En effet, dans l'Artois, les exploitants qui disposent de terres limoneuses s'orientent plus largement vers les productions céréalières et industrielles. En 2000, l'Artois ne renferme que 29 bovins pour 100 hectares de SAU, contre 109 dans l'arrondissement de Montreuil⁸². Dans les régions disposant de sols de bonne qualité, la culture, notamment du blé ou de la betterave à sucre, est plus rémunératrice que la production de viandes, car les rendements en grain ou en racines sont élevés. Mais, à l'inverse, dans les zones aux conditions naturelles

⁷⁹ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

⁸⁰ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

⁸¹ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

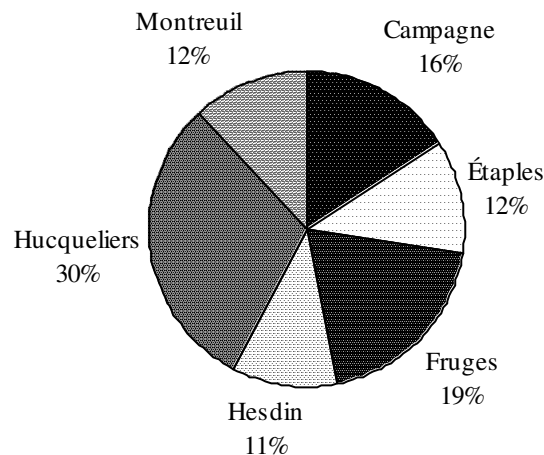
⁸² *Ibidem*.

plus rudes, comme les arrondissements de Montreuil et de Boulogne, la productivité végétale est plus faible et donc beaucoup moins rentable. Il est donc plus intéressant dans ce cas de se tourner vers l'élevage. Cela explique probablement aussi le succès croissant de la filière bovine dans le canton d'Hucqueliers.

Le canton d'Hucqueliers, le cœur de l'élevage bovin de l'arrondissement

En 1936, le canton d'Hucqueliers dispose d'une des densités bovines les plus faibles de l'arrondissement de Montreuil. Mais au lendemain de la guerre, il devient rapidement le premier canton producteur de bêtes à cornes. En 1979, il renferme 30% des animaux élevés sur le territoire et 36% des vaches laitières⁸³. Il est le canton du Pas-de-Calais disposant du cheptel le plus important, soit 28 829 bêtes. Il devance les cantons de St-Pol-sur-Ternoise et Lumbres, concentrant respectivement 24 532 et 23 603 têtes de bétail. Plus globalement, le Haut-Pays, composé des cantons d'Hucqueliers, Lumbres, Fruges et Fauquembergues, est véritablement le cœur de l'élevage bovin du Pas-de-Calais. Il renferme 21% des bêtes à cornes du département en 1979 et 24,1% en 2000.

Document 135 : La répartition des bovins dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1979 (en %)



Source : d'après l'enquête agricole de 1979.

En 2000, le tiers des bovins dans l'arrondissement est élevé dans la région d'Hucqueliers. Celle-ci dispose toujours du troupeau le plus important du département avec 30203 animaux. Elle dispose d'une densité bovine presque deux fois supérieure à la moyenne du Pas-Calais, soit 153 têtes de bétail pour 100 ha de SAU. Les cantons d'Hucqueliers et de Fruges renferment plus de la moitié des bêtes à cornes de l'arrondissement de Montreuil. L'essor de la filière dans les cantons de Fruges et d'Hucqueliers peut s'expliquer par les actions menées par le Comice agricole de Fruges et le SIDA d'Hucqueliers en faveur de l'élevage, mais aussi parce que la production de viandes est certainement plus rémunératrice que la production céréalière. En effet, le Haut-Pays dispose d'une proportion de terres

⁸³ Annexe 40.

limoneuses plus faibles que dans les cantons du littoral et du sud de la Canche, et donc d'un rendement moyen à l'hectare plus modeste. Il est donc plus intéressant pour les agriculteurs de cette région de privilégier l'élevage.

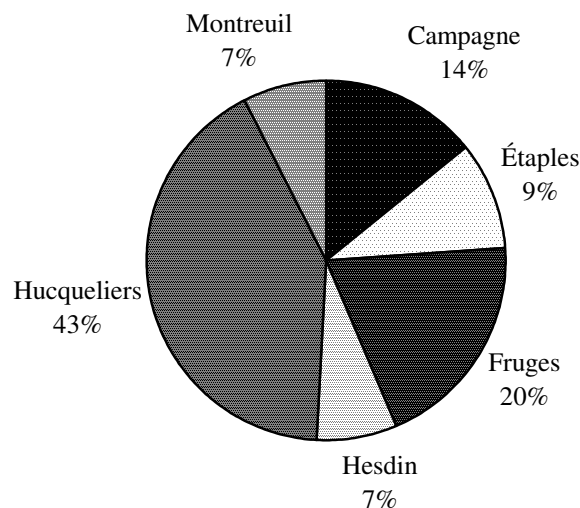
Au lendemain de la guerre, la production porcine est également en plein essor dans l'arrondissement de Montreuil.

La production porcine : de l'apogée au déclin

Dans l'entre-deux-guerres, la production porcine est la deuxième production de l'arrondissement de Montreuil sur le plan quantitatif, après la filière bovine. Elle prend son essor jusqu'au début des années 1970, puis elle décline.

L'une des filières privilégiées jusqu'en 1970

Document 136 : La répartition des porcs dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1970 (en %)



Source : d'après l'enquête agricole de 1970.

Quelques années seulement après la Libération, la production porcine retrouve son niveau d'avant la guerre. En 1954, l'arrondissement de Montreuil renferme 38 941 bêtes⁸⁴, soit 4239 de plus qu'en 1936⁸⁵. Puis les effectifs augmentent rapidement. Ils sont multipliés par 2,6 entre 1954 et 1970. Le cheptel atteint son apogée en 1970 avec 99 905 animaux⁸⁶. Les Français modifient leur régime alimentaire au lendemain de la guerre et mangent de plus en

⁸⁴ Arch. dép. *Op. cit.*, 37W120.

⁸⁵ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

⁸⁶ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

plus de viandes. Le prix du kilogramme de porc progresse de 135% entre 1949 et 1972⁸⁷, ce qui peut expliquer le développement important de la filière sur le territoire. Le phénomène est départemental, puisque le nombre d'animaux est multiplié par 3,4 en moyenne sur l'ensemble du territoire entre 1954 et 1970.

Dans les années 1930, l'arrondissement de Montreuil est l'une des principales régions productrices de porcs dans le Pas-de-Calais. Mais au lendemain de la guerre, le nombre de bêtes augmente moins rapidement dans les autres arrondissements. La densité de peuplement est donc désormais inférieure à la moyenne. En 1970, le territoire renferme 110 porcs pour 100 ha de SAU contre 139 dans le Pas-de-Calais⁸⁸. Seul un canton dispose toujours d'une concentration supérieure à la moyenne départementale : celui d'Hucqueliers. Dans ce dernier, 195 bêtes pour 100 ha de SAU sont recensées en 1970. Environ 42% en 1970 et 57% en 1988 des animaux de l'arrondissement sont élevés dans la région d'Hucqueliers.

Le déclin de la production porcine à partir des années 1970

De 1970 à 2000, le nombre de porcs dans l'arrondissement de Montreuil diminue fortement. Il est divisé par trois en 30 ans. En 2000, seuls 36 animaux pour 100 ha de SAU sont recensés sur le territoire. Le cheptel n'est plus composé que de 30 549 têtes, dont près de la moitié est élevée dans le canton d'Hucqueliers⁸⁹. Le déclin de la filière n'est pas propre à l'arrondissement de Montreuil. L'ensemble du département est touché. Les effectifs passent de 716 483 à 208 870 animaux entre 1970 et 2000.

La baisse du prix de la viande de porc à partir des années 1970 explique le phénomène. De février à août 1980, le kilogramme de porc perd notamment presque le quart de sa valeur⁹⁰. La production étant beaucoup moins rentable, elle est abandonnée par de nombreux cultivateurs. Ces derniers se tournent probablement davantage vers l'aviculture, un élevage en plein croissance dans les dernières décennies, ou dans un premier temps vers la filière ovine.

La « renaissance » de la filière ovine dans les années 1970

L'élevage ovin, particulièrement touché par la Grande Guerre, se redresse dans les années 1930, notamment grâce aux politiques menées en faveur de la filière par la Société d'agriculture de Montreuil. Mais, le cheptel est de nouveau décimé au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les réquisitions semblent de nouveau amputer sérieusement le troupeau de l'arrondissement et anéantir les efforts fournis par les éleveurs pour le développement de la filière. L'arrondissement de Montreuil ne renferme plus que 7 478 animaux en 1954⁹¹ et 7 309 en 1970⁹², contre 16 053 en 1936⁹³. Il aussi important de signaler qu'en 1950, un incendie ravage la ferme du Val exploitée par Paul Roussel, l'un des plus importants éleveurs de moutons du canton de Campagne-lès-Hesdin. Les 450 ovins périssent dans les flammes⁹⁴.

⁸⁷ DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Op. cit.*, p 125.

⁸⁸ Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

⁸⁹ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

⁹⁰ *Le Syndicat agricole*, 30.08.1980.

⁹¹ Arch. dép., Arch. dép., *Op. cit.*, 37W120.

⁹² Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

⁹³ Arch. dép., *Op. cit.*, M1364.

⁹⁴ *Journal de Montreuil*, 19.03.1950.

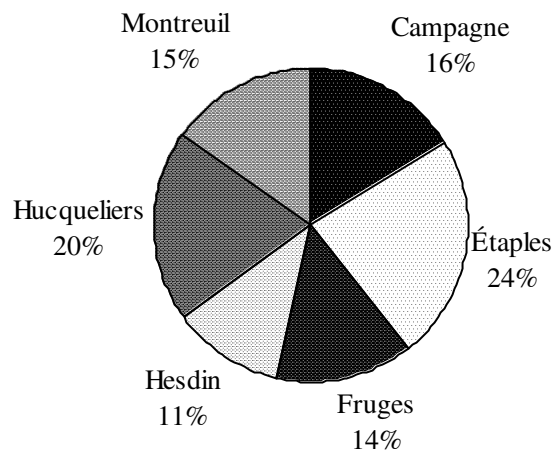
Cette catastrophe a certainement un impact sur l'évolution du cheptel dans l'arrondissement au lendemain de la guerre.

Mais en seulement une décennie, les effectifs doublent presque. En 1979, le cheptel est composé de 13 712 bêtes sur le territoire. Le phénomène est aussi départemental. Ce « renouveau » de la filière peut résulter de la crise de la production porcine. En effet, les effectifs augmentent rapidement alors que le nombre de porcs élevés chute brutalement. Des éleveurs semblent donc s'être tournés dans les années 1970 vers les productions bovines et ovines, plus rémunératrices, abandonnant ainsi l'élevage porcin. Dans les années 1970, la consommation de viande de mouton augmente plus vite que celle de la production. Aux Abattoirs de la Villette, à Paris, le prix du kilogramme de carcasse pour les agneaux de bergerie est payé 13 francs en mars 1970 et 15 francs et 80 centimes en mars 1973, soit une hausse de 21,5% en trois ans⁹⁵. La vente de la laine est aussi rentable. Sa valeur quadruple entre 1972 et 1974⁹⁶.

Cet essor résulte également des actions menées par les associations agricoles, comme l'introduction plus massive de bêtes anglo-saxonnes. En 1972, 70 éleveurs du Pas-de-Calais se rendent notamment en Grande-Bretagne pour découvrir des moutons de la race *Romney* appelée en France *Kent*⁹⁷.

Les ovins de race boulonnaise, issus d'un croisement vers la fin du XIX^e siècle entre le mouton artésien et les moutons anglais disparaissent progressivement des troupeaux au cours des années 1950. Particulièrement adaptés aux conditions naturelles du Pas-de-Calais, leurs grandes tailles seraient mal adaptées aux besoins du marché « demandant de petites carcasses et des gigots courts »⁹⁸. De plus les brebis de cette race auraient peu d'agneaux jumeaux et seraient donc moins productives.

Document 137 : La répartition des ovins dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1979 (en%)



Source : d'après l'enquête agricole de 1979.

⁹⁵ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 14.01.1974. L'article s'intitule *Les ovins : un élevage moderne, rentable*.

⁹⁶ *Idem*.

⁹⁷ *L'agriculture du Pas-de-Calais*, 22.08.1972.

⁹⁸ *Idem*, 29.10.1982. L'article est intitulé *Le mouton Boulonnais, une race menacée*.

À partir des années 1980, le nombre de moutons élevés sur le territoire diminue de nouveau. Il recule de 37% entre 1979 et 2000. Le phénomène est également départemental. La baisse de la production résulterait principalement de la concurrence étrangère, avec notamment l'arrivée sur le marché français d'animaux et de viandes anglaises et irlandaises après l'entrée du Royaume-Uni et de l'Irlande dans la CEE en 1973, puis d'ovins en provenance d'Océanie avec la libéralisation des échanges internationaux en 1994. Elle s'expliquerait également par un manque de soutien à la production lors de la réforme de la PAC de 1992⁹⁹.

À l'échelle des cantons, il ne subsiste pas de grandes disparités dans la répartition du cheptel. En 1979, le troupeau le plus important est celui du canton d'Étaples avec 3 229 têtes¹⁰⁰. Le canton d'Hucqueliers dispose du plus grand nombre d'animaux en 1988, et celui de Fruges en 2000¹⁰¹. En 1979, la densité de moutons dans l'arrondissement est équivalente à celle de l'ensemble du département, soit environ 15 bêtes pour 100 ha de SAU. Mais dans les deux dernières décennies, elle est sur le territoire supérieur à la moyenne, en raison d'une baisse d'effectifs moins conséquente. En 2000, l'arrondissement de Montreuil renferme 10,3 ovins pour 100 ha de SAU contre 7,2 dans le Pas-de-Calais¹⁰².

La seconde moitié du XX^e siècle est également marquée par un développement de l'aviculture et l'apparition d'élevages « exotiques » dans l'arrondissement de Montreuil.

Le développement de l'aviculture et l'apparition de productions atypiques

Au lendemain de la guerre, les Français consomment plus de viande, et notamment d'animaux de basse-cour. L'essor de la filière, principalement du poulet, se situe dans les années 1980.

L'essor de l'aviculture à partir des années 1980

L'enquête de 1954 ne renseigne pas sur le nombre d'animaux de basse-cour. Il faut attendre celle de 1970 pour avoir des données précises. Dans les années 1970, l'arrondissement compte moins de poules pondeuses qu'en 1929. Leur nombre diminue fortement pendant la guerre, notamment en raison des nombreux pillages en 1940 et du manque d'aliments¹⁰³. En 1929, le territoire renferme environ 255 000 poules¹⁰⁴. Il fait partie des arrondissements disposant des effectifs les plus faibles. Seul le Boulonnais en possède un nombre inférieur. En 1970, un peu plus de 115 000 gallinacés de ce type sont recensés dans l'arrondissement de Montreuil, soit deux fois moins que dans l'entre-deux-guerres. Leur nombre continue de chuter jusqu'en 1988. L'arrondissement de Montreuil ne renferme que 6,4% des poules pondeuses du Pas-de-Calais en 1988. Contrairement aux cultivateurs d'autres arrondissements, les exploitants du Montreuillois privilégient peu cette filière. En effet, sur le territoire, subsiste principalement la traditionnelle basse-cour comme complément de revenus. Or, certaines régions agricoles, dans l'Est, se sont spécialisées dans l'élevage industriel.

⁹⁹ <http://www.franceagrimer.fr/content/download/16751/129401/file/SYN-VRO-Conso-ovine-2012.pdf>.

¹⁰⁰ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

¹⁰¹ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

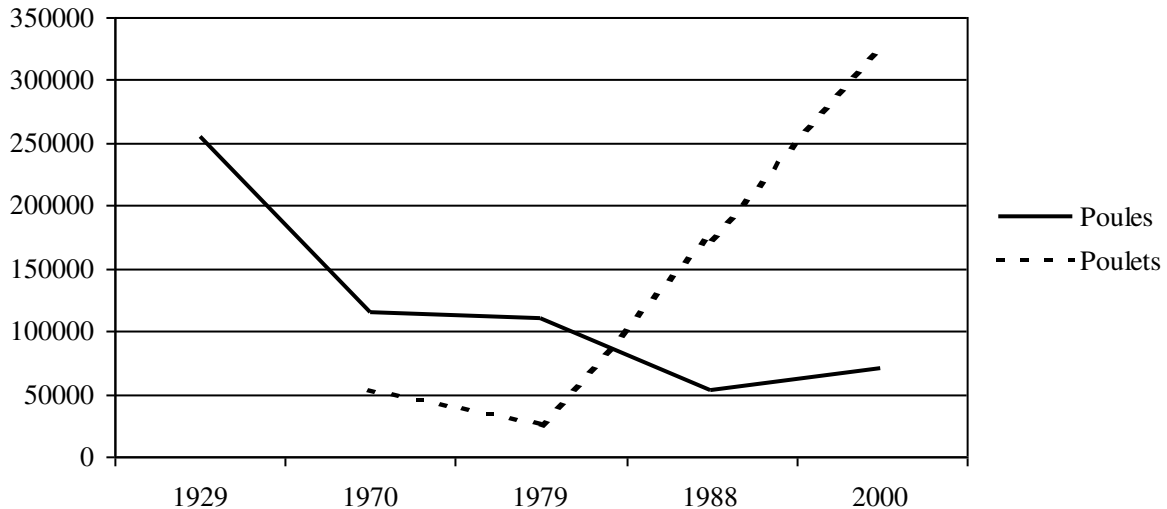
¹⁰² *Ibidem*.

¹⁰³ VANDAMME P., *Op. cit.*, p 274.

¹⁰⁴ Arch. dép., M1355, Enquête agricole de 1929, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.

L'Artois-Cambrésis renferme notamment 388 060 gallinacés en 1988, soit près de la moitié de l'effectif total du Pas-de-Calais. Dans le canton d'Avion, situé dans le Bassin minier, trois exploitations élèvent plus du quart des poules pondeuses du département en 1988¹⁰⁵.

Document 138 : L'évolution du nombre de poules et de poulets de chair recensés dans l'arrondissement de Montreuil entre 1929 et 2000



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1929, 1970, 1979, 1988 et 2000.

Toutefois, parallèlement, l'élevage de poulets de chair se développe dans les deux dernières décennies. Le nombre d'animaux explose dans l'arrondissement de Montreuil. Il est multiplié par 12,3 en un peu plus de 20 ans. Il passe de 26 225 têtes en 1979¹⁰⁶ à 322 424 têtes en 2000¹⁰⁷. Plus de 28% des gallinacés sont produits dans le canton de Campagne-lès-Hesdin en 2000. Le phénomène est aussi départemental, mais le développement est moins rapide. Les effectifs sont multipliés par 3,3 au cours de la même période dans l'ensemble du département. Le territoire a quelque peu comblé son retard. En 1979, il ne renferme que 4% des animaux recensés dans le département. Mais, en 2000, il en élève 15%.

Dans la dernière décennie, les cultivateurs de l'arrondissement s'orientent plus largement vers la production d'autres volailles comme la dinde et le dindon. Ils élèvent environ 53 000 animaux de ce type en 2000, soit environ 15% des effectifs recensés dans le Pas-de-Calais. Les gallinacés sont principalement exportés vers l'Allemagne.

L'apparition de productions agricoles atypiques

Dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, des élevages d'espèces « exotiques » apparaissent dans la dernière décennie. C'est notamment le cas de l'EARL du Marronnier à Estrée, dans le canton d'Étaples, qui produit de l'autruche. L'exploitation fait naître les animaux, les engraisse, puis les commercialise¹⁰⁸. Elle vend également des œufs décorés. Une

¹⁰⁵ AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.

¹⁰⁶ *Ibidem*.

¹⁰⁷ AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.

¹⁰⁸ D'après le témoignage de Mme Macrez, gérante de l'EARL du Marronnier

ferme hélicicole à Airon Saint-Vaast, *Les escargots du bocage*, est également fondée sur le territoire en 1996¹⁰⁹. Elle élève des escargots, les commercialise sous différentes formes, notamment cuisinés en bocaux.

Des cultivateurs transforment leur exploitation en ferme équestre, comme Didier Pecquart à Hucqueliers vers la fin des années 1980¹¹⁰. Certains se spécialisent dans la production de fraises. C'est le cas de Xavier Broutier, le propriétaire de l'exploitation du Montéchor à Montcavrel¹¹¹. D'autres se lancent dans la production de boissons, comme Hubert Delobel à Loison-sur-Créquoise en créant le « Perlé de groseille » en 1985. À Clenleu, des cultivateurs commercialisent des objets fabriqués à partir de tiges de blé tressées. À Bouin-Plumoisson, un apiculteur ouvre un musée en 1991, « Le musée de l'abeille », pour attirer les clients¹¹². Enfin, des cultivateurs profitent du succès du tourisme vert pour ouvrir des gîtes à la ferme ou des auberges.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, la SAU recule dans l'arrondissement de Montreuil. La superficie des labours continue de diminuer, alors que celle des prairies naturelles augmente sensiblement, du moins jusqu'en 1970. Le territoire devient l'une des grandes régions d'élevage du département, et plus particulièrement dans les années 1970. La culture de l'orge se développe et les surfaces consacrées au maïs fourrage augmentent fortement. À l'inverse, la culture de l'avoine disparaît et celle des betteraves fourragères ne cesse de diminuer. Les plantes industrielles sont également de moins en moins privilégiées, surtout dans les deux dernières décennies. Le froment demeure la première céréale ensemencée.

L'arrondissement de Montreuil est l'un des arrondissements du Pas-de-Calais disposant de la plus forte densité bovine. Il est notamment le principal producteur de bêtes à viande. Il est aussi dans les années 1970 le deuxième espace betteravier du Pas-de-Calais, derrière l'arrondissement d'Arras.

Toutefois, l'arrondissement accuse un retard par rapport au reste du département dans la production de volailles et de porcs, mais aussi dans la culture de la pomme de terre et du froment. Les rendements céréaliers et betteraviers progressent considérablement au cours de la période, mais demeurent toujours inférieurs à ceux de l'Artois ou des Flandres, en raison notamment de la différence de qualité des sols.

Une plus nette opposition apparaît entre les cantons de l'arrondissement dans la seconde moitié du XX^e siècle. Le Nord-est, et plus particulièrement le canton d'Hucqueliers, devient véritablement le cœur de l'élevage bovin et porcin de l'arrondissement et même du département, alors que le reste du territoire est un peu plus orienté vers la culture du froment et de la betterave industrielle. Le littoral et le Sud de la Canche se rapprochent quelque peu du modèle artésien, privilégiant la culture à l'élevage.

¹⁰⁹ D'après le témoignage de Mme Floart de la ferme hélicicole d'Airon Saint-Vaast et le site internet www.lesescargotsdubocage.com

¹¹⁰ La ferme équestre disparaît dans la dernière décennie. Didier Pecquart se consacre aujourd'hui à l'élevage de chevaux de trait de race boulonnaise. Chaque année, il présente des bêtes au concours agricole organisé par la Société d'agriculture de Montreuil.

¹¹¹ Il cultive également des céréales, du lin et des betteraves industrielles.

¹¹² <http://www.museedelabeille.fr>

CHAPITRE 12 : LA FIN D'UNE SOCIÉTÉ PAYSANNE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XX^e SIÈCLE

La seconde moitié du XX^e siècle est marquée par une modernisation accélérée de l'outillage agricole, mais aussi par une véritable mutation des structures de production. Les petites propriétés disparaissent à partir des années 1950 et le nombre d'exploitations ne cesse de chuter. Les besoins en main-d'œuvre agricole se réduisent. Les hommes sont peu à peu remplacés par les machines. La productivité croît et l'élevage, notamment bovin, s'intensifie. Ces mutations ont un impact sur le monde rural. La société paysanne disparaît au profit d'une nouvelle société rurale, dans laquelle le secteur tertiaire prédomine, et la population est vieillissante. Les villages les plus enclavés se dépeuplent alors que les autres deviennent des zones périurbaines. Toutefois, dans l'arrondissement de Montreuil, la transformation de la société rurale ne s'accompagne pas véritablement d'un changement des mentalités, comme en témoigne la présence d'un électorat particulièrement conservateur sur le territoire entre 1945 et 2000.

I) Un dépeuplement des communes rurales les plus enclavées

Une croissance démographique régulière

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, le nombre d'habitants continue de croître dans l'arrondissement de Montreuil. Il passe de 78 211 en 1946 à 99 249 en 1999, soit une hausse de 26,9% en un demi-siècle. Au recensement de 1946, le territoire compte toutefois moins de résidents qu'en 1936. Le phénomène résulte d'une surmortalité, mais aussi des migrations importantes des Montreuillois vers les régions du sud de la France pendant la guerre. Les conditions de vie sous l'Occupation sont en effet plus difficiles en « zone interdite » que dans des départements plus méridionaux.

Au cours de la période, la croissance est principalement urbaine.

Une population majoritairement urbaine à partir des années 1970

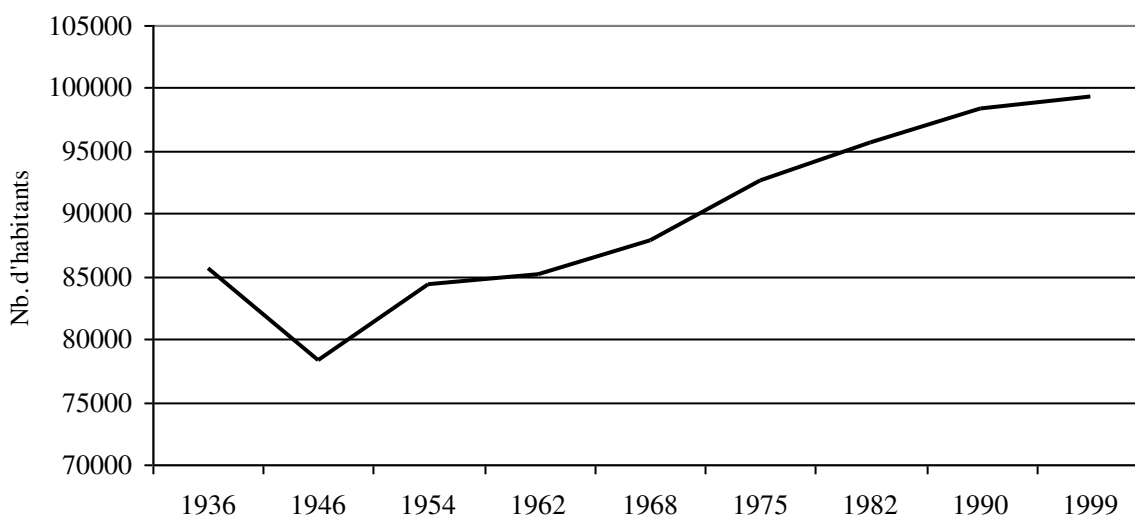
La population urbaine¹ croît fortement au lendemain de la guerre. Le nombre de citadins augmente de 69% dans l'arrondissement entre 1946² et 1999³. Dans le même temps,

¹ La population urbaine comprend les habitants des communes de plus de 2000 habitants agglomérés au centre. Ainsi, Rang-du-Fliers et Verton font partie de l'unité urbaine de Berck, et Cucq, Merlimont et le Touquet de celle d'Étaples. Les habitants de ces communes sont considérés comme des citadins lorsque le seuil des 2000 âmes est dépassé. C'est le cas de Cucq et le Touquet avant la guerre, de Rang-du-Fliers et de Camiers en 1968, de Merlimont en 1990 et de Verton en 1999. Beaurainville compte 2093 habitants en 1990. Toutefois, l'habitat n'étant pas concentré, la commune demeure rurale. En 1999, elle regroupe 1994 habitants

² INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.

les communes rurales perdent 2% de leurs habitants. Le dépeuplement de la campagne montreuilloise se poursuit donc au lendemain de la guerre. Au recensement de 1968, le territoire compte presque autant de citadins que de ruraux. En 1999, 54% des habitants vivent dans des villes.

Document 139 : L'évolution démographique de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1936 à 1999



Source : d'après les données de l'INSEE.

L'évolution démographique des communes rurales n'est pas aussi régulière que celle des agglomérations urbaines. De 1946 à 1962, le nombre de campagnards augmente de 3 %. En 1962⁴, l'arrondissement de Montreuil compte 222 ruraux de plus qu'en 1936. L'excédent naturel élevé au lendemain de la guerre semble avoir compensé le solde migratoire négatif. Il entraîne même un léger accroissement de la population dans la majorité des villages. Mais de 1962 à 1968⁵, le nombre de villageois chute fortement, en raison d'un exode rural croissant. L'arrondissement perd ainsi 8% de sa population rurale en seulement six ans. La modernisation des moyens de production agricole peut expliquer les migrations des salariés agricoles vers les villes et plus précisément vers les industries. De plus, la plupart des petites exploitations ne sont pas reprises, car elles ne sont plus assez rentables dans un contexte de surproduction. Elles ne peuvent investir dans les innovations pour accroître leur productivité et donc obtenir un revenu suffisant⁶. L'exode agricole entraîne aussi la disparition de nombreux petits commerçants et artisans, car ils perdent une partie de leur clientèle. De 1968

³ INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

⁴ INSEE, *Recensement de 1962, population légale et statistiques communales complémentaires, Pas-de-Calais*, Paris, Direction des Journaux officiels, 1963.

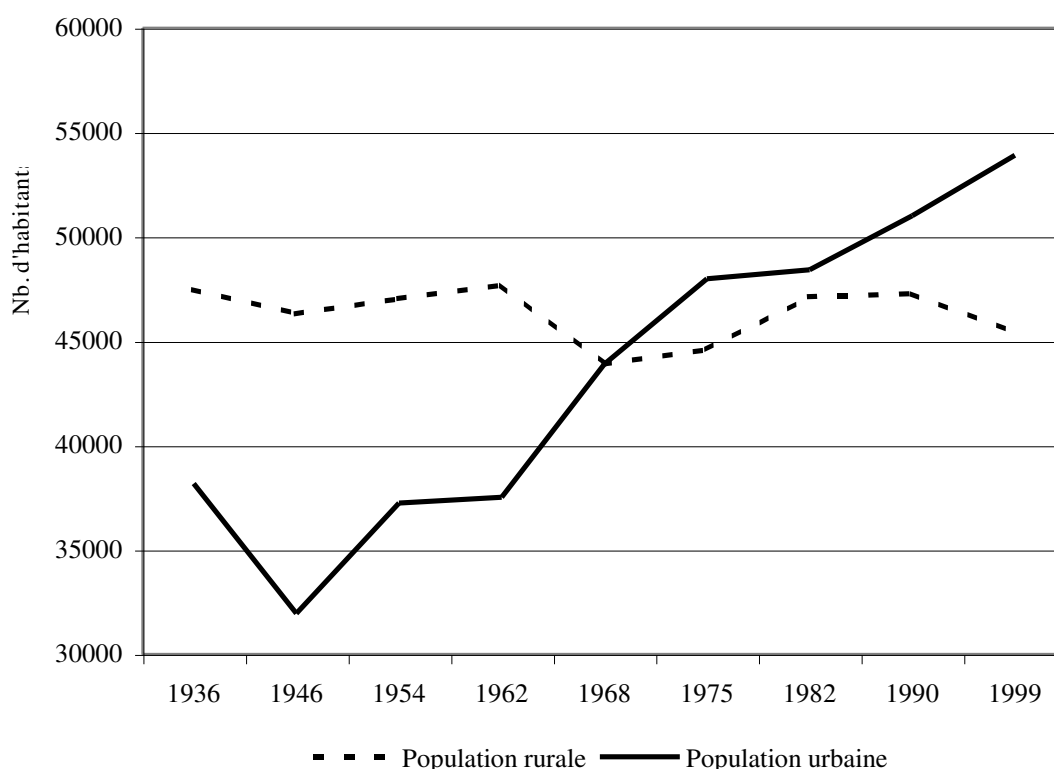
⁵ INSEE, *Recensement de 1968, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Direction des Journaux officiels, 1968.

⁶ Voir le chapitre 10.

à 1990⁷, le nombre de ruraux progresse de 7,7%. Toutefois le phénomène résulte de la forte croissance démographique des petites communes situées sur le littoral et dans la vallée de la Canche. Celles-ci deviennent des zones périurbaines. Dans les années 1990, le nombre de villageois diminue de nouveau. La baisse s'explique par le fait que Verton devient une commune urbaine vers la fin des années 1990. Celle-ci compte 1947 habitants en 1990 et 2123 en 1999⁸. Or, l'arrondissement perd 1879 villageois dans la dernière décennie.

Néanmoins, l'arrondissement de Montreuil demeure toujours l'un des arrondissements les plus ruraux du département

Document 140 : L'évolution du nombre de citadins et de ruraux dans l'arrondissement de Montreuil entre 1936 et 1999



Source : d'après les données de l'INSEE.

L'un des espaces les moins densément peuplés du département

Les Montreuillois deviennent majoritairement des citadins à partir des années 1970. Or en 1936 déjà, plus de la moitié des Français⁹ et près des deux tiers des habitants du Pas-de-

⁷ INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

⁸ *Ibidem*.

⁹ BRAUDEL F. et LABROUSSE E. (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, P.U.F, 1970-1982, Tome IV, vol.2, p 619. En 1936, 52,4% des Français vivent à la ville.

Calais¹⁰ vivent à la ville. En 1975, seuls 18,3% des résidents sont des villageois dans le département contre 46,7% dans l'arrondissement de Montreuil¹¹.

Bien que la population augmente plus rapidement dans l'arrondissement de Montreuil que dans le Pas-de-Calais dans la seconde moitié du XX^e siècle¹², le territoire reste l'un des espaces les moins densément peuplés. En 1946, il compte 74 hab/km², contre 175 en moyenne dans l'ensemble du Pas-de-Calais. En 1999, il demeure l'arrondissement disposant de la plus faible concentration humaine dans le département avec 86 hab/km². La densité de peuplement est même inférieure à la moyenne de la France métropolitaine qui est de 106 hab/km² en 1999. Cette faible concentration humaine résulte de la présence d'un nombre de villes limité sur le territoire. Seules les communes du Touquet, d'Étaples et de Berck disposent d'une population de plus de 5 000 habitants en 1999¹³. Elles comptent respectivement 5 299, 11 177 et 14 378 résidents. Mais à l'échelle des cantons, de fortes disparités subsistent et s'accroissent au cours de la période. La population se concentre davantage sur le littoral alors que les cantons de l'intérieur, et plus particulièrement du Haut-Pays, continuent de perdre des habitants.

Document 141 : Les densités de peuplement des arrondissements du Pas-de-Calais, du Nord-Pas-de-Calais et de la France métropolitaine en 1982 et 1999 (hab/km²)

Espaces concernés	1982	1999
Arrondissement d'Arras	128	130
Arrondissement de Béthune	411	415
Arrondissement de Boulogne	247	255
Arrondissement de Calais	364	382
Arrondissement de Lens	1050	1033
Arrondissement de Montreuil	83	86
Arrondissement de Saint-Omer	128	141
Département du Pas-de-Calais	212	216
Région Nord-Pas-de-Calais	317	322
France métropolitaine	98	106

Source : d'après les données de l'INSEE.

¹⁰ *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1937. Seuls 38% des habitants vivent à la campagne en 1936 dans le Pas-de-Calais.

¹¹ INSEE, *Recensement général de la population de 1982, Pas-de-Calais, Données communales comparées 1975-1982*, Paris, Imprimerie Nationale, 1984.

¹² La population augmente de 23,3% dans le Pas-de-Calais et de 26,9% dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1946 à 1999.

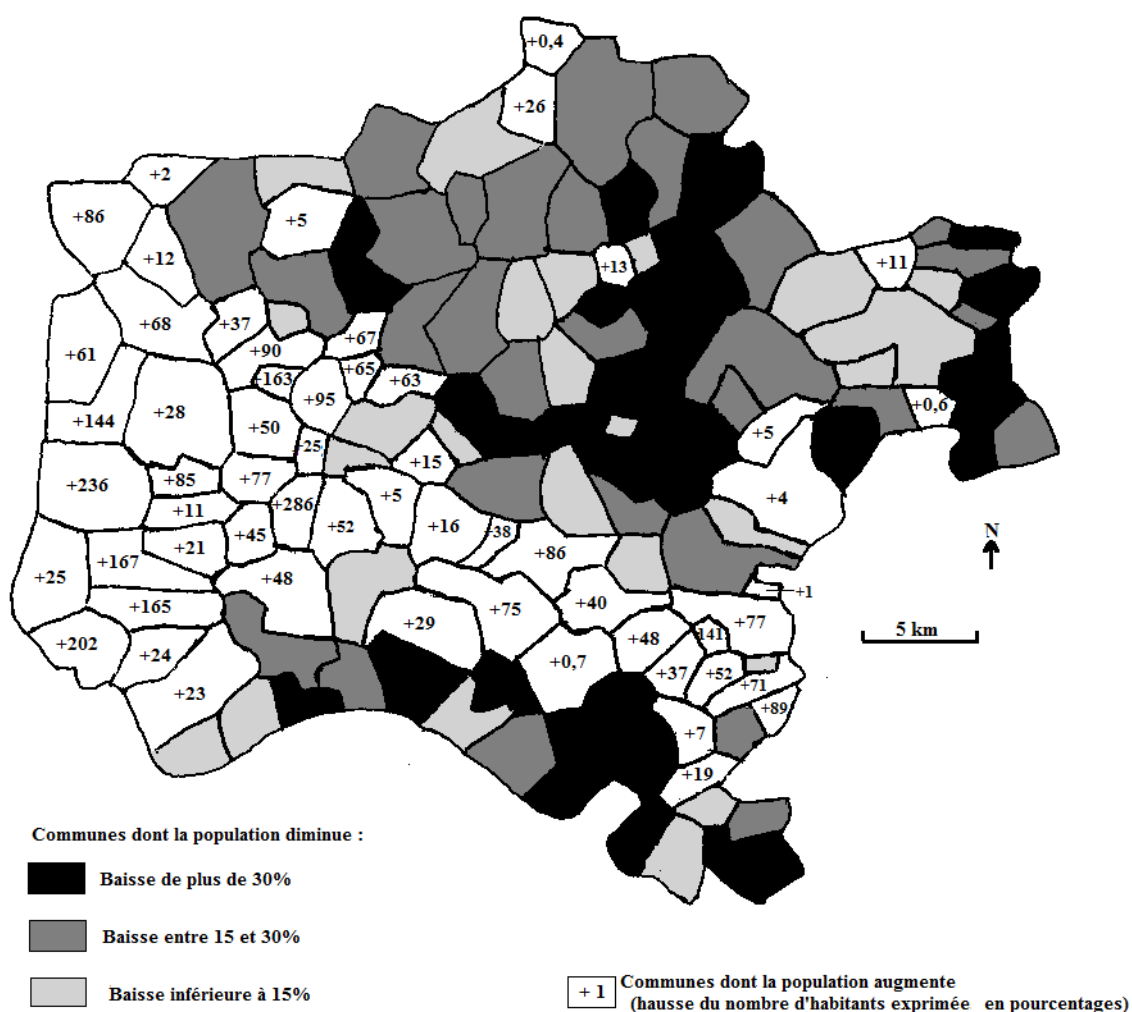
¹³ INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

De fortes disparités au cœur de l'arrondissement

Les communes rurales les plus enclavées se dépeuplent alors que les quelques villes du littoral et de nombreux villages situés en périphérie voient au contraire leur population augmenter fortement entre 1946 et 1999.

Une littoralisation de la population

Document 142 : L'évolution démographique des communes de l'arrondissement de Montreuil entre 1946 et 1999



Source : d'après les données de l'INSEE

L'évolution démographique des communes de l'arrondissement de Montreuil est particulièrement contrastée. Entre 1946¹⁴ et 1999¹⁵, le nombre d'habitants augmente

¹⁴ INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.

sensiblement dans les villes du littoral, mais aussi dans les communes rurales situées en périphérie de celles-ci ou le long des grands axes de circulation. En effet, presque toutes les localités du littoral et celles de la vallée de la Canche traversées par la Nationale 39, reliant Arras à la côte montreuilloise, connaissent un essor de leur population. Des municipalités deviennent même urbaines en raison d'un fort accroissement démographique. C'est le cas de Rang-du-Fliers et de Camiers qui comptent plus de 2000 résidents en 1968, de Merlimont en 1990 et de Verton en 1999. Ces localités sont situées en périphérie des deux plus grandes villes de l'arrondissement que sont Berck et Étaples.

En 1999, l'arrondissement compte onze communes de plus de 2000 habitants dont neuf sont situées sur le littoral¹⁶. Parmi les villes, seuls les bourgs ruraux d'Hesdin et de Fruges, situés à l'est, et Montreuil perdent des résidents, soit respectivement une baisse de 13, 9 et 11% en près d'un demi siècle¹⁷. L'étalement urbain sur le littoral résulte avant tout du développement du tourisme balnéaire.

Le phénomène s'accompagne aussi d'une périurbanisation des villages situés à proximité des agglomérations urbaines. Le nombre d'habitants augmente fortement dans les localités rurales du littoral et de la vallée de la Canche. Il triple notamment à Groffliers et quadruple presque à Campigneulles-les-Petites entre 1946¹⁸ et 1999¹⁹. La proximité de l'emploi explique le phénomène. Dans les communes traversées par la Nationale 39, situées dans les cantons d'Hesdin et de Campagne, l'essor démographique peut résulter de l'accès facilité à la zone littorale. Les localités servent de « villages dortoirs ». L'augmentation du nombre de résidents dans cette zone peut aussi s'expliquer par l'installation d'industries offrant de l'emploi. C'est notamment le cas dans les communes situées en périphérie de la ville d'Hesdin. L'implantation d'une usine de fabrication d'aliments pour les chiens et les chats à Marconnelle²⁰ et l'installation de l'entreprise Sotra Seperef qui conçoit et commercialise des produits en PVC à Sainte-Austreberthe attirent de nombreux résidents. Le nombre d'habitants augmente notamment de 89% à Sainte-Austreberthe, 71% à Marconne, 52% à Marconnelle, 141 % à Guisy et 77% à Huby-St-Leu entre 1946 et 1999. Les habitants privilégient également ces villages, car la fiscalité y est plus avantageuse. La taxe d'habitation et l'impôt foncier sont moins élevés à la campagne qu'à la ville.

À l'inverse, les communes les plus enclavées, principalement situées dans le Haut-Pays, se dépeuplent.

¹⁵ INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

¹⁶ Il s'agit des localités de Berck, Étaples, Cucq, Le Touquet, Rang-du-Fliers, Camiers, Merlimont, Verton, Montreuil, Hesdin et Fruges.

¹⁷ INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

¹⁸ INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.

¹⁹ INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

²⁰ L'entreprise appartient au groupe Nestlé et emploie plus de deux cents salariés vers la fin des années 1990.

Une désertification des communes rurales les plus enclavées

Les communes des cantons du Haut-Pays continuent de se dépeupler au lendemain de la guerre. Les plus affectées sont les plus enclavées. Ainsi 81 localités sur les 140 que compte l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer perdent des résidents entre 1946²¹ et 1999²². Les communes les plus affectées par le phénomène, c'est-à-dire dont la baisse est supérieure à 30% en un demi-siècle, se localisent au cœur du Haut-Pays, mais aussi à l'extrême nord des cantons de Campagne et d'Hesdin, et dans le sud-est du territoire, sur une zone limitrophe du département de la Somme. Les localités d'Avondance, Embry, Lebiez, Rimboval, Saint-Denoëux perdent environ la moitié de leur population au cours de la période. L'enclavement des espaces peut expliquer le phénomène. Ils ne sont pas desservis par d'importantes voies de communication. La suppression de l'unique ligne ferroviaire traversant le Haut-Pays en 1955 accentue d'ailleurs probablement l'isolement de ce dernier par rapport au reste du département. L'absence d'infrastructures routières importantes ne favorise ni l'implantation d'industries dans ces communes, comme autour d'Hesdin, ni le développement du tourisme.

Le Haut-Pays étant un territoire avant tout agricole, les mutations que connaît le secteur primaire entraînent donc une diminution de l'offre d'emploi. Ces communes ne sont pas touchées non plus par le phénomène de périurbanisation, car elles sont trop éloignées des centres urbains et sont peu accessibles. Le dépeuplement semble donc inéluctable, malgré un accroissement naturel particulièrement élevé au lendemain de la guerre, en raison d'une forte hausse du taux de natalité.

Entre 1946²³ et 1999²⁴, seuls les deux cantons du Haut-Pays se dépeuplent. Celui d'Hucqueliers perd 21% de ses habitants et celui de Fruges 19% en un demi-siècle. Pour tenter de pallier le phénomène, le conseiller général d'Hucqueliers, Gabriel de la Gorce, fonde en 1965 un syndicat intercommunal dont le but est de limiter l'exode²⁵. Le canton d'Hucqueliers, composé en 1999 de 24 localités de moins de 600 âmes, dispose d'une des plus faibles densités humaines du Nord-Pas-de-Calais. Il ne compte en effet que 28 hab/km², contre 37,3 autour de Fruges, 53 autour de Campagne, 130 autour de Montreuil, 126 autour d'Étaples, 82,3 autour d'Hesdin et 252 autour de Berck. Les territoires d'Hucqueliers et de Campagne, dépourvus d'aires urbaines, demeurent exclusivement ruraux au cours de la période. Les cantons de Fruges et d'Hesdin dispose d'une population principalement rurale²⁶.

Un vieillissement de la population dans les années 1990

La pyramide des âges de 1975 indique que la population dans l'arrondissement de Montreuil est relativement jeune, en raison de sa forme triangulaire et de l'élargissement de sa base. Les individus âgés de 0 à 19 ans représentent le tiers des habitants, contre 29% pour les

²¹ INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.

²² INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

²³ INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.

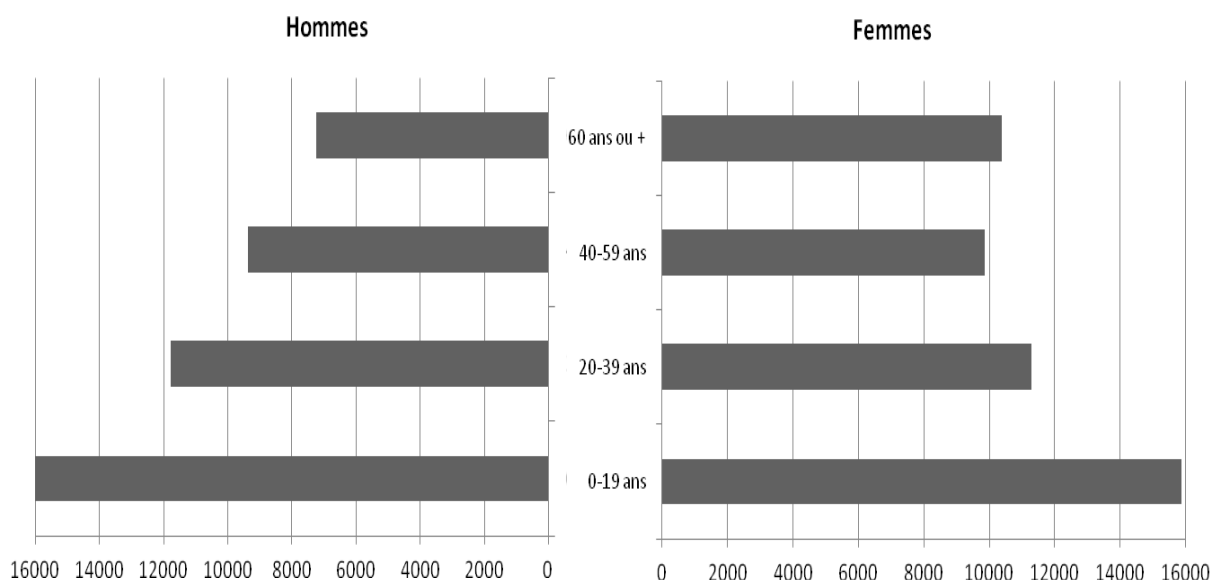
²⁴ INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

²⁵ Voir le chapitre 10.

²⁶ Les bourgs d'Hesdin et de Fruges comptent moins de 3 000 habitants en 1999.

20-39 ans, 21% pour les 40-59 ans et 19% pour les plus de 60 ans²⁷. L'importance de la classe d'âge 0-19 résulte d'un taux de natalité élevé au lendemain de la guerre. Entre 1946 et 1975, dans l'arrondissement de Montreuil, le nombre de naissances est, en moyenne et par an, d'environ 19 pour 1000 habitants. De 1975 à 1982, il diminue sensiblement. Il est de 15,5 pour 1000 résidents dans l'arrondissement de Montreuil²⁸. Néanmoins, pendant cette période dite de *Baby-boom*, le taux de natalité n'est pas plus élevé qu'au début des années 1920 sur le territoire. Toutefois, l'excédent naturel est plus important, en raison de la baisse conséquente du nombre de décès. Le taux d'accroissement naturel dépasse en effet les 10‰ dans les années 1950, alors qu'il est d'environ 6‰ en 1921-1922²⁹. Le taux de mortalité diminue au lendemain de la guerre. Il passe d'environ 18‰ au début des années 1920, à moins de 14‰ entre 1934 et 1936³⁰ et à près de 12‰ dans les années 1950³¹. Il est inférieur à 10‰ dans la dernière décennie³². Le phénomène s'explique notamment par les progrès de la médecine.

Document 143 : La pyramide des âges de l'arrondissement de Montreuil en 1975



Source : d'après les données de l'INSEE

Un déséquilibre apparaît en 1975 sur le territoire concernant la répartition des individus par sexe, et notamment pour les 60 ans et plus. En effet, l'arrondissement de Montreuil compte 3244 femmes de plus que d'hommes pour la classe d'âge la plus avancée³³. Le phénomène s'explique principalement par une surmortalité des hommes engendrée par la Grande Guerre.

²⁷ INSEE, *Recensement général de la population de 1982, Pas-de-Calais, Données communales comparées 1975-1982*, Paris, Imprimerie Nationale, 1984.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ Arch. dép., 3Z555, État des naissances et décès de l'arrondissement, 1888-1890 et 1921-1922.

³⁰ *Ibidem*.

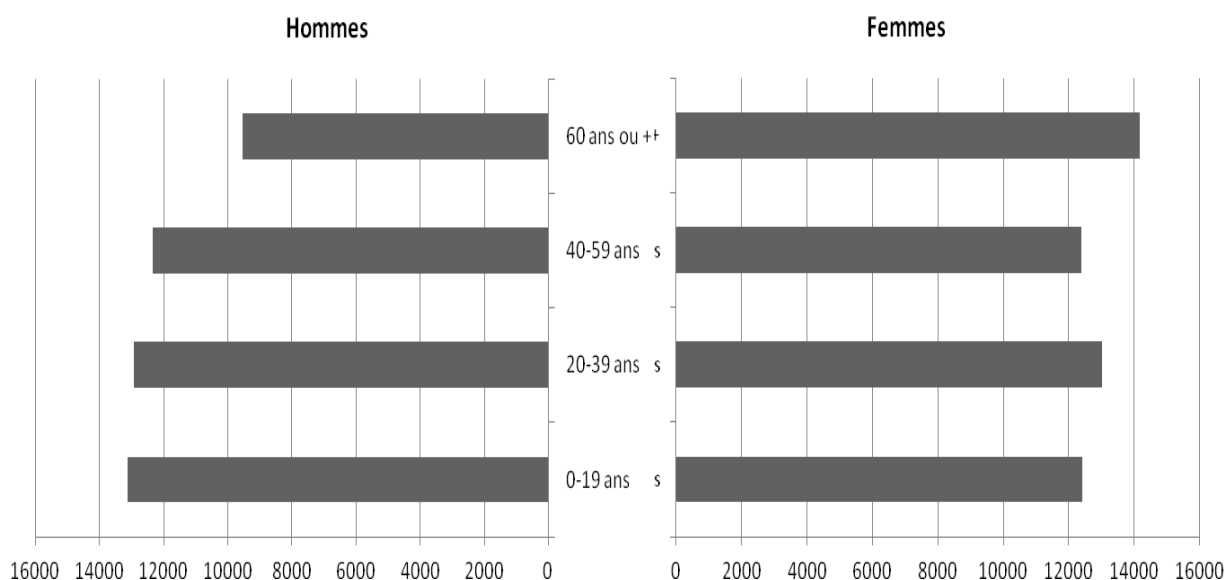
³¹ INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.

³² INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

³³ Près de 60% des 60 ans et plus sont de sexe féminin.

Mais après les années 1970, le nombre de naissances diminue. Le taux de natalité est de 14,7‰ dans l'arrondissement de Montreuil et de 16‰ dans l'ensemble du département entre 1982 et 1990³⁴, alors qu'il avoisine les 20‰ sur le territoire et dépasse les 24‰ dans le Pas-de-Calais au milieu des années 1950³⁵. Les années 1990 sont marquées par un vieillissement de la population. Les 0-19 ans ne sont plus la classe d'âge prédominante en 1999. Ils représentent le quart des habitants, contre le tiers en 1975. Globalement, tout sexe confondu, toutes les classes d'âge comptent un nombre presque équivalent d'individus. Néanmoins, le déséquilibre s'accroît entre les hommes et les femmes de 60 ans et plus. Le vieillissement de la population est donc avant tout féminin. Les femmes disposent d'une espérance de vie à la naissance nettement supérieure aux hommes dans l'arrondissement de Montreuil. L'écart est de presque dix ans en 1998-2000. Les femmes vivent en moyenne 80,9 ans et les hommes 71,6 ans³⁶.

Document 144 : La pyramide des âges de l'arrondissement de Montreuil en 1999



Source : d'après les données de l'INSEE

Le phénomène est départemental³⁷. L'espérance de vie varie peu selon les arrondissements dans le Pas-de-Calais. Les hommes meurent plus précocement que les femmes et cela probablement pour des raisons culturelles. Ils sont en proportion plus nombreux que les individus de sexe opposé à fumer et à consommer régulièrement de l'alcool. Ce type de comportement entraîne une accentuation du nombre de cancers, et donc une surmortalité. Dans les années 1990, la population du Nord-Pas-de-Calais est l'une des

³⁴ INSEE, *Recensement général de la population de 1990, Évolutions démographiques 1975-1982-1990, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 1990.

³⁵ INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.

³⁶ Site internet de l'INSEE.

³⁷ Dans le Pas-de-Calais, l'espérance de vie à la naissance des femmes est de 80,6 ans et celle des hommes de 71,5 ans.

populations qui consomment le plus de boissons alcoolisées. Ce type de comportement peut expliquer le décalage avec d'autres régions françaises concernant l'espérance de vie. Dans le Pas-de-Calais, celle-ci est nettement inférieure à la moyenne nationale. En effet, en France métropolitaine, les hommes vivent en moyenne 75 ans et les femmes 82,5 ans en 1998-2000³⁸. La surmortalité masculine dans le département peut aussi résulter d'un accès aux soins plus limité en raison d'un taux de chômage élevé et d'une population relativement pauvre par rapport au reste du territoire français.

De 1945 à 2000, le nombre d'habitants continue d'augmenter dans l'arrondissement de Montreuil. Mais, à partir des années 1970, la population devient majoritairement urbaine. Les habitants se concentrent principalement sur le littoral et dans la vallée de la Canche, alors que dans les communes rurales les plus enclavées, principalement situées dans les cantons du Haut-Pays, ils sont de moins en moins nombreux. Deux types de communes rurales apparaissent : les villages périurbains du littoral et de la vallée de la Canche qui connaissent une forte croissance démographique, et les localités du quart nord-est touchées par un exode croissant. La société est de plus en plus vieillissante, en raison de l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance et de la réduction de l'excédent naturel dans les deux dernières décennies. Mais la seconde moitié du XX^e siècle est aussi marquée par la fin d'une société rurale principalement paysanne. Les cultivateurs et salariés agricoles sont en effet de moins en moins nombreux.

II) La fin de la prédominance du secteur primaire

Une tertiarisation croissante de la société montreuilloise

En 1954, 12 909 habitants, soit 40% de la population active occupée, travaillent dans l'agriculture et l'exploitation forestière dans l'arrondissement de Montreuil³⁹. Le secteur primaire est ainsi le premier secteur d'activité, devant les services et l'industrie. Celle-ci ne représente que 12% de l'emploi. Dans les communes rurales de l'arrondissement, plus de la moitié des actifs occupés vivent de l'agriculture⁴⁰. Le secteur tertiaire est peu représenté, car les banques, les assurances, la plupart des Services publics et des commerces spécialisés sont implantés dans les villes. Les salariés de ces secteurs vivent majoritairement à proximité de leur lieu de travail et sont donc des citadins.

Mais de 1954 à 1982, la part des actifs occupés appartenant au secteur primaire diminue fortement. Elle perd 25 points en près de trois décennies. L'agriculture n'emploie plus que 5132 individus en 1982⁴¹. Elle est le troisième secteur d'activité après les services et l'industrie. En 1982, 56% des actifs occupés de l'arrondissement travaillent dans le secteur tertiaire et 19% dans l'industrie.

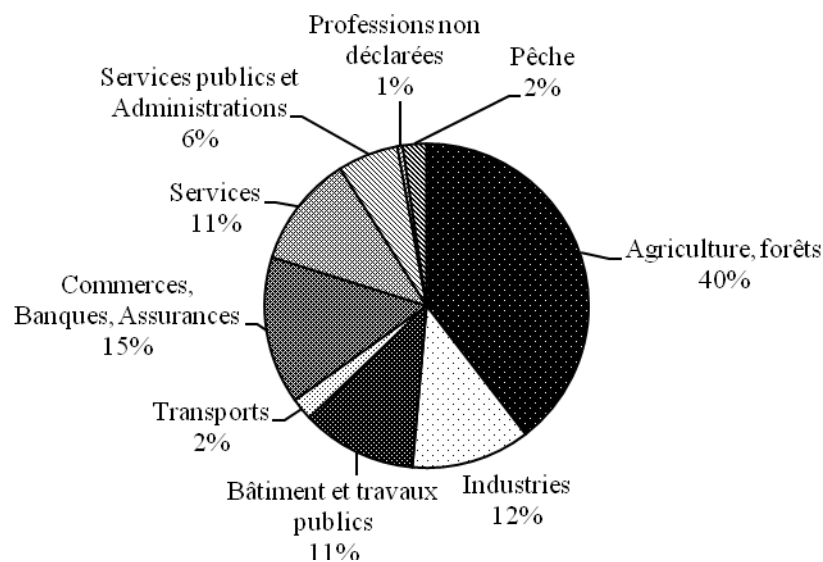
³⁸ Site internet de l'INSEE.

³⁹ INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954. Le nombre d'habitants travaillant dans l'exploitation forestière est comptabilisée avec celui des cultivateurs et salariés agricoles dans les données fournies par l'INSEE. Toutefois, compte-tenu de la faible étendue de l'espace boisé sur le territoire, les bûcherons sont peu nombreux par rapport aux exploitants et ouvriers agricoles.

⁴⁰ Annexe 40.

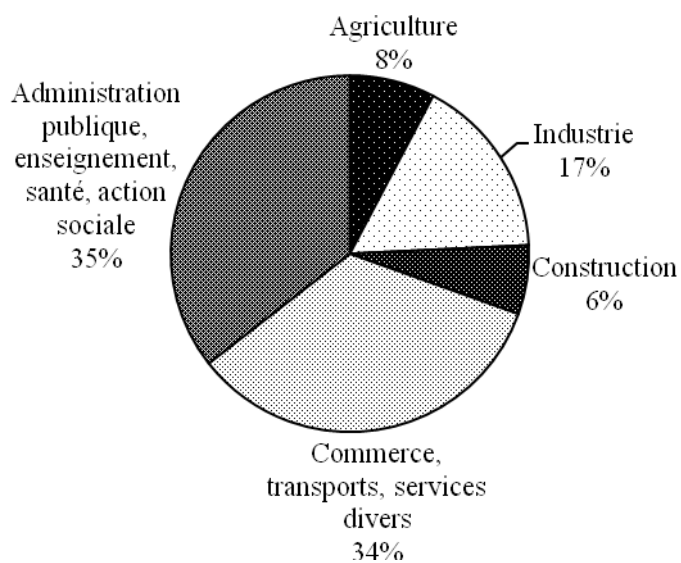
⁴¹ INSEE, *Recensement général de la population de 1982, Pas-de-Calais, Données communales comparées 1975-1982*, Paris, Imprimerie Nationale, 1984.

Document 145 : La répartition par secteur d'activité de la population active occupée de l'arrondissement de Montreuil en 1954 (en%)



Source : d'après les données de l'INSEE

Document 146 : La répartition par secteur d'activité de la population active occupée de l'arrondissement de Montreuil en 1999 (en%)



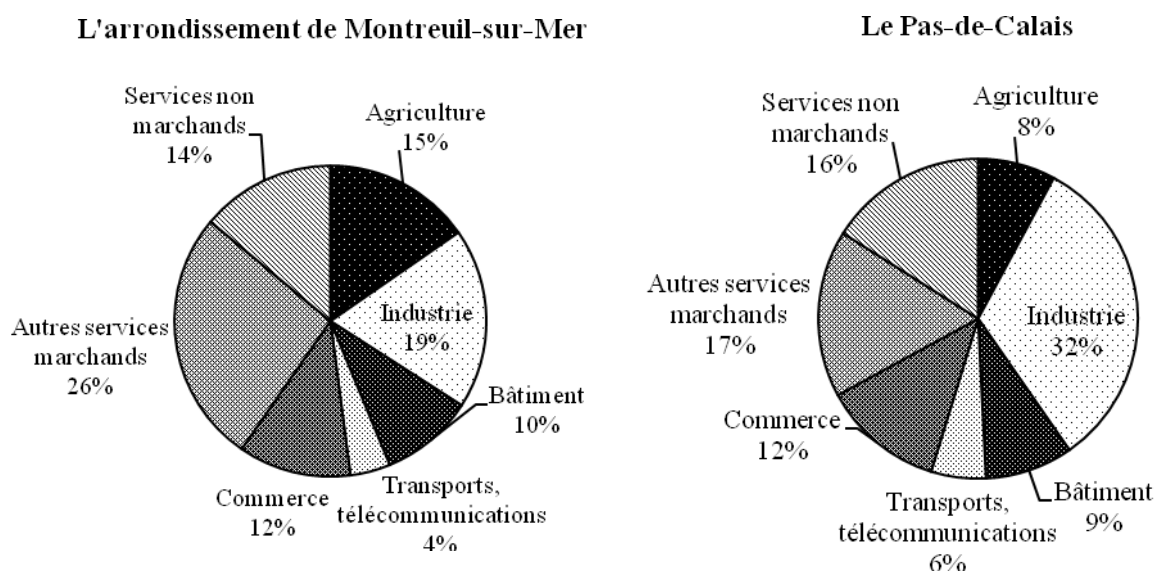
Source : d'après les données de l'INSEE

Dans les deux dernières décennies, le déclin du secteur primaire s'accroît. En 1999, seuls 2759 individus travaillent dans l'agriculture⁴². La moitié sont des cultivateurs. Le métier d'ouvrier agricole se raréfie en raison de la modernisation des techniques et des structures de production. Les machines, de plus en plus performantes, remplacent l'homme. Le nombre d'emploi dans le secteur secondaire diminue également. La part des actifs occupés travaillant dans l'industrie diminue de deux points entre 1982 et 1999. Dans le bâtiment, le tiers des emplois disparaît au cours de la même période. À l'inverse, les embauches dans le Tertiaire progressent dans les deux dernières décennies. Près de 70% des actifs occupés travaillent dans les services en 1999, contre 56% en 1982.

Toutefois, l'arrondissement de Montreuil dispose d'une part d'actifs occupés dans l'agriculture supérieure à la moyenne départementale tout au long de la période.

Un secteur primaire et tertiaire plus important que dans le reste du département

Document 147 : La répartition par secteur d'activité de la population active occupée de l'arrondissement de Montreuil et du Pas-de-Calais en 1982 (en %)



Source : d'après les données de l'INSEE

En 1982, les actifs occupés du secteur primaire sont en proportion plus nombreux dans l'arrondissement de Montreuil que dans le reste du département. En effet, ils sont 15% à travailler dans l'agriculture sur le territoire contre seulement 8% dans le Pas-de-Calais. Le décalage persiste également dans les deux dernières décennies. Le secteur primaire ne représente que 4% de l'emploi dans le département contre 8% dans l'arrondissement de Montreuil en 1999. Le décalage résulte principalement des caractéristiques même du territoire. L'arrondissement de Montreuil demeure l'un des arrondissements les plus ruraux du Pas-de-Calais dans la seconde moitié du XX^e siècle. Le nombre de citoyens est à peine supérieur au nombre de villageois en 1982 et l'industrie est peu présente. Contrairement, à d'autres espaces, l'arrondissement de Montreuil est peu touché par la première révolution

⁴² Site internet de l'INSEE.

industrielle, contrairement aux zones minières situées dans l'est du département. Peu d'industries, autres qu'agro-alimentaires, s'installent, en raison notamment de l'absence de grandes agglomérations et de ports importants comme celui de Boulogne-sur-Mer. En 1982, l'industrie n'emploie que 19% des actifs occupés de l'arrondissement de Montreuil contre près du tiers dans l'ensemble du Pas-de-Calais.

La part de l'emploi tertiaire est plus conséquente sur le territoire que dans l'ensemble du département en 1982. Il en est de même en 1999. Le décalage résulte de la vitalité des services marchands. En effet, ces derniers représentent plus du quart des emplois dans l'arrondissement contre seulement un sixième dans le Pas-de-Calais⁴³. Le littoral montreuillois bénéficie d'une des attractivités touristiques les plus élevées du département. Les stations balnéaires de Berck et du Touquet-Paris-Plage sont particulièrement renommées et font probablement parties des stations les plus fréquentées dans le Nord de la France pendant la saison estivale.

De 1945 à 2000, l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer demeure l'un des arrondissements les plus ruraux du Pas-de-Calais. En 1999, il dispose d'une part d'actifs du secteur primaire nettement supérieure à celle de l'ensemble du département. Toutefois, les cultivateurs et les salariés agricoles sont de moins en moins nombreux. La société se tertiarise. L'agriculture ne fait plus vivre qu'une minorité de ménages dans les années 1980-1990. La société rurale à dominante paysanne disparaît. Néanmoins, les mentalités demeurent particulièrement conservatrices, comme en témoigne le succès des candidats de droite lors des élections cantonales, législatives et présidentielles.

III) L'un des arrondissements les plus conservateurs du Pas-de-Calais

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, les électeurs de l'arrondissement de Montreuil votent majoritairement en faveur des candidats de droite, à l'exception des législatives de 1978, 1981 et 1986, et des présidentielles de 1988. Le territoire demeure l'un des espaces les plus conservateurs du Pas-de-Calais.

Un électorat particulièrement conservateur aux législatives et présidentielles

Le succès des candidats de la droite sous la IV^e République

Lors des élections législatives du 2 juin 1946, le MRP⁴⁴ arrive en tête dans la première circonscription, regroupant les arrondissements de Montreuil, Boulogne et Saint-Omer, juste devant la SFIO et les communistes. Vendroux⁴⁵ et Caron du MRP sont élus, ainsi que les socialistes Henneguelle et Poulain⁴⁶, et le communiste Dassonville. Les candidats du MRP devançant dans l'arrondissement de Montreuil les socialistes et les communistes avec 37,8% des suffrages exprimés, contre respectivement 29,5% et 18,4% des voix pour ces derniers⁴⁷.

⁴³ INSEE, *Recensement général de la population de 1982, Pas-de-Calais, Données communales comparées 1975-1982*, Paris, Imprimerie Nationale, 1984.

⁴⁴ Le Mouvement républicain populaire, le MRP, est un parti politique démocrate-chrétien. Mais, après 1946, et la décision de Jacques Vendroux de quitter le parti, Il s'affaiblit. Il devient « le parti de l'ambiguïté », se positionnant sur l'échiquier politique ni à droite, ni à gauche. Il disparaît en 1967. BÉTHOUART B., *Le MRP dans le Pas-de-Calais, de 1944 à 1967*, thèse sous la direction d'Y.-M. Hilaire, Lille III, 1980.

⁴⁵ Jacques Vendroux est le beau-frère du général De Gaulle.

⁴⁶ Le socialiste Abel Poulain, maire d'Hesdin, est le seul candidat élu de l'arrondissement de Montreuil.

⁴⁷ *Journal de Montreuil*, 09.06.1946.

Au lendemain de la guerre, « appuyé sur l'accord tacite du général de Gaulle (...), soutenu par non seulement le milieu démocrate chrétien mais par l'ensemble du clergé, des mouvements d'Action Catholique, conforté par l'établissement du vote des femmes et profitant de l'affaiblissement des partis modérés et de l'inexistence de la droite décapitée, le MRP apparaît aux yeux de nombreux citoyens comme le seul recours devant la menace communiste »⁴⁸. Le MRP arrive en tête dans les cantons du littoral et du Haut-Pays. Toutefois, il obtient moins de voix que la SFIO dans les cantons de Campagne-lès-Hesdin et d'Hesdin. Le succès des socialistes dans ce secteur peut résulter de l'influence locale qu'exerce le maire d'Hesdin, candidat de la SFIO aux législatives.

Lors du scrutin suivant, le 17 juin 1951, la droite l'emporte de nouveau dans l'arrondissement de Montreuil. Le RPF de De Gaulle, le CNIP⁴⁹ et le MRP obtiennent 58% des suffrages exprimés sur le territoire⁵⁰. Le RPF arrive en tête devant la SFIO et le Parti communiste. Dans la circonscription, deux candidats du RPF, deux de la SFIO et un du PC sont de nouveau élus députés.

Aux législatives du 2 janvier 1956, la gauche arrive largement en tête dans le Pas-de-Calais. Les socialistes obtiennent six sièges, les communistes cinq et les conservateurs Indépendants-Paysans 2 sièges. La gauche obtient 56% des suffrages exprimés dans la première circonscription et 69% dans la deuxième circonscription qui regroupe les arrondissements d'Arras et de Béthune⁵¹. Néanmoins, bien que la SFIO et le PC arrivent en tête dans l'arrondissement de Montreuil, les partis de droite réunis obtiennent la majorité des voix, soit 52% des suffrages exprimés. Le territoire demeure l'un des espaces du département les plus conservateurs.

Un électorat majoritairement de droite de 1958 à 1978

Lors des législatives de novembre 1958, dans la quatrième circonscription⁵², le candidat de Concentration républicaine, Charles Delesalle⁵³, ancien ministre et député de la III^e République, se présente comme un gaulliste souhaitant « l'union la plus large des républicains des six cantons de l'arrondissement de Montreuil »⁵⁴. Il l'emporte au second tour avec 37% des suffrages exprimés, devant le démocrate chrétien Henri Catteau⁵⁵. Les socialistes Facompré et Flament n'obtiennent respectivement que 12,8 et 17,9% des voix⁵⁶.

Au scrutin de 1962, les gaullistes obtiennent la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Dans le Pas-de-Calais six circonscriptions sont remportés par la droite, l'UNR, six

⁴⁸ BÉTHOUART B., *Le MRP dans le Pas-de-Calais, de 1944 à 1967*, thèse sous la direction d'Y.-M. Hilaire, Lille III, 1980, p 527.

⁴⁹ Le Centre national des indépendants et paysans est un parti politique libéral-conservateur, créé le 6 janvier 1949.

⁵⁰ *Idem*, 24.06.1951.

⁵¹ *La Voix du Nord*, 04.01.1956.

⁵² La quatrième circonscription du Pas-de-Calais est composée des six cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer.

⁵³ Charles Delesalle est député du Nord de 1919 à 1928, député du Pas-de-Calais de 1928 à 1934, sous-secrétaire d'État à l'air en 1933, puis sénateur de 1934 et 1944. Il est aussi le président de la Fédération des Sociétés d'agriculture du Pas-de-Calais. Voir le chapitre 6. Il revient en politique en 1958.

⁵⁴ *Journal de Montreuil*, 16.11.1958. Extrait de la profession de foi du candidat. Celle-ci se termine par cette dernière exclamation : « Vive le Général de Gaulle ! ».

⁵⁵ Il est directeur de Société, conseiller général et maire d'Hesdin. Henri Catteau obtient 32% des suffrages exprimés.

⁵⁶ *Journal de Montreuil*, 07.12.1958.

par les socialistes et deux par les communistes⁵⁷. Dans l'arrondissement de Montreuil, Marcel Beraud⁵⁸, candidat de l'UNR, est élu au second tour avec 40% des suffrages exprimés. Il l'emporte sur le socialiste André Monvoisin⁵⁹ et le successeur de Charles Delesalle, l'industriel Henry Elby⁶⁰, le candidat de Concentration républicaine⁶¹.

Doc. 148 : Marcel Beraud



La Voix du Nord, 27.11.1962

Les présidentielles de décembre 1965 confirme la présence d'un électorat particulièrement conservateur. Charles de Gaulle est élu au second tour avec 55% des voix. Il obtient 50,88% des suffrages dans le Pas-Calais. Mais dans l'arrondissement de Montreuil, 62,18% des électeurs votent en sa faveur⁶². Dès le premier tour, le général de Gaulle obtient d'ailleurs la majorité des suffrages⁶³.

Aux législatives de mars 1967, Marcel Beraud est réélu au second tour avec 21 784 voix sous l'étiquette « V^e République ». Il n'obtient que 746 suffrages de plus que Bertrand Akar, le maire de Verton⁶⁴, candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste⁶⁵. Dans le Pas-de-Calais, sur les quatorze députés élus, seuls deux sont de droite : Marcel Beraud dans la circonscription de Montreuil et Jacques

Vendroux dans celle de Calais-Audruicq. L'année suivante, au scrutin de 1968, il est élu au premier tour avec 54% des suffrages exprimés. Il obtient deux fois plus de suffrages que le radical socialiste Bertrand Akar. Son plus large succès s'explique par l'absence d'autres candidats de droite⁶⁶. L'industriel Henri Elby et l'agriculteur Gabriel de la Gorce, candidats en 1967, ne se présentent pas aux élections de 1968. En 1973, Marcel Beraud est de nouveau élu à la tête de la circonscription. Mais il n'emporte les élections qu'avec 223 voix d'avance sur son adversaire Bertrand Akar, au second tour.

Lors des élections présidentielles de 1974, les électeurs de l'arrondissement de Montreuil accordent une large majorité au candidat de droite Valéry Giscard d'Estaing au second tour, soit 52,34% des suffrages exprimés. L'arrondissement de Montreuil est le seul arrondissement du Pas-de-Calais dans lequel le centriste l'emporte au second tour. En effet, le socialiste François Mitterrand obtient 58% des voix dans le département⁶⁷.

⁵⁷ *La Voix du Nord*, 27.11.1962.

⁵⁸ Marcel Beraud est né le 27 octobre 1915 à Lyon. Il est père de deux enfants et est chirurgien dentiste. Il est maire de Berck de 1965 à 1971 et Directeur du Syndicat de défense contre la mer et la rive nord de l'Authie. Il est Chevalier de Légion d'honneur, titulaire de la Croix de Guerre 1939-1945, de la médaille de la Résistance et de la médaille coloniale.

⁵⁹ Il exerce la profession de médecin et demeure à Conchil-le-Temple.

⁶⁰ Il est industriel à Groffliers. Son suppléant est Gabriel de la Gorce, le conseiller général d'Hucqueliers. Voir le chapitre 10.

⁶¹ Arch. dép., 1W28047, Élections législatives de 1962.

⁶² *La Voix du Nord*, 20.12.1965.

⁶³ Dans le Pas-de-Calais, seuls les électeurs des arrondissements de Calais et de Montreuil donnent une majorité au président sortant dès le premier tour de scrutin des élections.

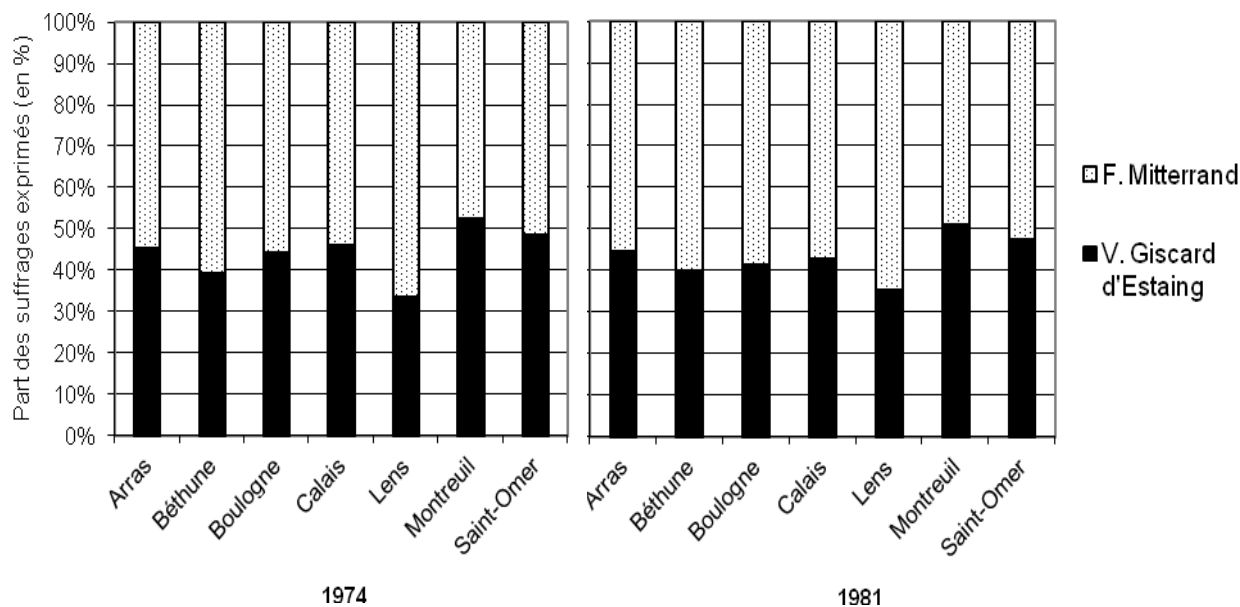
⁶⁴ Bertrand Akar est né le 6 avril 1922 à Paris. Certifié d'études supérieures d'histoire et père de deux enfants, il est maire de Verton et président du comité d'expansion Canche-Authie.

⁶⁵ *La Voix du Nord*, 13.03.1967.

⁶⁶ *Idem*, 24.06.1968.

⁶⁷ *La Voix du Nord*, 20.05.1974.

Document 149 : Les parts des suffrages exprimés lors du second tour des élections présidentielles de 1974 et 1981 dans les arrondissements du Pas-de-Calais



Source : *La Voix du Nord*, 20.05.1974 et 11.05.1981

Mais lors des législatives de mars 1978, les électeurs de l'arrondissement de Montreuil accordent majoritairement leurs suffrages au second tour du scrutin au candidat socialiste Claude Wilquin, le principal adversaire du gaulliste Marcel Beraud, député sortant.

Le succès des candidats de gauche entre 1978 et 1988

Au législatives de 1978, Marcel Beraud, qui se présente sous l'étiquette RPR, est devancé au premier tour par le socialiste Claude Wilquin⁶⁸ et Léonce Deprez⁶⁹ de l'UDF. Il décide de se retirer au second tour et de soutenir le candidat centriste. Mais ce dernier est battu par le socialiste Claude Wilquin, qui obtient 52,6% des suffrages exprimés. Les quatorze circonscriptions du Pas-de-Calais sont remportées par la gauche⁷⁰. La droite perd ses deux derniers sièges dans le département. Néanmoins, dans l'arrondissement de Montreuil, la gauche ne l'emporte pas sur l'ensemble du territoire. Dans le canton d'Hucqueliers, Léonce Deprez obtient 60% des suffrages exprimés au second tour. Il a la majorité dans les 24 communes. Le faible succès de la gauche autour d'Hucqueliers peut s'expliquer par l'influence du conseiller général et agriculteur Gabriel de la Gorce. Par ses nombreuses actions en faveur du développement rural, ce dernier est très apprécié par la population⁷¹.

⁶⁸ Il est le maire de Berck de 1977 à 1996.

⁶⁹ Il est le maire du Touquet-Paris-Plage de 1969 à 1995. Il est né en 1927 à Béthune. Il est Directeur général d'entreprises d'imprimerie à Béthune et directeur des hebdomadaires de l'Artois.

⁷⁰ *La Voix du Nord*, 20.03.1978.

⁷¹ Voir le chapitre 10.

Doc. 150 : Cl. Wilquin

La Voix du Nord, 22.06.1981

En 1981, Claude Wilquin est de nouveau réélu à la tête de la circonscription de Montreuil au second tour avec 55,7% des suffrages exprimés. Le canton d'Hucqueliers est toujours le seul canton de l'arrondissement dans lequel Léonce Deprez, le candidat de droite, obtient la majorité. Toutes les circonscriptions du département demeurent à gauche⁷².

Toutefois, un mois auparavant, lors du second tour des élections présidentielles de mai 1981, les électeurs de l'arrondissement de Montreuil votent en faveur du candidat sortant, le centriste Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci obtient la majorité des suffrages exprimés sur le territoire, soit 51% des voix, alors qu'il est battu par le socialiste François Mitterrand dans les autres arrondissements de la région Nord-Pas-de-Calais et sur le plan national⁷³. Le succès de Valéry Giscard d'Estaing dans l'arrondissement de Montreuil peut s'expliquer par sa popularité. En effet, le président se rend souvent sur le territoire, notamment pour s'adonner à la pratique de la chasse. Avant son mandat présidentiel, alors qu'il est ministre de l'Économie et des Finances, il est invité chaque année par la famille Durand d'Arques à chasser dans la forêt de Montcavrel, située dans l'est du canton d'Étaples. Une cinquantaine de jeunes chasseurs des communes environnantes sont sollicités pour traquer et rabattre le gibier vers le ministre et ses hôtes. Un pantalon anti-ronces leur est prêté pour l'occasion et un déjeuner leur est offert. Chaque traqueur reçoit à la fin de la journée une prime de cinquante francs et le droit d'emporter un faisan abattu⁷⁴.

Les élections législatives du 16 mars 1986 se déroulent au scrutin proportionnel. Les listes sont départementales. Pour le Pas-de-Calais sont ainsi élus deux députés communistes, six socialistes, cinq du RPR-UDF, dont Léonce Deprez, et un du Front National. La nouvelle majorité parlementaire est de droite. Dans le département, les socialistes menés par Roland Hugué arrivent en tête avec 34,33% des voix, devant le RPR et les communistes qui obtiennent respectivement 16,72% et 16,5% des suffrages. Dans l'arrondissement de Montreuil, les socialistes arrivent en tête avec 35,6% des suffrages exprimés⁷⁵.

En 1988, pour la première fois sous la V^e République, les électeurs de l'arrondissement votent majoritairement au second tour des élections présidentielles pour le candidat socialiste François Mitterrand. Le président sortant obtient en effet 53,64% des voix dans l'arrondissement de Montreuil. Néanmoins, c'est dans la circonscription qu'il a la majorité la moins large du département. Dans le Pas-de-Calais, 64,67% des électeurs votent en sa faveur. De plus, tous les cantons de l'arrondissement de Montreuil ne votent pas en sa faveur. Dans le canton d'Hucqueliers, Jacques Chirac, le candidat RPR, obtient 56,4% des suffrages exprimés. Les mentalités particulièrement conservatrices autour d'Hucqueliers peuvent s'expliquer par l'absence d'industries sur le territoire et donc d'un électorat ouvrier

⁷² *La Voix du Nord*, 22.06.1981.

⁷³ *Idem*, 11.05.1981.

⁷⁴ D'après le témoignage, recueilli en janvier 2014, de Jean Forestier, né en 1955 à Preures. Il est l'un des jeunes chasseurs sollicités lors des journées de chasse organisées pour Valéry Giscard d'Estaing entre 1971 et 1973. « On était ravi d'aller chasser pour Giscard. On ne manquait de rien. On nous donnait une boisson quand on le souhaitait. (...) La première fois, j'y suis allé quand j'avais seize ans. On me l'a proposé quand je travaillais chez Maurice Mille à Hucqueliers, le marchand de produits agricoles (...) ».

⁷⁵ *La Voix du Nord*, 17.03.1986.

traditionnellement favorable à la gauche. Les électeurs du canton sont principalement des cultivateurs en activité ou à la retraite, attachés à la terre et aux traditions.

Le triomphe de la droite de 1988 à 2000

Doc. 151 : Ph. Vasseur



La Voix du Nord, 29.03.1993

Lors des élections législatives de 1988, le scrutin uninominal majoritaire à deux tours est rétabli. Toutefois, les circonscriptions sont redéfinies. Les cantons de Montreuil, Étaples, Hesdin, Campagne et Auxi-le-Château forment la troisième circonscription. Les cantons d'Aubigny-en-Artois, Desvres, Fruges, Hucqueliers, Heuchin, Lumbres, Le Parcq et St-Pol-sur-Ternoise constituent la quatrième circonscription. Les candidats de l'UDF Léonce Deprez et Philippe Vasseur remportent les deux circonscriptions au second tour. Ils sont les seuls députés de droite élus dans le Pas-de-Calais.

En 1993, ils sont réélus. Philippe Vasseur⁷⁶ remporte les élections dès le premier tour dans la troisième circonscription avec 54,2% des voix. Dans les cantons de Fruges et d'Hucqueliers, il obtient respectivement 55,7 et 64,4% des suffrages exprimés. Dans la quatrième circonscription, Léonce Deprez arrive en tête avec 48,1% des voix. Il devance son principal adversaire, le socialiste Jean-Marie Krajewski, vice-président du Conseil général, qui n'obtient que 23,7% des votes. Au second tour, le 28 mars 1993, il est réélu avec 61,7% des suffrages exprimés⁷⁷.

L'élection présidentielle d'avril-mai 1995 confirme la présence d'un électorat conservateur dans l'arrondissement de Montreuil. Sur le plan national, Jacques Chirac l'emporte sur le socialiste Lionel Jospin au second tour du scrutin avec 52,36% des suffrages exprimés.

Doc. 152 : L. Deprez



La Voix du Nord, 29.03.1993

Dans le Pas-le Calais, il n'obtient que 42,72% des voix. Seuls les électeurs de la troisième et la quatrième circonscription votent majoritairement en sa faveur dans le département. Jacques Chirac obtient 55,3% des suffrages exprimés dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer⁷⁸. Néanmoins, des disparités subsistent entre les cantons. Le candidat socialiste l'emporte dans les cantons d'Hesdin et de Campagne, alors que dans les cantons de Montreuil et d'Hucqueliers, Jacques Chirac obtient plus de 61% des voix. Ce dernier a même une large majorité dès le premier tour dans le canton d'Hucqueliers, une terre traditionnellement conservatrice.

Lors des législatives de 1997, Philippe Vasseur et Léonce Deprez l'emportent de nouveau dans la troisième et quatrième circonscription. Ils sont les seuls députés de droite élus dans le Pas-de-Calais.

⁷⁶ Philippe Vasseur est un journaliste né le 31 août 1943 au Touquet-Paris-Plage. Il sera maire de Saint-Pol-sur-Ternoise de 1995 à 2000 et ministre de l'agriculture de 1995 à 1997.

⁷⁷ *La Voix du Nord*, 29.03.1993

⁷⁸ *Idem*, 08.05.1995.

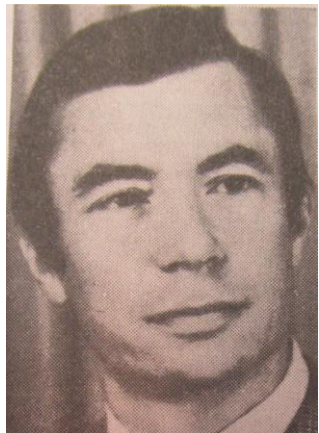
Sous la IV^e et la V^e République, l'arrondissement de Montreuil est incontestablement l'un des territoires les plus conservateurs du Pas-de-Calais. Alors que les électeurs du département votent majoritairement à gauche à presque toutes les élections législatives et présidentielles, les citoyens de l'arrondissement accordent massivement leurs suffrages aux candidats de droite. En 1981, ils sont les seuls dans le département à voter en faveur de Valéry Giscard d'Estaing. Un seul candidat socialiste l'emporte lors des législatives sur le territoire. Il s'agit de Claude Wilquin au début des années 1980. Néanmoins, celui-ci n'obtient pas la majorité des voix dans tous les cantons. En effet, de 1945 à 2000, de fortes disparités subsistent sur le plan électoral dans l'arrondissement. Les cantons d'Étaples, Montreuil et surtout Hucqueliers apparaissent comme les plus conservateurs, alors que dans le canton de Fruges et surtout dans les cantons d'Hesdin et de Campagne, l'électorat est plus souvent socialiste. Lors des élections cantonales, cette tendance tend à se confirmer.

Des conseillers généraux majoritairement de droite

La famille de la Gorce à la tête du canton d'Hucqueliers de 1913 à 2001

En 1945, le conseiller général d'Hucqueliers, André de la Gorce, conservateur, en fonction depuis 1913, se présente de nouveau aux élections cantonales. Il bat dès le premier tour le socialiste Derôme et le communiste Georges Lefebvre. Il obtient 60% des voix⁷⁹. En 1951, il l'emporte de nouveau dès le premier tour face au communiste Goubel avec 86,2% des suffrages exprimés⁸⁰. En 1958, il décide de ne plus se présenter. Son fils Gabriel de la Gorce lui succède et remporte les élections dès le premier tour. En 1964, il est réélu, toujours dès le premier tour. Il bat le socialiste Delacre et le communiste Caron avec 86% des voix⁸¹. Gabriel de la Gorce remporte les deux scrutins suivants, toujours avec une large majorité et au premier tour. Il demeure ainsi à la tête du canton d'Hucqueliers jusqu'à sa mort en 1979. De 1979 à 2001, Dominique de la Gorce lui succède⁸². En mars 1982, il est notamment élu au premier tour avec 58,2% des suffrages exprimés⁸³. Il est le neveu de Gabriel de la Gorce, le fils du maire de Verchocq et responsable cantonal de la FSA, Pierre de la Gorce, et le petit-fils d'André de la Gorce. Trois générations de la même famille se succèdent ainsi à la tête du canton. Le succès des de la Gorce peut s'expliquer par une

Doc. 153 : D. de la Gorce



La Voix du Nord, 16.03.1982.

politique menée principalement en faveur des cultivateurs et des intérêts de des derniers. En effet, à la veille de la Grande-Guerre, André de la Gorce, alors maire de Verchocq, fonde l'un des premiers syndicats agricoles communaux du canton sur ses propres deniers. Dans l'entre-deux-guerres, il devient le vice-président de la Fédération agricole du Pas-de-Calais, une association syndicale agricole chrétienne qui prend véritablement son essor à partir des années 1930. Gabriel de la Gorce, par la fondation du Syndicat Intercommunal de Développement

⁷⁹ *Journal de Montreuil*, 30.09.1945.

⁸⁰ *La Voix du Nord*, 22.04.1958.

⁸¹ *Idem*, 10.03.1964.

⁸² Dominique de la Gorce succède aussi à son oncle à la tête de la mairie de Quilen.

⁸³ *La Voix du Nord*, 16.03.1982.

Agricole du canton d'Hucqueliers dont le but est de développer l'agriculture, et par sa volonté de vouloir désenclaver l'une des régions les plus déshéritées du département et de réduire l'exode rural, demeure l'une des personnalités du canton les plus appréciées par la population⁸⁴. Il remporte toutes les élections avec une très large majorité dès le premier tour.

Le canton d'Étaples est également uniquement géré par des conservateurs dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Étaples, un canton uniquement géré par des conservateurs

En septembre 1945, dans le canton d'Étaples, le docteur Jules Pouget⁸⁵, républicain radical, opposé au communiste et maire d'Étaples Marcel Rosey, remporte les élections dès le premier tour⁸⁶. Le 20 mars 1949, sous l'étiquette RPF, il est réélu, également dès le premier

Doc. 154 : Jean Bigot



La Voix du Nord, 03.10.1967

tour, avec 57,2% des suffrages exprimés⁸⁷. En avril 1955, Jules Pouget l'emporte de nouveau⁸⁸. En 1961, au second tour du scrutin, Jean Bigot⁸⁹, du MRP, est élu à la tête du canton d'Étaples avec 41,9% des suffrages exprimés⁹⁰. Il est réélu lors des scrutins suivants notamment sous l'étiquette « Action sociale et familiale ». En mars 1979, il l'emporte au premier tour avec 52,9% des suffrages exprimés⁹¹. Il est conseiller général jusqu'en 1981. En 1981, son épouse Lucile Bigot lui

Doc. 155 : Lucile Bigot



La Voix du Nord, 11.03.1985

succède. Elle est élue dès le premier tour avec 50,5% des voix. En 1985, elle obtient de nouveau la majorité des suffrages exprimés au premier tour⁹². Elle remporte les élections suivantes, notamment sous l'étiquette UDF puis MoDem. Elle gère le canton jusqu'en 2011.

⁸⁴ Les habitants du canton rencontrés ont une image très positive de l' élu. Dès que le nom de famille de la Gorce est prononcé, ils font tout de suite allusion à Gabriel de la Gorce. Certains avouent même avoir voté pour Dominique de la Gorce dans les années 1990 parce que « c'est un de la Gorce ». D'après les témoignages de Roger Grignon, cultivateur à Beussent, né en 1909, de Madeleine Bizet, son épouse, née en 1922, de Roger Forestier, exploitant agricole au Clivet à Preures (1930-2012), de Roland Forestier, cultivateur, né en 1921 et actuellement à la retraite et domicilié à Hucqueliers, de Pierre Butel, un électricien né en 1916, ancien combattant, de Paul Carlu, cultivateur (1908-2005) et maire de Preures, de Gaston François, né en 1931, agriculteur et maire de la commune de Zoteux de 1995 à 2001, et d'autres habitants souhaitant rester dans l'anonymat. La plupart des entretiens ont eu lieu en 2001, dans le cadre d'un mémoire de maîtrise.

⁸⁵ Le médecin Jules Pouget, né le 8 mars 1884 à Espalion, est sénateur du Pas-de-Calais de 1948 à 1952. Il est le maire du Touquet-Paris-Plage de 1944 à 1963.

⁸⁶ *Journal de Montreuil*, 30.09.1945

⁸⁷ *La Voix du Nord*, 22.03.1949.

⁸⁸ *Idem*, 26.04.1955.

⁸⁹ Jean Bigot est ébéniste et maire d'Étaples de 1968 à 1981.

⁹⁰ *La Voix du Nord*, 06.06.1961.

⁹¹ *Idem*, 20.03.1979.

⁹² *Id.*, 11.03.1985.

Une alternance gauche/droite dans les autres cantons

En septembre 1945, les socialistes Bailleux, Abel Poulain et Gilles Flament remportent les élections cantonales, respectivement dans les cantons de Fruges, Hesdin et Campagne-lès-Hesdin⁹³. M. Delbé, le candidat du MRP, est élu conseiller général de Montreuil au second tour avec 50,6% des suffrages exprimés. Il bat le socialiste Henri Barreau d'une courte tête⁹⁴.

Lors des élections cantonales de mars 1949, le socialiste Jules Flament est réélu à Campagne-lès-Hesdin, au second tour. Mais, il n'obtient que 60 voix de plus que son adversaire de droite, Marius Bernard⁹⁵. Il remporte les scrutins suivants. En septembre 1967, il est notamment élu dès le premier tour. Il bat le communiste François Carré avec 78,3% des suffrages exprimés⁹⁶. Mais lors des cantonales de 1979, il est battu au second tour du scrutin par le candidat de droite Christian Tuillon. Ce dernier demeure à la tête du canton jusqu'en 1998. Le candidat UDF, Ghislain Tétard, lui succède.

Doc. 156 : B. de Hauteclocque



www.senat.fr

Dans le canton de Fruges, en octobre 1951, le socialiste Bailleux l'emporte de nouveau au second tour avec 50,3% des suffrages exprimés contre 47,8% pour le candidat de l'Union Républicaine, le comte de Hauteclocque⁹⁷. Mais lors du scrutin suivant, en 1958, celui-ci ne l'emporte qu'avec 60 suffrages de plus que le conseiller général sortant⁹⁸. Baudouin de Hauteclocque est réélu lors des scrutins suivants. Il demeure à la tête du canton de Fruges jusqu'à sa mort, en 1981. Le conservateur Gilbert Courtin⁹⁹ lui succède. En mars 1982, il est élu au premier tour avec 54,2% des suffrages exprimés¹⁰⁰. Mais en 1988, il est battu par le socialiste Eugène Rolland qui obtient 54,5% des voix au second

tour¹⁰¹. Celui-ci gère le canton jusqu'en 2001.

Dans le canton d'Hesdin, le républicain indépendant Henri Catteau bat au second tour des élections d'octobre 1951, le socialiste Abel Poulain¹⁰². En avril 1958, il est réélu dès le premier tour sous l'étiquette « Indépendant paysan d'action sociale et familiale »¹⁰³. En 1964, le canton bascule à gauche. Le socialiste André Fréville remporte les élections avec 59,5% des voix au second tour¹⁰⁴. En 1988, il ne se représente pas. Son successeur, le socialiste Christian Petit¹⁰⁵ est élu au second tour avec 56,3% des voix. Il l'emporte sur le candidat de

⁹³ *Journal de Montreuil*, 07.10.1945

⁹⁴ *Idem*, 07.10.1945

⁹⁵ *La Voix du Nord*, 29.03.1949.

⁹⁶ *Idem*, 26.09.1967.

⁹⁷ Baudouin de Hauteclocque (1908-1981) est propriétaire-exploitant. Il est maire de Royon de 1945 à 1981 et sénateur de 1965 à 1981.

⁹⁸ *La Voix du Nord*, 22.04.1958.

⁹⁹ Il est aussi maire de Fruges.

¹⁰⁰ *La Voix du Nord*, 16.03.1982.

¹⁰¹ *Idem*, 03.10.1988.

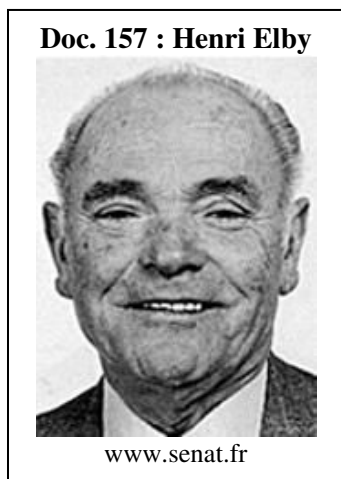
¹⁰² *Id.*, 16.10.1951.

¹⁰³ *Id.*, 22.04.1958.

¹⁰⁴ *Id.*, 17.03.1964.

¹⁰⁵ Il succède également à André Fréville à la tête de la mairie d'Hesdin.

l'UDF-RPR, V. Delefosse¹⁰⁶. Mais, en 1994, il est battu au second tour par le candidat de droite, Michel Dransart. Celui-ci ne l'emporte qu'avec 257 voix d'avance¹⁰⁷. Michel Dransart est à la tête du canton d'Hesdin jusqu'en 2008.



À Montreuil, le candidat du RPF, le vétérinaire Henri Alquier remporte le second tour des cantonales de 1949 avec 54,9% des voix¹⁰⁸. En avril 1955, il est réélu¹⁰⁹. En 1961, le conservateur Henri Elby¹¹⁰ lui succède. Il est élu au second tour avec 42,6% des voix¹¹¹. Henri Elby est conseiller général de Montreuil jusqu'en 1979. En mars 1979, il arrive en tête au premier tour des élections cantonales avec 41,49% des voix, devant le socialiste Jean-Marie Krajewski et le communiste Marius Broussier. Mais, au second tour, il est battu par le candidat socialiste. Bénéficiant probablement d'un report de voix des électeurs du candidat communiste, Jean-Marie Krajewski¹¹² l'emporte avec 53,3% des suffrages exprimés¹¹³. Il remporte les scrutins suivants. Mais en 1994, le canton bascule à droite. Bernard Pion lui succède à la tête du canton¹¹⁴.

De 1945 à 2000, l'arrondissement de Montreuil demeure l'un des espaces les plus conservateurs du Pas-de-Calais. En un demi-siècle, seul un candidat socialiste l'emporte aux législatives. Il s'agit de Claude Wilquin dans les années 1980. Lors des présidentielles, les électeurs votent toujours en faveur du candidat de droite, même en 1981, à l'exception du scrutin de 1988. François Mitterrand l'emporte sur le territoire, mais avec une des majorités les plus faibles du département. Néanmoins des cantons, comme Étaples et surtout Hucqueliers renferment un électorat plus conservateur que sur le reste du territoire. De 1945 à 2000, ils sont d'ailleurs uniquement gérés par des conseillers généraux de droite.

Une pratique religieuse de moins en moins importante

Au lendemain de la guerre, le nombre de vocations sacerdotales continue de diminuer. Dans le Pas-de-Calais, en moyenne, le taux d'ordination passe de 5,23 pour 10 000 habitants en 1919-1939 à 3,51 pour 10 000 habitants en 1940-1960. Dans l'arrondissement de Montreuil, la baisse est moins conséquente. Toutefois, le territoire demeure toujours l'un des espaces du département qui fournit le moins de prêtres. Le taux d'ordination passe de 3,6 pour 10 000 résidents dans l'entre-deux-guerres à 3,2 pour 10 000 résidents en 1940-1960¹¹⁵.

De 1919 à 1939, la proportion de catholiques pratiquants est dans l'arrondissement de Montreuil légèrement inférieure à la moyenne du diocèse. Mais en 1948, pour les plus de treize ans, elle est de 12 points supérieur à l'ensemble des paroisses du département. En effet,

¹⁰⁶ *La Voix du Nord*, 03.10.1988.

¹⁰⁷ *Idem*, 28.03.1994.

¹⁰⁸ *Id.*, 29.03.1949.

¹⁰⁹ *Id.*, 26.04.1955.

¹¹⁰ L'industriel Henri Elby, né le 22 novembre 1918, est sénateur de 1983 à sa mort, en 1986.

¹¹¹ *La Voix du Nord*, 06.06.1961.

¹¹² Il est élu maire de Berck en 2008.

¹¹³ *La Voix du Nord*, 27.03.1979.

¹¹⁴ Bernard Pion est maire de Montreuil-sur-Mer de 1972 à 2008 et commerçant en produits agricoles.

¹¹⁵ LAURY S., *La vie religieuse dans le diocèse d'Arras (1930-1962)*, Thèse de Doctorat, Lille, 1982, p 345.

le territoire compte 42,1% de pascalisants contre 29,4% dans le diocèse. L'arrondissement de Montreuil est au lendemain de la guerre l'un des espaces comptant le plus de catholiques pratiquants. En 1962, la proportion est quasiment identique. Hucqueliers demeure toujours la région la plus pratiquante de l'arrondissement, avec 73,4% de pascalisants de plus de douze ans, contre 61,1% dans le canton de Fruges, 42,8% dans celui de Montreuil¹¹⁶, 36,6% dans celui d'Hesdin, 34,8% dans celui d'Étaples, et 34,3% dans celui de Campagne-lès-Hesdin¹¹⁷. Hucqueliers est d'ailleurs en 1962 le canton disposant de la plus forte proportion d'habitants faisant leurs pâques dans le département.

Dans les doyennés d'Hucqueliers et de Fruges, la part de messalisants est également plus importante que dans les autres doyennés de l'archiprêtré de Montreuil. En effet près de la moitié des habitants de plus de douze ans vont à la messe dans les deux cantons du Haut-Pays, en 1962, contre environ le tiers des résidents sur le reste du territoire¹¹⁸.

L'importance de la pratique religieuse dans le Haut-Pays et plus particulièrement autour d'Hucqueliers par rapport aux autres régions de l'arrondissement peut résulter d'une part plus élevée de cultivateurs et d'habitants vivant indirectement de l'agriculture, car le catholicisme est étroitement lié au cycle agraire. Le faible désenclavement des territoires d'Hucqueliers et de Fruges et la relative pauvreté de la population par rapport à d'autres espaces du département peuvent également expliquer ce décalage.

Au lendemain de la guerre, les processions en l'honneur des saints connaissent toujours un véritable succès, même si les pèlerins sont de moins en moins nombreux. C'est notamment le cas du pèlerinage de Saint Blaise à Conchil-le-Temple. En 1956, une procession en l'honneur du saint, renommé pour ses guérisons des maux de gorge, a lieu autour de l'église, et s'achève par une messe célébrée par l'abbé Becquet, le curé de Groffliers, assisté de quatre autres ecclésiastiques provenant des paroisses environnantes¹¹⁹. Toutefois, le journaliste relatant l'événement signale qu'« il y a moins de monde qu'il y a cinquante ans, époque où il y avait foule au pèlerinage de Conchil »¹²⁰. L'un des pèlerinages les plus célèbres demeure celui dédié à saint Josse dans la commune qui porte son nom. En 1967, l'événement attire toujours de nombreux fidèles. Des messes sont célébrées pendant trois jours, du samedi au lundi de Pentecôte¹²¹. La manifestation religieuse existe encore aujourd'hui, mais c'est loin d'être le cas de la plupart des pèlerinages qui ont encore lieu dans l'entre-deux-guerres. La grande procession en l'honneur de saint Adrien à Preures disparaît notamment dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Celle-ci est aussi marquée par une crise profonde des vocations qui a pour conséquence une disparition des curés dans de nombreuses paroisses rurales. Dans le Pas-de-Calais, le nombre de prêtres diocésains est presque divisé par trois en un demi-siècle, passant de 1142 en 1950 à 430 en 2000¹²². Dans les années 1980 et 1990, inoccupés, dans presque toutes les communes de l'arrondissement, les presbytères sont transformés en locaux pour des associations locales, vendus ou laissés à l'abandon. En 2000, dans la majorité des paroisses, seule une messe par mois est célébrée par un prêtre.

¹¹⁶ La ville de Montreuil-sur-Mer n'est pas prise en compte.

¹¹⁷ LAURY S., *Op. cit.*, p 90-102.

¹¹⁸ *Ibidem*, p 129.

¹¹⁹ *La Voix du nord*, 05 et 06.02.1956.

¹²⁰ *Idem*.

¹²¹ *Journal de Montreuil*, 21.05.1967.

¹²² <http://arras.catholique.fr>

En un demi-siècle, la société rurale s'est profondément transformée. Le curé de campagne et l'instituteur du village, à la fois secrétaire de mairie, qui sont véritablement les piliers de la société paysanne sous la III^e République, disparaissent.

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, le nombre d'habitants continue d'augmenter dans l'arrondissement de Montreuil. Mais, à partir des années 1970, la population devient majoritairement urbaine. Les habitants se concentrent principalement sur le littoral et dans la vallée de la Canche, alors que dans les communes rurales les plus enclavées, principalement situées dans les cantons du Haut-Pays, ils sont de moins en moins nombreux. Deux types de communes rurales apparaissent : les villages périurbains du littoral et de la vallée de la Canche qui connaissent une forte croissance démographique, et les localités du quart nord-est touchées par un exode croissant. Toutefois, l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer demeure l'arrondissement le plus rural du Pas-de-Calais.

La société montreuilloise est de plus en plus vieillissante, en raison de l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance et de la réduction de l'excédent naturel dans les deux dernières décennies. Au cours de la période, les actifs du secteur primaire sont de moins en moins nombreux. L'agriculture ne fait plus vivre qu'une minorité de ménages dans les années 1980-1990. La société paysanne disparaît. Elle se tertiarise. Néanmoins, les mentalités demeurent particulièrement attachées aux traditions

De 1945 à 2000, l'arrondissement de Montreuil est incontestablement l'un des arrondissements les plus conservateurs du Pas-de-Calais. En un demi-siècle, seul un candidat socialiste l'emporte aux législatives : Claude Wilquin dans les années 1980. Lors des présidentielles, les électeurs votent toujours en faveur du candidat de droite, même en 1981, à l'exception du scrutin de 1988. François Mitterrand l'emporte sur le territoire, mais avec une des majorités les plus faibles du département. Néanmoins des cantons, comme Étaples et surtout Hucqueliers renferment un électorat plus conservateur que sur le reste du territoire. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, ils sont d'ailleurs uniquement gérés par des conseillers généraux de droite.

CONCLUSION

Trois étapes successives apparaissent dans les mutations de l'agriculture et de la société rurale entre 1850 à nos jours dans l'arrondissement de Montreuil : les prémices d'un monde rural en pleine mutation du milieu du XIX^e siècle à 1914, une montée en puissance de la modernité dans l'entre-deux-guerres et enfin une véritable « révolution agricole » au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Tout d'abord, du milieu du XIX^e siècle à 1914, l'arrondissement de Montreuil est marqué par un véritable développement des productions végétales et animales. Néanmoins, il demeure l'un des espaces les moins avancés du Pas-de-Calais. Le retard s'explique par les conditions naturelles relativement difficiles, la qualité des sols souvent médiocre et les mentalités conservatrices. Des disparités subsistent sur le territoire. L'essor des cultures et de l'élevage est plus important dans les cantons du littoral et du sud de la Canche que dans ceux du nord-est. Les régions de Fruges et d'Hucqueliers sont incontestablement les espaces les plus déshérités de l'arrondissement.

Cette période se caractérise aussi par une modernisation des techniques de production sur le territoire. Mais, celle-ci ne touche qu'un nombre restreint d'exploitations. La plupart des fermes de petite et moyenne culture ne possèdent qu'un matériel limité. Seuls les grands domaines investissent dans les instruments de pointe comme les binots semeurs, les machines à battre le blé, les moissonneuses et les faucheuses. Ce phénomène de la mécanisation est amplifié et accéléré par la raréfaction croissante de la main-d'œuvre agricole au cours de la période. De plus, les exploitations, même de grande culture, sont le plus souvent sous-équipées par rapport au reste du département, en raison notamment d'un faible morcellement de la propriété et de la prééminence du fermage. Les cultivateurs, disposants des plus faibles revenus à l'hectare du département, doivent également pour la majorité d'entre eux payer la location des terres qu'ils ensemencent. Ils ne peuvent donc acquérir qu'un nombre limité de machines.

Les marchés et les foires de l'arrondissement se développent également entre 1850 et 1914 grâce à la création sur le territoire de lignes ferroviaires, permettant une plus grande mobilité des denrées agricoles et des hommes et donc une plus large diffusion des innovations par la Société d'agriculture de Montreuil et par divers comices agricoles dans l'un des arrondissements les plus conservateurs du Pas-de-Calais.

L'arrondissement de Montreuil est l'un des derniers bastions du bonapartisme en France. Le notaire Charles Moitier, le dernier élu bonapartiste en fonction sur le territoire de Montreuil, demeure à la tête du canton d'Hucqueliers jusqu'en 1890. Les Républicains ne remportent les élections législatives et cantonales qu'à partir du milieu des années 1880. Les élus appartiennent au « centre républicain », c'est-à-dire qu'ils font partie des républicains les plus conservateurs. Les radicaux et les socialistes obtiennent moins de 10% des suffrages exprimés en 1914. Le territoire est également marqué par un certain retour de la ferveur chrétienne. Celle-ci se manifeste par une hausse du nombre de pascalisans et de vocations ecclésiastiques, par le succès croissant des prédications et des processions en l'honneur des saints, par la restauration ou l'élévation de nombreux monuments religieux et le refus d'une laïcisation de la société dans certaines localités.

La modernisation de l'agriculture est impulsée par le Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil. Ce dernier, affilié à la républicaine Union des Syndicats, est l'organe exécutif de la puissante Société d'agriculture de Montreuil fondée en 1821. D'autres associations apparaissent comme les caisses mutuelles contre la mortalité du bétail. Près de la

moitié de ces groupements créés dans Pas-de-Calais se localisent dans l'arrondissement de Montreuil à la veille de la Grande Guerre.

En août 1914, la guerre éclate. Les jeunes habitants de l'arrondissement sont mobilisés. Les troupes britanniques s'installent massivement sur le territoire. Les réfugiés du département du Nord et de la Belgique affluent. La vie quotidienne est de plus en plus difficile, en raison d'une pénurie croissante des denrées. L'agriculture montreuilloise se trouve rapidement dans l'incapacité de ravitailler tous les habitants. Elle souffre d'un manque de main-d'œuvre, de la réquisition d'une partie des terres pour les besoins de l'armée, d'un manque d'approvisionnement en engrais, de la destruction d'une part importante des attelages et de la dégradation des outils agricoles livrés aux intempéries. À cela s'ajoutent les conditions climatiques particulièrement rudes de 1916 et 1917, ainsi que la prolifération des nuisibles, responsables de la destruction d'une partie des récoltes. Au lendemain de la guerre, le bilan est particulièrement lourd. De nombreux jeunes résidents sont morts au combat. D'autres reviennent gravement mutilés, incapables d'exercer toute activité. L'objectif est de retrouver le niveau de production agricole d'avant la guerre.

De 1918 à 1939, la société rurale montreuilloise demeure particulièrement conservatrice. L'électorat est majoritairement de droite, même si lors des élections législatives de 1935 et 1936 le Radical-socialiste Gustave Decréquy l'emporte, et la religion catholique occupe toujours une place importante. Cette période est également marquée par la multiplication des associations agricoles pour le développement de l'agriculture. Les élus et les exploitants en grande culture, notamment à travers la Société d'agriculture de Montreuil, les instituteurs, mais aussi les prêtres, en sont les fondateurs. Ils deviennent ainsi les principaux agents actifs du progrès agricole dans les campagnes. Cette période est surtout marquée par l'influence croissante de la Société d'agriculture de Montreuil. L'association est à son apogée. Elle devient l'un des groupements agricoles les plus puissants du département. Elle multiplie les actions en faveur du progrès, comme l'organisation de concours agricoles et la revente d'animaux reproducteurs et d'outils innovants. Elle est aussi à l'origine de la plupart des fondations de caisses mutuelles, de syndicats ou encore de coopératives. La Société d'agriculture de Montreuil est un véritable organe de défense des intérêts des cultivateurs du Montreuillois et même de tous les paysans français. Elle n'hésite pas à s'opposer ouvertement aux autorités publiques. Elle est présidée par Octave Corne, un cultivateur à la fois dynamique et charismatique, qui gère non seulement la plupart des associations agricoles de l'arrondissement, mais aussi de nombreux groupements départementaux.

Toutefois, les associations fondées par la Société d'agriculture de Montreuil et affiliées à l'Union agricole du Pas-de-Calais, doivent peu à peu faire face à la concurrence du plus en plus forte de la Fédération agricole du Pas-de-Calais. Le syndicalisme chrétien progresse dans l'arrondissement. L'un de ses représentants les plus charismatiques est le conseiller général d'Hucqueliers, André de la Gorce, professeur de droit à la Faculté catholique de Lille et vice-président de la Fédération agricole du Pas-de-Calais. À la veille de la Grande Guerre, il fonde d'ailleurs à Verchocq, sur ses deniers personnels, l'un des premiers syndicats agricoles confessionnels de l'arrondissement. Dans les années 1930, le Syndicat agricole de la Région d'Hesdin, républicain, souffre notamment de l'implantation d'associations affiliées à la Fédération agricole. Celle-ci fonde aussi ses propres coopératives agricoles, ses caisses mutuelles et ses organismes de crédit.

Au lendemain de la Grande Guerre, les moyennes et grandes exploitations prédominent. Les petites structures sont plus nombreuses, mais n'occupent qu'une faible part

de la surface agricole totale. L'étendue moyenne des exploitations est plus élevée dans l'arrondissement de Montreuil que dans l'ensemble du Pas-de-Calais. Le territoire est également marqué par un véritable triomphe des propriétés familiales. Dans l'entre-deux-guerres, la modernisation de l'équipement agricole se poursuit. Les machines, comme les faucheuses, les batteuses et les moissonneuses-lieuses se généralisent sur le territoire. De nouveaux instruments, motorisés, font leur apparition. Cependant, ils semblent être loin de se substituer aux attelages traditionnels. L'utilisation du tracteur, peu rentable, est encore marginale. Vers la fin des années 1920, l'arrondissement de Montreuil renferme autant d'équidés qu'à la Belle Époque. Mais, bien que les progrès soient réels, le retard persiste par rapport au département, surtout dans le Haut-Pays. Seules les exploitations les plus vastes bénéficient des nouvelles innovations et du processus de motorisation de l'agriculture.

Au lendemain de la guerre, la main-d'œuvre agricole disponible s'est considérablement réduite, en raison des nombreuses pertes humaines lors des combats, mais aussi de l'exode rural qui reprend. Toutefois, l'arrondissement de Montreuil semble moins touché par le manque de bras que les autres arrondissements du département. En effet, les cultivateurs ont peu recours aux travailleurs étrangers. De plus, la rémunération des salariés agricoles est plus faible dans le Montreuillois que dans le reste du département, ce qui tend à montrer que le déséquilibre entre l'offre et la demande est moins important qu'il n'y paraît. La multiplication des exploitations familiales et l'accroissement naturel élevé semblent en partie combler les besoins en main-d'œuvre.

De 1918 à 1940, l'arrondissement de Montreuil est également marqué par un véritable progrès des méthodes de production. La jachère tend à disparaître et l'utilisation des engrais est croissante. Toutefois, le retard persiste par rapport aux autres arrondissements. En effet, la plupart des exploitants sur le territoire, et plus particulièrement dans le Haut-Pays, emploient encore peu de fertilisants chimiques et la pratique d'un assolement triennal traditionnel persiste plus largement que dans le reste du département. La période se caractérise aussi par une disparition progressive du méteil et du seigle, au profit du froment et l'avoine, mais aussi par une augmentation des surfaces consacrées à la betterave industrielle. Les rendements à l'hectare des céréales et des plantes sarclées sont en hausse, même s'ils restent nettement inférieurs à ceux des autres arrondissements du Pas-de-Calais. Les exploitants de l'arrondissement se tournent de plus en plus vers l'élevage. Les surfaces en herbes progressent au détriment des labours et la culture de la betterave fourragère explose en surface, notamment dans le Haut-Pays. L'arrondissement concentre les cheptels d'ovins et de porcins les plus importants du département. Il est, dans l'entre-deux-guerres, l'une des plus grandes régions d'élevage du Pas-de-Calais, même si les animaux de race améliorée sont moins répandus que sur d'autres territoires, comme l'Artois et le Béthunois. Le Pas-de-Calais étant à cette époque l'un des premiers départements agricoles français sur le plan productif, le retard de l'arrondissement de Montreuil est relatif. De fortes disparités subsistent toutefois dans l'arrondissement. Dans les cantons d'Hesdin, d'Hucqueliers et de Fruges, l'élevage est privilégié, alors qu'autour de Campagne et sur le Littoral, les cultures industrielles sont prépondérantes, comme celles de la betterave à sucre et du tabac.

La Grande Guerre ne constitue pas un véritable tournant dans l'évolution des productions animales et végétales, mais elle a accéléré le déclin de certaines filières, comme celle des ovins. Elle a aussi ralenti le développement de certains types de cultures et secteurs d'élevage. L'agriculture montreuilloise ne retrouve son niveau de production d'avant guerre que vers la fin des années 1920. Malgré la crise économique, la décennie 1930 est marquée par un véritable développement des cultures et de l'élevage. Mais en 1939 éclate la Seconde Guerre mondiale.

Pendant quatre longues années, les habitants de l'arrondissement de Montreuil sont contraints de cohabiter avec l'ennemi. Les règles strictes imposées par l'occupant, le rationnement de plus en plus pesant, mais aussi la forte présence militaire allemande, la violence de l'invasion, les menaces d'annexion, l'imposition de lourdes réquisitions et la peur ressentie par la population rendent la vie difficile aux habitants. Le sentiment germanophobe ne peut que prédominer. Dans ce contexte, de nombreux résidents n'hésitent pas à s'engager dans la résistance. Rares sont les civils qui collaborent délibérément avec l'ennemi. Ces années sont aussi marquées par une baisse de la production agricole. Celle-ci est loin d'atteindre son niveau d'avant la guerre. Le nombre de porcs élevés est notamment divisé par deux entre 1940 et 1944. Entre 1936 et 1942, 18% des surfaces ensemencées en froment et 40% de celles consacrées à la pomme de terre disparaissent. Or, l'agriculture doit non seulement nourrir la population, mais aussi les réfugiés originaires de Belgique et du département du Nord, et les nombreux soldats allemands présents sur le territoire. Elle se trouve affaiblie par les nombreuses réquisitions de récolte et de bétail, mais aussi par une diminution de la surface agricole utile et un manque croissant de main-d'œuvre. Au lendemain de la Libération, l'euphorie laisse place à la dure réalité de la situation. Le territoire est dévasté. Le rationnement et les privations perdurent. L'agriculture montreuilloise doit non seulement retrouver son niveau de production d'avant la guerre, mais aussi poursuivre son développement et combler les retards engendrés par le conflit sur le plan des cultures, de l'élevage, mais aussi des techniques et des structures de production.

La seconde moitié du XX^e siècle est marquée, dans l'arrondissement de Montreuil, par une modernisation accélérée de l'outillage agricole. Les tracteurs, les moissonneuses-batteuses, les charrues polysocs, les épandeurs, les pulvérisateurs et de nombreux autres instruments se généralisent. La multiplication du nombre d'engins motorisés entraîne la disparition brutale des attelages d'équidés, mais aussi la disparition du réseau ferré d'intérêt local en 1955 et la transformation des paysages avec le remembrement. Les machines sont de plus en plus puissantes, performantes et sophistiquées. Ce progrès de l'outillage s'accompagne d'une véritable mutation des structures de production. Les petites propriétés disparaissent à partir des années 1950 et le nombre d'exploitations ne cesse de chuter. Entre 1970 et 2000, les deux tiers des fermes disparaissent sur le territoire. Le fermage prédomine et la plupart des structures de production, de plus en plus vastes, se transforme en véritable entreprise. Le crédit agricole se développe. Les coopératives agricoles et diverses autres associations se multiplient. Mais cette période est surtout marquée par le triomphe du syndicalisme agricole chrétien. La Fédération agricole, puis la FSA rattachée à la FNSEA, deviennent la principale force syndicale sur le territoire et dans l'ensemble du département.

Toutefois, le retard de l'arrondissement, sur le plan des techniques de production, par rapport au reste du département subsiste, même s'il s'atténue dans les dernières décennies. Cependant, l'étendue moyenne des exploitations est plus conséquente et augmente plus rapidement dans l'arrondissement de Montreuil que dans les autres arrondissements du département. De plus, les exploitations autour d'Étaples et de Montreuil sont plus vastes et mieux équipées que celles dans l'Artois ou le Béthunois. À l'inverse, le Haut-Pays demeure l'une des régions les plus déshéritées, malgré les actions menées en faveur du développement agricole et rural par le conseiller général et agriculteur Gabriel de la Gorce dans les années 1960 et 1970.

La modernisation des techniques et des structures de production s'accompagne dans la seconde moitié du XX^e siècle d'un véritable essor des productions animales et végétales. Le territoire devient l'une des grandes régions d'élevage du département, et plus particulièrement dans les années 1970. La culture de l'orge se développe et les surfaces consacrées au maïs fourrage augmentent fortement. À l'inverse, la culture de l'avoine disparaît et celle des

betteraves fourragères ne cesse de diminuer. Les plantes industrielles sont également de moins en moins privilégiées, surtout dans les deux dernières décennies. Le froment demeure la première céréale ensemencée. L'arrondissement de Montreuil est l'un des arrondissements du Pas-de-Calais disposant de la plus forte densité bovine. Il est notamment le principal producteur de bêtes à viande. Il est aussi dans les années 1970 le deuxième espace betteravier du Pas-de-Calais, derrière l'arrondissement d'Arras. Toutefois, l'arrondissement accuse un retard par rapport au reste du département dans la production de volailles et de porcs, mais aussi dans la culture de la pomme de terre et du froment. Les rendements céréaliers et betteraviers progressent considérablement au cours de la période, mais demeurent toujours inférieurs à ceux de l'Artois ou des Flandres, en raison notamment de la différence de qualité des sols. À l'intérieur de l'arrondissement, une plus nette opposition apparaît entre les cantons. Ceux du nord-est, et plus particulièrement le canton d'Hucqueliers, devient véritablement le cœur de l'élevage bovin et porcin de l'arrondissement et même du département, alors que le reste du territoire est un peu plus orienté vers la culture du froment et de la betterave industrielle. Le littoral et le Sud de la Canche se rapprochent quelque peu du modèle artésien, privilégiant la culture à l'élevage.

Les mutations de l'agriculture s'accompagnent également d'une transformation de la société rurale. Tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle, le nombre d'habitants continue d'augmenter dans l'arrondissement de Montreuil. Mais, à partir des années 1970, la population devient majoritairement urbaine. Les habitants se concentrent principalement sur le littoral et dans la vallée de la Canche, alors que dans les communes rurales les plus enclavées, principalement situées dans les cantons du Haut-Pays, ils sont de moins en moins nombreux. Deux types de communes rurales apparaissent : les villages périurbains du littoral et de la vallée de la Canche qui connaissent une forte croissance démographique, et les localités du quart nord-est touchées par un exode croissant. Toutefois, l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer demeure l'arrondissement le plus rural du Pas-de-Calais. La société montreuilloise est de plus en plus vieillissante, en raison de l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance et de la réduction de l'excédent naturel dans les deux dernières décennies. Au cours de la période, les actifs du secteur primaire sont de moins en moins nombreux. L'agriculture ne fait plus vivre qu'une minorité de ménages dans les années 1980-1990. La société paysanne disparaît. Elle se tertiarise. Néanmoins, les mentalités demeurent particulièrement attachées aux traditions.

De 1945 à 2000, l'arrondissement de Montreuil est incontestablement l'un des arrondissements les plus conservateurs du Pas-de-Calais. En un demi-siècle, seul un candidat socialiste l'emporte aux législatives : Claude Wilquin dans les années 1980. Lors des présidentielles, les électeurs votent toujours en faveur du candidat de droite, même en 1981, à l'exception du scrutin de 1988. François Mitterrand l'emporte sur le territoire, mais avec une des majorités les plus faibles du département. Hucqueliers demeure le canton de l'arrondissement disposant de l'électorat le plus conservateur.

Mais au cours du XXI^e siècle, l'arrondissement de Montreuil demeurera-t-il l'un des espaces du département les plus ruraux et les plus attachés aux traditions ? Quels impacts aura la nouvelle PAC, avec notamment la suppression programmée des quotas laitiers et sucriers, sur l'agriculture montreuilloise. Les exploitations familiales seront-elles vouées à disparaître comme dans la plupart des pays de l'Union Européenne pour des raisons de compétitivité ?

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 : Les communes de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1990

Annexe 2 : La part des surfaces en jachères par rapport aux terres labourables en 1854 dans les arrondissements du Pas-de-Calais (en %)

Annexe 3 : La production moyenne par hectare de grains de froment dans les communes de l'arrondissement de Montreuil en 1885

Annexe 4 : La part des surfaces de betteraves par rapport aux terres labourables dans les arrondissements du Pas-de-Calais en 1912 (en%)

Annexe 5 : La part des surfaces de betteraves par rapport aux terres labourables dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1912 (en%)

Annexe 6 : L'excédent naturel dans les 12 communes de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer les plus touchées par le phénomène de dépeuplement entre 1853 et 1902

Annexe 7 : Les lauréats du concours agricole de l'arrondissement de Montreuil dans les catégories animales en 1898

Annexe 8 : Les lauréats du concours agricole de l'arrondissement de Montreuil dans les catégories animales en 1899

Annexe 9 : Les éleveurs de l'arrondissement récompensés en 1939 au Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race ovine boulonnaise du Pas-de-Calais et de la Somme

Annexe 10 : Les bergers de l'arrondissement récompensés au Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race ovine boulonnaise du Pas-de-Calais et de la Somme en 1939

Annexe 11 : Les éleveurs de l'arrondissement de Montreuil récompensés au concours agricole de juments poulinières organisé dans le Pas-de-Calais en septembre 1935

Annexe 12 : La répartition par canton des cultivateurs affiliés à la Fédération agricole du Pas-de-Calais dans l'arrondissement de Montreuil en 1932

Annexe 13 : La répartition des dépenses du Syndicat d'élevage et de contrôle laitier de Berck en 1934 (en francs)

Annexe 14 : La répartition des caisses d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1936

Annexe 15 : La répartition des caisses d'assurances mutuelles incendie dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1930

Annexe 16 : La répartition des caisses d'assurances mutuelles accidents dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1930

Annexe 17 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 1942

Annexe 18 : La part de l'étendue des différentes catégories de propriétés par rapport à la surface agricole totale dans l'arrondissement de Montreuil en 1942 (en%)

Annexe 19 : Une publicité des établissements Wintenberger de Frévent parue en 1936

Annexe 20 : Le nombre de batteuses et de moissonneuses-lieuses dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1929-1930.

Annexe 21 : L'évolution du nombre de chevaux dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil de 1912 à 1939

Annexe 22 : L'évolution de la population totale, rurale et urbaine dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1911 et 1936

Annexe 23 : L'évolution des surfaces mises en jachères dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1858 à 1939

Annexe 24 : La répartition par arrondissement de la production de froment en 1936 dans le département du Pas-de-Calais (parts en pourcentage et données brutes en quintaux)

Annexe 25 : La répartition par arrondissement des surfaces de betteraves à sucre et de distillerie du Pas-de-Calais en 1929

Annexe 26 : La répartition des communes selon la prédominance du type de betterave cultivée dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1936

Annexe 27 : La répartition par canton des surfaces cultivées en tabac en 1936 dans l'arrondissement de Montreuil (parts en pourcentage et données brutes en hectares)

Annexe 28 : La carte des flux de lait dans le Pas-de-Calais établie en 1937 par la Direction des Services agricoles

Annexe 29 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 1979

Annexe 30 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 1988

Annexe 31 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 2000

Annexe 32 : La part des types de faire-valoir dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1979

Annexe 33 : La part des différentes catégories d'exploitations classées selon leur statut dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 2000

Annexe 34 : Les membres du conseil d'administration de la Fédération agricole du Pas-de-Calais originaires de l'arrondissement de Montreuil en 1951

Annexe 35 : L'évolution de la SAU dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1954 et 2000 (en%)

Annexe 36 : La répartition en surface des céréales dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1970 (en ha)

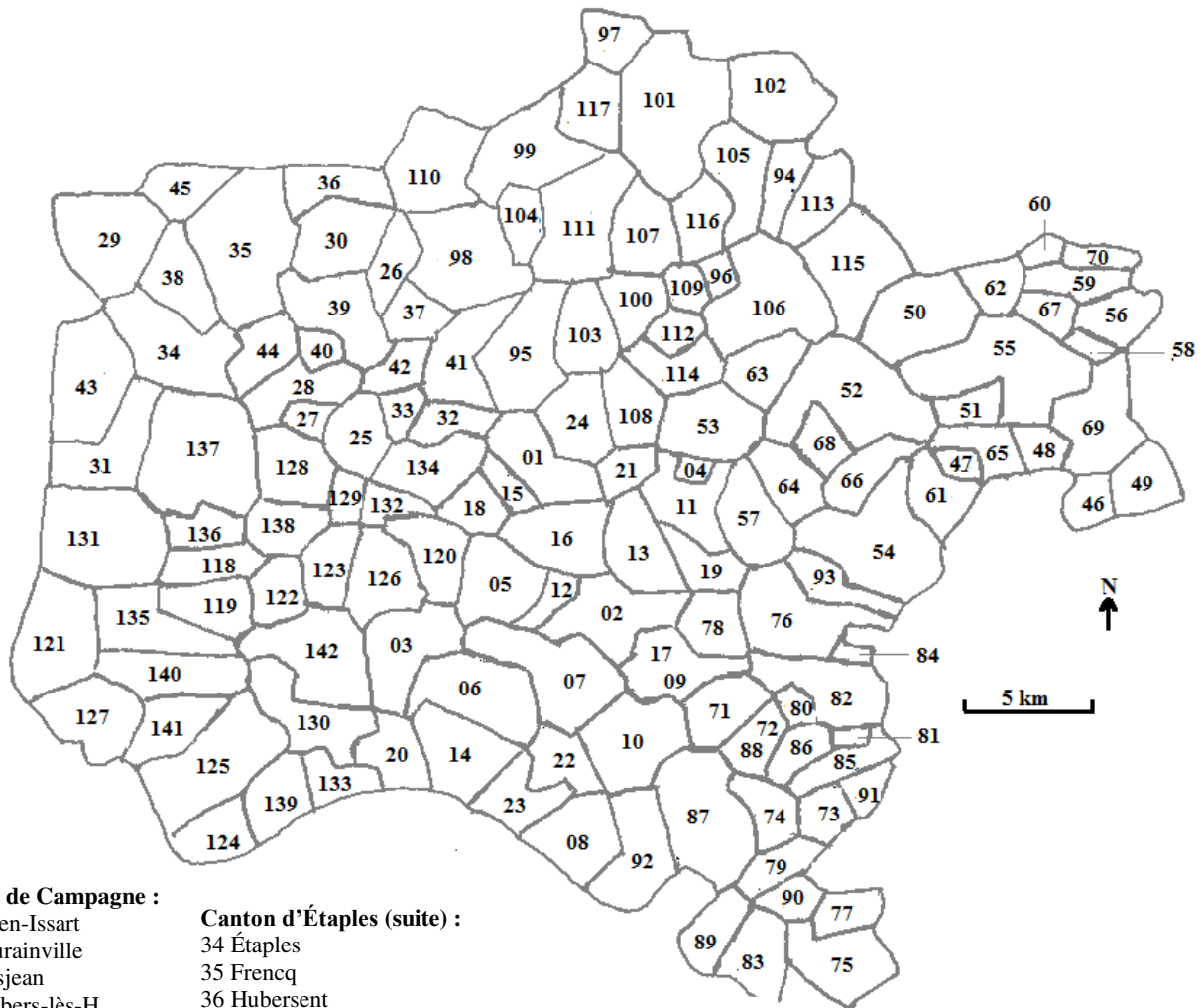
Annexe 37 : La répartition en surface des céréales dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 2000 (en ha)

Annexe 38 : La part de la culture du maïs fourrage par rapport aux labours dans l'arrondissement de Montreuil, le Pas-de-Calais, le Pays de Montreuil et les cantons de Fruges et d'Hucqueliers de 1979 à 2000 (en%)

Annexe 39 : L'évolution des surfacesensemencées en betterave industrielle dans les cantons de l'arrondissements de Montreuil de 1936 à 2000

Annexe 40 : La répartition par secteur d'activité de la population active occupée des communes rurales de l'arrondissement de Montreuil en 1954 (en%)

Annexe 1 : Les communes de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1990

**Canton de Campagne :**

- 01 Aix-en-Issart
- 02 Beaurainville
- 03 Boisjean
- 04 Boubers-lès-H.
- 05 Brimeux
- 06 Buire-le-sec
- 07 Campagne-lès-H.
- 08 Douriez
- 09 Ecquemecourt
- 10 Gouy-St-André
- 11 Hesmond
- 12 Lespinoy
- 13 Loison-sur-C.
- 14 Maintenay
- 15 Marant
- 16 Marenla
- 17 Maresquel
- 18 Marles-sur-Canche
- 19 Offin
- 20 Roussent
- 21 Saint-Denoëux
- 22 St-Rémy-au-Bois
- 23 Saulchoy
- 24 Sempy

Canton d'Étaples :

- 25 Attin
- 26 Bernieulles
- 27 Beutin
- 28 Brexent-Enocq
- 29 Camiers
- 30 Cormont
- 31 Cucq
- 32 Éstrée
- 33 Éstréelles

Canton d'Étaples (suite) :

- 34 Étaples
- 35 Frencq
- 36 Hubersent
- 37 Inxent
- 38 Lefaux
- 39 Longvillers
- 40 Maresville
- 41 Montcavrel
- 42 Recques sur Course
- 43 Le Touquet
- 44 Tubersent
- 45 Widehem

Canton de Fruges :

- 46 Ambricourt
- 47 Avondances
- 48 Canlers
- 49 Coupelle-Neuve
- 50 Coupelle-Vieille
- 51 Crépy
- 52 Créquy
- 53 Embry
- 54 Fressin
- 55 Fruges
- 56 Hézecques
- 57 Lebiez
- 58 Lugy
- 59 Matringhem
- 60 Mencas
- 61 Planques
- 62 Radinghem
- 63 Rimboval
- 64 Royon
- 65 Ruisseauville

Canton de Fruges (suite) :

- 66 Sains-lès-Fressin
- 67 Senlis
- 68 Torcy
- 69 Verchin
- 70 Vinly

Canton d'Hesdin :

- 71 Aubin-St-Vaast
- 72 Bouin
- 73 Bréwillers
- 74 Capelle
- 75 Caumont
- 76 Cavron-St-Martin
- 77 Chériennes
- 78 Contes
- 79 Guigny
- 80 Guisy
- 81 Hesdin
- 82 Huby-St-Leu
- 83 Labroye
- 84 La Loge
- 85 Marconne
- 86 Marconnelle
- 87 Mouriez
- 88 Plumoisson
- 89 Raye-sur-Authie
- 90 Regnauville
- 91 Ste Austreberthe
- 92 Tortefontaine
- 93 Wambercourt

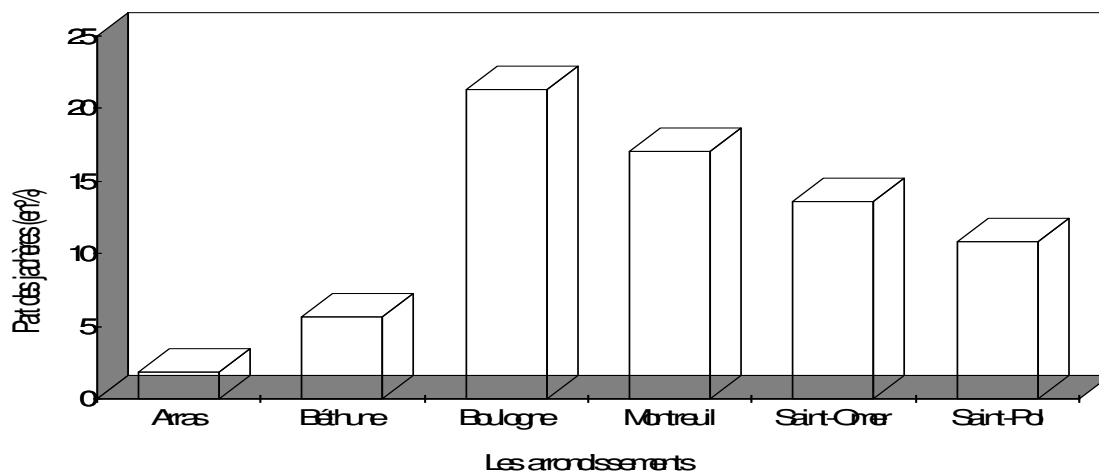
Canton d'Hucqueliers :

- 94 Aix-en-Ergny
- 95 Alette
- 96 Avesnes-au-Mont
- 97 Bécourt
- 98 Beussent
- 99 Bezinghem
- 100 Bimont
- 101 Bourthes
- 102 Campagne-l-B.
- 103 Clenleu
- 104 Enquin/Baillons
- 105 Ergny
- 106 Herly
- 107 Hucqueliers
- 108 Humbert
- 109 Maninghem-au-Mt
- 110 Parenty
- 111 Preures
- 112 Quilen
- 113 Rumilly
- 114 Saint-Michel
- 115 Verchocq
- 116 Wicquinghem
- 117 Zoteux

Canton de Montreuil :

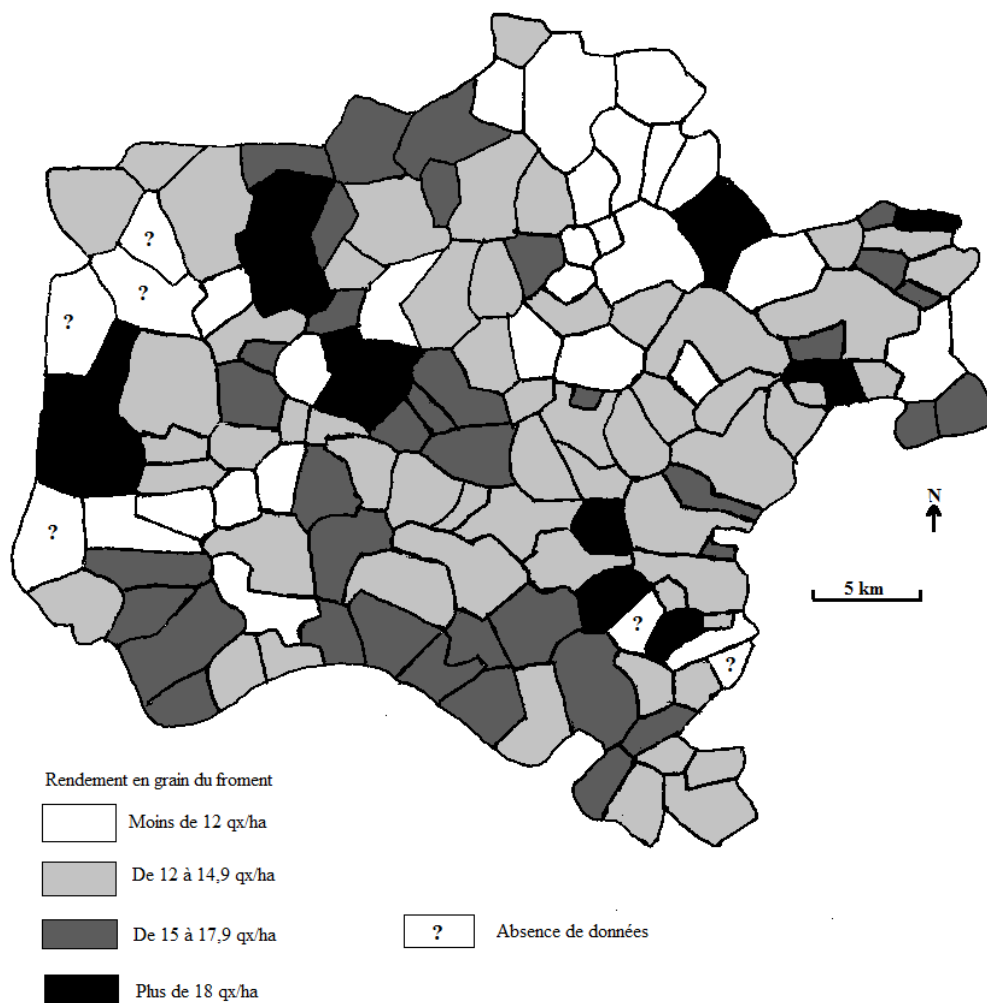
- 118 Airon-Notre-Dame
- 119 Airon-St-Vaast
- 120 Beaumerie-St-Martin
- 121 Berck
- 122 Campigneulles-les-Grandes
- 123 Campigneulles-les-petites
- 124 Collines-Beaumont
- 125 Conchil-le-Temple
- 126 Écuires
- 127 Groffliers
- 128 La Calotterie
- 129 La Madeleine
- 130 Lépine
- 131 Merlimont
- 132 Montreuil
- 133 Nempont-St-Firmin
- 134 Neuville
- 135 Rang-du-Fliers
- 136 St-Aubin
- 137 Saint-Josse
- 138 Sorrus
- 139 Tigny-Noyelle
- 140 Verton
- 141 Waben
- 142 Wailly-Beaucamps

Annexe 2 : La part des surfaces en jachères par rapport aux terres labourables en 1854 dans les arrondissements du Pas-de-Calais (en %)



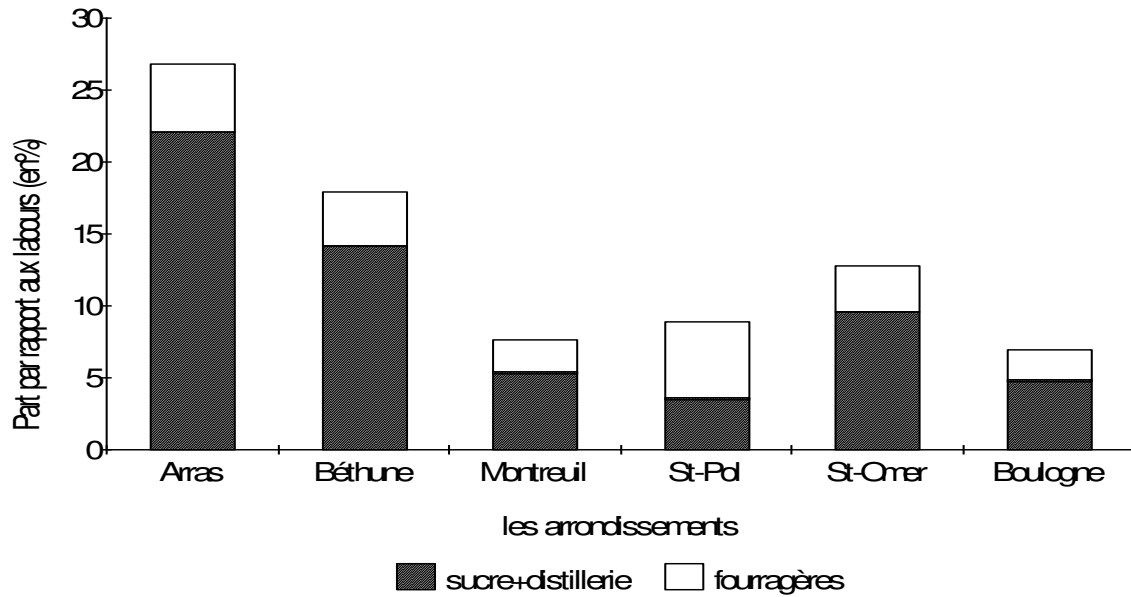
Source : d'après *Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, Agriculture*, Arras, 1900, 471 p., p 158.

Annexe 3 : La production moyenne par hectare de grains de froment dans les communes de l'arrondissement de Montreuil en 1885



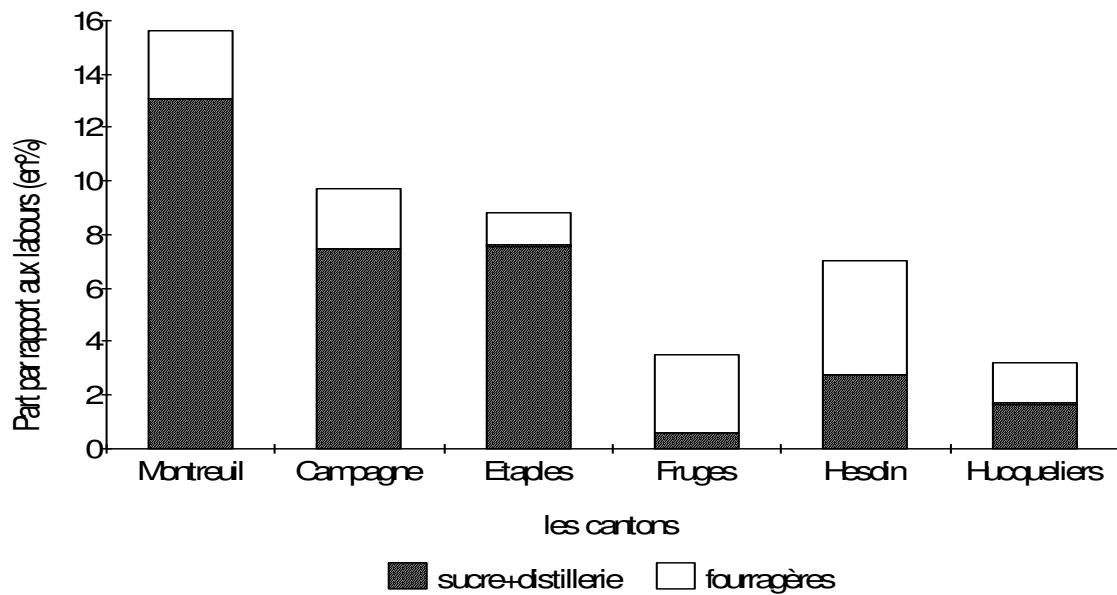
Source : d'après la statistique agricole de 1885.

Annexe 4 : La part des surfaces de betteraves par rapport aux terres labourables dans les arrondissements du Pas-de-Calais en 1912 (en %)



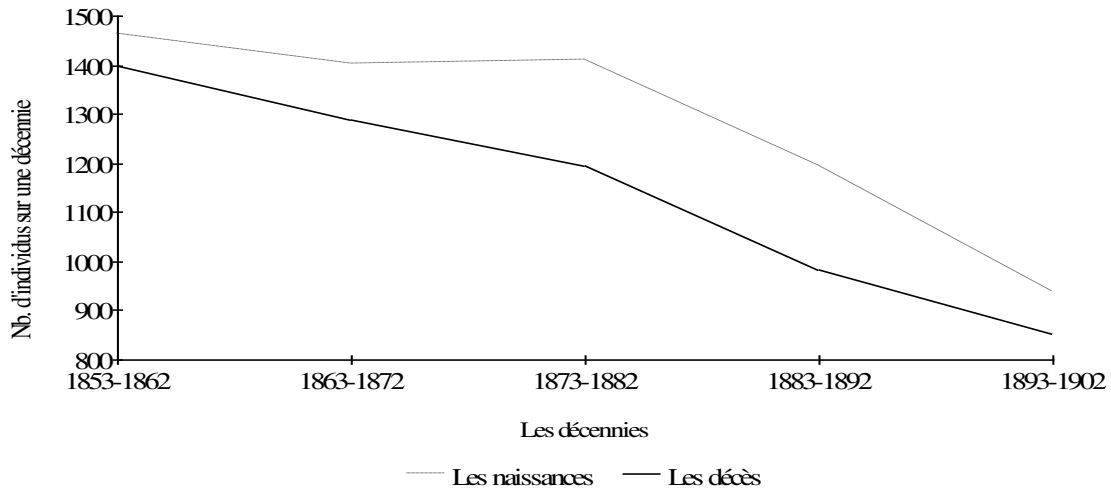
Source : d'après la statistique agricole de 1912.

Annexe 5 : La part des surfaces de betteraves par rapport aux terres labourables dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1912 (en %)



Source : d'après la statistique agricole de 1912

Annexe 6 : L'excédent naturel dans les 12 communes de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer les plus touchées par le phénomène de dépeuplement entre 1853 et 1902



Sources : Tables décennales des communes d'Aix-en-Issart, Buire-le-Sec, Caumont, Duriez, Hesmond, Lespinois, La Loge, Loison, Marant, Marles-sur-Canche, Rimboval et Sempy.

Annexe 7 : Les lauréats du concours agricole de l'arrondissement de Montreuil dans les catégories animales en 1898

Noms	Communes	Espèces animales	Nombre de prix
M. Gatoux	Waben	Porcine, Bovine, Chevaline	5+5+1
M. Allart	Tortefontaine	Bovine, Chevaline	5+1
M. Bloquel	Wailly	Bovine	4
M. Delacroix	Saint-Josse	Chevaline	4
M. Leblond	Conchil	Chevaline	4
M. Bonvoisin	Tortefontaine	Ovine	4
M. Froissart	Campagne-lès-Hesdin	Porcine, Bovine	1+3
M. Bouclet	Gouy	Ovine, Chevaline	3+1
M. Têtu	Conchil	Ovine, Chevaline	1+2
M. Parenty	Mouriez	Bovine, Chevaline	2+1
M. Foconnier	Tortefontaine	Porcine, Chevaline	1+1
M. Delbée	Créquy	Ovine	2
M. Sueur	Saulchoy	Porcine, Bovine	1+1
M. Cardon	Marenla	Porcine	1
M. Dulot	Buire-le-Sec	Bovine	1
M. Sailly	Ecuire	Ovine	1
M. Haignéré	Quilen	Bovine	1
M. Duquénoy	Beaumerie	Chevaline	1
M. Leclercq-Gosselin	Beaumerie	Chevaline	1
M. Lecerf-Sénéchal	Clenleu	Chevaline	1
M. Minet	Alette	Chevaline	1
M. Tirmarche (fils)	Sempy	Chevaline	1

Source : *Journal de Montreuil*, 29.06.1898

**Annexe 8 : Les lauréats du concours agricole de l'arrondissement de Montreuil
dans les catégories animales en 1899**

Noms	Communes	Espèces animales	Nombre de prix
M. Gatoux	Waben	Porcine, Bovine	4+11
M. Allart	Saint-Josse	Ovine, Bovine	2+4
M. Bouclet	Gouy	Ovine	4
M. Têtu	Conchil	Chevaline	4
M. Leblond	Conchil	Bovine, Chevaline	1+3
M. Parenty	Mouriez	Ovine, Chevaline	1+2
M. Delacroix	Saint-Josse	Chevaline	2
M. Davril	Sorris	Bovine	2
M. De Prémont	La Caloterie	Porcine	2
M. Leclerq	Beaumerie	Chevaline	2
M. Delattre	Hubersent	Ovine	2
M. Spy	Beaumerie	Chevaline	2
M. Bonvoisin	Saint-Josse	Ovine	2
M. Beaurin	Lebiez	Porcine	2
M. Testu	Tortefontaine	Chevaline	2
M. Thêlu	Tortefontaine	Chevaline	2
M. Foconnier	Tortefontaine	Chevaline	1
M. Dusannier	Cucq	Chevaline	1
M. Têtu	Tortefontaine	Chevaline	1
M. Dulot	Buire-le-Sec	Bovine	1
M. Saily	Ecuire	Ovine	1
M. Panet	Herly	Ovine	1
M. Magnier	Conchil	Ovine	1
M. Ducrocq	Wicquinghem	Porcine	1
M. Testu	Saint-Josse	Bovine	1
M. Crista	Wailly	Bovine	1
M. Broussin	Cormont	Bovine	1
M. Allart	Tortefontaine	Chevaline	1
M. Duquesnoy	Tortefontaine	Chevaline	1
M. Fauchâtre	Aix-en-Ergny	Chevaline	1
M. Tirmarche (fils)	Sempy	Chevaline	1
M. Godin	Saint-Josse	Chevaline	1
M. Cazier	Beaumerie	Chevaline	1

Source : *Journal de Montreuil*, 15.07.1899

Annexe 9 : Les éleveurs de l'arrondissement récompensés en 1939 au Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race ovine boulonnaise du Pas-de-Calais et de la Somme

Nom et adresse de l'éleveur	Note obtenue (sur 200 points)	Place dans le classement	Prime perçue
Abel Wallet à Lépine	180	2 ^{ème}	150 francs
Emile Lecherf à Lambus-Mouriez	178	4 ^{ème}	150 francs
Paul Roussel à Boisjean	172	5 ^{ème}	150 francs
Mme Maillard-Dinielle à Widehem	170	7 ^{ème}	150 francs
François Fourdinier à Lefaux	169	8 ^{ème}	100 francs
Georges Louche Wallet à Colline-Beaumont	159	14 ^{ème}	100 francs
Jean Lecerf à Frencq	156	16 ^{ème}	100 francs

Source : d'après la liste des concurrents dressée en 1939 par la DSA du Pas-de-Calais.

Annexe 10 : Les bergers de l'arrondissement récompensés au Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race ovine boulonnaise du Pas-de-Calais et de la Somme en 1939

Nom du berger	Nom et adresse de l'exploitant employeur	Prime perçue
Ovide Regnaut	Emile Lecherf à Lambus-Mouriez	30 francs
Charles Dewidehem	Paul Roussel à Boisjean	30 francs
Vital Deparis	Georges Louche Wallet à Colline-Beaumont	30 francs
René Lamarre	Mme Maillard-Dinielle à Widehem	25 francs
Laurent Grumelard	Abel Wallet à Lépine	25 francs
Eugène Thiébaux	François Fourdinier à Lefaux	20 francs
André Mionnet	Jean Lecerf à Frencq	20 francs

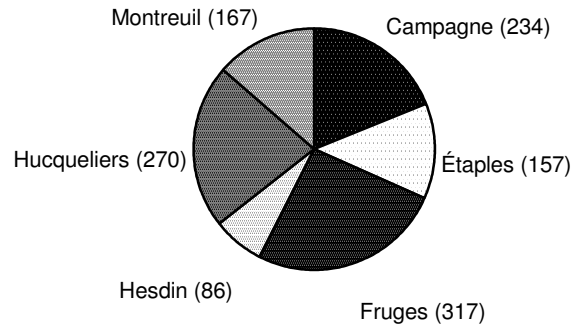
Source : d'après la liste des concurrents dressée en 1939 par la DSA du Pas-de-Calais.

Annexe 11 : Les éleveurs de l'arrondissement de Montreuil récompensés au concours agricole de juments poulinières organisé dans le Pas-de-Calais en septembre 1935

Nom et adresse des propriétaires	Nom de l'animal	Montant de la prime (en francs)
Raoul Becquet à Douriez	Idéale	50
Raoul Becquet à Douriez	Elégante	250
Edmond Poupert à Brimeux	Griotte	500 + 100
Edmond Poupert à Brimeux	Idéale	300
Isidore Lorge à Campagne-lès-Hesdin	Gaby	150
M. Bourgois à Neuville	Jolie	400
Paul Roussel à Boisjean	Héroïne	200
M. Fauquembergue à Verton	Fauvette	150
M. Lefebvre à Labroye	Idéal	300
Albert Corne de Mouriez	Ecossaise	400
Albert Corne de Mouriez	Ingénue	500
Albert Corne de Mouriez	Ida	650
Albert Corne de Mouriez	Duchesse	300
Albert Corne de Mouriez	Admira	390
Jules Dumont à Embry	Fanette	200
Jules Dumont à Embry	Gaby	50
M. Dumoulin à Montcavrel	Hermine	200
Maurice Triplet à Rang-du-Fliers	Hirondelle	200

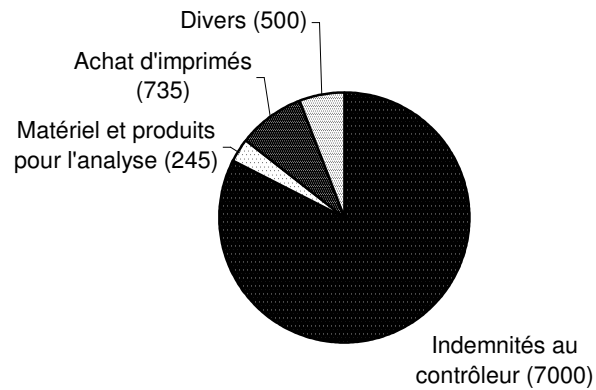
Source : L'arrêté préfectoral du 26 décembre 1935 portant sur l'état de répartition des primes aux lauréats du concours agricole de juments poulinières.

Annexe 12 : La répartition par canton des cultivateurs affiliés à la Fédération agricole du Pas-de-Calais dans l'arrondissement de Montreuil en 1932



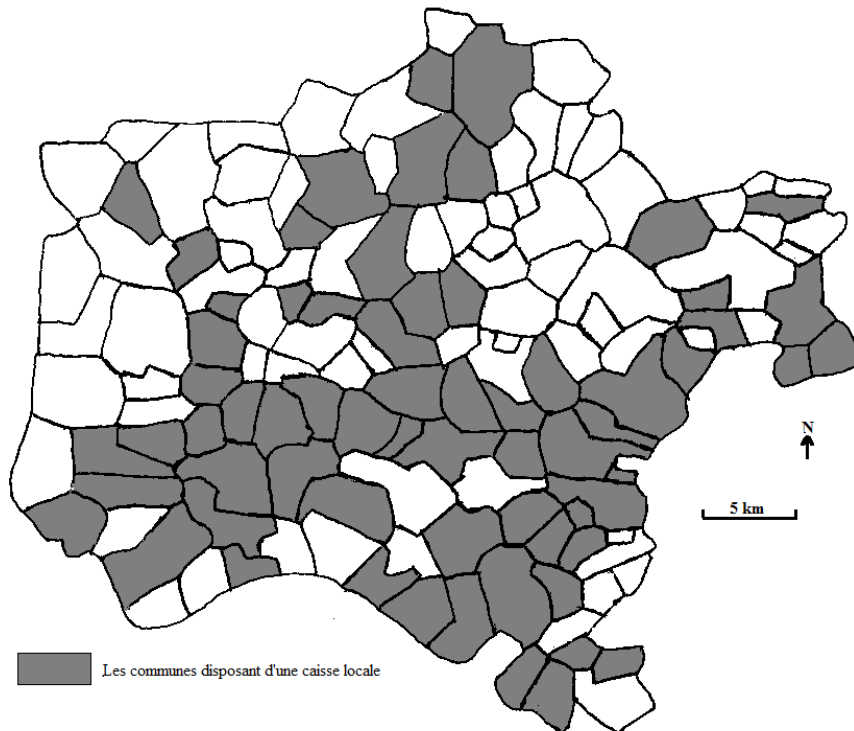
Source : Arch. dép., 7M18, Élections aux chambres d'agriculture en 1932.

Annexe 13 : La répartition des dépenses du Syndicat d'élevage et de contrôle laitier de Berck en 1934 (en francs)



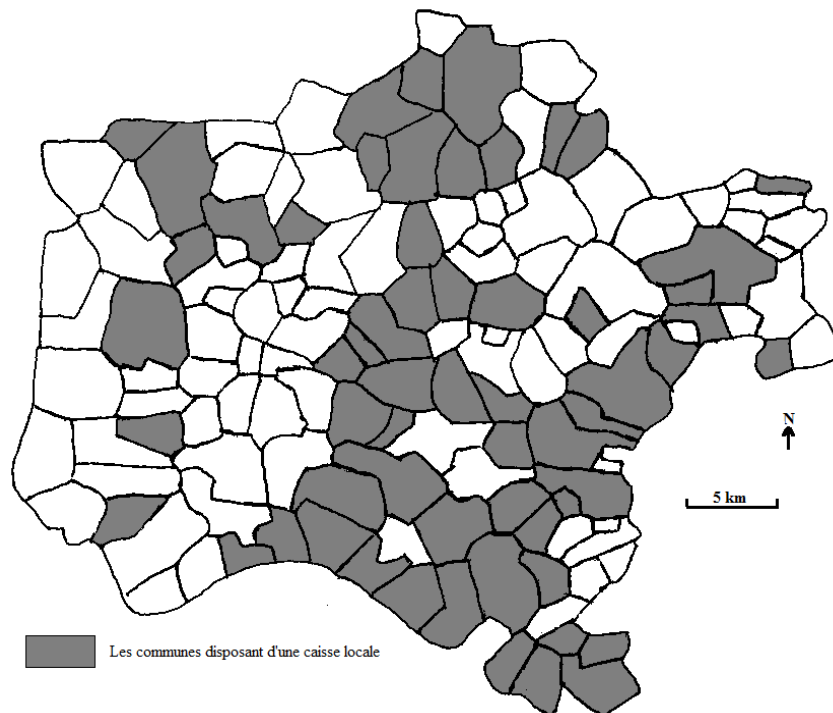
Source : Arch. dép., 37W214, Syndicat d'élevage et de contrôle laitier du Pas-de-Calais, 1936. Syndicat laitier de Berck

Annexe 14 : La répartition des caisses d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1936



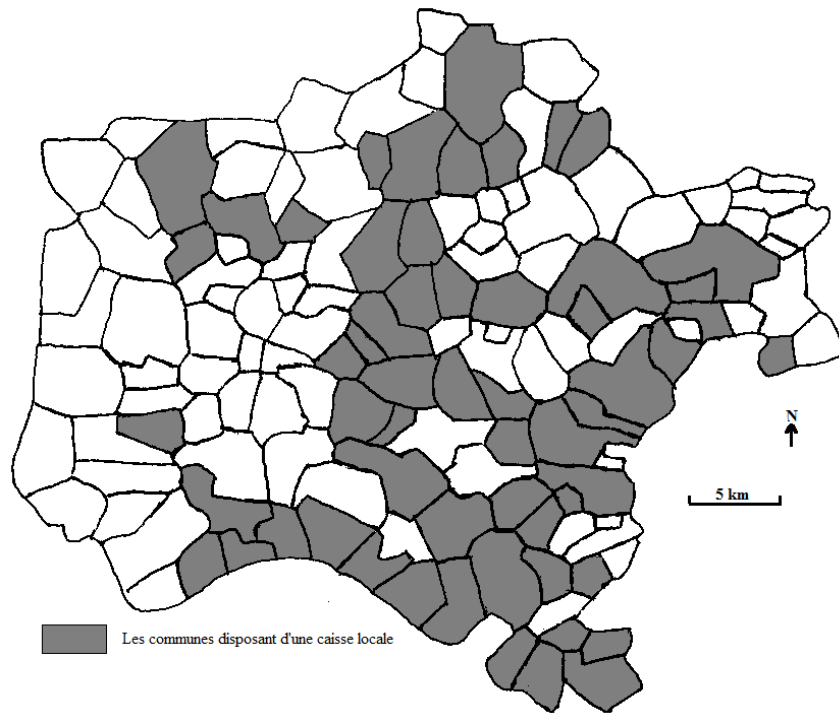
Source : d'après l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1937

Annexe 15 : La répartition des caisses d'assurances mutuelles incendie dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1930



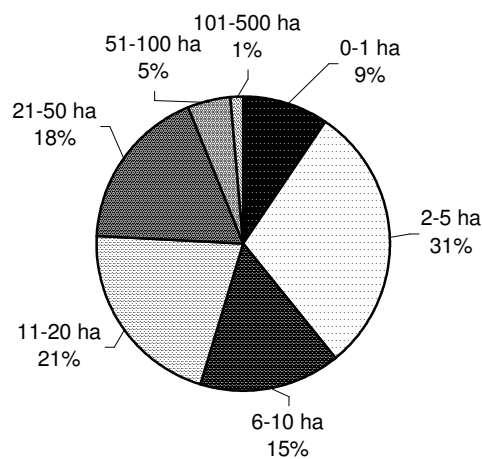
Source : d'après l'*Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1931

Annexe 16 : La répartition des caisses d'assurances mutuelles accidents dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1930



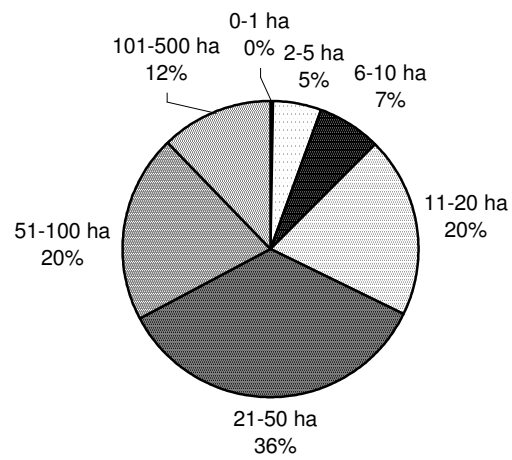
Source : d'après l'Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais, 1931

Annexe 17 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 1942



Source : d'après les données de l'enquête agricole de 1942.


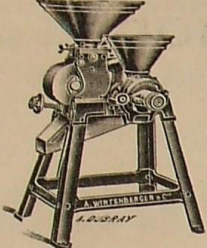

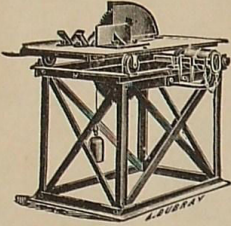
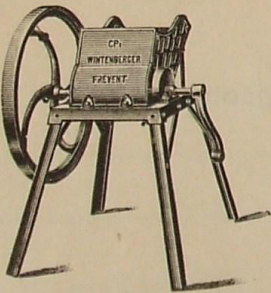
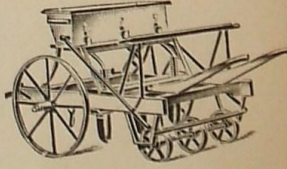
Annexe 18 : La part de l'étendue des différentes catégories de propriétés par rapport à la surface agricole totale dans l'arrondissement de Montreuil en 1942 (en%)



Source : d'après les données de l'enquête agricole de 1942

**Annexe 19 : Une publicité des établissements Wintenberger
de Frévent parue en 1936**

NOS PRINCIPALES SPÉCIALITÉS

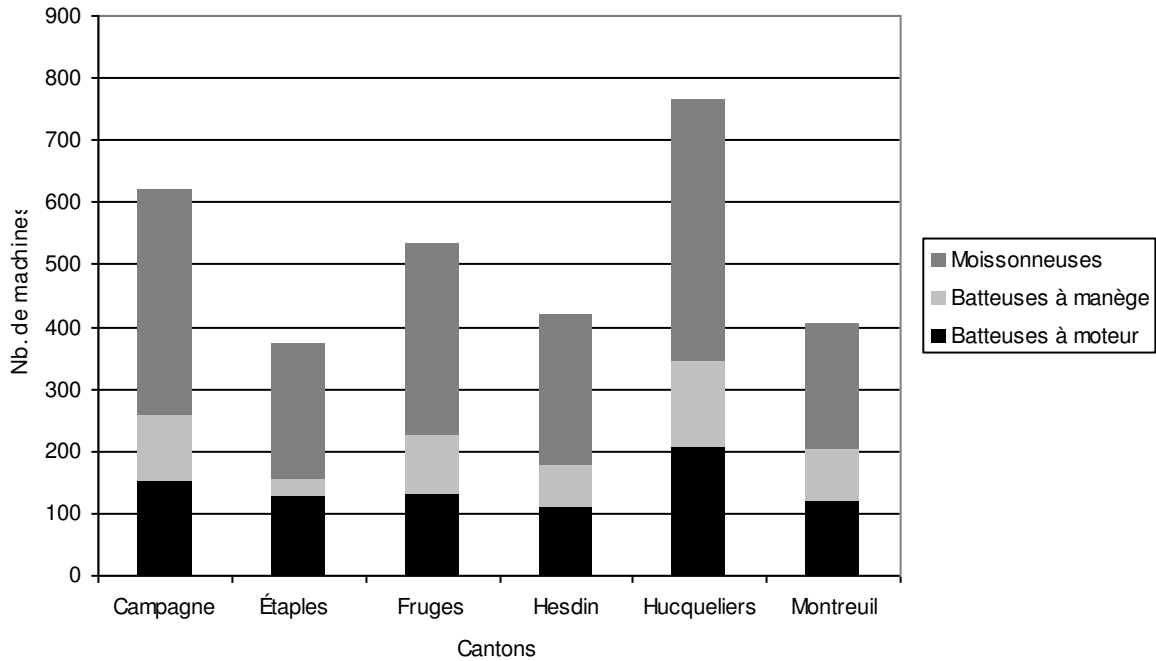
<p>Construction soignée</p>		<p>Fonctionnement parfait</p>
	<p>Batteuses ▲▲ Moto - Batteuses ▼▼ Semoirs</p>	
<p>Coupe-Racines ▼▼ Aplatisseurs ▼▼ Concasseurs</p>		<p>Banc de Scie ▼▼ Moulins combinés</p>
	<p>Pressoirs ▼▼ Broyeurs ▼▼ Moulins</p>	

André WINTENBERGER & C^{ie}
à FRÉVENT (P.-de-C.)

R. C. St-Pol 2377

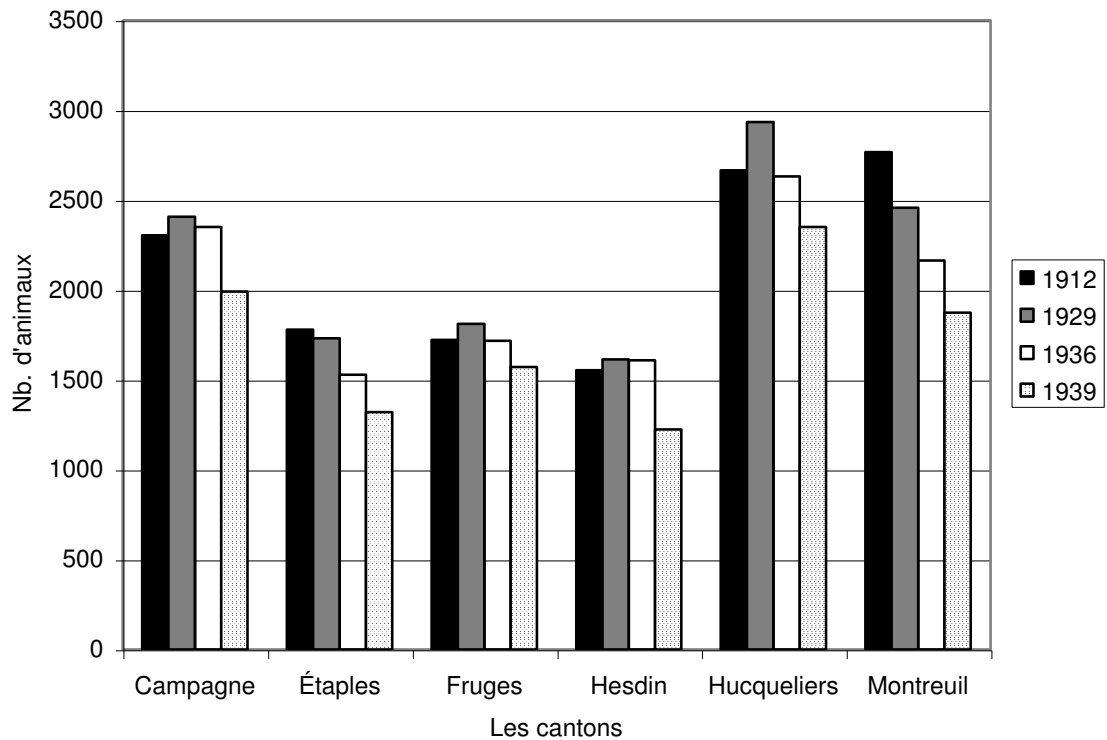
Source : Société d'agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, *Compte-rendu du voyage en Angleterre*, 1936, 62 p., p 58.

Annexe 20 : Le nombre de batteuses et de moissonneuses-lieuses dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1929-1930.



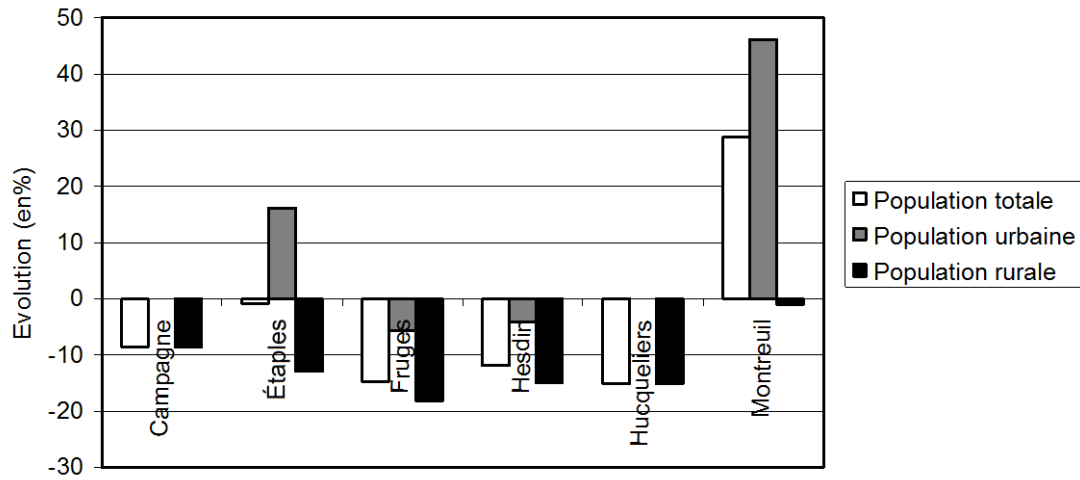
Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1929 et 1930.

Annexe 21 : L'évolution du nombre de chevaux dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil de 1912 à 1939



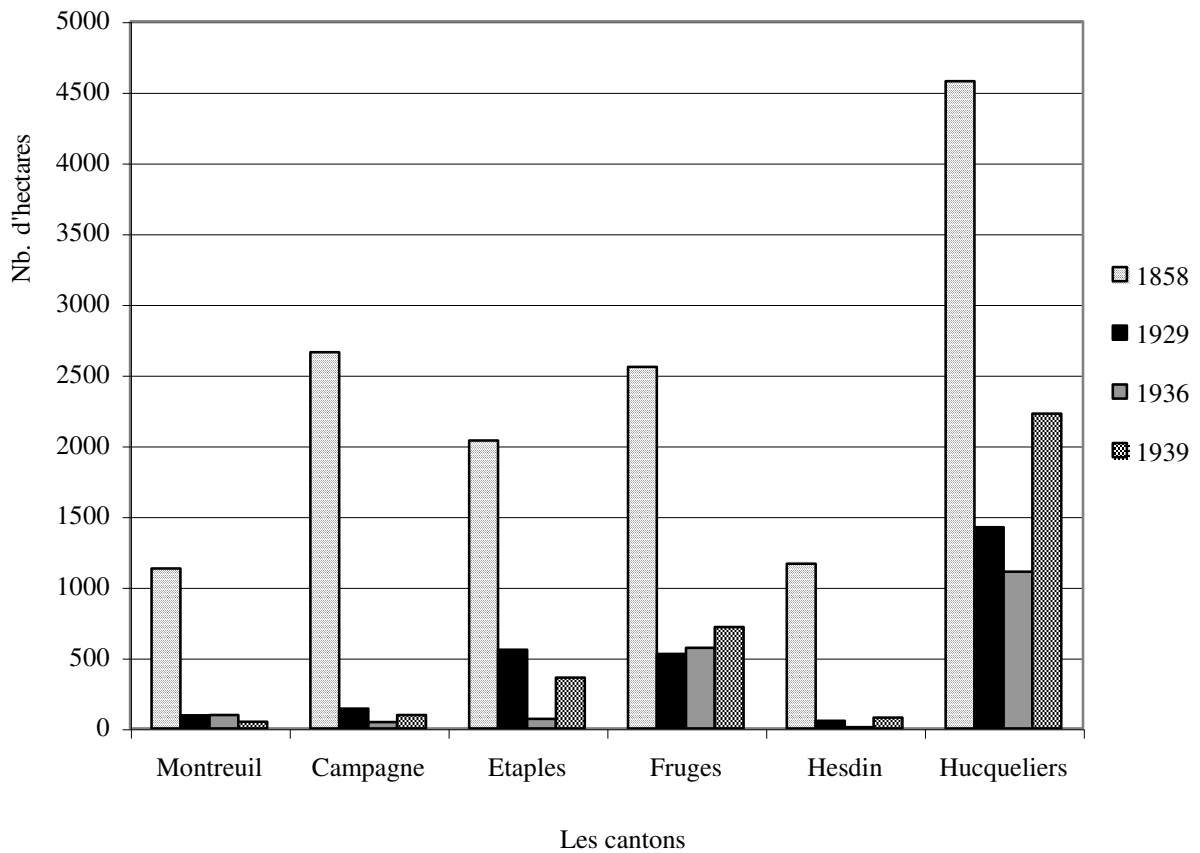
Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1912, 1929, 1936 et 1939.

Annexe 22 : L'évolution de la population totale, rurale et urbaine dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1911 et 1936



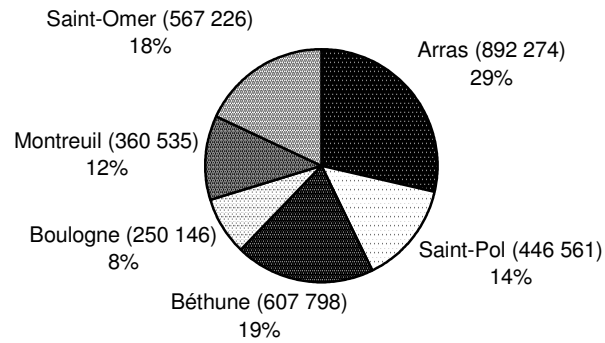
Source : *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, Arras, 1912-1937.

Annexe 23 : L'évolution des surfaces mises en jachères dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1858 à 1939



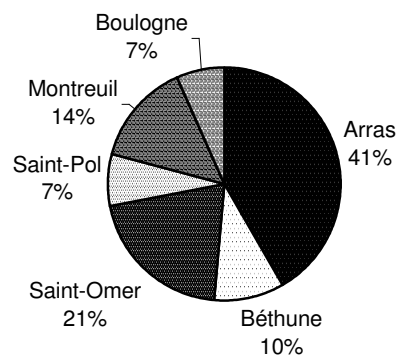
Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1858, 1929, 1936 et 1939.

Annexe 24 : La répartition par arrondissement de la production de froment en 1936 dans le département du Pas-de-Calais (parts en pourcentage et données brutes en quintaux)



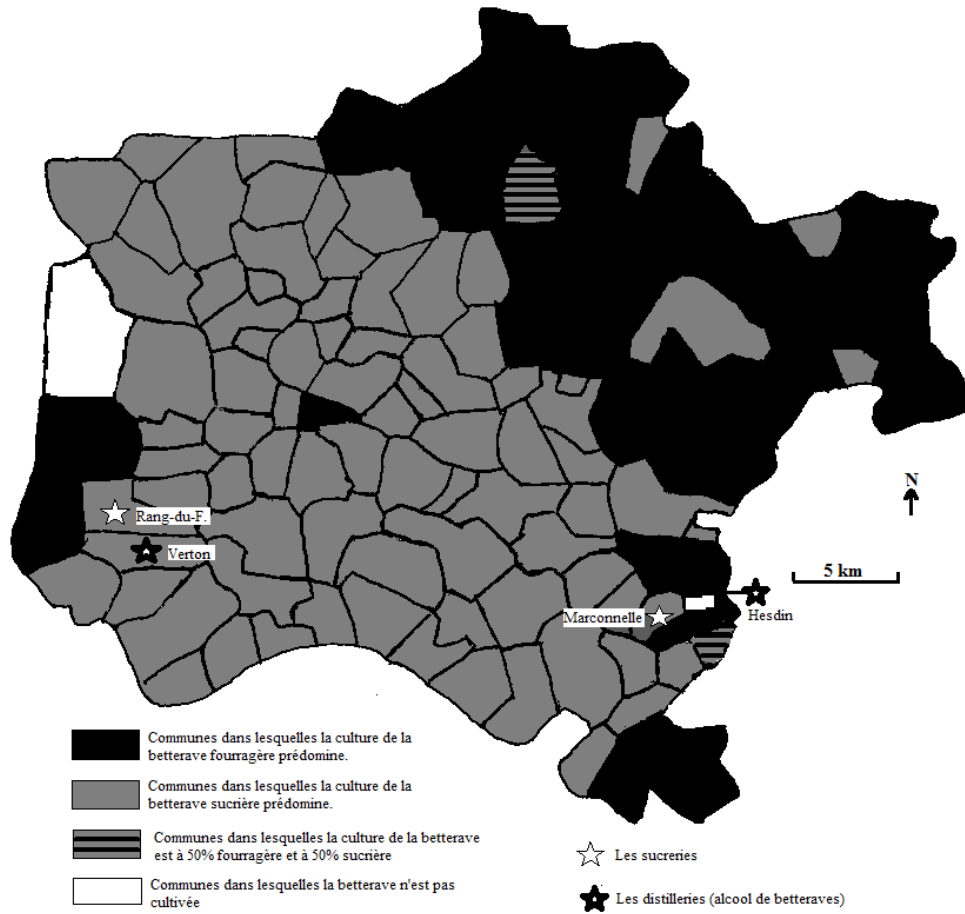
Source : d'après l'enquête agricole de 1936.

Annexe 25 : La répartition par arrondissement des surfaces de betteraves à sucre et de distillerie du Pas-de-Calais en 1929



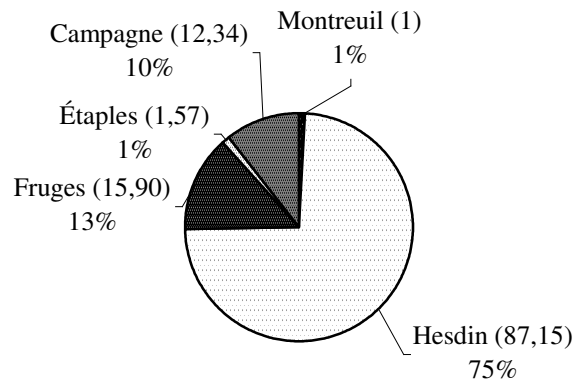
Source : d'après l'enquête agricole de 1929.

Annexe 26 : La répartition des communes selon la prédominance du type de betterave cultivée dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1936



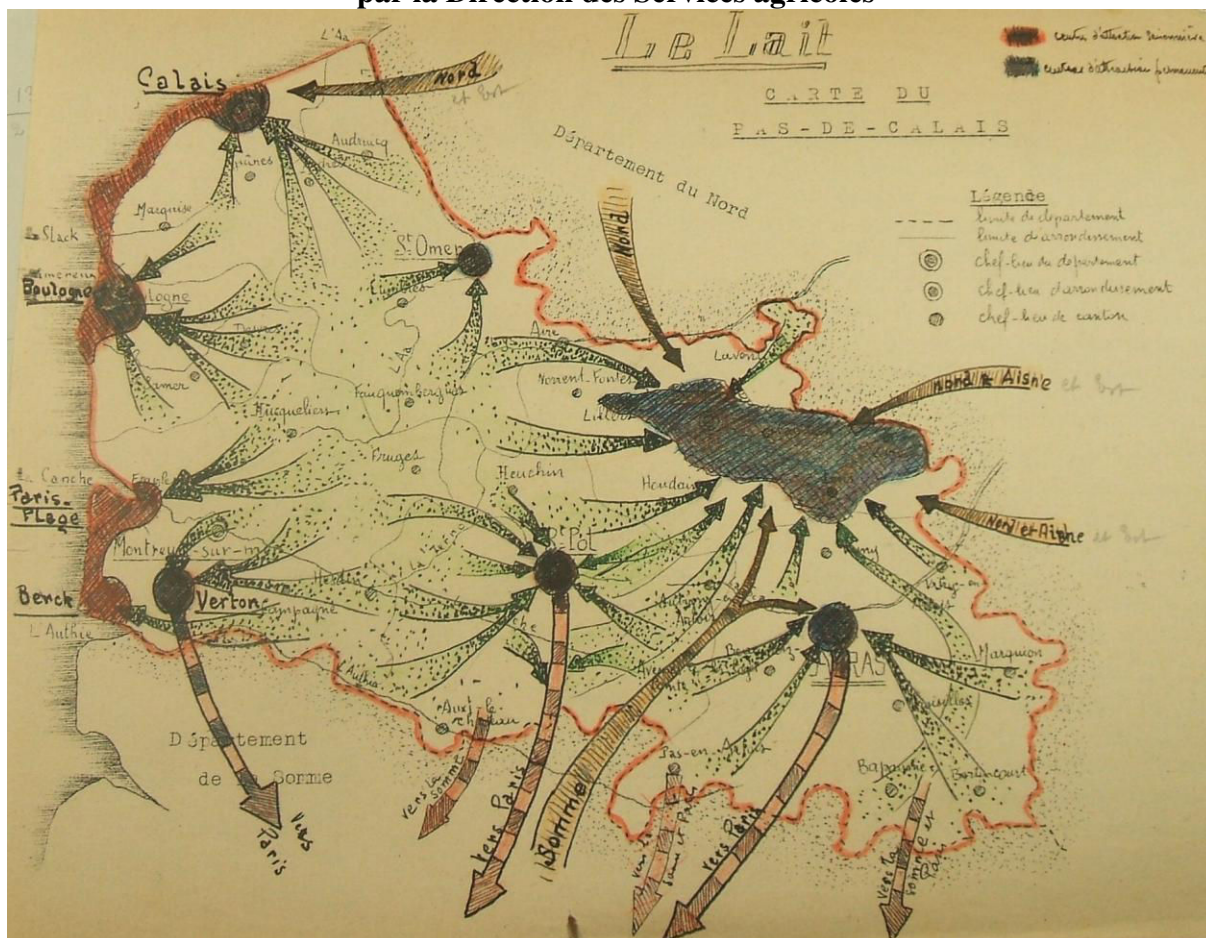
Source : d'après l'enquête agricole de 1936

Annexe 27 : La répartition par canton des surfaces cultivées en tabac en 1936 dans l'arrondissement de Montreuil (parts en pourcentage et données brutes en hectares)



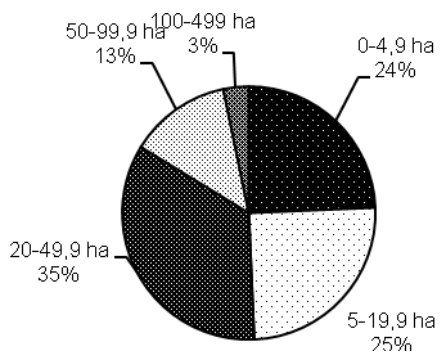
Source : d'après l'enquête agricole de 1936

**Annexe 28 : La carte des flux de lait dans le Pas-de-Calais établie en 1937
par la Direction des Services agricoles**



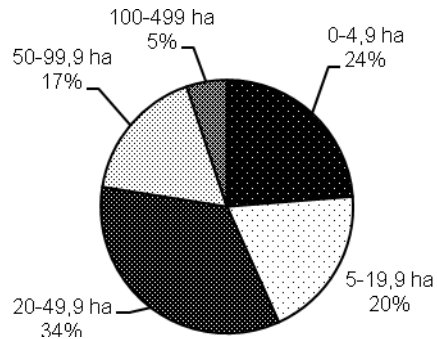
Source : Arch. dép., 37W205, Enquête sur la production laitière

Annexe 29 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 1979



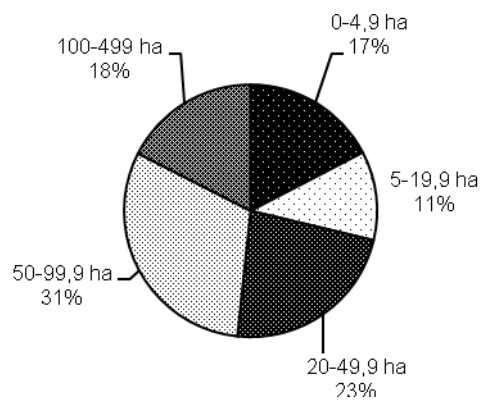
Source : d'après l'enquête agricole de 1979

Annexe 30 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 1988



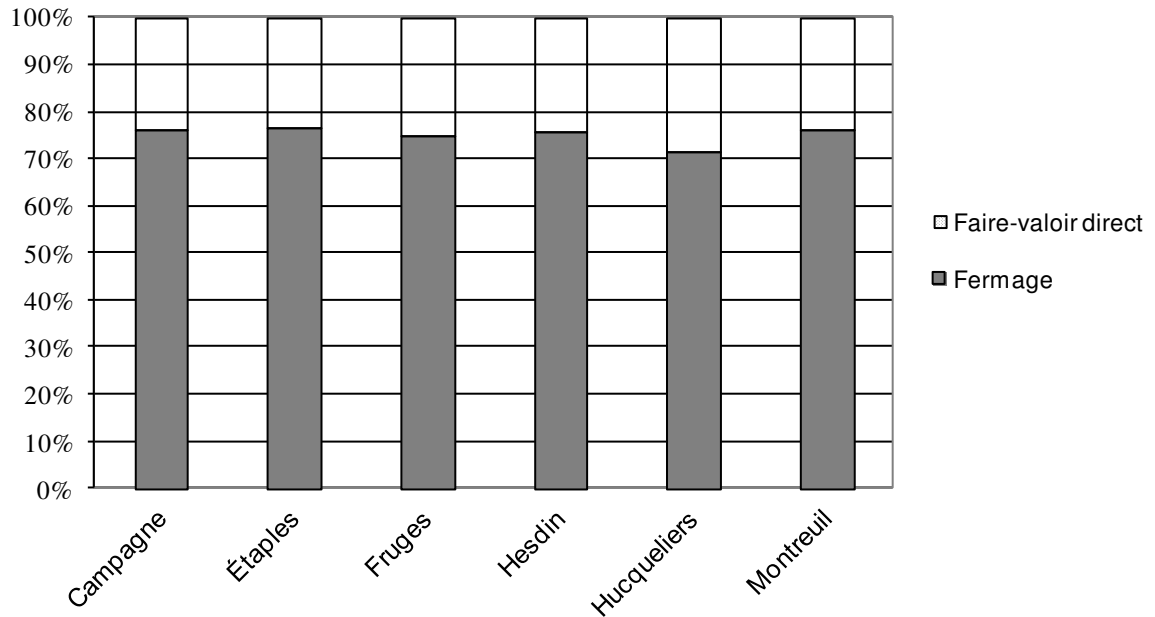
Source : d'après l'enquête agricole de 1988

Annexe 31 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 2000



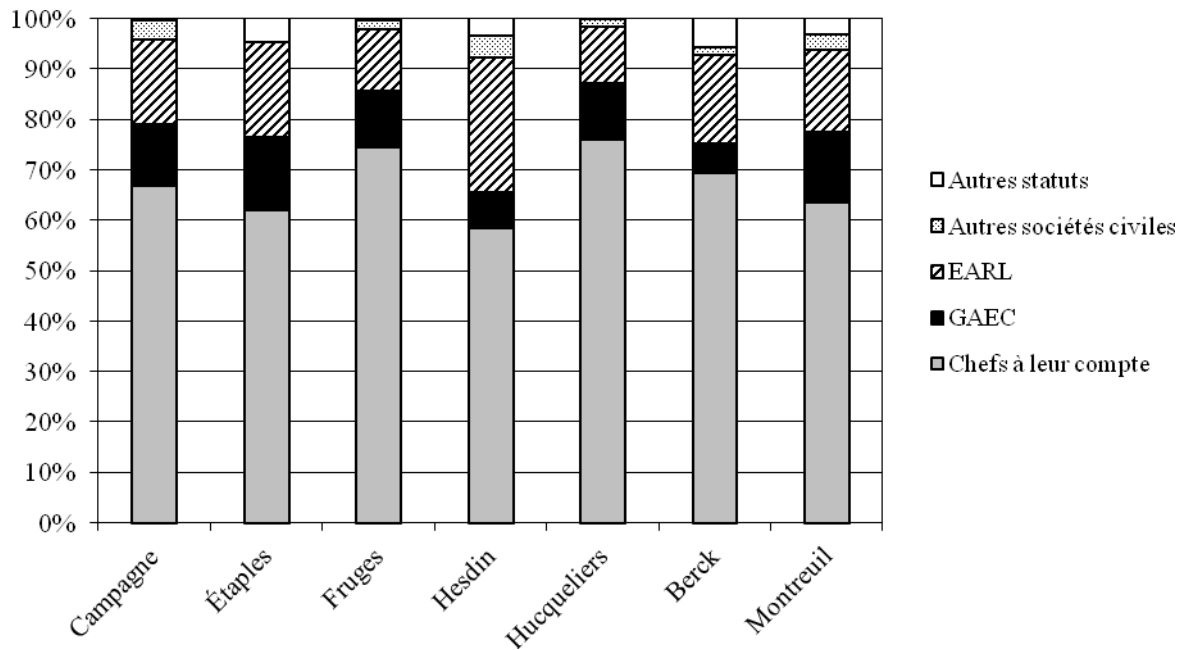
Source : d'après l'enquête agricole de 2000

Annexe 32 : La part des types de faire-valoir dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1979



Source : d'après l'enquête agricole de 1979.

Annexe 33 : La part des différentes catégories d'exploitations classées selon leur statut dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 2000



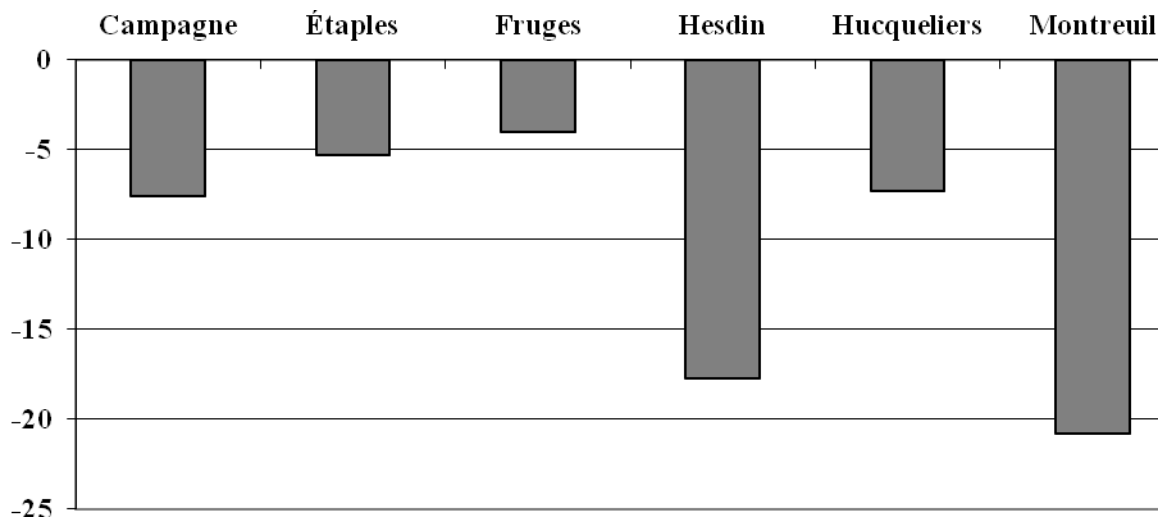
Source : d'après l'enquête agricole de 2000

Annexe 34 : Les membres du conseil d'administration de la Fédération agricole du Pas-de-Calais originaires de l'arrondissement de Montreuil en 1951

Noms et prénoms	Dates de naissance	Professions	Communes
Albert Decobert	12 mars 1884	Ouvrier agricole	Planques
Eugène Carlu	06 février 1925	Cultivateur	Parenty
Louis Carré	06 mars 1898	Cultivateur	Marconnelle
Jacques Dubuire	30 novembre 1914	Cultivateur	Fruges
Augustin de Lamarlière	07 février 1886	Cultivateur	Campagne-lès-Hesdin
Emmanuel Quandalle	03 mars 1904	Cultivateur	Beussent
Jean Sailly	07 octobre 1903	Cultivateur	Neuville-sous-Montreuil
Joseph de Wailly	27 février 1889	Propriétaire	Verchin
Louis Locqueville	09 février 1889	Cultivateur	Beaumerie
René Quandalle	30 décembre 1898	Cultivateur	Brexent-Énocq
Charles Tardieu	19 mars 1901	Cultivateur	Frencq

Source : Arch. dép., 1W749, Élections à la chambre d'agriculture, groupements agricoles, 1952.

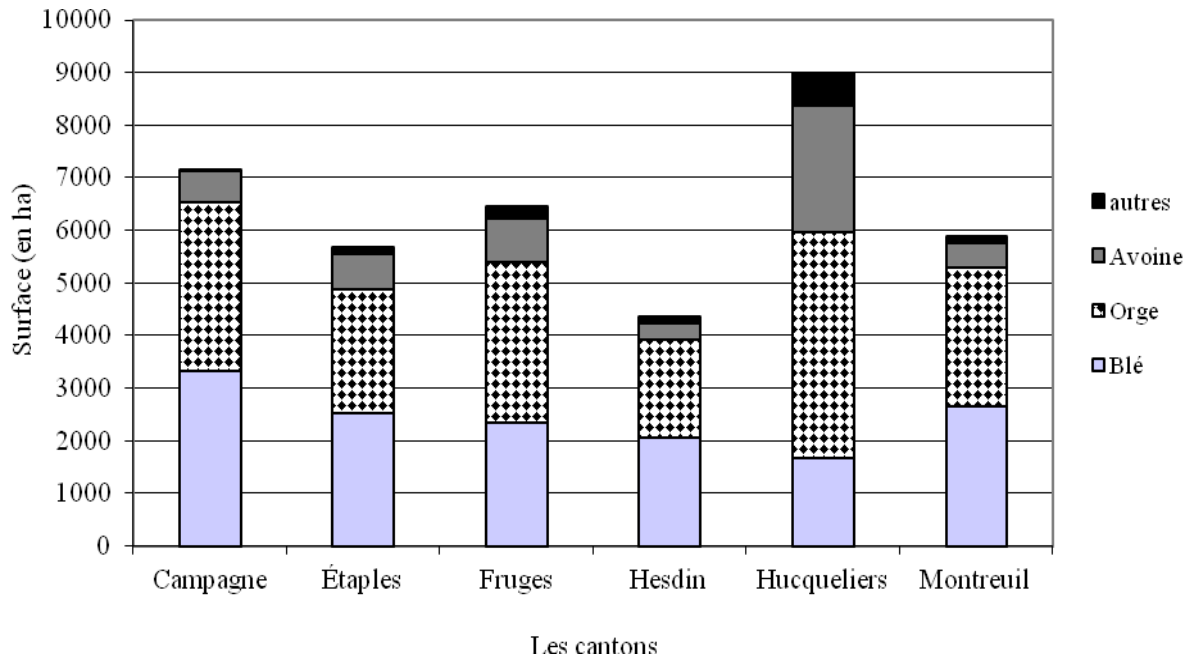
Annexe 35 : L'évolution de la SAU dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1954 et 2000¹ (en %)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1954 et 2000.

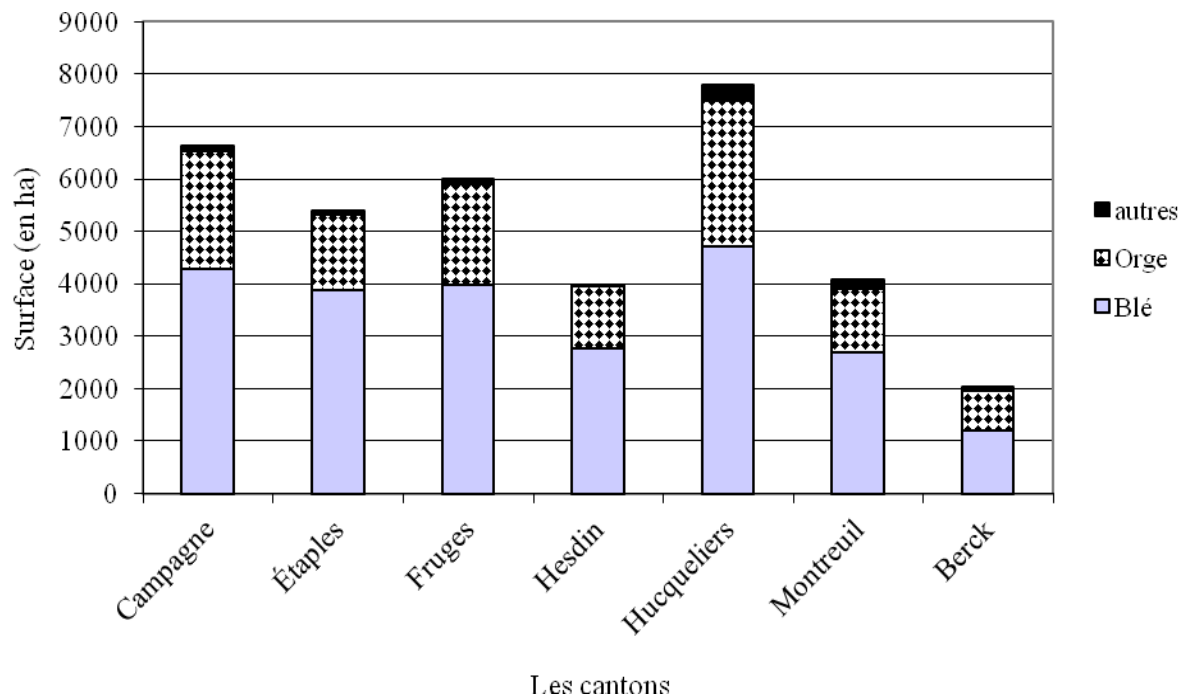
¹ Les données agricoles du canton de Berck, créé en 1991 et regroupant des communes issues du canton de Montreuil, sont ici ajoutées à celles du canton de Montreuil pour pouvoir se rendre compte de l'évolution.

Annexe 36 : La répartition en surface des céréales dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1970 (en ha)



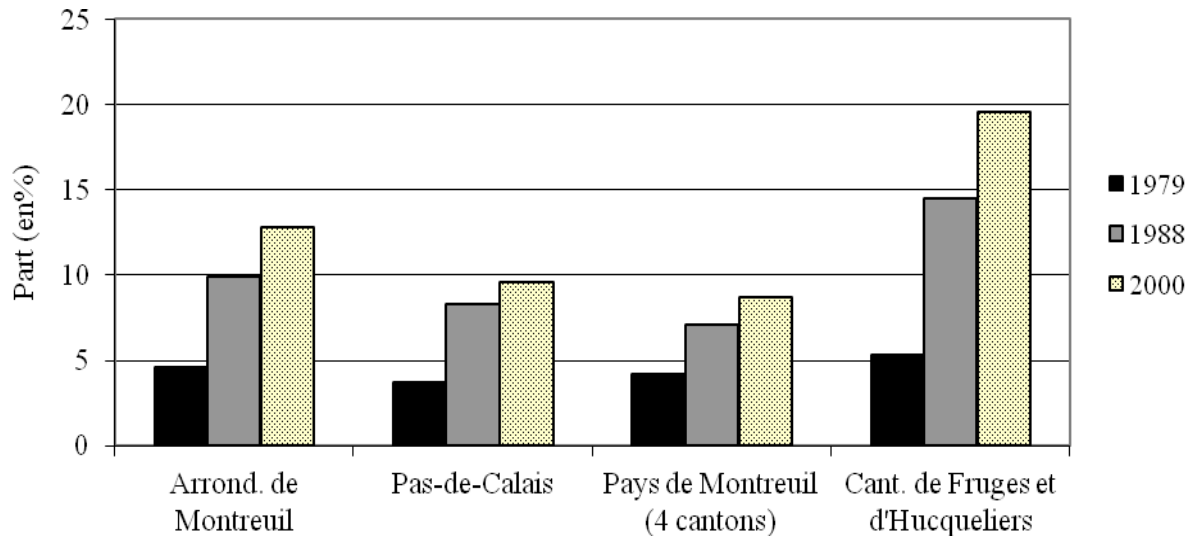
Source : d'après l'enquête agricole de 1970.

Annexe 37 : La répartition en surface des céréales dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 2000 (en ha)



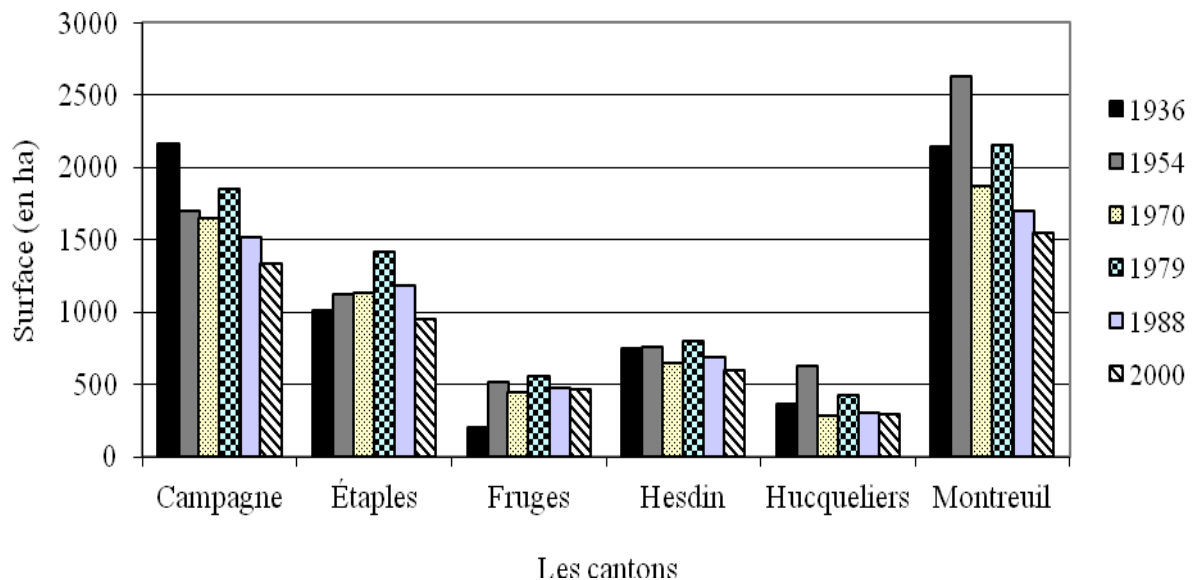
Source : d'après l'enquête agricole de 2000.

Annexe 38 : La part de la culture du maïs fourrage par rapport aux labours dans l'arrondissement de Montreuil, le Pas-de-Calais, le Pays de Montreuil et les cantons de Fruges et d'Hucqueliers de 1979 à 2000 (en%)



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1979, 1988 et 2000.

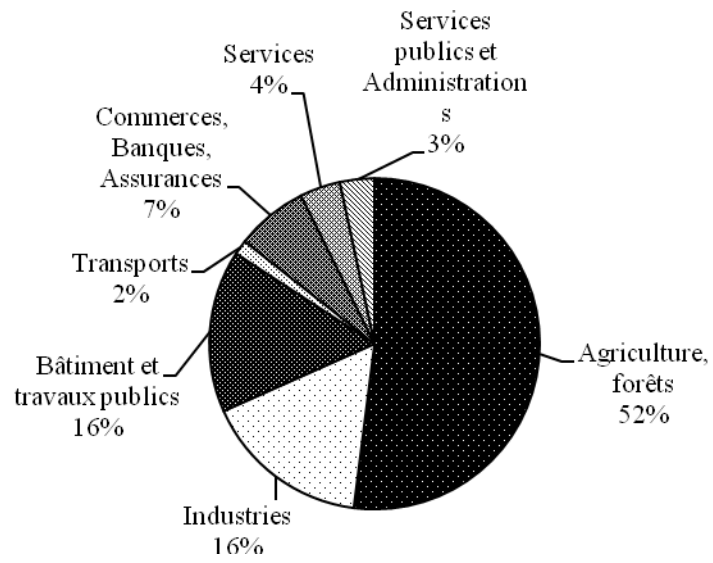
Annexe 39 : L'évolution des surfaces ensemencées en betterave industrielle dans les cantons de l'arrondissements de Montreuil de 1936 à 2000²



Sources : d'après les enquêtes agricoles de 1936, 1954, 1970, 1979, 1988 et 2000.

² Les données agricoles du canton de Berck, créé en 1991 et regroupant des communes issues du canton de Montreuil, sont ici ajoutées à celles du canton de Montreuil pour pouvoir se rendre compte de l'évolution.

Annexe 40 : La répartition par secteur d'activité de la population active occupée des communes rurales de l'arrondissement de Montreuil en 1954 (en%)



Source : d'après les données de l'INSEE

LES SOURCES

I) Sources manuscrites

A) *Les Archives départementales du Pas-de-Calais*

1) *Série 4E*

Le fonds 4E correspond aux archives notariales. Les inventaires après décès sont les documents de la série les plus intéressants, car ils permettent notamment d'analyser le degré d'équipement des exploitations agricoles selon leur taille à une époque donnée. Néanmoins, ils sont rares. De plus, l'absence de répertoire des actes pour Hucqueliers rend la consultation de ce type de documents difficile, car les minutes sont à dépouiller semestre après semestre.

Beaurainville

4E37/49 à 4E37/89 : Le notaire Victor Agamemnon Bernard (1863-1889)
 4E37/89 à 4E37/110 : Le notaire François Etienne Laurent Devaux (1889-1898)
 4E37/110 à 4E37/113 : Le notaire Wulmer Bruno Guislain Gresy (1898-1899)

Berck

4E38/121 à 4E38/147 : Le notaire Jacques François Lecomte (1864-1872)
 4E38/147 à 4E38/192 : Le notaire Paul Augustin Isidore Bouverne (1872-1884)
 4E38/192 à 4E38/204 : Le notaire Charles Camille Désiré Dezoteux (1884-1887)
 4E38/204 à 4E38/257 : Le notaire Emile Georges Damay (1887-1900)

Campagne-lès-Hesdin

4E56/82 à 4E56/138 : Le notaire Hilaire Moitier (1847-1874)
 4E56/138 : Le notaire Victor Bernard (1874)
 4E56/139 à 4E56/154 : Le notaire Louis Leblanc (1874-1882)
 4E56/154 à 4E56/160 : Le notaire Marie-Gustave Trollé (1882-1887)
 4E56/160 à 4E56/163 : Le notaire Jules Boulembert (1887-1889)
 4E56/163 : Le notaire Martial Tournont (1889-1890)
 4E56/164 à 4E56/174 : Le notaire Achille Cocquempot (1890-1895)
 4E56/175 : Le notaire Henri Abel Perchet (1895-1896)
 4E56/175 à 4E56/179 : Le notaire Emile Henri Leroy (1896-1898)

Étaples

4E64. Les archives ne sont pas classées
 4E65/114 à 4E65/150: Le notaire Aimé Billiet (1867-1876)
 4E65/151 à 4E65/179: Le notaire Georges Couturier (1876-1882)
 4E65/180 à 4E65/232: Oscar Jules Cocher (1882-1893)

Fruges

4E73/118 à 4E73/137: Le notaire Albert Alphonse Joseph Bailly (1864-1881)
 4E73/138 à 4E73/180: Le notaire Pierre François Joseph Deligny (1881-1907)
 4E73/180 à 4E73/194: Le notaire Charles Edmond Proniez (1907-1914)
 4E73/194 à 4E73/217: Le notaire Victor Achille Gabriel Geoffroy (1914-1921)
 4E73/217 à 4E73/248: Le notaire Charles Léonce Courtin (1921-1930)
 4E73/377 à 4E73/401: Le notaire Antoine François Joseph Brasseur (1844-1872)
 4E73/402 à 4E73/416: Le notaire Charles Sannier (1872-1881)
 4E73/416 à 4E73/441: Le notaire Hubert Edmond Blond (1881-1902)
 4E73/441 à 4E73/453: Le notaire Alcide Robert Léonce Tournant (1902-1909)
 4E73/453 à 4E73/515: Le notaire Léon Blond (1909-1930)
 (Fressin) 4E73/558 à 4E73/593: Le notaire Georges Emile Viollette (1837-1872)
 (Fressin) 4E73/594 à 4E73/627: Le notaire Charles Joseph Waulle (1873-1920)
 4E74/46 à 4E74/102: Le notaire Émile Alex Joseph Boulenger, père (1844-1877)
 4E74/103 à 4E74/106: Le notaire Émile Alex Joseph Boulenger, fils (1877-1879)
 4E74/106 à 4E74/135: Le notaire Gustave Louis Holleau (1880-1899)

Hesdin

4E81/171 à 4E81/179 : Le notaire Rouillet Edouard Gabriel (1870-1874)
 4E81/180 à 4E81/221 : Le notaire Harlé Oscar Laurent Auguste (1874-1890)
 4E82/75 à 4E82/145 : Le notaire Paul Claude Lereuil (1846-1877)
 4E82/145 à 4E82/178 : Le notaire Hippolyte Baudouin Louis de Contes (1877-1886)
 4E82/178 à 4E82/195 : Le notaire Paul Augustin Isidore Bouverne (1886-1891)
 4E82/195 à 4E82/232 : Le notaire Jean-Pierre Joseph Gournay (1891-1900)
 4E83/121 à 4E83/228: Le notaire Henri Houzel (1863-1893)
 4E83/229 à 4E83/258: Le notaire Edmond Henri Tousey (1893-1900)
 4E83/262 et 4E83/263: Le notaire Henri Houzel (1864-1893)
 4E83/264: Les notaires Edmond Henri Tousey (1893-1905) et Raymond Félix (1905-1908)

Hucqueliers

4E86 ROLIN : Les archives du notaire d'Hucqueliers M. Rolin, 1890. Elles ne sont pas classées. Celles du notaire Charles Moitier, antérieures à 1890, ne sont plus consultables, en raison de leur mauvais état de conservation.
 4E87 : Les archives ne sont pas classées.

Montreuil

4E104/172 à 4E104/209: Le notaire Louis Joseph Edouard Hecquet (1870-1881)
 4E104/209 à 4E104/240: Le notaire Martial Auguste Tournant (1881-1889)
 4E104/302 à 4E104/313: Le notaire Florimond Ricq (1899-1873)
 4E104/314 à 4E104/347 : Le notaire Paul Edouard Joseph Dubourg (1873-1889)
 4E105/398 à 4E105/433: Le notaire Adolphe Charles Joseph Capelle (1860-1873)
 4E105/434 à 4E105/459: Le notaire Jacques François Marie Rodière (1873-1880)
 4E105/460 à 4E105/542: Le notaire Victor Charles Henri Plesse (1881-1899)

Saint-Josse-sur-Mer

4E115/51 à 4E115/126 : Le notaire Stérite Siméon Carlos Hochedé (1852-1882)

4E115/126 à 4E115/189 : Le notaire Alphonse Simon Bataille (1882-1899)

2) *Série M*

La série M regroupe les archives de l'Administration générale du département. Le fonds est incontestablement le plus utilisé pour l'étude de la période 1870-1940, en raison la diversité et l'abondance de la documentation. Une classification reprenant les différentes catégories liées au monde agricole semble s'imposer.

Agriculture

Les statistiques agricoles annuelles sont particulièrement riches pour l'arrondissement de Montreuil. Elles renseignent sur les types de cultures, leur surface et leur rendement, mais également sur les effectifs de chaque espèce animale et sur l'économie rurale. Les enquêtes agricoles de 1929 et 1939 sont les plus détaillées, comprenant des questionnaires de 10 à 20 pages par communes. Elles indiquent, en plus des statistiques traditionnelles, les productions de lait et de viande, mais également les récoltes fruitières et le matériel agricole de pointe. L'enquête de 1929 renseigne aussi sur la structure foncière. Néanmoins, les données chiffrées des statistiques agricoles sont à manier avec prudence, car la plupart ne sont pas toujours fiables. D'autres documents renseignent sur les épizooties et permettent une analyse des progrès sanitaire dans l'élevage.

M1237 : Sucreries et distilleries. Sauvegarde, 1914-1915.

M1316 : Statistique agricole annuelle, 1908, arrondissements de Boulogne et Montreuil.

M1322 : Statistique agricole annuelle, 1910, arrondissements de Montreuil, Saint-Omer, Saint-Pol.

M1325 : Statistique agricole annuelle, 1911, arrondissements de Montreuil, Saint-Omer, Saint-Pol.

M1326 : Statistique agricole annuelle, 1912, tous les arrondissements.

Statistique agricole annuelle, 1913, arrondissements de Boulogne et Montreuil.

M1329 : Statistique agricole annuelle, 1915, arrondissement de Montreuil.

M1340 : Statistique agricole annuelle, 1924, arrondissements de Béthune, Boulogne, Montreuil.

M1342 : Statistique agricole annuelle, 1925, arrondissements de Boulogne, Montreuil, Saint-Omer.

M1346 : Statistique agricole annuelle, 1926, arrondissements de Montreuil, Boulogne.

M1351 : Statistique agricole annuelle, 1927, arrondissements de Montreuil, Boulogne.

M1353 : Statistique agricole annuelle, 1928, arrondissements d'Arras, Béthune, Montreuil.
Tableaux cantonaux.

M1355 : Enquête agricole de 1929. Questionnaires communaux des arrondissements de Béthune, Boulogne et Montreuil.

M1356 : Enquête agricole de 1929. Tableaux cantonaux de dépouillement des questionnaires communaux, arrondissements de Béthune, Boulogne et Montreuil.

M1358 : Statistique agricole annuelle de 1930. Tableaux de dépouillement cantonaux.

M1359 : Statistique agricole annuelle de 1931. Tableaux de dépouillement cantonaux.

M1360 : Statistique agricole annuelle de 1932. Tableaux de dépouillement cantonaux.

- M1361 : Statistique agricole annuelle de 1933. Tableaux de dépouillement cantonaux.
 M1362 : Statistique agricole annuelle de 1934. Tableaux de dépouillement cantonaux.
 M1363 : Statistique agricole annuelle de 1935. Tableaux de dépouillement cantonaux.
 M1364/1/2/3 : Statistique agricole annuelle de 1936. Tableaux de dépouillement cantonaux
 M1365/1/2 : Statistique agricole annuelle de 1937. Tableaux de dépouillement cantonaux
 M1366 : Statistique agricole annuelle de 1938. Tableaux de dépouillement cantonaux
 M1367 : Statistique agricole annuelle et Plan de ravitaillement de 1939, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.
 M1368 : Statistique agricole annuelle de 1940. Tableaux de dépouillement cantonaux
 M1370 : Statistique agricole annuelle de 1941, tableaux communaux, arrondissement de Montreuil.
 M1376/1/2 : Provenant de la Sous-Préfecture de Montreuil. Statistiques agricoles diverses. Statistiques agricoles de 1877 (sauf canton de Fruges), 1878-1882, 1884-1887, 1893, 1899 et 1900. Arrondissement de Montreuil.
 M1408 : Statistique agricole annuelle de 1911, Pas-de-Calais.
 M1699 : Enquête sur la culture de la betterave en 1890.
 M4625 : Tabac, culture du tabac, 1900-1914.
 M4626 : Culture du tabac, 1851-1914.
 M4634 : Epizooties, péripneumonie contagieuse, 1885-1903.
 M4702 : Service des épizooties, rapports annuels, 1911-1912.
 M4703 : Service des épizooties, rapports annuels, 1908-1910.
 M4819 : Culture du lin et du chanvre. Etats communaux, 1892-1906.
 M4828 : Fièvre aphteuse, correspondance. Rapports vétérinaires. Articles de journaux, 1875-1907. Instruction des Sous-Préfets.
 M7095 : Statistique agricole, arrondissement de Montreuil, 1940.
 M7108 : Collecte du blé, suppression des cartes de pain, tracteurs, 1947.
 M7210-7211 : Fièvre aphteuse, 1934. Dossiers rapportés.
 M7264 : Fièvre aphteuse, 1926.
 M7267 : Fièvre charbonneuse, 1922-1928.
 M7333 : Agriculture. Champs d'expérience, 1896-1913. Concours de la race bovine flamande.
 M7419 : Tabacs, culture, 1935-1936, 1936-1937.

Aléas et calamités agricoles

Quelques documents renseignent sur les aléas et les calamités agricoles. Ils permettent notamment d'expliquer la chute des rendements céréaliers dans quelques communes dans une année donnée.

- M1549 : Evénements malheureux, inondations, ...
 M1551 : Statistiques, sinistres, incendies, grêles, 1869.
 M1553 à M1567 : Inondations, sinistres.
 M4762/2 : Orages et inondations en 1917. Secours aux agriculteurs.
 M7207 : Calamités agricoles, 1939.
 M7219 : Pisciculture, divers. Pollution des eaux, 1902-1929.

Chasse, pêche

- M1523 : Chasse, règlements, 1895-1912.
 M1570 : Chasse, interdiction des pièges à palette, 1912.

M4918 : Permis de chasse
 M4633 : Chasse aux alouettes, 1894-1903.

Commercialisation

La documentation concernant les foires et les marchés est lacunaire. Néanmoins, les comptes-rendus de ces types de manifestations, figurant dans les journaux locaux, notamment dans *Le Journal de Montreuil*, permettent de combler ce manque.

M1164 : Statistique des moulins
 M1305/2 : Relevés des cours du blé et du pain, 1924-1927.
 M1401 : Blé et farine, prix du pain, 1867-1912.
 M1402 : Prix du pain, 1921-1930.
 M1469 : Foires et marchés, Beaurainville et Berck.
 M1475 : Foires et marchés, Campagne.
 M1476 : Foires et marchés, Étaples.
 M1477 : Foires et marchés, Fruges.
 M1479 : Foires et marchés. Hucqueliers, 1836 et 1854. Hesdin.
 M1484 : Marché de Montreuil.
 M1485 : Foires et marchés, Paris-Plage.
 M1486 : Foires et marchés, Saint-Josse.
 M1493 : Foires et marchés. Renseignements statistiques, 1849, 1876, 1886.
 M1569 : Publication du cours des blés, bourses de Lille et de Paris, 1927-1929.
 M2093-2094 : Foires et marchés du Pas-de-Calais, 1903-1909.
 M2095-2097 : Mercuriales. 1924-1927. 1911-1913.
 M2997 : Abattoirs, tueries, enquêtes, autorisations, établissements classés.
 M3376 : Etablissements classés. Tueries particulières. Boulogne et Montreuil.
 M3382 : Abattoirs, Arras, Boulogne, Montreuil, Saint-Omer, Saint-Pol.
 M3393 : Prix du pain, du blé et des farines. 1928-1940.
 M4648 : Mercuriales, 1935.
 M4641 : Mercuriales, 1911-1914.
 M4642 : Mercuriales, 1923.
 M7212 : Mercuriales, 1928-1934.

Concours agricoles

Le fonds de la série M est particulièrement riche pour une étude des concours de chevaux. Les documents concernant les concours annuels de toutes les espèces d'animaux et des instruments agricoles sont plus rares. Néanmoins, les comptes-rendus de ces types de manifestations, figurant dans les journaux locaux, permettent de combler ces lacunes.

M2273 : Concours hippique du Touquet, 1906.
 M4658 : Concours de poulinière, 1913-1914.
 M4659 : Concours de poulinière, 1919.
 M4660 : Race chevaline boulonnaise. Concours, 1911-1914.
 M4663 : Race chevaline boulonnaise, concours départemental, 1914.
 M4664 : Concours agricoles généraux et régionaux, 1910-1914.
 M4681 : Race bovine flamande, concours spécial en 1908.
 M4682 : Race bovine flamande, concours départementaux, 1906-1907.
 M4687 : Étalons boulonnais, concours, 1903-1913.

- M4701 : Concours agricoles et hippiques. Concours départemental de la race bovine flamande. Amélioration de la race bovine, 1890-1914.
 M4738 : Concours de poulains et de juments poulinières, 1923-1924.
 M4744 : Concours de juments poulinières, 1925-1926.
 M4752 : Concours de juments poulinières et de poulains, 1927.
 M4751 : Concours de pouliches et de poulains, 1926.
 M4767 : Concours de juments poulinières, 1911-1912.
 M4771/1 : Race bovine flamande, concours spécial de 1924.
 M4771/2 : Race chevaline boulonnaise, concours spécial de 1927.
 M4775 : Race bovine flamande, concours spéciaux et départementaux, 1909-1913.
 M7259 : Concours de poulains, pouliches et poulinières, 1931-1933.
 M7270 : Concours de juments poulinières, poulains, pouliches, 1934-1937.

Conditions de travail, accidents du travail dans l'agriculture

Quelques documents permettent une analyse du progrès social en renseignant notamment sur l'évolution des conditions de travail et des salaires des ouvriers agricoles.

- M1226 : Enquête sur les conditions du travail. Questionnaires. Enquêtes parlementaires. Travail des adultes, 1855-1890.
 M1227 : Inspection du travail : Instructions, comptabilité, 1841-1888.
 M2453 : Accidents du travail dans l'agriculture. Fixation des salaires de base. Lois des 15.12.1923 et 30.04.1926. Arrêtés du 31.05.1928 et arrêtés préfectoraux de juin 1930 à 1932.
 M2454 : Salaire de base des ouvriers agricoles. Loi de 1922.
 M4945 : Accidents du travail dans l'agriculture. Fixation du salaire de base.
 M7256 : Ouvriers agricoles et artisans ruraux payés en blé, questionnaires, enquête de 1939.

Dépôts d'essence

- M3111 : Dépôts de carburant de Montreuil, n°251 à 328.
 M3112 : Dépôts d'essence de 1932 à 1939.
 M4631 : Essences et pétroles, prix, 1928-1929.
 M4760 : Régime des essences et pétroles, 1927.
 M5185 : Essence.
 M5606 : Essence et pétroles. Prix de vente de l'essence dans le Pas-de-Calais, 1938.

Élections

Des archives de l'administration générale renseignent sur les campagnes et les opinions politiques des candidats. Mais, la documentation se limite le plus souvent aux résultats électoraux, diffusés dans les journaux.

- M98 : Élections législatives. Circonscription de Montreuil, 1889.
 M120 : Élections législatives générales du 20 août 1893. Première circonscription de Montreuil.
 M134 : Élections législatives générales du 27 avril 1902. Première circonscription d'Arras. Bureaux de vote. Rapports sur la situation politique. Arrondissements de Montreuil, Saint-Omer, Saint-Pol.
 M154 : Élections législatives générales du 24 avril 1910. Propagande, affiches, tracts,

- circonscription de Montreuil.
- M173 : Élections législatives générales du 26 avril 1914. Transmission des résultats.
- M193 : Élections législatives partielles du 10 mars 1935. Circonscription de Montreuil, remplacement de M. Delesalle, élu sénateur.
- M205 : Élections cantonales, état des membres du Conseil, 1895.
- M211 : Élections au Conseil général d'Hucqueliers, 1892.
- M218 : Élections cantonales, résultats de 1895, canton d'Hucqueliers.
- M223 : Élections au Conseil général. Canton de Montreuil, 12 août 1900.
- M237 : Élections au Conseil général. Renouvellement triennal, 30 juillet 1907.
Recensement des votes. Arrondissement de Montreuil.
- M239 : Élections cantonales, état des membres du Conseil, 1907.
- M244 : Élections au Conseil général. Canton de Montreuil, 17 février 1913. Remplacement de M. Parmentier.
- M254 : Élections partielles au Conseil général. Canton d'Hesdin, 10 juillet 1910.
- M264 : Élections au Conseil général. 24 juillet 1910. Recensement des votes.
Arrondissement de Montreuil.
- M270 : Élections au Conseil général, Renouvellement triennal du 03 août 1913.
Recensement des votes. Arrondissement de Montreuil.
- M272 : Élections au Conseil général. Renouvellement triennal, 1913. Propagande, affiches, tracts. Arrondissements de Montreuil et d'Arras.
- M277 : Élections au Conseil général, canton de Fruges. Remplacement de M. Boudenoot, décédé, 21 janvier 1923.
- M284 : Élections au Conseil général, 1919. PV communaux. Arrondissements de Boulogne et de Montreuil.
- M293 : Élections au Conseil général, 1922. PV communaux. Arrondissements de Montreuil, Saint-Omer et Saint-Pol.
- M296 : Élections au Conseil général, 1925. PV. Arrondissements de Montreuil, Saint-Omer et Saint-Pol.
- M299 : Élections au Conseil général, PV. Arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer.
- M303 : Élections au Conseil général, 1934. PV. Arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer
- M305 : Élections au Conseil général, 1937. PV. Arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer
- M321 : Conseil général. Élections partielles. Canton de Campagne. Remplacement du docteur Ferrier. Élections annulée, 25 août 1935.
- M333 : Élections au Conseil d'arrondissement, canton de Montreuil, 25 septembre 1892.
- M335 : Élections au Conseil d'arrondissement, canton de Campagne, 22 avril 1894.
- M369 : Élections au Conseil d'arrondissement, canton de Montreuil, 23 avril 1909.
- M375 : Élections au Conseil d'arrondissement, canton de Montreuil, 21 août 1910.
- M379 : Élections au Conseil d'arrondissement. Renouvellement triennal, 24 juillet 1910.
PV des opérations. Arrondissement de Montreuil.
- M388 : Élections au Conseil d'arrondissement, canton de Fruges, 14 décembre 1913.
- M389 : Élections au Conseil d'arrondissement. Renouvellement triennal, 03 août 1913. PV des opérations. Arrondissement de Montreuil.
- M394 : Élections au Conseil d'arrondissement. Propagande, affiches, tracts.
Arrondissement de Montreuil.
- M401 : Élections au Conseil d'arrondissement, canton d'Étapes, mai 1914.
- M405 : Élections au Conseil d'arrondissement. PV communaux. 1919. Arrondissement de Boulogne et de Montreuil.

- M408 : Élections au Conseil d'arrondissement. PV communaux. 1922. Arrondissement de Boulogne et de Montreuil.
- M409 : Élections au Conseil d'arrondissement. Elections complémentaires de 1923. Cantons de Fruges et Montreuil.
- M412 : Élections au Conseil d'arrondissement. PV. 1925. Arrondissements de Boulogne et Montreuil.
- M416 : Élections au Conseil d'arrondissement. PV. 1928. Arrondissements de Montreuil et Saint-Omer.
- M420 : Élections au Conseil d'arrondissement. PV. 1931. Arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer.
- M424 : Élections au Conseil d'arrondissement. PV. 1934. Arrondissements de Boulogne et Montreuil.
- M426 : Élections au Conseil d'arrondissement. PV. 1937. Arrondissements de Boulogne et Montreuil.
- M432 : Élections au Conseil d'arrondissement. Canton de Montreuil. Remplacement de M. Minet, décédé, 02 décembre 1923. Élections au Conseil d'arrondissement. Canton de Fruges. Remplacement de M. Ducrequy, élu conseiller général, 25 février 1923.
- M455 : Conseils d'arrondissement de Montreuil, Saint-Omer, Saint-Pol.
- M456 : Élections de deux membres au Conseil d'arrondissement de Montreuil, 1937.
- M901 : Montcavrel. Protestation de M. Santune, conseiller municipal, rejeté par arrêté du Conseil de Préfecture du 08 août 1921.

Hygiène et épidémies

Quelques documents de la série M permettent d'étudier les progrès sanitaires dans l'arrondissement de Montreuil. Des données peuvent notamment expliquer les pics de mortalité dans certaines communes à un moment donné.

- M1528 : Hygiène : Vœux émis par la première commission sanitaire de Montreuil, 1913.
- M1531 : Correspondance relative à l'épidémie de choléra de 1832.
- M1540 : Personnel médical. Etat annuel, arrondissements de Montreuil et Saint-Pol, 1914.
- M1547 : Epidémies, rougeoles 1912-1913.
- M1716 : Choléra morbus, correspondances, enquêtes, 1848-1854.
- M2090 : Hygiène alimentaire. Instructions générales, conserves, glace, lait, biberons, bonbons coloriés, 1899-1910.
- M4606 : Choléra, 1852-1868.

Justice, police

- M985 : Rapports périodiques des commissaires de police, Montreuil, 1888.
- M989 : Rapports périodiques des commissaires de police, Hesdin, 1888-98.
- M990 : Rapports périodiques des commissaires de police, Hesdin, 1898-1900.
- M991 : Rapports périodiques des commissaires de police, Berck, 1896-1899.
- M993 : Rapports périodiques des commissaires de police, Berck, 1896-1899.
- M1505 : Arrêtés de police municipale et rurale, arrondissement de Montreuil, 1904-1912.
- M2465 : Cabinet. Affaires diverses. Rapports de police (Opposition de M. Boudenoot pour la fondation d'une musique instrumentale catholique à Fruges en 1893).
- M4882 : Rapports de police, situation départementale.

Population

Les statistiques démographiques sont particulièrement riches, car elles permettent notamment une analyse de la structure par âge de la population et une étude de l'évolution des catégories socioprofessionnelles. Néanmoins, les listes nominatives de recensement de population les plus récentes, c'est-à-dire à partir de 1921, sont difficilement exploitables, en raison d'un micro-filmage de mauvaise qualité. En effet, les dates de naissance sont souvent illisibles et quelques documents sont incomplets. Les originaux sont conservés dans les mairies, mais ils sont rarement consultables. En effet, la plupart des secrétaires ignorent leur existence. De plus, les archives ne sont pas classées. L'historien dépend donc de la bonne volonté des élus locaux et du personnel de mairie.

M1536 : Mortalité, état des décès, 1904-1913.

M1834 à M 1849 : Mouvement des étrangers, 1913-1916, par communes.

M2458 : Familles nombreuses. 1911-1912.

M2459 : Mariages. 1895-1909.

M3466 : Mouvement de population. Etats récapitulatifs, 1880-1891.

M3471 : Mouvement de population, 1892, canton d'Hesdin.

M3479 : Mouvement de population, 1892, canton d'Étaples.

M3480 : Mouvement de population, 1892, canton de Montreuil.

M3481 : Mouvement de population, 1892, canton de Campagne.

M3482 : Mouvement de population, 1892, canton d'Hucqueliers.

M3473 : Mouvement de population, 1892, canton de Fruges.

M3507 : Mouvement de population, canton d'Hucqueliers et de Montreuil, 1894.

M3576-3583 : Recensement, états récapitulatifs par communes, 1872.

M4079-4335 : Recensement, listes nominatives, 1872-1926.

M4669/29 : Vagabondage et mendicité, 1896-1898.

M7439 : Médaille de la famille française, 1920.

M7449 : Dénombrement des travailleurs et artisans urbains et ruraux, mai 1948, avril 1949.

M7911-7920 : Dénombrement de 1962. Listes nominatives de la population.

2MILN123/R1-910/R4 : Recensement, listes nominatives, 1921-1936.

Syndicats, associations

Les archives concernant les associations et les syndicats agricoles sont particulièrement intéressantes pour une étude des agents actifs du progrès. Néanmoins, peu de documents renseignent sur le nombre d'adhérents dans les comices.

M1045 : Associations et syndicats, répertoire des syndicats déclarés et autorisés, 1889-1904.

M1239 : Chambre d'Agriculture. Elections. PV 1927.

M1518 : Agriculture. Caisse d'assurances mutuelles, enquêtes, 1922.

M1519 : Comités et syndicats agricoles, 1902-1914.

M1681 : Chambre d'Agriculture de l'arrondissement de Montreuil. Listes électorales, 1930.

M1695 : Chambre départementale d'Agriculture de l'arrondissement de Montreuil. Listes électorales, 1930.

M2301 : Sociétés diverses, arrondissements de Montreuil et de Saint-Pol.

M2662 : Syndicats, 1907-1914.

M3438 : Associations agricoles. Comptes-rendus et propositions de subventions, 1910-1914.

M4661 : Associations de crédit agricole, 1898-1914.

M7222 : Chambre d'Agriculture. Associations agricoles, liste de 1938.

- M7252 : Chambres d'Agriculture, élections du 28.02.1939 et du 26.03.1939. PV communaux.
 M7253 : Chambre d'Agriculture de 1936. Recensements communaux.
 M7304 : Caisse d'assurances mutuelles agricoles, subventions, 1928-1935.
 M7363 : Chambre d'Agriculture, listes électorales par communes, 1931.
 M7401 : Chambre d'Agriculture départemental, élections. PV par communes, 1930.

Divers

- M1374 : États des fermes des arrondissements de Béthune, Boulogne, Montreuil et Saint-Omer, 1810.
 M2475 : Primes à la culture du lin et de chanvre (loi du 13.01.1892). Examen des animaux sur pieds, Hesdin, 1905. Protestations des agriculteurs (arrondissement de Montreuil) contre le projet fiscal des successions, 1896.
 M2479 : Cabinet. Chemin de fer de Berck à Paris-Plage, 1904. Pèlerinage à Saint-Josse, 1905.
 M4592/14 : Comités catholiques en activité, arrondissements de Montreuil et de Saint-Omer, 1880.
 M7306 : Établissements classés. Fabrique d'engrais organiques pour l'agriculture à Conchil-le-temple, 1912. Abattoir municipal au Touquet, 1913.
 M7351 : École d'Agriculture du Pas-de-Calais. Comité de surveillance et perfectionnement. PV de la réunion du 18.11.1939. Bourses et prix de pension des élèves. Titres de perception, 1921-1931.

3) Série 7M

La sous-série 7M regroupe les documents relatifs aux associations et aux syndicats, auparavant classés dans la série M. Une large part des documents concerne la fondation des Caisses d'assurance mutuelle et leur budget. La source est particulièrement intéressante pour l'étude des agents actifs du progrès. Dans cette sous-série figure aussi les monographies agricoles.

- 7M3 : Chambres consultatives d'agriculture, organisation, nomination et renouvellement des membres 1852-1921.
 7M5 : Chambres d'agriculture, séances et rapports, 1866-1909.
 7M8/1 : Élections aux chambres d'agriculture, liste électorale de 1925.
 7M18 : Élections aux chambres d'agriculture en 1932.
 7M20 : Organisation des élections aux chambres d'agriculture en 1938.
 7M21/1-2 : Demandes d'inscription sur les listes électorales pour l'élection aux chambres d'agriculture en 1938.
 7M23 : Chambre d'agriculture, procès-verbaux de 1927.
 7M37 : Comices, Sociétés d'agriculture de 1856 à 1950.
 7M44-45 : Société d'Agriculture, concours, récompenses, 1921-23.
 7M61 : Caisses d'assurance mutuelle agricole 1903-1914.
 7M64 : Caisses d'assurance mutuelle agricole 1903-1914, Campagne et Étaples.
 7M1153 : Monographie agricole de Saulchoy, 1933.
 7M1176 : Monographie agricole de l'instituteur de Zoteux, 1930.

4) Série R

Le fonds de la série R correspond aux affaires militaires et aux organismes de temps de guerre. Il informe principalement sur les réquisitions et le ravitaillement pendant la Grande Guerre. Il faut cependant souligner qu'il contient quelques documents sur les cultures et les conséquences de la guerre 1914-1918 dans l'arrondissement de Montreuil, concernant notamment le manque de main-d'œuvre.

- R426 : Agriculture. Main d'œuvre militaire et attelages, 1900-1914.
- R531 : Fourrages et avoines, 1917-1918.
- R532 : Cartes d'alimentation. Circulaires, 1918-1919.
- R533 : Alcool. Circulation, vente, 1915-1919.
- R534 : Cartes d'alimentation, statistique, 1919.
- R538 : Ravitaillement de la population civile et des armées, 1918. Minoteries.
- R539 : Ravitaillement et Comité départemental de répartition des sucres, 1917.
- R540 : Ravitaillement. Réquisition des blés et farines.
- R543 : Ravitaillement. Pétrole, essence, 1917.
- R545 : Ravitaillement. Essence, 1917.
- R546 : Ravitaillement. Blé, 1916-1917.
- R547 : Ravitaillement. Taxation des denrées, 1917. Féveroles.
- R549 : Ravitaillement. Blé, orge, Seigle, 1917.
- R551 : Travaux agricoles.
- R554 : Défense Nationale. Main d'œuvre. Instructions. Etats communaux, Arras, Montreuil, 1916.
- R592 : Guerre 1914-1918. Ravitaillement. Taxation des denrées, 1916-1918.
- R598 : Comité départemental de ravitaillement, statistique du trafic par voies ferrées, août 1913.
- R617 : Ravitaillement de la population civile. Comité départemental de répartition des sucres. Consommations familiales, séance du 11.01.1917.
- R618 : Ravitaillement de la population civile. Comité départemental de répartition des sucres. Consommations familiales, séance du 26.01.1917.
- R619 : Ravitaillement. Conventions, marchés, 1896-1899.
- R625 : Ravitaillement civil. Blés, farines, moulins, 1917.
- R628 : Ravitaillement. Pomme de terre. Réglementation du commerce en 1918.
- R632 : Essence et pétrole. Instructions, circulaires, guerre 1914-1918.
- R662 : Guerre 1914-1918. Ravitaillement. Réquisition du blé. Déclaration, avoine, pomme de terre, haricots. Etats, Montreuil, Saint-Omer, Saint-Pol, 1917.
- R672-674 : Ravitaillement. Comité départemental, statistique de 1914.
- R680 : Ravitaillement. Réquisition de blé, farine. Consommation de pain par troupe, 1916.
- R2/2104 : Agriculture et ravitaillement. Répression à la spéculation.
- R2/2107 : Maréchaux, charrons, etc.... . Tableaux de recensement, 1917.
- R2/2109 : Enquête sur les besoins en pétrole, 1918.
- R2/2110 : Taxation des denrées, instructions, 1916.
- R2/2116 : Prix des denrées agricoles, 1919-1921.
- R2/2118 : Sucreries et distilleries, fonctionnement, 1915-1917.
- R2/2122 : Céréales, déclaration de récoltes par arrondissement et commune, 1917.
- R2/2125 : Enquête sur les vides causés par la guerre parmi les agriculteurs, par arrondissement et commune, 1920.
- R2/2128 : Culture du lin, primes, 1916-1917.
- R2/2137 : Consommation de viande, statistique, 1916-1917.
- R2/2138 : Battages, 1917-1918.

- R2/2140 : Farine, taxation, arrêté du 26 mai 1915, infractions, 1915.
 R2/2145 : Enquête sur les bovins dont l'abattage est interdit, 1916.
 R2/2231 : Plan de mobilisation, arrondissement de Boulogne, Montreuil, Saint-Omer, Saint-Pol, 1943-1944.
 10R1-38 : Occupation de terrains
 11R1062 Prisonniers de guerre, Affaires diverses
 11R1843 : Liste des avions abattus dans l'arrondissement de Montreuil
 11R2092 : Statistique des réfugiés, 1918.

5) Série S (*Travaux publics et transports*)

Le fonds de la série S regroupe les documents relatifs aux travaux publics et aux transports. Il renseigne notamment sur la mise en place de réseaux ferrés dans l'arrondissement au XIX^e siècle. Les documents sont donc particulièrement intéressants pour une étude du progrès des structures de commercialisation.

- S8 : Cartes départementales, 1860-1897.
 S50 : Routes nationales. Statistiques, chaussées empierrées, sondages, 1865-1898.
 S717 à 737 : Chemin de fer d'intérêt général. Ligne d'Arras à Étaples. (1854-1945).
 S752 à 764 : Chemin de fer d'intérêt général. Ligne de Boulogne à Amiens. (1848-1941).
 S814 à 820 : Chemin de fer d'intérêt général. Ligne d'Étaples à Boulogne, 1842.
 S945 à 958 : Chemin de fer d'intérêt local. Ligne Aire-Berck. Premier et deuxième réseaux. Études de projets. Travaux, constructions, financement, 1878-1886.
 S959 à 965 : Chemin de fer d'intérêt local. Ligne Berck plage - Paris plage. Études de projets. Travaux, constructions, financement.
 S1062 : Chemin de fer d'intérêt local. Lignes diverses. Verthon-Berck.
 S1137 à 1142 : Aéroport du Touquet-Paris-plage, 1936-1940.

6) La série T

La série T correspond aux archives concernant l'enseignement.

- T1231/11, Dossier de carrière de Paul Deruelle.
 T1321/11, Dossier de carrière de M^{elle} Hénocq.
 T1410/1, Dossier de carrière d' Aimé Gossart.
 T1505/13, Dossier de carrière de Gaston Jollant.
 T1508/1, Dossier de carrière de Maurice Lécuyer.
 T1547/11, Dossier de carrière de Mme Fossaërt Tellier.
 T1548/5, Dossier de carrière de Mme Fruchart Boulanger.

7) Série 1W : *Archives administratives postérieures à 1940*

Le fonds de la série 1W regroupe les versements d'archives administratives de quelque provenance qu'ils soient, le plus souvent postérieurs à 1940. Il est l'un des fonds les plus utilisés pour l'étude de la période 1940-1981. Il faut cependant signaler que les documents concernant les années 1960-1980 sont plutôt rares. En raison de leur caractère récent, peu d'archives ont été déposées par les administrations. Une classification reprenant les différentes catégories liées au monde agricole est ici privilégiée.

Accidents du travail

- 1W331 : Accidents du travail dans l'agriculture, 1942-1944. Ouvriers agricoles, 1936.
 1W333 : Accidents du travail dans l'agriculture. Fixation du salaire de base, 1940-1942.
 1W21169 : Accidents du travail en agriculture. Arrêté préfectoral du 19.07.1958. Loi du 15.12.1922.

Agriculture : les cultures et l'élevage

- 1W368 : Pommes de terre. Taxation, 1943-1948.
 1W490 : Viande, correspondance, 1944-1945.
 1W491 : Beurre et bétail, 1943-1945.
 1W499 : Blé, récolte de 1947. Etats par commune.
 1W500 : Réquisition des céréales, 1942-1943.
 1W751 : Produits laitiers, correspondance.
 1W828 : Emblavures de la campagne agricole de 1940-1941 de Boulogne et de Montreuil.
 1W834 : Enquête statistique agricole, novembre 1941, arrondissement de Montreuil.
 1W840 : Enquête agricole du printemps 1944. Bulletins récapitulatifs.
 1W841-842 : Enquête agricole d'automne 1944. Bulletins récapitulatifs communaux.
 1W847 : Enquête agricole du printemps 1945, arrondissement de Montreuil.
 1W859 : Impositions en céréales, campagne de 1943-1944, arrondissement de Montreuil.
 1W863 : Impositions en oléagineux, campagne de 1942-1943, arrondissement de Montreuil.
 1W876 : Impositions en oléagineux, campagne de 1943-1944, arrondissement de Montreuil.
 1W880 : Impositions en pommes de terre et légumes secs, récolte de 1944, arrondissements de Montreuil et Saint-Omer.
 1W887 : Recensement des animaux de ferme au 03 décembre 1940, arrondissement de Montreuil.
 1W894 : Recensement du bétail au premier avril 1941, arrondissement de Montreuil.
 1W908 : Recensement du bétail au premier janvier 1942, arrondissements de Montreuil et de Saint-Omer.
 1W913 : Recensement du bétail au premier avril 1943, arrondissements de Montreuil et de Saint-Omer.
 1W918 : Recensement du bétail au premier janvier 1944, arrondissement de Montreuil.
 1W920 : Recensement du bétail aux premier janvier 1944 et au premier avril 1944, tableaux récapitulatifs des communes.
 1W925 : Recensement du bétail au premier avril 1944, arrondissement de Montreuil.
 1W927 : Recensement du bétail aux premier avril 1941, premier octobre 1941, premier janvier 1942 et premier janvier 1943, tableaux récapitulatifs.
 1W933 : Statistique agricole annuelle de 1942, arrondissement de Montreuil.
 1W935 : Statistique agricole (culture) de 1944, bulletins récapitulatifs communaux.
 1W936 : Statistique agricole (cheptel) de 1944, bulletins récapitulatifs communaux.
 1W938 : Enquête agricole de 1941.
 1W940 : Impositions en foin, récolte de 1945.
 1W941 : Impositions en paille, récolte de 1944.
 1W943 : Terres labourables et prairies naturelles, superficies déclarées au premier janvier 1945.
 1W1158 : Lait, archives.
 1W1159 : Recensement des chevaux
 1W1161 : Pommes de terre
 1W1162 : Oléagineux, 1943-1946.
 1W1163 : Contingent de soudure. Seigle, blé, 1946.
 1W1164 : Paille et fourrage, 1945-1946.

- 1W1165 : Paille, 1944.
 1W1166 : Blé, 1944.
 1W1167 : Impositions en céréales secondaires, 1945.
 1W1168 : Impositions en céréales secondaires, 1946.
 1W1169 : Ficelles, 1945-1946.
 1W1170 : Alimentation des chevaux, 1945-1946.
 1W1171 : Blé, 1946.
 1W1172 : Impositions, œufs, 1945.
 1W1173 : Soudure, 1946, impositions en seigle.
 1W1180 : Blé, états récapitulatifs, 1945.
 1W1182 : Tabac, élections du 20 octobre 1946.
 1W1193 : Contrats de culture, 1945.
 1W1651 : Lait et produits laitiers.
 1W1659 : Blé, seigle, orge et avoine, campagne céréalière, 1948.
 1W1744 : Permis de culture de tabac, 1952, arrondissements de Montreuil et de Saint-Omer.
 1W1749 : Culture de tabac, 1951.
 1W2066 : Campagne céréalière, 1949-1950.
 1W7798 : Tabac, permis de culture, 1958.
 1W7799 : Tabac, permis de culture, 1959.
 1W10394-10411 : Enquête agricole, 1942-1945, renseignements sur le matériel, les terres, le cheptel, par communes (classement alphabétique).
 1W16548 : Affaires militaires, recensement des chevaux, 1938-1940.

Aléas et calamités agricoles

- 1W1157 : Calamités agricoles. Cartes textiles. Affaires diverses.
 1W18152 : Calamités agricoles, orages, inondations, aide aux cultivateurs, 1950-1951.

Concours agricoles, Stud-Book (classement des chevaux de race boulonnaise)

- 1W488 : Sociétés hippiques. Concours, 1920-1926, 1935-1942.
 1W1641 : Concours de pouliches et de juments poulinières en 1949, 1950 et 1951.
 Concours de poulains et étalons boulonnais (subventions de l'état, 1952).
 1W1642 : Concours des primes d'honneur de l'agriculture de 1937.
 1W5640 : Concours de chevaux au Touquet, 1949-1957.
 1W18158 : Concours de pouliches et poulinières boulonnaises, 1957-1961.
 1W21200 : Concours agricole organisés annuellement par les sociétés d'agriculture, années 1941 à 1961.

Démographie, population active

- 1W947 : Main-d'œuvre agricole avant la mobilisation de 1939, arrondissement de Montreuil.
 1W950 : Main-d'œuvre agricole, prisonniers de guerre libérés comme travailleurs agricoles, 1942-1943.
 1W1063 : Main-d'œuvre féminine agricole étrangère. Comité départemental d'Aide et de protection des femmes immigrantes employées en agriculture, années 1934-1938.
 1W1610 : Dénombrement de la population, 8 mars 1931.
 1W1611 : Dénombrement de la population, 8 mars 1936.
 1W1649 : Main-d'œuvre agricole, comité cantonaux, correspondance, 1939.
 1W5154 : Tableaux récapitulatifs de chômage, 1933-1953.

- 1W10769-12 633 : Recensement de 1954, par communes (classement alphabétique)
 1W13893 : Médaille de la famille française, enquêtes, deuxième promotion, 1961.
 1W13894 : Médaille de la famille française, enquêtes, première promotion, 1962.
 1W21160 : Salaire des ouvriers betteraviers 1945-1948. Congés payés en agriculture, arrêté préfectoral du 27.11.1950.
 1W21505 : Migrations intérieures d'exploitants, 1950-1962.

Élections, politique.

- 1W7057 : Liste des maires, arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer, 1956.
 1W7651 : Premier tour. Élections cantonales de mars 1949, PV, arrondissement de Montreuil.
 1W7654 : Second tour. Élections cantonales de mars 1949, PV, arrondissement de Montreuil.
 1W7660 : Élections au Conseil général du 7 octobre 1951, PV, premier tour, canton de Fruges.
 1W7661 : Élections au Conseil général du 7 octobre 1951, PV, premier tour, cantons d'Hesdin et Hucqueliers
 1W7663 : Élections au Conseil général d'octobre 1951, PV, second tour, cantons de Fruges et Hesdin.
 1W7670 : Élections au Conseil de la République du 18 mai 1952, PV d'élection des délégués du 27.04.1952, arrondissement de Montreuil. Communes de moins de 3500 habitants.
 1W7672 : Élections au Conseil de la République du 18 mai 1952, PV d'élection des délégués du 27.04.1952, arrondissement de Montreuil. Communes de 3500 à 9000 habitants.
 1W7673 : Élections au Conseil de la République du 18 mai 1952, PV d'élection des délégués du 27.04.1952, arrondissement de Montreuil. Communes de plus de 9000 habitants.
 1W14660 : Élections cantonales du 17.04.1955, P.V. communaux, arrondissement de Montreuil, cantons de Campagne, Étaples et Montreuil.
 1W14702 : Référendum du 08.01.1961, arrondissement de Montreuil (les 6 cantons), P.V.
 1W14726 : Référendum du 08.04.1962, arrondissement de Montreuil (les 6 cantons), P.V.
 1W14734 : Élections au Conseil général du 20.04.1958, arrondissement de Montreuil, cantons de Fruges, Hesdin et Hucqueliers.
 1W28047 : Élections législatives de 1962
 1W33665 : Élections législatives mars 1967

Enseignement agricole

Le fonds est intéressant pour une étude du rôle de l'enseignement agricole dans le développement de l'agriculture. Il permet notamment de mettre en relation l'évolution du nombre d'élèves formés dans les écoles d'agriculture et le progrès des méthodes de cultures.

- 1W1065 : École Régionale d'Agriculture d'Arras, 1932-1948.
 1W10053 : École d'Agriculture d'Hiver de Montreuil annexée à l'École Primaire Supérieure.
 1W10054 : Écoles d'agriculture diverses, demande de bourses, 1943-1958.
 1W20805 : École d'agriculture, plans.
 1W21177 : Comité départemental de l'apprentissage agricole, 1955-1962.
 1W21187 : Enseignement post-scolaire agricole. Migration intérieure d'exploitants agricoles (1949-1953).

Foires, marchés, commerce.

- 1W364 : Transport de beurre, tolérance 1944-1947.
 1W369 : Circulation du bétail, 1942-1949.
 1W370 : Prix de la viande, 1948-1950.
 1W371 : Viande. Plan de rattachement, marché, circulation du bétail, carte d'acheteur de bétail.
 1W492 : Réglementation de la vente du pain. Surplus alliés, 1945-1947.
 1W1156 : Cours moyens des denrées agricoles de 1931 à 1945.
 1W1160 : Ravitaillement, affaires diverses.
 1W1183 : Livraisons de blé
 1W4864 : Prix du lait, 1950-1952.
 1W4874 : Prix de la viande, 1951 et 1952.
 1W4875 : Prix de la farine, 1945-1952.
 1W6956 : Etats de commercialisation des céréales dans le Pas-de-Calais, 1956 et 1957.
 1W9157 : Enquêtes boulangeries, 1954-1955.
 1W21141 : Prix du pain et farines
 1W21190 : Service des prix. P.V., rapports mensuels, 1963.
 1W21193 : Foires et marchés, divers.
 1W21220 : Prix. Rapports bi-mensuels, années 1956, 1957, 1962.

Mérite agricole

- 1W17596 : Mérite agricole, promotions de 1956.
 1W17597 : Mérite agricole, promotions de 1957.
 1W17598 : Mérite agricole, promotions de 1958.
 1W17599 : Mérite agricole, promotions de 1959.
 1W17600 : Mérite agricole, promotions de 1960.
 1W20740 : Mérite agricole, promotions de 1961 et 1962.
 1W22470 : Médaille d'Honneur Agricole, 1954-1956.
 1W22471 : Médaille d'Honneur Agricole, 1957-1959.

Moulins et usines

- 1W1667 : Moulins (création, réquisition, recensement). Dans cette boîte figure un document renseignant sur les noms des propriétaires des 211 moulins à farine en activité dans le Pas-de-Calais, en 1948.
 1W14974 : Sucrieries et distilleries.

Politique agricole

- 1W335 : Aide temporaire à l'agriculture, campagne de 1945.
 1W1068 : Agriculture. Circulaires préfectorales aux maires du département, 1943-1944.
 1W1650 : Produits laitiers. Instructions, 1949-1950.
 1W8729 : Aide du département aux cultivateurs sinistrés par l'orage de grêle du 20 juin 1950.
 1W14784 : Activités culturelles de la jeunesse rurale. Subventions du ministère de l'Agriculture, 1949-1958.
 1W18156 : Commission départementale, répartition des crédits votés par le Conseil général à titre d'encouragement à l'agriculture, 1953-1962.
 1W21189 : Programme d'investissement agricole.

1W21503 : Subventions aux jardins ouvriers, 1947-1960.

Ponts et chaussées, infrastructures

- 1W4704 : Lignes d'Aire à Fruges et de Rimeux-Gournay à Berck, 1892-1893. Communes d'Aix-en-Ergny, Attin, Beussent, Inxent et Recques.
- 1W4705 : Lignes d'Aire à Fruges et de Rimeux-Gournay à Berck, 1892-1893. Communes de Lépine, Rang-du-Fliers, Verton, Wailly et Campigneulles-les-petites.
- 1W4707 : Lignes d'Aire à Fruges et de Rimeux-Gournay à Berck, 1892-1893. Communes d'Ergny, Fruges, Mencas, Renty, Rumilly, Vincly et Wicquinghem.
- 1W4708 : Lignes d'Aire à Fruges et de Rimeux-Gournay à Berck, 1892-1893. Communes d'Enquin-sur-Baillons, Hézecques, Hucqueliers, Lugy, Matringhem, Senlis et Verchocq.
- 1W4710 : Lignes d'Aire à Fruges et de Rimeux-Gournay à Berck, 1892-1893. Communes de Preures, Mametz et Coyecques.
- 1W4711 : Lignes d'Aire à Fruges et de Rimeux-Gournay à Berck, 1892-1893. Communes de Beaumerie, Saint-Martin, Berck, Écuires et Montreuil.
- 1W4713-4717 : Reconstruction de la gare de Berck Plage.
- 1W4760-4770 : Ligne Aire-Rimeux-Berck.
- 1W8980 : V.F.I.L. Ligne Aire à Berck, 1945-1953.

Syndicats, associations agricoles

Les documents sont particulièrement abondants concernant les syndicats et les associations agricoles diverses.

- 1W749 : Élections à la chambre d'Agriculture. Groupements agricoles, 1952.
- 1W750 : Élections à la chambre d'Agriculture. Groupements agricoles, 1952.
- 1W2068 : Céréales, comités cantonaux et communaux de collecte.
- 1W1452 : Syndicat de dessèchement. Vallée de la Canche, 1933.
- 1W1456 : Syndicat de la Vallée de l'Authie, 1936-1945.
- 1W1740 : Syndicat agricole, statistique de 1949.
- 1W6832 : A.S.B (Associations syndicales de remembrement) dissoutes, Le Touquet.
- 1W6952 : Mutualité, 1955.
- 1W6953 : Chambre d'Agriculture, budgets et comptes, 1951-1957.
- 1W6954 : Chambre d'Agriculture, P.V. de séances, 1953-1956.
- 1W7359-7364 : Associations syndicales de reconstruction et remembrement, 1951. Berck-ville, Camiers, Étaples, Le Touquet.
- 1W7374-7380 : Associations syndicales de reconstruction et remembrement, 1951. L'Authie, la Canche, la Ternoise.
- 1W7806 : Chambre d'Agriculture, élections de 1952.
- 1W7807 : Chambre d'Agriculture, élections de 1953.
- 1W7808 : Élections, Mutualité sociale agricole, 1959, P.V. communaux.
- 1W8722 : Statuts des Syndicats agricoles, 1958.
- 1W8724 : Caisses mutuelles agricoles. Assurances contre les incendies, statuts, 1957.
- 1W8726 : Caisses mutuelles agricoles, incendie et mortalité du Bétail. Unions et Fédérations agricoles, statuts, 1958.
- 1W8733 : Caisses Mutuelles agricoles, statuts, accidents et mortalité du bétail.
- 1W8735 : Syndicats agricoles, statuts, 1957.
- 1W13001-13 004 : Dossiers d'associations syndicales de remembrement dissoutes. A.S.R.

d'Étaples.

- 1W13463 : Chambre d'Agriculture, P.V, 1957 et 1958.
 1W13475 : Sociétés et Unions de sociétés mutualistes, états statistiques, 1958.
 1W14783 : Sociétés mutualistes, états statistiques, 1959.
 1W18137 : Office agricole départemental.
 1W18139 : Chambre d'Agriculture, situation financière, 1949-1951.
 1W20696 - 20 697 : Élections à la Chambre d'Agriculture, 1964.
 1W20705 : Élections à la Chambre d'Agriculture, 1964, P.V. communaux de recensement des votes. Exploitations agricoles, Béthune, Lens, Boulogne, Calais, Montreuil et Saint-Omer
 1W20708 : Chambre d'Agriculture, élections générales de 1959.
 1W20709 : Chambre d'Agriculture, élections, 1959-1964.
 Caisse Mutuelle Agricole d'Assurance et de Réassurance.
 Syndicats agricoles et leurs unions. Caisse de Crédit Agricole Mutuel.
 1W21080 : Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Vallée de la Canche (dissous le 29.06.1953).

Techniques de production

- 1W1179 : Battages, 1945.
 1W1181 : Battages, correspondance, 1945.
 1W1192 : Lieuses et carburants.
 1W4868 : Tarif des battages, 1942-1950.
 1W6955 : Carburants détaxés, 1952-1957.
 1W8621 : Registres d'immatriculation des véhicules automobiles, 1913-1920.
 1W8622 : Registres d'immatriculation des véhicules automobiles, 1920-1922.
 1W8623 : Registres d'immatriculation des véhicules automobiles, 1922-1923.
 1W8624-8625 : Registres d'immatriculation des véhicules automobiles, 1924.
 1W8626-8633 : Registres d'immatriculation des véhicules automobiles, 1924 et 1927.
 1W8634 : Registres d'immatriculation des véhicules automobiles, 1928.
 1W8970 : Pompes à essence, renseignements statistiques, 1925-1958.
 1W9343-9345 : Dépôt de carburant, arrondissement de Montreuil, années 1950.
 1W21215 : Équipement rural. Investissement agricole, 1951-1957.

Divers

- 1W1657 : Fièvre aphteuse, correspondances, 1937-1947.
 1W1790 : Chasse, instructions de 1837 à 1900.
 1W1791 : Chasse, instructions de 1900 à 1939.
 1W5663-5690 : Electrification des écarts par communes, années 1950.
 1W6082 : Distributions gratuites de sucre, arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer, listes des communes.
 1W6951 : Station agronomique (laboratoires agricoles, météorologie agricole, ...)
 1W7089 : Electrification rurale, enquête sur la population desservie, arrondissements de Béthune, Boulogne, Montreuil et Saint-Omer.
 1W21176 : Lutte contre le doryphore, 1951. Équipement rural et progrès agricole, 1947.
 1W21202 : Structures agricoles. Commission départementale (1962-1963).
 1W21502 : Monographies agricoles du Pas-de-Calais. Enquête sur le marché des exploitations agricoles. Arrachage des pommiers à cidre, 1945-1963.
 1W8218/1, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de

- Montreuil 1944-1948, A-C.
 1W8218/2, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de Montreuil 1944-1948, C-K.
 1W8219/1, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de Montreuil 1944-1948, L-M.
 1W8219/2, Dossiers individuels d'internés administratifs à la Libération, arrondissement de Montreuil 1944-1948, N-Z.

8) Série 37W (*Direction des Services Agricoles*)

Le fonds de la série 37W (Ancienne série M/DSA) est également riche et largement utilisé pour cette étude. Il est constitué de documents versés par la Direction des Services Agricoles. Cette dernière, définie par la loi du 21 août 1912, a pour fonctions principales la vulgarisation des connaissances agricoles, l'enseignement agricole public, la statistique et le ravitaillement. La documentation complète celle de la série M. Elle est particulièrement intéressante pour les années 1940 et 1950. Une classification reprenant les différentes catégories liées au monde agricole semble s'imposer

Agriculture

Les statistiques agricoles, abondantes et détaillées, complètent celles de la série M pour la période 1918-1940 et celles de la série 1W pour la période postérieure à 1940. Elles permettent notamment d'étudier l'impact du progrès sur les cultures et l'élevage. Elles renseignent également sur l'économie rurale et parfois sur les modes de faire-valoir, la taille des exploitations et l'âge, le nombre et l'origine sociale des ouvriers agricoles. C'est le cas de l'enquête de 1929. La documentation est particulièrement riche pour une étude de l'agriculture dans les années 1940 et 1950.

- 37W3 : Guerre 1939-1945 : Repliement du bétail, 1940. Surplus alliés 1945-1949.
 37W17-18 : Recensement de l'agriculture et du bétail de 1929, arrondissement de Montreuil, questionnaires communaux.
 37W21 : État récapitulatif de la production végétale de 1929, arrondissement de Montreuil.
 37W22 : État récapitulatif de la production animale de 1929, arrondissement de Montreuil.
 37W23 : État récapitulatif de l'économie rurale de 1929, arrondissement de Montreuil.
 37W24 : Enquête agricole de 1929, circulaire, instruction.
 37W25 : Statistique des ressources agricoles, 1937. Statistique des animaux de ferme, 03.09.1940 et 03.12.1940.
 37W27 : Statistique agricole annuelle de 1939, arrondissement de Montreuil.
 37W30 : Enquête de 1941, industries dans le Pas-de-Calais.
 37W34 : Enquêtes agricoles communales de 1942, arrondissement de Montreuil-sur-Mer.
 37W40 : Enquête de 1942. Etat récapitulatif.
 37W46 : Enquête agricole de 1944, bulletins récapitulatifs par commune, arrondissements de Béthune, Boulogne, Montreuil et Saint-Omer.
 37W50 : Enquête agricole du printemps 1944, arrondissement de Montreuil, cantons de Campagne et d'Hucqueliers.
 37W51 : Enquête agricole du printemps 1944, arrondissement de Montreuil, canton de Montreuil.
 37W54 : Enquête de l'automne 1944 (cheptel). Registres de culture modèle D, arrondissement d'Arras.

- 37W55 : Enquête de l'automne 1944 (cheptel). Registres de culture modèle D, arrondissement de Béthune.
- 37W56 : Enquête de l'automne 1944 (cheptel). Registres de culture modèle D, arrondissement de Boulogne.
- 37W57 : Enquête de l'automne 1944 (cheptel). Registres de culture modèle D, arrondissement de Montreuil.
- 37W58 : Enquête de l'automne 1944 (cheptel). Registres de culture modèle D, arrondissement de Saint-Omer.
- 37W59 : Enquête de l'automne 1944 (cheptel). Registres de culture modèle D, arrondissement de Saint-Pol.
- 37W60 : Enquête agricole du printemps 1945, bulletins récapitulatifs communaux, arrondissements d'Arras, Béthune, Boulogne, Montreuil, Saint-Omer et Saint-Pol.
- 37W61 : Enquête agricole de l'automne 1945, bulletins récapitulatifs communaux, arrondissements d'Arras, Béthune, Boulogne, Montreuil, Saint-Omer et Saint-Pol.
- 37W62 : État des terres labourables en 1945, états par commune.
- 37W65 : Enquête agricole de 1946, arrondissement de Montreuil et Saint-Omer.
- 37W68 : Enquête sur l'outillage de culture mécanique double.
- 37W70 : Contrôle des surfaces dit « contrôle en profondeur » et plan cadastral (Maresquel, Coupelle-neuve, ...)
- 37W71 : Enquête agricole de 1947 : arrondissements d'Arras et de Saint-Pol.
- 37W72 : Enquête agricole de 1947 : arrondissements de Béthune, Boulogne, Calais, Montreuil et Saint-Omer.
- 37W79 : Enquête agricole de 1948, arrondissements d'Arras et de Saint-Pol.
- 37W78 : Enquête agricole de 1948, autres arrondissements.
- 37W82 : Enquête agricole de 1949, arrondissements d'Arras et de Saint-Pol.
- 37W83 : Enquête agricole de 1949, autres arrondissements.
- 37W90 : Enquête agricole de 1950. État communal de statistique, registre de culture, registre des récoltes de céréales, arrondissement de Montreuil.
- 37W98 : Enquête agricole de 1951. État communal de statistique, registre de culture, registre des récoltes de céréales, superficies en céréales, arrondissement de Montreuil.
- 37W100 : Organisation de l'enquête, dépouillement, contrôle des surfaces dites en profondeur et plans cadastraux.
- 37W107 : Enquête agricole de 1952, état communal de statistique agricole. Registre de culture. Superficies en céréales. Arrondissement de Montreuil-sur-Mer.
- 37W116 : Enquête agricole de 1953, état communal de statistique agricole. Registre de culture. Superficies en céréales. Arrondissement de Montreuil-sur-Mer.
- 37W119 : Enquête agricole de 1954, état communal de statistique agricole, arrondissements d'Arras, Béthune et Saint-Pol.
- 37W120 : Enquête agricole de 1954, état communal de statistique agricole, arrondissements de Boulogne, Montreuil et Saint-Omer.
- 37W133 : Répartition des carburants, entrepreneurs, état des tracteurs.
- 37W143 : Attributions de tracteurs, matériels agricoles, 1946 et 1949.
- 37W165 : Enquête sur le blé, prix, variété, 1926-1939.
- 37W167 : Blés gelés, hiver 1946-1947. Instructions, correspondances.
- 37W168 : Blés gelés, hiver 1945-1946. Etats par commune et canton. Etat d'attribution des indemnités de réensemencement pour emblavures détruites par le gel.
- 37W169 : Blé, organisation du stockage en 1932, construction de sites 1937-1939.
- 37W170 : Avoine. Semences, 1940-1945.
- 37W177 : Tableaux récapitulatifs et déclaration des superficies ensemencés en blé, 1937/1938, 1938/1939.

- 37W178 : Impositions des céréales, 1944-1947. Etat par commune. Evaluation des récoltes en céréales, 1944-1945.
- 37W179 : Pommes de terre. Impositions, 1941-1942. Superficies emblavées en pommes de terre. Récoltes. Impositions par communes.
- 37W180 : Pommes de terre. Impositions, 1941-1942. Superficies emblavées en pommes de terre. Récoltes. Impositions par communes.
- 37W188 : Betterave industrielle. Impositions, 1942-1945. Engagement des cultures, cultivateurs avec les sucreries. Enquête betteravière par commune, 1940.
- 37W192 : Lin, état en 1940.
- 37W193 : Lin, correspondance, 1939-1945.
- 37W194 : Lin, correspondance, 1919-1941.
- 37W195 : Oléagineux, enquête d'après la statistique sur les oléagineux dans le Pas-de-Calais.
- 37W205 : Enquête sur la production laitière, 1936-1942.
- 37W218 : Enquête sur les œufs et les volailles, 1937-1945.
- 37W223 : Engrais et amendements. Textes officiels, correspondance, 1940-1950.
- 37W224 : Engrais et amendements. Etat nominatif de répartition des engrais, 1945-1946. Livraisons d'engrais azotés 1946-1954. Prix des engrais azotés, 1948. Engrais composés, 1947-1961.
- 37W225 : Engrais et amendements. Scories Thomas, 1950-1961, répartition, commercialisation. Engrais phosphatés, état des livraisons, 1947-1949.
- 37W226 : Engrais, amendements, 1928-1929, 1930-1939.
- 37W227 : Aliments du bétail. Etat des aliments mis en consommation, 1940-1948.
- 37W228 : Aliments du bétail. Documents techniques, 1926-1944. Etat des stocks en 1940.
- 37W234 : Matériel et moyens de culture et de récolte. Matériel en 1941-1942 par commune. Machines agricoles, attributions et répartitions, 1941-1946. Matériel agricole abandonné par les Allemands, 1944-1945.
- 37W235 : Matériel et moyens de culture et de récolte. Moyen de liage, 1940-1947.
- 37W236 : Production de végétaux. Rapports annuels, 1933-1947.
- 37W237 : Protection des végétaux, le doryphore, 1925-1939.
- 37W238 : Protection des végétaux, le doryphore, 1939-1943.
- 37W239 : Amélioration foncière. Défrichement des prairies. Enquête communale classée par arrondissement, 1944. Électricité, 1941, 1942, 1945, 1947.
- 37W240 : Terrains et exploitations abandonnés, 1941-1950. Mise en culture des terres abandonnées. État des terres incultes.

Commercialisation

Les documents renseignent principalement l'évolution des prix de quelques denrées agricoles. Ils sont rares concernant les foires et les marchés.

- 37W130 : Mercuriales mensuelles 1928-1941, cours moyen des blés 1927-1936.
- 37W132 : Prix du lait, 1921-1942.
- 37W189 : Betterave industrielle, variation des prix, 1908-1922 ; correspondance, 1930-1941.
- 37W210 : Prix du lait, 1933-1940, 1946-1956. Marché du lait, 1949-1950. Contrôle hygiénique du lait.
- 37W213 : Ramassage de beurre fermier, 1945-1949.

Concours agricoles

Les documents sont peu nombreux et complètent ceux de la série M.

- 37W243 : Concours de race bovine flamande 1921-1961. Divers concours régionaux.
 37W244 : Concours agricole, Arras, 1927 et 1934.
 37W245 : Concours régional du Nord de la France et concours spéciaux à Arras, 1938.
 37W246 : Concours régional, 1935, 1929 et les années 1950. Concours du blé en 1929.
 37W247 : Concours, listes, correspondances, 1921-1939.
 37W248 : Concours de la race ovine, 1926-1939.
 37W249 : Concours de la race ovine, 1938-1939. Syndicat d'élevage de la race ovine, 1937.
 37W250 : Prix d'honneur et prix culturels, 1930-1937. Prix Sully, 1942-1944. Foires et marchés du Pas-de-Calais.

Impositions

- 37W157 : Mobilisation des ressources. Impositions diverses, 1941-1943. Tableaux de répartition entre les cultivateurs
 37W158 : Impositions, 1942-1943. Etats par commune, récapitulation par canton.
 37W159 : Impositions, 1943-1944. Etats récapitulatifs.
 37W160 : Impositions, 1944-1949. Etats récapitulatifs.
 37W190 : Impositions en paille, 1941-1945.
 37W191 : Impositions en foin, 1939-1945.
 37W196 : Oléagineux. Impositions, récoltes 1942-1943.
 37W197 : Oléagineux. Impositions, récoltes 1943-1946.
 37W219 : Impositions volailles et œufs, 1942-1944.
 37W221 : Chicorée, impositions, 1943-1945. Tabac, impositions, 1943-1944. Houblon, correspondance, 1940.
 37W272 : Impôts agricoles, instructions, correspondance, 1945-1958. Classement par région fiscale.

Main-d'œuvre agricole

- 37W274 : Main d'œuvre, instructions, correspondance. Commission de la main-d'œuvre agricole. Récapitulatif des besoins du département en main-d'œuvre agricole, 1940.
 37W275 : Main-d'œuvre, 1927-1939 (ouvriers saisonniers, artisans ruraux, prisonniers de guerre, ...)
 37W276 : Main-d'œuvre, 1927-1939 (ouvriers saisonniers, travailleurs étrangers, STO, (...))
 37W278 : Réquisition de la main d'œuvre. Etat du personnel agricole à récupérer.
 37W280 : Main-d'œuvre. Service civique rural, 1941, listes des jeunes gens de 17 à 21 ans, état par communes.
 37W281 : Service civique rural, 1942. Listes des volontaires et des jeunes gens astreints au service civique rural établies par les établissements scolaires.
 37W282 : Service civique rural, 1944. Listes des volontaires et des jeunes gens astreints au service civique rural, établies par les établissements scolaires.
 37W283 : Aide temporaire à l'agriculture, 1945. Recensement des jeunes gens des classes de 1944 à 1948, établi par les établissements scolaires.
 37W284 : État de la main-d'œuvre enlevée à l'agriculture, 1943-1944.
 37W286 : Salaires, 1920-1942. Grèves agricoles, 1936-1938.

Politique agricole, associations et syndicats

Les documents sont particulièrement intéressants, car ils complètent ceux de la série 1W. Les archives renseignant sur les syndicats laitiers sont abondantes.

- 37W2 : Plan Monet, plan de modernisation de la production agricole, 1947-1945.
- 37W76 : Contrôle des surfaces avec plans cadastraux dit « contrôle en profondeur » (Airon-St-Vaast, Canlers, ...)
- 37W123 : Rapports annuels du directeur des Services Agricoles du Pas-de-Calais, 1929-1965.
- 37W125 : Rapports généraux avec le ravitaillement en général 1939-1947.
- 37W127 : Établissement des barèmes des dommages de guerre agricoles, 1940-1955 (Ministère de la reconstruction et de l'urbanisme).
- 37W128 : PV des réunions, 1940-1943, comité départemental des prix.
- 37W129 : Comité de surveillance des prix, 1937-1939.
- 37W137 : Office agricole départemental (OAD), deux registres de délibération, 1919 et 1936.
- 37W138 : Livres des comptes 1919-1936.
- 37W140 : Notices sur l'organisation et le fonctionnement des offices agricoles départementaux.
- 37W144 à 152 : GIRPIA (Groupement interprofessionnel de répartitions des produits indispensables à l'agriculture), puis SAMPA (Service d'approvisionnement en moyens de production agricole), 24.07.1945. Correspondance 1941-1946.
- 37W154 : Comité départemental d'action agricole. Vœux émis par les syndicats agricoles. Correspondance, instruction entre le CNAA et le CDAA.
- 37W155 : Comité départemental, cantonal de production agricole, 1939.
- 37W156 : Comité départemental de retour à la terre, 1923-1928. Comité départemental de la main-d'œuvre, 1930-1939.
- 37W164 : Plan d'orientation agricole, 1942-1944. Plan de culture.
- 37W171 : Correspondance, 1940-1942. Rapport sur l'avoine dans le Pas-de-Calais.
- 37W172 : Rapports annuels des comités des céréales, 1938-1939, 1943-1944, 1944-1945, 1946-1953.
- 37W173 : Instructions, circulaires. Textes officiels, 1948-1959.
- 37W175 : Comité départemental des céréales.
- 37W176 : Circulaires, instructions, céréales 1931-1936, 1940.
- 37W181 : Plans, 1939-1942. État communal de contrat de culture de plans.
- 37W182 : Pommes de terre, plans. Circulaires, correspondances, 1939-1942. Multiplication des syndicats, commandes de plans.
- 37W183 : Pommes de terre de consommation. Circulaires, 1939-1944. Correspondance, 1940-1941. Etats communaux des superficies ensemencés en pommes de terre, 1941.
- 37W184 : Pommes de terre, correspondance, 1927-1944.
- 37W186 : Pommes de terre. Bureau national de répartition de la pomme de terre et des légumes secs.
- 37W198 : Cultures maraîchères, fruitières, correspondance, 1924-1939.
- 37W202 : Syndicat d'élevage, 1922-1933.
- 37W203 : Commission départementale du marché du cheval. P.V, 1943-1945.
- 37W206 : Comité départemental du lait 1936-1939.
- 37W207 : Groupements interprofessionnels laitiers. Personnes en activité, A à F.
- 37W208 : Groupements interprofessionnels laitiers. Personnes en activité, G à Z.
- 37W209 : Groupements interprofessionnels laitiers. Personnes en activité, A à Z sans activité.
- 37W211 : Service provisoire de l'économie laitière. Contrats de fourniture de produits laitiers, 1947-1959.
- 37W212 : Liste des groupements de producteurs de lait en 1939, production de beurre en

- 1939-1940.
- 37W214 : Syndicat d'élevage et de contrôle laitier du Pas-de-Calais, 1936. Syndicat laitier de Berck
- 37W215 : projet de construction d'un abattoir à Paris-Plage en 1936. Prix de la viande de porc, 1934-1949, 1941-1944.
- 37W217 : Comité départemental de la viande, correspondances 1941-1945.
- 37W242 : Expérimentation, démonstrations. Plans de modernisation de la production agricole. Programme d'action, 1951-1955. Expérimentation, céréales, 1944-1956.
- 37W252 : Syndicats de la corporation paysanne 1940-1944 (par commune). Enquête effectuée sur les ouvriers agricoles ayant quitté la profession du 01.05.1943 au 31.12.1943.
- 37W253 : Chambre d'agriculture, instructions, règlements, 1930-1948. P.V. des réunions, 1930-1938, 1941-1942, 1949-1953.
- 37W254 : Chambre d'Agriculture. PV de réunions, de sessions, 1954-1960.
- 37W255 : Société d'Agriculture de Montreuil de 1922 à 1925. Comices agricoles. Mutuelles, correspondances, 1929-1933. Syndicats agricoles de l'arrondissement de Montreuil, 1941.
- 37W256 : Lois sociales. Logements des travailleurs agricoles, 1929-1938.
- 37W258 : Statistique annuelle des sociétés d'assurances mutuelles agricoles en 1930-1937 (par commune)
- 37W259 : Assurance mutuelle, 1929-1938.
- 37W260 : Assurance mutuelle, 1930-1939.
- 37W261 : Assurances mutuelles. Caisse de réassurance, bétail d'Arras, 1929-1937.
- 37W 264 : Caisse locale d'assurances mutuelles agricoles contre les accidents, 1930-1942.
Caisse fédérale d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle du Pas-de-Calais.
- 37W267 : Crédit agricole, 1920-1959.
- 37W268 : Comité départemental d'avances, 1940-1944. Comité départemental des prêts, 1944-1947. PV des réunions
- 37W269 : Coopérative agricole, 1931-1942.
- 37W313 : DSA de Boulogne. Société d'Agriculture de Montreuil, correspondance, rapport du Conseil d'administration, 1947-1949. Liste des membres.
- 37W318 : DSA de Boulogne. Sucrerie, coopérative agricole d'Attin. Projet de construction d'un poste de réception de betteraves, 1965.

Divers

- 37W220 : Volailles, œufs. Documents techniques, 1950-1954. Liste des aviculteurs du Pas-de-Calais, 1947-1957.
- 37W241 : Enseignement. Concours d'économie rurale, 1900. Ecole d'agriculture, 1921-1933. Documentations diverses, 1930-1951.
- 37W265 : Calamités agricoles, 1932-1954.
- 37W266 : Calamités agricoles. Blés gelés, enquête de 1946 par commune.
- 37W271 : Baux à ferme. Fixation des valeurs locatives, 1939-1951.
- 37W273 : Enquête sur le métayage en 1936. Baux ruraux, 1934-1939. Entraide 1942-1945.
- 37W277 : Missions de restauration paysanne, instructions, correspondance. Apprentissage agricole, demande d'apprentissage, dossiers, 1942-1943.

9) Série 3Z (Archives de la sous-préfecture de Montreuil)

La série 3Z correspond aux archives de la sous-préfecture de Montreuil. Le fonds est incontestablement le plus riche des fonds des sous-préfectures du département. Les documents complètent ceux de la série M. Ils informent principalement sur l'agriculture et la société rurale vers la fin du XIX^e siècle et pendant les guerres. Une classification reprenant les différentes catégories liées au monde agricole semble également ici s'imposer.

Agriculture

- 3Z1 : Statistique agricole annuelle, 1858-1861. Questionnaires communaux.
 3Z6 : Statistique agricole annuelle, 1855, 1856, 1858, 1860. Récapitulatifs.
 3Z9 : Etats communaux des récoltes en grains et farineux faites en 1883-1884.
 3Z20 : Statistique des récoltes. Tableaux synoptiques des réponses par communes au questionnaire du gouvernement. Canton de Campagne, 1884. Cantons d'Étaples, Hesdin et Hucqueliers, 1883. Cantons de Montreuil et de Fruges. État donnant la population, les industries, la nature du sol, le nombre de chevaux et voitures, et la quantité de terres de labour, an XII.
 3Z21 : Statistique agricole annuelle. États communaux, 1897.
 3Z26 : Statistique agricole, tableaux récapitulatifs, 1892.
 3Z27 : État des chevaux existant au 15 juin 1891, cantons d'Étaples, Campagne, Fruges, Hesdin, Montreuil et Hucqueliers.
 Statistique agricole annuelle. États communaux, 1890.
 État des récoltes en grains et autres farineux faite en 1878.
 3Z118 : Statistique agricole, 1899. États communaux.
 3Z119 : Statistique agricole, 1825. États des récoltes en grains.
 3Z120 : Statistique agricole, 1898. Tableaux I et II.
 3Z123 : Statistique agricole, 1936. Questionnaires communaux.
 3Z124 : Statistique agricole, 1889. Tableaux synoptiques des réponses par communes.
 3Z126 : Statistique agricole annuelle, 1900.
 3Z127 : Statistique agricole annuelle, 1901.
 3Z128 : Statistique agricole. Récolte de la laine, 1813.
 3Z131 : Statistique agricole et industrielle, 1887.
 3Z132 : Statistique agricole annuelle, questionnaires communaux, 1923.
 3Z133 : Statistique agricole, 1868-1876.
 3Z137 : Statistique agricole, 1886-1888.
 3Z140 : État des récoltes en grains et autres farineux, 1879-1881.
 3Z156 : Vaine pâture. Enquête, 1890.
 3Z179 : Épizooties. Chevaux à abattre. Bestiaux malades, 1839-1859.
 3Z293 : Enquête décennale, statistique agricole, 1892. Tableau des réponses par communes.
 3Z499 : Ravage des campagnols.
 3Z516 : Haras. Instructions diverses, 1839-1842. Agriculture. Maréchaux. Vétérinaires, 1821
 3Z517 : Statistique agricole.
 Renseignements divers sur la récolte de 1878, communes du canton de Montreuil.
 Renseignements divers sur la récolte de 1880, communes du canton de Montreuil.
 Renseignements divers sur la récolte de 1882, communes du canton de Fruges.
 Renseignements divers sur la récolte de 1884-86, communes du canton de Fruges.
 3Z538 : Renseignements statistiques, 1907-1914, sur les cultures du blé, tabac et autres cultures. Questionnaires sur stocks commerciaux et industriels.
 3Z557 : Tourbages, 1812-1818. Statistique de 1856.

Aléas

- 3Z90 : Rivière de la Canche. Inondation, 1860.
 3Z142 : Statistique générale, sinistres, 1871.
 3Z143 : Statistique générale, événements malheureux, 1860-1870.
 3Z144 : Statistique générale, sinistres, 1877.
 3Z151 : Sinistres, 1892.
 3Z152 : Statistique générale, sinistres, 1880-1882.
 3Z153 : Inondations
 3Z222 : Pompiers
 3Z519 : Pompiers, 1866-1877.

Concours agricoles, Stud-Book (classement des chevaux de race boulonnaise)

- 3Z19 : Juments de race boulonnaise. Etats des propriétaires. Renseignement pour servir à l'élaboration du Stud-Book de poulinières boulonnaises, 1900.
 3Z165 : Animaux reproducteurs, Stud-Book. Renseignements généalogiques, 1889-1890, 1892-1895, 1897 et 1901.
 3Z166 : *Stud-book*, 1891-1893.

Démographie, population active

- 3Z273 : Sourds, muets, aveugles. Statistique, 1877-1896.
 3Z169 : Gardes particuliers, 1881-1883.
 3Z170 : Gardes particuliers, 1898-1900.
 3Z171 : Gardes particuliers, 1886-1887.
 3Z525 : Gardes champêtres, 1902-1903.
 3Z526 : Fonctionnaires. Préfets et sous-préfets. Réceptions officielles, 1884-1911.
 Recensement des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, 1905-1914.
 3Z540 : Espagnols désirant rester en France, liste de 1939.
 3Z555 : Etat des naissances et décès de l'arrondissement, 1888-1890 et 1921-1922.
 Marché aux grains, Montreuil, 1812.
 Banquets des maires, 1900.
 3Z577 : Protection de la santé publique. Texte de loi du 15.02.1902.
 Rapport sur la mortalité moyenne pendant la période 1908-1910.

Élections

- 3Z54 : Élections en tout genre, 1934-1937. Propagande, affiches, tracts.
 3Z117 : Élections législatives, 1936. Elections cantonales, 1935.
 Élections législatives, 1926. Elections cantonales, 1925.
 Élections, conseiller d'arrondissement, 1926.
 Élections, conseiller général, 1927.
 3Z158 : Affaires M. Morel, député, 1900-1912.
 3Z180 : Anarchistes, anti-militaristes, camelots du roi. Dossier général, 1911-1915.
 Affaires ecclésiastiques, 1900-1905.
 3Z185 : Dépôt légal. Elections cantonales des 10 et 17 octobre 1937.
 3Z189 : Élections législatives, 1936. Affiches.
 3Z190 : Élections cantonales, 1934. Imprimés.
 3Z192 : Élections, 1932. Affiches.

3Z194 : Élections cantonales, les 14 et 21 octobre 1928. Affiches.

Foires et marchés

3Z53 : Foires et marchés, Hucqueliers, 1828.
 3Z138 : Prix du pain et prix de la viande, 1896-1900.
 3Z502 : Foires et marchés, 1850-1860.

Hospices, Bureaux de bienfaisance et dons

3Z66 : Hospice de Montreuil. Acquisitions, locations, remboursement de rentes, 1817-1919.
 3Z67 : Dons et legs, communes diverses, 1905-1922.
 3Z68 : Dons et legs, communes diverses, 1896-1908.
 3Z69 : Dons et legs, communes diverses, 1890-1906.
 3Z184 : Budgets des bureaux de bienfaisance, canton de Fruges, exercice, 1882.
 3Z254 : Bureaux de bienfaisance. Budget.
 3Z255 : Bureaux de bienfaisance. Créations, 1891-1912.
 3Z256 à 3Z 265 : Bureaux de bienfaisance.
 3Z266 à 3Z270 : Bureaux de bienfaisance. Budget.
 3Z271 : Bureaux de bienfaisance, renseignements statistiques, 1884-1887.
 3Z274 à 3Z280 : Bureaux de bienfaisance, budget, 1889-1914.
 3Z287 à 3Z290 : Bureaux de bienfaisance, budget, 1890, 1910, 1907 et 1890.
 3Z294 : Bureaux de bienfaisance, exercice, 1906. Cantons de Montreuil, Hucqueliers et Hesdin.
 3Z295 : Bureaux de bienfaisance, exercice, 1906. Canton d'Étaples, Fruges et Campagne.
 3Z493 : Assistance aux vieillards infirmes et incurables, renseignements. Statistique de 1903.
 3Z559 : Hospices et bureaux de bienfaisances, 1898-1933.
 3Z574 : Circulaires et instructions relatives à l'assistance aux vieillards, 1906-1910.

Moulins et usines

3Z24 : Statistique, 1848. Moulins à vent, céréales et salaires.
 3Z40 : Moulins et usines, 1831-1862.
 3Z212 : Moulins et usines, 1850-1860.
 3Z241 : Moulins et usines, 1841-1849.

Périodes de guerre

3Z43 : Correspondance sous-préfecture – mairie à l'occasion de l'occupation allemande, 1941-1944.
 3Z214 : Guerre 1939-1945 : chevaux de l'armée allemande, 1941. Réquisition des chevaux, 1942-1943.
 3Z218 : Guerre 1914-1918. Ravitaillement.
 3Z219 : Guerre 1914-1918. Ravitaillement.
 3Z220 : Guerre 1914-1918. Secours aux réfugiés
 3Z221 : Guerre 1914-1918. Réfugiés. Affaires diverses, 1918-1920.
 3Z239 : Tombes des soldats anglais, 1916.
 Stocks de pomme de terre. Etats communaux, mai 1915.
 Tombereaux avec harnachements. Etats communaux, décembre 1915.
 Divers.

- 3Z247 : Essence. Etat par commune des demandes de pétrole, 1917-1918.
 3Z498 : Télégrammes officiels, 1916-1918.
 Main-d'œuvre militaire, questionnaires agricoles, 1916.
 Carnets de récoltes, états communaux, 1917.
 Chevaux en dépôts, états communaux, 1918.
 3Z545 : Recensement des ouvriers professionnels des communes, 1917.
 3Z550 : Secours aux réfugiés, 1917. Ravitaillement. Etats récapitulatifs communaux des existants en blé, orge, seigle et féveroles au 25.04.1917.
 3Z551 : Battages, 1943-1945.
 Boissons, vin, bière, liqueurs, 1943-1946.
 Farines, meuniers, 1943-1946.
 Marché noir, 1945-1946.
 3Z556 : Prix maximum de la farine. Arrêté préfectoral de mai 1915.

Ponts et chaussées, infrastructures

- 3Z13 : Chemin de fer de Verton à Berck, 1880-1886. Chemin de fer d'Hucqueliers à Berck, 1887.
 Chemin de fer d'Amiens à Boulogne, 1842-1884.
 Chemin de fer d'Aire à Fruges et Renty à Hucqueliers, 1884
 Chemin de fer de Rimeux à Berck, 1894.
 Pièces diverses, 1878-1882.
 Chemin de fer d'Anvin vers Calais, 1877-1885.
 3Z14 : Arrêtés d'alignement et autorisation de voirie, 1892-1914.
 3Z45 : Rivières de la Canche. Dignes, 1842-1844.
 3Z48 : Chemins de fer. Ligne Amiens-Boulogne, acquisition de terrains, 1875-1878.
 Expropriations, 1945-1947.
 3Z49 : Chemins de fer : Rimeux Gournay à Berck, 1887 ; Aire à Fruges et Renty à Hucqueliers, 1885 ; Aire à Fruges, 1877-1879 ; Aire à Berck, 1887.
 3Z50 : Cours d'eau, 1843-1863.
 3Z52 : Chemin de fer à traction de chevaux d'Arras à Étaples, 1853-1862.
 3Z58 : Routes nationales n°1, réparations, 1867-1873.
 n°28, alignements, 1860-1873.
 n°39, alignements, 1856-1874.
 3Z77 : Chemins de fer. Informations, enquêtes diverses et parcellaires, 1885-1896.
 3Z78 : Chemins de fer, Arras - Étaples. Établissement de stations, enquêtes, 1870-1877.
 3Z211 : Routes départementales n°1 et n° 28. Alignements, 1854-1875.
 3Z244 : Chemin de fer d'Arras à Étaples, 1871-1887.
 3Z529 : Chemin de fer. Ligne d'Anvin à Calais, 1889.
 Dessèchement de la vallée de l'Airon, 1889.
 3Z575 : Tarif de transport des poulains par chemin de fer, 1849. Huîtres et poissons, 1849.

Prisons et justice

- 3Z16 : Bâtiments départementaux. Palais de justice, maison d'arrêt, caserne de gendarmerie, 1836-1850. Prisons, renseignements, ...
 3Z182 : Prison de Montreuil
 3Z292 : Jeunes détenus, 1845-1863.
 3Z304 : Police
 3Z532 : Berck-sur-Mer. Commissaires de police. Rapports divers, 1927-1937.

Statuts des enfants, des ouvriers

- 3Z141 : Inspection du travail des enfants dans les manufactures, 1865-1870 (loi du 22.03.1841).
Statistique agricole annuelle. Tableau I, 1888.
- 3Z146 : Inspection du travail des ouvriers
- 3Z150 : Travail des enfants

Syndicats, associations agricoles

- 3Z12 : Syndicat de la Vallée de l'Authie, 1891-1899.
- 3Z51 : Syndicat de la Vallée d'Airon, versant sud, 1888-1890.
- 3Z59 : Commission syndicale de dessèchement de la Vallée d'Airon. Nomination des membres, 1875-1894 (versant Nord), 1893-1897 (versant Sud). Budgets, 1893-1904
- 3Z76 : Syndicat de dessèchement de la Vallée d'Airon, 1856-1862.
- 3Z108 : Réorganisation foncière. Classificateurs choisis par la Chambre d'agriculture pour les communes, 1931.
- 3Z162 : Chambre départementale d'agriculture, 1925-1927.
- 3Z167 : Mutualité, 1904.
- 3Z246 : Bas-champs de Saint-Josse (syndicat). Election, commission syndicale, 1882-1894.
- 3Z558 : Chambre consultative d'Agriculture. Réunions de 1897 à 1915.
Culte. Affaire du curé de Sains et Torcy, 1906.
Sonneries de cloches, arrêtés municipaux, 1907-1912.
- 3Z572 : Constitution de sociétés, 1820-1883. Statistique annuelle, 1856 : Écuire, Collines-Beaumont, Campigneulles-les-Petites, Campigneulles-les-Grande et Berck.

Divers

- 3Z18 : État statistique des biens par commune.
- 3Z28 : Comptes administratifs des communes, 1897-1944.
- 3Z35 : Situation industrielle, 1885.
- 3Z36 : Situation industrielle, 1889-1890.
- 3Z37 : Établissements classés, 1893-1937.
- 3Z38 : Établissements classés, 1866-1928.
- 3Z39 : Établissements classés, 1868-1902.
- 3Z88 : Biens communaux usurpés. Emprises/loi du 23 juin 1819. Enquin, ...
- 3Z93 : Affaires communales. Beussent, 1858-1862.
- 3Z94 : Affaires communales. Enquin, 1863-1865.
- 3Z161 : Port d'armes de chasse, 1815.
- 3Z178 : Service médical, 1918.
- 3Z250 : Poids et mesures. Nominations et instructions, 1887-1938.
- 3Z300 : Canton d'Hesdin. Divers, 1872-1876.
- 3Z301 : Canton de Fruges. Divers, 1873-1876.
- 3Z302 : Canton d'Étaples. Divers, 1873-1876.
- 3Z331 à 3Z 482 : Affaires communales, XIX^e siècle.
- 3Z494 : Cercles scolaires. Bibliothèque scolaire. Ouverture d'écoles privées. Cours d'adultes. Affaires scolaires diverses, 1894-1905.
- 3Z542 : Statistique sanitaire de la France pour l'arrondissement, 1926.
- 3Z573 : Affiches, adduction d'eau potable, 22.12.1924.

B) Les archives communales des 141 localités de l'arrondissement de Montreuil

Les archives communales sont abondantes. Néanmoins, elles sont rarement classées et les mairies ne disposent pas de personnel pour ce type de service, en raison de leur faible budget. En effet, les localités sont souvent de petits villages de moins de 1000 habitants. La consultation des documents dépend donc de la coopération et de la volonté des secrétaires de mairie et des élus locaux. De plus, la masse et la diversité des documents varient selon les communes de l'arrondissement.

Les registres d'état civil des naissances, mariages et décès, de 1870 à 1981, constituent la source de base pour une analyse démographique. Ces documents permettent d'établir avec précision l'évolution de la natalité, la mortalité et la nuptialité dans le canton. Ils sont conservés dans les mairies, à l'exception de quelques registres de la fin du XIX^es déposés pour certaines communes aux Archives départementales. Le dépouillement des actes postérieurs à 1905 ne pose à priori pas de problème dans la mesure où aucun nom d'individus n'est relevé. Il faut cependant être conscient que le maire peut interdire la consultation de ce type de documents, datant du XX^e siècle, et cela quelque soit l'étude menée. Il faut donc souvent agir avec diplomatie et tenter de faire prendre conscience à l'élu de l'importance des recherches engagées. Dans les 24 communes du canton d'Hucqueliers, les actes d'état civil ont ainsi pu être consultés pour la période 1870-1940, dans le cadre d'un mémoire de maîtrise en 2001.

Des listes nominatives de recensement de population sur lesquelles figurent le nom, la profession, l'âge et la situation familiale de chaque habitant, sont conservées dans quelques mairies. Elles permettent de compléter les documents dépouillés aux Archives départementales, correspondant à la série M. Par exemple, à Maninghem, dans le canton d'Hucqueliers, les listes nominatives de 1921, 1926, 1931 et 1936 peuvent être consultées. Elles permettent d'étudier la structure par âge de la population et la répartition des emplois par secteur d'activité.

Des registres de délibération des conseils municipaux sont également conservés dans les mairies de l'arrondissement. Ce sont des recueils d'actes rédigés à la suite de prise de décision du conseil municipal. Le plus souvent, ils datent du XX^e siècle. Les documents les plus anciens ont été déposés aux Archives départementales. Néanmoins, quelques communes ont conservé de vieux registres comme Beaurainville (1789 à nos jours), Clenleu (1885 à nos jours) et Bourthes (1910-1940). À Ruisseauville, ce type de document n'est consultable qu'à partir de 1944.

Des communes disposent aussi d'autres documents concernant le monde agricole. À Wicquinghem, sont notamment conservés les états mensuels du lait et du beurre de 1940 à 1948, les statistiques agricoles de 1882 à 1948, la statistique agricole du bétail pendant la Seconde Guerre mondiale, et des archives concernant exclusivement les cultures de céréale entre 1940 et 1948. À Enquin, le grenier de la mairie renferme un plan cadastral de 1834, au mauvaise état, et les listes de « contribution foncière et impositions locales perçues au titre des contributions personnelle, mobilière et des portes et fenêtres » de 1917 à 1926, particulièrement intéressantes pour une étude de la structure foncière.

Des matrices cadastrales et des plans cadastraux antérieurs à 1981 sont également conservés dans quelques mairies. C'est notamment le cas à Tortefontaine qui dispose de matrices datant de 1954 et de 1970.

Il faut également souligner que certaines communes sont dépourvues d'archives antérieures à la Seconde Guerre mondiale, à l'exception des registres d'état civil et de

délibération du conseil municipal. C'est le cas à Preures, car les archives entreposées dans les combles de la mairie ont brûlé pendant la guerre.

C) Les Archives diocésaines d'Arras

Les documents conservés sont particulièrement intéressants pour l'étude des mentalités. Ils permettent notamment d'évaluer les tensions qui existent entre les défenseurs de l'Église et les anticléricaux sous la III^e République. C'est notamment le cas des registres de paroisse. Ces derniers informent aussi sur la vie quotidienne des habitants, notamment pendant les guerres.

2 JJ 11B, Documents sur la propriété de l'école libre de Preures, 1946.

4Z 253/21, Renseignements sur les Franciscaines qui tiennent l'école libre des filles de Preures.

4Z 253/4, Registre de la paroisse de Preures, 1905-1921.

4Z253/26, Registre des annonces paroissiales de Preures.

D) Les Archives de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer

Les archives antérieures à 1960 sont consultables aux Archives départementales du Pas-de-Calais. Elles sont principalement classées dans les séries M et 37W. Les documents datant de la période 1960-2000 ont été mal conservés par l'association et sont inutilisables. Le fonds se limite donc aux procès-verbaux des assemblées générales et aux palmarès des concours agricoles de 2002 à nos jours.

II) Les sources imprimées

A) Les publications périodiques

Journaux départementaux et régionaux

- *L'Action catholique du Pas-de-Calais*, mensuel, 1939 et 1940.

- *L'agriculture du Pas-de-Calais*, hebdomadaire de 1893 à 1913, tri-mensuel de juin à octobre 1919, hebdomadaire de novembre 1919 à mai 1940, bi-mensuel de 1941 à 1944, puis hebdomadaire depuis 1960. Organe des associations agricoles de la région du Nord.

- *Agriculture Horizon*, hebdomadaire, 1958-2011.

- *Bulletin commercial, industriel et agricole du Pas-de-Calais*, bi-mensuel, 1877 et 1878.

- *Le courrier du Pas-de-Calais*, 1831-1944. Ce journal est orléaniste, puis bonapartiste et conservateur. Il est quotidien à partir de 1849.

- *Journal du Pas-de-Calais et de la Somme*, 1946-1965. Grand quotidien d'information.

- *Nord Matin*, quotidien, édition de Boulogne - Montreuil, 19 et 20 juin 1950.

- *Le Pas-de-Calais*, hebdomadaire, 1878-1914 et 1924-1940. Edition montreuilloise, 1908-1913. Edition maritime, 1939-1940. Les éditions montreuilloises du journal, bien que limitées en nombre et dans le temps, sont particulièrement intéressantes et riches pour une étude centrée sur l'aspect politique et religieux dans l'arrondissement. Le journal, militant catholique et conservateur, s'oppose fortement au *Journal de Montreuil*. En effet, chaque numéro contient plusieurs paragraphes relatifs à cette opposition. *Le Pas-de-Calais* reproche notamment au *Journal de Montreuil* de faire de la « propagande démocratique » et

anticléricale. Le journal est une véritable tribune pour les ecclésiastiques et les catholiques pratiquants.

- *Le progrès du Nord et du Pas-de-Calais*, 1870-1928. Le premier numéro date de 1870 et se compose de 4 pages d'informations principalement nationales et régionales, et de textes littéraires. Seule une page est consacrée aux chroniques locales. La source est relativement peu intéressante pour une étude de l'arrondissement de Montreuil.

- *Le progrès du Nord de la France*, hebdomadaire, 1933-1957.

- *Le progrès du Pas-de-Calais*, 1828-1857, 1927 et 1930. Organe de défense des intérêts du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Il s'agit d'un quotidien républicain.

- *Le propagateur du Nord et du Pas-de-Calais*, quotidien politique, agricole, commercial et littéraire, 1861-1880. Il s'agit d'une publication catholique.

- *Le Rassemblement contribuable et paysan du Pas-de-Calais*, hebdomadaire, 1954 et 1955. Le premier numéro paraît le samedi 06 novembre 1954. Le journal comprend deux pages dont l'une d'informations internationales et l'autre d'informations régionales et départementales diverses, parfois sur l'agriculture. La source est relativement pauvre pour l'arrondissement de Montreuil.

- *La semaine religieuse du diocèse d'Arras, Boulogne et Saint-Omer*, 1866-1944, hebdomadaire.

- *Le Syndicat agricole*, 1958-2003.

- *Syndiqué CFTC*, mensuel, 1939 et 1940. Organe de l'Union départementale des Syndicats chrétiens du Pas-de-Calais.

- *Le Syndiqué libre*, CFTC, mensuel, 1944-1946. Organe de l'Union départementale des Syndicats libres du Pas-de-Calais

- *Le Télégramme du Pas-de-Calais*, 1905-1944. Edition du littoral, 1932-1939. Edition de Montreuil, 1939-1940. Ce journal est conservateur.

- *La Voix du Nord*, quotidien, 1958-2003. Edition de Boulogne, 1954-1957.

Journaux de l'arrondissement de Montreuil

- *L'Avenir du Touquet-Paris-Plage*, mensuel en hiver, hebdomadaire en été, 1921-1940.

- *Le Boulonnais*, 1903-1921.

- *Le Bulletin de la Société d'agriculture et du Syndicat agricole de l'arrondissement de Montreuil*, 1890-1898.

- *Le courrier de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer*, hebdomadaire, 1925-1940.

- *L'Echo de la Canche*, hebdomadaire, 1900-1911. Journal de l'arrondissement de Montreuil s'occupant des intérêts commerciaux, agricoles et maritimes, donnant des informations locales et régionales, et insérant des annonces judiciaires et commerciales. Il est remplacé par *l'Echo de Montreuil*.

- *L'Echo de Montreuil*, hebdomadaire, 1911-1914. Journal des annonces judiciaires et commerciales.

- *L'Echo des trois villes et des campagnes environnantes, Frévent – Hesdin - Auxi-le-Château*, hebdomadaire, 1901. Journal politique, littéraire, agricole, commercial et industriel.

- *L'Echo Hesdinois*, hebdomadaire, 1896-1898. Journal d'Hesdin et du canton.

- *Les Echos du Touquet*, hebdomadaire, 1957-2003.

- *L'express du Touquet - Paris - Plage*, périodicité irrégulière de 1924 à 1928, puis hebdomadaire de 1928 à 1937. Journal d'informations, sportif et de l'entente cordiale.

- *Journal de Berck*, bi-hebdomadaire en 1891, puis hebdomadaire de 1892 à 1940. Journal littéraire et agricole de Berck et des environs, désigné pour les annonces judiciaires et commerciales.

- *Le Journal d'Étaples*, hebdomadaire du 04.05.1895 au 12.11.1896, puis bi-hebdomadaire du 15.11.1896 à 1897. Journal politique, littéraire, agricole et commercial.
- *Le Journal de Montreuil*, hebdomadaire de 1849 à 1885, puis bi-hebdomadaire de septembre 1885 à juillet 1914, et enfin hebdomadaire de 1914 à nos jours. Journal de l'arrondissement, politique, agricole et littéraire, de tendance radicale et progressiste. Il s'agit de l'une des sources journalistiques les plus riches pour une étude centrée sur l'arrondissement, en raison notamment de la longévité de sa parution.
- *La Montreuilloise*, hebdomadaire, 1848-1900. Il s'agit d'un journal conservateur qui s'oppose au Journal de Montreuil sous la III^e République.
- *Les Nouvelles de Merlimont-Plage*, bi-mensuel en été et mensuel en hiver, 1924-1937.
- *Le Petit Berckois républicain progressiste*, hebdomadaire, 1907-1909. Organe de la défense des intérêts de Berck.
- *Le Phare de Berck*, hebdomadaire, 1896-1900. Journal politique, littéraire et artistique.
- *Le Pilote*, hebdomadaire de l'arrondissement de Montreuil, 1902-1904. Organe de l'Action libérale.
- *Le Républicain indépendant*, bi-hebdomadaire, 1902-1906. Journal de l'arrondissement de Montreuil.
- *Le Républicain de Montreuil*, hebdomadaire, 1936.
- *Le Réveil Berckois*, hebdomadaire, 1912-1927.
- *Le Réveil de Berck*, hebdomadaire, 1945-2003.
- *Le Réveil de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer*, deux numéros gratuits, 15.04.1910 et 22.04.1910. Organe de Paul Devisme pour les élections législatives du 24.04.1910.
- *La Voix républicaine*, journal de la Démocratie de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, hebdomadaire, 1932-1938.

Publications annuelles

- *Actes des délibérations du Conseil Général du département du Pas-de-Calais*, 1835-2000, Arras, 1 à 2 vol., annuel.
- *Annuaire administratif et statistique du Pas-de-Calais*, 1801-1939, Arras, 1 vol., annuel.
- *Annuaire statistique de la France*, 1878-1899, Paris, 1 vol., annuel.
- *Annuaire de l'arrondissement de Montreuil*, Montreuil, 1 vol., annuel.
- BIGO E. (dir.), *Annuaire agricole départemental de la France, Pas-de-Calais*, Arras, 1927-1929.
- *Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer*, 1877.
- *Bulletin de la Société d'agriculture de Montreuil*, puis, *Bulletin de la Société d'agriculture et du syndicat de Montreuil*, 1885-1887, 1888, 1890-1899, 1902, 1904-1905, 1907-1908.
- *Bulletin de la Société centrale d'agriculture du Pas-de-Calais*, 1866, 1884-1886, 1888-1891, 1893-1894, 1895-1899, 1930-1938.

Publications de l'Agreste et d'autres organismes de statistiques agricoles

- AGRESTE, *Recensement agricole 1988, Tableaux Prosper, Cantons et régions agricoles, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 1989, 208 p.
- AGRESTE, *Recensement agricole 2000, l'Essentiel, Pas-de-Calais*, Imprimerie Nationale, Paris, 2001, 368 p.
- Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie, *Statistique agricole, principaux renseignements*, 1960-2000, Amiens, 1 vol., annuel.

- Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, *Recensement général de l'agriculture 1970-1971, Fascicules départementaux*, Imprimerie Nationale, Paris, 1972, 354 p.

Publications de l'INSEE

- INSEE, *Recensement de 1954, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1954.
- INSEE, *Recensement de 1962, population légale et statistiques communales complémentaires, Pas-de-Calais*, Paris, Direction des Journaux officiels, 1963.
- INSEE, *Recensement de 1968, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Direction des Journaux officiels, 1968.
- INSEE, *Recensement de 1975, population du département du Pas-de-Calais, arrondissements, cantons, communes*, Paris, Imprimerie Nationale, 1975.
- INSEE, *Recensement général de la population de 1982, population légale et statistiques communales complémentaires, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 1984.
- INSEE, *Recensement général de la population de 1982, Pas-de-Calais, Données communales comparées 1975-1982*, Paris, Imprimerie Nationale, 1984.
- INSEE, *Recensement général de la population de 1990, Évolutions démographiques 1975-1982-1990, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 1990.
- INSEE, *Recensement de la population de mars 1999, Tableaux références et analyses, Pas-de-Calais*, Paris, Imprimerie Nationale, 2000.

B) Études et ouvrages contemporains ayant valeur de sources

Répertoires et Dictionnaires

- CARDEVACQUE A. (de), *Dictionnaire biographique du département du Pas-de-Calais*, Arras, 1879, 532 p.
- Commission départementale des Monuments historiques, *Dictionnaire Historique et Archéologique du Pas-de-Calais, arrondissement de Montreuil*, Sueur-Charruey, Arras, 1875
- HAIGNERE D., *Dictionnaire historique et archéologique du département du Pas-de-Calais, Arrondissement de Montreuil*, tome II, Arras, 1875, 418 p.
- HERVE L., *Almanach de la France rurale et des syndicats agricoles pour l'année 1892*, Paris, 1893, 168 p.
- JOUVE H., *Dictionnaire biographique du Pas-de-Calais*, Paris, 1897.
- RODIERE R., *Le pays de Montreuil*, Paris, 1933, 459 p.

Milieu géographique

- DEMANGEON A., *La plaine picarde, La Picardie et les régions voisines, Artois, Cambrésis, Beauvaisis*, Paris, 1905, 496 p., 4^e édition, Paris, 1973.
- DESEILLE E., *Le pays boulonnais*, Paris, 1871, 438 p.
- LOISNE (Comte de), *Description topographique du Pas-de-Calais*, Paris, 1907, 503 p.
- METIVIER M., *Petite géographie pour le département du Pas-de-Calais à l'usage de l'enseignement primaire*, Paris, 1876, 95 p.
- POTÉZ Général, *Géologie des environs de Montreuil-sur-Mer*, Montreuil-sur-Mer, 32 p., p 23.

Études, enquêtes

- CAZIOT P., *La valeur de la terre en France*, Paris, 1914, 450 p.
- FOVILLE A. (de), *Le morcellement : études économiques et statistiques sur la propriété foncière*, Paris, 1885, 283 p.
- FURNE C., *Enquête sur la situation de la propriété et de la culture dans le Boulonnais*, Boulogne-sur-Mer, 1890, 53 p.
- Ministère de l'agriculture, Direction de l'agriculture, office de renseignements agricoles, *La petite propriété rurale en France, enquêtes monographiques, 1908-1909*, Paris, 1909, p 183-186.
- TAILLANDIER M., *Usages ruraux en matière agricole dans le département du Pas-de-Calais*, rapport présenté au comité de Retour à la Terre du Pas-de-Calais, Arras, 1924, 22p.

Monographies

- FRANCE R. (Baron de), « La vallée de l'Authie » in *Le mouvement social*, 1893, tome II, p 123-128.
- FURNE C., *Le Boulonnais, étude de géographie physique, économique et sociale*, Boulogne-sur-Mer, 1899, 184 p.
- THOBOIS B.-J. , *La ferme du Bailly à Alette*, Boulogne-sur-Mer, 1903, 50 p.

Agriculture, généralités

- DUMONT DE COURSET, *Mémoires sur l'Agriculture du Boulonnais et des cantons maritimes voisins*, Boulogne, 1784, 262 p.
- GOURCY C. (comte de), *Journal du second voyage agricole en Angleterre et en Ecosse*, Paris, 1849.
- LAVELEYE E. (de), « Économie rurale de la Belgique », *Revue des deux mondes*, tome XXX, premier novembre 1860, p 722-759
- Le Pas-de-Calais au dix-neuvième siècle, Agriculture*, Arras, 1900, 471 p.
- MARCHAND H., *Les concours agricoles*, Paris, 1899, 172 p.
- SAVAGNER G., « Race ovine boulonnaise » in *Statistique agricole de la France, annexe à l'enquête de 1929, Monographie agricole du département du Pas-de-Calais*, Arras, 1937
- TRIBONDEAU J., *Monographie agricole du Pas-de-Calais*, Arras, 1904, 296 p.
- TRIBONDEAU J., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1927, 166 p.
- TRIBONDEAU J., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1937, 259 p.
- VISEUR J., *Histoire de la race chevaline boulonnaise*, Arras, 1897, 200 p.
- VOGEL Ch., *Du commerce et des progrès de la puissance commerciale de l'Angleterre et de la France*, Paris, 1864.

Enseignement agricole, techniques de culture, outillage

- DAVID F., *L'agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1893, 428 p.
- MARECHAL Ch. (dir.), *Les machines agricoles dans le Pas-de-Calais 1891-1898, Rapports*, Arras, 1899, 190 p.
- MORVILLEZ A., *Petit manuel de l'agriculture*, Paris, 1914, 50 p.
- PAGNOUL A., *Terres arables du Pas-de-Calais, Méthodes d'analyse, Résultats obtenus, Recherches diverses*, Arras, 1894.

PAGNOUL A., « Résumé des recherches relatives à la culture de la betterave effectuées à la station agronomique du Pas-de-Calais » in *Mémoires de l'Académie d'Arras*, 2^{ème} série, XVIII, 1887, p 111-132.

ROBILLARD E. et MARECHAL Ch., *Instruction pour le service du semoir à socs articulés*, Arras, 1877, 16 p.

ROBILLARD E., *Prix courant des instruments aratoires livrés par la maison Robillard*, Arras, 1889, 35 p.

Associations, syndicats et assurances agricoles

AUGE-LARIBE M., *Syndicats et coopératives agricoles*, Paris, 1926, 211 p.

FRANCOIS J., *Première assemblée générale des catholiques français du Pas-de-Calais*, Arras, 200 p.

GAILHARD-BANCEL H. (de), *Les syndicats agricoles aux champs et au parlement, 1884-1924*, Paris, 1936.

LESUEUR E., *L'agriculture et les syndicats agricoles dans le département du Pas-de-Calais*, Paris, 1905, 326 p.

TAILLIANDIER M., *Les assurances agricoles en France*, Paris, 1899, 322 p.

TRIBONDEAU J., « L'Assurance-Bétail dans le Pas-de-Calais » in *IV^e Congrès National des Syndicats Agricoles de France, Documents, Rapports, Comptes-rendus, Communications et Notes*, Arras, 1904, p 47-57

Population et vie religieuse

BECU Fr., *Le travail agricole et la condition des ouvriers agricoles dans le département du Pas-de-Calais*, Arras, 1907, 203 p.

BAUDRILLART H., *Les populations agricoles de la France*, 3 volumes, Paris, 1888-1893.

CORBLET J. (l'abbé), « De quelques pèlerinages de Picardie » in *Mémoires et procès-verbaux du congrès scientifique de France tenu à Amiens le 3 juin 1867*, la Société académique du Puy-en-Velay et de la Haute-Loire, Amiens, 1868, 714 pages,

LABITTE, *Rapports entre le propriétaire et l'ouvrier agricole*, Aire, 1892, 15 p.

SION J., « La dépopulation des campagnes dans le Pas-de-Calais » in *Mémoires de l'Académie d'Arras*, XLIII, 1912, p 131-157.

ROBITAILLE (l'abbé), *Vie et Pèlerinage de Saint-Josse-sur-Mer*, Arras, 1875, 102 p.

THOBOIS B.J., *Le culte de Saint Adrien à Preures*, Montreuil-sur-Mer, 1910, 67 p.

Seconde Guerre mondiale

O.U.R.S., « Rapports de résistants OCM conservés dans les archives Guy Mollet (OURS) » in *Mémoires de guerre*, n° 2, 1990, p 57-66

III) Les sites internet

<http://agriculture.gouv.fr>

<http://arras.catholique.fr>

<http://flandres-artois.safer.fr>

<http://memoire.ciclic.fr>

<http://www.agreste.fr>

<http://www.agriculture-npdc.fr>

<http://www.actu-environnement.com>
<http://www.franceagrimer.fr>
<http://www.insee.fr>
<http://www.legifrance.gouv.fr>
<http://www.lesescargotsdubocage.com>
<http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>
<http://www.museedelabeille.fr>
<http://www.senat.fr>
<http://www.web-agri.fr>

IV) Les sources orales

Les témoignages ont été recueillis entre 2001 (dans le cadre d'un mémoire de maîtrise) et 2014.

- Butel Pierre, né en 1916 à Preures, électricien à la retraite, engagé (deux fois blessés au cours des combats contre l'armée allemande, l'un des deux survivants de son bataillon à la fin de la guerre) et résistant pendant de la Seconde Guerre mondiale. Il est décédé en janvier 2002.
- Carlu Paul, né en 1908 à Bourthes, maire de Preures, agriculteur à partir de 1933 à Bezinghem, puis à Preures. Il est décédé en 2005.
- Grignon Roger, né en 1909, cultivateur de Preures à la retraite. Il est décédé en 2004.
- Grignon-Bizet Madeleine, épouse du précédent, née en 1922 à Beussent et décédée en février 2014.
- François Gaston, né en 1931, maire de Zoteux de 1995 à 2001, agriculteur-retraité, petit-fils de Charles François, exploitant cité dans *La monographie de l'instituteur de Zoteux* en 1930.
- Forestier Jean, né à Preures en 1955, chauffeur routier à la retraite.
- Forestier Roger, né en 1930 à Boursin, agriculteur de Preures. Il est décédé le 15 août 2012.
- Forestier Roland, né le 27 octobre 1921, cultivateur à la retraite, résidant à Hucqueliers.
- Noyelle Forestier Rose, née en 1940 à Preures, aide-soignante à la retraite.
- Macrez Charlésia, gérante de l'EARL du Marronnier à Estrée (production de viandes d'autruche).

BIBLIOGRAPHIE

Outils et instruments de travail

- Atlas de la France rurale, Études rurales*, n°27, juillet-septembre 1967.
 LA CHESNAYE DU BOIS, *Dictionnaire de la Noblesse française*, Paris, 1771, 12 vol.
 LACHIVER M., *Dictionnaire du monde rural, les mots du passé*, Poitiers, Fayard, 1997, 1766 p.
Larousse agricole, Paris, 1921, 2 vol.

Ouvrages généraux

Économie

- ASSELAIN J.-Ch., *Histoire économique de la France du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil, 1984, 2 vol.
 AUGÉ-LARIBÉ M., *Répertoire bibliographique d'économie rurale*, Paris, 1953.
 BEITONE A., PARODI M. Et SIMLER R., *L'économie et la société française au second XX^e siècle*, Paris, A. Colin, 1995, tome 1, 485 p.
 BELTRAN A. et GRISET P., *La croissance économique de la France au XIX^e siècle*, Paris, A. Colin, 1988.
 BOUVIER J., *Initiation au vocabulaire et aux mécanismes économiques contemporains (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Société d'édition d'enseignement supérieur, 1969, 480 p.
 BRAUDEL F. et LABROUSSE E. (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, P.U.F, 1970-1982, 4 vol.
 CARON F., *Histoire économique de la France, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, A. Colin, 1981, 452 p.
 CHADEAU E., *L'économie nationale aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 1989, 258 p.
 ECK J.-F., *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1994.
 GUESLIN A., *L'État, l'Économie et la Société française au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1992.
 GUESLIN A., *Les origines du Crédit Agricole (1840-1914)*, Nancy, Université de Nancy II, 1978.
 JEANNENEY J.-M. (dir.), *L'économie française depuis 1967*, Paris, Le Seuil, 1989.
 POUSSOU J.-P. (dir.), *L'économie française du XVIII^e siècle au XX^e siècle, perspectives nationales et internationales*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2000, 728 p.
 SAUVY A., *Histoire économique et sociale de la France entre les deux guerres*, Paris, Economica, 1984, 1300 p., 3 vol.

Démographie et société

- ARIES Ph., *Histoire des populations françaises*, Paris, Points Seuil, 1979, 412 p.
- BÉTHOUART B., « Les réformes sociales à la Libération : le poids des parlementaires MRP » in *Revue du Nord*, n°305, avril-juin 1994, p 359-390.
- CRISENOY C. (de), *Propriétaires, fermiers, métayers au XIX^es*, Paris, INRA, 1982.
- DEBATISSE M., *La révolution silencieuse, Le combat des paysans*, Calman-Lévy, Paris, 1963, 275 p.
- FAURE M., *Les paysans dans la société française*, Paris, A. Colin, 1966.
- GERVAIS M., SERVOLIN C. et WEIL J., *Une France sans paysans*, Paris, 1965.
- HOUSSEL J.-P., *Histoire des paysans français du XVIII^e siècle à nos jours*, Roanne, 1976, 549 p.
- MENDRAS H., *La fin des paysans suivi d'une réflexion sur la fin de paysans vingt Ans après*, Coédition Actes Sud-Labor-L'Aire, Paris, 1992, 450 p.
- MOULIN A., *Les paysans dans la société française*, Paris, Points Seuil, 1988, 316 p.
- PITIE J., *Exode rural et migration intérieure en France*, Poitiers, 1971.
- PITIE J., *L'Exode rural*, Paris, PUF, 1979.
- PONTY J., *Polonais méconnus, Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1990, 474 p.
- WALTER G., *Histoire des paysans de France*, Flammarion, 1963, 516 p., p 415 à 454.
- WRIGHT G., *La Révolution rurale en France*, Paris, L'Épi, 1967.

Agriculture et ruralité

- AUGE-LARIBE M., *La politique agricole de la France de 1880 à 1940*, Paris, 1950, 485 p.
- BAIROCH P., « Les trois révolutions agricoles du monde développé : rendements et productivité de 1800 à 1985 » in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 44, n° 2, 1989, p 317-353
- BARRAL P., *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Paris, A. Colin, 1968, 386 p.
- BERGER S., *Les paysans contre la politique*, Paris, 1975.
- BLOCH M., *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, 1931.
- CEPEDE M., *La pensée agronomique en France, 1510-1930*, Paris, 1969.
- DOUZAT A., *La vie rurale en France des origines à nos jours*, « Que sais-je ? » n°242, Paris, PUF, 136 p.
- DUBY G. et WALLON A. (dir.), *Histoire de la France rurale*, Paris, éditions du Seuil, 1975-1976, Tomes III et IV, 572 et 671 p.
- DUPUIS M., *Un siècle d'agriculture, 100 ans de presse agricole et rurale*, Arras, 1993, 107 p.
- FAUCHER D., *Le paysan et la machine*, Les éditions de Minuit, 1954, 278 p.
- GAVIGNAUD G., *Les campagnes en France au XIX^e siècle*, Paris, Ophrys, 1990.
- HOUEE P., *Coopération et organisations agricoles françaises, 1880-1965*, Paris, 1969, 2 vol.
- LECOMTE A. et RIEDEL C.E., *L'Agriculture productive : Agriculture générale*, Hachette, Paris, 1958, p 400.
- LELONG P., *Les marchés agricoles*, Paris, P.U.F, 1970, 128 p.
- MARTINCOURT J., *L'équipement électrique de la France*, PUF, Paris, 1942, 127 p., p 109.
- MASPETIOL R., « Les aménagements du cadre juridique » in *Économie rurale*, n°39-40, 1959, p213-216.

- N. PRIPPS R. et MORLAND A., *Le Grand livre des tracteurs Farmall*, Editions France Agricole, 2008, 202 p.
- PAXTON R.O., *Le temps des chemises vertes, Révoltes paysannes et fascisme rural 1929-1939*, traduit de l'anglais par J.-P. BARDOS, Paris, Ed. du Seuil, 1996, 312 p.
- PRUGNAUD L., *Les étapes du syndicalisme agricole en France*, Paris, 1963.
- WRIGHT G., *La révolution rurale en France*, Paris, 1967, 347 p.

Politique et religion

- BOULANGER J.-C., *Évolution du monde rural en France et attitude de la J.A.C de 1930 à 1950*, Lille, 1976, 2 vol.
- CHATRIOT A., LEBLANC E. et LYNCH É. (dir.), *Organiser les marchés agricoles. Le temps des fondateurs*, Paris, Armand Colin, 2012, 288 p.
- LYNCH É., *Moissons rouges. Les Socialistes français et la société paysanne durant l'entre-deux guerres (1918-1940)*, Paris, PU DU SEPTENTRION, 2002, 480 p.

Armée

- AUDOIN-ROUSSEAU S., *1914/18, Combattants des tranchées*, Paris, 1986, 233 p.
- AUDOIN-ROUSSEAU S. et BECKER A., *La Grande Guerre 1914-1918*, Gallimard, 1998, 160 p.
- BECKER J.-J., *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, 1980.
- BOUSSARD I., *Vichy et la corporation paysanne*, Paris, 1982.
- MICHEL H., *La Seconde Guerre mondiale*, coll. Peuples et civilisations, 2 volumes, PUF, Paris, 1968, 1044 p.
- PAXTON R., *La France de Vichy*, Paris, Éditions du Seuil, 1973, 375 p.

Ouvrages régionaux et locaux

Généralités

- ANDRE R., *Montreuil-sur-Mer et la Vallée de la Course, mémoire en images*, édit. A. Sutton, 2000, 128 p.
- BAUDELICQUE P., *Histoire d'Étaples des origines à nos jours*, Saint-Josse-sur-Mer, Imprimerie du Moulin, 1996, Tome II, 522 p.
- BELLART P., BOUGARD P., ROLLET C., *Paroisses et communes de France, dictionnaire d'Histoire administrative et démographique, Pas-de-Calais*, Université de Lille III, Ed. Universitaires, 2 volumes, Lille, 1975, 1400 p.
- BERTHE L.-N., BOUGARD N., CANLER D., DECELLE J.-M. et JESSENNE J.-P., *Villes et villages du Pas-de-Calais en 1790*, Mémoires de la commission départementale d'Histoire et d'Archéologie du Pas-de-Calais, Arras, 1991, 3 vol.
- BETHOUART B. (dir.), *Histoire de Montreuil-sur-Mer*, Éditions Henry, Montreuil-sur-Mer, 2008, 404 p., p 193.
- BOUGARD P., NOLIBOS A. (dir.), *Le Pas-de-Calais de la Préhistoire à nos jours*, Saint Jean d'Angély, éditions Bordessoules, 1988, 438 p.

- Dictionnaire Historique et Archéologique du département du Pas-de-Calais, arrondissement de Montreuil*, Commission départementale des Monuments historiques, Arras, 1875, 418 p.
- FORESTIER B., *L'Histoire et le Patrimoine d'Enquin-sur-Baillons*, CHHP, 2008, 154 p.
- GILLET M. et HILAIRE Y.-M. (dir.), *Le Nord-Pas-de-Calais, 1936-39*, P.U.L., 1919, 264 p.
- HILAIRE Y.-M., LEGRAND A., MENAGER B., VANDENBUSSCHE R., *Atlas électoral du Nord-Pas-de-Calais 1876-1936*, P.U.L., 1977.
- HILAIRE Y.-M., *Histoire du Nord-Pas-de-Calais de 1900 à nos jours*, Toulouse, Privat, 1982, 540 p.
- Histoire et patrimoine du Haut-Pays*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, avril 2003, 42 p.
- I.G.N., *Carte topographique de Desvres au 1/50000*, n°2204, 1992.
- I.G.N., *Carte topographique de Fruges au 1/50000*, n°2205, 1992.
- LE MANER Y., *Histoire du Pas-de-Calais 1815-1945*, Mémoire de la Commission départementale d'Histoire et d'Archéologie du Pas-de-Calais, tome XXX, Arras, 1993, 265 p.
- LESAGE R., *Campagne-lès-Boulonnais à travers les siècles, études et documents*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, 1997, 272 p.
- LESTOCQUOY J., *Nécropoles et civilisation en Artois et Boulonnais*, Mémoire de la Commission des Monuments Historiques du Pas-de-Calais, Arras, 1957.
- LESTOCQUOY J. (dir.), *Histoire des territoires ayant formé le département du Pas-de-Calais*, Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais, Arras, 1946, 500 p.
- LOTTIN A. (dir.), *Histoire de Boulogne-sur-Mer*, P.U.L., 1983, 452 p.
- LOTTIN A. et BUSSIERE E., *Deux mille ans du Nord-Pas-de-Calais*, La Voix du Nord, Lille, 2002.
- MEUNIER P. (L'abbé), *Histoire d'Hesdin*, Montreuil-sur-Mer, 1896, 385 p.
- P.A.E. des collèges d'Hucqueliers et de Fauquembergues, *5000 ans de vie rurale dans le Haut-Pays*, 1980-1982, 211 p.
- PERPILLOU A., MACHU L., MAUROIS P., MABILLE DE PONCHEVILLE A. et BOCQUET L., *Visage de la Flandres et de l'Artois*, collection « provinciales », édition des Horizons de France, Paris, 1949, 190 p.
- PIERRARD P., *Histoire du Nord, Flandre, Artois, Hainaut, Picardie*, Ed. Hachette, 1978, 404 p.
- PINCHEMEL Ph., *La région boulonnaise*, Boulogne-sur-Mer, 1965, 341 p.
- SIMON G., *La révolte du Boulonnais devant la violation de ses privilèges*, Boulogne-sur-Mer, 1983, 25 p.

Économie

- BREEMERSCH P. et DECELLE J.-M., *Le chemin de fer dans le Pas-de-Calais des origines à 1914*, *Archives du Pas-de-Calais*, Conseil général du Pas-de-Calais, 1993.
- CARON F., *Histoire de l'exploitation d'un grand réseau : la Compagnie du chemin de fer du Nord, 1846-1937*, Paris, Mouton, 1973.
- DORMARD S., *L'économie du Nord-Pas-de-Calais, Histoire et bilan d'un demi-siècle de transformations*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 2001, 320 p.
- HUBSCHER R., « La rente foncière dans le département du Pas-de-Calais au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle (1846-1914) », in *Revue historique*, avril-juin 1971, p 369-394.

Démographie et société

BROUCQSAULT Odile, « Les agriculteurs dans le Nord-Pas-de-Calais (1984), in *Bulletin Historique du Haut-Pays*, n°74, 2008, p 243-249.

CABAY S., « La mortalité infantile dans le Pas-de-Calais de 1919 à 1970 », in *Revue du Nord*, 1974.

CALLON G., « Le mouvement de la population dans le département du Pas-de-Calais au cours de la période 1821-1920 et depuis la fin de cette période », in *Bulletin de la Société académique de Boulogne*, tome XII, 1929-1933, 215 p.

FORESTIER B., « Aspects démographiques du canton d'Hucqueliers sous la III^e République (1870-1940) », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°63-64, 2002, 184 p., p 90-116.

FORESTIER B., « Les écoles de Preures sous la III^e République (1870-1940) » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°75, 2009, 252 p., p 121-134.

ROUCOUX P., *Le mouvement de la population dans le Pas-de-Calais au XIX^es.*, T.E.R., Lille, 1972.

THUMERELLE P.-J., *La population du Nord-Pas-de-Calais*, Rennes, 1979, 1600 p.

Agriculture et ruralité

ALLART M.-Ch., *L'évolution de l'agriculture en Artois dans la seconde moitié du XX^e siècle*, L'Harmattan, Paris, 2004, 112 p.

ANDRE R., *Paysans du Pas-de-Calais, à l'aube du XX^e siècle*, édit. A. Sutton, 2003, 158 p.

BARRE A. et DION R., « La transition Boulonnais-Montreuillois, un exemple de l'apport des techniques quantitatives à la connaissance du milieu agricole », in *Hommes et terres du Nord*, 1978-1, p 61-89.

BROUCQSAULT O., « L'Avenir Rural : De sa fondation à son apogée » in *Bulletin historique du Haut-Pays d'Artois*, n°71-72, 2006, p 118-125.

COUTIERE G., *1865-1965, Centenaire du Cercle Agricole du Pas-de-Calais*, Arras, 1965, 32 p.

CRDP de Lille, *Permanence et transformations d'un mode de vie rural*, collection « la France face à son avenir », Lille, 1984, 206 p.+ diapositives.

DERVILLE A., *Douze études d'histoire rurale, Flandre, Artois, Cambrésis au Moyen-âge*, Lille III, Université Charles de Gaulle, *Revue du Nord*, Hors série n°11, 1996, 280 p.

DEVOS J.P., « L'aménagement rural dans le Pas-de-Calais, un premier bilan (1971-1974) », in *Cérès Nord-Pas-de-Calais*, n°11, 1974, p 11-18.

FORESTIER B., « L'Agriculture et la Société rurale dans le canton d'Hucqueliers à la Belle Epoque (1870-1914) », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°61-62, 2001, 184 p., p 89-135.

FORESTIER B., « Les agents actifs du progrès dans le canton d'Hucqueliers sous la III^e République (1870-1940) », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°65-66, 2003.

FORESTIER B., « L'agriculture dans le canton d'Hucqueliers de 1918 à 1929 : mécanisation, mutation des structures de production et de commercialisation », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°67-68, 2004, 184 p., p 125-143.

FORESTIER B., « L'essor des productions végétales et de l'élevage dans l'arrondissement de Montreuil de 1870 à 1914 » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n° 69-70, 2005, 184 p., p 90-109.

FORESTIER B., « Un développement des structures et des techniques de production et de commercialisation dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1870 à 1914 » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n° 71-72, 2006, 184p., p 70-90.

HUBSCHER R., *L'Agriculture et la Société rurale dans le Pas-de-Calais du milieu du XIX^e siècle à 1914*, Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais, Arras, 1979, 2 vol., 964 p.

LANDRIU J., « Une enquête administrative au début du Second Empire » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°21, premier semestre, 1981, p 46-47.

MUCHEMBLED R. et SIVERY G. (dir.), *Nos ancêtres les paysans, Aspects du monde rural dans le Nord-Pas-de-Calais des origines à nos jours*, CRDP, Lille, 1983, 300 p.

PRUDHOMME P., « La foire d'Hucqueliers en 1909 : témoignage d'un garçon de dix ans », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°10, tome II, janvier 1976, p27.

ROUYRES-HENNIQUAU Th., « Quelques remarques sur les structures de l'agriculture à Saint-Josse » in *Travaux et recherches du labo de géographie rurale de Lille*, cahier n°3, 1975, p 153-170.

VANDAMME P., *L'Agriculture du Pas-de-Calais*, Arras, 1951, 402 p.

VASSEUR L., « La mort du Tortillard » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n° 31-32, 1986, p 306-308.

Politique et religion

COURTIN P., « Bertulphe Gosselin, conseiller général du canton de Fruges, 1877-1884 », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°22, 1981.

COUSSEE B., *Légendes et croyances en Boulonnais et Pays de Montreuil*, 1993, 237 p.

FORESTIER B., « La chapelle Notre-Dame de la Salette » in *Regard en Marche, Paroisses du secteur du Haut-Pays*, n° 105, février 2005, 24 p., p 21.

LEGER S., « Le curé, le maire et le maître au XIX^e siècle : quelques exemples de querelles dans le Haut-Pays » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n° 76, 2010, 252 p., p 65-79.

RENONCOURT R., « Les deux premières années de Louis Boudenoot au Conseil général du Pas-de-Calais, 1885-1886 », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°41, janvier-juin 1991, p 43-66.

RENONCOURT R., « Les élections cantonales dans le Haut-Pays de 1871 à 1914 », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°56-59, 1989.

RENONCOURT R., « Paul Ousselin, d'Hucqueliers, le modèle des conseillers généraux », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°43, janvier-juin 1992, p 203-206.

THOBOIS B.-J. , *À la mémoire de Madame André de la Gorce*, Calais, 1916, 38 p.

Armée

BELLENGUEZ P., « Les Britanniques et Churchill à Verchocq pendant la Première Guerre mondiale » in *Bulletin Historique du Haut-Pays*, n°42, 1991, p 136-137.

BREBION A., SPECQUE R. et TALLEUX P., « La période 1939-45 à Campagne-les-Boulonnais : témoignage de ceux qui eurent 20 ans dans les années noires » in *Mémoires de guerre*, n°03, 1991, p 81-84

DARRAS M., « Notes pouvant servir à l'Histoire de l'occupation et de la libération dans le canton d'Hucqueliers » in *Mémoires de guerre*, n°5, 1993, p 121-133.

DE JONGHE A., « L'établissement d'une administration civile en Belgique et dans le Nord de la France » in *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n°1, Bruxelles, août 1970, p 67-127.

DEJONGHE É. et LE MANER Y., *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande, (1940-1944)*, La Voix du Nord, Lille, 1999, 400 p.

- DEPRE B., « Le poids de la présence allemande à Montreuil-sur-mer » in *Mémoires de guerre*, n° 11, 1999, p 101-144.
- FOSSIER J., *Zone interdite, Nord-Pas-de-Calais*, Éditions Sociales, Paris, 1977, 782 p.
- HODICQ Y., *Montreuil-sur-Mer 1914-1918, Une petite ville du Pas-de-Calais au temps du G.H.Q. britannique*, Comité d'Histoire du Haut-Pays, 2002, 188 p.
- LELEU J.-L., « La division SS-*Totenkopf* face à la population civile du Nord de la France en mai 1940 » in *Revue du Nord*, tome 83, n°342, octobre-décembre 2001, p 831-840.
- LESAGE R., « La défaite de 1940 dans le Haut-pays » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°17, 1979, p 27-52.
- LESAGE R., « Occupants et occupés dans le Haut-Pays d'Artois de 1940 à 1944 » in *MEMOR*, n°7, juin 1987.
- LESAGE R., « Le massacre d'Hesmond-Offin du 4 septembre 1944 » in *Mémoires de guerre*, n° 06, 1994, p 115-122.
- LESAGE R., « Raymond Boulet, un résistant authentique du canton de Fruges » in *Mémoires de guerre*, n° 10, 1998, p 138-141.
- LESAGE R., « L'engagement des paysans dans la Résistance : l'exemple du Pas-de-Calais », in VANDERBUSSCHE R. (dir.), *L'engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)*, Villeneuve d'Ascq, IRHiS (« Histoire et littérature de l'Europe du Nord-Ouest », n° 33), 2003, p. 13-26.
- LHERMITTE F., « La résistance dans le Pas-de-Calais » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 3-8.
- LHERMITTE F., « Historique succinct du mouvement OCM-BOA dans le Pas-de-Calais » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 9-14.
- LHERMITTE F., « Historique de l'activité OCM dans le secteur de Montreuil-sur-mer » in *Mémoires de guerre*, n°2, 1990, p 15-34.
- MASSON Ph. (dir.), *La Seconde Guerre mondiale, campagnes et batailles*, Larousse, Paris, 1992, 430 p.
- MORONVAL A., « Souvenirs à propos de la guerre 1914-1918 à Créquy » in *Bulletin Historique du Haut-Pays*, n°14, 1977, p 47-48.
- TALLEUX M., « Souvenirs de l'occupation et de la Libération en pays d'Hucqueliers » in *Mémoires de guerre* n° 4, 1992, p 83-87
- VASSEUR L., *Journal de guerre 1939-1945 dans le pays de Montreuil*, tome 1 : *L'invasion (1938-1940)*, Bibliothèque des Éditions locales, Montreuil-sur-Mer, 1973.
- VASSEUR L., « Le 17 août 1943 s'écrivait dans la région de Montreuil une page de l'histoire de la guerre aérienne » in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n° 29, 1985, p 141-144.
- VASSEUR L., « La tragédie de Beussent » in *Mémoires de guerre*, n° 2, 1990, p 301-303.
- VASSEUR L., « La Libération de Montreuil-sur-mer 4 septembre 1944 » in *Mémoires de guerre*, n° 03, 1991, p 127-144.

Histoire et archéologie

- LESAGE R., « Inventaire archéologique : artefacts et sources du Haut-Pays et des cantons voisins », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°74, 2008, p 15-38.
- ROUTIER J.C., « Mobilier du site néolithique du Mont Fayel à Montcavrel », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°65-66, 2003, p 26-40.
- PERREAU F., « Le carrefour des Sept-Voies de Zoteux », in *Bulletin historique du Haut-Pays*, n°11, 1975, p 41.
- CREPIN A., *Le cimetière de Preures*, Mémoire de la commission des Monuments Historiques du Pas-de-Calais, Arras, 1957, p 20-59

Travaux universitaires

Mémoires et thèses d'Histoire

ATRUX-TALLAU M., *Histoire sociale d'un corps intermédiaire : l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (1924-1974)*, thèse de doctorat sous la direction de Claude-Isabelle BRELOT, Université de Lyon, 2010, édition numérique non paginée.

BÉTHOUART B., *Le MRP dans le Pas-de-Calais, de 1944 à 1967*, thèse sous la direction d'Y.-M. Hilaire, Lille III, 1980, et Dunkerque, Ed. du Beffroi, 1984.

DAUBRESSE P.-H., *Montreuil-sur-Mer dans la seconde moitié du XVIII^e s. Etude sociale et démographique*, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Trenard, Université de Lille, 1974, 229 p.

DELENCLOS A., *Une révolte des paysans au XVII^es : la « guerre de Lustucru » dans le Boulonnais en 1662*, Mémoire de DEA sous la direction de P. Villiers, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 2001, 71 p.

DEPRE B., *Montreuil-sur-Mer sous l'occupation (1940-1944)*, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Béthouart, ULCO, 1999, 224 p.

FORESTIER B., *L'évolution du monde agricole dans le canton d'Hucqueliers sous la III^e République (1870-1940)*, Mémoire de Maîtrise sous la direction de M. Béthouart, ULCO, Boulogne-sur-Mer, 2001, 280 p.

HILAIRE Y.-M., *Une chrétienté au XIX^es, La vie religieuse des populations du diocèse d'Arras, 1840-1914*, Lille, P.U.L, 1977, 2 vol., 1017 p.

HODICQ Y., *La Grande Guerre à Montreuil-sur-Mer*, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Montand, Université d'Artois, Arras, 1994, 187 p.

LAURY S., *La vie religieuse dans le diocèse d'Arras (1930-1962)*, Thèse de Doctorat, Lille, 1982

LEBEL L., *La vie politique à Berck-sur-Mer de 1870 à 1914*, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Béthouart, ULCO, 1999, 213 p.

LEOPOLD J.-Y., *Les élections législatives dans l'arrondissement de Montreuil de 1889 à 1936*, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Montant, Université d'Artois, Arras, 1993, 116 p. + 146 p. (annexes).

LOISON N., *Histoire des religieuses augustines dans le Boulonnais et le Montreuillois des origines à nos jours*, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Béthouart, ULCO, 1998, 198 p.

LOTH C., *Aspects de l'économie et de la société rurale de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre les deux guerres 1919-1939*, Mémoire de Maîtrise sous la direction de M. Chadeau, Lille III, 1996, 236 p.

MAQUAIRE H., *La vie au village dans le canton d'Hucqueliers durant l'entre-deux-guerres*, Mémoire de maîtrise sous la direction de M. Béthouart, ULCO, 2003, 186 p.

MILLE Ph., *Les hommes politiques du Pas-de-Calais face à la crise agricole de la fin du XIX^e siècle*, Mémoire de maîtrise, Université de Picardie, 1976.

NADEAU Th., *L'agriculture dans la croissance économique de la France de 1870 à 1914 : étude des mécanismes d'intégration d'un secteur d'activité à l'ensemble de l'économie nationale et internationale*, Mémoire de DEA sous la direction de M. Broder, Lille III, 1995, 45 p.

RENONCOURT R., *Une assemblée locale de la III^e République : Le conseil général du Pas-de-Calais de 1871 à 1914*, Thèse de doctorat sous la direction de M. Ménager, Lille III, 1994, 3 tomes, 857 p.

THIERY L., *La répression allemande dans le Nord de la France 1940-1944*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2013, 366 p.

URBANIAK-VANDROME M., *Agriculture et crédit dans le Pas-de-Calais du milieu du XIX^e à 1920*, Thèse de doctorat, Lille III, 1982.

Thèses de médecine vétérinaire

FALTOT P., *Présent et avenir du cheval de travail en Occident*, thèse de médecine vétérinaire, Lyon, 1986, 39 p.

LOMBARD C., *La traction équine en exploitation forestière : l'une des valorisations actuelles du cheval de trait dans l'agriculture française*, thèse de doctorat vétérinaire sous la direction de Philippe Bosse, Université Paris-Est Créteil Val de Marne, École nationale vétérinaire d'Alfort, 2009, 105 p.

RABOISSON D., *Évolution raciale du cheptel bovin français des années 1970 aux années 2000 : Analyse à partir des données des Recensements Généraux Agricoles de 1979, 1988 et 2000*, Thèse de doctorat, École Nationale Vétérinaire de Toulouse, 2004, 172 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

- ABRAMI Léon, sous-secrétaire d'État à la Guerre de 1917 à 1919, p 132.
 ADAM Gaston, artiste-peintre parisien, propriétaire à Alette, p 61.
 AMAT, socialiste, p 132.
 ALEXANDRE, radical de gauche, p 132.
 ALLART, éleveur à Tortefontaine, p 92.
 ALQUIER Henri, vétérinaire, conseiller général de Montreuil, RPF, p 316.
 AKAR Bertrand, maire de Verton, socialiste, p 309.

B

- BAILLEUX, conseiller général de Fruges, socialiste, p 315.
 BALY, communiste, p 132.
 BECQUET (abbé), curé de Groffliers, p 317.
 BECQUET Raoul, éleveur à Douriez, p 124.
 BERAUD Marcel, député de la circonscription de Montreuil, gaulliste, p 309, 310.
 BERNARD Marius, candidat aux cantonales de 1949, p 315.
 BIBLOCQUE, sous-lieutenant, cultivateur à Beutin, résistant, p 219.
 BIGOT Jean, conseiller général d'Étaples, p 314.
 BIGOT Lucile, épouse de Jean BIGOT, conseillère générale d'Étaples, UDF-MODEM, p 314.
 BISSON, civil exécuté par les Allemands en 1944, p 229.
 BLANC Prosper, député de l'Ain élu en 1926, agriculteur, gauche radical, p 128.
 BOISLEUX, président de la Caisse régionale du Crédit agricole, p 128.
 BOSREDON, communiste, p 133.
 BOUCHER-CADART Alfred, conseiller général d'Hesdin, député, républicain, p 73, 76.
 BOUDENOOT Louis, conseiller général de Fruges, député, sénateur, républicain, p 73, 75, 76, 98, 99, 100, 135.
 BOUDRY V., cultivateur à Lebiez, résistant, p 215.
 BOUISSON Fernand, président du Conseil en 1935, p 131.
 BOULENGER, conseiller général de Fruges, bonapartiste, p 73.
 BOULET Raymond, cultivateur à Verchin, résistant, p 216.
 BOUTOILLE, curé, p 23.
 BRASME François, républicain, p 72.
 BRASSEUR, cultivateur à Beaurainville, p 90.
 BROUSSIER Marius, candidat aux cantonales de 1979, communiste, p 316.
 BROUTIER Xavier, céréalier et producteur de fraises à Montcavrel, p 294.

C

- CAMESCASSE Ernest, député, républicain, p 74,75.

CANDELIEZ Albert, avocat, conseiller général d'Étaples, Radical de gauche, p 128, 133, 134.
 CARLU Auguste, cultivateur à Lefaux, p 114.
 CARLU Eugène, cultivateur à Parenty, p 252, 255.
 CARON, député du Pas-de-Calais, MRP, p 307.
 CARON, candidat aux cantonales de 1964, communiste, p 313.
 CARON Georges, cultivateur, maire de Fruges, conseiller général de Fruges, p 135.
 CARRÉ François, candidat aux cantonales de 1967, communiste, p 315.
 CARREZ, de Marconnelle, vice-président de la F.D.G.D.E.C, p 254.
 CASSAGNADE, conservateur, p 76.
 CASSEZ Émile, ministre de l'agriculture en 1934-1935, p 128.
 CATHALA Pierre, ministre de l'agriculture, p 131.
 CATTEAU Henri, conseiller général d'Hesdin, p 308.
 CHEVALIER Irénée, cultivateur à Alette, exécuté par les Allemands en 1942, p 217.
 CHEVALIER René, fils d'Irénée Chevalier, déporté en 1942, p 217.
 CHIRAC Jacques, président de la République française, p 311.
 CHURCHILL Winston, Premier ministre du Royaume-Uni, p 102, 103.
 COCQUET Léon, cultivateur à Herly, p 162, 183.
 COÏC Désiré, matelot, mort en 1940, p 209.
 COLETTE, pharmacien, p 135.
 COQUEMPOT, maire de Fruges, p 113.
 CORNE Albert, éleveur à Mouriez, fils d'Octave CORNE, p 123, 124, 142.
 CORNE Octave, président de la Société d'agriculture de Montreuil de 1923 à 1956, p 120, 122, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 139, 142, 146, 211, 220, 257, 260.
 COURTIN Gilbert, conseiller général de Fruges, p 315.
 CRÉPIN Joseph, cultivateur à Preures, p 264.

D

D'ARBOVAL (héritiers), propriétaires, p 60.
 DALLE Étienne, directeur de la sucrerie d'Hesdin à Marconnelle, p 113.
 DALLE Michel, cultivateur à Couturelle, président de la Fédération agricole du Pas-de-Calais, p 252.
 DASSONVILLE, député du Pas-de-Calais, communiste, p 307.
 DAUTREMER J., cultivateur à Aix-en-Issart, résistant, p 215.
 DAVIDSON, colonel canadien, guerre 1939-1945, p 216.
 DE LHOMEL Émile, conseiller général de Montreuil, bonapartiste, p 73, 75.
 D'HÉBRARD, légitimiste, maire de Torcy, p 73.
 DE BIENCOURT (marquis), propriétaire, p 60.
 DE BOUNONVILLE Léonce, civil exécuté par les Allemands en 1944, p 229.
 DE CONTES Hippolyte (baron), conseiller général de Fruges, bonapartiste, p 73.
 DE FRANCE, cultivateur à Lefaux, p 90.
 DE GOURCY Conrad (comte), p 52.
 DE GRANDVAL Enlard (chevalier), propriétaire de la ferme du ménage d'Alette, p 61.
 DE LA BUNAUDIÈRE (mademoiselle), propriétaire domiciliée à Rouen, p 61, 156.

- DE LA GORCE André, maire de Verchocq, conseiller général d'Hucqueliers (1913-1958), vice-président de la Fédération agricole du Pas-de-Calais, p 77, 99, 100, 130, 132, 134, 140, 172, 173, 252, 313.
- DE LA GORCE Dominique, conseiller général d'Hucqueliers (1979-2001), fils de Pierre DE LA GORCE et petit-fils d'André DE LA GORCE, p 313.
- DE LA GORCE Gabriel, conseiller général d'Hucqueliers (1958-1979), fondateur du SIDA, cultivateur, fils cadet d'André DE LA GORCE, p 265, 266, 267, 268, 309, 310, 313.
- DE LA GORCE Gabrielle, née DE LA JAILLE, épouse d'André DE LA GORCE, p 172, 173, 266.
- DE LA GORCE Pierre, historien et académicien, père d'André DE LA GORCE, p 102, 266.
- DE LA GORCE Pierre, maire de Verchocq, fils aîné d'André DE LA GORCE, p 267, 313.
- DE HAUTECLOCQUE Baudouin, conseiller général de Fruges, sénateur, p 315.
- DE LA HAYE (comte), propriétaire à Beussent, p 156.
- DE MALET Hubert (marquis de Coupigny), p 60.
- DE MONCHY Jean-Baptiste, marquis de Montcavrel, p 21.
- DE ROSAMEL Armand, propriétaire à Frencq, p 61.
- DE ROSAMEL Charles, conseiller général d'Étaples, sénateur, bonapartiste, p 73.
- DE SAINTE MARESVILLE Paul, cultivateur à Beaumerie, parti agraire, p 130, 133.
- DE SEILLÈRE (baron), propriétaire, p 60.
- DE TORCY (famille), propriétaire à Enquin-sur-Baillons, p 61, 62.
- DE WAILLY Joseph, cultivateur à Verchin, représentant du « Front paysan », p 130, 131.
- DEBARD, propriétaire domicilié à Paris, p 61.
- DECLÉMY Lucien, président de l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais, p 254.
- DECRÉQUY Gustave, député, Radical socialiste, p 133, 134.
- DECRÉQUY Pierre, conseiller général de Fruges, p 135.
- DEGOND, instituteur à Zoteux de 1926 à 1934, p 125, 183, 193.
- DELACRE, candidat aux cantonales de 1964, socialiste, p 313.
- DELIASSUS, SNCF, résistant, p 215.
- DELATTRE, cultivateur à Parenty, p 117.
- DELATTRE, radical socialiste, p 133.
- DELBÉ, conseiller général de Montreuil, MRP, p 315.
- DELEFOSSE V., candidat aux cantonales de 1988, UDF-RPR, p 316.
- DELEPLACE H., Instituteur à Étaples, résistant, p 215.
- DELESALLE Charles, député puis sénateur du Pas-de-Calais, p 128, 133, 255, 258, 309.
- DELHOMEL Paul, de Montreuil, p 61, 72, 82.
- DELIENNE Jules, cultivateur à Sempy, p 50, 52.
- DELISSE, député bonapartiste, p 72.
- DELMILHAC Charles, homme politique, républicain socialiste, p 133.
- DELOBEL Hubert, producteur du « Perlé de groseille » à Loison-sur-Créquoise, p 294.
- DELOZIÈRE (abbé), p 137.
- DELRUE C., commerçant à Auchy-lès-Hesdin, résistant, p 215.
- DELRUE M. Th., commerçante à Hucqueliers, résistante, p 215.
- DEMENNEVILLE Michel, président de la Caisse rurale de Crédit mutuel agricole de Fruges, p 263.

DEMAGNY (abbé), p 138.
 DENOYELLE Gustave, fondateur de la Caisse locale de crédit agricole mutuel d'Hesdin, p 147, 211.
 DEPARIS Vital, p 123.
 DEPREZ Léonce, maire du Touquet, député de l'arrondissement de Montreuil, p 310, 311, 312.
 DERÔME, candidat socialiste aux cantonales de 1945, p 314.
 DERON(abbé), curé de Verchocq, résistant, p 219.
 DERUELLE Paul, instituteur de Preures, p 91.
 DEVISME Paul, républicain radical, p 77.
 DEWIDHEM Charles, berger, p 123.
 DEZOTEUX, propriétaire, p 61.
 DRANSART Michel, conseiller général d'Hesdin, p 316.
 DU BLAISEL D'ENQUIN (famille), propriétaire à Enquin-sur-Baillons, p 62.
 DU FAYEL DE ROCQUIGNY (comte), propriétaire, p 60.
 DUCROCQ (abbé), doyen d'Hucqueliers, p 80.
 DUCROCQ Raoul, capitaine, cultivateur à Campagne-lès-Boullonnais, résistant, p 215, 219, 227.
 DUFLOS-DESTREES, maire de Bourthes, p 82.
 DUMONT G., transporteur à Hesdin, résistant, p 215.
 DUPUICH Marcel, SFIO, p 133, 135.
 DUVAL, résistante à Boulogne-sur-Mer, déportée en 1942, p 217.

EF

ELBY Henri, industriel, conseiller général de Montreuil, p 134, 309, 316.
 FACOMPRÉ, candidat socialiste aux législatives de 1958, p 308.
 FAUQUEMBERGUE, éleveur à Verton, p 124.
 FEUILLET Edmond, meunier à Enquin-sur-Baillons, tombé au champ d'honneur en 1918, p 118.
 FILLERIN Norbert, cultivateur à Renty, résistant, p 216.
 FLAHAUT DUCROCQ Marie, réfugiée à Bezinghem pendant la Grande Guerre, p 106, 107.
 FLAMENT Gilles, conseiller général de Campagne-lès-Hesdin, socialiste, p 315.
 FLANDIN Pierre-Étienne, président du Conseil du 8 novembre 1934 au 01 juin 1935, p 128, 129, 130, 131, 132, 134, 146.
 FOSSAËRT, institutrice à Preures à partir de 1920, p 86.
 FOURDINIER François, éleveur à Lefaux, p 123.
 FOWKE (général anglais), p 102.
 FRANÇOIS Charles, propriétaire-cultivateur à Zoteux, p 162, 163, 193.
 FRANÇOIS Marcel, cultivateur à Beussent, p 217.
 FRANEZAK (A.) Alexandre, aviateur polonais, guerre 1939-1945, p 217.
 FRESNAYE-LALIGANT, républicain conservateur, p 72, 73.
 FRÉVILLE André, conseiller général d'Hesdin, socialiste, p 315.
 FROISSART, conservateur, p 77.
 FRUCHARD-BOULANGER, institutrice à Preures de 1911 à 1920, p 85.

G

- GAYET, réfugié à Preures pendant la Grande Guerre, p 106.
- GATOUX, éleveur à Waben, p 92.
- GEORGE V, roi d'Angleterre, p 102.
- GERMAIN Jacques, responsable OCM de l'arrondissement de Montreuil à partir de mai 1944, p 215.
- GILLET, garagiste à Montreuil, résistant, p 215.
- GIRAUD, général, guerre 1939-1945, p 209.
- GISCARD D'ESTAING Valéry, président de la République française, p 309, 311, 313.
- GOBERT Henri, maître mitrailleur bombardier, mort en 1940, p 209.
- GODBILLE, percepteur à Hucqueliers, résistant, p 215.
- GODET Philippe, planteur de tabac à Aubin Saint-Vaast, communiste, p 133.
- GODIN, cultivateur à Cucq, p 48.
- GODIN Émile, propriétaire domicilié à Paris, p 61.
- GOSSART Aimé, instituteur à Preures, père de quatre enfants, sous-lieutenant de réserve tombé au champ d'honneur en 1915, p 107.
- GOSSELIN Berthulphe, banquier, conseiller général de Fruges, bonapartiste, p 73.
- GOUBEL, candidat aux cantonales de 1951, communiste, p 313.
- GRARD Charles, conseiller général d'Hucqueliers, républicain conservateur, p 74, 75, 77.
- GRAUX, président de l'Union des Syndicats agricoles du Pas-de-Calais et des départements voisins, p 98.
- GRÉMONT, éleveur à Buire-le-Sec, p 124.
- GRÉMONT Ernest, éleveur à Écuire, p 124.
- GRÉMONT Nestor, entrepreneur (battage) à Buire-le-Sec, p 264.
- GRESSIER Justine, cultivatrice à Lefaux, p 114.
- GRUMELARD Laurent, berger, p 123.

H

- HAIG Douglas (maréchal), commandant en chef des armées britanniques, p 102.
- HAMILLE Victor, député bonapartiste, p 72,73,74.
- HARDUIN Marcel, président de la Société d'agriculture de Montreuil, p 125, 130, 139, 254, 256, 258, 260.
- HAUDIQUET (abbé), curé de Beussent, exécuté par les Allemands en 1942, p 216, 217.
- HENGUELLE Julien, agriculteur à Ruisseauville, p 260.
- HENNEGUELLE, député socialiste du Pas-de-Calais, p 307.
- HENNEQUIN L., ingénieur des Ponts et chaussées, résistant, p 215.
- HÉNOCQ Colombe (mademoiselle), institutrice de Preures de 1910 à 1911, p 84.
- HOLLEVILLE (abbé), doyen de Fruges, p 80.
- HOUBRON Henri, président du Syndicat d'élevage de la race ovine boulonnaise, p 122.
- HUGUET Roland, député, puis sénateur socialiste, p 311.

JK

- JODL Alfred, général proche d'Hitler, guerre 1939-1945, p 210.

JOLLANT Gaston, instituteur à Preures, p 126.
 JOSPIN Lionel, Premier ministre, socialiste, p 312.
 JOURDAIN, professeur d'agriculture, p 91.
 JOURDAIN Gabriel, boulanger et aviculteur à Plumoison, p 264.
 JOURDAIN Jacques, député, conseiller général d'Hucqueliers, bonapartiste, p 74.
 KRAJEWSKI Jean-Marie, conseiller général de Montreuil, socialiste, p 312, 316.

L

LAGACHE Paul, cultivateur à Saulchoy, p 162, 184, 187.
 LAIGLE Alphonse, président du Comice agricole du canton de Fruges, p 119.
 LAMARRE René, berger, p 123.
 LAMOUR Félicien, quartier maître arrimeur, mort en 1940, p 209.
 LAVAL Pierre, président du Conseil, p 131.
 LE FLON Henri, conseiller général d'Hesdin, p 73.
 LEBLOND, éleveur à Conchil-le-Temple, p 123, 124.
 LEBORGNE, maire de la Madelaine-sous-Montreuil, p 217.
 LECERF Albert, cultivateur à Clenleu, fils de Paul LECERF, p 267, 268.
 LECERF Jean, cultivateur à Frencq, p 123.
 LECERF Paul, cultivateur à Clenleu, p 90, 124, 211.
 LECHERF Émile, éleveur à Mouriez, p 121, 123, 199.
 LECHERF Jacques, éleveur à Mouriez, p 121.
 LECOCQ (Monseigneur), doyen de Saint-Nicolas de Boulogne, p 136.
 LÉCUYER Maurice, instituteur de Preures, p 86, 126.
 LEDOUX Aimé, vétérinaire, conseiller général d'Hesdin, p 125, 135, 139.
 LEDUC Eugène, maçon à Estrée, p 117.
 LEFEBVRE, cultivateur, maire de Créquy, p 135.
 LEFEBRE Georges, candidat aux cantonales de 1945, communiste, p 313.
 LENGLET Émile, républicain conservateur, p 71.
 LESERGEANT DE MONNECOVE (baron), propriétaire, p 61.
 LESSEUR Maurice, propriétaire domicilié à Lille, p 61.
 LETREN, SNCF, résistant, p 215.
 LEUILLET-MINET Eugène, cultivateur à Beussent, p 51.
 LEVERT Charles, député bonapartiste, p 71.
 LEVRAY L., entrepreneur à Fruges, résistant, p 215.
 LHERMITTE Fernand, colonel, responsable OCM secteur de Montreuil, p 210, 214, 215, 216, 219.
 LIGNEZ Narcisse, mutilé de la Grande Guerre, p 232.
 LORGE Isidore, éleveur à Campagne-lès-Hesdin, p 123.
 LOUCHE Georges, éleveur à Colline-Beaumont, p 121, 123.

MN

MACQUART Ernest, berger à Campagne-lès-Hesdin, p 123.
 MAILLARD-DINIELLE, cultivatrice à Widehem, p 123.
 MAILLARD Louis, évacué du Touquet, exécuté par les Allemands en 1944, p 229.

- MALINGRE Michel, maire de Berck, conseiller général de Montreuil, p 134.
 MANIER Xavier, conseiller général de Montreuil, républicain conservateur, p 73.
 MARAIS, employé à Hesdin, résistant, p 215.
 MARTIN René, civil rescapé d'un massacre perpétré par les Allemands en 1944, p 229.
 MASSON Jules, éleveur à Frencq, p 142.
 MÉNARD Jean, médecin, conseiller municipal de Berck, p 134.
 MEUROT Jean-Baptiste, curé de Verchocq, p 82.
 MEUNIER P. (abbé), p 23.
 MEUROT, lieutenant, résistant, fusillé à Maresquel en 1944, p 227.
 MILLOT, ingénieur des potasses d'Alsace, p 257.
 MINET BOURGOIS, entrepreneur à Wailly-Beaucamp, p 61.
 MIONNET André, berger à Frencq, p 123.
 MITTERAND François, président de la République française, p 309, 311.
 MOITIER Charles, notaire, conseiller général d'Hucqueliers (1883-1890), bonapartiste, p 74, 75, 77.
 MOLEUX, conseiller général d'Étaples, républicain, p 73.
 MOLEUX Pierre, propriétaire domicilié à Paris, p 61.
 MONVOISIN André, candidat socialiste aux législatives de 1962, p 309.
 MOREL Victor, médecin, député, républicain, p 76, 77, 132, 135.
 MORONVAL-WALLON, cabaretier à Créquy, p 104, 105.
 MOUTON Jules, ingénieur agricole, p 211.
 MURRAY (général), p 102.
 NORMAND Clovis, architecte, p 81.
 NOYER-CANU Auguste, cultivateur à Enquin-sur-Baillons, p 62.

PQ

- PANET, cultivateur à Herly, p 90.
 PASQUES Georges, officier des équipages pilotes, mort en 1940, p 209.
 PAUGAM Blanche, résistante boulonnaise, p 214.
 PECQUART Didier, éleveur de chevaux boulonnais, p 294.
 PECQUART Jules, meunier à Beussent, p 112.
 PECQUART Valéry et Alphonsine, meuniers à Enquin-sur-Baillons, p 117.
 PELLETIER, sous-préfet de Montreuil, p 127.
 PÉROY-DEROLLEZ, cultivateur à Aix-en-Ergny, p 52.
 PÉROY Gaston, maire de Wicquinghem, résistant, p 215, 216, 218.
 PÉROY Michel, fils de Gaston PÉROY, résistant, p 216, 218.
 PÉROY Lucien, fils de Gaston PÉROY, résistant, p 216, 218.
 PETIT (Monseigneur), doyen d'Hucqueliers, p 136.
 PETIT Christian, conseiller général d'Hesdin, p 315.
 PEUDECOEUR Lucien, cultivateur à Lefaux, p 114.
 PICHONNIER G., résistant, p 215.
 PION Bernard, maire de Montreuil, conseiller général de Montreuil, p 316.
 PLARD, directeur de l'UCACO, p 261.
 POINCARÉ Raymond, président de la République française, p 102.

POIRIER André, sergent, pilote français, guerre 1939-1945, p 216.
 POSTEL DU CLIVET Bertrand, p 21.
 POUGET Jules, médecin, conseiller général d'Étaples, RPF, p 314.
 POULAIN Abel, entrepreneur à Hesdin, résistant, député socialiste, p 215, 219, 307, 315.
 POULTIER H.(mademoiselle), mécène, p 80.
 POUPART Charles, cultivateur à Brimeux, président de la Société Coopérative d'Élevage de Campagne-lès-Hesdin, p 143.
 POUPART Edmond, éleveur à Brimeux, président du Syndicat d'élevage et de contrôle laitier de Berck, p 123, 124, 142.
 POUPART Eugène dit Louis, conseiller général de Campagne-lès-Hesdin, p 125, 135.
 PRUDENT Camille, cultivateur à Frencq, p 114.
 QUÉNÉHEN Éloi, homme politique, indépendant de droite, architecte à Berck, p 133.

R

RANGER D., percepteur, résistant, p 215.
 REGNAUT Ovide, berger, p 123.
 RICQUIER-TRISTAM, conseiller général d'Étaples, p 134.
 ROBITAILLE (abbé), p 81.
 ROHAN-CHABOT (comtesse), propriétaire, p 60, 83.
 ROHANT Charles, agriculteur, président de la Distillerie coopérative de Verton, p 145.
 ROLLAND Eugène, conseiller général de Fruges, socialiste, p 315.
 ROLLIN Jean, vice-président de la Fédération agricole du Pas-de-Calais, p 128, 129, 132.
 ROSEY Marcel, maire d'Étaples, communiste, p 314.
 ROUSSEL, éleveur à Écuire, p 124.
 ROUSSEL Arthur, président du Syndicat des planteurs de tabac, p 139.
 ROUSSEL Charles, résistant, p 219.
 ROUSSEL Paul, cultivateur à Boisjean, président de la Société d'agriculture de Montreuil, p 121, 123, 199, 259, 290.

S

SAGNIER Roger, cultivateur à Longvillers, p 216.
 SAINT-OMER, curé de Preures, p 80, 83.
 SANNIER, curé de Preures, successeur de SAINT-OMER, p 83.
 SENS Édouard, député bonapartiste, p 71.
 SEPIETER Gérard, cultivateur à Montenescourt, président de la FSA, p 255.
 SOMON M. L., directrice de l'école libre de Preures, p 87.
 SPECQUE Roger, cultivateur à Wicquinghem, p 216.
 SUBILLE Pierre, résistant à Hesdin, p 215.
 SUEUR (chanoine), supérieur de Sainte-Austreberthe de Montreuil, p 136.

T

TÉTARD Ghislain, conseiller général de Campagne-lès-Hesdin, UDF, p 315.
 TÉTU, cultivateur en grande culture à Saint-Josse, p 90.
 TÉTU Georges, exploitant agricole à Conchil-le-Temple, p 146.

THÉROUANNE Joseph et Marie, galochiers à Maninghem, p 117.
THIÉBAUX Eugène, berger, p 123.
THOBOIS B.-J.(abbé), p 53, 84, 85, 86, 207.
THOREL, cultivateur à Wicquinghem, p 52.
TRECA Paul, cultivateur à Mouriez, p 254.
TRIBONDEAU J., directeur des Services Agricoles, p 143, 145.
TROLLÉ Paul, fermier en grande culture à Sorrus, p 161, 184.
TRUY Paul, député, conservateur, p 76.
TUAILLON Christian, conseiller général de Campagne-lès-Hesdin, p 315.

V

VAHÉ (abbé), professeur au collège Sainte-Austreberthe de Montreuil, p 80.
VANDAMME P., Directeur des Services Agricoles, p 202.
VASSEUR-DUBOIS, cultivateur à Estrée, p 52.
VASSEUR Philippe, député de l'arrondissement de Montreuil, ministre de l'Agriculture, UDF, p 312.
VÉLU André, ingénieur des ponts et chaussées, résistant, p 215.
VENDROUX Jacques, député du Pas-de-Calais, p 307, 309.
VILIN M., clerc de notaire à Montreuil, résistant, p 215.

W

WACOGNE, cultivateur à Clenleu, p 47, 52.
WALLET Abel, éleveur à Lépine, p 121, 122, 123, 148.
WILQUIN Claude, député de la circonscription de Montreuil, socialiste, p 310, 311, 313.

GLOSSAIRE

Assolement : rotation des cultures.

Batteuse : elle sert à séparer les grains de la balle et de la paille. Cet outil remplace le fléau. À plan incliné, fixe ou mobile, cette machine est formée d'une machine à battre et d'un tarare actionné mécaniquement. Le cheval marche l'escalier roulant du plan incliné. À manège, elle est mue par des chevaux qui tournent autour d'un axe central fixé sur une roue dentée.

Binot : il est d'usage ancien et fort répandu. Il s'agit d'une sorte de charrue en bois, munie d'un avant-train et de mancherons, sans coutre ni versoir. Les cultivateurs l'utilisent pour ameublir la terre déjà travaillée par les premiers labours de la charrue à versoir.

Badestamier : un bonnetier, un marchand qui fabrique et vend des vêtements en maille. Terme rencontré dans la colonne « profession » de la liste nominative de recensement de la population de Campagne-lès-Hesdin en 1820.

Blatier : un vendeur de blés. Terme rencontré dans la colonne « profession » de la liste nominative de recensement de la population de Campagne-lès-Hesdin en 1820.

Brabant : cet instrument agricole est aussi appelé « leu » ou « charrue de Flandres ». Il se distingue de la charrue du pays par son versoir fixe, l'absence d'avant-train, son soc à un tranchant au lieu de deux, le rejet de la terre d'un seul côté, en sorte qu'il faut toujours labourer en tournant. Cet outil a l'avantage de s'enfoncer plus que les autres. Constitué de fer, il est surtout employé dans les labours de fortes terres, ce qui explique son succès dans le canton.

Brabant double : il est formé de deux corps de charrue superposés. Il se caractérise par un versoir mobile autour de la pièce centrale de l'outil et permet de tracer les raies allant et venant.

Canadien : cet outil, composé de petits socs, sert à ameublir la terre en surface.

CETA : centre d'études techniques agricoles.

Charrette : une voiture à deux roues utilisée pour les transports légers.

Charrue : elle est dotée d'un avant-train contrairement au brabant. Sa caractéristique essentielle est le versoir mobile permettant au laboureur de tracer en allant et en venant des sillons contigus. Mais, des variantes existent selon les charrons et la qualité du sol travaillé.

Charrue polysoc : comme son nom l'indique, elle est constituée de plusieurs socs. Cet instrument permet un labour plus rapide.

Chasse-marée : un marchand voiturier spécialisé dans le transport de poissons. Terme rencontré dans la colonne « profession » de la liste nominative de recensement de la population de Campagne-lès-Hesdin en 1820.

Clavelée : appelée aussi « la variole du mouton », elle est une maladie infectieuse, virulente et contagieuse. Elle est spéciale aux ovins et non transmissible à l'être humain.

Concasseur ou **aplatisseur** : un appareil servant à écraser les grains pour l'alimentation animale.

Croskill : un rouleau formé de disques dentés de deux diamètres différents, utilisé pour briser les mottes.

Coopérative agricole : un groupement de cultivateurs dont le but est de résoudre collectivement des problèmes qu'ils rencontrent dans leur filière de production.

CUMA : une coopérative d'utilisation de matériel agricole qui permet aux exploitations dont les moyens financiers sont limités d'avoir accès à la mécanisation.

Déchaumeuse : une charrue utilisée pour arracher les chaumes et les enterrer. Le chaume est la partie de la tige des céréales qui reste après la moisson. Il est enfoui par un labour d'automne, appelé le déchaumage.

Démariage : élimination des plants excédentaires.

Dishley-Mérinos : une race anglaise de mouton utilisée pour des croisements afin d'améliorer les espèces locales.

Ecrémeuse centrifuge : un appareil permettant de concentrer la matière grasse dans la crème et de séparer celle-ci du lait. Elle utilise la force centrifuge, les globules gras se rassemblant près de l'axe de rotation.

Ensileuse : une machine agricole servant à récolter du fouillage vert, le plus souvent du maïs.

Extirpateur ou **scarificateur** : il est employé par les agriculteurs pour nettoyer la terre des plantes parasites. Il est constitué d'un bâti de bois triangulaire ou rectangulaire sur lequel des lames en fer assez larges et sans ressorts viennent se fixer.

Faneuse : cette machine est composée de fourches articulées et animées de mouvements circulaires ou alternatifs. Elle retourne l'herbe fauchée pour la faire sécher. Elle fait le travail d'une vingtaine de faneurs.

Faucheuse : une large lame actionnée par l'intermédiaire d'engrenages démultipliant la rotation des roues porteuses, coupant l'herbe et la luzerne. Cette machine effectuerait six fois le travail d'un faucher et de son aide en une journée.

Fermage : un mode de faire valoir indirect. La location est payée en argent, plus rarement en nature. Il s'oppose au mode de faire valoir direct, le métayage, qui se règle en nature.

FFPN (Frisonne Française Pie Noire) : une race de bovin d'origine hollandaise.

Fièvre aphteuse : maladie éruptive d'origine virale, très contagieuse, qui atteint surtout les bovins et les porcs, transmissible au mouton et au chien, parfois à l'homme. Les épidémies sont assez fréquentes dans le canton d'Hucqueliers sous la III^e République.

Fourrages annuels : des vesces et pois destinés à l'alimentation du bétail.

GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) : une société civile agricole de personnes permettant à des agriculteurs associés la réalisation d'un travail en commun dans des conditions comparables à celles existant dans les exploitations de caractère familial. Elle est créée par la loi du 8 août 1962.

Galochier : un sabotier, un artisan fabriquant des sabots. Terme rencontré dans la colonne « profession » de la liste nominative de recensement de la population de Maninghem-au-Mont en 1911.

Herse : cet instrument bon marché est utilisé dans toutes les exploitations. Elle est en bois ou en fer, de forme triangulaire, à dents de frêne disposées sur deux traverses parallèles, inclinées vers l'avant et dépassant les deux bouts.

Houe : un instrument aratoire qui sert à ameublir le sol. Elle est formée d'un bâti portant de petits socs et des mancherons pour le guidage du cheval.

Jachère morte : la terre nue.

Malaxeur à beurre : un appareil qui rend homogène le beurre en assurant la répartition des gouttelettes d'eau qu'il contient.

Les mars : les grains d'orge et d'avoine semés en mars par les cultivateurs.

Méteil : cette céréale est un mélange de seigle et de froment.

Moissonneuse-lieuse : elle possède un lieur et des éjecteurs qui déposent les bottes. Les élévateurs entraînent la récolte vers le lieur qui est formé d'une longue aiguille, un noneur mécanique forme le nœud, un couteau coupe la ficelle et les éjecteurs jettent la gerbe. La barre de coupe est plus longue que celle de la faucheuse.

New-Kent : une espèce de mouton d'origine anglaise, importé pour effectuer des croisements avec les races locales.

Oléagineux : ils comprennent le colza, la navette et l'œillette. Leurs graines sont destinées à la fabrication d'huiles.

Râteau à cheval : cet instrument, servant à rassembler le foin, est formé d'une rangée de dents courbes montées sur un bâti.

Râteau-faneur : il se compose de peignes que des tambours latéraux entraînent d'un mouvement tournant. Il cumule les fonctions de râteau, en rassemblant le foin, et de faneuse, en le retournant.

Regratier : un marchand, un épicier

Rouget : une maladie infectieuse du porc, très contagieuse et transmissible à l'homme. Souvent mortelle, elle est caractérisée par l'apparition de taches rouges sur la peau. Elle est due à un bacille.

Rouleau : cet outil est aussi appelé « rouloir » ou « rouloir ». Il est utilisé pour aplanir une surface en écrasant les mottes de terres. Il est souvent constitué d'un tronc d'arbre ou de fonte.

Sarclage : élimination des plantes adventices qui gênent la croissance du végétal.

Taupier : un chasseur de taupes.

Tombereau : il est formé d'une caisse fermée par une baie amovible pour faciliter le déchargement.

Trieur à alvéoles : il est composé d'un cylindre percé d'alvéoles qui retient les grains par ordre de grosseurs. Cet appareil sert notamment à débarrasser le blé des mauvaises graines et à préparer la semence.

Grand van : nom donné au tarare qui produit artificiellement un courant d'air permettant de nettoyer et de trier les grains. Il se différencie du « petit van » ou van à main, à faible valeur, confectionné en osier, d'un emploi pénible et médiocrement efficace.

Vescès : graines produites par une plante fourragère, de la famille des légumineuses. Cette culture est classée dans les enquêtes agricoles avec les pois sous la rubrique « fourrages annuels ».

Voiturier : un transporteur de marchandises. Terme rencontré dans la colonne « profession » de la liste nominative de recensement de la population de Campagne-lès-Hesdin en 1820.

Warats : cette culture regroupe les fèves, les fourrages de féveroles, les pois et les vescès.

Zootéchnie : l'étude des animaux domestiques, de leurs mœurs, de leur reproduction, ainsi que des moyens permettant d'améliorer les races et les conditions d'élevage, en vue d'une meilleure exploitation d'un cheptel.

TABLE DES DOCUMENTS

Document 1 : Un arrondissement formé de trois « morceaux de province », p 9

Document 2 : La répartition des communes selon leur étendue (en %), p 10

Document 3 : Le relief dans l'arrondissement de Montreuil, p 11

Document 4 : La pédologie de l'arrondissement de Montreuil, p 13

Document 5 : Vue sur le mont surplombant Esgranges à Bezinghem, dans le canton d'Hucqueliers (131 mètres d'altitude), p 15

Document 6 : L'évolution de la population dans l'arrondissement de Montreuil de l'an VIII à 1851, p 24

Document 7 : La répartition des chefs de ménage de Maresville par catégories socio-professionnelles en 1820, p 25

Document 8 : La répartition des chefs de ménage de Campagne-lès-Hesdin par catégories socio-professionnelles en 1820, p 25

Document 9 : La part des surfaces de chaque céréale par rapport à l'étendue totale des céréales, dans les arrondissements du Pas-de-Calais, en 1814, p 26

Document 10 : Les rendements en grain des céréales dans les arrondissements du Pas-de-Calais en 1814, p 27

Document 11 : L'utilisation du sol dans les six arrondissements du Pas-de-Calais en 1912, p 29

Document 12 : L'utilisation du sol dans les six cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1912, p 30

Document 13 : La répartition des surfaces en jachère du Pas-de-Calais par arrondissement en 1854 (en%), p 31

Document 14 : La répartition en surface des jachères de l'arrondissement de Montreuil, par canton, en 1858 (en%), p 32

Document 15 : La part des surfaces de chaque céréale par rapport à l'étendue totale des céréales, dans les arrondissements du Pas-de-Calais, en 1912, p 33

Document 16 : L'évolution des cultures de méteil et de seigle en surface dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1877 et 1912 (en ha), p 34

Document 17 : La part des surfaces en méteil et en seigle par rapport à l'espace céréalié dans les communes de l'arrondissement de Montreuil (en%), p 34

Document 18 : Les rendements en grain des céréales dans les arrondissements du Pas-de-Calais en 1912, p 36

Document 19 : Les rendements en grain des céréales dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1912, p 36

Document 20 : La répartition par arrondissement des surfaces de betteraves à sucre et de distillerie du Pas-de-Calais en 1912, p 37

Document 21 : La répartition par canton des surfaces de betteraves à sucre et de distillerie de l'arrondissement de Montreuil en 1912, p 39

Document 22 : La densité de peuplement des équidés dans les arrondissements du Pas-de-Calais en 1912, p 40

Document 23 : La densité de peuplement des équidés dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1912, p 41

Document 24 : La répartition des ovins de race du pays par canton, dans l'arrondissement de Montreuil, en 1882, p 42

Document 25 : La répartition des ovins de race perfectionnée par canton, dans l'arrondissement de Montreuil, en 1882, p 43

Document 26 : Relation entre la taille des exploitations et le type d'outillage correspondant dans l'arrondissement de Montreuil entre 1879 et 1883 (en % des cas), p 47

Document 27 : Un brabant double de la fin du XIX^e siècle, p 49

Document 28 : Extrait de l'annonce notariale parue le 18 octobre 1883 dans le *Journal de Montreuil*, suite à la cessation de culture de Jules Delienne, exploitant en grande culture, à Sempy, p 50

Document 29 : Extrait de l'annonce notariale parue le 23 février 1882 dans le *Journal de Montreuil*, suite au décès d'Eugène Leuillet-Minet, exploitant en moyenne culture, à Beussent, p 51

Document 30 : Le nombre de machines agricoles dans les arrondissements du Pas-de-Calais vers 1900, p 52

Document 31 : L'évolution démographique de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1851 à 1911, p 54

Document 32 : L'évolution démographique des communes de l'arrondissement de Montreuil entre 1851 et 1911, p 55

Document 33 : Le taux d'accroissement naturel des douze communes de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer les plus touchées par le phénomène de dépeuplement entre 1851 et 1911, p 57

Document 34 : L'évolution des catégories socioprofessionnelles des chefs de ménage de Loison-sur-Créquoise entre 1851 et 1911, p 58

Document 35 : Les dix plus grands propriétaires terriens à Enquin-sur-Baillons en 1917, p 62

Document 36 : L'évolution du prix de location de la propriété du Bailli à Alette entre 1865 et 1898, p 63

Document 37 : L'évolution du nombre d'animaux vendus sur les marchés et foires d'Hucqueliers entre 1887 et 1898, p 66

Document 38 : Les infrastructures ferroviaires dans l'arrondissement de Montreuil à la veille de la Grande-Guerre, p 68

Document 39 : La part des suffrages exprimés en faveur des candidats bonapartistes lors des élections législatives de 1872 à 1881 dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil (en%), p 72

Document 40 : M. Camescasse, p 75

Document 41 : L. Boudenoot, p 75

Document 42 : A. Boucher-Cadart, p 76

Document 43 : Le docteur V. Morel, p 76

Document 44 : Les pèlerinages aux Saints attestés entre 1860 et 1880 et les pèlerinages à la vierge et au christ attestés entre 1860 et 1899 dans l'arrondissement de Montreuil, p 79

Document 45 : L'église de Fruges vers 1900, p 82

Document 46 : La répartition des membres de la Société d'agriculture de Montreuil par catégorie socioprofessionnelle en 1890, p 88

Document 47 : Les dépenses de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer pour l'année 1872 (en francs), p 89

Document 48 : Les conférences publiques données en 1898 par M. Jourdain dans l'arrondissement de Montreuil et relevées par le Journal de Montreuil, p 91

Document 49 : L'évolution du nombre d'adhérents et de la valeur du capital assuré de l'ensemble des caisses communales d'assurance contre la mortalité du bétail dans l'arrondissement de Montreuil de 1899 à 1903, p 94

Document 50 : Les caisses mutuelles d'assurance contre la mortalité du bétail et les syndicats communaux fondés avant 1914 dans l'arrondissement de Montreuil, p 95

Documents 51-53 : Les Caisses d'assurance contre la mortalité du bétail dans le Pas-de-Calais en 1903, p 96

Document 54 : Les membres de la Caisse contre la mortalité du bétail de Verthon en 1902, p 97

Document 55 : Les membres de la Caisse contre la mortalité du bétail de Recques-sur-Course en 1908, p 97

Document 56 : Les principales communes de l'arrondissement de Montreuil occupées par les armées alliées pendant la Grande Guerre, p 103

Document 57 : La répartition des réfugiés dans l'arrondissement de Montreuil par canton en juillet 1918 (nombre d'individus évacués présents sur le territoire), p 106

Document 58 : La consommation de viandes dans les villes de l'arrondissement de Montreuil pendant les mois de juillet 1916 et 1917, p 115

Document 59 : Le nombre de poilus morts au combat ou disparus par rapport à la population de 1911 dans les communes de l'arrondissement de Montreuil (en%), p 116

Document 60 : La répartition par canton des membres de la Société d'agriculture de Montreuil en 1928, p 120

Document 61 : Les éleveurs d'ovins montreuillois participant au concours spécial de la race ovine boulonnaise qui a lieu à Montreuil-sur-Mer le 2 juillet 1939, p 121

Document 62 : Les éleveurs d'ovins montreuillois inscrits au Concours Itinérant de Troupeaux et Bergeries de la race boulonnaise du Pas-de-Calais et de la Somme en 1939, p 123

Document 63 : Les éleveurs de l'arrondissement de Montreuil récompensés au concours agricole de juments poulinières organisé dans le Pas-de-Calais en septembre 1934, p 124

Document 64 : Photographie des personnalités présentes lors de la cérémonie de clôture de la session de l'École d'agriculture ambulante d'Hiver à Hesdin en avril 1938, p 125

Document 65 : La répartition des suffrages lors du second tour des élections législatives de 1935 dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer (en%), p 134

Document 66 : Louis Poupart, p 135

Document 67 : La répartition des membres adhérant à des Unions paroissiales dans l'archiprêtré de Montreuil, par doyenné, en janvier 1925, p 137

Document 68 : Les syndicats agricoles de l'arrondissement de Montreuil affiliés à la Fédération agricole du Pas-de-Calais en 1932, p 141

Document 69 : Les recettes et les dépenses de la Caisse locale de crédit agricole mutuel d'Hesdin de 1927 à 1932, p 148

Document 70 : La part des différentes catégories d'exploitations par rapport au nombre total de propriétés dans l'arrondissement de Montreuil en 1929, p 151

Document 71 : La part de l'étendue des différentes catégories de propriétés par rapport à la surface agricole totale dans l'arrondissement de Montreuil en 1929 (en%), p 151

Document 72 : L'étendue moyenne des propriétés agricoles dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1929, p 153

Document 73 : La répartition des exploitations par catégorie de contenance dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1929 (en%), p 154

Document 74 : La valeur locative minimum et maximum des biens loués au premier septembre 1939 dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil, p 157

Document 75 : Le nombre d'outils recensés dans l'arrondissement de Montreuil lors de l'enquête de 1929, p 158

Document 76 : Nombre d'outils pour 100 exploitations de plus d'un hectare en 1929, p 160

Document 77 : La répartition par commune des tracteurs recensés dans l'arrondissement de Montreuil en 1940, p 164

Document 78 : Le tracteur américain Farmall F-12 G Mc Cormick-Deering produit à Neuss en Allemagne entre 1937 et 1940, p 165

Document 79 : L'évolution du nombre de chevaux dans l'arrondissement de Montreuil de 1912 à 1939, p 168

Document 80 : La densité de peuplement des chevaux dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil de 1912 à 1939, p 168

Document 81 : L'évolution démographique de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1911 à 1936, p 170

Document 82 : L'évolution démographique des communes de l'arrondissement de Montreuil entre 1911 et 1936, p 171

Document 83 : Le nombre de naissances, mariages et décès en 1922 dans l'arrondissement de Montreuil (pour un millier d'habitants), p 172

Document 84 : La répartition de la main d'œuvre agricole formée d'individus des deux sexes et âgés de plus de 13 ans et de moins de 60 ans par catégories dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1930, p 175

Document 85 : Les salaires annuels moyens des ouvriers agricoles de sexe masculin par catégories fixés par les arrêtés préfectoraux dans l'arrondissement de Montreuil de 1926 à 1936, p 176

Document 86 : Le nombre de salariés agricoles des deux sexes âgés de 13 à 60 ans faisant plus ou moins de 120 jours de travail par an et de métayers français recensés dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1930, p 178

Document 87 : L'évolution des surfaces consacrées aux labours et aux prairies naturelles dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1912 et 1936, p 181

Document 88 : La répartition des surfaces en jachère de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer par canton en 1929 (en%), p 183

Document 89 : Les quantités d'engrais utilisées par région agricole dans le Pas-de-Calais en 1937, p 185

Document 90 : L'évolution en surface des cultures céréalières dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1912 et 1939 (en ha), p 186

Document 91 : L'évolution du prix du blé à la Bourse de Paris et à la Bourse de Lille entre 1927 et 1936, p 187

Document 92 : L'évolution des surfacesensemencées en seigle et en méteil dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1929 et 1939 (en hectares), p 188

Document 93 : L'évolution des surfacesensemencées en orge dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1929 et 1939 (en hectares), p 189

Document 94 : Les rendements en grain du froment dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1912, 1926, 1929, 1934 et 1936, p 190

Document 95 : L'évolution en surface des cultures de betteraves industrielles et fourragères dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1912 et 1939, p 192

Document 96 : L'évolution en surface de la culture des betteraves industrielles dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1912 et 1939, p 193

Document 97 : L'évolution en surface de la culture des betteraves fourragères dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1912 et 1936, p 194

Document 98 : L'évolution en surface des cultures de pommes de terre dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1912 et 1936, p 196

Document 99 : La production de tabac dans les arrondissements de Saint-Omer, Saint-Pol, Béthune et Montreuil-sur-Mer en 1924 et 1925, p 197

Document 100 : L'évolution des cheptels d'ovins, de porcins et de bovins entre 1912 et 1940 dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, p 198

Document 101 : La répartition des ovins dans l'arrondissement de Montreuil en 1929, p 199

Document 102 : La densité de peuplement des bovins, des ovins, des porcins et des caprins dans l'arrondissement de Montreuil et dans le Pas-de-Calais en 1929, p 200

Document 103 : La répartition des porcs par canton dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1936, 201

Document 104 : La répartition des bovins par canton dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1929, p 203

Document 105 : Les rations attribuées par catégories de consommateurs dans le Pas-de-Calais et le Nord du 25 novembre au 31 décembre 1940, p 212

Document 106 : Le groupe OCM du secteur de Montreuil dirigé par Fernand Lhermitte en 1943, p 215

Document 107 : Les avions alliés abattus dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer pendant la Seconde Guerre mondiale, p 218

Document 108 : Le nombre de cultivateurs et d'ouvriers agricoles contraints de travailler sur les chantiers locaux nazis ou dans les firmes en Allemagne, par commune, dans l'arrondissement de Montreuil, en 1943, p 222

Document 109 : L'évolution des cheptels d'ovins, de porcins, de bovins et d'équidés entre 1936 et 1944 dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, p 226

Document 110 : L'avancée des troupes alliées dans le Pas-de-Calais en 1944, p 228

Document 111 : L'évolution du nombre de tracteurs dans l'arrondissement de Montreuil entre 1946 et 2000 (données brutes et pour 100 exploitations), p 236

Document 112 : Nombre d'outils pour 100 exploitations en 1970, p 239

Document 113 : L'évolution du nombre de chevaux dans l'arrondissement de Montreuil de 1939 à 2000, p 241

Document 114 : L'évolution du nombre d'exploitations et de leur étendue moyenne dans l'arrondissement de Montreuil entre 1970 et 2000, p 243

Document 115 : L'évolution du nombre d'exploitations selon leur étendue dans l'arrondissement de Montreuil entre 1929-1979, 1979-1988 et 1988-2000, p 244

Document 116 : L'évolution de l'étendue moyenne des exploitations entre 1970 et 2000 dans l'arrondissement de Montreuil, dans le Pas-de-Calais et en France, p 246

Document 117 : L'évolution de l'étendue moyenne des propriétés agricoles dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil de 1970 à 2000, p 247

Document 118 : La part des types de faire-valoir dans l'arrondissement de Montreuil et dans le Pas-de-Calais en 1979 et 1988, p 248

Document 119 : La part des différentes catégories d'exploitations classées selon leur statut dans l'arrondissement de Montreuil et le Pas-de-Calais en 1979, 1988 et 2000, p 249

Document 120 : La part des exploitations ayant recours à une main-d'œuvre salariée permanente et saisonnière dans l'arrondissement de Montreuil et le Pas-de-Calais entre 1979 et 2000 (en%), p 251

Document 121 : Les syndicats agricoles de l'arrondissement de Montreuil affiliés à la Fédération agricole du Pas-de-Calais en 1951, p 253

Document 122 : Photographie prise lors de l'assemblée générale de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer en 1983 à Campagne-lès-Hesdin, p 259

Document 123 : Le nombre d'adhérents aux caisses locales de Crédit Agricole Mutuel du Pas-de-Calais en décembre 1958, p 262

Document 124 : Gabriel de la Gorce en 1967, p 266

Document 125 : L'évolution de la SAU dans l'arrondissement de Montreuil et le Pas-de-Calais de 1954 à 2000 (en%), p 271

Document 126 : L'évolution des surfaces consacrées aux labours et aux prairies naturelles dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1936 et 2000, p 272

Document 127 : La part des labours et des prairies naturelles dans la SAU dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil en 1970 (en%), p 274

Document 128 : L'évolution en surface des cultures céréalières dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer entre 1912 et 1939 (en ha), p 276

Document 129 : Les rendements en grain du froment dans les régions agricoles du Pas-de-Calais en 1957 et 1958, p 278

Document 130 : L'évolution, en surface, du maïs fourrage dans les cantons de l'arrondissement de Montreuil entre 1979 et 2000, p 280

Document 131 : L'évolution de la surface brute (en ha) et de la part par rapport aux labours (en %) de la culture de la betterave industrielle dans l'arrondissement de Montreuil de 1936 à 2000, p 282

Document 132 : L'évolution de la surface consacrée aux pommes de terre dans l'arrondissement de Montreuil de 1936 à 2000, p 283

Document 133 : L'évolution des cheptels d'ovins, de porcins et de bovins entre 1936 et 2000 dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, p 285

Document 134 : L'évolution de la densité de peuplement des vaches laitières et de l'ensemble des bovins dans l'arrondissement de Montreuil et dans le Pas-de-Calais dans la seconde moitié du XX^e siècle, p 287

Document 135 : La répartition des bovins dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1979 (en%), p 288

Document 136 : La répartition des porcs dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1970 (en%), p 289

Document 137 : La répartition des ovins dans l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer en 1979 (en%), p 291

Document 138 : L'évolution du nombre de poules et de poulets de chair recensés dans l'arrondissement de Montreuil entre 1929 et 2000, p 293

Document 139 : L'évolution démographique de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer de 1936 à 1999, p 296

Document 140 : L'évolution du nombre de citadins et de ruraux dans l'arrondissement de Montreuil entre 1936 et 1999, p 297

Document 141 : Les densités de peuplement des arrondissements du Pas-de-Calais, du Pas-de-Calais, du Nord-Pas-de-Calais et de la France métropolitaine en 1982 et 1999 (hab/km²), p 298

Document 142 : L'évolution démographique des communes de l'arrondissement de Montreuil entre 1946 et 1999, p 299

Document 143 : La pyramide des âges de l'arrondissement de Montreuil en 1975, p 302

Document 144 : La pyramide des âges de l'arrondissement de Montreuil en 1999, p 303

Document 145 : La répartition par secteur d'activité de la population active occupée de l'arrondissement de Montreuil en 1954 (en%), p 305

Document 146 : La répartition par secteur d'activité de la population active occupée de l'arrondissement de Montreuil en 1999 (en%), p 305

Document 147 : La répartition par secteur d'activité de la population active occupée de l'arrondissement de Montreuil et du Pas-de-Calais en 1982 (en%), p 306

Document 148 : Marcel Beraud, p 309

Document 149 : Les parts des suffrages exprimés lors du second tour des élections présidentielles de 1974 et 1981 dans les arrondissements du Pas-de-Calais, p 310

Document 150 : Claude Wilquin, p 311

Document 151 : Philippe Vasseur, p 312

Document 152 : Léonce Deprez, p 312

Document 153 : Dominique de la Gorce, p 313

Document 154 : Jean Bigot, p 314

Document 155 : Lucile Bigot, p 314

Document 156 : Baudouin de Hauteclocque, p 315

Document 157 : Henri Elby, p 316

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	3
Introduction	4

PARTIE I : LES PRÉMICES D'UN MONDE RURAL EN PLEINE MUTATION DANS L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL DU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE À 1914

Chapitre 1 : L'identité historique et géographique du territoire

I) Les conditions naturelles : un facteur déterminant	8
<i>L'arrondissement de Montreuil : un territoire atypique</i>	8
<i>Des conditions naturelles hétérogènes</i>	11
<i>Des paysages variés, structurés par les conditions naturelles</i>	15
II) Un espace rural au passé mouvementé	16
<i>Des nomades de la Préhistoire aux paysans du Moyen Âge</i>	16
<i>L'Ancien Régime : des temps difficiles</i>	21
<i>De la fin du XVIII^e au milieu du XIX^e : L'entrée dans la modernité</i>	24

Chapitre 2 : L'essor des productions végétales et de l'élevage du milieu du XIX^e siècle à 1914

I) Un progrès relativement lent dans l'utilisation du sol	28
<i>Un accroissement de la superficie cultivable encore insuffisant</i>	28
<i>Une répartition inégale sur le territoire</i>	29
<i>La persistance de la jachère</i>	30

II) Un faible développement des cultures	32
<i>Une lente disparition des céréales traditionnelles</i>	32
<i>Des rendements céréaliers insuffisants</i>	35
<i>Des cultures industrielles encore marginalisées</i>	37
III) Une région vallonnée propice à l'élevage	39
<i>Une stagnation des effectifs d'équidés</i>	39
<i>Un espace à forte densité ovine et porcine</i>	41
<i>Une faible croissance de la production bovine</i>	44
Chapitre 3 : Un développement des techniques et des structures de production et de commercialisation de 1850 à 1914	
I) Une lente modernisation de l'outillage agricole	46
<i>Les types d'instruments en fonction de la taille des propriétés</i>	46
<i>Un retard par rapport au département</i>	51
<i>Une mécanisation accélérée par une pénurie de main-d'œuvre</i>	54
II) La domination des moyennes et grandes propriétés	59
<i>La prépondérance de la moyenne et grande culture</i>	59
<i>Une ségrégation sociale dans la distribution géographique du sol</i>	60
<i>Le fermage : un mode de faire valoir prédominant</i>	62
III) Le développement des marchés et l'apparition du réseau ferré	64
<i>L'apogée des foires et des marchés du Montreuillois</i>	64
<i>Un désenclavement du territoire par le rail</i>	67
<i>Le réseau ferré : une menace pour les débouchés commerciaux traditionnels ?</i>	69

Chapitre 4 : Un arrondissement conservateur et attaché à la pratique religieuse ouvert aux innovations

I) Un arrondissement à l'électorat traditionnellement conservateur	71
<i>Un territoire bonapartiste jusqu'au milieu des années 1880</i>	71
<i>Le succès des candidats républicains de 1887 à 1914</i>	74
<i>Un véritable changement des mentalités ?</i>	77
II) L'importance du catholicisme dans la société rurale montreuilloise	78
<i>Un essor de la pratique et des vocations religieuses</i>	78
<i>Le succès des Pèlerinages</i>	79
<i>La restauration et la fondation d'édifices religieux</i>	81
<i>Une laïcisation de la société qui ne fait pas l'unanimité</i>	82
III) L'apparition de groupements en faveur de l'innovation	87
<i>La Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer</i>	87
<i>L'apparition des caisses d'assurance locales</i>	93
<i>Le développement du syndicalisme</i>	98

PARTIE II : UNE MONTÉE EN PUISSANCE DE LA MODERNITÉ DANS L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Chapitre 5 : L'arrondissement de Montreuil dans la Grande Guerre (1914-1918)

I) Un territoire proche du Front	102
<i>L'arrondissement de Montreuil : « la zone des armées » britanniques</i>	102
<i>L'arrondissement de Montreuil : une terre d'accueil</i>	105
<i>Des civils victimes des bombardements allemands</i>	107

II) L'Agriculture montreuilloise pendant la guerre	108
<i>Une agriculture affaiblie par les réquisitions</i>	108
<i>Une pénurie de main-d'œuvre</i>	109
<i>Une production agricole loin d'être suffisante</i>	110
III) L'impact de la guerre sur la société montreuilloise	112
<i>Une vie quotidienne difficile</i>	112
<i>Un lourd bilan humain au lendemain du conflit</i>	116

Chapitre 6 : Des groupements agricoles de plus en plus puissants et nombreux sur un territoire particulièrement conservateur

I) L'influence croissante de la Société d'agriculture de Montreuil-sur-Mer	119
<i>Une augmentation du nombre de sociétaires</i>	119
<i>La multiplication des actions en faveur du progrès</i>	120
<i>La défense des intérêts des cultivateurs</i>	126
II) Des mentalités profondément conservatrices	132
<i>Un électorat majoritairement de droite</i>	132
<i>La place de la religion catholique dans la société montreuilloise</i>	135
III) Une multiplication des associations agricoles sur le territoire	139
<i>Le développement du syndicalisme agricole</i>	139
<i>L'importance du mutualisme agricole</i>	143
<i>L'apparition des coopératives agricoles</i>	145

Chapitre 7 : Une modernisation des moyens de production agricole de 1918 à 1939

I) L'essor des exploitations familiales de moyenne culture	150
<i>L'évolution des structures de production</i>	150

<i>Des structures de production avant tout familiales</i>	154
<i>L'évolution des modes d'exploitation</i>	156
II) Une mécanisation de l'agriculture montreuilloise	158
<i>Une démocratisation des machines</i>	158
<i>Une motorisation de l'agriculture</i>	163
<i>« Le cheval de trait valeur or agricole de l'entre-deux-guerres »</i>	167
III) Une raréfaction de la main-d'œuvre agricole	169
<i>Un dépeuplement des communes rurales</i>	170
<i>L'entre-deux-guerres, une période d'accroissement naturel</i>	172
<i>Une pénurie de main-d'œuvre moins conséquente que dans l'Est du département</i>	174
Chapitre 8 : Le développement des productions végétales et animales de 1918 à 1939	
I) La disparition progressive de la jachère et l'utilisation croissante des engrais	
<i>Une réduction des labours et un accroissement des prairies naturelles</i>	180
<i>Une disparition progressive de la jachère</i>	182
<i>L'utilisation croissante des engrais</i>	184
II) Une hausse des rendements céréaliers et un essor de la betterave industrielle	
<i>Une production principalement céréalière</i>	186
<i>Un développement des cultures de plantes sarclées sur le territoire</i>	191
<i>L'arrondissement de Montreuil, le premier producteur de tabac du département</i>	196
III) Un développement des filières bovines et porcines	197
<i>Un développement de la filière ovine en partie décimée par la guerre</i>	197
<i>L'importance de la filière porcine dans l'arrondissement</i>	200
<i>La prédominance de l'élevage bovin dans l'entre-deux-guerres</i>	202

PARTIE III : UNE VÉRITABLE « RÉVOLUTION AGRICOLE » DANS L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Chapitre 9 : L'arrondissement de Montreuil dans la Seconde Guerre mondiale

I) Vivre sous l'occupation allemande	207
<i>De la mobilisation à l'arrivée des Allemands</i>	207
<i>Une présence allemande imposante</i>	209
<i>L'engagement des Montreuillois dans la résistance</i>	213
II) L'agriculture montreuilloise pendant la guerre	220
<i>Une agriculture affaiblie par les réquisitions</i>	220
<i>Des bombardements alliés fragilisant le secteur agricole</i>	224
<i>Une baisse des productions agricoles</i>	225
III) La Libération	227
<i>L'arrivée des troupes alliées</i>	227
<i>Une épuration limitée</i>	229
<i>Un bilan humain et matériel relativement lourd</i>	232

Chapitre 10 : Une modernisation accélérée des moyens de production après 1945

I) Une motorisation de l'agriculture montreuilloise	234
<i>Des exploitations de mieux en mieux équipées</i>	234
<i>Un retard des moyens de production</i>	238
<i>Les conséquences de la motorisation de l'agriculture dans l'arrondissement</i>	240

II) Une véritable mutation des structures de production au lendemain de la guerre

<i>Des exploitations de plus en plus vastes</i>	243
<i>La prééminence du fermage</i>	247
<i>L'apparition de sociétés d'exploitation toujours à caractère familial</i>	249

III) Des associations de défense des intérêts des cultivateurs de plus en plus actives

<i>Une montée en puissance du syndicalisme agricole chrétien</i>	252
<i>La Société d'agriculture de Montreuil : de l'apogée au déclin</i>	256
<i>L'essor des coopératives, des caisses de crédit agricole et des mutuelles</i>	260
<i>La vulgarisation des techniques de production</i>	265

Chapitre 11 : Une véritable mutation des productions agricoles au lendemain de la guerre

I) Une diminution des terres labourables et une multiplication des engrais	270
<i>Une réduction de la surface agricole utile</i>	270
<i>L'utilisation de la surface agricole utile</i>	271
<i>La fin de la pratique de la jachère</i>	275
II) L'importance des cultures céréalières et l'apparition du maïs fourrage	276
<i>Une production principalement céréalière</i>	276
<i>L'essor du maïs fourrage</i>	280
<i>L'importance des plantes sarclées</i>	281
III) L'une des plus grandes régions d'élevage du Pas-de-Calais	285
<i>Le règne des bovins</i>	285
<i>La production porcine : de l'apogée au déclin</i>	289
<i>La « renaissance » de la filière ovine dans les années 1970</i>	290
<i>Le développement de l'aviculture et l'apparition de productions atypiques</i>	292

Chapitre 12 : La fin d'une société paysanne dans la seconde moitié du XX^e siècle

I) Un dépeuplement des communes rurales les plus enclavées	295
<i>Une croissance démographique régulière</i>	295
<i>De fortes disparités au cœur de l'arrondissement</i>	299
<i>Un vieillissement de la population dans les années 1990</i>	301
II) La fin de la prédominance du secteur primaire	304
<i>Une tertiarisation croissante de la société montreuilloise</i>	304
<i>Un secteur primaire et tertiaire plus important que dans le reste du département</i>	306
III) L'un des arrondissements les plus conservateurs du Pas-de-Calais	307
<i>Un électorat particulièrement conservateur aux législatives et présidentielles</i>	307
<i>Des conseillers généraux majoritairement de droite</i>	313
<i>Une pratique religieuse de moins en moins importante</i>	316
Conclusion	319
Table des annexes	324
Annexes	327
Sources	349
Bibliographie :	386
Index des noms de personnes	395
Glossaire	404
Table des documents	408
Table des matières	418